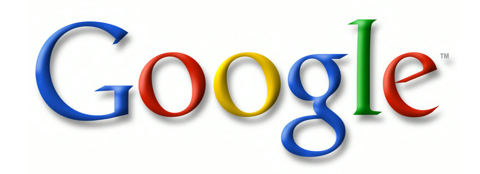


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/


600029857.





HISTOIRE
D'ESPAGNE

45

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

HISTOIRE
D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW ST-HILAIRE

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris
Membre correspondant de l'Académie de Madrid

NOUVELLE EDITION
REVUE ET CORRIGÉE

TOME SEPTIÈME

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

M DCCC LVI

243 e

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW S[T]-HILAIRE

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris
Membre correspondant de l'Académie de Madrid

NOUVELLE EDITION
REVUE ET CORRIGÉE

TOME SEPTIÈME

PARIS

FURNE ET C[IE], LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

M DCCC LVI

243 e [illegible]


BODLEIANA
BIBLIOTHECA

HISTOIRE D'ESPAGNE

LIVRE XXII

CHAPITRE PREMIER

LA PAPAUTÉ, L'EMPIRE ET LA RÉFORME.

1521 A 1529.

De Charlemagne à Charles-Quint, l'Europe a dépensé bien du sang et des efforts à chercher un équilibre, impossible à maintenir, entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Du IXe au XIIIe siècle, l'histoire d'Allemagne est tout entière dans la lutte et la domination successive de ces deux forces rivales. Mais la lutte cesse à la mort de Frédéric II, en 1250, avec cette noble et infortunée famille des Hohenstaufen, que poursuit de père en fils la haine du pontificat. Ce duel sans relâche, qui s'est continué pendant plus de quatre siècles, avec

des fortunes toujours diverses, se termine enfin par la domination avouée du pontificat sur l'Empire, épuisé par cette lutte de géants. Souffletée et captive avec Boniface VIII, déportée même à Avignon, déchirée par le schisme, amoindrie par les conciles, la papauté, partout déchue, reste encore puissante en Allemagne. Elle y trouve des alliés dans les princes temporels, vassaux de l'Empereur, mais impatients du joug d'un maître qu'ils ont élu, et dont le fils doit redevenir leur égal. Elle y siége dans les diètes avec les princes ecclésiastiques, ces évêques dont l'Allemagne a laissé faire des rois. La constitution germanique [1], cette hiérarchie dans le chaos, laisse la brèche ouverte aux empiétements du saint-siége. Là chacun des ordres de l'État subsiste par lui-même, sans lien avec les autres, sans dépendance réelle d'aucun autre pouvoir, sauf la suzeraineté nominale de l'Empereur. Électeurs et princes, prélats et abbés souverains, diètes générales et locales, comtes, chevaliers et villes libres, chacun tend à s'isoler, et jamais à s'unir. L'idée du *saint empire romain* se confond avec celle de l'Église, mais pour s'y absorber. L'Empire, toujours vaincu dans ses querelles avec la papauté, a perdu son prestige : Rome intervient dans toutes ses affaires, et lui enlève un à un tous ses droits, à l'aide de ses juridictions, de ses dispenses, et de cette inextricable confusion du

1. Les principales sources pour cette étude sont : Putter, *Historische Entwickelung der Verfassung der Deutschen Reichs;* Schmidt, *Geschichte der Deutschen;* Struvius, *Corpus hist. german*, Pfeffel, *Abrégé chronol. de l'hist. d'Allemagne;* et parmi les modernes, au premier rang, Léopold Ranke, dans son admirable ouvrage, *Geschichte der Deutschen Reformation;* et Hallam, *Europe in the middle ages*, t. I, p. 237.

spirituel et du temporel, qui désespère les légistes impériaux, et prépare en eux des alliés à Luther. Par ses annates, ses *pallium* et ses indulgences, elle prélève sur l'Allemagne un impôt plus lourd que sur aucun autre État de la chrétienté [1]. L'idée, la personne même de l'Empereur, n'apparaissent plus que de loin en loin dans l'Empire [2], comme un fantôme de souveraineté, à qui l'on ne doit que du respect. Suzerain suprême, il est placé si haut au-dessus de ses vassaux, que leur obéissance ne monte plus jusqu'à lui. Juge suprême, toute juridiction émane de lui, et la moins effective de toutes, c'est la sienne. A force d'être empereur, il a cessé d'être roi : placé au faîte de cette longue échelle féodale dont la base touche à terre, et dont le sommet se perd dans les nuages, il plane sur l'Allemagne plutôt qu'il n'y règne, et la hauteur de ses prétentions contraste d'une façon étrange avec son impuissance réelle.

Énumérer toutes les causes de l'affaissement du pouvoir impérial en Allemagne serait une tâche longue et difficile; elle sortirait d'ailleurs du plan de cet ouvrage. Ces causes peuvent cependant se ramener à quatre : 1° l'esprit d'individualité effrénée des races teutoniques, qui répugnent à l'unité, si chère aux races romanes, et le penchant au morcellement qui en résulte; 2° la diversité des éléments

1. Maximilien, l'aïeul de Charles-Quint, répétait souvent que le pape tirait de l'Allemagne *cent fois* plus que l'Empereur. Ranke, t. I, p. 252, évalue la somme totale à trois cent mille florins, et les revenus des ordres mendiants à un million de florins.

2. Frédéric III n'a pas mis le pied, pendant vingt-sept ans, sur les terres de l'Empire. Albert II n'y a jamais paru.

dont s'est formé ce grand corps germanique, composé, dès le début, de quatre peuples différents et ennemis : Franks, Saxons, Bavarois et Souabes, diversité sensible encore aujourd'hui dans les tendances, dans les mœurs et les idiomes de chacune de ces races ; 3° l'*immédiateté*, c'est-à-dire la dépendance directe que chacun des ordres de l'État cherche à s'assurer envers le pouvoir impérial, parce que cette dépendance, toute nominale, envers un maître éloigné et sans action réelle, n'engage à rien, et affranchit de tout autre joug ; 4° enfin et surtout l'influence de l'électorat, institution également fatale au repos de l'Allemagne et à la puissance de l'Empire.

Dès le XIIe siècle, l'élection impériale qui, en droit, appartient au corps de la noblesse, est remise de fait à dix de ses membres les plus influents. Ceux-ci, réunis dans une sorte de *collége*, arrêtent un choix provisoire, ratifié d'ordinaire par l'assemblée de l'ordre. En 1208, ce privilége n'est plus attribué qu'à sept électeurs ; mais les princes de l'Empire, représentants de la noblesse, maintiennent encore leur droit de sanctionner le choix qui a été fait. Pendant le grand interrègne de 1254 à 1273, la puissance territoriale et les droits des électeurs s'accroissent aux dépens du pouvoir impérial qui, pendant dix-neuf ans, a cessé d'être représenté. Le *collége électoral* se constitue, et concentre dans ses mains le droit d'élection. Trois princes ecclésiastiques en font partie : ce sont les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves. Les quatre laïques sont le roi de Bohême, l'Électeur de Saxe, le comte palatin du Rhin, et le margrave de Brandebourg. Enfin, le droit vient s'ajouter au fait :

en 1356, la célèbre bulle d'or de Charles IV règle définitivement l'électorat, et le fixe dans ces trois siéges archiépiscopaux et dans ces quatre maisons princières, à titre exclusif et héréditaire.

La seule digue mise au continuel progrès d'influence des électeurs, ce sont les prétentions rivales des princes de l'Empire, à peine inférieurs en droits et souvent égaux en puissance. Ces derniers, en 1309, constituent un *collége de princes*, émule du *collége électoral*, le second en nom, le premier en réalité des pouvoirs de l'État. Au premier rang de ces familles de princes, dont plusieurs sont devenues la souche de puissantes monarchies, nous trouvons la maison d'Autriche ou de Habsbourg, où, depuis 1438, la dignité impériale est restée héréditaire jusqu'à nos jours. Elle est représentée en 1521 par Ferdinand, frère de Charles-Quint, qui va bientôt y joindre, en 1526, la Hongrie et la Bohême. La Saxe, affaiblie par l'usage des partages égaux, si contraire à l'esprit du droit féodal, et qui tranche en Allemagne le nerf de toutes les races princières, se trouve alors divisée en deux branches, l'*Albertine* et l'*Ernestine;* à cette dernière est attachée la dignité électorale, échue à Frédéric *le Sage*, le protecteur de Luther. La Bavière, également diminuée par les partages, est divisée entre deux princes, Willhem et Louis, champions décidés de l'orthodoxie. L'électeur palatino-rhénan, Louis V, est l'instrument dévoué de la politique de l'empereur Charles-Quint, et son représentant officiel dans l'Empire. La Hesse, forte de sa position au centre de l'Allemagne, est aux mains du jeune landgrave Philippe, qui jouera dans l'histoire de la Réforme

un rôle si éminent. Le Wurtemberg obéit, depuis 1498, à l'aventureux duc Ulrich. La Prusse, à peine affranchie du joug de l'ordre teutonique, est soumise à l'électeur de Brandebourg Joachim Ier, de la maison de Hohenzollern, qui y règne encore aujourd'hui. Tous ces princes, vassaux immédiats de la couronne, habitués à régner sous le nom d'empereurs absents, n'ont tous qu'une pensée : celle de fonder la grandeur de leur race aux dépens de celle de l'Empire, et d'exploiter à leur profit l'anarchie qui mine tous les ressorts de l'État. Quant aux électeurs ecclésiastiques, leur double qualité de sujets du pape et de l'Empereur les rend suspects aux princes séculiers, sans cesse en lutte avec eux. L'électeur archevêque de Mayence, archichancelier de l'Empire, en est le vicaire, en cas d'interrègne. Ce siége important est alors occupé par Albert de Brandebourg, frère du margrave Joachim Ier ; l'électorat de Cologne a pour titulaire, en 1520, un prélat pieux et éclairé, Hermann, comte de Wied, qui expiera plus tard par la perte de son électorat sa franchise courageuse et son attachement aux principes de la Réforme. Enfin l'électorat de Trèves, le moins important des trois, confère à son possesseur, Richard de Greifenklau, le titre vain d'archichancelier de l'Empire dans les Gaules.

Au-dessous des électeurs et des princes, entre les princes et les villes, se trouve une puissance intermédiaire, les comtes, seigneurs et chevaliers. Tous trois se divisent en deux classes, les vassaux directs de l'Empereur et les vassaux des électeurs ou princes. La dernière classe, soumise à ses suzerains, ne peut pas prétendre à l'indépendance et n'a pas de vote en

diète ; mais la seconde, relevant directement de l'Empereur, possède à l'ombre de cette suzeraineté, purement nominale, une entière indépendance, et sert de contre-poids à la puissance des princes. Les comtes ou seigneurs *immédiats*, comme on les appelle, siégent dans les diètes de l'Empire, et y ont voix, non pas individuelle, mais collective; ils votent par *bancs* ou *curies*. Leur situation, comme État de l'Empire, n'est pas beaucoup meilleure que celle des villes. Tous ces *États* subalternes, prélats, comtes, seigneurs, chevaliers et villes, composent un troisième collége, celui des *États*, inférieur en puissance et en rang à celui des électeurs et à celui des princes. Enfin, l'ensemble de ces trois *colléges* forme cette machine embarrassée et complexe qu'on appelle l'Empire. L'Empereur, qui devrait en être le ressort moteur, est le plus souvent sans action sur elle, et reçoit l'impulsion plutôt qu'il ne la donne. La constitution germanique, anarchie organisée dont nous venons de tracer une incomplète esquisse, n'arrive à sa dernière forme que sous Maximilien, à la fin du XVe siècle. Quoique bien imparfaite, elle tend du moins à protéger le faible contre le fort. Elle est la sauvegarde impuissante de tous ces petits États, naguère protégés par l'Empire, au jour de sa force; car l'Empire lui-même, sous Charles-Quint, va perdre ce caractère tutélaire que, malgré toutes ses fautes, il a gardé dans le moyen âge.

Quant aux villes libres, elles relèvent directement de l'Empire, comme la noblesse immédiate. La haine contre les nobles, leurs éternels ennemis, les a réunies en confédérations armées, qui repoussent la

force par la force, et traitent d'égal à égal avec les princes et les prélats. Dès 1291, il est fait mention de députés des villes dans les diètes de l'Empire. Mais elles ne prennent aux affaires qu'une part limitée, et paient les subsides que votent les autres *États*. L'Empereur, qui affecte de compter sur le dévouement de ses bonnes villes, leur vend à prix d'or les franchises dont elles ont besoin ; il les protége, autant que le lui permet sa faiblesse, contre les violences des seigneurs. Dans cette lutte, qui dure déjà depuis des siècles, les nobles, retranchés dans leurs châteaux forts, rançonnent les marchands et interceptent leurs convois. Les villes, en revanche, offrent dans leurs faubourgs, entre les remparts de la cité et les palissades qui bornent son territoire, un asile aux serfs qui désertent la glèbe seigneuriale. L'esprit républicain, banni de la constitution germanique, se fait jour dans les cités, et par elles dans les diètes. Ainsi la monarchie occupe le sommet de l'échelle, l'aristocratie le milieu, et la démocratie est à la base. Du reste, cette société toute féodale tend à changer sa forme, comme toutes celles de l'Europe, à la fin du xve siècle ; mais ce que la royauté a fait en France avec Louis XI, en Angleterre avec Henri VII, en Espagne avec les *rois catholiques*, l'Empire n'est pas de poids à le faire sous le présomptueux et léger Maximilien. Au moment où le ressort monarchique se tend ailleurs, il se relâche en Allemagne. La société y est constituée sur le pied de guerre ; le pouvoir, impuissant à prévenir la lutte, se contente de la régler : le *droit de défi*, consacré par la *bulle d'or*, n'est qu'un appel toujours ouvert à la force, le seul tribunal dont on respecte

les arrêts. Vainement les diètes s'épuisent en efforts pour répudier ce legs du moyen âge, et fonder sur des bases durables la paix du pays; les États provinciaux, qui partagent avec les princes la souveraineté locale, opposent leurs arrêts aux arrêts des diètes. Le désordre est partout, et s'accroît des efforts même qu'on fait pour le réparer. Les routes de l'Empire ne sont pas mieux gardées que ses frontières. Les chevaliers, jaloux de la noblesse immédiate, comme celle-ci l'est des princes, se groupent en associations menaçantes pour la paix de l'Empire. De simples chevaliers, Goetz de Berlichingen, Frank de Sickingen, bravent le ban impérial et les décrets des diètes. Ils déclarent la guerre aux villes qui leur refusent le tribut, et organisent en grand l'exploitation des routes et le pillage des marchands. Proscrits eux-mêmes, ils prennent sous leur tutèle les proscrits de la justice impériale. Toute tentative de répression est vaine : on démolit quelques châteaux; mais chaque colline, en Allemagne, porte un de ces repaires de bandits, d'où le pillage et la ruine s'abattent sur les campagnes. Le vieil édifice pèse de tout son poids sur la base qui le supporte, sur le serf, le paysan. La terre s'épuise sans pouvoir suffire aux charges dont on l'écrase.

Alors, de l'excès même de la misère, naît la résistance, sans plan, sans avenir, sans espoir. Des révoltes terribles, rattachées l'une à l'autre par un lien mystérieux, éclatent tour à tour dans la forêt Noire, en Alsace, en Souabe. Les bourgeois y tendent la main aux paysans, opprimés comme eux. Des conciliabules, tenus la nuit, dans des lieux déserts, scellent par des cérémonies bizarres ces associations, em-

preintes à la fois de la haine du pauvre contre le riche, du serf contre le seigneur, du paysan contre le prêtre. Le symbole de la fédération, *Bundschuh* (mot à mot, le soulier de la ligue) est bizarre et plébéien comme elle. Ces révoltes partielles et locales, destituées de plan et de concert, sont l'une après l'autre étouffées dans le sang. Les princes et les seigneurs suspendent un instant leurs querelles pour s'unir contre l'ennemi commun. Partout les *vilains* sont taillés en pièces, et les supplices achèvent l'œuvre du champ de bataille. Mais d'implacables ressentiments couvent dans les cœurs, en attendant l'heure des représailles. Le sourd murmure du flot étouffé monte jusqu'à l'Empereur. Dans sa bonne volonté impuissante mais sincère, il a toujours loyalement travaillé à fonder en Allemagne le pouvoir impérial et le règne de la loi. Il y a même, il faut le dire, quelquefois réussi ; mais il est absent, occupé de ses guerres d'Italie, courant sans cesse d'un bout de ses États à l'autre pour trouver de l'argent et des alliés. Les diètes, se traînant à la suite du danger qu'il eût fallu prévenir, attendent, pour songer à améliorer le sort des paysans, que le désespoir les ait poussés à la révolte. Celle de 1517, dans son impuissance, se tourne vers l'Empereur : elle le supplie, au nom de ce Sauveur dont il est l'image, de subvenir aux misères de l'Empire. Mais Maximilien a en tête bien d'autres projets : il songe à écraser Venise, à gagner le pape, et peut-être à lui succéder, à assurer l'Empire à son petit-fils. La diète se sépare sans avoir rien fait. L'opinion, abandonnée à elle-même, désabusée de l'Empire, qui ne peut rien pour guérir les plaies du pays, de la papauté qui les aggrave par ses

exigences, des diètes qui les irritent par leur indécision, se tourne d'un autre côté. On remonte à la racine même du mal : on s'en prend à la corruption de l'Église, à son insatiable avidité. De l'impossibilité d'une réforme politique, naît le besoin plus ardent, plus senti, d'une réforme religieuse. Un champ nouveau s'ouvre devant les esprits avides de changement, comme tout ce qui souffre ; et presque au même moment, deux astres rivaux se lèvent sur l'horizon de l'Allemagne, Charles-Quint et Luther.

LUTHER ET LA RÉFORME.

Bien des gens, depuis Léon X, ont affecté de ne voir dans la Réforme qu'une querelle de sacristie, née de la rivalité de deux ordres mendiants[1], et attisée par un pamphlétaire de génie. On ne discute pas sérieusement de pareilles assertions. Si Rome eût moins abusé de son empire, la main d'un moine obscur n'eût pas suffi pour l'ébranler; si l'Église eût été moins corrompue, la voix qui réclamait une réforme eût trouvé moins d'écho dans le monde

1. Il est temps de faire enfin justice de cette vieille calomnie, inventée au XVI[e] siècle par les adversaires de Luther, Cochlæus et Jean Faber, et répétée depuis lors par tous les historiens, catholiques ou non, qui ne se sont pas donné la peine de vérifier le fait. Et d'abord, l'orthodoxe cardinal Palavicini, qui a écrit l'*Histoire du concile de Trente*, liv. 1, ch. 3, nous apprend que, avant Tetzel et les dominicains, ce n'était pas aux augustins, mais aux franciscains ou *mineurs*, que Rome avait confié la vente des indulgences. D'accord avec cette assertion, Myconius, dans son *Histoire de la Réformation*, p. 16, nous raconte que le pape avait d'abord

chrétien. Enfin, si la papauté, moins infatuée, avait su aller au-devant de cette réforme qu'elle ne pouvait éviter, Luther devenait inutile, et son œuvre était accomplie avant lui et sans lui. Mais à ce cri de la conscience publique, répété même par des conciles, Rome ne sut répondre que par des anathèmes. Un schisme, dès lors, devenait inévitable, car l'Église avouait la nécessité d'une réforme, au moment même où elle refusait de la faire.

Longtemps le prestige du pontificat, affaibli partout ailleurs, était demeuré intact en Allemagne. Mais les scandales du règne d'Alexandre VI, ce mélange inouï, même sur des trônes séculiers, d'astuce, de débauche et de cruauté, y avaient enfin dessillé tous les yeux. Tout ce qu'il y avait au fond des cœurs allemands de vieille moralité s'était soulevé au spectacle de cette corruption, cynique et sanglante à la fois. Si arriérée que fût d'ailleurs l'Allemagne, le dernier des peuples de l'Europe conquis au christianisme et à la civilisation, un rayon de lumière, parti de l'Italie, avait lui au milieu de ses ténèbres. Déjà, depuis un demi-siècle, ce pays, que l'Europe traitait de barbare, avait cessé de mériter les dédains de Rome et de ses cardinaux, athées et beaux esprits, qui auraient craint, en lisant la Bible, de gâter leur latin. L'Allemagne avait aussi sa Renais-

nommé commissaires l'archevêque de Mayence et le gardien des franciscains de la même ville. Mais, ajoute-t-il, « le gardien et son ordre n'avaient pas goût à la chose; » car la grossière industrie de Tetzel avait rendu les indulgences suspectes au peuple, et les moines avaient assez à faire de mendier leur subsistance auprès de lui. Un synode de franciscains se tint donc à Weimar, où Myconius était alors curé; on y chercha les moyens de se débarrasser de la commission papale, et le gardien sut si bien faire que l'archevêque en resta seul chargé. C'en est assez pour prouver que ce trafic n'était pas un objet d'envie pour les ordres religieux.

sance : partout une généreuse émulation y élevait des chaires aux lettres et aux sciences restaurées. Précurseur involontaire de Luther, le sceptique et timide Érasme, par ses satires contre l'ignorance et les vices du clergé, avait frayé la voie à une réforme plus hardie, et commencé par l'ironie la révolution que Luther devait achever par la foi. Parti des sommités de la société, le mouvement était peu à peu descendu plus bas. Mais chez ce peuple opiniâtre et rêveur, l'idée de réforme, une fois entrée dans les masses, n'en devait plus sortir ; car l'Allemand, lent à s'émouvoir, est plus lent encore à rentrer dans son repos, quand une fois il l'a quitté.

Sur ce terrain partout miné, il ne fallait qu'une étincelle pour tout embraser; il suffit des indulgences pour mettre l'Allemagne en feu. On a tant disputé sur ce mot d'*indulgences* qu'il importe de savoir le sens que l'Église y a attaché. Suivant les auteurs catholiques qui traitent spécialement de la matière [1], les mérites infinis de notre Sauveur et les bonnes œuvres surabondantes des saints, au delà de celles qui sont strictement nécessaires pour leur salut, forment un trésor inépuisable. L'Église a le dépôt de ce trésor, et le pape en a la clef ; il a été confié à sa prudence, et lui seul a le pouvoir d'en faire part à ceux qui en ont besoin. « La puissance de conférer les indulgences, dit le concile de Trente (*Contin. sess.* 25 *decr. de Indulg.*), a été donnée par Jésus-Christ à l'Église, qui a usé de cette puissance dès les premiers temps... Elle souhaite qu'on

1. Eusèbe Amort, *Notitia de origine et progressu indulgentiarum*. Romæ, in-folio, 1735. — Le père Honoré de Sainte-Marie, *Traité des Indulgences*. Paris, 1745.

apporte à les accorder la modération établie par la coutume ancienne, de peur que la discipline ecclésiastique ne soit énervée. »

Voilà la théorie, telle que l'a formulée le concile de Trente, réformant lui-même tous ses dogmes, sous le regard du protestantisme, qui lui imposait la prudence; voyons maintenant les faits, et résumons en quelques lignes l'histoire des indulgences. Que furent-elles dans l'origine? Une transaction, un accommodement entre la rigueur des anciens canons et le relâchement des nouvelles mœurs. La longue durée des pénitences infligées effrayant la tiédeur des fidèles, on chercha dans les indulgences un moyen de les abréger, au prix de certaines conditions fixées d'avance, telles que jeûnes, prières ou aumônes. Du relâchement des peines temporaires et terrestres, infligées par l'Église, à celui des peines de l'autre vie, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut bientôt franchi. Les clefs de saint Pierre, en ouvrant ici-bas le trésor de l'Église, ouvrirent aussi les portes du ciel; les décrets même de la justice divine furent infirmés par les décrets de son représentant ici-bas. Cette doctrine s'entrelaçant par des liens étroits avec celle du purgatoire, toutes deux se fortifièrent l'une par l'autre, et la chrétienté tout entière se trouva enveloppée dans un réseau d'où rien ne pouvait échapper. *Annates*, *pallium*, *dîmes*, *dispenses*, tous ces ingénieux expédients de la chancellerie papale avaient le tort de ne s'appliquer qu'à un certain nombre de cas, bornés comme les revenus qu'on en tirait. Les indulgences, au contraire, atteignaient toutes les classes, tous les membres de la chrétienté; elles s'appliquaient à

tous les temps, à tous les peuples, à toutes les circonstances; elles répondaient enfin au besoin le plus intime qui soit au fond du cœur de l'homme, au besoin de pardon; aussi cette idée si féconde fut-elle exploitée sous toutes les formes. Le pape Urbain II, en 1095, fut le premier pontife qui, par une pensée alors désintéressée, ouvrit le trésor des indulgences à ceux qui prendraient les armes pour aller délivrer la Terre sainte. Puis l'argent se substitua peu à peu aux bonnes œuvres personnelles, et les indulgences furent accordées à ceux qui enverraient en Palestine un soldat à leurs frais. Puis on alla plus loin dans cette voie dangereuse: on les étendit à quiconque contribuerait par ses dons à l'établissement d'un vœu de piété, formé par le saint-père. En 1300, le pape Boniface VIII institua à Rome le grand jubilé séculaire; il y attira les chrétiens de tous pays par l'appât d'une indulgence plénière et de la rémission de tous les péchés. En 1350, le pape Clément VI, jaloux des résultats obtenus par Boniface XIII, rendit le jubilé semi-séculaire. Plus tard, le retour de ce jubilé fut encore rapproché, et fixé à chaque quart de siècle. Des indulgences spéciales furent attachées à certaines églises, d'autres à la construction d'édifices sacrés ou profanes, d'autres aux croisades contre les hérétiques ou les infidèles. Confréries, couvents, cardinaux, légats, chacun revendiqua pour lui ce droit si lucratif. La spéculation, fondée à la fois sur l'ignorance et la crédulité publique, et sur les instincts les plus naturels au cœur de l'homme, réussit au delà de toute espérance. D'un bout de l'Europe à l'autre, les populations accoururent en foule pour acheter à tout prix la paix de la conscience,

le pardon des péchés commis, et le droit d'en commettre impunément de nouveaux. Pouvait-on hésiter d'ailleurs, quand il suffisait de quelques florins pour sauver son âme et celles de ses parents des peines du purgatoire?

Mais si riche que fût la source, Alexandre VI et Jules II, à force d'y puiser, l'avaient presque tarie. Léon X, d'humeur prodigue et facile, ami des arts et des plaisirs, avait des goûts non moins dispendieux que ses devanciers. La construction de la basilique de Saint-Pierre, commencée sous Jules II, absorbait des sommes prodigieuses, et Léon X voulait à tout prix attacher son nom à la gloire de l'avoir terminée. De là la ferme générale des indulgences de l'Allemagne, confiée à l'archevêque de Mayence, qui devait à Rome le prix de son *pallium*, sans pouvoir le payer, et qui le préleva sur le produit de la vente; de là le choix du dominicain Tetzel, connu par sa grossière habileté dans le commerce des choses saintes; de là l'effronterie et les extorsions du débitant de pardons, et la grotesque mise en scène de ses tréteaux sacrés. De là enfin l'indignation de Luther contre cet ignoble trafic qui soulevait à la fois son cœur d'Allemand et sa conscience de chrétien ; sainte et brûlante indignation où s'alluma son génie, et d'où jaillit la Réforme.

Nous ne reviendrons pas sur des détails qu'on a répétés tant de fois; nous n'avons pas à raconter ici l'histoire de cette immense révolution, dont trois siècles encore n'ont pas épuisé la portée. On a trop pris la Réforme pour un événement politique, pour une œuvre faite de main d'homme. L'empreinte humaine y est sans doute, dans les passions qui s'y sont

mêlées, dans les fautes du réformateur, dans les entraînements fougueux de sa foi et de son génie. Mais l'œuvre reste divine encore, alors même que ceux qui l'accomplissent ne sont pas aussi purs qu'elle. Aussi ne ferons-nous pas à un homme, si grand qu'il soit, l'honneur de la lui attribuer. Un semblable dessein dut venir de plus haut, car celui qui l'exécuta n'aurait osé le concevoir, et n'a pu le conduire à sa fin.

Nous ne disons pas ceci pour diminuer la gloire de Luther. Humble instrument d'une volonté plus haute que la sienne, il ne lui fut pas donné de comprendre tout d'un coup toute la grandeur de la mission à laquelle il était appelé, et ce fut un bonheur, car il eût reculé devant elle. Ne voyant lui-même la vérité que par degrés, il ne la montra que par degrés à des yeux habitués aux ténèbres, et que la lumière eût d'abord éblouis. Et puis, le rare bonheur de Luther, ce fut de venir à propos, comme tous les hommes de génie qui, à leur valeur propre, ont besoin d'ajouter celles que leur prêtent les circonstances. Son cri de révolte contre les indulgences, puis contre Rome, timide et hésitant d'abord, s'enhardit par l'écho qu'il rencontra ; car il exprimait les souffrances et les aspirations de tout le monde chrétien. De là le prodigieux succès de cette révolution qui, prévue et préparée de longue main, éclate, comme un feu longtemps étouffé, sur trois points de l'Europe à la fois [1].

1. Les premières origines de la Réforme en France, avec Lefèvre d'Étaples, Farel et l'évêque Briçonnet, remontent jusqu'à 1512. Zwingli l'inaugure à Zurich en 1516, un an avant Luther ; enfin, la Réforme allemande date de 1517. Ces trois mouvements, purement religieux à leur début, sont tout à fait indépendants l'un de l'autre.

Il y a deux hommes dans Luther, l'homme de la polémique et l'homme de la foi. Hors de l'Allemagne, le premier seul est connu, et pourtant le second mérite bien mieux de l'être. Sans la foi du chrétien, quel courage d'homme n'eût reculé devant cette tâche effrayante, à laquelle lui-même ne s'enhardit que peu à peu? Que d'obstacles à vaincre, que de haines à soulever! Quelle disproportion entre le but et les moyens, entre l'audace de la pensée solitaire, et les périls de l'exécution? Lui, un pauvre moine désarmé, s'attaquer seul à ce pouvoir devant qui s'inclinent les couronnes de la terre! Se prendre corps à corps avec l'Église dans le chef qui la personnifie! Lutter contre les traditions d'un passé de dix siècles, contre l'habitude du respect, si longue à déraciner dans les âmes, contre les scrupules de sa propre conscience, qui s'effraie d'avoir raison contre la chrétienté tout entière[1]! A ces hauteurs, où la pensée humaine ne peut pas monter sans vertige, c'est la foi seule qui soutient Luther. Toutes les convenances disparaissent pour lui devant la sublimité du but. Pour vaincre, sauf la déloyauté, il emploiera toutes les armes, même la violence, même la grossièreté; car la popularité, c'est le succès, et quand on s'adresse au peuple, c'est dans sa langue qu'il faut lui parler.

1. « Grâce à Dieu, écrivait Luther, je suis assuré que ma doctrine est la parole de Dieu, et j'ai chassé de mon cœur toute autre croyance. J'ai presque surmonté les rudes combats où mon cœur me disait : « Es-tu donc « le seul qui possède la pure parole de Dieu, et les autres ne la possèdent-ils « en rien?... Quoi, ce que l'Église chrétienne a décrété et tenu pour vrai, « tu le renverses comme si c'était faux!... » Certes, on doit être alors bien pourvu et armé de la parole de Dieu, et se sentir bien certain de la doctrine qu'on enseigne; autrement on ne pourrait soutenir la lutte. »

En 1521, Luther a déjà rompu avec la papauté: la bulle d'excommunication de Léon X a été brûlée par lui aux applaudissements de la foule. Du Rhin à la Baltique, l'Allemagne se soulève au ferment des doctrines nouvelles. Wittemberg, métropole de la Réforme naissante, offre, sous la protection éclairée de l'Électeur de Saxe, un centre d'attaques contre les vieilles universités, vouées au culte de la tradition. Dans cette lutte ardente, la foi et la science ont renoué leur antique alliance. L'Église est d'un côté, seule pour faire face à tant d'ennemis; de l'autre sont la bourgeoisie et le peuple, fatigués de ses vexations, impatients de se partager ses dépouilles. Les princes, partagés entre les deux camps, attendent avec anxiété la décision du nouvel empereur; les uns, prêts à se jeter du côté de la balance qu'il fera pencher en s'y appuyant; les autres, décidés à la résistance, et prêts à sacrifier leurs intérêts, leur couronne, leur vie même à leur foi.

La position est difficile pour ce César de vingt ans, qui se trouve, en sortant de tutelle, avoir la moitié de l'Europe à gouverner. Chose étrange! l'Allemagne a mieux compris le rôle du jeune empereur et ses vrais intérêts que Charles-Quint lui-même. Quand il se rend à la diète de Worms, en janvier 1521, tous les cœurs volent au-devant de lui. « Quittez ce moine « gris, lui crie un pamphlet populaire, votre con- « fesseur, votre âme damnée, qui se vante de vous « mener à la baguette. Vous n'avez plus besoin de « pape ni de cardinaux: prenez pour conseillers les « électeurs, les princes, la noblesse, Erasme, Hutten. « Réprimez la corruption du clergé et les abus de la « papauté, et l'Allemagne sera pour vous! Marchez

« droit sur l'Italie, faites-y les affaires de Dieu, et « Dieu fera les vôtres! [1]» Mais Charles ne comprend pas, il n'ose pas comprendre tout le parti qu'il pourrait tirer contre le pape du schisme naissant. Et pourtant, Maximilien l'avait compris, quand il disait à Frédéric de Saxe : « Gardez soigneusement ce « moine, on pourrait en avoir besoin. » L'habile ambassadeur de Charles-Quint à Rome, don Juan Manuel, l'avait compris aussi, quand il lui écrivait en 1520 : « Votre Majesté doit aller en Allemagne, « et y montrer quelque faveur à un certain Martin « Luther qui, par ses prédications, cause beaucoup « de soucis à la cour de Rome. »

Les circonstances, d'ailleurs, sont favorables : Luther, après un moment d'hésitation, a consommé sa rupture avec Rome, par ses deux éloquents pamphlets, l'*Adresse à la noblesse allemande* et la *Captivité de Babylone*. Hutten, le poëte-chevalier, l'enfant perdu de la Réforme, passe en revue dans ses rimes mordantes le « Registre des péchés de Rome.» Luther ne recourt qu'aux armes de l'esprit, la prière et la foi ; le fougueux Hutten en appelle aux armes matérielles : « La délivrance approche, s'écrie- « t-il, et, au pis aller, n'avons-nous pas nos bonnes « épées pour venger Dieu? [2] » Un nouvel allié se déclare pour Luther : les jurisconsultes, las des conflits perpétuels entre les deux juridictions, se prononcent contre la bulle du pape, et l'accusent d'empiéter sur les droits du pouvoir civil. Le bas clergé se fatigue de porter seul tout le joug de la hiérar-

1. *Ein Klagliche Klag-Bog*, cité par Ranke, t. I, p. 446.
2. Hutten, *Klage und Vermanung gegen die ungeistlichen Geistlichen*.

chie, et de ne recueillir des abus que l'odieux sans le profit. Les moines, las de leurs vœux, le sont encore plus du joug de Rome et de celui des dominicains, qui veulent importer l'inquisition en Allemagne. Ainsi la foi, la science et la poésie, les intérêts d'en haut et ceux d'ici-bas, les bons et les mauvais instincts s'enrôlent au service des idées nouvelles. L'Allemagne, déçue dans ses rêves de nationalité politique, aspire à fonder sa nationalité religieuse. L'idée d'un concile allemand devient de plus en plus populaire. Le mot *Réforme* est dans toutes les bouches; mais à mesure qu'on la diffère, l'opinion la veut chaque jour plus radicale et plus profonde. Plus d'annates, plus de *pallium*, d'interdit ni de dispenses. Le pape ne doit plus être qu'un simple surveillant des évêques, l'évêque qu'un inspecteur des fidèles, *Episcopos*, dans le sens de la primitive Église. Un primat allemand remplacera les légats du saint-siége. Douze cardinaux suffiront pour constituer le sacré collége. Les couvents seront fermés, sauf un petit nombre, qu'on restreindra sévèrement dans leurs priviléges. Le célibat des prêtres cessera d'être obligatoire; le mariage, permis, mais non imposé, sera l'état normal du pasteur chrétien. Telles sont les bases de la réforme proposée par Luther. L'Allemagne accueille avec transport ce plan qui satisfait à tous griefs. Elle se presse, avec espérance et amour, autour du trône de son jeune monarque, qui vient lui faire sa première visite. Elle attend de lui ces deux dons inestimables que seul il peut lui faire, en religion l'indépendance, en politique l'unité.

Mais le tort de l'Allemagne, c'est de demander à

Charles plus qu'il ne peut, plus surtout qu'il ne veut lui donner. A peine sorti de tutelle, et réputé peu capable par ceux qui l'approchent[1], pâle, maladif, le jeune César n'est pas mûr encore pour l'œuvre qui, plus tard, lui apparaîtra dans toute sa grandeur. Pénétré de l'orgueil plus que des devoirs de la dignité impériale, il se vante, à la diète de Worms, de vouloir la restaurer et lui rendre un pouvoir dont elle n'a plus que l'ombre. Mais il est roi d'Espagne, de Naples et de Sicile avant d'être empereur : le vrai centre de sa politique est en Italie, et le centre de l'Italie, c'est la papauté! Dans sa lutte avec la maison de France, il lui faut à tout prix le pape pour allié. L'Allemagne, placée en dehors de ces grands intérêts, n'est pour lui qu'un point secondaire; il ne la comprend pas, il ne l'aime pas; il n'est et ne sera jamais qu'un étranger, pour elle comme pour l'Espagne : fatale destinée de ces deux grands peuples, d'obéir en même temps à un maître qui n'a rien en commun avec eux, ni langue, ni affections, ni souvenirs! La résistance de la Castille aux volontés d'un maître absent a été domptée par la force; le vainqueur des *comuneros* ira-t-il s'incliner devant celle de ses sujets allemands?

Sur un point grave, d'ailleurs, Charles ne s'entendra jamais avec l'Allemagne : ce point, c'est la Réforme. Ses instincts comme ses intérêts se révoltent contre elle. Au fond, ce qu'il redoute le plus d'elle, c'est qu'elle ne le brouille avec le pape. S'il

1. « Per esser il secondo genito, *non di molta facoltà*; è uomo di buon ingegno, parla poco, però molto humanamente, ascolta e benignamente risponde. » (*Relazione* di Cornaro, ambasciatore Veneziano).

veut une réforme de l'Eglise, réforme qu'il sait inévitable, il la veut d'accord avec le saint-père. Il peut transiger avec les luthériens, et s'allier même avec eux, comme parti politique; il peut céder quelque chose sur les questions de discipline; mais sur le dogme, il est inflexible : n'est-il pas le petit-fils d'Ysabel? Charles est Castillan, au moins par un côté, par son horreur native pour l'hérésie. Il tient à l'inquisition, comme à la plus belle création des rois catholiques. Dès sa jeunesse il est, sur ce point, plus orthodoxe que le pape lui-même. Ainsi, les cortès d'Aragon, en 1520, sont parvenus à obtenir du saint-siége un bref qui change la constitution du *saint office*, et le rapproche un peu du droit commun; l'empereur l'apprend, et il force le pape à retirer ce bref, qui compromet l'œuvre la plus belle de ses deux aïeux, l'unité religieuse de l'Epagne!

Moment solennel, que ce début de la diète de Worms, où un jeune homme de vingt ans tient dans sa main les destinées de l'Europe, et s'efforce d'ajourner toutes ces grandes questions, faute de pouvoir les résoudre! Charles, dans son insouciance mêlée de dédain, essaie de s'aveugler sur l'importance du schisme de Luther; mais Rome, plus clairvoyante, aperçoit le danger et se hâte de le prévenir. Léon X qui s'était d'abord mépris sur la portée de l'attaque, en sent maintenant toute la gravité. Son habile représentant, le nonce Aleandro, prodigue les faveurs, les promesses, les dons, et achète quiconque veut se vendre. Charles toutefois hésite encore entre le pape et Frédéric de Saxe auquel il doit sa couronne. Après avoir caressé, le saint-siége menace : « Si les prières ne réussissent pas, dit une

« lettre de Rome[1], nous déposerons l'empereur,
« nous délierons les peuples de leur serment de
« fidélité, nous pousserons à l'insurrection les Alle-
« mands, comme nous l'avons fait pour les Espagnols,
« nous appellerons aux armes les rois de France,
« d'Angleterre, et tous les rois de la terre. Pourvu
« que nous parvenions à nos fins, pourvu que notre
« domination soit sauve, rien ne nous coûtera. »
Enfin, le confesseur de Charles, indécis lui-même jusque-là, est gagné par le nonce, et l'empereur incline décidément du côté du saint-siége. C'est sous ces auspices que s'ouvre la diète de Worms, attendue par l'Allemagne avec tant d'impatience, et par Rome avec tant d'effroi.

Cette crainte n'est que trop fondée : les adversaires de Luther, même les plus décidés, veulent comme lui une réforme, et ne se font pas faute de la demander. L'orthodoxe duc Georges de Saxe attaque avec une violence inouïe les empiétements de la cour de Rome, et présente contre elle une liste de griefs. Enfin, sur la demande répétée de l'empereur, Luther est cité à comparaître, malgré la vive opposition du légat. S'il consentait à céder sur le dogme, on céderait sur la discipline; en n'attaquant que les abus de l'Église, il aurait la diète, l'Allemagne, et peut-être même l'empereur de son côté. Mais Luther est intraitable, et a raison de l'être : en cédant sur un point, et sur le plus grave, il affaiblirait lui-même son action sur tous les autres; car sa force réside surtout dans l'unité de ses attaques. Le schisme, du reste, est inévitable, quand même Lu-

1. Riederer, *Nachrichten*, I, 179.

ther serait avec la diète d'accord pour l'éviter. Il y a pour les choses humaines un point de maturité qu'il faut attendre patiemment, car rien ne saurait le hâter; mais ce point venu, il faut qu'elles aboutissent, que les hommes le veuillent ou non. Ainsi en est-il du schisme de Luther. Cette grande œuvre, qu'un seul homme va accomplir avec de si faibles moyens, a déjà été essayée bien des fois avant lui; mais toujours les soulèvements populaires, ce fléau de toutes les réformes, ont compromis cette cause sainte. En Bohême avec les Hussites, à Florence avec Savonarola, toujours la lutte a fini par passer du terrain de l'Évangile sur celui de la politique. Partout les princes temporels, qui veulent comme tout le monde la réforme du clergé, mais qui ne veulent que celle-là, se sont effrayés de voir remettre en question, avec les droits de l'Église, le droit divin par lequel ils règnent. De là la faiblesse de Luther, assuré d'avance, dans son audacieuse agression, d'avoir contre lui tous les pouvoirs de la terre; mais de là aussi sa force qui, comme celle du chrétien, naît de sa faiblesse même; condamné à se passer de tout appui ici-bas, il n'a plus à compter que sur l'appui d'en haut, et celui-là ne doit pas lui manquer.

Ses amis, qui redoutent pour lui le sort de Jean Huss, l'engagent à ne pas se rendre à la diète : « J'irai à Worms, leur dit-il, avec son énergie fami-« lière, quand même il y aurait autant de diables « que de tuiles sur les toits; » et il s'y rend en effet, au milieu des populations empressées qui accourent sur son passage.[1] En paraissant devant cette auguste

1. Il existe deux récits également complets, également remarquables de

assemblée, qui compte dans son sein un empereur, six électeurs, trente-deux ducs ou princes souverains, et trente prélats, Luther ne peut se défendre d'une vive émotion. Que, dans ce moment suprême, le réformateur vienne à chanceler, et la Réforme peut succomber avec lui! Mais ce ferme courage se relève bientôt; Dieu soutient celui qui défend sa cause devant les trônes de ce monde. Sommé de se rétracter, il prend la parole en latin d'abord, puis en allemand, dans la langue populaire, où un écho lui répond dans chaque cœur. Il refuse de se rétracter, aussi longtemps qu'on ne lui prouvera pas, l'Écriture à la main, la fausseté de ses doctrines.

Charles-Quint était impatient de voir cet homme, dont l'Europe s'occupait presque autant que de lui. Maisen apercevant ce moine, chétif, maigre, exténué par le jeûne et par la prière, il ne voit que l'audace de l'entreprise, et n'en voit pas la portée. Des deux réformes que Luther veut accomplir, la plus profonde, celle de la foi, reste pour lui lettre close: rendre à la société chrétienne, matérialisée par l'Église, la forme vivante et l'esprit du christianisme naissant; guérir, sous les abus qui n'atteignent que la surface, la gangrène intérieure qui mine jusqu'au dogme; substituer enfin l'Evangile à la tradition, la grâce aux œuvres, le règne de Jésus-Christ à celui de son vicaire, telle est l'entreprise du réformateur; et jugeant de l'œuvre par l'instrument, « cet homme-

cette comparution de Luther devant la diète de Worms, que je ne peux qu'esquisser ici. L'un a été publié par M. Mignet, dans la *Revue de Paris* du 1er mai 1835; l'autre, par M. Merle d'Aubigné, dans sa belle *Histoire de la Réformation*, t. II, p. 242 à 388. Le récit de Robertson est maigre, et écourté.

là, dit dédaigneusement l'Empereur, ne me fera jamais devenir hérétique! [1] »

La fermeté de Luther, son maintien assuré et modeste à la fois, ont encore grossi son parti dans la Diète. Ses ennemis, poussés à bout, veulent qu'on rallume pour lui le bûcher de Jean Huss. Mais les princes allemands sont unanimes pour réclamer, au nom de l'honneur germanique, le maintien du sauf-conduit. Charles-Quint tient bon, malgré les obsessions du clergé, et reste fidèle à sa parole d'Empereur [2]. Plus tard, il se repentit, s'il faut en croire Sandoval [3], de n'avoir pas écrasé le serpent dans son œuf : « Je confesse, dit-il, vers la fin de sa vie, que « j'ai fait une grande faute à Worms, en laissant « vivre Luther. Je n'étais pas obligé de tenir ma « parole à un hérétique, car il avait offensé un maître « plus grand que moi. Je pouvais, je devais même « oublier ma parole, et venger l'injure qu'il faisait « à Dieu. C'est parce que je ne l'ai pas fait mourir « que l'hérésie a fait tant de progrès; sa mort l'eût « étouffée au berceau. » La chose, du reste, n'était pas aussi facile que Charles voulait bien le croire : 400 nobles s'étaient engagés à garantir à Luther, l'épée à la main, la validité du sauf-conduit, et l'Allemagne entière se fût levée comme un seul homme, si l'on eût attenté à sa vie.

Léon X, homme d'esprit lui-même, avait apprécié, dès le début, toute la valeur du génie de

1. Palavicini, Hist. Concil. Trident., t. I, p. 115.

2. Vettori, historien italien, prétend que Charles, en maintenant son sauf-conduit, eut surtout pour but de tenir le pape en bride (*lo volle tenere in freno*, manuscrit cité par Ranke).

3. Tome II, p. 829.

Luther[1]. Aussi le légat n'épargna-t-il rien pour arracher une rétractation à l'illustre hérésiarque ; mais caresses, prières, menaces, tout se brisa contre cette volonté de fer que soutenait une foi si sereine. Le 16 avril, Luther quitta cette ville où il avait cru fermement trouver son tombeau. L'Allemagne attendait, avec une anxiété passionnée, la sentence de la Diète ; aussi tressaillit-elle de joie en voyant le réformateur sortir vivant et libre de ce tribunal qui épargnait l'homme en frappant la doctrine. Son voyage, du Rhin en Thuringe, fut une ovation continuelle.

Luther parti, le nonce règne seul dans la Diète ; l'empereur lui-même s'y efface devant le saint-père. Tous les princes amis de la Réforme, et Frédéric de Saxe, son dévoué protecteur, ont quitté Worms avec Luther ; c'est une faute, et Rome se hâte d'en profiter. Après le message impérial, la sentence de la Diète ne peut plus être douteuse. C'est le nonce qui se charge de la rédiger : « Sous peine des châtiments « dus au crime de lèse majesté, y est-il dit, nous « vous défendons de loger le susdit M. Luther, dès « que le terme de vingt jours sera expiré, de le « nourrir, de l'abreuver, et de lui prêter aucun « secours. Nous vous enjoignons de mettre la main « sur lui partout où vous le trouverez, et de nous « l'amener sans délai ; de brûler tous ses écrits, de « saisir ses adhérents, de confisquer leurs biens. « Si quelqu'un ose agir contre ce décret, il sera mis « au ban de l'empire. » Sous le coup de ce terrible

1. Prierias, censeur et maître du sacré palais, invitant le pape à châtier ce moine hérétique, Léon X répondit : « Che frate Martino haveva un bel« lissimo ingegno, e che coteste erano invidie fratesche. » (Brandelli, *Hist. trag.*, pars 3.

décret, le père de la Réforme n'aura plus un toit où reposer sa tête. Mais l'amitié veille sur lui : l'Électeur de Saxe, trop faible pour lutter contre la sentence de la Diète, le fait enlever de vive force, et confiner dans un château solitaire appelé la Wartbourg. L'Allemagne le croit un instant tombé aux mains de ses ennemis, et pousse un cri de douleur. Mais elle se rassure bientôt en voyant, du fond de cette mystérieuse « Pathmos », le nouveau saint Jean lui adresser ses épîtres. Cette retraite cachée, d'où il brave Rome et l'empire, augmente encore le prestige qui s'attache à son nom. Condamné tour à tour par le saint-siége, la Diète, l'empereur, l'Université de Paris ; par le roi d'Angleterre, qui ne dédaigne pas de le combattre en personne, le proscrit de Worms tient tête à tous ses adversaires à la fois. Il agite l'Allemagne de ses écrits, et y tient à lui seul l'opinion en haleine. Sans ralentir un instant cette ardente polémique, il traduit la Bible dans l'idiome populaire, en créant, comme le Dante, l'instrument dont il se sert, et que personne, depuis lors, n'a su manier comme lui. Enfin, impatient de sa captivité, pressé de combattre à la fois les adversaires qui attaquent ses doctrines, et les fanatiques qui les discréditent, il sort au bout de neuf mois de sa retraite, « comme l'enfant du sein de sa mère ; » et entraînant l'Allemagne sur ses pas, il brise, sans hésiter, cette fois, les derniers liens qui l'attachent au saint-siége.

LA GUERRE DES PAYSANS.

De la Diète de Worms à celle d'Augsbourg, c'est-à-dire pendant neuf ans, Charles-Quint ne reparaît plus en Allemagne. Mais en son absence, la Réformation n'a pas suspendu sa marche. L'Édit de Worms, au lieu de renverser le piédestal de Luther, l'a encore exhaussé. Les écrits du Réformateur, brûlés par le bourreau dans les Pays-Bas, sont dans toutes les mains, même dans celles de ses adversaires, convertis souvent par le livre même qu'ils voulaient proscrire. Les deux grands pouvoirs de la terre, l'Empire et la papauté, se sont brisés contre la toute-puissance de l'Évangile. Luther est plus maître de l'Allemagne que Charles-Quint; le nonce en exprime hautement son étonnement. Charles, impatient de quitter ce pays, où il n'a encore régné que de nom, y laisse à sa place une ombre de gouvernement, sous le titre de *Conseil d'Empire*. Il s'embarque ensuite pour l'Espagne, où l'attend une tâche difficile, celle de fermer les plaies d'un pays déchiré par la guerre civile. A dater de cette époque, son influence ne se fait plus sentir en Allemagne que de loin en loin. Tout entier à ses guerres d'Italie, à sa lutte avec la France, à ses conquêtes dans le Nouveau-Monde, l'Allemagne, hérétique et factieuse, n'occupe que la dernière place dans sa pensée. Un autre lui-même, son frère Ferdinand, veille en son absence sur ses intérêts allemands; mais ni Ferdinand, ni le conseil ne peuvent rien contre la pente

invincible qui entraîne tous les esprits vers la Réforme. L'incurable anarchie qui détend tous les ressorts de l'État aide encore aux progrès de l'hérésie. L'Empire n'existe plus que de nom. Les grands vassaux, forts de l'absence de leur suzerain, aspirent tous à l'indépendance, et la possèdent de fait, sans se soucier du droit. Le Conseil impérial est impuissant comme le monarque qu'il représente. Ferdinand est suspect aux princes, comme frère de Charles-Quint, et comme archiduc d'Autriche. Les Diètes sont devenues un champ clos de discussions religieuses. Un germe nouveau de discorde s'est ajouté à tous ceux qui minent déjà l'unité allemande.

Pendant ces neuf années, époque de transformation et de progrès, les doctrines de la Réforme pénètrent partout en Allemagne. Les persécutions ou l'appui du pouvoir séculier servent également à les répandre. Deux moines, convaincus d'hérésie, sont brûlés à Anvers; ils commencent cette longue série de martyrs qui, pendant trois siècles, scelleront leur croyance de leur sang, comme aux temps de la primitive Église. Chassés d'un lieu, les nouveaux apôtres vont porter dans un autre l'Évangile, plus populaire encore depuis qu'il est proscrit. Des moines flamands, échappés aux bûchers, vont semer la parole de Dieu à Brême. Elle s'étend de là sur les rives de la Baltique, en Danemark, en Suède, en Livonie. A défaut de prêtres, Dieu suscite des laïques, animés du même esprit; le dévouement et la foi suppléent à la science qui leur manque. Un évêque se déclare tout haut pour la Réforme; d'autres la favorisent sous main. La Saxe, sous *Frédéric le Sage*, est devenue une terre d'asile; Wittemberg est à la fois

un centre religieux et un centre intellectuel. La presse allemande, muette naguère, s'éveille pour le combat : l'année 1513 n'avait vu imprimer que trente-cinq ouvrages ; l'année 1523 en compte quatre cent huit, dont cent quatre-vingt-trois écrits par Luther. Les champions de l'orthodoxie, dans la même année, n'ont publié que trente écrits ; brûler leurs adversaires leur semble plus facile que de les réfuter. Erasme se plaint déjà qu'on ne lit que ce qui s'écrit pour et contre la Réforme. Luther, avec sa verve tour à tour triviale et sublime, bouffonne et pathétique, remue sur tous les tons la fibre plébéienne. La poésie, indigène sur le sol germanique, où elle illumine de son reflet jusqu'à l'échoppe de l'artisan, s'empare du premier sentiment national qui ait fait battre à l'unissson tous les cœurs allemands. Satire, allégorie, farce, dialogue, toutes les armes lui sont bonnes, quand il s'agit de combattre Rome et les vices du clergé. Les beaux-arts, jaloux des succès de la poésie, se mettent aussi au service de l'idée nationale, et la traduisent sous une forme nouvelle. Lucas Cranach, le familier de Luther, esquisse les vignettes de ses pamphlets, et peint les portraits des réformateurs. Un artiste supérieur à lui, Albert Durer, le Michel-Ange de l'Allemagne, voue aussi son sévère pinceau à la cause de la Réforme : il donne à l'art allemand, avec la sécheresse qu'on lui reproche justement, le sens profond et mystique qui le caractérise. Enfin la musique, cette seconde langue du peuple en Allemagne, devient l'auxiliaire le plus actif du génie de Luther. La foi qui déborde de son cœur s'épanche en hymnes admirables, où le chant et la poésie jaillissent à la fois d'une même source.

Pendant ces années décisives pour l'histoire de la Réforme, la grande faute de Charles-Quint c'est d'abandonner l'Allemagne à elle-même. Sans doute, il a l'Espagne, l'Italie, le Mexique, le monde entier sur les bras; mais alors, à quoi bon accepter la couronne impériale quand on ne peut en supporter le fardeau? L'Allemagne, à Worms, était prête à se jeter, par haine de la papauté, dans les bras de l'empire; l'occasion, manquée à Worms, se représente à chaque diète, et Charles ne daigne pas la saisir. S'il touche au sentiment national, ce n'est que pour le froisser. Le sceptre de l'empire, qu'il laisse échapper de sa main pendant une absence de neuf ans, se brise en tombant à terre; des princes, des Électeurs, des nobles même s'en disputent les débris. Sickingen, champion de la Réforme et de la féodalité, réunit dans une ligue armée la noblesse immédiate (*Reichs frei Adel*), ennemie jurée des princes. Il lève, soi-disant pour le service de l'empereur, dix mille hommes de pied et cinq mille cavaliers. A la tête de cette armée, digne d'un souverain, il déclare la guerre, pour son compte, à l'archevêque électeur de Trèves, deux fois son ennemi, comme ecclésiastique et comme prince temporel. Proscrit par le conseil impérial, impuissante doublure de l'empereur, il pille églises et couvents, et brave à la fois les foudres de l'empire et celles de la papauté. Tous les yeux sont sur lui : le destin de l'Allemagne est entre les mains d'un simple gentilhomme, que Charles-Quint et François Ier ont eu tour à tour à leur solde. Mais les princes s'alarment de cette puissance indépendante qui s'élève à leurs côtés. Le landgrave de Hesse et l'Électeur palatin arment à leur tour, pour

défendre la cause des princes, menacée comme celle du clergé. Sickingen, mis au ban de l'Empire, battu, traqué de château en château, vient enfin mourir à Ebernsbourg, son manoir féodal, où il avait naguère une presse et une église, et qui servait d'asile aux réformateurs. Sous les ruines d'Ebernsbourg, la chevalerie abattue s'ensevelit avec son dernier représentant. Hutten, proscrit et oublié, s'en va mourir de découragement et d'ennui au bord du lac de Zurich.

Mais trop de passions se remuent à la fois sur le sol allemand pour que l'ordre social n'en soit pas ébranlé jusque dans ses profondeurs. D'en haut est parti le mouvement intellectuel, né du réveil de l'esprit humain au sein des classes éclairées ; d'en bas part la révolte matérielle, née de la souffrance chez les classes opprimées. Charles, en ajournant la diète, a déchaîné sur l'Allemagne les tempêtes. Le pouvoir est partout, c'est-à-dire nulle part. Luther, assez puissant pour soulever l'opinion, ne l'est plus assez pour la conduire. Des fanatiques à froid, qui spéculent sur leur enthousiasme, faussent les doctrines du réformateur en les poussant à outrance. La foi, chez eux, aboutit à l'insurrection, dans l'État comme dans l'Église. L'orgueil et l'ambition qui les dévorent se parent des dehors de la piété. L'*Esprit*, qui leur apporte les révélations d'en haut, les dispense d'obéir aux pouvoirs d'ici-bas, et même à la parole écrite, bonne pour Luther et pour le vulgaire des croyants. Leurs doctrines imprudentes, semées parmi des masses égarées par la misère, n'ont pas de peine à les entraîner. En juillet 1524, le signal de la révolte est donné dans la Forêt-Noire : on s'attaque d'abord

au clergé, puis aux seigneurs, aux princes, à toutes les autorités de la terre. L'insurrection gagne de proche en proche, et bientôt elle éclate à la fois en Thuringe, en Saxe, en Franconie, en Souabe et sur le Rhin. Partout les paysans se soulèvent contre leurs oppresseurs, temporels et spirituels. Ils pillent les couvents et les églises, égorgent les seigneurs dans leurs châteaux incendiés. Des nobles, pour échapper au danger, s'enrôlent dans les rangs de leurs ennemis, et dirigent, comme Gœtz de Berlichingen, *l'homme à la main de fer*, cette Jacquerie sanglante et mystique tout ensemble.

Et pourtant les griefs de ces malheureux, que l'oppression exaspère et change en bêtes féroces, sont fondés en justice; les princes eux-mêmes le reconnaissent au début. Il y a quelque chose d'humble et de touchant dans l'expression de ces griefs populaires, connus sous le nom des *douze articles*, et qui n'ont que le tort d'être présentés les armes à la main. Les paysans, même insurgés, protestent de leur dévouement à l'empereur. Une piété, sincère encore, respire dans leur langage. Ils prennent à tâche de justifier Luther contre ceux qui disent que leur révolte est le fruit du nouvel Évangile. L'âme du réformateur, si sympathique, si droite, quand la passion ne l'aveugle pas, s'émeut de ces malheurs qu'il a voulu prévenir. En face de ses adversaires qui l'en rendent responsable, il élève sa voix puissante; avec une courageuse impartialité, il frappe à la fois sur les deux partis: Aux nobles, « bourreaux et sangsues des pauvres gens, » il reproche leur dureté, leur orgueil, leurs exactions sans pitié; il leur dénonce la colère divine, dont les

révoltés ne sont que les instruments. « Aux paysans, il rappelle « que le chrétien doit respect à l'autorité, « fût-elle même dans des mains indignes. Les sei- « gneurs sont coupables sans doute ; mais il faut « laisser à Dieu le soin de les punir ; car celui qui « saisit l'épée périra par l'épée ; et ce n'est pas à « l'homme, pécheur lui-même, qu'il appartient de « châtier les pécheurs. »

Mais la cause des insurgés, juste au début, se souille bientôt des plus horribles excès. Là où on les accueille, par sympathie ou par peur, ils se contentent de piller les Églises; là où on leur résiste, ils saccagent et ils tuent. Il y a dans l'homme du peuple allemand, à côté d'une bonté réelle, un fond de brutalité native qui s'exaspère par la résistance, et s'emporte aisément jusqu'à la cruauté. Aussi les soulèvements populaires ont-ils toujours été très-dangereux dans ce pays ; plus rares et plus lents à se former qu'ailleurs, ils y durent plus longtemps, et y vont plus au fond. Ajoutez-y un mysticisme farouche, et je ne sais quel grossier mélange d'exaltation et de sensualité, dont Jean de Leyde, le *prophète de Munster*, est le type achevé, et vous concevrez l'effet de ces prédications haineuses et fanatiques sur des cœurs aigris et des intelligences bornées.

L'Allemagne entière est en feu : le mouvement gagne chaque jour en étendue, en profondeur, en intensité. De la Thuringe au Rhin et à la Souabe, les *douze articles* sont partout reconnus ; l'insurrection victorieuse menace la Saxe, la Westphalie, la Lorraine, et jusqu'au centre du catholicisme, la Bavière et le Tyrol. Chose étrange ! on a accusé la *guerre des paysans* d'être née des doctrines de

Luther, sans songer qu'avant lui, dix révoltes de même nature ont eu lieu depuis le début du siècle. L'insurrection, commencée dans des pays catholiques, gagne ensuite les pays réformés, où elle se montre, il est vrai, bien autrement tenace. Le moment est bien choisi : les armées impériales sont en Provence ou en Italie. L'empereur, tout occupé de sa guerre avec la France, ne daigne pas s'informer de ce qui se passe en Allemagne. La révolte, grandissant par l'impunité, se change peu à peu en révolution. La voix même de Luther est impuissante; méconnu des paysans, il s'adresse aux princes et aux nobles, que le danger commun a rapprochés, et n'en est pas plus écouté. Les insurgés ne cachent pas leurs plans : plus de princes, plus de seigneurs, plus d'autorité dans l'empire, sauf celle de l'empereur, qu'on tolère, vu son éloignement et son impuissance ; plus d'impôts, sauf un léger tribut tous les dix ans ; plus de corvées ni de droits seigneuriaux ; les couvents supprimés, et les biens du clergé affectés aux besoins de l'État ; plus de juridictions princières, seigneuriales, ecclésiastiques, mais des tribunaux libres, où siégeront toutes les classes ; enfin, l'unité de poids et de mesures pour tout l'empire, telle est la charte de l'insurrection.

Il était temps pour les princes de prendre un parti. Revenus enfin de leur stupeur, ils groupent autour d'eux toutes les classes intéressées au maintien de l'ordre. L'insurrection, en menaçant tout le monde, s'est fait de tout le monde un ennemi ; elle est condamnée à vaincre toujours, ou à périr, du moment où elle cessera de vaincre. L'armée des princes se rassemble, sous les ordres d'un habile capitaine,

George Truchsess. Le 2 mai 1525, elle bat les insurgés près de Constance, et marche sur Würtzbourg, leur quartier général. Les paysans essaient en vain de résister : l'artillerie et les chevaux bardés de fer ont bientôt raison de leur courage indiscipliné. Deux fois ils sont mis en déroute; les nobles, implacables au souvenir de leurs châteaux brûlés, se baignent avec délices dans le sang de ces manants révoltés. Puis, quand les nobles ont vaincu, le clergé vient recueillir les fruits de la victoire, et livrer aux bourreaux hérétiques et rebelles tout ensemble[1].

Mais, vaincue en Souabe, l'insurrection triomphe en Thuringe avec Münzer. De la Hesse, du Brunswick, de la Saxe, les paysans, les mineurs, soulevés par ses prédications incendiaires, accourent sus au pillage et à la communauté des biens que prêche l'apôtre de sang. Frédéric le Sage, sur son lit de mort, voit l'orage approcher, et meurt à temps pour y échapper, le cœur brisé du spectacle de tant de maux. L'âme plus ferme de Luther n'en est pas moins émue : il n'a pas peur pour son œuvre, il sait que « ce dessein vient de Dieu, et que les hommes « ne peuvent pas le détruire; » mais il sait aussi qu'on rendra cette sainte cause solidaire des excès qui la déshonorent; il entend les reproches des nobles, les invectives des papistes, les railleries amères des sages du siècle, qui lui disent avec Érasme : « Tu as semé le vent, et tu recueilles la « tempête! » Il sent le besoin de repousser toute complicité avec ces hommes de sang qui souillent

1. Suivant Rotteck, *Allgemeine Geschichte*, les évêques de Trèves et de Würtzburg, après la victoire, firent de leurs propres mains l'office de bourreaux.

le beau nom de chrétien. Mais, comme il arrive trop souvent à ces natures puissantes, il dépasse le but en voulant l'atteindre ; il en vient à écrire ces dures paroles, que lui arrache son indignation, et que son cœur a plus tard désavouées : « Nulle indulgence, « nulle pitié n'est due aux paysans ; rien que la « colère de Dieu et des hommes. Ils sont mis au ban « de Dieu et de l'empereur; il faut les traiter comme « des chiens enragés.... Tuez, frappez, assommez, « c'est là ma verge pour de tels écoliers ! »

Enhardis par la victoire des nobles de la Souabe, les princes et les seigneurs de l'Allemagne centrale lèvent à leur tour une armée. Le plus ardent est le jeune landgrave de Hesse. A côté de lui se rangent le duc Jean, frère et successeur de Frédéric le Sage, et deux catholiques, Henri de Brunswick et George de Saxe. Les paysans, découragés, sans armes, sans munitions, sans entente de la guerre, sont prêts à se soumettre. Mais l'aveugle fanatisme de Münzer ranime leur courage. Un arc-en-ciel dans la nue devient à leurs yeux un gage de victoire. Le prophète s'engage à recevoir dans sa manche toutes les balles que l'on tirera sur eux. Les paysans, fascinés, attendent l'ennemi en chantant un cantique, retranchés derrière leurs chariots ; mais l'artillerie a bientôt détruit ce faible rempart. Dès lors, au lieu d'un combat, ce n'est plus qu'une boucherie. Les insurgés, vaincus avant d'avoir combattu, cherchent en vain leur salut dans la fuite ; cinq mille de leurs cadavres couvrent le champ de bataille (15 mai). Münzer, qui s'était caché, est reconnu, livré aux bourreaux, et ne sait pas même mourir avec courage. Le duc George assouvit à la fois tous ses ressentiments, contre les

paysans et contre la réforme; l'orthodoxie triomphante croit s'affermir avec les supplices; et le pape, en félicitant les princes de leur victoire, feint de croire qu'elle a été remportée sur les partisans de Luther.

Ces deux insurrections, écrasées toutes deux, ont pourtant un caractère différent : en Souabe, ce qui domine, c'est la haine de l'ordre social; en Thuringe, c'est le fanatisme religieux. Toutes deux, du reste, ont le même résultat : c'est d'empirer le sort des malheureux paysans. Quant aux luthériens, ils ont fait le plus souvent cause commune avec les catholiques pour réprimer la rébellion. Les princes, les nobles réformés ont écrit leur désaveu en lettres de sang. Malgré la solidarité que le papisme cherche à établir entre les doctrines de Luther et la révolte des paysans, il n'y a ici de vaincue que l'anarchie; la cause de l'Évangile est restée séparée de celle du désordre.

PROGRÈS DE LA RÉFORME.

La réforme a scindé l'Allemagne en deux partis, une ligue catholique, conclue en 1524, entre la Bavière et l'Autriche, la sépare en deux camps. L'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, alarmés des menées du parti catholique et des projets de l'Empereur, signent à Torgau, en 1525, une alliance, première base de la ligue protestante de Smalkalde.

Tous les princes du nord de l'Allemagne, Brunswick, Mecklenbourg, Anhalt et Brandebourg, se hâtent d'accéder à cette ligue. A dater de ce jour, la Réforme est devenue un parti politique : elle a des chefs, un trésor, un mot d'ordre, et elle aura bientôt une armée. Les catholiques, alarmés à leur tour de l'attitude menaçante des réformés, envoient une députation à l'Empereur. Il est alors à Séville, tout entier aux joies de son récent mariage. Jeune, triomphant, heureux, tout semble lui sourire: il a vaincu la France, et fait son roi prisonnier; il touche à l'apogée de sa fortune et de sa vie! L'Allemagne seule vient troubler ce concert de félicités, et lui rappeler qu'il est homme et mortel, et que la fortune peut changer. Las de ces querelles théologiques qui froissent son orthodoxie, il veut en finir avec le schisme. « Prenez courage, « écrit-il aux princes catholiques, je vais passer en « Italie pour m'entendre avec le pape. De là, je tra- « verserai les Alpes pour aller combattre en per- « sonne cette *peste exécrable de Wittemberg*. Tenez « bon seulement dans la diète, et je viendrai bientôt « vous soutenir, et mettre toute ma puissance au « service de la foi. »

Le 25 juin s'ouvre la diète de Spire. Des instructions de l'Empereur, fermes et précises, réclament le strict maintien du culte et de la hiérarchie, et l'exécution de l'édit de Worms. En attendant, le service luthérien se célèbre chaque jour dans les résidences des princes. Les habitants de Spire y accourent en foule. Ferdinand et les princes orthodoxes assistent dans le désert aux offices de la cathédrale. A vrai dire, il n'y a plus de discorde qu'entre les princes; l'Allemagne entière veut une réforme,

elle ne diffère que sur le degré. Ferdinand découragé n'ose pas publier les instructions de son frère. Les députés des villes, que l'Empereur croyait gagnés à sa cause, demandent hautement l'abolition de tous les rites contraires à l'Évangile. Les catholiques eux-mêmes, le duc George à leur tête, insistent sur le redressement des abus. Les partisans les plus prononcés de l'Église sentent que, pour la maintenir, il faut la réformer. La commission des princes, où siégent pourtant des évêques, propose le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces. La presse, auxiliaire infatigable des idées nouvelles, les fait descendre jusqu'au fond des masses populaires. Luther et ses amis activent, en le dirigeant, le mouvement national. Rome s'inquiète, à bon droit, et le clergé éperdu arrache enfin aux indécisions de Ferdinand la publication des instructions de Séville.

Mais la main de Dieu, écrite dans tous ces événements, se révèle encore une fois : au moment où la Réforme, atteinte au milieu de son triomphe, s'alarme de ce coup imprévu, les choses changent brusquement de face. Le pape s'est jeté dans les bras de la France; une *ligue sainte* s'organise contre l'Empereur, entre le saint-siége, l'Angleterre, la France et les États italiens. Charles-Quint voit tous les fruits de sa victoire de Pavie prêts à lui échapper. Son orthodoxie, sincère d'ailleurs, lui tient moins au cœur que ses intérêts italiens et ses rancunes contre le saint-père. Mais pour résister à la ligue et au pape il lui faut des alliés, et où pourrait-il en trouver de plus sûrs que les princes réformés? Aussitôt des courriers partent dans toutes les directions pour por-

ter sa pensée nouvelle. A sa sœur Marguerite, il fait dire de cesser toute poursuite contre les hérétiques des Pays-Bas; à Ferdinand, il enjoint de suspendre l'édit de Worms et les instructions de Séville, et de ramener les luthériens par la douceur. Il y ajoute même ces paroles, si étranges dans sa bouche : « Fai-« sons triompher par un bon concile la vérité évan-« gélique ! » Enfin, il invite l'électeur, le landgrave, et tous les princes réformés à « marcher avec lui « contre les Turks, ou contre l'Italie, pour le bien « commun de la chrétienté. »

Dans la diète, cependant, deux croyances, deux intérêts sont en présence : on ne peut ni les concilier dans l'assemblée, ni les laisser se heurter sur un champ de bataille. Un seul parti reste à prendre : c'est de tout ajourner jusqu'au concile; de laisser à chacun la faculté d'obéir à ses convictions, et d'adorer Dieu sous la forme qui lui plaira, c'est-à-dire, sous celle qui plaira à son prince; car de la liberté de conscience *individuelle*, la seule vraie, la seule digne de ce nom, il ne peut en être question à cette époque; ni les temps, ni les esprits ne sont mûrs pour cette grande conquête. Telle est la solution que trouve la diète, inspirée par le sentiment des vrais intérêts du pays. En adoptant ce compromis, aucun des deux partis ne renonce à son droit, et chacun est forcé de respecter celui de l'autre. Le catholicisme peut accepter le *statu quo* comme provisoire, la réforme l'accepte comme définitif; le temps et le concile se chargeront de décider. L'Allemagne, en attendant, y gagne la paix, les luthériens la liberté, et l'Empereur des alliés contre le pape.

Le recès de la diète de Spire est le premier qui

consacre, implicitement du moins, le grand principe de la tolérance. L'église réformée, proscrite jusqu'à ce jour, a maintenant une base légale : en tolérant le schisme, ne fût-ce que pour un an, la diète le sanctionne; l'édit de Worms tombe de lui-même devant le recès de Spire. Toutefois la victoire de la réforme est loin d'être complète : la brusque conversion de l'Empereur est pour elle presque aussi menaçante que son hostilité. Dégagé des soucis que l'Allemagne lui causait, Charles va tourner toutes ses forces contre Rome; mais son animosité même contre son ancien allié ne présage rien de bon à ses alliés nouveaux. L'accord, chacun le sent, ne peut être ni sincère ni durable entre le petit-fils des *rois catholiques*, et l'hérésie qu'il déteste encore, même en pactisant avec elle. La rupture entre l'empire et la papauté peut être violente; elle ne peut pas être définitive. Trop de liens existent entre ces deux pouvoirs qui, sans cesse en lutte, tendent sans cesse à se rapprocher, pour constituer la grande unité catholique, incomplète et brisée, dès qu'ils se séparent.

Mais le pas le plus difficile est franchi : les réformés se sont fait reconnaître par la diète et par l'Empereur; un libre cours va être ouvert à l'Evangile, et cette liberté leur suffit. Tout conspire d'ailleurs à les rassurer. Ferdinand n'a plus qu'une pensée, c'est de recueillir l'héritage du roi de Hongrie, mort à Mohacz, le 19 août, en fuyant devant les Turks. Son frère, le *roi catholique* recrute en Allemagne des luthériens pour aller faire la guerre au pape. Toutes les alliances sont dérangées, tous les rôles intervertis : un caprice de Clément, une rancune

de Charles-Quint ont changé la face de l'Europe. L'Allemagne reformée va marcher contre Rome avec un prince du sang de France, sous la bannière de l'Empereur!

Nous avons déjà raconté ces grands événements; nous indiquerons seulement leur contre-coup en Allemagne. A défaut d'une paix durable, une trêve est donnée à la réforme; elle en profite pour s'organiser. La Saxe et la Hesse constituent leur Église. Aux progrès de la doctrine ennemie, le catholicisme répond par un redoublement de rigueurs. Le sang des martyrs coule sur les échafauds, et féconde la semence qu'on veut étouffer. Les luthériens, plus irrités qu'abattus, se serrent autour de leurs princes, et attendent d'eux le signal de la résistance. Tel est l'état des choses et des esprits en Allemagne, lorsque s'ouvre, en 1529, la seconde diète de Spire. Pendant les trois années qui séparent ces deux diètes, l'irritation mutuelle s'est encore accrue. Les deux partis, dont les forces se balancent, sont impatients d'en appeler aux armes. Mais au dehors, les choses ont bien changé de face : l'Empereur, embarrassé de sa victoire sur le saint-siége, vient de signer la paix de Barcelone [1]. Dans ce pontife intrigant et parjure, contre lequel il a soulevé l'Allemagne, il voit de nouveau le vicaire du Christ; et pour gage de sa réconciliation, il va lui livrer la Réforme. La mission qu'il réserve à la diète de 1529, c'est de détruire l'œuvre de sa devancière, et d'anéantir l'hérésie que l'autre a permise. Si elle s'y refuse, il est libre maintenant de tourner contre l'Allemagne toutes ses

1. Voy. t. VI, p. 482.

forces, et de lui faire sentir le poids de son sceptre. La paix de Cambrai[1], où Charles-Quint et François Ier s'engagent à extirper l'hérésie, à laquelle tous deux se sont alliés tour à tour, inaugure en Europe une ère politique nouvelle. La Réforme est désormais la seule puissance exclue de cette paix qui embrasse l'Europe entière.

La diète s'ouvre enfin le 21 février; l'Empereur, de sa pleine autorité, annule le recès de 1526, « source de désordres pour l'Allemagne, et de scan- « dale pour la chrétienté. » Mais ces décrets impériaux, lancés *ab irato* du fond de l'Espagne, ne sont, devant une diète, que des propositions qu'il faut discuter. Toutefois, l'esprit de la majorité a changé, pendant ces trois ans; la défection de l'Empereur en a entraîné bien d'autres. Partout les ultramontains l'emportent : sur sept électeurs, celui de Saxe est le seul évangélique. Les catholiques ne cachent pas leurs espérances. Mais il est des nécessités plus fortes que tous les partis pris : la majorité est allemande aussi, en même temps qu'elle est catholique; elle comprend enfin qu'une restauration pure et simple de l'édit de Worms est chose impossible. Le saint-siége a pu alarmer des intérêts, acheter des consciences; Charles a pu corrompre ou intimider quelques princes; mais les villes tiennent bon. L'esprit public fermente, Luther l'affermit et le guide. Les princes réformés parlent déjà de résistance armée; la diète retentit de leurs griefs : « La liberté de « conscience une fois donnée, disent-ils, on n'a « plus le droit de la reprendre, au moins jusqu'au

1. Voy. t. VI, p. 483.

« concile. Le repos de l'Allemagne doit-il être au « merci des caprices d'une diète ? Celle-ci, en 1526, « s'est démise de ses droits entre les mains des prin- « ces; elle ne peut plus les leur reprendre. On accuse « la Réforme d'avoir bouleversé l'Allemagne; mais « qu'est-ce que la révolution qu'elle a faite, auprès « de celle qu'il faudrait faire pour la détruire? Que « peuvent, d'ailleurs, tous ces décrets des diètes « contre la conscience d'un chrétien? » La majorité, malgré l'aveugle esprit de réaction qui l'anime, s'arrête devant ces raisons puissantes. L'édit de Worms n'est pas remis en vigueur; le recès de 1526 n'est pas même annulé; mais on arrête que « partout où l'édit « de Worms a été exécuté, il continuera à l'être, et « que, là où son exécution ne pourrait avoir lieu sans « de graves désordres, on interdira du moins toute « propagande. La messe se célébrera librement, et « aucun catholique ne pourra embrasser la Ré- « forme. »

La liberté de conscience est donc abolie, de droit, sinon de fait. Parquée dans des limites étroites, que peut rétrécir encore le caprice ou l'intérêt des princes, la Réforme va mourir de mort lente; car ne pas croître, pour elle c'est diminuer; ne pas faire de propagande, c'est cesser de vivre! Les princes, il est vrai, restent libres de leur action; mais les villes, isolées, dépendantes, n'ont pour elles ni le nombre, ni la force, ni l'union. Ferdinand pèse sur elles de tout le poids de l'Empire; promesses, menaces, violences même, rien n'est épargné pour les ramener. Et cependant, sur vingt et une villes libres, sept seulement souscrivent au recès; quatorze ont le courage de le rejeter.

Il ne restait plus aux princes qu'à en appeler de la diète à l'opinion, du fait au droit, des hommes à Dieu ! Une protestation, modèle de fermeté, de foi et de franchise, est rédigée par eux. Cette protestation de Spire est une des grandes dates de l'histoire de la Réforme. A dater de ce jour, elle échappe à Luther, son chef spirituel, pour passer dans les mains des princes, ses chefs politiques. Les Réformés se sont comptés : ils se sont trouvés moins nombreux, mais plus convaincus, plus décidés, plus forts par conséquent que leurs adversaires. Ils protestent, en attendant l'heure de résister, les armes à la main. De là ce nom de *protestants*, que les sectateurs de Luther ont pris et gardé, nom plutôt nuisible qu'utile à leur cause ; car il implique une négation, et les peuples ne se passionnent pas pour des négations, mais pour des croyances.

Ainsi les deux camps sont en présence : d'un côté, le Pape et l'Empereur, l'autorité morale et la force matérielle, tout ce qui commande ici-bas le respect et la crainte ; de l'autre, des théologiens, des professeurs, des moines défroqués ; quelques princes, membres de ce grand corps germanique, qui ne sait se serrer, ni autour de son chef, ni contre l'ennemi ; enfin quelques villes désarmées qui, forcées de choisir entre la voix de leur conscience et l'ordre de leur suzerain, n'ont obéi qu'à leur conscience ; tel est ce parti, si faible en apparence, mais qui, appuyé sur l'Évangile, puise dans sa foi ardente, dans son mépris des intérêts de cette vie une force qui manque à ses adversaires.

Un événement plus grave vient interrompre tous ces débats : Souleyman Ier a promis, en 1528, à Fer-

dinand, qui lui redemandait Belgrade, d'aller lui en porter les clefs à Vienne. Le sultan tient parole. En octobre 1529, il vient à la tête de cent cinquante mille hommes, faire couronner roi d'une Hongrie turque, boulevard qu'il opposera désormais à la Hongrie autrichienne, son vassal, le Transylvain Zapoly. Bientôt, il campe sous les murs de la capitale de Ferdinand. Il n'en fallait pas moins pour imposer une trève à l'animosité des deux partis : protestants et catholiques oublient un moment leurs haines, en face de ce pressant danger. Vienne a bientôt une armée pour garnison. Luther même prêche contre les Turks son *sermon de bataille*. Dieu s'est servi de Souleyman, comme naguère du pape, pour sauver encore une fois la Réforme. Les Musulmans, découragés, lèvent le siége après des pertes énormes, en promettant de revenir; et Charles-Quint, libre désormais d'accomplir ses grands desseins sur l'Italie et sur l'Allemagne, se décide enfin à quitter l'Espagne, et à se souvenir de ses devoirs d'empereur.

CHAPITRE II.

CONQUÊTE DU MEXIQUE.

1519 A 1522.

Pendant les trente ans qui se sont écoulés depuis la découverte de l'Amérique, les germes de corruption et de ruine, que renferme dans son sein le système colonial de l'Espagne, ont porté leurs fruits. Ces germes fatals vont maintenant se développer sur une plus large échelle. La longue paix dont a joui la Péninsule, pendant les vingt premières années du siècle, a poussé dans la carrière des explorations maritimes tous les esprits aventureux, et jeté sur le nouveau monde l'écume de l'ancien. Les Antilles se sont peuplées d'une foule d'aventuriers fainéants et cupides, qui ne savent pour s'enrichir que deux moyens, la conquête et les mines. Bientôt à l'étroit dans ces îles épuisées, qui n'ont plus ni terres ni or à donner aux nouveaux venus, leurs yeux se tournent vers l'immense continent de l'Amérique, à peine entrevu par Colomb. Tout l'effort des découvertes se dirige maintenant de ce côté : d'Hispaniola, première étape de la conquête, partent en tous sens de nombreuses expéditions. Nous avons déjà men-

tionné quelques-unes des plus hardies[1] ; mais il nous reste à parler avec plus de détail des deux principales, celles qui ont valu à l'Espagne la possession de deux vastes empires, le Mexique et le Pérou.

La conquête du Mexique appartient par la date au règne de Charles-Quint; mais la pensée du monarque ne s'est pas imprimée sur ces événements, accomplis presque à son insu, et dont il a profité sans les avoir prévus. Charles ne connaît de ses États du Nouveau-Monde que l'argent qu'ils versent dans ses coffres. Digne émule de Fernando son aïeul, il laisse mourir dans la disgrâce et l'oubli l'homme qui lui a donné un royaume. Aussi la gloire de cette expédition appartient-elle tout entière à celui qui l'a conçue et exécutée ; Charles-Quint n'en a rien à réclamer pour lui. Nous ne suivrons point Cortès pas à pas dans sa téméraire entreprise. C'est une histoire à part que celle de la conquête du Mexique; elle veut un historien à part, et elle l'a trouvé dans l'Américain Prescott ; nous n'avons pas à la refaire après lui. Mais nous voulons seulement, dans quelques pages rapides, esquisser le récit de cette conquête merveilleuse, qui tient de la fable plus que de l'histoire. Nous voulons surtout faire connaître le rare génie qui l'a consommée, génie moins sympathique sans doute que celui de Colomb, mais plus viril, plus complet, et à qui l'on peut refuser son amour, mais non son admiration.

Cuba, la reine des Antilles, n'avait pas été colonisée du vivant de Colomb. En 1511, son fils et son successeur Diégo confie ce soin à un noble cas-

1. Voyez t. VI, p. 261.

tillan nommé Velasquez. La conquête s'accomplit presque sans résistance; mais les mines y dévorent bientôt la population indigène, et l'œuvre d'extermination avance à grands pas. Vélasquez, pour combler le vide qui s'y fait, attire dans l'île de nombreux colons, par des dotations en terres et en esclaves. Il envoie vers le continent américain quelques expéditions. Elles s'enfoncent dans le golfe du Mexique, et mettent le pied dans l'empire de Montézuma. Elles y trouvent les traces d'une civilisation bien supérieure à celle des Antilles. Mais ce ne sont plus ici les molles populations de l'archipel indien; c'est une race aguerrie, prête à défendre son sol pied à pied contre la conquête. Bientôt on ne parle plus dans l'île que de la découverte d'un pays civilisé où l'or et l'argent s'échangent contre du verre, et servent aux plus vils usages. Toutes les têtes fermentent, et le gouverneur prépare une expédition plus sérieuse. Pour la diriger, il jette les yeux sur un de ses secrétaires dont il a distingué le courage et les talents. Ce jeune homme est Fernan Cortès. Né en 1485, à Medellin en Estramadure, d'une famille noble mais pauvre, à dix-neuf ans il a quitté la maison de ses pères pour aller chercher au Nouveau-Monde la fortune et la gloire. Dédaignant, comme tous ses compatriotes, les modestes profits de l'agriculture, il fait gérer par d'autres le lot de mines et de terres qui lui est échu. Après une jeunesse dissipée, il s'est marié à une jeune fille noble qu'il aimait, et se résigne, non sans effort, à cette vie paisible, si peu d'accord avec ses goûts. Mais à l'appel de Vélasquez, tous ses instincts aventureux se réveillent. Un changement soudain s'opère dans tout son être. Après avoir cher-

ché longtemps sa voie, il l'a trouvée enfin, et se sent mûrir tout d'un coup par la responsabilité qui va peser sur lui. Il engage dans l'entreprise tout ce qu'il possède au monde, et compromet avec sa fortune celle de ses amis. Les volontaires affluent, et bientôt il a sous ses ordres une petite armée. Il achète des vaisseaux, paie les marchands avec des promesses, et escompte ainsi le succès de l'entreprise, succès dont personne ne doute, depuis qu'il est chargé de la commander.

Effrayé de l'ardeur de Cortès et de la confiance qu'il inspire, Vélasquez veut lui retirer le commandement; mais il n'est plus temps : Cortès, averti du danger, a hâté l'armement de sa flotte. Les munitions, les hommes sont à bord; ce qui lui manque encore, il s'en passera. Une nuit lui reste, c'est assez pour lever l'ancre; quand le jour paraît, la flotte a déjà quitté le port. Sûr désormais de sa fortune, Cortès relâche encore sur plusieurs points de l'île de Cuba. Les ordres que Vélasquez envoie pour l'arrêter ne sont pas obéis; et après avoir complété ses armements, il se décide enfin à quitter l'île le 10 février 1519.

Voyons maintenant de quelles forces dispose le futur conquérant du Mexique. Ses vaisseaux, non pontés pour la plupart, sont au nombre de onze. Le plus grand compte à peine cent tonneaux. Mais son pilote a vieilli sur ces côtes dangereuses; il a guidé le grand Colomb dans son dernier voyage, et pris part à la dernière expédition sur les côtes du Mexique. Les forces totales de Cortès se composent de cent dix matelots, cinq cent cinquante-trois soldats, dont treize seulement sont armés d'arquebuses; son

artillerie, de dix lourds canons et de quatre pièces légères : sa cavalerie enfin de seize chevaux, et c'est là sa force le plus réelle. C'est avec cette poignée d'hommes qu'il marche à la conquête d'un empire. « Fernan Cortès, nous dit son éloquent biographe[1], « pouvait alors avoir trente-trois ou trente-quatre « ans. Son teint était pâle ; son œil noir et perçant « donnait à sa physionomie une empreinte de gra- « vité qui contrastait avec son enjouement habituel. « Sa taille était fine, sa poitrine et ses épaules larges, « sa stature musculeuse et bien proportionnée. Ses « manières franches, ouvertes, soldatesques, ca- « chaient un esprit froid et subtil, qui calculait « tout jusqu'à son abandon. A son humeur toujours « joviale se mêlait je ne sais quel air de résolution ; « chacun en s'approchant sentait instinctivement « qu'il fallait lui obéir. C'est ce mélange d'autorité « tempérée par l'amour qui lui assurait le dévoue- « ment passionné de ces rudes et turbulentes natures « que sa fortune lui donna à conduire. »

Dès les premiers pas du conquérant sur le sol mexicain, rien ne trahit ni l'hésitation, ni le sentiment même du danger qu'il va courir. Ses soldats découragés ne voient que les difficultés du chemin ; lui seul a vu le but, et y marche sans le perdre du regard. A chaque pas qu'il fait, tout lui parle de la puissance de l'empire aztèque, héritier dégénéré d'une civilisation plus ancienne, dont les monuments couvrent encore le sol du Mexique, et dont le point de départ paraît être l'Asie[2]. Il y a trois siècles, dit

1. William Prescott, *Conquest of Mexico*, t. I, p. 259.
2. Voir aux *Pièces justificatives*, n° 1.

la tradition du pays, que la pauvre et belliqueuse tribu des Aztecs est venue du nord-ouest, en suivant la chaîne des Andes, s'établir sur le plateau, et y fonder, à la place désignée par les oracles, les quelques huttes que devait remplacer un jour la ville de Mexico. Peu à peu, cette tribu est devenue un peuple. Montézuma, conquérant heureux et habile, a reculé jusqu'aux deux mers les limites de son empire. Mais ce trône, si solide en apparence, est miné par la désaffection : Montézuma compte autant d'ennemis secrets qu'il a de vassaux ou d'alliés. Aux portes mêmes de sa capitale, la petite république de Tlascala, retranchée dans ses montagnes, brave depuis un demi-siècle l'effort de son empire ; et tous les ennemis des Aztecs et de leur roi sont d'avance les alliés des Espagnols.

Mais la force réelle de Cortès n'est pas dans ces alliances qu'il lui faudra gagner à force de victoires ; elle est dans le petit nombre même de ses soldats, dans l'étrangeté de leur aspect, dans l'étonnement qu'inspire leur audace; elle est dans ces *tonnerres* roulants qu'ils traînent à leur suite, dans ces chevaux surtout, inconnus à l'Amérique, et qui, aux yeux des Mexicains, semblent, comme les centaures de la Fable, ne faire qu'un avec leur cavalier. Elle est enfin dans ce rare assemblage de dons et de talents opposés, dont la réunion nous étonne dans Cortès, tour à tour général, soldat, diplomate ; jouant tous les rôles sans effort, et se faisant de tous les hommes des instruments qu'il plie à ses desseins. A l'aise au milieu des dangers, comme dans son élément, il recrute des soldats dans les rangs même de l'expédition que Vélasquez envoie à sa poursuite. Il fonde

sur cette côte malsaine une cité, la Vera-Cruz, qui sera un jour la métropole du commerce mexicain. Ses soldats se mutinent, il abdique ses pouvoirs, pour les reprendre plus affermis des mains de la municipalité nouvelle. Enfin, pour couper court, par un coup hardi, à toute pensée de défection, il désempare ses vaisseaux, et les fait couler bas, aux yeux de ses soldats, désormais rivés à sa fortune. Il traite avec Montezuma, de puissance à puissance; il lui dicte des lois, au nom du grand empereur d'Occident, dont le vassal suffit pour régner sur des rois. Dans tout ce début de sa conquête, chef-d'œuvre de conduite encore plus que de courage, Cortès n'a commis qu'une faute. Sourd aux sages conseils de son aumônier Olmedo, il ose, au risque d'aliéner de lui les Indiens alliés, renverser leurs idoles, et planter la croix sur leurs autels. Les Mexicains, indignés, veulent courir aux armes; mais en voyant ces dieux, qu'on traîne dans la boue, impuissants à se venger, ils perdent courage, et se résignent au baptême.

Mais où Cortès paraît le plus grand, c'est à Tlascala, dans sa lutte avec ces hardis républicains qui, entre les Espagnols et Montezuma, osent encore rêver l'indépendance. Là, Cortès a, pour la première fois, rencontré un ennemi digne de lui. Dans cette lutte désespérée, sa fortune vacille un instant : le *tonnerre* des Espagnols foudroie encore les Indiens; mais il ne les effraie plus. Les chevaux eux-mêmes ont cessé de les étonner. Deux de ces animaux ont été tués, et leurs têtes sanglantes portées en triomphe dans Tlascala, achèvent de dissiper le prestige. Mais le courage discipliné l'emporte à la longue sur le

courage brutal. Les Tlascalans vaincus dans trois batailles successives, se décident enfin à s'allier aux Espagnols et à ne plus voir en eux que les ennemis de Montezuma.

Cortès est libre désormais de marcher en avant. Les volontaires tlascalans se présentent en foule ; il n'en accepte que sept mille, et se dirige sur Cholula, le grand centre religieux de l'empire des Aztecs. Là le contraste est frappant avec Tlascala, espèce de Suisse américaine, restée simple et guerrière au milieu des peuples corrompus qui l'entourent. Les Espagnols étonnés trouvent à Cholula le luxe et les vices de la civilisation la plus raffinée. Reçus sous des voûtes de fleurs, ils sont frappés de la régularité des édifices et de l'étendue de la cité, peuplée de cent cinquante mille habitants : nulle part le culte des dieux nationaux n'a revêtu des formes aussi grandioses. Six mille captifs, engraissés dans des cages, expirent chaque année au pied des autels, et leurs chairs, savamment apprêtées, fournissent aux repas de fête des prêtres et des guerriers. Mais la trahison se cache sous l'accueil empressé des habitants de Cholula : une conspiration se trame, d'accord avec Montezuma. Cortès la découvre, et se décide à faire marcher le châtiment avant l'offense : à un signal donné, tous les caciques, invités à une entrevue, sont égorgés de sang-froid. Le peuple, indigné, veut escalader l'enceinte du temple où les Espagnols sont logés ; mais l'artillerie refoule les assaillants. Les cavaliers foulent sous les pieds de leurs chevaux cette masse confuse que l'infanterie achève de disperser. Le sang coule par torrents dans les rues de Cholula. La grande pyramide, ou *Teo-*

calli, la Babel mexicaine, haute de cent soixante-dix-sept pieds, avec ses étages en retrait l'un sur l'autre, est prise d'assaut. Le temple qui la surmonte est brûlé avec tous ceux qui y ont cherché un refuge. Dans cette terrible exécution perce déjà ce fonds de cruauté froide qui, chez Cortès, s'allie au plus ardent fanatisme. Six mille Cholulans ont déjà péri quand il arrête enfin le massacre ; mais on saura désormais que les *dieux blancs* ont le don de lire dans les pensées, et qu'avec eux, l'offense est punie avant d'être commise. Un crucifix est dressé sur la pyramide, et la messe y est célébrée en grande pompe, comme dans les mosquées de Grenade reconquise.

Montezuma, qui a dicté la trahison des Cholulans, a la bassesse de la désavouer ; il croit acheter son pardon à force de présents. Mais la route de Mexico est ouverte, et l'armée se remet en marche. Les Espagnols, qui se jouent de tous les dangers, gravissent en passant le géant des Andes, le *Pococatepetl*, volcan presque éteint, qui vêtu de neige depuis la ceinture, se détache sur ce ciel d'un bleu noir, à la hauteur de cinq mille quatre cents mètres. Les soldats, habitués à la brûlante température de la *tierra caliente*, frissonnent sous leur armure. Une brume épaisse les enveloppe, et leur dérobe la vue du pays et de sa splendide végétation. Mais bientôt, une trouée se fait dans les nuages, et toutes les fatigues sont oubliées. L'armée salue d'un cri de joie la vallée de Mexico, avec ses cinq lacs et la double ceinture de monts qui entoure ce plateau, haut de deux mille deux cent soixante-quatorze mètres. Au centre de cet immense bassin apparaît Mexico, la Venise des Aztecs, flottant sur le lac où se reflètent

ses hautes pyramides. De cette région élevée, l'œil de Cortès, comme celui de l'aigle, peut planer sur sa proie. Mais que d'obstacles encore le séparent d'elle! Que peuvent quatre cents Espagols et sept ou huit mille Indiens contre les forces d'un empire? Déjà quelques voix s'élèvent pour demander le retour. Mais Cortès sait la langue qu'il faut parler à des soldats : « Quand on est venu si loin, leur dit-il, « reculer est plus dangereux qu'avancer. La terreur « qu'a semée l'exécution de Cholula marche devant « vous, le sang versé vous épargnera d'en verser « d'autre. Montezuma d'ailleurs rampe à vos pieds ; « sa hauteur, son faste, ses exactions, lui ont aliéné « les cœurs de ses sujets. Renoncerez-vous à votre « conquête, au moment où vous y touchez? Que « dira de vous l'Espagne? Que dira l'histoire? Que « diront la Vierge et les saints, qui vous ont si mira- « culeusement guidés jusqu'ici, et qui vous livrent « ces millions d'âmes à convertir à la foi? »

Rougissant de leur hésitation, ses soldats s'élancent à sa suite. Ils atteignent bientôt la région cultivée. Les habitants les accueillent avec empressement. Les prédictions de Cortès se vérifient : à chaque pas, on trouve la trace de la haine des Mexicains contre leur roi. Une ambassade de Montezuma, plus suppliante que les autres, vient marchander la retraite des Espagnols. Cortès répond qu'il n'est pas venu si près du roi pour s'en retourner sans le voir. Montezuma se sent vaincu. Il interroge ses dieux, le sang coule à flots sur ses autels ; mais ses dieux mêmes le trahissent, et prennent parti pour les Espagnols. En proie à un morne désespoir, il refuse toute nourriture, et n'attend plus que la mort. Vainement son frère le presse de ris-

quer une bataille, et s'il la perd, de s'enfermer dans Mexico, en coupant les ponts et les chaussées ; Montezuma n'est plus que l'ombre de lui-même ; toute énergie est morte dans son cœur, du jour où les Espagnols ont mis le pied dans ses États. Quant à Cortès, il est sûr de sa proie, elle ne peut pas lui échapper ; il ne se presse pas de la saisir. Il s'arrête à chaque pas, sachant que sa lenteur même est une preuve de sa force. Il laisse ses soldats se refaire de leurs fatigues dans ce riche pays. Les soumissions lui arrivent de toutes parts : le cacique de Tezcuco, le plus puissant des vassaux de Montezuma, vient enfin de sa part inviter Cortès à visiter sa capitale.

Le 19 novembre, l'armée arrive en face de Mexico, centre de cet empire qui ne sera bientôt qu'une province de celui de Charles-Quint. La ville, bâtie sur une île, vers l'extrémité ouest du lac de Tezcuco, se rattache à la terre par trois chaussées bâties en pierre de taille, et inégales en longueur. L'armée s'engage, non sans défiance, sur celle du sud, la plus longue de toutes. Cette magnifique chaussée, devenue inutile depuis que le lac, en se retirant, a réuni à la terre ferme la moderne Mexico, s'étendait alors à travers les eaux, sur une longueur de dix kilomètres. Dix cavaliers pouvaient y passer de front. L'armée espagnole la traverse sans obstacle. Le lac disparaît sous les canots des Indiens, avides de voir de près ces redoutables étrangers. Des îles flottantes, chargées de fleurs et de fruits, ajoutent encore au pittoresque de la scène. A une demi-lieue de la ville, les caciques de l'empire attendent Cortès pour le saluer de la part de leur maître. Enfin les Espagnols, étonnés eux-mêmes de leur succès, sont aux

portes de la ville, et Montezuma en personne s'avance à leur rencontre. Il est porté dans sa litière, revêtue de lames d'or, sur les épaules de nobles du plus haut rang, qui marchent à pas lents, pieds nus, les yeux baissés. A la vue des Espagnols, il fait arrêter son cortége et descend de sa litière. D'autres nobles balaient devant lui la terre que son pied doit fouler. Tous les yeux se baissent, tous les fronts s'inclinent devant lui. Au respect superstitieux qu'il inspire, on croirait voir un dieu plutôt qu'un homme.

Enfin Cortès et Montezuma sont en présence, et chacun d'eux jette sur l'autre un regard curieux : « Le monarque mexicain, nous dit Prescott, peut « avoir alors quarante ans. Il porte la ceinture et le « manteau national, tissu en coton d'une rare finesse; « ses sandales, aux semelles d'or, sont semées, comme « ses vêtements, de perles et de diamants. Sur sa tête, « flotte un panache de plumes vertes. Sa taille élan- « cée n'est ni sans proportion, ni sans grâce. Sa « barbe est claire; son teint légèrement foncé, n'a pas « les tons cuivrés de sa race. Ses traits sérieux por- « tent l'empreinte de la mélancolie. Son maintien, « sa démarche siéent bien à un monarque. » Cortès, descendu de cheval, s'incline devant lui avec tous les signes du respect. Les Espagnols eux-mêmes sont frappés de sa grâce triste et de l'affable dignité des manières du monarque. En retour de monceaux d'or et de pierres précieuses, Cortès suspend au cou de son hôte un collier de verre de couleur. Après un court échange de paroles courtoises, le roi se retire, et laisse les princes de sa famille faire à ses hôtes les honneurs de la cité. Mais ses sujets ont vu leur maître venir au-devant de ces étrangers, et leur

ouvrir les portes de sa cité; le prestige est détruit: ce n'est plus lui, ce sont eux qui sont des dieux maintenant. Les Espagnols défilent lentement à travers les larges rues de la ville, au milieu d'un peuple immense qui encombre jusqu'aux toits. A leur suite viennent les Tlascalans, jetant sur cette race humiliée, qui recule devant eux, des regards de haine et de défi.

Le roi a préparé à ses hôtes des quartiers dans l'ancien palais de son père, en face du grand temple. L'armée entière tient à l'aise dans l'immense édifice, entouré d'une enceinte de murs, garnis de tours. Là, gardés par leur artillerie, dont les salves sèment la terreur dans la ville, ils se sentent à l'abri de toute attaque. Montezuma fournit à leurs besoins avec une libéralité royale; il échange avec Cortès et ses officiers des visites affectueuses; il aime à s'entretenir avec eux de la puissance de leur maître, des mœurs et des arts de leur patrie. Cortès, qui calcule tout, jusqu'à son abandon, se réserve quand Montezuma se livre. Une fois pourtant, emporté par son zèle, il essaie de convertir le monarque païen. Mais Montezuma est à la fois le chef de la religion et celui de l'État. Il écoute avec une sombre attention ces attaques contre un culte qu'il révère : « Votre Dieu, « dit-il enfin, est certes un Dieu grand et bon, mais « les miens me suffisent. Ne parlons plus de ce sujet. « On raconte que, il y a bien des siècles, un être « tout-puissant et tout bon a donné des lois à l'em- « pire d'Anahuac; puis il s'est retiré vers les régions « où le soleil se lève, en annonçant que ses descen- « dants reviendraient y régner un jour. Votre cou- « rage, vos cheveux blonds, l'Orient dont vous

« venez, tout me montre que vous êtes issus de lui.
« Comme nous, vous êtes mortels sans doute, mais
« plus sages et meilleurs que nous, et c'est pour
« cela que je vous rends tant d'honneurs. »

Ce nuage passager n'altère pas les relations de Montezuma avec ses hôtes. Son affabilité, sa grâce, sa libéralité surtout lui gagnent tous les cœurs. Il cause volontiers avec les soldats, il les appelle par leurs noms; mais c'est surtout avec leur général qu'il aime à s'épancher : « On vous a peut-être dit,
« *Malinche* (c'est le nom que les Mexicains donnaient
« à Cortès), que je suis un Dieu; mais il n'en est
« rien. Vous voyez, ajoute-t-il en montrant son bras
« nu, que mon corps est de chair et d'os comme le
« vôtre. J'ai hérité de mes aïeux un vaste empire et
« d'immenses trésors; mais votre souverain est seul,
« je le sais, le maître de tout ce que je possède. Je ne
« règne qu'en son nom. Vous êtes ses ambassadeurs,
« vous partagerez toutes ces richesses avec moi, vos
« désirs seront ici obéis comme les miens.... » Et des larmes silencieuses achèvent sa pensée, qu'un reste de fierté l'empêche d'exprimer.

Une semaine s'écoule ainsi, et Cortès se demande ce qu'il lui reste à faire. Tout atteste la bonne foi de Montezuma. Mais les Espagnols campent sur un volcan, et l'éruption peut venir à chaque instant. Point d'issue poür la retraite, dans une ville entourée d'eau, avec des chaussées et des ponts qu'on peut couper en une nuit. Le général assemble son conseil, chacun hésite; lui seul ouvre un avis, inouï d'audace et de décision : c'est d'enlever Montezuma, de le retenir captif dans le quartier espagnol, et de régner sous son nom. Mais pour cela, il faut un prétexte;

un hasard heureux vient en fournir un. Un général mexicain a osé attaquer Vera-Cruz. La discipline et les armes à feu ont triomphé; mais le gouverneur et huit Espagnols ont été tués; on a promené dans tout l'empire la tête d'une des victimes, pour montrer que les *hommes blancs* ne sont pas immortels. Montezuma est-il complice de l'attaque? Rien ne le prouve, mais on peut le supposer. Cortès prend son parti, et s'achemine avec les Espagnols vers le palais. Tout est ouvert comme de coutume, et l'accueil du roi est plus cordial que jamais. Cortès lui reproche durement sa trahison; Montezuma proteste de sa bonne foi, et s'offre à la prouver en livrant les coupables. Mais le général se refuse à le croire, s'il ne le suit pas dans ses quartiers, et ne désavoue pas ainsi toute complicité avec les rebelles. Après une lutte impuissante, Montezuma finit par céder. Il essaie de cacher sa honte aux yeux de ses sujets; c'est de son plein gré, leur dit-il, qu'il va s'établir chez *les hommes blancs*. Mais on refuse de le croire, et c'est à peine s'il peut contenir le peuple indigné. Dès lors, malgré les respects étudiés dont Cortès l'entoure, Montezuma se sent déchu du trône. Les soldats qui veillent à sa porte, sous prétexte de lui faire honneur, ne sont là que pour le garder. Le général mexicain qui a attaqué Vera-Cruz est condamné à être brûlé vif. La cruelle sentence s'accomplit, aux yeux de la ville frappée de terreur. Pendant l'exécution, Cortès, avec une cruauté gratuite, fait mettre, en sa présence, les fers aux mains du monarque humilié, qui subit sans mot dire cet outrage, plus cruel que la mort. Mais le coup a porté au cœur. En vain Cortès,

l'exécution une fois terminée, vient lui ôter ses fers, en s'agenouillant devant lui ; en vain il lui offre de rentrer dans son palais : le roi captif refuse cette offre, qui ne peut pas être sincère. Qu'y ferait-il, d'ailleurs, puisque ses sujets ont cessé de lui obéir ?

Cortès a atteint son but : prisonnier dans le palais de ses pères, Montezuma n'est plus qu'un jouet dans ses mains. Gardé à vue par ses geôliers, on lui permet de chasser dans une de ses résidences royales, de naviguer sur le lac, avec quelques brigantins que Cortès a fait construire, pour se ménager une retraite. On l'autorise même, sous bonne escorte, à assister à une fête dans le temple voisin. Il a accepté sa dégradation ; mais son peuple, sa famille, ne se résignent pas comme lui. Son neveu, le cacique de Tezcuco, organise une ligue contre les Espagnols. Cortès s'en plaint à Montezuma, et le lâche monarque livre à ses ennemis le cacique rebelle. Montezuma se reconnaît vassal de l'Empereur et lui prête, avec tous ses caciques, serment d'obéissance. Toutes les richesses de l'empire viennent peu à peu s'entasser dans le quartier des Espagnols. Un cinquième est mis à part pour la couronne, un autre pour le général, et le reste est partagé entre les officiers et les soldats, non sans d'amers et violents débats, où le sang a coulé plus d'une fois [1].

Mais un triomphe manque à la gloire de Cortès : on immole encore des victimes humaines sur les autels mexicains, et la croix n'y a pas remplacé leurs

1. Cortez, dans sa lettre à Charles-Quint, fixe la valeur de l'or à 162 mille *pesos*. Les joyaux et les pierres précieuses pouvaient s'élever à 500 mille. Prescott évalue le tout à environ 6,300,000 dollars, plus de 33 millions de francs.

idoles. Montezuma est sommé d'abandonner au culte chrétien un des sanctuaires du grand temple. Il refuse d'abord, et finit par céder, sur l'avis de ses prêtres. Au sommet de cette haute pyramide, qui domine la ville, les rites du catholicisme s'accomplissent dans toute leur pompe. Le sanctuaire est purifié du sang qui l'a souillé. Les Espagnols, à genoux, les yeux baignés de pieuses larmes, croient n'avoir vaincu qu'à compter de ce jour! Et cependant, jamais triomphe n'a été plus précaire. L'insurrection gronde autour d'eux, et n'attend pour éclater qu'un signal de Montezuma. Le roi lui-même est changé, et évite la présence de ses hôtes. Des conciliabules ont lieu entre lui, ses nobles et ses prêtres. Un jour enfin, il fait appeler Cortès, et lui déclare, avec une fermeté inusitée, que « ses dieux sont irrités, et veulent quitter Mexico, si les Espagnols ne « le quittent pas; qu'il ait donc à partir sans délai, « s'il ne veut voir la ville et l'empire se soulever « contre lui. » Cortès répond froidement « qu'il ne « demande pas mieux, mais qu'en partant, il emmènera le roi avec lui, » et celui-ci n'ose plus insister. Cependant l'alarme règne au camp espagnol : chacun dort habillé, ses armes à côté de lui; les chevaux ne quittent plus leur selle; un tiers de l'armée veille pendant que le reste repose. A chaque jour, à chaque heure, on s'attend à une attaque.

Tout d'un coup arrive, comme un coup de foudre, la nouvelle qu'une escadre de dix-huit vaisseaux est débarquée près de Vera-Cruz; elle porte neuf cents hommes, dont quatre-vingts cavaliers, de l'artillerie, des armes, des munitions. La haine de Velasquez a suivi jusqu'en Castille le navire qui y portait le récit

des premiers succès de Cortès. Toutes les médiocrités jalouses se sont liguées contre lui. Charles-Quint, entouré de préventions haineuses, a pris pour des fables ces merveilleux récits. Impatient de ceindre sa couronne d'empereur, il est parti pour les Pays-Bas, sans avoir compris même l'importance de sa conquête et l'étendue des services de Cortès. Velasquez, tenant déjà celui-ci pour condamné, a équipé une flotte et chargé un de ses affidés, Narvaez, d'aller l'arrêter, comme un traître et un rebelle. Il faut prendre un parti; Narvaez, débarqué près de Vera-Cruz, va se mettre en marche. Cortès se trouve encore dans une de ces crises désespérées, d'où sa fortune et son génie l'ont déjà tiré plus d'une fois.

La situation est terrible: s'il attend Narvaez, celui-ci peut s'unir aux Mexicains pour délivrer Montezuma. S'il marche contre lui à la tête de toutes ses forces, il perd le fruit de tant de luttes et de victoires; s'il laisse enfin une garnison à Mexico, il l'expose à périr tout entière, et affaiblit d'autant les forces qu'il peut opposer à Narvaez. De tous ces partis, le dernier est encore le moins dangereux, et c'est celui qu'il choisit. Il laisse à Mexico cent quarante Espagnols, avec l'artillerie et la moitié de la cavalerie et des Tlascalans; il leur donne pour chef Alvarado, que sa beauté, ses cheveux blonds et son rare courage ont fait surnommer par les Mexicains le fils du soleil (*Tonatiuh*). Il lui remet la garde du roi, et lui enjoint envers son captif les égards et la vigilance. Il lève dans les montagnes un corps de deux mille Indiens, implacables ennemis des Mexicains. Il donne rendez-vous dans Cholula à un de ses lieutenants, Velasquez de Léon, qu'il a envoyé fonder une colonie sur les bords du

golfe. Il part enfin le 15 mai, avec soixante-dix Espagnols et quelques milliers d'Indiens. Personne n'ose inquiéter sa retraite. A Cholula, il trouve Velasquez avec cent vingt soldats qui doublent sa petite armée, et lui rendent la confiance qu'elle avait perdue. La plupart des Tlascalans le quittent en chemin, de peur d'avoir à combattre contre les *hommes blancs*. Mais cette perte est compensée par l'arrivée de Sandoval avec la garnison de Vera-Cruz, et quelques déserteurs de l'armée de Narvaez. A la tête de cette poignée d'hommes, deux cent cinquante environ, sans compter les Indiens, Cortès marche sans hésiter au-devant de son rival. Narvaez a pris ses quartiers dans Cempoalla. Par une nuit orageuse, le conquérant du Mexique arrive près des murs de la ville, et donne le signal de l'attaque. L'ennemi surpris, débordé de toutes parts, se soumet presque sans résistance. Toute la lutte se concentre autour de Narvaez, qui se défend avec la rage du désespoir. Il tombe enfin, grièvement blessé, et le jour, en se levant, éclaire le triomphe de Cortès. Jamais bataille ne fut moins sanglante : à peine, de part et d'autre, compte-t-on vingt victimes. Les soldats de Narvaez, en le voyant tomber, se sont rangés avec acclamation sous les drapeaux de Cortès. De toutes ses victoires, celle-ci est la moins disputée, et elle est peut-être la plus décisive ; sa fortune n'a fait une pause que pour prendre un essor plus rapide.

Pendant ce temps, de graves événements se passent à Mexico. Les Mexicains se préparent à attaquer la garnison que Cortès y a laissée. Alvarado croit les intimider en faisant massacrer de sang-froid l'élite de la noblesse mexicaine, assemblée dans le grand

temple. Aussitôt éclate l'insurrection qu'il a voulu prévenir; mais à la prière d'Alvarado, Montezuma se montre à son peuple du haut de la muraille, et la révolte intimidée s'arrête à sa voix. Le siége dès lors se change en blocus : les Espagnols voient la famine s'approcher à grands pas. Leurs brigantins sont brûlés par l'ennemi. La citadelle, d'où Cortès a régné sur le Mexique, est devenue leur prison et sera bientôt leur tombeau.

A ces tristes nouvelles, Cortès n'hésite pas à se remettre en marche vers Mexico. Ses forces montent maintenant à plus de mille fantassins espagnols, cent cavaliers et une nombreuse artillerie. Les volontaires de Tlascala affluent de nouveau dans ses rangs. Il part par la route la plus difficile, la plus directe, celle où il a le moins de chance d'être attaqué. Mais cette fois, les villages sont déserts, les habitants s'enfuient à l'approche des étrangers. Ils arrivent près de la ville; même silence, même solitude; point d'ennemis pour s'opposer à leur passage; les ponts n'ont pas été détruits. Le piége s'ouvre pour les recevoir et se refermer sur eux. Douze cent cinquante Espagnols et huit mille Tlascalans sont encore une fois réunis dans leurs quartiers. Ce sont des bras de plus pour combattre, mais ce sont aussi des bouches de plus à nourrir. Le pain va bientôt leur manquer. L'eau, plus rare encore, est saumâtre et insalubre. Cortès presse Montezuma de faire rouvrir ses marchés aux Espagnols; mais le roi a perdu tout empire sur ses sujets. Un de ses frères est investi, en son nom, de l'autorité. L'insurrection s'organise : la forteresse est assaillie par une foule compacte où règne une certaine discipline; vainement l'artillerie

fait dans ses rangs de profondes trouées; une grêle de flèches et de pierres plonge dans l'enceinte, de tous les toits voisins. Tout Espagnol qui ose se montrer est aussitôt criblé de traits. Le nombre et la rage des assaillants compensent l'inégalité des armes. Déjà des flèches enflammées ont mis le feu aux bâtiments extérieurs; le palais, construit en pierres, résiste à l'incendie. Mais il faut se défendre au milieu des flammes, sous un déluge de traits. Les Tlascalans, qui combattent nus, sont presque tous blessés. Enfin la nuit vient mettre un terme à cette lutte opiniâtre : les Mexicains, qui ne savent pas se battre dans l'obscurité, s'occupent d'enlever leurs morts et leurs blessés, entassés par milliers, pendant que les assiégés s'efforcent de réparer leurs brèches.

Avec l'aube, le combat recommence. Les Espagnols préviennent l'attaque par une sortie furieuse. Mais les Mexicains sont bientôt remis de leur terreur ; partout se dressent des barricades, que le canon seul peut abattre. Cortès fait mettre le feu aux maisons voisines; l'incendie, qui gagne de proche en proche, ne ralentit pas la lutte, qui dure toute la journée. Les Espagnols, las de tuer, s'arrêtent à la fin, et regagnent à pas lents leurs quartiers, harcelés dans leur retraite par l'ennemi qui la prend pour une fuite. Presque tous sont blessés. Cortès luimême souffre cruellement d'une blessure au bras. Encore une journée pareille et tout est perdu! Une seule ressource lui reste, c'est de recourir à Montezuma qui, depuis deux jours, sur la terrasse de son palais, assiste au massacre de ses sujets. Le premier mouvement du roi est de refuser; mais jaloux d'arrêter l'effusion du sang, il se décide à la fin. Il monte

sur le rempart, revêtu de ses robes d'apparat, et se montre encore une fois à son peuple. Le silence se fait dans la foule qui a reconnu son roi. D'une voix ferme et distincte, « ces étrangers sont mes hôtes, « dit-il, et je ne suis pas leur prisonnier. Ils ne « demandent qu'à retourner dans leur pays, mettez « bas les armes, et laissez-les se retirer en paix... » On ne lui permet pas d'achever; une clameur insultante s'élève du sein de la foule : « Lâche, « traître à tes dieux et à ton pays, s'écrient mille « voix furieuses, les *hommes blancs* ont fait de toi « une femme, bonne tout au plus à filer le coton ! » Un chef brandit contre lui une javeline; à ce signal, les traits et les pierres volent contre lui. Les soldats s'efforcent en vain de le couvrir de leurs boucliers. Il est trop tard ; trois flèches l'ont déjà percé, et une pierre l'atteint à la tempe, et le renverse par terre. A cette vue, le peuple épouvanté se disperse, et la place reste vide. Les Espagnols emportent le blessé, et s'efforcent de le rappeler à la vie. Il aurait pu guérir; mais un trait plus profond l'a atteint au cœur, et il n'aspire plus qu'à mourir. Aucune parole ne sort de ses lèvres; il déchire ses bandages et repousse dédaigneusement tout soin, tout remède, toute nourriture. Bientôt sa fin approche; Cortès qui voudrait au moins sauver son âme, lui envoie son aumônier pour le supplier de renoncer à ses erreurs, et d'embrasser la foi du Christ. Il s'y refuse obstinément, et expire le 30 juin, en conjurant Cortès d'intéresser l'Empereur au sort de ses enfants.

Peu de caractères sont aussi difficiles à comprendre que celui de Montezuma. Il semble qu'il y ait deux hommes en lui : avec les Mexicains, c'est

un monarque hautain qui semble défier la haine de ses sujets ; avec les Espagnols, c'est un prince aimable et bon, qui sacrifie à des hôtes ingrats ses trésors, son trône, sa liberté, et enfin sa vie. Sa conduite ne s'explique que par le sentiment d'une fatalité invincible qui pèse sur lui et sur sa race. Élevé dans les superstitions d'un culte de sang, le prêtre chez lui domine le monarque. Sa bonne foi envers les Espagnols, son secret penchant pour eux, ne sont que le résultat d'une croyance superstitieuse. Il les croit issus de ses dieux, il s'incline devant leur supériorité, et même en leur cédant son trône, il croit avoir ses dieux pour complices. Du reste, le plus bel hommage rendu à sa mémoire, ce sont les regrets de ses ennemis : « La nouvelle de sa mort, » dit Bernal Diaz, dont la chronique toute familière nous trace un si piquant tableau de la vie des camps sous Cortès, « fut reçue par chacun de nous avec une sincère « douleur. Depuis le général jusqu'au soldat, chacun « le pleura, comme s'il eût perdu en lui un père; et « l'on ne doit pas s'en étonner, car il était si bon! »

Montezuma mourant laissait après lui une nombreuse descendance; elle se confondit dans les rangs de la nation, où elle subsiste encore aujourd'hui. Deux de ses enfants embrassèrent plus tard le christianisme; dotés par l'État de riches domaines, ils devinrent la souche de deux nobles races, et un de leurs descendants gouverna comme vice-roi le peuple sur lequel avaient régné ses aïeux.

Le roi mort, la position n'est plus tenable pour les Espagnols; Cortès se décide enfin à quitter Mexico, de nuit, par la chaussée de l'ouest, plus courte de moitié que celle du sud. Il divise son

armée en trois corps : il confie l'avant-garde à Sandoval, avec une portion de la cavalerie et deux cents fantassins; l'arrière-garde à Alvarado, avec le reste de l'infanterie et quelques pièces de canon; il met au centre les bagages, la grosse artillerie, le trésor et les otages. Il répartit les Tlascalans entre ces trois divisions de l'armée, et se charge de diriger le centre. Mais pour emporter tout son trésor, il faudrait démonter sa cavalerie dont il a tant besoin; il donne l'ordre d'abandonner tout ce que l'on ne peut pas prendre. Les regards avides des soldats peuvent à peine se détacher de ces monceaux d'or, épars sur les planchers de leurs chambres; et, malgré les ordres de leur général, bon nombre s'en chargent au point qu'à peine ils peuvent marcher.

A minuit l'armée, après avoir entendu dévotement la messe, se met enfin en marche, le 1er juillet. La pluie tombe par torrents, les rues sont désertes. Les Espagnols traversent heureusement la ville, et arrivent en face de la chaussée, coupée en trois endroits. Tandis que l'avant-garde dresse sur la première brèche un pont portatif que Cortès a fait préparer, la colonne s'arrête. Pendant ce retard inévitable, un cri d'alarme est poussé ; bientôt y répondent les cris des veilleurs postés sur les sommets des *Teocallis*. Le tambour gigantesque qui convoque le peuple au temple du dieu de la guerre réveille toute la cité. Les Espagnols redoublent d'efforts : le pont est enfin établi, et l'avant-garde le franchit sans encombre. Cortès s'y engage à sa suite avec le centre, et cet heureux début remplit tous les cœurs d'espérance. Mais pendant que l'artillerie et les bagages s'entassent sur le pont trop étroit, l'ennemi débouche enfin sur

le quai où se presse la masse de l'armée espagnole. Des nuées de canots s'avancent sur les deux flancs de la chaussée. L'arrière-garde fait front à l'ennemi, et parvient à le contenir un instant. Le gros de l'armée, pendant ce temps, poursuit sa marche, en balayant à coups d'épée les Indiens qui, de leurs canots, grimpent de tous côtés sur la chaussée. La nuit et ses ténèbres, illuminées de temps en temps par les éclairs de l'artillerie, les cris de guerre des Mexicains, semblables à des hurlements de bêtes, rendent plus terribles ces luttes corps à corps, où l'on ne voit pas même son ennemi, où l'on meurt et l'on tue sans bruit pour gagner quelques pouces de terrain.

L'armée avance cependant, quoique bien lentement, et tout espoir n'est pas perdu encore. L'avant-garde atteint la seconde brèche. Par des messages réitérés, Sandoval fait demander le pont, dont il a besoin à son tour. L'arrière-garde essaie de le déclouer; mais les lourds madriers se sont enfoncés trop avant dans le sol; aucun effort humain ne peut plus les en tirer. Un long cri de désespoir sort du sein de cette foule confuse, qui se sent enfermée dans le piége. Avec l'égoïsme de la peur, chacun ne songe plus qu'à sauver sa vie, et foule aux pieds tout ce qui fait obstacle. Infanterie, cavalerie, Tlascalans, Espagnols, se poussant et s'entraînant l'un l'autre, débordent, sur les deux flancs de la chaussée, dans le lac qui engloutit sans bruit ses victimes, dans les canots où les Mexicains les gardent pour les immoler à leurs dieux. Le flot des fuyards pousse en avant, par une irrésistible pression, la tête de la colonne, arrêtée sur le bord de l'abîme. Les plus résolus lancent en avant leurs chevaux, ou essaient de gagner à la nage le

bord opposé. Quiconque hésite ou s'arrête, est foulé aux pieds ou percé par les flèches des Indiens qui tirent au hasard, toujours sûrs de trouver une victime. Les cris des femmes et des enfants redoublent encore l'horreur de cette *triste nuit* (*la noche triste*), comme l'ont si bien nommée les chroniques espagnoles.

Mais enfin, les cadavres d'hommes et de chevaux, les bagages, les canons, à force de s'amonceler dans la deuxième brèche, finissent par la combler. Ce qui reste de l'armée passe pêle-mêle sur ce pont mouvant qui tremble sous ses pieds. Cortès, lançant son cheval dans le lac, atteint l'autre bord, fend la masse compacte des fuyards, et rejoint son avant-garde, qui a atteint la dernière brèche, et qui s'est arrêtée devant elle. A cette distance, le bruit de la bataille n'arrive plus que lointain et affaibli. Mais il faut encore traverser la brèche, le salut n'est que de l'autre côté! Les plus braves donnent l'exemple : ceux qui ne savent pas nager s'attachent à la queue des chevaux. Mais malheur à ceux qui, sourds à la voix de leur général, ont rempli leurs poches d'or! ils coulent à fond, et meurent victimes de leur cupidité. Peu à peu cependant, avec des pertes sensibles, le centre et l'avant-garde ont traversé la brèche, et se trouvent en sûreté. Mais tout d'un coup le bruit se répand que l'arrière-garde, dont l'héroïque résistance a sauvé l'armée, est sur le point d'être écrasée. Cortès tourne bride, avec les qnelques cavaliers qui lui restent, pousse son cheval dans l'abîme, le franchit de nouveau, et s'en retourne au galop, foulant aux pieds les morts et les mourants. Il était temps que ce secours arrivât. Alvarado blessé, son cheval mort à côté de

lui, se défend à peine avec une vingtaine de compagnons, épuisés et sanglants comme lui. Cortès et ses cavaliers, par une charge désespérée, refoulent un moment le flot d'ennemis. Mais aucune puissance humaine ne peut longtemps l'arrêter. Les Espagnols, ramenés en arrière, sont contraints de fuir à leur tour jusqu'à la brèche. Les chevaux haletants plongent encore une fois; mais affaiblis par leurs blessures, cavaliers ou piétons n'atteignent pas tous la rive opposée. Alvarado, à pied et seul, est demeuré le dernier. Il mesure d'un coup d'œil le danger de sa situation : derrière lui un ennemi furieux, dont le sépare un rempart de cadavres; à droite, à gauche, des canots forçant de rames pour lui couper la retraite. Il n'a qu'un instant, mais cet instant lui suffit : il voit à terre une des longues piques de l'infanterie, il s'en saisit, enfonce sa pointe au milieu des eaux, et s'élançant en l'air par un effort surhumain, il va retomber sur l'autre bord, au milieu de ses compagnons. A cette vue, les Mexicains, saisis de stupeur, ont reconnu le *fils du soleil*, et, tombant à genoux, ils adorent celui qu'ils voulaient égorger. Cet incroyable trait d'audace, digne d'un des héros d'Homère, a laissé dans l'âme des contemporains une impression profonde. On montre aujourd'hui même, sur la chaussée en ruines, la brèche qu'il a franchie, et on la désigne encore sous le nom de *Saut d'Alvarado.*

Les Mexicains, occupés de recueillir les dépouilles des fugitifs, ne poussent pas plus loin leur poursuite. Les Espagnols atteignent enfin la terre ferme, et peuvent mesurer l'étendue de leurs pertes. Elles montent à quatre cent cinquante Espagnols et quatre

mille Indiens. Cortès, assis tristement sur les marches d'un temple, voit défiler devant lui un pêlemêle confus de fuyards, de blessés, de cavaliers démontés, leurs armes souillées de sang et de poussière; son trésor, ses bagages, son artillerie sont engloutis dans le lac. Le fruit de tant de courage et d'audace a péri en un jour. Le visage caché dans ses mains, il pleure, nous dit Oviédo; ce courage que tant de dangers n'ont pu fléchir, s'abat un instant, mais pour se relever bientôt. Son premier soin est de réorganiser son débris d'armée. Les blessés sont placés au centre; la cavalerie, réduite à vingt chevaux, est distribuée sur les deux ailes. Velasquez de Léon a péri, mais Sandoval et Alvarado restent encore; les plus braves, soutenus par leur énergie morale et physique, ont échappé au danger; et tout n'est pas perdu, puisque Cortès vit encore.

L'armée se remet en marche vers Tlascala, son unique refuge. Pendant six jours elle se traîne, par un long circuit, autour du lac, sans cesse harcelée par les Indiens, et exposée aux privations les plus pénibles. La plupart des blessés meurent en chemin. Mais l'héroïque attitude de Cortès, sa patience, sa sérénité relèvent le moral de ses soldats. Tout d'un coup, à Otumba, ils se trouvent en face de quarante mille Indiens, postés à l'entrée de l'unique défilé qui conduise à Tlascala. Ils sont à peine quelques milliers d'hommes, épuisés par la fatigue et la faim, sans autres armes que leurs épées, et cependant leur général les mène droit à l'ennemi. Sa petite armée, enveloppée par une nuée d'Indiens, va périr tout entière. Mais l'œil perçant de Cortès a vu l'étendard

impérial flotter sur la tête du général en chef. Il sait que les Mexicains attachent à cet étendard l'idée du salut de l'empire. Aussitôt, ralliant autour de lui ses plus braves cavaliers, il plonge avec eux au plus épais de la mêlée, perce de sa lance le général, et se saisit de l'étendard. L'ennemi, saisi d'une panique soudaine, se disperse dans tous les sens. Le chemin de Tlascala est ouvert : les vainqueurs d'Otumba y sont accueillis en frères, et s'y reposent de leurs souffrances. Fugitif et vaincu la veille, Cortès songe déjà à rentrer en maître dans Mexico. Deux navires, envoyés par Velasquez, qui croit Narvaez maître de Veracruz, lui apportent des soldats, des armes et des munitions. D'autres aventuriers, attirés par le bruit de ses succès, viennent de Cuba grossir son armée. Les Tlascalans mettent à son service dix mille hommes. Mais il sait que, sans une flotte, il ne se rendra jamais maître de Mexico; il fait construire une douzaine de brigantins, que ses alliés porteront à dos d'homme jusqu'au lac. Les pins fournissent le bois et la résine, l'aloès les cordages, les volcans le soufre pour faire de la poudre; et quand tous ses préparatifs sont achevés, l'armée, pleine de confiance, se remet en route pour Mexico, vers Noël, 1520.

Le frère et le successeur de Montezuma est mort de la petite vérole, fléau que les conquérants du Nouveau Monde y ont apporté avec eux. Guatimozin, son neveu, est monté sur le trône; à peine âgé de vingt-cinq ans, il se montre digne d'occuper ce poste dangereux. Il fortifie sa ville, y fait réparer les ravages de la guerre, et en bannit les bouches inutiles. Une lutte décisive se prépare : Cortès le sait, et passe en revue son armée : elle se compose

de six cents Espagnols, dont quarante cavaliers, avec neuf canons bien montés. Le chiffre des Indiens alliés dépasse cent mille hommes, tant la journée d'Otumba a rendu aux *hommes blancs* leur prestige. Établi avec son armée à Tezcuco, Cortès étend sa domination sur toute la rive orientale du lac, et entoure peu à peu Mexico d'un cercle de cités soumises. La haine des indigènes pour les conquérants aztecs lui évite de recourir aux armes. Il déploie dans ces négociations un talent politique égal à ses talents militaires. Bientôt l'empire de Guatimozin se trouve presque réduit à l'enceinte de sa capitale.

Enfin les brigantins arrivent dépecés et portés à dos d'homme pendant un espace de vingt lieues. Le moment décisif approche; les soldats demandent à grands cris à marcher contre Mexico, et leur général s'y décide à la fin. Nous abrégeons les détails, monotones dans leur horreur même, de cette seconde conquête, plus longue, plus disputée, plus sanglante que la première. Les brigantins dispersent avec leurs canons, ou broient dans leur marche les frêles canots des Indiens. L'armée, appuyée par eux, s'empare de la grande chaussée. Cortès s'établit dans le fort de Xoloc, bâti sur la chaussée même, à une demi-lieue de la ville, et fait rompre le grand aqueduc qui, à travers les eaux salées du lac, porte de l'eau à la cité. Un assaut général est résolu. Les Espagnols, poussant devant eux l'ennemi, pénètrent jusqu'au cœur même de la cité, s'emparent du grand temple, et y mettent le feu. A la vue de leur sanctuaire profané, les Mexicains furieux forcent à leur tour les Espagnols à reculer; mais Cortès en a assez fait pour une fois. La terreur règne dans la ville, et la faim et

la soif y font déjà des ravages. Les assauts se succèdent sans relâche. Les Mexicains se défendent avec le courage du désespoir. Les brèches, comblées le jour par les Espagnols, sont rouvertes pendant la nuit; de nouveaux combattants remplacent ceux qui sont tombés; mais à chaque assaut, les assaillants font dans la ville de plus larges trouées. Bientôt il ne restera plus de cette autre Sagonte qu'un monceau de débris.

Dans cette lutte inégale, l'avantage à la fin doit être pour les assaillants : ils ont en abondance les vivres et l'eau qui manquent aux Mexicains. Ils ont pour eux la supériorité des armes, le génie de Cortès et les forces de l'empire même qu'ils veulent renverser. Mais l'âme de Guatimozin est passée dans celle du dernier de ses sujets. Leurs prêtres les conduisent au combat, les femmes même vont panser les blessés jusque sous le feu de l'ennemi. Dans un des assauts, les Espagnols poussent trop loin leur attaque, et le général est sur le point d'y laisser la vie. Six guerriers mexicains, remarquables entre tous par leur force et leur audace, ont juré la mort de Cortès. Ils percent jusqu'à lui, au plus épais de la mêlée, et l'attaquent tous les six à la fois, avec une résolution désespérée. Blessé à la jambe, il tombe à bas de son cheval. Déjà cent mains s'étendent pour le saisir et l'entraîner vivant dans les rangs des Aztecs. Mais l'un de ses fidèles abat deux des assaillants, et tombe lui-même blessé à mort. Un page remet Cortès à cheval, et paie aussi ce service de sa vie. Le général, malgré sa blessure, dirige lui-même la retraite. Les Espagnols, au prix d'efforts surhumains, rentrent enfin dans leurs quartiers; mais cette fatale journée

leur a coûté, outre une foule de morts et de blessés, soixante-deux Espagnols prisonniers, sept chevaux tués et deux pièces d'artillerie. Dès le soir même, le son du grand tambour appelle les Mexicains au temple du dieu de la guerre. Une procession solennelle escorte les captifs, parés de plumes et de fleurs, jusqu'au sommet de la pyramide. Les Espagnols voient avec une pitié mêlée d'horreur, sur cette plate-forme élevée qui domine la ville, leurs compagnons égorgés un à un sur une pierre aiguë; leurs cœurs, arrachés tout fumants de leurs poitrines, sont frottés contre les lèvres de l'horrible idole, et leurs corps sanglants précipités le long des degrés.

Instruit par son dernier échec, Cortès se décide à ne plus faire un pas en avant, sans avoir assuré sa retraite. Dès lors la conquête avance d'un pas lent, mais sûr, en faisant table rase devant elle .Temples, palais, maisons sont démolis ou brûlés avec une joie sauvage par les Indiens alliés. Cortès donne l'exemple en portant des pierres de ses mains. Le sol conquis est nivelé pour donner passage à la cavalerie. Dût Mexico se changer en un désert, et les Espagnols camper sur des ruines, la ville sera à eux ou cessera d'exister. La famine, en attendant, y fait d'affreux ravages. Plus de victimes pour apaiser les dieux et nourrir les guerriers; on se dispute les aliments les plus vils, les plus malsains. Bientôt les maladies joignent leurs ravages à ceux de la faim. Chaque jour les Espagnols poussent leur pointe plus avant dans la ville. Le palais même du roi est réduit en cendres. Le temple de la guerre, où les Espagnols trouvent les têtes de leurs frères égorgés, est brûlé à son tour. Les sept huitièmes de la ville ne sont plus

qu'un monceau de cendres. Le reste de cette immense population vit entassé pêle-mêle dans un étroit espace, où la déciment la peste et la faim. Les corps amoncelés dans les rues, empoisonnent l'air que l'on respire. La cité n'est plus qu'un vaste charnier, et cependant nul n'oserait parler de se rendre! Un nouvel assaut est livré; mais les forces des Mexicains les trahissent; leurs bras épuisés ne peuvent plus lancer des traits. Pris entre deux feux, traqués comme des bêtes fauves, ils périssent par milliers. Vainement Cortès ordonne d'épargner les femmes et les enfants. Les Espagnols auraient pardonné peut-être, mais les Indiens ne font quartier à personne. Quarante mille hommes ont péri dans cette journée, et quand les assaillants se retirent, rassasiés de meurtre, la ville demeure morne et silencieuse, comme si tous ses habitants avaient péri.

Le lendemain, 13 août 1521, jour à jamais glorieux pour l'Espagne, Cortès est debout avant l'aube, pour achever l'œuvre de destruction. Le général charge Sandoval de croiser avec la flotte sur les derrières des Mexicains, et d'empêcher à tout prix l'évasion de Guatimozin. Le signal de l'attaque est enfin donné. Le massacre est plus affreux encore que la veille. Un canal, qui sépare les Mexicains de leurs ennemis, est comblé avec leurs cadavres. Au milieu de la lutte, une flottille de canots essaie de franchir le cercle des brigantins; mais l'artillerie disperse ces frêles embarcations, chargées jusqu'à couler bas. A travers la fumée, Sandoval a remarqué une pirogue plus grande et mieux armée qui se dirige à force de rames vers la terre. Il envoie à sa poursuite le plus agile de ses brigantins. Au moment où les Espa-

gnols couchent en joue l'équipage, un homme se lève, à la mine calme et fière : « Épargnez, leur dit-il, « mes femmes et mes enfants, je suis Guatimozin, « conduisez-moi à *Malinche.* » Le bruit de la capture du roi se répand avec la rapidité de l'éclair; toute résistance cesse aussitôt. Les barques même qui fuyaient, font volte-face, et suivent le roi prisonnier, touchant exemple d'une fidélité que le malheur lui-même n'a pas pu ébranler !

Cortès reçut avec courtoisie son captif, et le fit asseoir à sa table avec son épouse, fille de Montezuma. Sa garde fut confiée à Sandoval. Le dernier ordre que Guatimozin donna à ses sujets, fut d'évacuer la ville, afin qu'on pût la purifier des monceaux de cadavres qui l'empestaient. Pendant trois jours, les misérables débris de sa population, hâves et amaigris par la faim, défilèrent à pas lents sur la chaussée. La vue de ces malheureux, presque tous blessés, des femmes traînant leurs enfants, et soutenant leurs maris ou leurs fils mutilés, toucha de pitié le cœur des durs Espagnols. Le soir même du jour où tomba Mexico, un orage épouvantable s'abattit sur la vallée. Les Mexicains, frappés de terreur, crurent y voir une menace du ciel. « Ce sont nos dieux, « dirent-ils, qui nous quittent pour ne plus revenir ! »

Avec la prise de Guatimozin, finit l'histoire de la conquête du Mexique; empire barbare, malgré le vernis de civilisation qui le recouvre. Peu de conquêtes ont coûté autant de sang; mais ces massacres sont justifiés, aux yeux des Espagnols, par l'opiniâtreté de la résistance, et par ce culte souillé de sang que Cortès voulait remplacer par la croix. Aux yeux même de l'historien, peut-être tout ce sang, versé

dans la chaleur du combat, soulève-t-il moins d'horreur que la cruauté froide qui a exterminé les inoffensives populations des Antilles. Mais le point de vue moral une fois écarté, on ne saurait assez admirer ce rare mélange de courage, de talent et de persévérance qui caractérise Cortès. Il faut remonter aux merveilleuses campagnes d'Hannibal en Italie, pour trouver une expédition aussi vaste, aussi hardie, achevée en aussi peu de temps, avec d'aussi faibles moyens. Sans doute Cortès et sa poignée d'Espagnols n'ont pas accompli à eux seuls cette fabuleuse conquête ; mais quel autre que lui aurait su, comme à Tlascala, se faire de ses ennemis autant d'alliés, et changer en point d'appui les obstacles même qu'il rencontre ?

Le butin trouvé dans les ruines de Mexico, ne répondit pas à l'attente des Espagnols. On n'évalua le tout qu'à 130 mille pièces d'or. Des soldats mécontents accusent Guatimozin d'avoir caché ses trésors, et demandent à grands cris qu'il soit mis à la torture. Cortès s'y refuse avec horreur ; les soldats, aigris par son refus, reprochent à leur général de s'entendre avec son captif pour les frustrer de la part qui leur revient. Cortès a la lâcheté de céder. Guatimozin, étendu sur un lit de charbons ardents, soutient cette horrible épreuve avec sa constance accoutumée ; un de ses parents, soumis aux mêmes tourments, laisse échapper quelques plaintes : « Et « moi, lui dit le roi, suis-je sur un lit de roses ? » Enfin Cortès fait suspendre la torture, et épargne la vie du roi, mais pour le jeter en prison, et le faire pendre, trois ans après, à un arbre du grand chemin, sous prétexte de conspiration. Le héros mexicain

meurt comme il a vécu, sans que son courage se démente un instant, et l'honneur de Cortès reste souillé d'une tache ineffaçable.

Les populations vaincues sont employées par le vainqueur à rebâtir Mexico, qui se relève plus brillante de ses ruines. Tous les peuples voisins se hâtent de faire leur soumission. Et pourtant, contraste étrange! ce conquérant, qui donne ou retire à son gré les couronnes, n'est encore qu'un rebelle aux yeux de son souverain. Charles-Quint, assailli à la fois par les plaintes contre Cortès et par l'acclamation populaire qui salue ses succès, confie enfin l'affaire à un tribunal spécial. Mais l'homme qui a donné un empire à l'Espagne, ne peut pas être condamné par des juges espagnols. Les violences de Velasquez sont hautement blâmées. La conduite de Cortès est approuvée. Le roi lui confère le titre de *gouverneur*, de *capitaine-général* et de *grand-juge de la Nouvelle-Espagne*, avec pouvoir de nommer à tous les emplois, civils et militaires, et Velasquez, inconsolable de ce blâme public, en meurt bientôt de chagrin.

Trois années sont consacrées par Cortès à étendre la domination de la Castille depuis Guatemala jusqu'à la Californie, sur une longueur de quatre cents lieues. Dans le gouvernement de cet immense empire, Cortès ne déploie pas moins de talent que dans sa conquête. Il révèle même des côtés de son caractère qu'on ne connaissait pas encore : il se montre bienveillant et humain envers les populations indigènes. Animé d'un zèle ardent pour leur conversion, il fait venir d'Espagne quelques franciscains, qui se vouent à cette œuvre avec un dévouement exem-

plaire. Il s'efforce de protéger les Indiens contre les exactions et les violences des Européens. Il encourage par de sages règlements l'agriculture, dédaignée par ses avides compatriotes. L'exploitation des mines ne pouvant s'opérer sans esclaves, les colons réclament à grands cris l'asservissement des natifs. Le gouverneur s'y refuse d'abord; mais la masse toujours croissante d'aventuriers, que l'Espagne jette sur le Mexique, le force enfin, bien à regret, à prêter les mains à l'établissement des *repartimientos*. Vainement la couronne annule l'acte qui les constitue; l'avidité des colons sait déjouer ce décret tutélaire. Les Tlascalans seuls, en récompense de leurs loyaux services, sont exempts de la servitude. Cependant, dans les districts agricoles, les Indiens, gouvernés par des magistrats indigènes, vivent dans une condition plus supportable, en somme, que celle des natifs dans les autres colonies de l'Espagne. Ajoutons que dans les deux derniers siècles, les efforts du gouvernement et le progrès des lumières ont encore amélioré le sort de cette race déchue, qui végète, inoffensive et résignée, sur le sol qu'ont possédé ses pères.

Mais le Conseil des Indes a environné Cortès de contrôles qui gênent son action, d'espions qui enveniment toutes ses démarches. Gouverneur nommé par la couronne, il a en réalité moins de pouvoir qu'avant sa nomination. Las d'une autorité contestée, qu'il lui faut partager avec des subalternes, Cortès se décide enfin à aller rendre compte de sa conduite à l'Empereur, et faire face à ses calomniateurs. Il s'embarque à Vera-Cruz avec Sandoval, un fils de Montezuma, et plusieurs chefs aztecs et tlasca-

lans, trophées vivants de sa conquête. Après un court et heureux voyage, il débarque en mai dans le petit port de Palos. Il va reposer une nuit dans ce même couvent de la Rabida, où Colomb a trouvé un asile. Il a la douleur d'y perdre le plus loyal, le plus dévoué de tous ses compagnons, Sandoval, mort à trente-un ans, et réservé peut-être, s'il eût vécu, à une aussi haute fortune que la sienne. De là, il se dirige vers la cour, à petites journées, en savourant, comme Colomb, la joie de son triomphe. Les populations accourent, avides de voir cet homme qui a porté jusqu'aux extrémités du monde la gloire du nom espagnol. Sa simple grandeur, l'aisance et la calme fierté de ses manières, charment tous ceux qui l'approchent. Charles-Quint tenait alors sa cour à Tolède; à la nouvelle de l'arrivée de Cortès, la ville entière sort à sa rencontre, et toute la Grandesse d'Espagne vient spontanément se ranger autour de lui.

Charles, entraîné par le courant populaire, reçut Cortès avec toutes les marques de la plus haute faveur. Quand le conquérant du Mexique s'inclina pour lui baiser la main, l'Empereur se hâta de le relever, et s'entretint longtemps avec lui. Il l'appela depuis lors à tous les conseils où l'on traitait des colonies. Les calomnies de ses ennemis tombèrent d'elles-mêmes devant sa présence. L'Empereur lui conféra le titre de *marquis*, avec un domaine au Mexique, composé de vingt villes et vingt-deux mille vassaux. Enfin Cortès étant tombé malade, l'Empereur alla lui rendre visite, en dépit de l'inflexible étiquette qui régnait à la cour de Castille. Mais jamais, malgré toutes ses instances, Charles ne voulut lui rendre le gouvernement de Mexico. La cou-

ronne de Castille resta fidèle à son système, de ne pas faire administrer ses États du Nouveau-Monde par les mêmes mains qui les avaient conquis. Colomb, malgré les titres pompeux qu'on lui prodigua, ne gouverna jamais les pays qu'il avait découverts ; Cortès, avec le titre de *capitaine-général de la Nouvelle-Espagne et des côtes de la mer du Sud*, ne reçut en réalité que des pouvoirs militaires, et le droit de conquérir à la couronne de nouveaux empires.

Atteint au cœur par ce refus, il ne tarda pas à quitter la cour, après avoir épousé en secondes noces la nièce du duc de Bejar. Au printemps suivant, il s'embarqua pour le Mexique avec une suite digne de sa fortune. De retour au Mexique, il y trouva, à côté de l'accueil empressé des Indiens et de ses anciens compagnons d'armes, les méfiances de la couronne et les trames de ses ennemis. On osa même lui interdire l'entrée de la ville qu'il avait conquise et relevée de ses ruines. Rebuté par tant d'affronts, il finit par s'établir dans une somptueuse résidence, au centre de ses domaines. Là, entouré de l'affection des natifs, il demeura quelques années étranger aux affaires publiques, uniquement occupé de la culture de ses domaines. Mais un esprit aussi aventureux devait se lasser bientôt de cette vie monotone. Quelques petites expéditions, envoyées par lui en Californie, ayant échoué, il se décida à tenter lui-même la fortune, et à explorer les régions inconnues du nord-ouest. Après d'incroyables souffrances, sur terre et sur mer, il parvint enfin à regagner le port d'où il était parti, au moment où ses amis désespéraient de le revoir. Cette expédition, qui rappelle par ses désastres le dernier voyage

de Colomb, lui coûta 300 mille écus d'or. La science s'enrichit seule de ses découvertes, et le nom de *mer de Cortès*, donné au golfe de Californie, fut le seul fruit qu'il recueillit de cette désastreuse campagne.

Ce fut là sa dernière entreprise. Dans son infatigable ardeur, il en méditait d'autres encore : mais le nouveau gouverneur, lui ayant disputé le droit de découverte, le seul qu'on lui eût laissé, le conquérant du Mexique se décida à aller encore une fois demander justice à son souverain. Laissant sa femme au Mexique, il s'embarqua avec son fils aîné, âgé de huit ans, et débarqua en Espagne après un heureux voyage. L'Empereur était absent ; le Conseil des Indes, saisi de ses plaintes, affecta de le traiter avec les plus grands égards ; mais la justice qu'il réclamait ne lui fut pas rendue. La décision, malgré toutes ses instances, fut reculée de jour en jour. C'est alors qu'il se décida à se joindre comme volontaire à l'expédition d'Alger ; mais les froideurs de l'ingrat monarque lui prouvèrent bientôt qu'il avait à ses yeux le double tort de n'être plus utile, et de pouvoir encore être dangereux. De stériles promesses furent tout ce qu'il obtint ; nouvel et frappant exemple de l'ingratitude des rois, il apprit à ses dépens, comme Colomb, qu'il est des services trop éclatants pour qu'on les pardonne à celui qui les a rendus [1].

Sept mortelles années s'écoulèrent ainsi : Cortès,

1. Tous les historiens postérieurs à Voltaire ont répété après lui l'anecdote suivante, qu'on trouve au chapitre 147 de son *Essai sur les Mœurs*. — Cortès, ne pouvant obtenir une audience de l'Empereur, fend un jour la presse qui entoure sa voiture, monte sur le marchepied, et se pré-

séparé de sa famille, rongé par de continuels soucis, vit ses cheveux blanchir et sa santé se miner, sans qu'il pût obtenir même le remboursement des 300 mille écus dépensés par lui dans son expédition de Californie. Abreuvé d'amertumes, il se décida enfin, trop tard peut-être pour sa dignité, à quitter le maître ingrat dont il ne pouvait obtenir ni pitié ni justice. Arrivé à Séville, il y tomba malade; son indisposition, légère d'abord, s'aggrava sous le poids du chagrin; son corps, usé par de longues souffrances, ne put lutter contre le mal; il succomba au bout de huit jours, après avoir réglé sa vaste succession avec cette netteté d'esprit qui ne l'abandonna jamais, pas même sur son lit de mort. Il expira le 2 décembre 1547, à l'âge de soixante-trois ans. Toute la noblesse d'Andalousie assista à ses funérailles, célébrées avec une pompe digne d'un roi. Plus tard, ses restes furent transportés, par son fils, à Mexico. De son premier mariage il n'avait pas eu d'enfants; du second il laissa ce fils, son héritier, destiné à moins de gloire et à plus de malheur encore que son père, et trois filles qui, toutes trois, s'allièrent aux premières familles. La ligne masculine s'éteignit à la quatrième génération.

Nous avons peint Cortès en racontant sa vie. Abrégé vivant de tous les contrastes, il sut allier la prudence à l'esprit d'aventure, la ruse à la magnanimité, le relâchement des mœurs au plus rigide fanatisme. Il versa le sang par torrents, et ne fut

sente devant lui sans prononcer un mot: « Qui est cet homme? demande « Charles étonné. — Un homme, répond Cortès, qui vous a donné plus « de royaumes que vos pères ne vous avaient donné de villes! » L'anecdote est piquante, mais on n'en trouve aucune trace dans les historiens de la conquête.

pas cruel sans nécessité ; il dépensa libéralement au service de l'État le fruit de ses rapines. Conquérant lettré, il a raconté ses campagnes dans quelques courts mémoires, qui peuvent lutter avec ceux de César pour l'élégante et ferme simplicité du style. Mais laissons son admirateur passionné, Bernal Diaz, achever de nous le peindre dans quelques lignes naïves.

« Dans sa démarche, son langage, sa table, son costume, en toutes choses enfin, on sentait en lui le grand seigneur. Ses habits étaient simples, mais à la mode du jour, et d'une propreté recherchée ; ses joyaux rares, mais de grand prix ; sa suite magnifique et nombreuse, telle qu'elle convenait à son rang ; sa table toujours couverte de vaisselle d'or et d'argent. Il savait bien le latin, et avait même, m'a-t-on dit, le grade de bachelier ès-lois. Poëte lui-même, il aimait la poésie, et avait la parole facile et la conversation enjouée. Il n'en était pas moins assidu au service divin, dévot dans toutes ses habitudes et charitable pour les pauvres. Avec ses compagnons d'armes, il était patient à l'extrême, et les laissait quelquefois pousser la familiarité jusqu'à l'insolence. En campagne, il maintenait une discipline rigide, et faisait souvent la ronde pendant la nuit, pour voir si les sentinelles remplissaient leur devoir. Il entrait sans cérémonie dans les quartiers des soldats, et grondait ceux qu'il trouvait sans leur armure : « Mauvaise brebis, leur disait-il, que celle qui ne sait pas porter sa laine ! » Sa nature était ouverte et libérale jusqu'à la prodigalité, sauf dans ses dernières années, où il fut accusé de parcimonie. Mais il faut songer que la meilleure partie de sa fortune fut

consacrée à de grandes et coûteuses entreprises, dont aucune ne fut couronnée de succès. Sans doute le Seigneur le destinait à recevoir sa récompense dans un monde meilleur, et pour moi, je le crois pleinement ; car c'était un brave cavalier, sincère et fervent dans sa dévotion à la Vierge, à l'apôtre saint Pierre et à tous les saints. »

CHAPITRE III

CHARLES-QUINT EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE.

DIÈTE D'AUGSBOURG, LIGUE DE SMALKALDEN, PAIX DE NUREMBERG.

1529 A 1532.

La paix de Cambrai a donné l'Italie à l'Empereur. Le traité n'est pas encore ratifié, que Charles, impatient de visiter ses nouveaux États, se met en route pour Barcelone. Il flatte l'amour-propre des Catalans en se faisant recevoir dans leur ville, non comme empereur, mais comme comte de Barcelone. Les galères génoises et André Doria l'attendent dans le port. Charles doit beaucoup à l'illustre marin, qui lui a donné l'empire des mers, et qu'il aime à appeler son père. La reconnaissance ne sera pas au-dessous du service : Doria reçoit de lui la principauté de Melfi en Italie, et le titre de grand d'Espagne. Mais il lui réserve un don plus beau encore, aux yeux de ce grand citoyen, c'est l'indépendance de sa patrie. Le 29 juillet, l'Empereur s'embarque avec l'élite de sa noblesse et une armée espagnole, et arrive à Gênes le 12 août, après une traversée péni-

ble. Un corps de dix mille Allemands marche en même temps vers la Lombardie. Un autre campe à Aquila, sous les ordres du prince d'Orange. Appuyé sur cette triple armée, Charles va régner sur la moitié de la Péninsule par ses armes, et sur l'autre par son influence. Rien ne l'empêcherait d'incorporer Gênes dans ses États; mais par égard pour Doria, plutôt que pour les libertés génoises, qui dès longtemps n'existent plus que de nom, il se contente du rôle de protecteur de cette république vassale.

François Ier, pour acheter une paix honteuse et la liberté de ses enfants, a vendu à l'Empereur ses alliés italiens. Reste à prononcer sur leur sort, dont Charles est devenu l'arbitre. Florence, décidée à périr plutôt que de rentrer sous le joug des Médicis, envoie à Gênes une députation; l'Empereur ne daigne pas la recevoir. Milan est toujours aux mains de Leyva, le plus capable et le plus dur de tous les généraux espagnols; Sforza tient encore la campagne contre lui, et négocie les armes à la main. Le reste de l'Italie attend Charles-Quint pour se donner à lui. Mais le maître du Nouveau-Monde et des Pays-Bas est à court d'argent ; il ne peut pas même payer la solde de ses armées, inférieures pourtant à celles qu'un des petits États du continent mettrait aujourd'hui sur pied. Sa situation, toute grande qu'elle soit, n'en est pas moins précaire : l'Espagne et l'Italie sont soumises, mais l'Allemagne, moins docile, lui prépare de graves embarras, du jour où il voudra prendre au sérieux son titre d'empereur. Souleyman II, qui peut à lui seul armer autant de soldats que l'Europe tout entière, vient avec cent cinquante mille Turks de dévaster la Hongrie, et campe sous

les murs de Vienne. En face de tant de dangers, de tant d'obstacles, le vainqueur de Pavie s'arrête sur la pente où glissent tous les conquérants, et s'abstient d'abuser de sa victoire. L'Italie est à ses genoux, humiliée comme la France, mais sans savoir comme elle faire respecter sa défaite; Charles ne s'y montre que pour pardonner. Le 5 novembre, il entre dans Bologne, où l'attend le pape Clément VII. C'est dans cette ville, qu'après de longues hésitations, il a fixé le lieu de son couronnement. Tous les petits princes de la Péninsule s'y réunissent autour de lui, comme des vassaux autour de leur suzerain. Sforza s'y présente le premier : Charles a lu la mort sur le visage pâli du duc, et s'aperçoit qu'il peut être généreux sans danger. Il lui concède le Milanais en fief, sûr de ne pas l'aliéner pour longtemps. Il y ajoute la main de sa nièce, la princesse de Danemark. Il garde Côme et le château de Milan, en gage d'une dette de 900 mille ducats, prix auquel il a coté son pardon. Enfin le comté de Pavie, détaché du duché de Milan, est érigé en fief pour Leyva, garnisaire armé qui restera près de Sforza, pour surveiller tous ses mouvements.

Venise a attaché sa fortune à celle de Sforza; elle traite en même temps que lui, et ne trouve pas l'Empereur moins facile. Ce qu'il faut avant tout à Charles, c'est de l'argent : il bat monnaie avec sa clémence, et vend la paix aux Vénitiens au prix de 300 mille ducats et de l'abandon de toutes leurs conquêtes en terre ferme. Le duc de Ferrare achète sa grâce 100 mille ducats. Le duc de Savoie, geôlier des Alpes, promet de les fermer à François I[er]; il est payé de sa défection par le comté d'Asti. Restait

Florence, vouée par la haine de Clément et des Médicis à un châtiment exemplaire. Charles aimerait mieux lui vendre aussi son pardon; mais il n'est plus libre : un pacte secret, conclu à Bologne, l'oblige à fournir au pape une armée, pour assiéger cette ville qu'il eût voulu sauver. Par une trahison plus honteuse encore, le roi de France, l'allié héréditaire des Florentins, s'est interdit le droit de les secourir. L'heure de la soumission a sonné pour cette noble cité, dont la liberté fait tache au milieu de l'Italie asservie. Une armée impériale est chargée de lui ramener les maîtres qu'elle a chassés. Après une lutte d'une année, lutte héroïque qu'inspire le génie de Michel-Ange, Florence, trahie par ses nobles, et défendue par des moines et par des ouvriers, doit céder à la fin. Les Médicis y rentrent, affamés de sang et de rapines, et soldent enfin leur arriéré de vengeances. Veuve de ses meilleurs citoyens, décimés par l'exil ou par l'échafaud, Florence se courbe en frémissant sous le joug d'un bâtard des Médicis, dernier représentant de cette dynastie, déjà usée après deux générations de grands hommes.

Avec Florence tombe, pour ne plus se relever, la liberté de l'Italie. A dater de ce jour, d'un bout de la Péninsule à l'autre, les ordres du César hispano-allemand sont partout obéis par des sujets, ou par des vassaux qu'il daigne appeler ses alliés. La papauté, captive et humiliée, Rome domptée par un pillage de huit mois, ont toutes deux subi la loi du vainqueur. Venise, la dernière des républiques de l'Italie, peut encore prolonger son agonie de quelques siècles; mais elle est morte comme pouvoir politique, et a cessé de peser dans la balance des

pouvoirs européens. Les fêtes du couronnement de l'Empereur font un instant oublier à la Péninsule sa servitude, dont les arts et les plaisirs l'ont tròp souvent consolée. Le 24 février, jour anniversaire de sa naissance et de la bataille de Pavie, Charles reçoit à Bologne la couronne impériale qu'il aurait dû ceindre à Rome, et celle des rois lombards qu'il a fait venir de Milan. Mais les sanglants souvenirs, laissés par ses armées dans ces deux villes, sont trop récents pour qu'il ose les affronter. Le couronnement, dans son pompeux cérémonial, offre un étrange spectacle: le rôle le plus brillant est pour le pape, et le plus humble pour l'Empereur. A ce couronnement d'un César allemand, toutes les fonctions honorifiques sont conférées à des étrangers. Un seul des Électeurs y assiste, et le moindre de tous, l'Électeur palatin. Clément VII voit prosterné à ses pieds ce même monarque qui, trois ans auparavant, laissait languir en prison le successeur de saint Pierre. L'Empereur, promu à la dignité de chanoine de Latran, et vêtu en simple diacre, sert la messe au pape, à genoux entre deux cardinaux, et communie de la main du pontife. Couvert du manteau impérial, il s'agenouille devant le saint père, qui lui présente l'épée nue, « pour s'en servir contre les ennemis de la foi. » Il ajoute, en lui remettant le globe d'or : « Gouvernez « le monde avec piété et fermeté. » Enfin, posant la couronne sur le front du monarque agenouillé, « Que « cette couronne, lui dit-il, témoigne à toute la terre « de l'autorité qui vous est confiée. » Alors l'Empereur, baisant humblement la croix brodée sur la mule du saint père, jure de « consacrer toutes ses « forces à défendre l'autorité de l'Église de Rome. »

Puis le pape et l'Empereur s'asseoient sous un même dais, mais sur des siéges inégaux, celui du pape plus haut que l'autre d'un demi-pied. Ainsi est scellée la réconciliation entre les deux pouvoirs, temporel et spirituel, à la face de cette même Italie qui a vu si longtemps leur divorce ; le plus puissant des deux y affecte de s'humilier devant l'autre. Depuis près d'un siècle, Rome n'avait pas vu les fêtes d'un couronnement impérial ; à dater de ce jour, elle ne doit plus les revoir.

Charles, cependant, est impatient d'aller montrer à l'Allemagne son maître qui, depuis neuf ans, n'y a pas mis les pieds. Il peut sans crainte quitter la Péninsule ; ni les Charlemagne, ni les Othon ne l'ont jamais laissée plus soumise. Tout conspire à hâter son départ pour cette Allemagne où l'appellent à la fois protestants et catholiques, avec des espérances égales, bien qu'opposées. Au moment où l'Empereur passe les Alpes, vers les premiers jours de mai, ses plans ne sont pas arrêtés encore. Les Turks ne sont pas pour lui le danger le plus à craindre : ils lui serviront à rendre les Allemands plus traitables. Mais ses vrais ennemis, ce sont les protestants. Eux seuls ont faussé ses relations avec l'Allemagne, où sans eux, il aurait pu régner tranquille, avec un pouvoir borné, mais reconnu de tous. Condamné par la nécessité à ajourner l'explosion de sa haine, par instants il croit toucher au moment de l'assouvir. Un plan de répression violente de l'hérésie a été tramé, dit-on, entre lui et le saint père. Déjà, dans les rangs des réformés, le découragement gagne les plus timides ; déjà l'on triomphe à la cour de l'Empereur. « Au premier bruit de l'orage, a dit Gran-

« velle, moins poétique d'ordinaire, on verra les
« protestants s'enfuir comme de timides colombes,
« quand l'aigle des Alpes vient à fondre sur elles. »
Les hommes d'action, au contraire, excités par le
péril, penchent vers les résolutions extrêmes. Le
landgrave de Hesse ose proposer de fermer à l'Empereur les passages du Tyrol. L'électeur de Saxe,
Jean, qui vient de succéder à son frère Frédéric, est
animé du même esprit. Toutefois, par un reste de
scrupule, il se décide à consulter Luther. Mais le
père de la Réforme est un chrétien, avant d'être un
homme politique. Même en face du danger, il reste
fidèle à la mission de paix d'un ministre de l'évangile, et s'oppose obstinément à toute mesure violente. « Mais que faut-il donc faire? demande l'Élec-
« teur. — Ce qu'il faut faire? répond Luther, laisser
« l'Empereur marcher contre nous. C'est la cause
« de Dieu que nous servons, nous n'avons besoin
« d'aucun secours humain. Dieu est fidèle, il ne
« nous abandonnera pas! » Digne et ferme réponse,
qui traçait à la Réforme un plan de conduite, qu'elle
suivit à Augsbourg, et dont elle aurait dû ne s'écarter
jamais!

L'avis de Luther était le plus sage, et il fut suivi.
Les luthériens, en repoussant l'alliance des Zwingliens et de leurs doctrines, fort populaires en Allemagne, s'étaient interdit l'offensive. L'électeur, sans
écouter ses conseillers, qui redoutaient une trahison, se rend à Augsbourg. Pour toute escorte, il
emmène ses théologiens, Luther à leur tête. Mais le
réformateur mis au ban de l'Empire depuis 1521, ne
peut pas paraître devant l'Empereur; il reste à Cobourg, à portée de l'électeur. Charles s'arrête à

Innsbruck pour sonder le terrain; mais la corruption et l'intrigue marchent devant lui pour lui frayer le chemin. A sa suite, viennent son frère Ferdinand, ses sœurs les reines de Hongrie et de Bohême, le légat du pape, et les ambassadeurs de France et d'Angleterre. Deux influences rivales aspirent à le dominer. D'un côté le nonce réclame contre les hérétiques le fer, le feu, la confiscation. Les chefs du parti catholique, le duc George de Saxe, et l'Électeur de Brandebourg, appuient les instances du nonce. Les Italiens, les Espagnols sont pour les voies de rigueur. Mais à la tête du parti opposé se trouve l'habile chancelier de l'Empire, l'Italien Gattinara, qui a réservé toutes ses haines pour la France, et n'en a plus contre les luthériens. Lui seul ose lutter contre les emportements de zèle du parti ultramontain, et maintient Charles dans les voies de la modération. Mais, épuisé par le travail, il meurt à Innsbruck, regretté des protestants autant que de l'Empereur[1]. Il est remplacé par le Franc-Comtois Granvelle, créature de Marguerite et partisan prononcé du saint-siége; et tous les efforts de ce dernier tendront à faire pencher vers Rome la balance de la politique impériale.

1. Voici le portrait que trace de lui le fin observateur Gasparo Contarini, ambassadeur vénitien à la cour de Charles, en 1525 : « Mercurio de Gattinara, chancelier et depuis cardinal, est un légiste piémontais, laborieux et habile; il ne mange qu'une fois par jour, et ne dort que quelques heures. Il voit tout de ses yeux et écrit tout de sa main. Il a toute la confiance de César, et traite à la fois ses affaires publiques et privées. Sur toute affaire qu'il étudie, il fait un rapport qu'il lit en conseil, et le conseil est presque toujours de son avis. Travailleur infatigable, tout à la cour se fait par lui, et se ferait mal sans lui. L'Empereur a plus besoin du chancelier que le chancelier n'a besoin de l'Empereur. Gattinara est Italien de cœur, peu ami des Espagnols, ennemi juré des Français, et très-porté pour le saint père. » (*Relazioni degli ambasciat. Veneziani*, t. I, p. 50 et suiv.)

La situation de Charles est difficile, parce qu'elle est complexe : ses penchants sont d'un côté, ses intérêts de l'autre. Descendant des *rois catholiques*, comme eux, il déteste du plus profond de son cœur l'hérésie qu'il est forcé de ménager. Peu enclin de sa nature aux mesures extrêmes, il se trouve en face de deux partis, fougueux, irréconciliables, dont l'un le pousse à réagir, et l'autre à innover, deux extrémités qui lui répugnent également. En toutes choses, la pente de son caractère le porte à maintenir l'ordre établi, et pour rétablir l'ordre dans l'Allemagne, il faut la bouleverser. Tout soulèvement lui est odieux, qu'il vienne des paysans, des nobles ou des théologiens, de Münzer, de Sickingen ou de Luther. Il aime à s'appuyer sur tout ce qui dure, et par conséquent sur l'Église et sur les Électeurs ecclésiastiques, intéressés au maintien d'une hiérarchie où se fonde leur puissance temporelle. Dans ce milieu si glissant qu'il aime à garder entre les deux extrêmes, dans ces ménagements dont on s'étonne à côté d'une si franche orthodoxie, se trouve la clé de la conduite de Charles à Augsbourg. Il veut, de toute l'énergie de sa volonté et de sa foi, l'unité religieuse de l'Allemagne ; mais il ne la veut pas à tout prix. Ce qu'il n'ose encore demander à la force, il l'espère de la persuasion. Aussi le langage de son adresse à la diète est-il marqué au sceau de la conciliation. L'Allemagne catholique est accourue à Innsbruck, pour rendre hommage au chef de l'Empire, au champion couronné de la foi orthodoxe. Électeurs, princes, évêques, députés des villes libres, sont venus grossir la cour du vainqueur de Pavie. Là, au milieu des illusions dont le bercent ses flatteurs, Charles doit croire

à un succès facile; nulle voix importune ne lui apporte la vérité, qui n'eut jamais ses entrées à la cour.

De leur côté, les princes luthériens se sont réunis à Augsbourg. L'Évangile s'y prêche publiquement devant un immense concours de peuple. Rien ne fait présager cette soumission que Granvelle a prédite. Le 15 juin, l'Empereur fait enfin son entrée à Augsbourg, avec une pompe à laquelle l'Allemagne n'est pas accoutumée. Curieux de juger par lui-même les doctrines luthériennes, il invite les princes à les lui faire connaître; il rend ainsi aux réformés un double service, celui de leur faire préciser leur symbole, et celui de le répandre. Melanchthon, en l'absence de Luther, est chargé de rédiger la *Confession d'Augsbourg;* il soumet son travail, article par article, aux théologiens et aux députés des États réformés. Si l'on a un reproche à faire à la *Confession* et à son auteur, c'est d'avoir trop sacrifié au désir d'arriver à une profession de foi acceptable aux deux communions; rêve à jamais irréalisable, car les protestants devaient trouver qu'on y cédait trop, et les catholiques pas assez. Cependant, comme, malgré cette tache originelle, la *Confession* fut approuvée par Luther, et signée par tous les princes protestants; comme elle a toujours été, et est encore le résumé officiel des doctrines de la Réforme allemande, elle mérite à ce titre une place dans l'histoire. Les révolutions qui bouleversent les empires attirent de préférence les regards de l'historien; mais elles n'ont pas l'austère grandeur de cette manifestation d'une idée, autour de laquelle la moitié de l'Europe s'est ralliée, et qui a changé la face du monde moral;

paisible révolution, pure, à son début, de toute souillure, comme celle qui a amené le règne de l'Évangile sur la terre, et comme elle, arrosée seulement du sang de ses martyrs.

L'Empereur avait d'abord refusé d'entendre la lecture de la Confession. Il cède enfin, sur les instances des protestants, qui veulent répondre aux calomnies de leurs adversaires. Le 25 juin, devant les princes et les députés de la diète, mais en l'absence du nonce qui ne veut pas autoriser de sa présence cette exposition publique de l'hérésie, le chancelier de Saxe lit à haute voix le manifeste de la Réforme. L'Empereur voulait qu'on le lût en latin : « Nous sommes Allemands, répond le vieil électeur, « et sur une terre allemande ; j'espère que Votre « Majesté nous permettra de le lire dans notre langue « maternelle. » Charles cède encore une fois, et la voix du chancelier est entendue, au milieu d'un silence solennel, de la foule immense qui se presse sous les fenêtres.

Ainsi Dieu, dans ses voies mystérieuses, s'est servi des ennemis de la Réforme pour propager ses doctrines. La Confession d'Augsbourg, publiée en latin et en allemand, et traduite en français par ordre de César, se répand avec la rapidité de l'éclair d'un bout de la chrétienté à l'autre. Dans les pays réformés, elle affermit la foi des disciples de Luther, et les rallie pour la première fois autour d'un même symbole. Dans les pays catholiques, elle fraie une voie plus large aux nouvelles doctrines, qui déjà les ont entamés. Enfin, auprès des esprits impartiaux, rares de tous les temps, elle dissipe des préventions aveugles, ranime l'étude de la sainte parole, et ramène

l'attention sur ces graves questions, trop négligées jusque-là.

L'embarras de Charles est grand : malgré sa haine cordiale contre l'hérésie, il voudrait garder un moyen terme entre l'intolérance fougueuse des catholiques et les témérités de leurs adversaires. Ses conseillers les plus modérés l'engagent même à céder sur quelques points ; Maximilien, son aïeul, lui disent-ils, a songé un instant à accorder aux protestants la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres. Mais les obsessions du parti papiste ne permettent pas à l'Empereur d'hésiter. Il fait appeler un à un les princes protestants, puis les députés des villes, exilés par la constitution des séances de la diète, et essaie de les détacher de leur foi. Les caresses échouent, il a recours aux menaces. L'électeur de Saxe se voit refuser l'investiture de son électorat, qu'on le menace de transférer à son cousin le duc George. « Je conjure Votre Majesté, répond « noblement l'électeur, de permettre que moi et les « miens nous ne rendions compte qu'à Dieu seul de « ce qui touche au salut de nos âmes. »

Charles sent la faute qu'il a commise en répandant lui-même dans toute l'Europe le symbole luthérien : il charge ses théologiens de le réfuter. Le 3 août, la réfutation est lue en diète par le comte palatin, surnommé « *la Bouche de l'Empereur* » parce qu'il parle seul au nom de ce César toujours muet. Les protestants, sommés de renoncer à leur confession, et d'adhérer à celle qu'on vient de lire, refusent unanimement. La rupture, dès lors, est avouée et complète ; le parti ultramontain règne sur la diète et sur l'Empereur. Le nonce ne parle plus de réfuta-

tion, mais de bûchers et de supplices. Forts de leur union, insensibles aux caresses comme aux menaces, les princes luthériens se préparent à la résistance armée. Plus isolées qu'eux, plus exposées aux vengeances de l'Empereur, les villes chancèlent un instant. Le landgrave de Hesse, le bras droit du parti comme l'Électeur en est la tête, soutient leur courage qui vacille. Jugeant enfin le moment venu d'agir, il quitte Augsbourg en cachette, sans la permission de l'Empereur. Charles, irrité, fait fermer les portes de la ville, et veut y retenir les princes prisonniers. Mais le plus dangereux de ses ennemis est échappé, que sert de retenir les autres? La moindre violence va soulever l'Allemagne. Dans le sein même du parti papiste, Charles ne compte que des alliés douteux. Les ducs de Bavière, effrayés de la puissance de l'Autriche, votent encore avec la majorité orthodoxe, mais en tendant la main à la Réforme. Les princes catholiques ne sont pas sûrs de leurs sujets. Augsbourg vient d'embrasser le luthéranisme sous les yeux de l'Empereur. Que peut-il, pour réprimer tant d'audace, avec ses quinze cents Espagnols? Il veut dompter l'hérésie, et il n'a pas même une armée pour lui faire peur. Asservi au parti romain, dans cette diète où il a cru régner, ses neuf ans d'absence ont ruiné son autorité en Allemagne. Il se ravise donc, fait rouvrir les portes de la ville, et daigne même balbutier aux magistrats quelques mots d'excuses.

Ainsi ramené au sentiment de son impuissance, Charles veut essayer le rôle de médiateur entre les deux partis. Les protestants, traités tout d'un coup par lui avec une douceur inaccoutumée, se prêtent

de bonne foi à cette tentative, qui doit avorter comme tant d'autres. Les concessions sont sincères de leur part ; ils en font trop même pour l'honneur de leur cause. L'Allemagne réformée, qui n'est pas toute à Augsbourg, murmure contre cette prétendue concorde, qu'elle appelle une apostasie. Le légat, de son côté, repousse toute concession : « Le célibat, « la confession, la suppression du calice, il nous « faut tout, dit-il à l'Empereur, tout est obliga- « toire ! » Et à son point de vue, il a raison, il faut bien le reconnaître : le prestige de l'église romaine résidant tout entier dans son infaillibilité, transiger sur un seul point, c'est abandonner tous les autres ; c'est concéder aux protestants un principe qu'elle a toujours repoussé, celui de la liberté de conscience ; c'est désavouer enfin le dogme fondamental sur lequel elle s'appuie, l'autorité de l'Église ; et la clé de voûte une fois détachée, l'édifice tout entier s'écroule.

Tout espoir de conciliation s'est évanoui : ces vains essais de rapprochement n'ont fait qu'aigrir les deux partis, et les séparer davantage. L'orgueil de Charles-Quint s'irrite de son impuissance et des lenteurs de la diète. Il veut tenter encore un dernier effort. Le saint père, malgré l'horreur native de la papauté pour les conciles, a promis d'en convoquer un. Charles l'annonce aux princes protestants ; mais il y met pour condition leur retour à l'Église romaine, et la restitution des biens des couvents. La proposition est dérisoire, les protestants la rejettent. Dès lors les princes n'ont plus rien à faire à Augsbourg ; mais avant leur départ, on lit en leur présence le recès de la diète. Ce recès, rédigé de la main même

de l'Empereur, est une déclaration de guerre : Charles accorde aux réformés cinq mois pour se réconcilier avec l'Église. Dans l'intervalle, les princes protestants doivent s'interdire toute nouveauté en matière de foi, restituer aux églises leurs biens confisqués, et assurer à leurs sujets catholiques la liberté de culte. En revanche, l'Empereur s'engage à obtenir du saint père, dans un an au plus, la convocation d'un concile. Tout menaçant qu'il soit pour les réformés, ce recès les trouve inébranlables. Princes et députés, tous sont d'accord pour le rejeter, et contester à l'Empereur le droit de commander dans les choses de la foi. Les princes quittent ensuite Augsbourg, après avoir obtenu, non sans peine, leur audience de congé. Au moment où ils s'éloignent, Charles prend la main de l'électeur de Saxe : « Mon oncle, mon oncle, lui dit-il avec un accent de reproche, je n'aurais pas attendu cela de vous ! » L'Électeur s'incline, les yeux pleins de larmes, et sort sans prononcer un mot.

Ainsi se termine par une rupture cette diète qui, dans la pensée de Charles-Quint, devait mettre fin au schisme, et restaurer l'autorité du pape et celle de l'Empereur. Au lieu de la paix, la diète a déchaîné sur le monde germanique la discorde et la guerre. Charles lui-même ne parle plus que de trancher le débat l'épée à la main[1]. Rendu à sa pente naturelle, c'est-à-dire à sa haine contre l'hérésie, il presse le pape de publier contre elle une croisade. « Nous « n'épargnerons pour cela, écrit-il à Rome le 25 octobre, ni royaumes, ni seigneuries, et nous met-

1. *Corpus reformatorum*, t. II, p. 592, et *Urkunden*, ibid, p. 710.

« trons même notre âme et notre corps pour la « consommation de chose si nécessaire[1]. » Le pape lui-même n'est pas loin d'y consentir : il consulte Venise; mais la sage république le détourne sans peine de ce projet insensé[2]. Du reste, la majorité de la diète ne se donne pas à Charles sans conditions : les quarante mille hommes de pied et les huit mille chevaux qu'elle lui accorde ne sont votés que pour six mois, et leur entretien retombe tout entier à sa charge. Le parti catholique, organisé en ligue sous les auspices du légat, agit en pouvoir indépendant : il lève des troupes en Italie, et négocie avec le roi d'Angleterre, qui promet des subsides pour faire la guerre à l'hérésie qu'il doit un jour asseoir sur le trône.

De son côté, le landgrave de Hesse s'allie avec les villes qui ont embrassé la doctrine de Zwingli, Strasbourg, Bâle et Zurich : « L'Empereur, après tout, « écrit-il à Luther, est aussi bien engagé envers « nous que nous envers lui. Ce n'est pas à lui seul « que nous avons prêté serment, mais à l'Empire et « à lui. S'il ne garde pas le sien, il n'est plus qu'un « simple particulier, et ne doit plus être tenu pour « empereur, mais pour violateur de la paix pu- « blique. » Ainsi, comme le remarque fort bien Ranke (t. III, p. 312), se font jour dès cette époque des idées qui ne passeront dans le droit commun de l'Allemagne qu'un siècle plus tard. « L'Empereur, « répète-t-on tout haut, n'est pas un souverain « héréditaire, mais élu, un doge ou un consul à vie; « les princes et les États de l'Empire forment une

1. Manuscr. de Béthune, n° 8539, Biblioth. impériale.
2. Mauroceni, *Hist. Veneta*, lib. IV, *ap.* Rainaldi, *an.* 1530, n° 49.

« sorte de sénat, qui partage le pouvoir avec lui. La « constitution de l'Allemagne n'est pas monarchique « comme on l'a prétendu, mais aristocratique, et « doit aussi bien s'opposer aux empiétements de « l'Empire qu'aux entraînements de la démagogie. »

Ainsi posée, la question en soulève une autre : des chrétiens et des sujets ont-ils le droit de résister à l'Empereur les armes à la main? Les légistes, consultés, la résolvent dans le même sens que le landgrave. « Le droit de l'Empire, disent-ils, dans le cas « d'illégalité flagrante, autorise à repousser la force « par la force. » Luther, qui s'était jusque-là opposé à tout recours au bras de la chair, se range, non sans hésitation, à l'avis des légistes : il admet en théorie le droit de résistance, au point de vue légal, tout en soutenant qu'on n'en aura pas besoin. « Dieu lui-même, s'écrie-t-il, nous défend d'obéir à « l'Empereur ! » Il publie, à l'appui de cette doctrine, un de ses plus énergiques pamphlets[1], et son opinion entraîne celle de l'Allemagne réformée.

Quant à Charles-Quint, l'histoire a droit de lui demander compte de sa conduite à la diète d'Augsbourg, impuissante tentative pour rapprocher deux religions que devaient séparer tant de siècles de haines. Cette tentative fut-elle sérieuse, fut-elle sincère d'un côté comme de l'autre? De la part des luthériens, on n'en peut pas douter : la *Confession*, le ton dont elle est rédigée, les concessions même qu'on lui a reprochées, attestent l'aveuglement, mais la bonne foi des chefs de la Réforme. Chez les catholiques, au contraire, on est frappé du parti pris

1. *Warnung an meine lieben Deutschen.*

de ne rien admettre, de ne rien céder. L'Empereur lui-même, si conciliant au début de la diète, subit peu à peu la loi de cette majorité qu'il a cru diriger. Force lui est de renoncer à ce rôle d'arbitre qu'il avait rêvé, et de se mettre au service des rancunes papistes. Comme il ne comprend pas, en dehors de l'orthodoxie, des croyances sérieuses, et ne connaît dans ce monde que deux mobiles, la crainte et l'intérêt, il vit dans une illusion continuelle sur les dispositions des protestants. Après avoir en vain tenté de les séduire, il essaie de les intimider. Mais il a compté sans la conscience chrétienne, et tout son pouvoir vient se briser sur cet écueil.

Trompé dans ses espérances, Charles se rejette sur un autre plan, qu'il mûrit depuis longtemps : c'est de faire passer sur la tête de Ferdinand son titre de *roi des Romains* qu'il a échangé à Bologne contre celui d'empereur. Infidèle au serment qu'il a prêté, lorsqu'il fut élu lui-même, il compte assurer ainsi à son frère la succession au trône impérial. Ce plan, menaçant pour l'Allemagne, qui voit avec effroi la couronne des Césars devenir héréditaire dans la maison d'Autriche, l'est encore plus pour les protestants. Mis au ban de la papauté, du moins ils ne l'étaient pas à celui de l'Empire; forts de leur nombre et de leur union, ils respiraient, en l'absence de l'Empereur, et pouvaient lutter à armes égales avec leurs adversaires. Mais ceux-ci maintenant vont avoir un chef, toujours sur les lieux, toujours actif dans sa haine contre la Réforme, dans son dévouement au pape et à l'Empire. Pour eux, plus de sécurité, plus de repos, si Ferdinand est nommé *roi des Romains*. L'or et les menées de Charles

préparent cette élection, comme naguère ils ont préparé la sienne. Le marché est ouvert. Cinq électeurs trafiquent sans pudeur de leurs voix. Ferdinand, membre lui-même du collége électoral, est élu à Cologne, le 5 janvier, et couronné le 11, à Aix-la-Chapelle. Un seul des électeurs, le noble duc de Saxe, a le courage de refuser à cette élection simoniaque sa présence et sa voix. Vainement Luther, préoccupé de la crainte de lui voir perdre son électorat, l'engage à subir la loi de la nécessité; le réformateur faiblit en cette occasion, mais l'électeur reste ferme. Il envoie son fils protester contre l'élection de Ferdinand, comme portant atteinte à la bulle d'or et aux libertés de l'Allemagne.

Mais ce choix a dissipé les illusions des protestants; il leur a montré la nécessité d'un lien plus étroit. Tout est mûr pour cette alliance que dictent aux princes luthériens des dangers et des intérêts communs. Le 29 mars 1531, la petite ville de Smalkalden voit conclure dans ses murs la célèbre ligue de ce nom, entre l'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, le prince d'Anhalt, les trois ducs de Brunswick, et plusieurs villes libres, Ulm, Lübeck, Magdebourg, Brême, Strasbourg, Constance, etc..... Quatre villes zwingliennes ou *sacramentaires* sont admises à en faire partie. La ligue est conclue pour six ans, et reste ouverte pour tous ceux qui voudront y accéder. Elle n'est dirigée ni contre l'Empereur, ni contre aucun des États de l'Empire; le but avoué des princes qui l'ont signée, est de *protester* contre l'élection du roi des Romains, et de maintenir eux et leurs sujets dans la possession de la vérité chrétienne.

La ligue de Smalkalden, comme la confession d'Augsbourg, est une des dates capitales de l'histoire du luthéranisme. A compter de ce jour, la Réforme devient un pouvoir politique, une fédération armée, redoutable surtout par son union et l'esprit d'abnégation qui l'anime. Au strict point de vue de l'Évangile, on doit blâmer ce recours à la force dans des questions de foi; mais au point de vue humain, on ne saurait trop admirer la puissance de conviction et le courage qui ont inspiré cette grande décision. Quelques petits princes, dont les États sont à peine visibles sur une carte d'Europe, et quelques villes libres osent tenir tête au pape, à l'Empereur, à la majorité de la diète et des États allemands. Vaincus dans la diète, ils sont prêts à essayer leurs forces sur les champs de bataille, en répétant, comme un chant de guerre, l'hymne national de l'Allemagne réformée, le *Choral* de Luther :

« Seuls, nous serions bientôt perdus,
« Mais un puissant auxiliaire combat pour nous :
« C'est Jésus-Christ, le Seigneur des armées,
« C'est à lui que le champ restera ! »

Le pape n'a guère vu de meilleur œil que les protestants l'élection de Ferdinand. D'accord avec la France, il voulait faire passer cette couronne sur la tête du duc Wilhelm de Bavière; mais l'Empereur a gagné ses ennemis de vitesse : Ferdinand a été élu, et le pape est forcé de ratifier le choix qu'il n'a pu empêcher. Le duc de Bavière ne se résigne pas comme lui : le 15 octobre il signe un traité d'alliance avec la ligue. Bientôt celle-ci, entraînée sur la pente où elle eût voulu s'arrêter, de la résistance passive passe à l'hostilité. Elle sollicite l'appui des rois de France

et d'Angleterre contre l'ambition de l'Empereur, qui menace de déranger l'équilibre européen. Henri, dans ce moment, négocie avec le saint-siége la grande affaire de son divorce. Lié par tout son passé avec le parti catholique, il ne répond à la ligue que par des promesses vagues. Il n'en est pas de même du roi de France : engagé depuis douze ans avec Charles-Quint dans une lutte personnelle, où son amour-propre et ses intérêts sont en jeu, François I[er] n'hésite pas à traiter, au delà du Rhin, avec ces huguenots qu'il persécute dans ses États. L'alliance, à défaut de principes, repose sur des intérêts communs : l'élection de Ferdinand, la puissance de la maison d'Autriche menacent autant la France que l'Allemagne. Guillaume Du Bellay est envoyé en Saxe pour promettre aux princes luthériens l'appui de la France, même contre l'Empereur. Les princes ne sont pas prêts encore pour une lutte sérieuse; mais l'habile négociateur jette, entre la France et l'Allemagne protestante, les bases de cette alliance séculaire qui doit un jour abaisser l'orgueil des deux maisons d'Autriche et de Castille.

Tout en admettant le droit de résistance, et par suite, celui d'association, Luther blâme le recours aux armes; il blâme surtout l'alliance de la Réforme avec les chefs du parti catholique en Allemagne, et avec un roi sans principes comme François I[er]. Il y voit une apostasie, une trahison de la patrie allemande. Mais en présence du danger, ses scrupules ne sont pas écoutés; la ligue étend chaque jour ses alliances; elle arrête le contingent de chaque État, en troupes et en subsides. Il s'agit de lui nommer un chef. Le Landgrave de Hesse est le plus actif, le

plus capable ; mais on se méfie de sa témérité. En choisir un autre est impossible, car Philippe ne voudrait pas le reconnaître. Après bien des hésitations, on finit par s'arrêter au pire de tous les partis, celui d'en nommer deux, le Landgrave et l'Électeur de Saxe. On espère que ces deux natures si diverses se compléteront l'une l'autre, et se tempéreront par leurs contrastes.

La position de l'Empereur est devenue de plus en plus difficile, Souleyman II menace l'Autriche et l'Est de l'Empire. Charles soupçonne à bon droit le roi de France de traiter avec le sultan. Pour éprouver sa bonne foi, il le somme, aux termes des traités de Madrid et de Cambrai, de s'unir à lui contre les ennemis de la foi. Mais la fierté du vaincu de Pavie se révolte à l'idée de marcher à la suite de son rival heureux, du roi dont il a été le captif. François s'en tire par une gasconnade : il offre à l'Empereur, pendant qu'il ira combattre les Turks en Hongrie, de garder contre eux l'Italie avec cinquante mille hommes. Une pareille offre est à la fois une dérision et une menace, et Charles ne peut pas la prendre au sérieux. Mais le roi de France, en la faisant, a eu un double but : celui de faire parade aux yeux de l'Europe de son zèle pour la foi, et de montrer que, en dépit de toutes ses renonciations, il n'a pas abandonné ses droits sur Naples et sur Milan.

L'Italie échappe à l'Empereur comme à la France : le pape chancelle dans son alliance, et accuse Charles d'avoir trop ménagé les protestants à Augsbourg. Le parti catholique est entamé par la défection de la Bavière ; mais alarmé des progrès de la ligue de Smalkalden, il arme pour lui tenir tête. L'armée im-

périale qui vient de châtier Florence, marche vers les Alpes, pour en finir aussi avec les libertés de l'Allemagne. La guerre, de tous côtés, semble imminente; mais au fond personne ne la désire, personne surtout n'est en mesure de la faire. L'Électeur palatin et celui de Mayence s'offrent aux protestants comme médiateurs, et sont acceptés. Les Turks seuls peuvent réunir contre eux les deux partis opposés, et c'est sur ce terrain que l'on négocie. Charles-Quint ajourne encore une fois ses rancunes, et réclame les services des luthériens contre l'ennemi commun de la chrétienté. Les confédérés, qui sentent leur force, s'y refusent, si on ne leur accorde la liberté de conscience et le *statu quo* jusqu'au concile. Charles a toujours su prendre son parti de bonne grâce devant la nécessité ; il se résigne enfin à céder. Il convoque la diète, à Spire d'abord, puis à Ratisbonne, en janvier 1532. Oubliant le triste rôle que la majesté impériale a joué à Augsbourg, il veut assister en personne à cette diète où l'appelle l'Empire menacé. Malgré l'imminence du danger, les lenteurs du génie allemand se retrouvent encore dans les débats de la diète. Mais l'empressement même que l'Empereur met à négocier trahit les embarras de sa position. Plus la paix est offerte, moins les protestants devront la payer cher, et moins il faudra aussi y attacher de prix ; car elle n'est ni sincère ni sérieuse, et chacun sait d'avance qu'elle ne peut pas durer.

Tout d'un coup éclate comme la foudre la nouvelle d'une alliance conclue le 26 mai, entre la France, le Danemark, la ligue de Smalkalden et les ducs de Bavière. L'Empereur dès lors se montre plus facile. Un accord définitif est enfin signé à Nuremberg, le

23 juillet, et ratifié par la diète. Une paix générale est conclue entre l'Empereur et les États protestants jusqu'au concile, ou à défaut, jusqu'à la prochaine diète. Par une autre convention, tenue secrète, l'Empereur s'engage à suspendre toute procédure entamée pour cause de religion. De leur côté, les princes luthériens s'engagent à ne rien innover, en dehors de la confession d'Augsbourg; à maintenir dans leurs États le *statu quo*, à ne toucher ni aux rites catholiques, ni aux biens des églises. Chacun des deux partis s'interdit toute propagande aux dépens de l'autre; tous deux promettent de s'assister en cas de danger, et de vivre ensemble dans des relations de charité chrétienne. La juridiction des princes réformés est maintenue dans les causes ecclésiastiques, et ils restent en possession des biens déjà enlevés aux couvents. En retour de ces concessions, la seule chose qu'on leur demande, c'est d'assister l'Empereur contre les Turks. Un seul point excepté, celui de la propagande, tous les avantages sont du côté des protestants, toutes les concessions du côté de leurs adversaires. La paix de Nuremberg est un démenti donné aux recès de Worms et d'Augsbourg; elle montre à la catholicité indignée le chef du saint empire romain pactisant avec l'hérésie, et recevant d'elle la loi au lieu de la dicter. Plusieurs des princes catholiques protestent contre un traité qu'ils tiennent pour déshonorant. Ferdinand lui-même, oubliant qu'il a conseillé le premier une transaction, s'emporte jusqu'à dire : « Qu'il n'aura point de repos « que la secte impie de Luther ne soit abolie, dût-il « échanger ses deux couronnes contre les béquilles « d'un mendiant. »

Ainsi les Turks ont, encore une fois, sauvé la cause de l'Évangile! Depuis deux ans, le parti protestant est en progrès constant de force et de sécurité. A Augsbourg, il arbore son drapeau avec la Confession; à Smalkalden, il serre ses rangs, et se prépare à la lutte. A Nuremberg, enfin, fort du besoin qu'on a de lui, il vend à l'Empereur ses services, et dicte les conditions de la paix; paix humiliante, que Charles, tout en la détestant, devra subir pendant quatorze ans encore. Osons le dire, depuis Augsbourg, toute la conduite de Charles en Allemagne n'est qu'une série de fautes. Il semble que, sur ce terrain qu'il ne connaît pas, toute son habileté lui échappe. Au lieu de conduire les événements, c'est lui qui se traîne à leur suite. C'est en vain que la Providence lui a laissé deux ans de paix pour mettre fin au schisme, et assurer le repos de l'Allemagne. A Worms, il n'avait rencontré que Luther; à Augsbourg, il se trouve pour la première fois en face du parti protestant. Trop faible encore pour l'écraser, il sait qu'il ne pourra jamais le séduire ; pourquoi, dès lors, ne pas le ménager? Pourquoi menacer, quand on ne peut pas frapper? Pourquoi publier le recès d'Augsbourg, si c'est pour le révoquer ensuite, et afficher ainsi son impuissance?

On nous trouvera peut-être trop sévère sur Charles-Quint; mais nous avons sur lui le jugement d'un rival qui, d'un œil clairvoyant, a signalé ses fautes, et qui les dénonce sans pitié. « L'Empereur, dit « Henri VIII d'Angleterre à l'envoyé de Danemark, « aurait dû céder à Augsbourg, sur le peu d'articles « où l'on pouvait s'entendre. Le nonce l'en aura em- « pêché sans doute. L'*Empereur est simple, il n'en-*

« *tend pas le latin*. On aurait dû prendre le roi de
« France et moi pour arbitres. Nous aurions réuni tous
« les savants de l'Europe, et bientôt décidé la chose...
« Pourquoi les électeurs n'ont-ils pas nommé un autre
« roi des Romains, le duc de Bavière, par exemple,
« qui convenait si bien? Pourquoi se sont-ils laissé
« jouer par l'Empereur et l'Empereur par le pape?...
« Motus sur tout cela, car je suis l'allié de l'Empe-
« reur! mais ce serait une honte s'il quittait l'Alle-
« magne, sans avoir apaisé tous ces troubles[1]. »

Depuis la paix de Nuremberg, les relations de Charles avec les catholiques sont devenues difficiles: mécontents de ses concessions à la Réforme, ils se sont presque mis en opposition ouverte avec lui. Ils ne se gênent pas pour blâmer tout haut l'arbitraire de son gouvernement, son dédain pour les formes légales, sa partialité pour les étrangers. A force de ménager tout le monde et de ruser avec tous les partis, Charles a fini par n'en avoir aucun pour lui, juste punition de son manque de principes et de plans arrêtés. Les réformés cependant, sans se fier à lui, s'exécutent de bonne grâce, et rivalisent de zèle pour son service. Les villes impériales dépassent toutes leur contingent. Le nouvel Électeur de Saxe, Jean Frédéric, qui vient de succéder à son père, Jean *le Constant*, se distingue par son empressement; mais l'Empereur, qui n'a pas oublié ses vieilles rancunes contre la maison de Saxe, ne daigne pas même convoquer l'électeur et ses milices au rendez-vous général donné à son armée.

L'échec des Turks devant Vienne, en 1529, les

1. *Urkunden*, bey Stumpf, n. V, p. 20.

a plutôt excités qu'abattus. Souleyman, à la tête de deux cent mille hommes, vient enfin prendre sur l'Autriche la revanche qu'il lui a promise. Le 26 avril, il franchit la frontière de Hongrie. L'armée chrétienne n'est pas encore prête à lui disputer le passage. Ferdinand, tremblant pour ses États, se hâte d'envoyer au sultan une ambassade suppliante ; il lui offre tribut pour sa moitié de la Hongrie. L'autre moitié est déjà tributaire de la Turquie sous Zapoly. Souleyman a constitué une Hongrie turque à côté de la Hongrie autrichienne, en attendant qu'il les réunisse toutes deux sous son sceptre. Au moment même où il accueille avec des honneurs inouïs l'envoyé de François I[er], il reçoit avec hauteur ceux de Ferdinand : « Je veux, dit l'orgueilleux barbare, me« surer en personne avec Charles, *le roi d'Espagne*, « s'il en a le courage. Il a ceint la couronne impé« riale, je le sais ; mais qui songe en Allemagne à lui « obéir ? Celui-là sera empereur qui conquerra « l'Empire avec l'épée ! Votre maître m'offre tribut « pour la Hongrie ; mais tous ses domaines, et « Vienne même, sa capitale, m'appartiennent ; car « je les ai visités en personne, et *j'y ai tenu ma* « *chasse* il y a trois ans. Le tribut que je veux de « lui, ce sont ses places fortes de Hongrie ; car c'est « moi qui suis l'Empereur des empereurs, le distri« buteur des couronnes, l'ombre de Dieu sur la « terre ; moi enfin qui ai conquis la Grèce, la mer « Blanche, la mer Noire, et qui ai soumis, avec l'aide « de Dieu, la Hongrie et son roi. »

Mais Ferdinand n'a voulu que gagner du temps : l'Empire tout entier est en mouvement ; l'Empereur lui-même partage l'ardeur de ses sujets allemands.

Il veut, comme François Ier, avoir son Marignan, et gagner sur les Turks ses éperons : « Je tuerai ce chien de Turk, » s'échappe à dire le silencieux monarque, plus mesuré d'ordinaire; « rien ne pourra « m'empêcher d'être moi-même à la bataille. » Une armée, la plus belle que l'Allemagne ait encore mise sur pied, se rassemble près de Linz. Charles y joint ses vieilles bandes espagnoles et italiennes. En tout il a réuni près de cent mille hommes, chiffre inouï pour l'époque. L'Europe entière est en suspens : les deux plus puissants souverains du monde marchent en personne à la tête de leurs armées. L'Orient et l'Occident vont encore une fois se heurter. Quelle sera l'issue de cette lutte de géants? Nul ne le sait... Mais Souleyman a compté sur les discordes de l'Allemagne, et l'Allemagne se trouve là tout entière, catholique et protestante, sous les ordres d'un prince digne de la commander. Le conquérant de l'Asie hésite pour la première fois, au lieu de marcher en avant. Une bourgade fortifiée de la Hongrie, Güntz, arrête pendant trois semaines son innombrable armée. Une poignée de soldats et de paysans, commandés par un héros, Jurischitz, repoussent jusqu'à onze assauts. Un douzième va livrer la ville à l'ennemi; mais un cri de désespoir des femmes et des enfants frappe les Turks d'une terreur superstitieuse. Ils croient voir les légions célestes accourir au secours de la ville. Elle se rend toutefois; une capitulation honorable la préserve du pillage; mais un temps irréparable a été perdu. L'armée chrétienne est en marche; Souleyman voit pâlir son étoile devant celle de Charles-Quint. Il détache contre l'armée impériale un corps de quinze mille cavaliers qui se font

tailler en pièces. Enfin, il donne en frémissant le signal de la retraite ; « retraite désastreuse, disent « les historiens ottomans, et pénible comme le juge- « ment dernier. » Les routes de la Styrie sont jonchées des bagages de l'armée, et de ces canons monstrueux, où un homme peut entrer tout entier. La flotte turque est battue près des îles Ioniennes par Doria. Charles-Quint, victorieux sans avoir combattu, vient à Vienne visiter la ville natale de ses aïeux, et rétablir sa santé altérée. La gloire de cette courte campagne a compensé pour lui l'humiliation de ses défaites sur le champ de bataille des diètes. S'il ne s'est pas mesuré les armes à la main avec l'ennemi du nom chrétien, on lui sait gré du moins de l'avoir fait reculer. En apparence, c'est Charles-Quint qui a sauvé l'Europe ; en réalité, c'est Souleyman qui, pour la troisième fois a sauvé le protestantisme ; et les protestants viennent de l'en payer en s'unissant contre lui à leur plus implacable ennemi.

CHAPITRE IV.

SCHISME D'ANGLETERRE, EXPÉDITION DE TUNIS.

1532 A 1535.

Ramenons maintenant nos regards, des affaires de l'Allemagne, sur l'ensemble des intérêts européens; car Charles-Quint remplit à lui seul toute la première moitié du XVI[e] siècle, comme Philippe II la seconde; l'histoire d'Espagne, pendant ces deux grands règnes, est l'histoire de l'Europe et du monde. En somme, durant son séjour de deux ans et demi en Allemagne, Charles a vu décroître plutôt que grandir son influence. Le terrain qu'il a gagné sur les Turks au delà du Danube, il l'a perdu sur le Rhin près des protestants, et en Italie près du saint-père. Courtisé à la fois par les deux plus puissants rois du continent, Clément VII ne maintient son influence qu'en refusant, malgré toutes leurs instances, de se choisir entre eux un allié; car celui qu'il choisirait serait le maître de l'Italie. A l'entrevue de Bologne, en 1530, la balance a penché un instant en faveur de Charles: le pape et l'Empereur, rapprochés pour un jour par leur haine commune contre l'hérésie,

ont réuni leurs efforts pour l'écraser à Augsbourg. Mais les Turks ont conjuré le péril par un péril plus grand, et sauvé à la fois la Réforme et les libertés de l'Allemagne. Charles a dû acheter par des concessions graves l'appui de ces protestants qu'il voulait exterminer. La Réforme, naguère mise au ban de l'Allemagne, s'est pour la première fois associée à une grande entreprise nationale. L'Empereur s'est servi d'elle tout en la détestant; mais son alliance avec les hérétiques lui a aliéné le saint-père, et fournit à celui-ci un prétexte pour le trahir.

De tous les points de l'horizon, Charles voit poindre contre lui des inimitiés. Après la mort de sa tante Marguerite, l'habile régente des Pays-Bas, en décembre 1530, il a été appelé dans ces provinces par la nécessité de la remplacer. Mais pour trouver des lieutenants capables et dévoués, il n'a pas besoin de sortir de sa famille. C'est encore à une femme, à sa sœur Marie, veuve du roi de Hongrie, qu'il confie ce poste difficile. Un double danger, en effet, menace toujours les Pays-Bas : du côté de l'Allemagne l'hérésie, du côté de la France la conquête. François Ier, depuis qu'il a signé le traité de Cambrai, n'a plus qu'une pensée, celle de le violer. Entre deux hontes, celle de renoncer au duché de Milan ou à ses enfants, il a choisi la moindre, et abandonné le duché; mais il oublie que cet abandon même est la rançon qui doit racheter les princes captifs, et il prétend ravoir Milan et ses fils tout à la fois. Ses ambassadeurs ne se cachent pas pour dire à Charles-Quint que « le roi trouve son traité de dure diges-« tion, et que s'il l'observe, ce sera pour retirer les « princes de ses mains, et non pour faire longue

« amitié avec lui..... Mais si l'Empereur veut lui « rendre Milan et le comté d'Asti, le roi ne deman« dera pas mieux que de l'aider à s'indemniser aux « dépens de Venise. » (Leglay, t. II, p. 723. Lanz, I, 350.) Sourd à ces charitables insinuations contre la vieille alliée de la France, Charles fait la paix avec Venise; il donne le Milanais à Sforza, et François se tient pour personnellement offensé : il eût pardonné peut-être à son rival de garder Milan pour lui-même; mais « de le bailler à un autre, comme par mépris « et dépit de nous, c'est chose intolérable ! »

Puis à ces échappées de cynique franchise, succèdent de longues négociations, suivies avec autant de bonne foi d'un côté que de l'autre; des projets d'alliance, où l'on épuise toutes les combinaisons pour fondre ensemble les deux maisons de France et d'Espagne, et rapprocher les deux rois, en sorte que « ce soit un même vouloir, une âme en deux corps... « et pourront eulx deux ensemble mettre la loi, telle « que bon leur semblera, en toute la chrétienté. » (Granvelle, t. I, an 1530.) Dans tout ceci, il n'est pas fait mention du duché de Milan; mais derrière chaque question, celle-là est toujours posée; c'est l'arrière-pensée qui, pour François Ier, domine toutes les autres. Si son rival n'insistait pas tant sur le Milanais, Charles serait peut-être disposé à le lui céder, car il tient à l'amitié du roi de France; s'il ne peut l'avoir pour ami, il voudrait au moins ne pas l'avoir pour ennemi. Toute sa famille est de cet avis : sa sage tante Marguerite, sur son lit de mort, lui a légué pour dernier conseil de « se maintenir en paix avec « le roi de France. » Sa sœur, la douce et modeste Léonor, épouse de François, n'a jamais eu qu'une

nsée, celle de réconcilier son frère et son époux.
rdinand pousse son frère vers l'alliance française,
fût-ce que pour éloigner François Ier des protes-
ts d'Allemagne. Charles lui-même, en mainte cir-
ıstance, a montré un sincère désir d'obliger son
al : il a confirmé dans la possession de Modène et
Reggio, enlevés au saint-siége, le duc de Ferrare,
ıux de Renée de France, au risque de s'aliéner le
ıt-père. Mais il a peur de l'ambition de François,
de l'appui qu'elle trouve dans la constitution
ne de la France.
ıinsi que l'a observé l'ambassadeur vénitien, Ma-
) Cavalli, « la loi salique et l'inaliénabilité des
iens de la couronne, si elles n'ont pas donné à ce
ıys l'empire du monde, lui en fraient du moins
chemin. » (Tomaseo, t. I.) Charles s'effraie à
ı droit de voir dans les mains de son rival ces
x armes redoutables, que la France, seule alors,
sède en Europe. En vertu de ces deux lois, elle
t impunément donner ses princesses en mariage
es princes étrangers; elle ne craint pas qu'un
aire, imprudemment stipulé, ne sépare de sa
ronne des domaines inaliénables, ou qu'une fille
sang de ses rois ne porte dans une autre maison
droits qu'on puisse un jour faire valoir pour
ner sur elle. Loin de perdre à ces mariages au
ors, elle n'a qu'à y gagner; car les droits qu'elle
ıse de concéder sur elle, elle les réclame sur les
'es. Tout État, une fois entré, soit par succession,
par contrat de mariage, dans sa sphère d'attrac-
ı, n'en peut plus sortir; il est absorbé dans ce
ıaine royal, qui s'étend, comme une tache d'huile,
s se rétrécir jamais. C'est ainsi que le Dauphiné,

la Bourgogne, la Provence, anciens fiefs de l'Empire, ont été incorporés à la couronne de France; que les droits sur le Milanais, apportés par Valentine Visconti dans la maison d'Orléans, ont passé, de Louis XII à sa fille Claude, femme de François Ier; c'est ainsi que, malgré toutes les réserves faites par Anne de Bretagne, le duché de ce nom a été réuni à la France; et qu'enfin, en dépit de toutes les renonciations de sa mère, François Ier réclamera plus tard Nice et la Savoie, comme appartenant à la couronne, et ne pouvant, à aucun titre, en être séparés.

Charles-Quint a donc plus d'un motif d'hésiter à s'allier avec François Ier. Il veut sincèrement son amitié, mais il ne la veut pas à tout prix, et la trouve trop payée par la cession du Milanais. S'il le cède, il voudrait au moins le séparer à jamais de la couronne de France, et en faire, même sous un prince français, un État indépendant. De là ces combinaisons sans fin de mariages, où l'on a des princesses et des dots de rechange pour toutes les éventualités. Quant à François Ier, isolé en Europe depuis le traité de Cambrai, il traite à la fois avec les princes réformés et avec la cour de Rome, avec l'Empereur et le roi d'Angleterre. Le 23 juin, il conclut avec ce dernier un traité d'alliance offensive et défensive, dirigé de nom contre le sultan, de fait contre l'Empereur. Les deux alliés se rendent mutuellement visite, à Calais et à Boulogne, sur leurs territoires respectifs, et s'engagent à mettre sur pied, à frais communs, une armée de quatre-vingt mille hommes, qui n'existera jamais que sur le papier.

L'orthodoxie du roi de France n'est guère plus ferme que sa ligne politique. Dans ses négociations avec la cour de Rome, il mêle constamment les caresses aux menaces; poussé sous main par son nouvel allié le roi d'Angleterre, il va jusqu'à exprimer dans ses lettres l'idée de se séparer du saint-siége, et de livrer la France aux nouvelles doctrines qui l'envahissent de toutes parts. Mais au fond, François Ier, tout en boudant le pape, tient plus à son amitié qu'il ne voudrait en avoir l'air. Il y tient comme à ses conquêtes d'Italie, rêve de sa jeunesse, poursuivi jusque dans l'âge mûr, avec une si folle ténacité, à travers tant de fautes et de revers. Un don gratuit, fait à propos par le clergé de France qui, comme la cour de Rome, a toujours su plier devant l'orage, apaise tout d'un coup les velléités d'hérésie du monarque. Toujours prêt à sacrifier ses alliés de la veille à ceux du jour, François se dispose à vendre au pape ses alliances hérétiques, comme il a vendu à l'Empereur ses alliances italiennes. Humiliés tous deux, depuis Pavie, par la fortune toujours ascendante du César allemand, ils n'ont pas de peine à s'entendre, quand il s'agit de s'unir contre lui. Mais Rome vend son appui, et ne le donne pas : le descendant de saint Louis doit s'abaisser jusqu'à courtiser l'alliance d'une famille de marchands florentins. François Ier offre la main de son second fils, Henri d'Orléans, pour la nièce du pape, Catherine de Médicis, nom tristement célèbre dans les annales de la France. Le pontife, ébloui d'un honneur auquel il n'eût pas osé prétendre, accepte avec joie. Les deux alliés se partagent l'Italie, avant même qu'elle ne soit conquise : le roi de France aura Milan et

une partie du Piémont; il réserve ses droits sur Gênes, et le pape approuve ses réserves. Le saint-père constituera pour le jeune couple un duché italien composé de Pise, Reggio, Modène, Parme et Plaisance, sauf à indemniser le saint-siége de l'abandon de ses droits. Quant à Sforza, le plus lésé de tous, après l'Empereur, on le dédommagera avec le duché de Crémone.

Dans ce dédale de négociations où l'histoire a peine à ne pas laisser échapper le fil qui la conduit, le caprice et l'intérêt du jour font et défont tous les traités. Personne n'est sincère, personne même n'est bien arrêté sur le but qu'il poursuit. L'offre du roi de France n'est qu'un leurre : son orgueil se révolte à l'idée d'un prince du sang de France épousant une Médicis. Il préférerait cent fois pour son fils une princesse autrichienne, avec le Milanais pour dot; et tout en traitant avec le saint-père, il n'a pas encore rompu avec l'Empereur. Quant au pape, toujours irrésolu, toujours redoutant les partis extrêmes, il voudrait encore, tout en s'engageant avec le roi de France, tenir la balance égale entre les deux rivaux : « Le désir secret du saint-père, écrit l'ambassadeur « de France, est que Votre Majesté règne à Milan et « l'Empereur à Naples. Alors, entre les deux, Sa « Sainteté pourra encore quelque chose ; mais elle « doit dissimuler. » Toute la politique du saint-siége est dans ce peu de paroles !

Bientôt informé du traité qui se noue entre la France et le saint-siége, l'Empereur prend sur-le-champ son parti : avant de retourner en Espagne, il va encore une fois, en août, trouver le pape à Bologne. Tous deux, en dépit de leurs ressentiments, désirent

éviter une rupture. Tous deux veulent rétablir l'unité religieuse, et défendre la chrétienté contre les Turks ; tous deux enfin, et c'est là le point délicat, veulent la formation d'une ligue italienne, mais par des motifs différents; le pape aspire à délivrer l'Italie du joug des impériaux; l'Empereur, forcé par le manque d'argent de licencier ses troupes, veut écarter de la Péninsule toute invasion étrangère, c'est-à-dire française. Cette invasion, toujours imminente, frappe en ce moment à la porte de l'Italie : François a promis de renoncer à toute prétention sur ce pays ; mais, avec sa bonne foi ordinaire, il en excepte Gênes, parce que son nom n'a point été mentionné dans le traité de Cambrai ; et il harcèle de vexations la marine et le commerce génois.

Charles sait bien que le pape est vendu à François depuis l'offre de mariage que celui-ci lui a faite; mais il ne croit pas cette offre sérieuse. Il insiste donc auprès du saint père, sur le concile d'abord, et ensuite sur la ligue. Sur le premier point, il se trouve d'accord avec les rois de France et d'Angleterre. Tous deux aussi veulent un concile, indépendant du pape, mais ils ne le veulent pas convoqué par l'Empereur, et dans son seul intérêt. Inquiets de l'entrevue du pape avec lui, ils ont envoyé pour y assister deux cardinaux français, chargés d'insinuer au pontife que les deux rois sont prêts, s'il leur refuse un concile, à en convoquer un, et à interdire à leurs sujets tout tribut à la cour de Rome. Ils doivent même ajouter que, « si Sa Sainteté voulait procéder « par censures à l'encontre du roi très-chrétien, et « que le dit roi fût contraint d'aller à Rome quérir « son absolution, il irait si bien accompagné, que

« Sa Sainteté serait très-aise de la lui accorder. » Mais malgré cet exorde menaçant, les envoyés français ont ordre de baisser le ton au besoin; d'offrir au pape de le prendre pour arbitre de toutes les querelles de François avec Gênes, c'est-à-dire de la paix de l'Italie; et enfin, à la dernière extrémité, et s'ils ne peuvent faire autrement, de conclure l'affaire du mariage, et de ratifier le traité.

Les ambassadeurs, en arrivant à Bologne, commencent par sonder le terrain. A ne juger que par les dehors, le pape et l'Empereur sont dans les meilleurs termes; mais sous les caresses de Clément, se cachent de profondes rancunes. Charles les envenime encore en insistant sur le concile. En prononçant ce mot redouté, il se flatte de tenir le pontife en bride, et d'apprivoiser les protestants. Clément en effet, comme tous les papes, frissonne au seul mot de concile; le schisme même ne lui est guère plus odieux. Fils naturel de Julien de Médicis, il redoute l'indiscrète intervention de ces assemblées; il craint la rigueur des canons de l'Église qui repoussent les bâtards de la chaire de saint Pierre. Les trois grands conciles du dernier siècle, Bâle, Constance et Pise n'ont eu qu'un même but, abaisser l'autorité du saint-siége; s'ils ont échoué, c'est qu'il leur a manqué, pour les seconder, la puissance d'un Henri VIII, et le génie d'un Luther. Acculé comme dans une impasse, le pape se résigne : il cède sur le fond, sauf à se rattraper sur la forme. Il réclame le droit de régler la composition et la tenue de l'assemblée; il met en avant des conditions que les protestants ne peuvent pas accepter. L'Empereur, piqué au jeu, le menace d'une diète, concile laïque

et allemand, qui tranchera la grande question de la réforme de l'Église; et le pape, qui ne demande qu'à gagner du temps, expédie un nonce au nouvel Électeur de Saxe pour s'entendre avec lui sur la tenue du futur concile.

Reste la question italienne, bien autrement difficile à trancher. Ici l'intérêt du roi de France et celui de l'Empereur sont directement en lutte; Henri lui-même est loin de s'entendre sur tous les points avec son inconstant allié. Tout l'effort de la politique impériale tend à la conclusion d'une ligue défensive contre la France avec le saint père, Gênes, les Médicis, et les ducs de Milan et de Ferrare. Les envoyés de François, qui sont aussi ceux de Henri VIII, ont ordre de s'y opposer par tous les moyens; mais ils craignent, s'ils débutent par la rigueur, pour finir par les concessions, de jeter le pape dans les bras de l'Empereur. Dans cette position critique, ils intervertissent l'ordre de leurs instructions, et montrent leurs pleins pouvoirs pour conclure le mariage. Clément, dès lors, leur appartient corps et âme. Il rejette bien loin la proposition que lui fait Charles de marier sa nièce avec le moribond Sforza; mais pressé entre Naples et Milan, comme la médaille entre deux coins, il se sent de tous côtés sous la main de l'Empereur, et ne peut pas se brouiller avec lui. Avant de se donner à la France, il feint de céder aux désirs de Charles-Quint, ne fût-ce que pour se débarrasser de lui; il signe avec lui, à trois jours de distance, deux traités, démenti complet de celui qu'il va conclure avec François I[er].

Par le premier, daté du 24 février, le pape s'engage à convoquer un concile pour régler à l'amiable

toutes les querelles de religion ; à s'unir à l'Empereur pour défendre la chrétienté contre les Turks, et à lui accorder le quart de tous les revenus ecclésiastiques de ses États ; il promet d'user de son ascendant sur le roi de France, pour lui faire exécuter les traités de Madrid et de Cambrai, et l'empêcher de soutenir le roi d'Angleterre dans la question du divorce. Par le second traité, le saint père, l'Empereur, en sa qualité de roi de Naples, les ducs de Milan, de Mantoue et de Ferrare, les républiques de Gênes, Sienne et Lucques, contractent ensemble une ligue défensive pour protéger contre toute agression étrangère l'indépendance de l'Italie. A la première menace d'une invasion, une armée doit être mise sur pied, et commandée par Leyva. Venise, jalouse de Gênes, et dévouée à la France, refuse d'accéder à la ligue, et trahit ainsi le secret de sa faiblesse, qu'elle cache sous un semblant de neutralité. L'Empereur, en confiant à l'Italie le soin de se garder elle-même, ne lui fait pas l'honneur de la craindre. Il y gagne un prétexte honnête pour retirer ses garnisons du Milanais, à la grande joie de l'Italie entière, sans parler de la France. Quant au pontife, ce qu'il veut avant tout, c'est d'éloigner de la Péninsule l'Empereur et ses armées. C'est là ce qu'il fait valoir surtout auprès des deux cardinaux français, pour apaiser leurs justes méfiances. « Ce « grand but une fois atteint, leur dit-il, le reste s'ar- « rangera de lui-même; il n'y aura plus désormais « pour défendre le Milanais qu'une ligue sur le pa- « pier. La seule conséquence immédiate du traité, « ce sera le licenciement des armées de l'Empereur « et la délivrance de l'Italie. Quant aux autres enga-

« gements pris, ils ne reposent que sur des éventua-
« lités, et peuvent être violés impunément. »

Il y avait du vrai dans ces raisons, et force fut aux envoyés du roi de France de s'en contenter. Le pape fixa avec eux les bases de l'alliance proposée par leur maître, et une entrevue fut arrêtée entre les deux futurs alliés. On avait d'abord choisi Nice ; mais le duc de Savoie s'y étant refusé, à l'instigation de l'Empereur, le pape s'offre à venir à Marseille, en terre de France, bénir le mariage qui doit unir le sang des Médicis au sang de ses rois. François, flatté de cette condescendance, accepte avec joie. Charles, qui a tout mis en œuvre pour faire manquer cette entrevue, doit s'y résigner, comme au rappel de ses garnisons du Milanais, démarche qui froisse son orgueil autant que ses intérêts. Il en licencie une partie, et fait passer le reste à Naples et en Sicile ; et mécontent de lui-même et du pape, dont il n'a rien obtenu, que la promesse de ne jamais consentir au divorce de Henri VIII, il s'embarque à Gênes, sur les galères de Doria, et rentre enfin en Espagne, après trois ans d'absence.

Nous nous sommes arrêté sur ces négociations, parce qu'elles peignent au vif, dans toutes ses petitesses et dans toutes ses misères, le rôle de la papauté à cette époque de crise. Comment a-t-elle répondu à ce cri de la conscience chrétienne, dont les rois même se sont faits les échos, et qui réclame d'elle, sinon la réforme du dogme, au moins celle de l'Église ? Ce n'est pas par l'autorité de la vertu et de la piété, c'est par l'intrigue qu'elle essaie de ressaisir ce monde qui lui échappe. Cette déplorable confusion du spirituel et du temporel, qui pèse sur le saint-siége

comme sur l'Europe, ôte au chef de la catholicité toute action sur les âmes et toute autorité morale. Derrière le successeur de Christ, paraît le prince temporel, avec ses misérables intérêts de localité et de famille. A quoi a servi à Clément VII sa triste habileté dans ces négociations, où il a eu l'honneur de duper le premier des politiques de l'époque, c'est-à-dire Charles-Quint? A vues humaines, il a vaincu, c'est-à-dire il a trompé tout le monde. Il a marié son neveu, d'autres disent son fils, Alexandre, duc de Florence, à une fille naturelle de l'Empereur; bientôt il va voir sa nièce unir le sang des Médicis au sang royal de France. Les deux premiers potentats de l'Europe se trouveront ainsi alliés à sa famille. Prisonnier de Charles-Quint, il y a six ans, le rusé pontife est devenu l'arbitre du continent. La politique papale semble toucher de nouveau à son apogée; Grégoire VII et Innocent III ont régné sur le monde chrétien à force d'ambition, de piété et de génie; Clément VII règne à son tour, non par le génie, mais par l'astuce. Les difficultés qu'il n'a pu vaincre, il les a tournées; le concile qu'on lui demande, la réforme qu'on lui impose, il a tout accepté pour tout fausser. Il peut mourir maintenant! il a vu à ses genoux le roi d'Angleterre mendier son divorce, et tout un triumvirat de rois courtisant son alliance. Il n'a pas raffermi l'Église, ébranlée jusque dans ses fondements, il n'a pas ramené au bercail l'Allemagne égarée, et l'Angleterre prête à la suivre; mais il a fait plus et mieux : il a fondé sur des bases assurées la grandeur de sa maison, et s'il a failli comme pape, il a du moins réussi comme roi!

L'entrevue de Clément VII et de François I[er] eut

lieu peu de temps après, à Marseille, le 13 octobre. Réunis par une même haine contre l'Empereur, ils n'eurent pas de peine à s'entendre. Mais l'histoire est restée muette sur leurs secrètes conventions. Rien n'est resté que le contrat de mariage[1]. Il n'y est plus question de ce duché italien que le pape devait constituer pour les jeunes époux. Clément y assigne en dot à sa nièce 130 mille écus d'or, et des biens en France pour la même valeur, héritage de sa mère Madeleine de la Tour-d'Auvergne ; car, nous le disons à regret, il y avait du sang français dans les veines de Catherine. On s'étonnait à la cour de François Ier, de la maigre dot d'une princesse qui pouvait un jour s'asseoir sur le trône de France : « Vous « oubliez, dit un des Italiens, que la fiancée vous « apporte trois bagues d'un prix inestimable, Gênes, « Milan et Naples. » Le pontife célébra lui-même le mariage, et créa quatre cardinaux français, dont un, Odet de Châtillon, devait plus tard embrasser le calvinisme. En faisant aussi bon marché de l'honneur de la France, son roi donnait beaucoup, pour peu recevoir ; car le pape ne s'engageait à rien contre l'Empereur ; et marier à une Médicis un prince du sang français, c'était payer bien cher l'alliance d'un vieillard moribond, qui n'avait plus que quelques mois à vivre.

Mais un événement plus grave vient compliquer encore les relations, déjà si difficiles, des princes européens : c'est le divorce de Henri VIII, et le schisme d'Angleterre, contre-façon bâtarde du schisme de Luther. Henri, après avoir vécu seize

1. Dumont, *Corpus diplomat.*, t. IV, part. II, p. 101.

ans sans scrupule marié à la veuve de son frère, Catherine d'Aragon, s'est avisé tout d'un coup, à la vue de la belle Anne de Boleyn, que le ciel a réprouvé son mariage, dont une fille, Marie Tudor, est pourtant issue. Pendant plusieurs années, il a fatigué le saint-siége de ses instances pour le rompre. Enfin, las de se traîner aux genoux de Clément, il s'enhardit peu à peu, comme Luther, et ose regarder en face pour la première fois l'idée de secouer le joug de Rome. A vrai dire, ce n'est pas tant le pape qu'il hait que l'obstacle qu'il rencontre entre lui et ses désirs. Pour s'incliner devant la toute-puissance du vicaire du Christ, il n'attend qu'une chose, c'est que celui-ci légitime son divorce. Déjà même, il a puni de sa disgrâce le ministre maladroit qui n'a pas su lui gagner le saint-siége : Wolsey n'a échappé à un procès de haute trahison qu'en mourant du chagrin d'avoir déplu à son maître.

Le refus de Clément l'honorerait à nos yeux s'il était le résultat de ses scrupules ; mais en résistant au roi, le pape songe surtout à ménager l'Empereur. De là des prétextes, des délais sans fin, habilement combinés pour ajourner une décision, sans froisser l'impatient monarque. Or, avec une nature aussi irritable, un pareil jeu n'est pas sans danger. Du jour où Henri s'aperçoit qu'il est joué, il n'a plus qu'une idée, celle de se venger. Un moyen bien simple s'offre à lui : à la suite du commerce, des relations plus intimes se sont établies entre ses sujets et le nord de l'Allemagne. Le vieux levain de Wiclef fermente encore en Angleterre ; les écrits de Luther, et la Bible, retrouvée par lui, y ont été traduits.

Les idées de la Réforme ont trouvé accueil chez cette race dure, mais persistante, préoccupée de ses intérêts, mais qui sait au besoin les sacrifier à sa foi. Pour séparer l'Angleterre de Rome, Henri n'a qu'à laisser faire, et non à agir par lui-même. Pour y faire entrer l'Évangile, il suffit de suspendre la sanglante répression qu'on lui oppose. Mais Henri, par malheur, a pris parti dans la querelle, pour Rome contre Luther, et le théologien pèse sur le monarque.

Le pape se refusant à dénouer un mariage légitimé par l'Église, Henri évoque la cause devant un autre tribunal, sûr d'y trouver des juges plus complaisants. Luther, pour réformer l'Allemagne, s'est ligué avec l'opinion contre le clergé et le pape; Henri VIII, pour faire sa réforme, s'allie avec le clergé, pour combattre à la fois l'opinion, le pape et Luther. En mars 1531, il se fait proclamer par un épiscopat intimidé et servile, le *chef de l'église anglicane*. Le parlement, non moins servile, aide le monarque à consolider la dépendance de l'Église, et à consommer la rupture avec le saint-siége. Ce premier pas une fois franchi, tous les autres suivent: le roi, après avoir quêté, dans toutes les universités d'Europe, des avis favorables à son divorce, se résout enfin à le consommer. Anne de Boleyn, sa maîtresse, devient enceinte; Henri, impatient de légitimer l'enfant, fait bénir son second mariage, avant que le premier n'ait été dissous. Puis, l'adultère une fois légalisé, l'on procède au divorce. Cranmer, dont le siége de Canterbury a soldé le dévouement, soumet l'épineuse question à une assemblée du clergé; celui-ci, depuis qu'il a accepté le roi pour chef suprême de l'Église, ne s'appartient plus à lui-même;

la sentence de divorce est prononcée, à peu près à l'unanimité; Anne de Boleyn, la concubine légale de Henri VIII, est proclamée reine d'Angleterre.

Le malheur de Catherine, son courage, sa résignation, excitent dans toute l'Europe le plus vif intérêt. La cour même du tyran, si façonnée à l'obéissance, ne cache pas ses sympathies pour elle. L'Empereur, son neveu, est peut-être celui qui lui en témoigne le moins. Il subordonne ses affections de famille, vives et sincères d'ailleurs, à ses calculs politiques. Préoccupé de ménager Henri VIII, dont la position a grandi en Europe depuis le schisme, et dont tout le monde blâme la conduite, et recherche l'alliance, le prudent Empereur conseille à sa tante de céder. C'est à peine s'il lui permet une protestation. Catherine en appelle à la cour de Rome. Clément, bien qu'en froid avec l'Empereur, ne peut faire moins que d'annuler la sentence du divorce, qui est pour le saint-siége un affront. Il fixe au roi un délai pour se séparer de sa seconde femme.

Sur ces entrefaites a lieu l'entrevue de Marseille. François, avant de s'y rendre, n'a rien négligé pour faire rentrer Henri dans le giron de l'Église. Clément, alarmé de voir l'Angleterre lui échapper après l'Allemagne, n'est pas loin de tendre les mains à une réconciliation; mais les engagements qu'il a pris avec Charles-Quint pèsent sur lui et lui ôtent toute liberté d'agir. Enfin, la majorité des cardinaux, gagnée par l'Empereur, force la main au pape, annule le second mariage de Henri, et menace même de l'excommunier, s'il persiste dans sa liaison adultère. Le pape ratifie à regret la fatale sentence. Vainement il en ajourne la notification.

Le coup est porté; Henri riposte en faisant valider par le parlement son second mariage. Il brise sans retour les derniers liens qui attachent l'Angleterre au saint-siége. Mais en même temps, fidèle à cette inconséquence passionnée qui fait le fond de son caractère, il affecte, tout en rompant avec l'église romaine, de rester fidèle à ses doctrines. Nier la suprématie religieuse du roi et nier son orthodoxie sont à ses yeux deux crimes égaux, qu'il faut punir du même supplice. Le sang des partisans de Rome se confond sur les échafauds avec celui des martyrs de la foi. L'évêque Fisher, le vertueux Thomas Morus paient de leur vie un refus de serment à la suprématie royale. Mais, en dépit des persécutions, l'Évangile gagne chaque jour du terrain. On traduit la Bible par ordre de ce même prince, qui avait, sous peine de mort, défendu de la traduire. On cherche dans l'Écriture sainte des armes contre la papauté, des arguments en faveur de l'autorité royale. Mais on y trouve plus et mieux encore : on y trouve l'éternelle vérité, enfermée dans la parole divine qui, purifiée de tout alliage humain, se fraie elle-même sa voie dans les âmes et dans les consciences.

Telle est cette réformation d'Angleterre, qui soulève encore tant de jugements contradictoires, parce qu'on ne sait pas se placer au double point de vue d'où il faut la juger. Si on la compare à la réforme allemande, au premier coup d'œil, on n'est frappé que des différences. Celle-ci s'est faite au nom de l'Évangile, et contre le clergé; celle-là se fait, au profit de la royauté, par le clergé lui-même. Au lieu des princes luthériens, toujours prêts à risquer, pour la cause de la foi, leur vie et leur couronne,

nous voyons ici un roi sensuel, vaniteux, et féroce tour à tour, aveugle instrument d'un plan de Dieu, qu'il sert sans le comprendre; puis des évêques de cour, fanatiques et serviles à la fois, et ne rompant avec le pape de Rome que pour ramper devant un pape laïque, plus craint et plus adoré que l'autre. Mais, sous ce courant politique, tout souillé des fanges de la cour, en coule un autre plus profond et plus pur; ce courant, que l'œil ne distingue pas d'abord, est celui de l'Évangile. Pendant que des abbés mondains luttent de bassesse avec des parlements avilis, de pauvres prêtres, d'obscurs érudits poursuivent leur œuvre ignorée, et cette œuvre c'est la régénération de l'Angleterre!

Ceux qui affectent de répéter que les plus grands effets tiennent souvent à de bien petites causes, oublient la suprême volonté qui dirige causes et effets vers un but que nous ne voyons qu'après l'avoir atteint. « Quelques délais de plus, dit Robertson, auraient « pu épargner à la cour de Rome les suites fâcheuses « d'une démarche imprudente. » Et en effet, on sait que Clément est mort peu de mois après avoir fulminé contre Henri VIII cette bulle fatale qui a coûté l'Angleterre au saint-siége. Mais la rancune d'un pape ou le caprice d'un roi n'ont pas pesé dans la balance autant que le pense l'élève de Voltaire. La réforme anglaise ne se laisse pas rapetisser ainsi à la taille de ceux qui l'ont faite. Ce grand et sérieux peuple qui a assis sur l'Évangile une liberté durable et réglée, et une prospérité sans exemple dans l'histoire, n'avait pas besoin d'un Henri VIII pour faire sa réforme; il aurait eu bien plutôt besoin d'un Luther! La réforme d'Angleterre s'est faite parce

ιe Dieu d'abord, et après lui, le peuple anglais
nt voulu; et ceux-là même qui l'ont aidé à la faire
nt peut-être moins servie que ceux qui ont voulu
mpêcher.
Toutes les situations, toutes les alliances en Eu-
pe sont changées. La vieille unité chrétienne,
ıvre du pontificat, est brisée pour jamais. Protes-
ıts, catholiques, musulmans, pour se combattre
pour s'allier, consultent leurs affinités d'intérêts,
non de croyances. François semble prendre à tâche
braver l'opinion par le scandale de ses alliances:
dépit de son orthodoxie, il traite avec les protes-
ıts d'Allemagne; il ne craint pas de soulever la
rétienté en se liguant avec Souleyman, son plus
placable ennemi. De l'Europe à l'Asie, l'islam et
vangile, la barbarie et la civilisation se donnent la
ıin. Henri VIII accroît en Angleterre sa puissance
ses revenus avec les dépouilles de l'Église et du
nt-siége. Les deux seuls représentants de la tradi-
n catholique, le pape et l'Empereur, n'ont pas
:me su se réunir pour la défendre. Charles, dès
'il a besoin des protestants, ne se souvient plus de
ı orthodoxie. Quant à Clément, quiconque est
nnemi de l'Empereur, fût-ce Souleyman ou Bar-
rousse, est bien près d'être son allié. S'il n'a pas,
ınme François I[er], traité avec les Turks, du moins
-il avec eux en bonne intelligence; leur cause, au
ıd, est devenue la sienne; n'ont-ils pas dans Fran-
is I[er] le même allié, dans l'Empereur le même
nemi? Personne en Europe n'est plus neutre, sauf
:nri d'Angleterre, qui ne le restera pas longtemps.
›us ceux qui ne sont pas avec Charles-Quint sont
:cessairement contre lui.

La rupture avec Henri VIII et le schisme d'Angleterre ont porté au pape le dernier coup. Il meurt enfin le 24 septembre, et sa mort, en délivrant l'Empereur d'un ennemi secret, mais dangereux, enlève à François les espérances qu'il fondait sur l'alliance des Médicis. Alexandre Farnèse, le doyen du sacré collége, succède à Clément sous le nom de Paul III. L'élection du nouveau pape, Romain de naissance, est accueillie avec transport par le peuple de Rome qui, depuis un siècle, n'a pas vu la tiare sur la tête d'un citoyen romain. Cardinal dès l'âge de vingt-six ans, la jeunesse de Farnèse, s'il faut en croire le jésuite Palavicini, avait été souillée des plus honteux désordres; mais à dater du schisme, les regards des protestants, attachés sur Rome, commandent plus de réserve aux princes de l'Église. L'ambition a bientôt fait oublier les plaisirs au jeune cardinal. Sa prudence, sa dextérité, sa décision en font l'âme du sacré collége. Successivement comblé des faveurs de tous les papes, il est enfin désigné par Clément VII mourant, comme le seul digne de monter après lui sur le siége de saint Pierre. Son âge avancé (soixante-sept ans), ses infirmités, qu'il exagère à dessein, contribuent surtout à le faire élire. Malgré l'habileté trop vantée de Clément VII, son long pontificat n'a eu pour résultat que de détacher du saint-siége l'Angleterre et la moitié de l'Allemagne. Instruit par les fautes de son devancier, le nouveau pape en revient à la vieille politique de la cour de Rome, à la neutralité. Élu par l'influence de l'Empereur et sous son patronage, on le verra, pendant tout son règne, essayer de tenir la balance égale entre Charles-Quint et François Ier. Clément VII, comme tous les

ractères faibles[1], s'est perdu en prenant son parti
op tard, et en le prenant d'autant plus extrême,
i'il a plus longtemps hésité ; Paul III, prudent sans
blesse, résolu sans témérité, saura éviter à la fois
ndécision et les partis trop tranchés. Son impartia-
é, érigée en système, accroîtra son influence au
u de la diminuer; car en s'abstenant de choisir
tre les deux rois, il devient de fait leur arbitre, et
ıtre dans la voie d'où la papauté n'aurait jamais
sortir.

Mais tout ce que peuvent les ménagements de
ul III et les efforts de Granvelle, c'est d'ajourner
e rupture entre l'Empereur et le roi de France ;
r entre ces deux éternels rivaux, la paix n'est
nais qu'une trêve. Dès 1533, le meurtre d'un
ent secret de la France, Meraviglia, condamné à
ort, après un semblant de procès, par le duc de
lan, et exécuté dans sa prison, a failli mettre l'Eu-
pe en feu. François Ier, heureux de trouver le pré-
:te qu'il cherchait, a refusé de recevoir les excuses
Sforza, et s'est mis à armer. Il a décrété, dans les
pt provinces dont se compose alors la France, la
rée de sept légions, de six mille fantassins chacune.
ce plan se fût réalisé, la France aurait eu, ce qui
i a toujours manqué, une infanterie nationale;
is son roi se défie d'elle ; il aime mieux se fier à

[1] Voici le portrait qu'en trace l'ambassadeur vénitien à Rome, Gasparo
ntarini : « Sa Sainteté le pape Clément VII a cinquante-deux ans ; il est
rand, bien fait, sanguin, et un peu borgne d'un œil; son jugement
st bon, mais il a peu d'imagination; il parle bien sur tous les sujets.
C'est une nature froide, timide et lente à se résoudre. Ni l'amour, ni
a haine ne peuvent rien sur lui. Bien que colérique, il est toujours
maître de lui. Il parle de réforme des abus, mais il n'en fait pas et n'en
eut pas faire. Il désire la paix par-dessus tout ; il hait Florence, et veut
a paix avec Venise. »

des mercenaires, qui le ruinent et le trahissent, qu'à ses propres sujets; sauf la noblesse, qui ne combat qu'à cheval, le peu de Français qu'il admet à servir dans ses armées, ne recueillent que ses mépris, en échange de l'impôt du sang qu'ils lui paient. L'Empereur, de son côté, ne recule pas devant l'idée d'une guerre; car lui aussi a ses comptes à régler avec François. Mais avant de vider les querelles de l'Empire en Italie, il s'est souvenu qu'il était roi d'Espagne : il veut en finir avec Barberousse, et délivrer ses États héréditaires des ravages des corsaires barbaresques.

Malgré l'infériorité morale de la loi de Mahomet, on est frappé de la prodigieuse puissance d'expansion de cette religion, qui après avoir, dans son premier élan, fondé les deux khalifats de Bagdad et de Cordoue, ne s'arrête que quand elle a conquis la moitié de l'Asie, et entamé l'Afrique et l'Europe. Puis quand l'Islam, chassé de France, d'Espagne et d'Italie, a commencé son mouvement de recul, l'Empire turk, dernière poussé de ce tronc vivace, renaît à une nouvelle vie. Cet empire, fondé au début du XIVe siècle, vient, sous Souleyman II, d'atteindre son apogée ; son déclin, moins rapide que celui des deux khalifats, parce que sa croissance a été plus lente, ne datera que de la bataille de Lépante. Maître d'un empire qui s'étend du Kourdistan à la Hongrie, et du Caucase à l'Égypte, Souleyman pèse sur l'Europe d'un poids plus lourd qu'aucun de ses devanciers. Chaque année, il prélève sur elle un double tribut, de jeunes filles pour ses harems, et de jeunes garçons pour ses armées. Les États chrétiens, qu'il force à recruter pour lui cette redoutable milice des

nissaires, sont impuissants à lutter contre un ennemi ui se fortifie à leurs dépens. La mer Noire ne lui iffit plus, il lui faut la Méditerranée, dont tout l'Est ii appartient déjà, de l'Égypte à Byzance. La Grèce ınquise lui ouvre l'Italie. Le Danube, dont tout le ›urs inférieur baigne ses États, lui fraie une large ›ie jusqu'au cœur de l'Europe ; et deux fois déjà, ›s armées musulmanes ont campé sous les murs de ienne.

Le génie brut, mais énergique, que la Providence mis à la tête de ce vaste empire, n'est pas indigne › sa haute mission. Dieu, qui veut qu'ici bas toutes s forces, qui dépassent un certain niveau, en trou- ›nt d'autres qui les balancent, a ménagé à Charles-uint un adversaire digne de lui. Ces deux colosses, ı s'étendant sans cesse, ont fini par se heurter ırtout, depuis l'Afrique jusqu'à la Hongrie. La rance et l'Empire turk sont les deux bornes fatales ıe Dieu a fixées à cette puissance de Charles-Quint, enaçante pour le repos du monde. Souleyman, ıez qui l'instinct du conquérant s'élève par mo-ents jusqu'au génie, a compris la nécessité de se ıpprocher de la France. Il a su faire taire des pré-gés, plus puissants encore chez les musulmans que ıez les chrétiens. Un ambassadeur ottoman s'est ›ndu en France lors de l'entrevue de Marseille. ais François hésite encore : un dernier reste d'égard our l'opinion, qu'il va bientôt braver, l'empêche e conclure dès lors cette utile et scandaleuse liance.

Souleyman, comme tous les despotes de l'Asie, ›aîne après lui, dans ses expéditions, des peuples ntiers, mais il n'a pas de marine. Ses galères nom-

breuses, mais mal armées, ne peuvent tenir tête aux galères de Doria, ni à celles des chevaliers de Saint-Jean, chassés de Rhodes en 1522, et à qui Charles-Quint a donné le rocher de Malte pour asile. Les flottes de la chrétienté peuvent encore s'unir pour anéantir celles des infidèles ; le temps des croisades maritimes peut renaître, Lépante le prouvera. Souleyman a vu le danger, mais une flotte ne sort pas de terre, comme une armée, à la voix d'un despote. Un accident heureux vient lui en donner une.

Haroudj (Horuc) et Khaïreddin (Hariadan), sont les fils d'un potier de Lesbos, île où la piraterie est endémique depuis des siècles. Les deux frères, connus dans tout l'archipel par leur esprit d'entreprise, groupent autour d'eux des bandits, des renégats de tout pays. Bientôt, ils arment des flottes, leurs galères sont partout redoutées pour la rapidité de leur marche. Pareils à ces pirates de Cilicie, qui firent un instant trembler Rome, et à qui César fit l'honneur de les combattre, ils fondent sur les flots une puissance indépendante. *Amis de la mer, et ennemis de tous ceux qui naviguent sur ses eaux*, tel est le titre qu'ils se donnent. Tout le littoral chrétien de la Méditerranée, immense demi-cercle qui s'étend de Gibraltar à Corfou, devient leur tributaire. Pour la première fois, ils font pénétrer la marine musulmane dans le bassin occidental de la Méditerranée, entre l'Espagne et l'Italie. Ils font reculer sur la côte d'Afrique la conquête espagnole qui, dans sa réaction contre l'Islamisme vaincu, a poursuivi les Arabes jusqu'à Tripoli, aux portes de l'Égypte. Ménageant déjà dans la France une alliée, c'est contre l'Espagne et l'Italie qu'ils dirigent leurs attaques.

.es flottes de Charles-Quint, celles de Gênes et de
Ialte ne suffisent plus pour garder cette vaste éten-
ue de côtes. Dispersés pour échapper aux croisières
ui les poursuivent, les pirates se réunissent au
esoin pour fondre sur les populations désarmées.
artout ,ils ont des intelligences, des espions, des
ıxiliaires dévoués, et la rive de Barbarie leur
uvre ses ports contre l'ennemi ou contre la tem-
ête.

Mais il manque une capitale à cet empire flottant,
ont le chef nominal est Haroudj, l'aîné des deux
ères, plus connu sous le nom de Barberousse. En
516, un coup de main met Haroudj en possession
'Alger, dont il assassine l'Émir. Maîtres de cette place
nportante, à égale distance de l'Espagne et de l'Ita-
e, les deux frères organisent leur système de dé-
rédations sur une vaste échelle. Pendant que Khaïr-
ldin infeste tout le littoral chrétien, Haroudj
empare de Tlemcen, dont il chasse l'Émir. Mais là
nit le cours de ses prospérités : les Espagnols trem-
lent de voir passer dans ses mains toute cette côte
ui leur appartenait naguère. Le gouverneur d'Oran
eçoit l'ordre de marcher contre Barberousse. Le
irate, battu, s'enferme dans Tlemcen, et finit par
ıccomber, après une résistance désespérée (1518).

Khaïreddin hérite à la fois d'Alger et du nom de
arberousse, redouté sur toutes les rives de la Mé-
iterranée. Il s'affermit sur la côte d'Afrique et
étend dans l'intérieur. Charles-Quint, occupé ail-
eurs, doit renoncer à s'opposer à ses progrès; mais
ne perd jamais de vue son ennemi, tout en parais-
ant l'oublier. Assez sage pour borner lui-même sa
uissance, il a cédé Tripoli aux chevaliers de Malte;

il craint de se laisser entraîner vers l'est, hors de cette moitié de la Méditerranée où il veut régner sans partage. Mais Alger, aux mains des Turks, forme dans l'Afrique espagnole une enclave menaçante, qu'il faut en effacer à tout prix. Entre deux campagnes contre la France, Charles se réserve d'aller forcer le pirate dans son antre, et de nettoyer les mers qui baignent ses États. Barberousse, qui a conscience du danger, sent le besoin de s'assurer un appui. Il se résigne à regret à abdiquer son indépendance, et à reconnaître le sultan pour suzerain, en se réservant la souveraineté de la ville d'Alger. Enfin en 1532, quand, dans une même année, Charles-Quint a chassé les Turks de Vienne, et que Doria leur a pris Coron et Patras, le sultan, battu sur terre et sur mer, songe à Barberousse, le seul marin au monde capable de tenir tête à Doria. Khaïreddin, mandé à Constantinople, part d'Alger à la tête d'une flotte puissante, et va, chemin faisant, dévaster les côtes de la Sicile.

Souleyman, circonvenu par ses courtisans, se repent déjà d'avoir mis un corsaire à la tête des flottes de l'Empire. Mais quand le vieux pirate déroule devant lui ses plans de conquête, c'est le tour de Souleyman de s'enthousiasmer. « Que Votre Hautesse me « confie ses vaisseaux, dit-il au sultan, j'y unirai les « miens, et je me charge de battre Doria, de chasser « les Espagnols d'Afrique, de leur reprendre Oran, « Bougie et Tripoli. L'Émirat de Tunis est trop faible « pour se défendre contre toutes les forces de votre « empire ; bientôt vous régnerez sur tout le nord de « l'Afrique, de l'Égypte au détroit. Nos flottes réu- « nies ne peuvent trouver de résistance sérieuse en « Corse, en Sicile, en Sardaigne, à Mayorque; toutes

les îles de la Méditerranée seront donc bientôt en votre pouvoir. La Sicile une fois conquise, Gênes et le littoral de l'Italie meurent de faim. Il suffit alors de s'emparer d'Otrante ou d'un port en Calabre pour avoir un pied dans ce riche pays, et le réduire peu à peu sous votre empire. Pour faire réussir tous ces plans, il ne vous faut qu'une chose, l'alliance du roi François. Mais le point par où il faut débuter, c'est Tunis, le plus faible, le plus rapproché, le seul où vous ne rencontrerez pas l'Empereur entre vos projets et vous[1]. »

Souleyman, cet Alexandre barbare, était digne de ımprendre des plans aussi hardis, et il avait devant i le seul homme capable de les exécuter. Barberousse t investi du commandement suprême. Le sultan ·unit quatre-vingts galères à celles que possède le ırsaire. Il y joint huit mille soldats, 800 mille duts et l'ordre de marcher sur Tunis. Khaïreddin sort :s Dardanelles à la tête d'une flotte telle que l'Islam en a jamais armé. Il débarque d'abord en Sicile, ›ur donner le change à Doria, puis à Tunis dont se rend maître, sous le nom d'un frère de l'Émir ı'il feint d'amener avec lui, malade, à bord de ses ılères. L'Émir, Muley Hassan, chassé de sa capitale, saie en vain d'y rentrer à l'aide des tribus arabes; ıe seule ressource lui reste, c'est d'implorer l'apıi de Charles-Quint. Il tarde au monarque victoeux, qui a fait reculer Souleyman devant lui, de ire aussi reculer Barberousse. En attendant qu'on ıisse attaquer le pirate dans Alger, centre de sa ıissance, il importe de ne pas le laisser s'étendre

1. Sandoval, t. II, p. 190.

sur la côte d'Afrique, et de le chasser de Tunis avant qu'il n'y soit établi. Le 29 mai, Charles part de Barcelone à la tête de cent galères et de quatre cents transports, montés par cinquante mille hommes. Gênes, les États de l'Église, Malte et le Portugal ont pris part à cette croisade qui remue tout le midi de l'Europe. L'Empereur marche en personne à la tête de l'expédition. Un infant de Portugal sert sous ses ordres, et c'est André Doria qui commande les galères. « Qui nous conduira? dit un des grands à « l'Empereur. — Celui-là, répond-il en montrant « Jésus-Christ crucifié, et je serai son porte-éten« dard. »

Le 16 juin, l'immense *armada* débarque près du fort de la Goletta, à neuf milles de Tunis. L'Empereur assied son camp, la première nuit, sur les ruines même de Carthage. Ce fort, situé sur un isthme étroit, entre un lac et la mer, est l'arsenal de Khaïreddin. Avant de songer à prendre la ville, il faut être maître du fort. Charles en commence tout d'abord le siége. Les assiégés se défendent avec vigueur; mais ils sont six mille à peine pour résister à une armée. Leur chef est un renégat juif nommé Sinan. Il se rend, au bout d'un mois, devant des forces trop supérieures. On trouve dans le fort trois cent quarante canons; quelques-uns portent les lys et la salamandre, devise de François Ier, et trahissent la main qui les a donnés. La flotte barbaresque, au nombre de plus de cent bâtiments, tombe au pouvoir des chrétiens, sans que le roi pirate, enfermé dans Tunis, fasse un effort pour la défendre. Pendant le siége, l'Émir déchu est venu rendre hommage à Charles-Quint. L'Empereur entre dans le

fort par la brèche qu'y a faite son artillerie : « Voici, « dit-il en se tournant vers l'Émir, la porte par « laquelle vous rentrerez dans vos États. » Après la perte de sa flotte et de son arsenal, Barberousse ne peut plus songer à défendre Tunis. Il ne peut compter ni sur les habitants, las de son joug, ni sur les Arabes, race cupide et mobile, que la soif du pillage a seul attirée sous ses drapeaux. Le pirate se décide, malgré l'infériorité de ses forces, à offrir la bataille à l'ennemi, sous les murs de la ville. Sept mille esclaves chrétiens sont enfermés dans la citadelle; Khaïreddin propose de les massacrer, de peur qu'ils ne la livrent à l'ennemi. Les pirates, moins endurcis que leur chef, reculent devant l'idée d'égorger sept mille hommes de sang-froid. « Vous ne tarderez pas « à vous en repentir, » leur dit Barberousse, et il épargne à regret la vie de ses prisonniers.

L'armée victorieuse, dès le lendemain de sa conquête, s'est mise en marche pour Tunis, sous un soleil dévorant, sans une route tracée. Les soldats, consumés par la soif, tombent morts sous leurs armures. A peine s'ils peuvent marcher, au milieu de ce sable mobile que le moindre vent soulève en tourbillons. L'armée met sept heures à faire cinq milles. Quelques sources qu'on trouve enfin, rendent la vie aux soldats. Si l'ennemi les eût attaqués pendant cette pénible marche, entassés sur un isthme étroit, l'armée tout entière pouvait y rester. Un instant, Charles hésita, et se méfia de sa fortune. Il se souvenait de saint Louis, mort sur cette même plage d'Afrique, qui lui fut deux fois si fatale. « Que ferons-nous, mon père, dit-il à Alarcon, si « nous arrivons devant Tunis avec des troupes ainsi

« rendues. — Nous marcherons droit à l'ennemi, « dit le vieux soldat, et nous le battrons, aussi sûr « que vous êtes empereur. » Et Charles, retrouvant toute sa fermeté, se prépare à la bataille. Barberousse, à la tête de son armée, grossie d'un ramas de Berbères et d'Arabes du désert [1], attendait l'ennemi de pied ferme. Tout l'avantage de la position était pour lui ; il était maître des sources, et le vent chassait la poussière aux yeux des Impériaux. Mais des troupes irrégulières ne pouvaient résister longtemps aux vieilles bandes espagnoles, italiennes et allemandes, victorieuses dans tant de combats. Les Turks seuls firent leur devoir, mais les Berbères lâchèrent pied après la première charge ; l'armée impériale campa la nuit dans les tentes abandonnées par l'ennemi.

Khaïreddin, vaincu deux fois, voulait encore en appeler aux armes ; mais aux yeux de ces peuples superstitieux, le prestige de son nom est déjà dissipé : sauf les Turks, il ne trouve pas mille hommes à mener au combat. Au milieu du désordre, les captifs chrétiens parviennent à briser leurs fers, font main basse sur leurs gardiens, et s'emparent de l'Alcazar. Les canons turks, pointés par eux, poursuivent dans sa retraite l'homme qui, peu d'heures auparavant, régnait sur Alger et sur Tunis. Les Africains, acharnés après lui, taillent en pièces son escorte, et pillent ses bagages. Suivi seulement de quelques renégats juifs et chrétiens qui redoutent

1. Les évaluations sur leur nombre varient d'une manière étrange : Robertson parle de cinquante mille hommes, Hammer de dix, et Sandoval de cent vingt-cinq mille ; mais ce dernier veut évidemment amplifier la gloire des Espagnols.

les vengeances de l'inquisition[1], Barberousse vaincu va chercher un asile dans les montagnes de Bone, en attendant qu'il puisse rentrer dans Alger.

Les captifs chrétiens, maîtres de la ville, qu'ils pouvaient écraser, firent inviter Charles-Quint à en prendre possession. Les notables de Tunis vinrent implorer sa clémence, et lui offrir 500 mille pièces d'or pour se racheter. L'Empereur ne demandait pas mieux; mais les Espagnols ne voulurent point renoncer à leur proie, et Charles dut permettre ce qu'il ne pouvait empêcher. Il exclut du pillage les Italiens et les Allemands, pour le réserver tout entier à ses Espagnols. La férocité des chrétiens dépassa celle même des musulmans; on eût dit que la chrétienté voulait venger en un jour toutes ses injures. Le sac de cette malheureuse cité dura deux jours et deux nuits; trente mille personnes y perdirent la vie; on massacra les hommes d'abord, puis les vieillards, les femmes, les enfants. On avait réservé pour les vendre dix mille captifs; mais bon nombre furent encore égorgés de sang-froid par leurs maîtres qu'ils embarrassaient. Les mosquées, les écoles furent détruites ou brûlées; des statues précieuses, des manuscrits rares, rassemblés de tous les coins de l'Orient, furent enveloppés dans la même ruine. Le christianisme, si longtemps humilié, s'y montra implacable dans son triomphe. Mais l'horreur de cette cruauté gratuite se perdit dans l'éclat de la victoire. Vingt mille captifs chrétiens, de tout rang, de tout âge et de tout pays, virent en un jour briser leurs fers. Chacun d'eux reçut de la munificence de

1 L'Empereur fit brûler vif un moine apostat, qui, cependant, était passé dans les rangs chrétiens avant la reddition de Tunis.

l'Empereur un vêtement complet, et de l'argent pour s'en retourner dans son pays. Un cri d'enthousiasme s'éleva d'un bout de l'Europe à l'autre pour saluer l'*Empereur*, vraiment digne de ce nom, qui avait pris en main la cause de l'Europe chrétienne. Jeune, victorieux, magnifique, Charles nous apparaît ici au moment le plus radieux de sa vie. A trois ans de distance, il a successivement abaissé les deux plus grands noms de l'Islamisme, Souleyman et Barberousse. L'Espagne et l'Italie ne luttent plus que de dévouement à leur maître absolu. Cette longue chaîne d'États musulmans, qui enserrait la Méditerranée, d'Alger à Constantinople, est enfin brisée. Le mouvement d'expansion de l'Islam a trouvé son temps d'arrêt. François n'ose avouer son nouvel allié à la face de l'Europe; il n'a rien fait pour le secourir. Contenu par l'opinion, il s'abstient en frémissant d'attaquer les États de son rival, champion heureux de la chrétienté que lui-même a trahie. Que manque-t-il à ce concert de bénédictions qui célèbre la gloire du conquérant de l'Afrique? Une seule voix, celle de l'Allemagne, chargée de rappeler à Charles-Quint, comme l'esclave du festin antique, qu'il est homme, et que la fortune peut changer.

LIVRE XXIII

CHAPITRE PREMIER

CONQUÊTE DU PÉROU

1526 A 1541.

Entraîné par la grandeur des événements, et sur-
out par celle du héros, nous avons raconté avec
uelque détail la conquête du Mexique; nous pas-
erons plus rapidement sur celle du Pérou. Non que
izarro soit inférieur à Cortès en audace, ni même
n talent; mais il y a sur ses actes et sur son carac-
re une empreinte de bassesse qui trahit celle de
on origine. Le contraste est frappant avec ce je ne
ais quoi de chevaleresque qui nous attire vers Cor-
ès, malgré tout le sang dont il s'est souillé. Les con-
uérants du Pérou, les Pizarro, les Almagro sont de
rais *chercheurs d'or*, qui tiennent de l'aventurier et
u bandit plus que du soldat. Cortès aimait l'or sans
oute, mais il aimait avant tout la gloire ; il aimait
es âmes des infidèles, qu'il voulait convertir à la
oi. Pizarro et ses grossiers compagnons sont étran-
gers à tous ces mobiles généreux. Ils sont braves,

sans doute, parce que la bravoure est dans le sang du peuple espagnol; mais la conquête même d'un empire n'est pour eux qu'une affaire; ils n'y voient pas l'honneur, mais le profit qu'elle rapporte.

Francisco Pizarro, enfant illégitime, naquit vers 1471 à Truxillo, en Estrémadure. Son père, colonel d'infanterie, lui laissa son nom pour tout héritage; sa mère, née dans la condition la plus humble, l'abandonna dès son enfance. Déposé à la porte d'une église, et nourri par une truie, s'il faut en croire la tradition populaire, le futur conquérant du Pérou commença par garder les pourceaux. Parvenu à l'âge d'homme, sans avoir même appris à lire, le jeune Pizarro se laisse entraîner à ce courant qui portait alors vers le Nouveau-Monde tous les enfants-perdus de l'ancien. Il prend part à une des premières expéditions sur le continent d'Amérique, celle du brave et aventureux Ojeda. Il accompagne Balboa dans son audacieuse percée à travers l'isthme de Darien. Dans ces laborieuses campagnes, il se distingue par sa patience, son courage, et cette âpre ténacité qui caractérise ses compatriotes. En 1515, il s'établit pour trafiquer sur la rive ouest de l'isthme de Panama; il y reste jusqu'à 1522, et parvient ainsi à l'âge de cinquante ans sans avoir atteint la fortune qu'il poursuit.

En 1522, le bruit des fabuleux succès de Cortès se répand dans toutes les colonies : il y excite l'ardente émulation des aventuriers dont elles sont peuplées. Pizarro, malgré son âge, se sent jeune encore quand il s'agit de s'enrichir. Les rares voyageurs qui ont osé s'aventurer au sud de l'isthme, s'accordent à vanter la richesse des pays qu'ils ont entre-

vus. Ce qu'ils n'ont point fait, Pizarro le fera! Mais l'argent lui manque : il s'associe en 1524, à Panama, avec un prêtre, Fernando de Luque, et un autre enfant trouvé comme lui, Almagro, soldat de fortune, aussi ignare, aussi résolu, et encore plus âgé que lui. Le prêtre donne les premiers fonds, 20 mille *pesos* d'or. Almagro restera à Panama pour préparer des renforts; enfin Pizarro, le plus actif des trois, dirigera l'entreprise. Un seul navire, avec cent douze hommes d'équipage, telles sont les forces dont il dispose pour la conquête d'un empire dix fois aussi étendu que celui du Mexique. Avant de se séparer, les trois associés communient ensemble avec une hostie qu'ils rompent en trois, étrange symbole de l'égalité qui doit régner dans le partage des profits.

Pizarro part enfin en novembre 1524. Sa première croisière n'est qu'une lutte continuelle avec la mer, avec les Indiens, la faim, la soif, toutes les privations et tous les dangers. Ses compagnons, découragés, n'aspirent qu'au retour. Il revient à Panama avec eux; mais ce n'est que pour s'y apprêter à une campagne nouvelle. Il repart en 1526 à la tête d'une expédition un peu plus forte que la première. Almagro cette fois l'accompagne sur un second vaisseau. Tous deux s'assurent par leurs propres yeux qu'un vaste empire s'étend sur la côte pendant plusieurs centaines de lieues. Almagro s'en retourne à Panama chercher des renforts; Pizarro reste à les attendre avec ses compagnons, dans une île déserte, où il voit la faim les décimer chaque jour. Le gouverneur leur envoie enfin un vaisseau et l'ordre de revenir. Pizarro s'y refuse, et traçant une ligne sur le sable : « De ce côté, dit-il à ses compagnons, est le Pérou

« avec ses richesses, de l'autre, Panama avec la pau-
« vreté ; choisissez ! » Treize seulement se décident à rester avec lui. Pendant sept mois encore, Pizarro, avec un entêtement héroïque, attend dans cette île abandonnée des secours que ses associés finissent par lui faire passer. Plein de confiance en sa fortune, Pizarro s'embarque pour une exploration nouvelle sur le frêle vaisseau qu'on lui a envoyé. Aucune illusion n'est plus possible : avec quelques compagnons découragés, et les rares volontaires qui sont venus le rejoindre, il ne peut plus songer à conquérir le Pérou ; mais il peut du moins le reconnaître. Après vingt jours de navigation, il arrive à la ville péruvienne de Tumbez. Les Espagnols sont accueillis par les habitants comme des êtres d'une race supérieure. Eux-mêmes s'étonnent d'y trouver des routes, des aqueducs, des édifices publics, et toutes les traces d'une civilisation plus avancée encore que celle du Mexique. Les mœurs y sont plus douces, le sang humain n'y coule pas sur les autels. L'or et l'argent y revêtent les murs des palais et des temples. Des essaims de *vierges du soleil*, enfermées dans des cloîtres, sont réservées au service des autels et au harem de l'Inca, dieu vivant, dont le despotisme, sanctifié par la religion, est cher au peuple même sur lequel il pèse.

Ravis de l'accueil hospitalier des habitants de Tumbez, les Espagnols s'éloignent, en promettant de revenir, et continuent leur navigation jusqu'au 9e degré de latitude sud. Partout, le génie inquisiteur et réfléchi de Pizarro a recueilli les renseignements les plus précis sur l'étendue et les ressources de l'empire, et la formidable puissance de l'Inca. Son-

›r à l'attaquer serait folie, sans des ressources bien
ıpérieures à celles dont il dispose. Il se décide donc
retourner à Panama. Mais là, malgré les riches
hantillons d'or et d'argent ciselés qu'il rapporte avec
i, il ne trouve dans le gouverneur que méfiance et
crédulité. Il se décide enfin à partir pour l'Espagne,
argé des intérêts communs. A peine arrivé à Sé-
lle, il est jeté en prison, à la requête d'un de ses
éanciers. Mais le bruit de son arrivée s'est répandu
Espagne. On sait qu'il a découvert un empire
us riche, plus étendu que celui de Montezuma.
liberté lui est rendue, et l'Empereur n'hésite pas
ui donner audience. Malgré son manque d'éduca-
›n, Pizarro a l'assurance d'un homme qui sent sa
leur, et le tact d'un pilote habitué à naviguer entre
s écueils. Il fait passer dans l'âme du monarque
conviction qui l'anime. F. Cortès, son compa-
ote et son parent, se trouvait alors à Tolède; il
puie avec un rare désintéressement les instances
l'homme qui peut devenir son rival de gloire, et
ide de ses conseils et de son argent. Pizarro obtient
fin, le 26 juin 1529, le titre de *capitaine-général*
la Nouvelle-Castille, et celui d'*adelantado*, avec
ı traitement de 700 mille maravédis. Malgré toutes
s promesses à Almagro, il croit avoir assez fait
›ur lui en lui obtenant la position subalterne de
›uverneur de Tumbez, dont Luque est nommé
/êque. Ainsi la couronne de Castille reste fidèle à
›n système de payer avec des titres les aventuriers
ui se chargent de l'enrichir. Elle leur laisse prendre
›ür eux les dangers et les frais de l'entreprise, en
réservant le cinquième des produits, et le droit
faire gouverner par un autre les États qu'ils
ıront conquis.

Fier de ces titres pompeux, auxquels on joint celui de cavalier de Santiago, Pizarro va les étaler dans son pays natal, aux yeux de ceux qui l'ont vu naguère dans une condition bien différente. Il ramène avec lui ses quatre frères, « tous pauvres, dit Oviedo qui « les a connus, et tous aussi fiers qu'ils étaient pau-« vres. » Enfin, en janvier 1530, il s'embarque à Séville avec quelques vaisseaux, équipés à grand'-peine; le chiffre de ses soldats reste bien inférieur à celui que, dans son contrat avec la couronne, il s'était engagé à réunir. Après un voyage long et pénible, il arrive à *Nombre de Dios*, sur l'Atlantique, près de Panama. Il y est rejoint par ses deux associés, et essuie les justes reproches d'Almagro. Il apaise, non sans peine, le rude et loyal soldat, en promettant de ne rien demander pour ses frères, avant d'avoir obtenu pour lui un gouvernement égal au sien.

En janvier 1532, Pizarro part enfin pour le Pérou avec trois petits navires, montés par cent quatre-vingt-trois soldats. Les circonstances sont favorables: la discorde règne au Pérou dans la famille royale. L'empire des Incas, fils du soleil, a été fondé, quatre siècles auparavant, disent les traditions du pays, par un couple divin, *Manco-Capac* et *Mama-Oello*, sa femme et sa sœur, descendus du ciel pour civiliser le Pérou. Le dernier Inca, Huayna Capac, est mort en partageant son royaume entre deux de ses fils. L'aîné, Huascar, a eu Cuzco en partage; l'autre, Atahualpa, le fils préféré du défunt, s'est établi à Quito. Mais la paix n'a pas régné longtemps entre les deux frères : peu de mois avant l'arrivée des Espagnols, Huascar, vaincu, a été fait prisonnier et

:pouillé de ses États. Atahualpa a fait massacrer
s femmes, les enfants, les parents même les plus
oignés de son frère, en présence du captif dont il
épargné la vie, par un étrange raffinement de
uauté. Atahualpa est donc seul assis sur ce trône
int de sang; mais un fort parti s'agite en faveur
: Huascar; les mêmes divisions, les mêmes haines
ıi ont servi Cortès au Mexique contre Mon-
zuma, vont encore combattre pour Pizarro au
rou.

La flotte espagnole vient jeter l'ancre près de
ımbez; mais les dispositions des habitants sont
angées : révoltés de la rapacité des Espagnols, ils
voient plus en eux que des ennemis. Pizarro doit
courir à la force pour pénétrer dans l'intérieur du
ys. Il se dirige d'abord vers le sud, et fonde, à
ente lieues de Tumbez, San-Miguel, la première
lonie espagnole au Pérou. La municipalité nou-
lle proclame l'esclavage des natifs, et les répartit
tre les colons. Sur les premiers profits de la con-
ıête, Pizarro envoie à Panama vingt mille *pesos*
or, comme un appât pour attirer des recrues. Puis,
ns même les attendre, il marche résolument au-
evant de l'Inca, qui campe avec son armée au delà
es monts. Celui-ci l'attend, partagé, comme le Pérou,
ıtre le mépris pour cette poignée d'étrangers, et
:tonnement qu'inspire leur audace.

La chaîne des Andes sépare encore nos aventuriers
: leur ennemi, comme elle sépare les deux capi-
les du Pérou, situées l'une à l'ouest de la grande
ıaîne, sous l'équateur, et l'autre à l'est, par le
^{e} degré de latitude sud. Pizarro aborde sans hésiter
:tte gigantesque barrière de monts, dont quelques

cimes s'élèvent à sept mille neuf cents mètres. Son armée se compose de cent trois fantassins et soixante-sept cavaliers. Trois hommes seulement sont armés d'arquebuses, et vingt d'arbalètes. Son artillerie se réduit à deux petits fauconneaux. Ses forces sont inférieures encore à celles de Cortès, quand il attaqua Montezuma ; mais il a pour lui son audace même, et le sentiment de sa supériorité morale sur son redoutable ennemi. Tous les dangers, tous les obstacles, il les sait d'avance ; mais l'exemple du conquérant du Mexique est toujours devant lui. A ces récits merveilleux d'empires subjugués par une bande d'aventuriers, de temples et de palais mis au pillage, son imagination s'allume. Cortès, appuyé sur les Tlascalans, a retenu Montezuma prisonnier au milieu de sa capitale; Pizarro ira arrêter Atahualpa victorieux au milieu de son armée, sans un allié pour le soutenir, sans un refuge s'il est vaincu. Cortès a brûlé ses vaisseaux pour tuer dans l'âme de ses soldats toute pensée de retour ; Pizarro renvoie les siens à Panama pour y chercher des renforts.

Au moment de franchir les Andes, il a surpris du découragement dans les regards de ses compagnons. S'ils ne marchent pas de cœur avec lui, ils ne sont pas les hommes qu'il lui faut. Il offre à ceux qui voudront le quitter, de retourner à San-Miguel, où un lot de terre et d'esclaves les attend. Quant à l'or, il sera pour les braves qui le suivront. Neuf seulement se décident à le quitter. La résolution de leur chef a gagné tous les autres. Sur leur route, ils trouvent partout des ressources préparées par la prévoyance de l'Inca pour loger et nourrir ses soldats. En franchissant les cimes glacées des Andes, les

spagnols, échauffés par la fièvre de l'or, semblent
sensibles aux atteintes du climat : bravant les vents
gus qui balaient ces steppes désolés, ils traînent
éniblement leurs armes, leurs chevaux, leurs ca-
ons le long de ces âpres défilés. Enfin, au bout de
pt jours de luttes et de fatigues inouïes, ils des-
endent dans la riche vallée de Caxamalca, célèbre
ar ses eaux minérales qui y ont attiré l'Inca.

Pendant ce laborieux voyage, le général et l'Inca
nt échangé ensemble des ambassades. Mais Ata-
ualpa n'a pas essayé de fermer le chemin aux Espa-
nols ; confiant dans sa force et dans leur faiblesse,
se réjouit au contraire de les voir donner dans le
iége. Le 15 novembre, Pizarro et sa bande entrent
ans Caxamalca. Plus de doute sur les intentions
ostiles de l'Inca, car il a fait sortir de la ville tous les
abitants, et il campe sous ses murs avec cinquante
ille hommes. Pizarro lui députe un de ses frères,
our lui annoncer son arrivée, et l'Inca promet aux
spagnols sa visite pour le lendemain. Ainsi le même
ertige qui a saisi Montezuma, aveugle ce malheu-
eux prince : il n'avait qu'à bloquer les Espagnols
ans leurs quartiers, et à les affamer pour les forcer
e se rendre ; mais fasciné par le sang-froid de
izarro, il vient de lui-même se livrer entre ses
ains, suivi seulement de quelques milliers d'hom-
es désarmés. Pizarro a pris ses quartiers dans une
rge place triangulaire, entourée de vastes hangars,
estinés aux troupes de l'Inca. Le jour est à peine
vé qu'il passe en revue sa petite armée. Tous les
oldats entendent dévotement la messe, et leur géné-
al les exhorte à combattre pour le triomphe de la
roix. Il les fait ensuite rentrer dans leurs quartiers

dont on ferme les portes, et la place reste déserte.

Atahualpa a cru sans doute de sa grandeur de se faire attendre; car le jour touche presque à sa fin, lorsque l'Inca, assis sur un trône d'or massif, et porté sur les épaules de ses esclaves, entre dans la place déserte où ses soldats se rangent derrière lui. Son œil étonné cherche les Espagnols. Tout d'un coup, au lieu des soldats qu'il attendait, il voit paraître le dominicain Valverde, chapelain de Pizarro, qui s'avance au-devant de lui, une bible d'une main et un crucifix de l'autre. Il adresse à l'Inca un discours, que traduit à mesure un interprète. Le moine, d'un air menaçant, invite le monarque à quitter ses faux dieux, pour adorer celui des Espagnols, et à se reconnaître pour vassal de l'Empereur. A cette étrange requête, l'orgueil d'Atahualpa se soulève. « Au nom de qui osez-vous dire ces choses? » demande au moine l'Inca, dont l'œil lance des éclairs. « Au nom de ce livre, » répond Valverde, en montrant la Bible. L'Inca prend le livre, en parcourt un instant les pages d'un regard dédaigneux, et le jette par terre : « Dites à vos compagnons, ajoute-t-il, « qu'ils me rendront compte de leur conduite, et que « je ne partirai pas d'ici sans m'être vengé. »

Le moine, saisi d'une sainte indignation, ramasse le livre, et retourne auprès de Pizarro : « Nous per- « dons notre temps, lui dit-il, à parler ici avec ce « chien d'infidèle. Ne voyez-vous pas que la plaine « se remplit d'Indiens? Le moment est venu d'agir. « Dieu est pour nous, allons! Je vous absous d'avance « de tout le sang qui coulera. » Pizarro donne le signal convenu, un coup de fusil est tiré. A ce bruit, les portes s'ouvrent, l'artillerie tonne, le cri de

;uerre des Espagnols lui répond. La cavalerie, dé-
ouchant par toutes les issues, plonge dans cette
nasse confuse, la broie, la traverse en tous sens.
.es Indiens, aveuglés par la peur, par le fracas de
artillerie, mais surtout par la vue des chevaux,
u'ils prennent pour des monstres altérés de leur
ang, tournoient sur eux-mêmes, en cherchant une
ssue; mais l'infanterie est venue leur fermer le pas-
age. Partout la mort, de près, de loin, par le fer,
ar le feu, sous les pieds des chevaux. Ils voudraient
e défendre, mais ils n'ont pas d'armes. Par leur
nasse seule, en se ruant tous ensemble, ils pour-
aient écraser tout ce qui leur fait obstacle; mais
omme des brebis en face du loup, ils se pressent les
ns sur les autres, dans une agonie convulsive, et
ffrent ainsi un but plus sûr aux coups de l'ennemi.
.u milieu de ce vertige d'épouvante qui les a saisis,
ils ont encore une pensée, c'est celle de sauver
eur Inca; aussi est-ce autour de sa litière que le
nassacre est le plus affreux. Dans cette lutte toute
assive, les fidèles sujets d'Atahualpa ne savent que
nourir pour lui; s'attachant d'une main égarée au
oitrail des chevaux, ils tombent par centaines sous
e tranchant de l'épée, et entassent devant leur maître
n rempart de cadavres.

Toutes les attaques des Espagnols se dirigent de ce
ôté; car ils savent que le Pérou est à eux si l'Inca
st une fois leur prisonnier. Déjà les nobles, qui
pposent leurs poitrines aux coups pour préserver
a sienne, sont presque tous tombés. Cent mains
'étendent vers lui pour le saisir, pour le frapper
eut-être. « Que personne ne touche l'Indien, » s'écrie
Pizarro, d'une voix qui domine tout le bruit de la

rejoindre à Caxamalca. La même inimitié sépare toujours les deux chefs; mais réunis, ils peuvent tenir tête aux forces de l'empire. Pizarro est impatient de reprendre la campagne, et l'Inca prisonnier n'est plus qu'un embarras pour lui. La chambre se remplit, mais lentement; les prêtres, dit-on, ont détourné la plus forte partie de l'or qui parait leurs temples. Pizarro fait réduire en lingots tout ce qu'il a reçu, et détruit sans regret les échantillons les plus précieux de l'art péruvien. Il prélève un cinquième pour la couronne, un autre pour lui, et répartit le reste entre ses soldats. On évalue le total de l'or à 87 millions de francs, et l'argent à 52 mille marcs. Le général a pour sa part 57 mille *pesos* d'or, et 2350 marcs d'argent, outre le trône de l'Inca. Chaque cavalier reçoit en partage 8880 *pesos* et 362 marcs d'argent, et chaque fantassin la moitié. Almagro et ses compagnons réclament aussi leur part des dépouilles; Pizarro ne leur alloue que vingt mille *pesos*, et sème ainsi des germes de haine qui produiront un jour des fruits bien amers.

Tout d'un coup, le bruit se répand que les Péruviens méditent une attaque à force ouverte, pour délivrer leur roi. Les Espagnols l'accusent d'être l'auteur de ce complot. Il n'en est rien pourtant: Atahualpa est innocent, comme l'était Montezuma; mais Pizarro a besoin de le trouver coupable. L'Inca réclame sa liberté; le général lui répond, avec une brutale franchise, que sa captivité importe au salut des Espagnols; il lui reproche durement d'avoir excité ses sujets à la révolte. Bientôt les soldats demandent à grands cris qu'on fasse le procès à l'Inca, rebelle contre ses souverains légitimes. Almagro et les nou-

veaux venus sont les plus ardents contre lui. Pizarro s'y refuse, mais en homme qui ne se plaindrait pas d'avoir la main forcée. On insiste; il cède enfin aux clameurs des soldats. Le roi captif est traduit devant un semblant de tribunal. Voici les crimes qu'on lui impute : d'avoir fait assassiner son frère; d'avoir détourné les revenus de l'État; d'être coupable d'idolâtrie et d'adultère; enfin d'avoir excité les Péruviens à l'insurrection. Sauf la première, toutes ces accusations ne sont pas sérieuses, et ce ne sont pas les Espagnols, c'est Dieu seul qui est juge entre son frère et lui.

Mais devant un pareil tribunal, l'Inca ne peut pas être absous; son arrêt est prononcé d'avance. Des témoins péruviens sont entendus pour la forme; leurs dépositions, même favorables, sont interprétées contre l'Inca. Celui-ci est déclaré coupable, et condamné à être brûlé vif. Le père Valverde signe son arrêt de mort, en déclarant que, « dans son « opinion, il suffit, pour que l'Inca ait mérité la « mort, que les actes de ses sujets aient révélé ses « secrètes pensées... » Quelques voix s'élèvent néanmoins en sa faveur, et demandent qu'il soit envoyé en Espagne pour être jugé; mais les clameurs de la majorité étouffent bientôt la voix des faibles défenseurs du droit.

Quand on lut à Atahualpa sa sentence, quelque prévue qu'elle dût être pour lui, il en fut atterré. Il implora bassement la pitié de Pizarro, en lui promettant de doubler sa rançon. Mais, en voyant ses supplications inutiles, l'Inca retrouve sa fierté, et s'apprête à mourir en roi. Il est conduit enchaîné au bûcher. Le digne père Valverde marche à ses

côtés, et s'occupe avec une tendre sollicitude du salut de son âme. Pendant sa captivité, l'Inca a toujours repoussé les suggestions du moine; mais en face du bûcher, Valverde renouvelle ses instances. Il promet à Atahualpa, s'il veut se laisser baptiser, de faire commuer la peine du feu pour celle de la strangulation, et le malheureux s'y résigne à la fin. Le baptême lui est conféré sur-le-champ. Comme Montezuma, le roi, prêt à mourir, implore pour ses enfants la pitié de son vainqueur. Puis, avec le sang-froid du guerrier indien en face des tortures, il se livre aux bourreaux, pendant que les Espagnols murmurent pieusement des oraisons pour le salut de son âme.

Le corps demeura toute la nuit sur l'échafaud. Le lendemain, les funérailles furent célébrées avec une pompe royale. Pizarro et ses officiers y assistèrent en grand deuil. Valverde récita le service des morts, écouté avec componction par tous les assistants. Il fut interrompu par les cris des veuves et des sœurs du défunt qui, forçant les portes de la salle, vinrent se prosterner auprès du corps. Elles demandaient à célébrer les obsèques selon les rites du pays, et voulaient mourir sur la tombe du défunt, pour l'accompagner dans la terre des esprits; il fallut leur faire violence pour les en empêcher. Les restes du malheureux Inca, secrètement enlevés par ses fidèles sujets, furent plus tard, suivant son dernier vœu, transférés à Quito.

La mort d'Atahualpa a semé l'anarchie dans tout l'empire : personne n'a plus même la pensée de résister aux Espagnols. Les prétendants au trône se disputent leur appui. Pizarro choisit dans la famille royale un fantôme d'Inca qu'il promène à sa suite,

et se met en marche vers Cuzco. Cette ville de deux cent mille âmes, sans compter les faubourgs, se soumet sans résistance. Malgré les efforts de Pizarro pour protéger les habitants, la ville est livrée au pillage. Les tombes des Incas ne sont pas même épargnées. Rien n'est sacré pour ces avides *chercheurs d'or*, qui s'aident au besoin de la torture pour arracher aux natifs leurs trésors. Le gouverneur de San-Miguel s'empare de Quito, qu'il trouve dépouillée de toutes ses richesses. Les prêtres, en fuyant, les ont emportées avec eux. Ainsi les deux capitales du Pérou sont au pouvoir des Espagnols, sans qu'il leur en ait coûté même une bataille. Le bruit de ces succès inouïs se répand dans toutes les colonies. Alvarado, l'ancien compagnon de Cortès, gouverneur de Guatemala, lève une armée de cinq cents soldats, équipe une flotte de onze vaisseaux, et vient, en mars 1534, débarquer dans la baie de Caracas. Il sait que Pizarro s'est établi à Cuzco, au sud de l'empire. Il affecte de regarder le nord comme enfermé dans son gouvernement, et à ce titre, il veut s'emparer de Quito, dont il ignore encore la conquête. Il part donc, et atteint bientôt les premiers plateaux des Andes. Mais abandonné par ses guides, il lui faut franchir seul ces cols élevés, à peine praticables pendant quelques mois de l'année. Il y laisse un quart de son armée, et redescendu enfin sur le plateau de Quito, il y trouve Almagro; mais trop faible pour lui tenir tête avec des troupes fatiguées, Alvarado lui vend cent mille *pesos* sa flotte et son armée, et s'en retourne à Guatemala.

Pendant ce temps Pizarro a quitté sa résidence trop lointaine de Cuzco, pour aller choisir un em-

placement à la future capitale du Pérou. Il le trouve dans la belle vallée de Rimac, à deux lieues de la mer. Le climat est tempéré par les brises de l'Océan et les glaces des Cordillères ; d'abondantes rosées y suppléent à l'absence de pluies. La ville est construite sur un plan régulier par les Indiens. La domination espagnole commence à s'asseoir sur une base solide. Pizarro envoie son frère Hernando porter au roi, avec la part du trésor, la nouvelle de ses succès. Charles-Quint, reconnaissant, confère au vainqueur du Pérou le titre de marquis de Charcas. Almagro est nommé gouverneur du Chili, qu'on lui permet de conquérir. En traversant les monts qui l'en séparent, son armée est sur le point de périr de faim, de froid et de fatigue. Après avoir reconnu son nouveau gouvernement, Almagro, mécontent de son lot, revient réclamer Cuzco qu'il prétend lui appartenir. Mais pendant son absence, une insurrection terrible a éclaté. Le nouvel Inca Manco la dirige, et rallie tous les partis autour d'un seul drapeau, la haine des étrangers. A la tête de forces innombrables, il vient assiéger dans Cuzco les trois frères de Pizarro. L'un d'eux est tué d'un coup de pierre. La moitié de la ville est brûlée par les Péruviens ; mais les Espagnols se défendent dans l'autre avec un admirable courage. Pizarro lui-même est assiégé dans Lima. Le Pérou tout entier est soulevé : cette population si douce, si résignée au joug, a trouvé, dans sa haine des Espagnols, une énergie qu'on ne lui connaissait pas. L'Inca, nouveau Guatimozin, est l'âme de cette insurrection. Mais la résistance désespérée des frères de Pizarro dans Cuzco lasse à la fin la patience des Péruviens, et l'Inca se décide à lever le

siége. L'armée qui bloquait Lima se disperse à son tour. Pizarro est délivré, et l'insurrection frappée d'impuissance.

L'espace et le courage nous manquent pour raconter les sanglantes rivalités de Pizarro et d'Almagro, et les longues guerres civiles qui succèdent à ce dernier effort des Péruviens pour ressaisir leur indépendance. Par une juste rétribution de la Providence, les Espagnols semblent chargés de se punir eux-mêmes de tout le mal qu'ils ont fait au Pérou. Cette riche proie est maintenant partagée entre les deux associés, devenus d'implacables ennemis. Le fer seul peut trancher la querelle. Enfin Almagro, le 26 avril 1538, est battu à Salinas par Hernando Pizarro. Celui-ci doit la vie au vieux compagnon d'armes de son frère; il s'acquitte en lui faisant trancher la tête, après un semblant de procès. Avant de s'y décider, il a consulté son frère; voici la réponse qu'il en a reçue : « Faites en sorte qu'Almagro ne me donne « plus jamais d'inquiétude. »

La cruauté de Pizarro envers son ancien compagnon d'armes soulève tous les cœurs espagnols. Sa barbarie envers les natifs, sa tyrannie hautaine envers ses compatriotes, sont dénoncées à la cour d'Espagne. Le Conseil des Indes, moins indigné des crimes de Pizarro que de ses velléités d'indépendance, envoie au Pérou un commissaire royal, chargé de contrôler la conduite du gouverneur, et de le révoquer au besoin. Mais avant que celui-ci arrive au Pérou, Pizarro a déjà comparu devant un juge plus auguste. Un des officiers d'Almagro, Juan de Rada, forme une conspiration contre lui, et y associe, malgré sa jeunesse, le fils de son général. Pizarro, averti du

danger, refuse d'y croire et de le prévenir. Les conjurés, au nombre de dix-huit, s'élancent l'épée à la main dans les rues de Lima, aux cris de « Vive « le roi, meure le tyran! » Telle est la haine de la population pour Pizarro que chacun, en les voyant passer, se dit froidement : « Ce sont des gens qui « vont tuer le Marquis. » Pizarro sortait alors de dîner. Au premier bruit, il devine ses ennemis, et marche au-devant d'eux sans avoir le temps de s'armer. Il les rencontre dans un passage étroit. Plusieurs des conjurés tombent sous ses coups; mais son frère et deux pages qui combattent à ses côtés sont bientôt criblés de blessures; lui-même, après avoir encore dépêché deux de ses ennemis, tombe à la fin, la gorge traversée d'un coup d'épée. Rada et les conjurés se précipitent sur lui pour l'achever. Pizarro se sent perdu : Jésus! s'écrie-t-il; et trempant un de ses doigts dans son sang qui coule à flots, il trace à terre une croix. Il incline sa tête pour baiser ce signe révéré du chrétien; mais il meurt sans en avoir eu la force. Le fils de son ennemi, Diego, est proclamé gouverneur. Les propriétés des Pizarro et de leurs principaux partisans sont livrées au pillage, et la terreur règne dans Lima et dans le Pérou tout entier.

La perfidie, la cruauté, la bassesse d'une part, l'audace et le génie de l'autre, tels sont les traits saillants du caractère de Pizarro. Nous l'avons déjà comparé à Cortès, modèle qu'il imite sans cesse, et qu'il est si loin d'égaler. Cruel aussi, mais par nécessité, non par penchant, Cortès, une fois le Mexique conquis, ne cherche qu'à lui faire oublier les maux inséparables de la guerre; Pizarro, maître du Pérou

par un lâche guet-apens, ne songe à donner à cet immense empire, que Dieu a mis entre ses mains, ni la civilisation, ni la paix. Quant à l'Évangile, c'est l'affaire des moines qui l'accompagnent. A eux de convertir les pauvres Indiens; lui n'a qu'une tâche, c'est de les dépouiller. Il autorise les violences et les exactions de ses soldats; il les encourage à fouler aux pieds cette race déchue, en qui ils ne voient, comme dans les nègres, que des êtres d'une nature inférieure, destinés à souffrir, à travailler, à obéir. Les femmes sont la proie de leur luxure; les hommes sont leurs bêtes de somme, leurs outils vivants pour fouiller les entrailles de la terre. A aucun titre donc, Pizarro ne peut passer pour le civilisateur du Pérou; il n'en est que le conquérant et le fléau. Cortès est un héros du temps des croisades, un Cid *Campeador*, aussi ardent pour la propagande que pour la conquête; Pizarro n'est qu'un aventurier de génie, qu'un flibustier heureux, qui a eu la chance de naître dans ce siècle où la fortune se plaît à dépasser les rêves les plus inouïs. Indigne successeur des Colomb et des Cortès, son succès même est devenu son châtiment; car il a attaché à son nom l'espèce d'immortalité réservée à quiconque fait du mal à l'humanité sur une vaste échelle.

CHAPITRE II.

GUERRE CONTRE LA FRANCE.

1535 A 1538.

Quand la guerre est au fond d'une situation, on la retarde tout au plus, mais on ne l'évite pas. Depuis deux ans déjà, François Ier, plus épris que jamais de la vaine gloire des conquêtes en Italie, est décidé à faire valoir ses droits sur le Milanais. Mais l'Europe, qui a les yeux sur lui, ne lui a pas permis de déclarer la guerre à Charles-Quint, au moment où celui-ci se faisait contre Barberousse le champion de la foi. Ainsi, même en cette ère d'absolutisme, l'opinion est assez puissante pour forcer François Ier à regarder l'arme au bras les succès de son rival. Mais s'il n'a pas osé secourir un pirate mis au ban de la chrétienté; s'il n'a pu entraver le triomphe de Charles-Quint, il saura du moins l'empêcher d'en profiter. D'actives négociations se poursuivent entre Souleyman et lui. Il n'attend que le jour où la guerre éclatera pour proclamer son nouvel allié à la face de l'Europe indignée. Charles, de son côté, n'est guère moins impatient d'engager la lutte. Le vertige

a gagné cet enfant gâté de la fortune, qui a tenu tour à tour en prison le roi de France et le saint-père; vainqueur de Souleyman et de Barberousse, il en est venu à croire qu'aucun ennemi ne peut plus tenir devant lui.

Mais avant d'engager cette lutte qui doit remuer l'Europe jusque dans ses fondements, il faut à François Ier des alliés. Le successeur de Clément VII, Paul III, a compris la seule politique qui convienne au saint-siége, la neutralité, et en a fait la devise de son règne. Mais à défaut du pape et des alliances orthodoxes, restent les alliances hérétiques. Le roi d'Angleterre qui, dans ce long duel, incline toujours du côté du vaincu, semblerait, à ce titre, l'allié naturel de François. Les lauriers du vainqueur de Tunis empêchent Henri VIII de dormir. Mais comme tous les caractères passionnés, Henri n'a jamais qu'une idée à la fois. Son idée dominante, en ce moment, c'est de faire payer à la papauté les torts de Clément. Il pousse le roi de France à secouer comme lui le joug du saint-siége, et met son alliance à ce prix. La pente des esprits en Europe incline de ce côté. La réforme est dans l'air, pour ainsi dire; comment la France, placée entre l'Allemagne, la Suisse et l'Angleterre, échapperait-elle à la contagion des idées nouvelles? Elle n'a pas besoin d'ailleurs de les emprunter à l'étranger? Dès 1512, le germe en est éclos à Meaux, sur le sol français, avec Lefebvre d'Etaples, cinq ans avant Luther. Les bûchers, au lieu de l'étouffer, l'ont encore propagé. Les doctrines de la réforme comptent des partisans dans tous les rangs de la société, et jusqu'à la cour de François Ier, dans la reine de Navarre sa sœur, et Renée de France, la

fille de Louis XII. Le recteur de l'université de Paris, converti par Calvin, dont l'influence grandit tous les jours, a porté dans la chaire les doctrines de Luther sur la justification par la foi.

Mais d'autres raisons, plus propres à agir sur François, plaident en faveur de la réforme. Henri l'invite à imiter son exemple, et à mettre la main sur les revenus de l'Église. La tentation est bien pressante, car l'Église de France est à elle seule presque aussi riche que tous les autres ordres de l'État pris ensemble. François Ier en sait quelque chose, car sans elle, il n'aurait pas pu payer la rançon de ses fils. Puis, les doctrines luthériennes, il ne l'ignore pas, sont favorables à l'autorité royale. Le pouvoir des princes réformés s'est partout accru, en Allemagne, en Angleterre, en Suède, en Danemark. Esprit curieux, libre penseur, François, le patron de Rabelais, n'a pas, comme Charles-Quint, d'engagements personnels avec le saint-siége. Il n'a pas, comme le petit fils des *rois catholiques*, sucé l'orthodoxie avec le lait. Les scrupules religieux ne l'arrêtent pas; son alliance avec les Turks le prouvera bientôt. Enfin, la réforme a besoin d'un chef politique : Henri VIII, placé hors du continent, ne peut que la compromettre, mais il n'est pas de poids à la diriger. François seul peut lui donner un protecteur, qui ne tarderait pas, il est vrai, à se changer en maître.

Mais laissons parler sur ce point un juge dont nul ne contestera l'autorité : « François Ier, a dit Napo-« léon à Sainte-Hélène (*Mémorial*, 17 août 1816), « était placé véritablement pour adopter le protes-« tantisme à sa naissance, et s'en déclarer le chef en « Europe. Charles-Quint, son rival, prit vivement

« le parti de Rome; c'est qu'il croyait voir là un
« moyen de plus d'obtenir l'asservissement de l'Eu-
« rope. Si François Ier eût embrassé le luthéranisme,
« *si favorable à la suprématie royale*, il eût épargné
« à la France ses terribles convulsions religieuses....
« Malheureusement, François Ier ne comprit rien de
« tout cela; car il ne saurait donner ses scrupules
« pour excuse, puisqu'il s'allia avec les Turks, et les
« amena au milieu de nous. Tout bonnement, c'est
« qu'il n'y voyait pas plus loin. Bêtise du temps,
« inintelligence féodale! François Ier, après tout,
« n'était qu'un héros de tournoi, qu'un *beau* de
« salon, un grand homme pygmée!... »

L'arrêt est sévère; resterait à examiner s'il est complétement juste, et si François Ier pouvait, quand il l'aurait voulu, faire la France luthérienne; si les préjugés populaires et l'empire du clergé d'une part, si les corps constitués de l'autre, les universités, les parlements n'auraient pas opposé une invincible résistance à ce coup d'État monarchique et religieux, pour lequel la France n'était pas mûre alors. Mais il pouvait du moins, personne ne le niera, la faire entrer franchement dans la voie des alliances protestantes. Au lieu de s'aliéner, par ses traités avec les Turks, la chrétienté tout entière, il pouvait, tout en restant catholique, et en laissant le choix libre à la France, se faire le centre de tous les intérêts réformés en Europe; servir de lien à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la Suisse, séparées l'une de l'autre par l'épaisseur de la France; opposer enfin au pape et à l'Empereur, unis par leurs croyances, mais divisés par leurs intérêts, le faisceau des peuples réformés, groupés autour de son trône. Mais cette politique,

qui fut celle de Henri IV, de Richelieu, de Mazarin, et qui dota l'Europe de la paix de Münster, demandait une décision et un esprit de suite qui manquèrent toujours à François Ier. Tout ce qu'il en a compris, c'est le besoin qu'il a des réformés d'Allemagne; aussi négocie-t-il activement avec eux, dans ses moments lucides, quand la vanité ou l'amour du plaisir ne l'aveuglent pas sur ses vrais intérêts. Dubellay, son envoyé, affecte même, par son ordre, un vif désir de conciliation entre les deux croyances.

Mais le terrain que François gagne d'un côté, il le perd de l'autre : ses négociations avec Henri VIII et les protestants allemands ne sont un secret pour personne; mais une audience publique, donnée à l'envoyé de Souleyman, a scandalisé tout le monde. François doit à la France un gage éclatant de son orthodoxie; il saisit la première occasion de le lui donner. Quelques luthériens, emportés par un zèle aveugle, ont osé afficher jusque sur les portes du Louvre des outrages contre les dogmes catholiques. Soit conviction, soit calcul, François croit devoir à l'opinion soulevée une éclatante satisfaction : il organise une procession solennelle de tous les corps de l'État, le roi et les princes à leur tête. Six malheureux, auteurs ou complices de l'attentat commis, sont brûlés à petit feu, aux cris de joie d'une populace fanatisée, qui a voulu les mettre en pièces. Le roi déclare tout haut que, « si l'une de ses mains « était infectée d'hérésie, il la trancherait de l'autre, « et que si ses propres fils tombaient en telles exé- « crables et maudites opinions, il n'hésiterait pas à « en faire le sacrifice à Dieu. » Ce sanglant auto-da-fé, avant-coureur de l'inquisition sur le sol de la France,

reconquiert à François I[er] sa popularité, l'estime du pape et le titre de *roi très-chrétien.* Mais il y perd en revanche la confiance des princes luthériens et le fruit de ses négociations, et s'aperçoit un peu tard qu'il ne faut pas brûler les hérétiques à Paris, quand on veut s'allier avec eux à Smalkalden.

Charles-Quint, de son côté, n'a pas perdu son temps : toujours supérieur à son rival en habileté, il excelle à préparer l'action, comme François I[er] à agir sans y être préparé. L'activité fiévreuse de l'un fait équilibre avec les sages lenteurs de l'autre. Le pape, toujours fidèle à sa politique de bascule, se refuse à prendre parti entre les deux rivaux. Mais Charles, avant d'ouvrir la campagne, s'est assuré un allié qui vaut pour lui mieux qu'une armée. Le duc Charles III de Savoie, le *geôlier des Alpes*, a épousé la sœur de l'Empereur, Béatrix de Portugal. Douée de rares facultés et d'un esprit viril, comme toutes les femmes de cette famille, elle exerce sur son faible époux l'ascendant le plus complet. Depuis la première expédition des Français en Italie, sous Charles VIII, la Savoie a cessé de s'appartenir. Grand chemin obligé des armées de la France, elle tient en main la clef des Alpes, et pendant trois règnes, elle n'a pas osé les lui fermer. Mais François I[er], par son lâche abandon de ses alliés italiens, a dénoué lui-même les liens qui lui rattachaient la Savoie. Le duc, se tenant pour dégagé, s'est donné à l'Empereur, et en a reçu en fief le comté d'Asti. Il a même envoyé son fils aîné en otage à la cour de Madrid. François se souvient encore avec amertume que les subsides du duc ont permis à Bourbon de faire son roi prisonnier. Depuis longtemps, il attend l'occasion

de se venger ; elle se présente, il ne la laisse pas échapper. La Savoie, située sur le versant est des Alpes, au nord du Dauphiné, forme une enclave dans les limites naturelles de la France, qui suivent, jusqu'au mont Blanc, la crête sinueuse des Alpes. La langue, la même pour les deux nations, les unit par un lien puissant. Si l'on ne consultait que la logique, la Savoie devrait faire partie de la France ; mais la logique, on le sait, n'a jamais décidé du destin des peuples. Par une enclave plus menaçante encore, la domination des ducs de Savoie s'étend sur la Bresse, et arrive jusqu'aux bords de la Saône, au cœur même de la France. Un tel état de choses ne pouvait se supporter longtemps. Déjà Clément VII, à Nice, avait conseillé à François de s'assurer de la Savoie avant d'entrer en Lombardie. Le roi fait demander au duc le passage pour son armée ; le duc ne le refuse pas, comme l'affirment tous les historiens français ; il l'accorde au contraire de bonne grâce, sur le conseil de Charles-Quint lui-même [1].

François n'en envoie pas moins à Turin le président Poyet, chargé de faire valoir : 1° les droits de sa mère, Louise de Savoie, sœur du duc, sur la Savoie et sur la Bresse, droits auxquels elle a renoncé en 1523, par un acte formel ; 2° les droits que la couronne de France tient des comtes de Provence sur le Piémont et sur le comté de Nice, enfermé, comme les Alpes maritimes, dans les limites naturelles de la France. Le duc et ses conseillers se récrient contre ces étranges prétentions : « Le roi le veut ainsi, dit « Poyet, il n'en faut plus parler. — Je n'ai pas trouvé

1. C'est ce que prouve une lettre de ce prince à son fils, datée d'Augsbourg, le 18 janvier 1548 (Granvelle, III, 267).

« cette loi-là dans mes livres, » répond fièrement Purpurat, président du conseil du Piémont. Mais le duc, qui a vu venir l'orage, est en train de négocier avec l'Empereur pour échanger, contre des domaines en Italie, toutes ses possessions sur le versant ouest des Alpes. Le danger est donc réel pour la France, qui ne peut, sous peine de suicide, laisser l'Empire s'établir, à deux pas de Lyon, sur la rive gauche de la Saône.

François cependant hésitait encore : mais Genève vient à propos lui offrir un terrain où il pourra s'attaquer au duc de Savoie, sans rencontrer derrière lui l'Empereur. Genève, ville libre et impériale, lutte depuis bien des années contre la double tyrannie des évêques de la ville, ses seigneurs immédiats, et des ducs de Savoie, ses suzerains. Vassale de nom, et république de fait, elle se gouverne elle-même par des syndics et un conseil, élus par elle. La Réforme vient d'y entrer en 1534, non par l'Allemagne, mais par la France, et y a pris un caractère tout spécial. Dans le milieu monarchique de l'Allemagne, le luthéranisme a accru le pouvoir des princes, et mis l'Église dans la dépendance de l'État ; le calvinisme, au contraire, sur le sol républicain de la Suisse, vient développer dans l'Église, et par elle dans l'État, les germes de démocratie qui sont déjà dans les instincts du peuple. Bientôt la ville se divise en deux factions, celle des *confédérés* (*Eid-Genossen*, *Eignotz*, en français *huguenots*), partisans des libertés civiles et religieuses, et celle des *Mameluz*, *Mameluks* ou *serviles*, champions de l'orthodoxie et des droits, désormais confondus, de l'évêque et du duc de Savoie. L'évêque excommunie la ville, le duc se pré-

pare à l'assiéger. Mais François Ier, reprenant le rôle, qu'il n'aurait jamais dû quitter, de tuteur des intérêts protestants en Europe, fait passer à Genève des soldats et de l'argent. Appuyés sur la France et sur le canton de Berne, les Genevois soutiennent, avec une indomptable énergie, la lutte glorieuse qui a fondé leur indépendance [1]. Elle triomphe à la fin. Le duc de Savoie, dépouillé par la France et par le Piémont de ses États héréditaires, voit Berne lui enlever le pays de Vaud; et Genève échappe à son joug et à celui de son évêque, pour se constituer en État souverain. Terre d'asile, entre la France et l'Italie, Genève devient le refuge des proscrits de ces deux nations, à qui leur foi est plus chère que leur patrie. Plus de cinq mille Français, l'élite du pays qui n'a pas su les garder, viennent s'y fixer, à la mort de François Ier, et échapper au sombre fanatisme de Henri II. Nombre d'Italiens, fuyant devant les vengeances du pape et de l'inquisition, s'établissent à leur tour dans cette cité de refuge. Ces deux colonies, auxquelles appartiennent encore aujourd'hui les noms les plus respectés de Genève, enrichissent de leur industrie la ville qui les a accueillis. Sous l'austère discipline de Calvin, Genève devient un séminaire de vertus, de patriotisme et de foi, qui se répand de là sur tout le monde. Elle a reçu de la France son réformateur, elle en renvoie d'autres à son tour à l'Angleterre, à l'Écosse, aux Pays-Bas; la cité puritaine, dont le territoire finit avec ses murs, devient la capitale du protestantisme en Eu-

1. On trouvera dans le remarquable essai de M. Mignet sur *l'établissement du Calvinisme* à Genève, l'histoire abrégée de de cette lutte, si honorable pour la ville qui l'a soutenue.

rope, et doit à la Réforme et à la liberté, qui y sont entrées le même jour, une importance qu'elle n'eût jamais eue sans elles.

La mort de Sforza (24 octobre) vient enfin fournir au roi de France le prétexte qu'il attendait pour intervenir de nouveau dans les affaires de l'Italie. Le duc ne laisse point d'héritiers; les droits de Charles-Quint, comme ceux de François Ier, sur le Milanais, restent donc tout entiers. Aux termes du droit féodal, Milan, fief de l'Empire, doit, à la mort du feudataire, faire retour à l'Empereur. Mais Charles, épuisé par sa victoire de Tunis, a licencié ses troupes, il n'a plus d'armée pour faire valoir ses droits. François, au contraire, a une armée toute prête à passer les Alpes; elle n'a qu'à marcher droit sur Milan, pour prendre la Lombardie sans coup férir. Mais François est devenu prudent avec l'âge; maintenant qu'il faudrait se battre, il aime mieux négocier. Il fait demander à l'Empereur Milan pour son second fils, Henri d'Orléans, avec l'usufruit pour lui-même, sa vie durant. A ce prix, il s'engage à renoncer à ses droits sur Naples, et à ceux de Catherine de Médicis sur Florence et le duché d'Urbin. Enfin, toujours prêt à trahir ses alliés, pour peu qu'il y gagne quelque chose, il offre à l'Empereur son appui contre le sultan et contre les princes réformés. Charles, ravi de voir mettre la lutte sur le terrain des négociations, où il est toujours sûr de vaincre, sait amuser François, et gagne ainsi la seule chose dont il avait besoin, du temps pour armer.

Pendant qu'on négocie, l'Empereur fait prendre provisoirement par Leyva possession de la Lombardie. Sans repousser la proposition de François, il la

modifie : à la place du deuxième fils, il propose le troisième, le duc d'Angoulême, qu'il veut marier avec une princesse autrichienne[1]. Le roi de France, au lieu de le prendre au mot, hausse ses prétentions à mesure qu'on lui cède davantage. Charles égare à plaisir le roi de France et lui dans un labyrinthe de négociations sans issue, et presse sous mains ses armements. Mais François, qui s'aperçoit à la fin qu'on se joue de lui, se décide, le 6 mars, à faire marcher vers l'Italie son armée. Elle est forte de six mille Suisses, huit mille Allemands et douze mille Français, sous les ordres de l'amiral Brion-Chabot. Saint-Pol, qui conduit l'avant-garde, s'empare en passant de la Bresse et de la Savoie, traverse les Alpes sans rencontrer un ennemi, et descend en Piémont. L'indolent Charles III, surpris par cette brusque attaque, n'essaie pas même de résister. Charles-Quint n'est pas encore prêt à entrer en campagne. Turin et toutes les places fortes ouvrent leurs portes à l'ennemi. L'armée française, traversant le Piémont dans toute sa longueur, ne s'arrête que sur la frontière du Milanais. Leyva, général de la ligue italienne, a fait appel aux confédérés, et réuni à la hâte quelques troupes. Trop faible pour défendre le Piémont, il veut au moins sauver le Milanais. Les

1. La collection de Granvelle, moins riche en somme que celle de Lanz, contient un document curieux (II, 375) : c'est une consultation demandée par l'Empereur à Granvelle sur les diverses destinations qu'il pourrait donner au duché de Milan. Le chancelier conseille d'abord à l'Empereur d'en investir ou lui-même, ou un de ses parents; mais à défaut, de le céder plutôt à un prince français qu'à un Italien, à cause de la haine que tous les princes italiens se portent les uns aux autres. Enfin, si c'est un prince français, il faut choisir le duc d'Angoulême, le troisième fils de François, comme le plus éloigné du trône, et faire acheter cette concession au roi de France le plus cher possible.

généraux français n'ont pas ordre d'attaquer les impériaux; ils attendent. Mais Charles a atteint son but : il a une armée ; la Sicile et Naples ont fourni l'argent, l'Allemagne les soldats. Il est prêt maintenant pour la lutte, et peut jeter le masque ; il le fait avec un emportement qui surprend l'Europe, attentive à ces grands débats.

De Naples se dirigeant vers Rome, l'Empereur est entré en triomphateur dans cette ville, qui porte encore la trace des ravages de ses soldats. Là, cédant à son irritation longtemps contenue, en présence du pape, des cardinaux, des ambassadeurs, cet homme d'État, si maître de lui, se laisse emporter à un accès de colère, en dehors de toutes ses habitudes. Avec une véhémence toujours croissante, il passe en revue tous les torts de François Ier, son attaque contre la Navarre en 1520, ses infractions aux traités de Madrid et de Cambrai, son alliance avec les Turks, enfin son agression contre le duc de Savoie, vassal et parent de l'Empereur, qui, à ce double titre, est tenu de le défendre. Il accuse hautement le roi de France de déloyauté, et lui propose le choix entre trois partis : 1° la paix, avec l'investiture du Milanais donnée au duc d'Angoulême ; 2° le jugement de Dieu sous forme de duel entre les deux souverains, seul à seul, en chemise, à l'épée ou au poignard [1]; les deux duchés de Bourgogne et de Milan serviront d'enjeu, et seront le prix du vainqueur ; 3° enfin une bonne et franche guerre, « jusqu'à ce que l'un des « deux, l'Empereur ou le roi de France demeure le

1. Au dire de Sandoval, François Ier, en apprenant cette bravade, aurait répondu avec un grand sang froid : « Nos épées ne sont pas assez longues pour nous battre de si loin. »

« plus pauvre gentilhomme de son pays. » Les ambassadeurs français veulent défendre l'honneur de leur maître; mais Charles leur coupe la parole, et refuse de les entendre. Cette froide et cauteleuse nature, une fois jetée hors d'elle-même, ne sait plus y rentrer. Le pape, spectateur muet de cette scène, juge enfin le moment venu d'intervenir. Il se lève de son siége, va droit à l'Empereur, et lui donne le baiser de paix. Par quelques paroles conciliantes, il parvient à le calmer. Ainsi se termine cette scène étrange, qui nous montre Charles-Quint sous un jour tout nouveau. Le vainqueur de Tunis, enivré de ses succès et de l'encens qu'on lui prodigue, en est venu à ne plus pouvoir supporter la contradiction. Pour dissiper ce vertige, il lui faudra des revers, seule voix qui parle plus haut aux rois que celle de leurs flatteurs!

Le lendemain matin, quand Charles, de sang-froid, se rappelle ce qu'il a dit la veille, il s'effraie de son imprudence, il voudrait ressaisir ces paroles injurieuses, échappées de sa bouche; il essaie de les désavouer ; mais les courriers qui les portent à François sont déjà partis. Le gant est jeté, l'épée seule peut trancher la querelle. L'Empereur, du reste, nous dit Sandoval, « est cette fois bien décidé à en « finir. » Son armée, concentrée dans le Milanais, se compose de trente mille Allemands, dix mille Espagnols et vingt mille Italiens. L'armée française, affaiblie par la désertion des Suisses, n'en compte guère que le tiers. Incapable de tenir la campagne, elle se décide enfin, sur l'ordre du roi, à évacuer le Piémont, en laissant garnison dans Turin et les places fortes. Ainsi les rôles sont changés : le flot qui a amené les Français en Italie va les remporter, et jeter les impé-

riaux sur la France. François, qui a commencé la guerre avec de si brillantes espérances, en est maintenant à délibérer avec son conseil dans laquelle de ses provinces il attendra l'ennemi. Jamais peut-être l'imprévoyance et la légèreté, qui sont le fond de son caractère, n'ont éclaté aussi hautement. Sa conduite n'est qu'une série de fautes; il n'a su ni négocier, ni se battre. Il s'est aliéné tous ses anciens alliés, sans songer à s'en faire de nouveaux. Il a refusé de céder, même à son fils, ses droits sur le Milanais; et quand cette proie, si longtemps convoitée, s'est trouvée à portée de sa main, il n'a pas su s'en saisir. Il a dépouillé, sans prétexte et sans pudeur, un prince qu'il devait à tout prix garder pour allié; puis, à la première apparition de l'ennemi, il abandonne sa conquête sans faire même un effort pour la conserver. Son rival est prêt à envahir la France, et c'est ce moment qu'il choisit pour désarmer, impatient de se replonger dans ces plaisirs qui lui font tout oublier, même les hontes de Pavie et la captivité de Madrid.

Chabot, général actif et capable qui commande en Piémont, vient de recevoir l'ordre de licencier dix mille Italiens qu'il ne peut plus payer, et de rentrer en France. Pour le remplacer, le roi choisit le marquis de Saluces, Italien élevé à la cour de France, et dont la fidélité n'est pas plus sûre que le courage. Il lui donne à garder le peu de places fortes qui lui restent en Piémont, et en cas de revers, les défilés des Alpes, c'est-à-dire les portes de la France. Mais Saluces a été élevé dans la foi à l'astronomie, qui trouble alors les têtes les plus saines; il se persuade, sur la foi de je ne sais quelles prédictions, que l'étoile de François Ier touche à son déclin, et que Charles,

est appelé à régner sur le monde. Dégagé de tout devoir envers un prince que les astres ont condamné, il livre à l'ennemi tous les plans de son maître; il amène par une série de fausses mesures, concertées avec Leyva, dont il doit épouser la fille, la reddition des places fortes. Une seule, Fossano, sans vivres, sans munitions, arrête vingt jours l'ennemi, grâce au brave Montpézat qui y commande. Turin, mieux fortifié, n'est pas même attaqué. Rien ne serait perdu encore, si François I[er] avait une armée; mais cet étourdi en cheveux gris, que l'âge a rendu plus timide, mais non pas plus sensé, a besoin du danger pour se retrouver lui-même. Incapable de rien prévoir et de rien terminer, rêvant toujours des conquêtes qu'il ne sait pas garder, la guerre défensive, si peu d'accord avec son caractère, est la seule qui lui rende toute son énergie. La France elle-même, à l'exemple de son roi, attend l'invasion pour retrouver son patriotisme, et connaître à fond ses ressources. Du jour où l'ennemi foule aux pieds ce sol héroïque, il en fait jaillir des soldats.

Mais il faut se hater, car les impériaux menacent à la fois le Dauphiné, ouvert par la trahison de Saluces, et la Provence, dont Bourbon leur a enseigné le chemin. Si François avait su rassembler à la hâte les débris de son armée d'Italie, retirer des places fortes toutes leurs garnisons, et faire un appel au patriotisme du pays, il pouvait encore fermer à l'ennemi les deux portes de la France, le mont Cenis et la côte de Provence. Partout ailleurs, en Picardie, en Champagne, en Béarn, il n'a à redouter que de fausses attaques. La seule sérieuse, ce sera celle que l'Empereur dirigera en personne. Or Charles ne peut

pas suivre une autre route que celle du littoral : il a besoin de la mer et de sa flotte pour suivre ses mouvements, et ravitailler son armée. Or, ce littoral étroit, toujours resserré entre les montagnes et la mer, peut être facilement défendu; c'est donc là qu'il faudrait porter tout l'effort de la résistance. Mais François n'est jamais prêt, et ne sait jamais l'être à temps. Le 20 juillet, il est à Lyon avec Montmorency, et aucune mesure n'est prise encore pour couvrir sa frontière, que l'ennemi va envahir.

Enfin le plan de campagne est arrêté en conseil : François trouve plus facile de dévaster la Provence que de la défendre; il n'hésite pas à sacrifier une province pour sauver son royaume. Ruiner toute la campagne, désemparer les villes ouvertes, refuser obstinément le combat à l'ennemi, et ne plus lui laisser qu'un désert, pour y mourir de faim, tel est le plan de François. Ce plan odieux, mais sûr, le seul peut-être qu'il pût adopter dans l'état actuel de ses affaires, dut coûter à son orgueil et à celui de la France, peu habituée à attendre l'invasion l'arme au bras. Montmorency, chargé de l'exécuter, le fit avec la dureté hautaine qui était dans son caractère. Meubles, provisions, grains, fourrages, tout ce que l'on ne put pas emporter fut détruit sans pitié, sous les yeux des paysans éplorés, fuyant devant leurs compatriotes comme devant l'ennemi. Beaucoup périrent dans les bois, de faim et de misère. L'œuvre de dévastation s'étendit des Alpes au Rhône, et de la Durance à la mer. La capitale de la Provence, Aix, peu susceptible de défense, fut démantelée. Tous les habitants de la campagne y avaient porté leurs meubles et leurs vivres, comme dans une place de refuge;

ils les virent en pleurant détruire sous leurs yeux. Arles, Tarascon et Marseille furent les seules villes fortes qu'on se réserva de défendre. Un camp fortifié fut établi près d'Avignon, dans l'angle que forment à leur jonction le Rhône et la Durance, position imprenable, qu'une armée fut chargée de défendre.

Charles-Quint cependant, animé contre son ennemi de cette haine intermittente, dont un accès vient de lui reprendre, s'avance à marches forcées par le bord de la mer : « Je veux, écrit-il à Nassau, « gréver et dommager le roi, et qu'il sente la guerre « en son propre royaume. » Ses espérances semblent fondées : jamais plus puissante armée n'a envahi le sol de la France. Cinquante mille hommes, l'élite de tous les peuples de l'Europe, commandés par les généraux les plus renommés, Leyva, Guasto, Gonzaga et le duc d'Albe, marchent sous les ordres de leur Empereur. Doria, avec sa flotte, doit longer la côte, et pourvoir à la subsistance de l'armée. Marguerite, la gouvernante des Pays-Bas, a reçu l'ordre de diriger une armée sur la Picardie, et Ferdinand une autre sur la Champagne. Toutes trois doivent concerter leurs mouvements, et converger vers Paris, que sa position trop excentrique livre à toute invasion de l'est ou du Nord.

L'échec de Pescaïre et de Bourbon aurait dû apprendre à Charles qu'on envahit, mais qu'on ne conquiert pas un pays comme la France, aussi compacte, aussi fort de son unité, aussi riche en ressources et en soldats. Ce n'était pas le tout de lancer cinquante mille hommes sur la Provence, il fallait les y faire vivre! Même avant que le plan de François ne fût

connu, le danger sautait aux yeux. Tous ces vieux généraux des guerres d'Italie, qui entourent l'Empereur, le supplient vainement de renoncer à cette folle entreprise. Le plus sage, lui dit-on, est d'achever la conquête du Piémont, de reprendre Turin, et de fermer ainsi sur les Français la porte de l'Italie, pour ne plus la rouvrir. Mais Charles, depuis ses deux campagnes de Hongrie et de Tunis, a pris goût au métier de général ; dans sa foi aveugle en lui-même et en son étoile, il a cessé d'écouter les conseils. Il est sur cette pente où l'on ne s'arrête pas, et peut avancer encore, mais non plus reculer.

Le 25 juillet, anniversaire de la conquête de Tunis, l'armée impériale passe le Var, et franchit la frontière par cette route fatale qu'ont suivie, dix ans auparavant, Pescaïre et Bourbon. Charles-Quint harangue ses soldats, et a la faiblesse de dénigrer l'ennemi qu'il va combattre. « Si le roi de France, « dit-il, avait une armée comme la mienne, et moi « une armée comme celle du roi de France, j'irais « lui demander merci, les mains liées derrière le « dos. » Déjà même, à sa cour, on se partage les villes et châteaux, offices et seigneuries de la couronne de France. Mais les rôles sont changés : à mesure que Charles s'engage dans la voie des témérités, François s'affermit dans celle de la prudence. Décidé à ne pas combattre, il envoie sans cesse de nouveaux renforts à son camp d'Avignon, et défend à tout le monde d'en sortir. Charles a compté sur les rigueurs de François Ier envers les protestants pour les détourner de son service ; mais l'or et l'habileté de Dubellay triomphent de tous les obstacles : Suisses et Allemands accourent en foule au service

de François. Douze mille lansquenets, recrutés par l'Empereur, désertent ses drapeaux pour passer sous ceux de la France.

Cependant l'armée impériale a ralenti sa marche; elle attend sa flotte et son artillerie que Doria doit lui amener. Les villes, les villages qu'on rencontre sont abandonnés, le plus souvent détruits; la campagne déserte, pas de vivres, pas d'abris, pas d'eau; les puits même ont été comblés, les ruisseaux sont taris. L'ennemi ne se montre pas en face; mais des bandes de paysans affamés et furieux rôdent sur les flancs de l'armée, massacrent ses traînards, et pillent ses bagages. Marche-t-on sur eux, ils disparaissent, sans qu'on puisse les atteindre. Un faible avantage, remporté près de Brignoles sur un corps de partisans français, rend aux Impériaux un instant de confiance. On arrive à Aix, situé dans une plaine ouverte. Charles comptait y trouver des habitants, des vivres, un parlement pour légitimer sa reprise de possession de l'ancien royaume d'Arles; il n'y trouve qu'un désert. La flotte, après un long retard, est venue enfin s'emparer de Toulon. Mais les vivres qu'elle apporte ne peuvent suffire à tant de bouches affamées. La guerre ne nourrit pas la guerre. Effrayé de son succès, plus menaçant qu'une défaite, Charles commence, pour la première fois, à regarder en arrière. Ira-t-il assiéger Arles ou Marseille? Mais l'ennemi peut le prendre à revers, et lui fermer la retraite, en le séparant de sa flotte. Déjà les convois, qui lui apportent des vivres de Toulon, sont pillés par les paysans. Doria avait promis de faire entrer ses galères dans le Rhône, pour en faire un pont volant, qui unît les deux rives; mais une armée,

levée en Italie avec l'argent de la France, vient menacer Gênes. Doria, tout dévoué à son pays, oublie ses engagements avec l'Empereur, et part avec tous ses vaisseaux.

Le situation de Charles devient désespérée. Marchera-t-il, sans vivres, sans flotte, sur le camp d'Avignon, accru des renforts qui y accourent de tous les coins de la France? Mais l'audace a ses bornes, et doit s'arrêter là où elle deviendrait de la folie. Reculer est la seule issue; mais reculer même peut devenir impossible, si l'on tarde trop longtemps; car il n'y a qu'une route, au pied de ces derniers gradins des Alpes, qui descendent jusque dans la mer. Il y a là tel passage, le défilé de l'Estrelle, par exemple, entre Antibes et Fréjus, où mille manants, résolus à mourir, peuvent arrêter une armée. Demeurer immobile, au milieu d'un pays dévasté, en face de la famine, des maladies et de l'ennemi, qui commence à se montrer, c'est là le pire de tous les partis. L'Empereur hésite encore cependant : cette volonté de fer, qui ne sait plier devant aucun obstacle, se refuse à céder, même devant la nécessité. Il en coûte au vainqueur de Pavie de fuir devant le roi qui a été son prisonnier. Et cependant, il le faut! l'armée impériale n'est plus même assez forte pour risquer une bataille, si les Français venaient à l'accepter. La faim, les privations, la mauvaise nourriture, font plus de ravages dans ses rangs que n'en ferait le fer de l'ennemi. Déjà l'on compte les malades et les morts par milliers. L'audace des paysans s'accroît chaque jour; des bandes de cavalerie commencent à se montrer sur les flancs de l'armée, et à courir sus à tout ce qui s'en détache. Le roi, à qui l'on a fait croire que

l'Empereur veut à toute force en venir aux mains avec lui, est accouru au camp d'Avignon, comme à une fête, avec le Dauphin et toute la noblesse de France. Tous ces brillants gentilhommes, à qui il tarde de perdre dans une journée le fruit d'un campagne, accusent Montmorency de timidité, et au fond de l'âme, le roi est de leur avis. Mais le connétable tient bon, bien qu'il ait tout le monde contre lui, même son souverain. Il retient captive dans son camp toute cette folle noblesse, qui ne demande qu'à se faire tuer sans profit, et son entêtement héroïque sauve la France et son roi, et les sauve malgré eux.

Mais la mort de Leyva, généralissime de l'armée impériale, vient trancher les hésitations de Charles-Quint. Avant d'entrer en France, ce vétéran des guerres d'Italie s'était, dit-on, jeté aux genoux de son maître pour le supplier de ne pas compromettre en un jour vingt ans de gloire. Trouvant l'Empereur inflexible, il avait fait la campagne malgré lui. Perclus de goutte, il se faisait porter en litière, à la tête de l'armée; sa volonté de fer suppléait aux forces qu'il n'avait plus. Mais la mort le surprit en chemin : il expira, le cœur brisé du spectacle d'un désastre qu'il avait prévu, en conjurant Charles de sauver au moins, par une prompte retraite, ce qui lui restait de son armée.

Privée de son général, l'armée demandait à grands cris à retourner sur ses pas. Les généraux, consultés, furent d'accord cette fois, et Charles céda en frémissant. Les impériaux partirent le 11 septembre, par le même chemin qui les avait amenés; la moitié avait péri, ou était hors de combat. La retraite, harcelée par les habitants, fut presque aussi désastreuse

qu'une bataille. Toute la route était semée de cadavres, de malades, de blessés, qu'il fallait abandonner, de bagages que le soldat jetait pour marcher plus vite. Si l'armée française avait quitté son camp d'Avignon, à la première nouvelle du départ de l'ennemi, et était venue se placer entre la frontière et lui, l'armée de Charles-Quint était anéantie. Mais, suivant Martin Du Bellay, historien et acteur de cette guerre, les progrès des impériaux dans le nord de la France forcèrent François à diriger de ce côté la plus grande partie de ses forces. Dans cette retraite, qui ressemblait fort à une déroute, l'Empereur courut plus d'une fois danger de vie. Une poignée de paysans, enfermés dans une tour, l'attendaient au passage, et avaient juré de le tuer. Ils manquèrent leur coup, et tuèrent à sa place le poëte Garcilaso, qu'ils prirent pour l'Empereur à la richesse de son costume. Après une résistance désespérée, ils furent tous pris et pendus sans pitié. Mais Charles avait reçu dans son orgueil une profonde blessure ; au lieu de conquérir la France, il n'avait même pas pu l'entamer, et il y laissait, en partant, trente mille de ses soldats. Après s'être arrêté à Gênes pour y rafraîchir son armée, il s'embarqua à la fin de novembre pour l'Espagne. La fortune, qui s'acharnait après lui, lui enleva pendant la traversée huit de ses bâtiments ; mais celui qui le portait échappa à la tempête ; et l'Empereur s'en alla, suivant un dicton de l'époque, « enterrer en « Espagne son honneur mort en Provence. »

La campagne des impériaux en Picardie, plus brillante au début, n'avait pas été plus heureuse. Une armée, commandée par de Rœux et Nassau, car Charles accouplait toujours ses généraux comme des

limiers en laisse, s'était avancée sans obstacle jusqu'à Péronne. Tout l'effort de la résistance s'était porté vers le midi, et le nord se trouvait dégarni; mais la noblesse, dont le courage imprévoyant a si souvent perdu la France, la sauva cette fois. Fleurange se jeta dans Péronne avec une troupe d'élite; soutenu par les habitants et par les femmes même, il opposa à l'ennemi une résistance si vigoureuse, que Nassau finit par lever le siége. Le 11 septembre, date fatale pour la gloire de Charles-Quint, ses deux armées, à Aix et à Péronne, tournèrent à la fois le dos à l'ennemi, toutes deux vaincues sans avoir combattu. Ferdinand d'Autriche devait amener en Champagne une troisième armée; mais Du Bellay sut décider les princes allemands à rappeler leur contingent, et force fut à Ferdinand de renoncer à son plan d'invasion.

Une autre cause explique aussi l'inaction de François : son fils aîné, le Dauphin, venait de mourir le 10 août, à l'âge de dix-huit ans. La cause réelle de sa mort fut un verre d'eau glacée, bu après une partie de paume; mais dans ce siècle, les princes ne mouraient jamais de mort naturelle, et celle-ci fut attribuée au poison. Il fallait une victime, on la trouva dans un noble italien, Montecuculli, échanson du Dauphin. Le malheureux, cédant aux tortures, avoua tout ce qu'on voulut : il accusa l'Empereur et deux de ses généraux, Gonzaga et Leyva, de l'avoir poussé à empoisonner le prince, crime peu vraisemblable, car à qui eût-il profité, puisque le défunt laissait après lui deux fils? Mais le jeune prince était populaire, comme son père, dont il avait le visage, la taille et tous les brillants défauts.

Charles-Quint d'ailleurs était depuis vingt ans l'ennemi de François Ier; ses troupes avaient envahi la France; nul n'hésita un instant à le croire coupable. Le meurtrier, qu'on déroba à grand'peine à la fureur du peuple, fut tiré à quatre chevaux. L'Empereur, informé des aveux que la torture lui avait arrachés, repoussa avec horreur cette odieuse imputation. Chaque parti se renvoya le crime qu'il eût d'abord fallu prouver. Les partisans de l'Empereur, car il en avait à la cour de France, accusèrent la femme du duc d'Orléans, qui devenait Dauphin par la mort de son frère; accusation aussi absurde que l'autre, car Catherine de Médicis avait alors seize ans.

Décidément, l'année était mauvaise pour Charles-Quint. La fortune, lasse de le favoriser, s'était tournée contre lui : sur tous les points où il avait essayé d'entamer la France, il avait échoué. La frontière du Languedoc, un instant inquiétée, était restée fermée à l'ennemi. En Piémont, Charles n'avait pas été plus heureux : Guido Rangone, *condottiere* italien au service de la France, avait fait lever aux impériaux le siége de Turin. Les hardis corsaires de Saint-Malo prélevaient leur tribut sur les galions du Nouveau-Monde. Aucun succès n'était venu adoucir l'amertume de tant de revers. Ainsi la France, même seule, pouvait tenir tête à l'Europe, rassemblée sous les drapeaux de l'Empereur. Charles, abandonné par tous ses alliés, ne pouvait pas même compter sur son frère, impuissant à armer l'Allemagne pour lui. François au contraire, à défaut de Henri VIII, qui se retirait du continent, venait de s'assurer l'appui du jeune et chevaleresque roi d'Écosse, Jacques V, en

lui donnant la main d'une de ses filles. Enfin, par un traité secret, le roi *très-chrétien* et le sultan des Turks s'étaient engagés à envahir ensemble l'Italie, le premier par le Milanais, le deuxième par Naples. Déjà douze galères françaises s'étaient jointes à la flotte musulmane pour dévaster les côtes de la Sicile.

On a voulu faire un mérite à François I[er] d'avoir devancé son siècle, et bravé des préjugés surannés, en rapprochant ainsi deux peuples placés aux deux extrêmes de la civilisation et de la barbarie. On a vanté l'instinct grandiose de conquête de Souleyman, la discipline qu'il faisait régner dans ses armées, le génie civilisateur de son vizir, le Grec Ibrahim, qui conseilla l'alliance entre la Turquie et la France[1]. Tout cela peut être vrai, dans une certaine mesure. Mais ces Turks, dont on admire la modération, étaient la terreur de l'Europe, qu'ils dévastèrent en tous sens, depuis Gibraltar jusqu'à Vienne. S'allier au chef de ces hordes barbares, gorgées de sang et de pillage, qui remmenèrent en une fois de la Hongrie trente mille captifs; attirer à Nice, aux portes de la France, le pirate qui mettait en coupe réglée depuis dix ans les côtes de l'Espagne et de l'Italie, ce sont là, quoi qu'on en puisse dire, des crimes de lèse civilisation, de lèse christianisme. De nos jours, quand il s'est agi de protéger la Turquie affaiblie contre une agression aussi menaçante pour l'Europe que pour elle, les deux peuples qui marchent à la tête de l'Europe ont pu s'allier au sultan, et avoir pour eux l'opinion, au lieu de la braver. Mais l'alliance de

1. Voir Ranke, *Geschichte der Reformation*, t. IV, p. 31, et Michelet, *Réforme*, ch. xv, *passim*.

François Iᵉʳ avec Souleyman était une apostasie; au dehors, elle détachait la France du faisceau des peuples chrétiens, et la laissait catholique et persécutrice au dedans. François, vacillant sans cesse, comme Charles-Quint, entre l'alliance du pape et celle des huguenots, rougissait aux yeux de la chrétienté de son traité avec les infidèles, et le cœur lui manqua au moment de l'exécuter. Au lieu d'envoyer, comme il l'avait promis, une armée dans le Milanais, il recula devant l'exécration qui s'attacherait à son nom, s'il livrait l'Italie aux Turks; et au risque de se brouiller avec Souleyman, il dirigea toutes ses forces vers les Pays-Bas.

François Iᵉʳ se trouvait alors à l'apogée de sa carrière, comme Charles-Quint lors de l'expédition de Tunis. Partout victorieux, par ses armes ou par sa politique, il avait vu son rival reculer devant lui. Sans vaincre lui-même, il avait su attendre que les fautes de son ennemi lui donnassent la victoire. Décidé à poursuivre la lutte jusqu'au bout, François ouvrit l'année 1537 par une de ces comédies officielles qu'il aimait à donner à l'Europe. Le 15 janvier, dans la grande salle du palais de justice, en présence des princes du sang, des pairs du royaume, du parlement et des évêques, François Iᵉʳ protesta contre la double renonciation, faite par lui à Madrid et à Cambrai, aux droits de la couronne de France sur la Flandre. L'avocat général à genoux, symbole de la justice rampant devant le pouvoir absolu, accusa *Charles d'Autriche* d'avoir violé le traité de Cambrai, qui le dispensait de rendre hommage au roi de France pour ses fiefs de la Flandre, de l'Artois et du Charolais. Le traité devenant nul par le fait de cette

violation, Charles avait donc forfait à ses devoirs de vassal, en prenant les armes contre son suzerain. Un arrêt du parlement cita l'accusé à comparaître devant le parlement de Paris, en personne ou par procureur. Un héraut fut envoyé, pour notifier la sentence, sur la frontière des Pays-Bas. Le délai s'écoula, comme on peut le supposer, sans que l'accusé comparût. Le parlement aussitôt, par un second arrêt, déclara *Charles d'Autriche* déchu de ses fiefs, comme rebelle et contumace, et la Flandre, l'Artois et le Charolais réunis à la couronne de France.

Après cette cérémonie, destinée à prouver la validité de ses droits, François Ier, pour les faire valoir, en appella à l'épée. Dès la fin de mars, l'armée française, commandée par son roi, entra dans les Pays-Bas. Ses premières armes furent heureuses. La régente n'était pas prête à résister à l'invasion. Le roi s'empare de Hesdin et de Saint-Pol. Saint-Venant ose résister; les habitants sont passés au fil de l'épée. Puis François, comme épuisé par cet effort, se hâte de licencier son armée. Désespérant de garder les villes qu'il a prises, il y fait mettre le feu, sauf à Saint-Pol, qu'il donne ordre de fortifier; et impatient de retrouver la cour et ses plaisirs, il s'en retourne à Paris, après avoir joué, en somme, dans cette triste campagne, un rôle peu digne d'un roi.

Pendant ce temps, de Buren, général de l'Empereur, a réuni trente mille hommes. Personne n'est là pour lui faire face. Il marche sur Saint-Pol; la garnison essaie en vain de défendre une place qui n'est pas fermée; soldats et habitants, tout, jusqu'aux femmes et aux enfants, est égorgé sans pitié, pour venger le massacre de Saint-Venant. L'ennemi mar-

che ensuite sur Montreuil qui se rend, puis sur Térouanne dont il commence le siége. En l'absence du roi, le Dauphin et Montmorency se hâtent de rassembler les débris de l'armée licenciée, et marchent au secours de Térouanne. On s'attendait à une bataille; mais la régente, plus habile à négocier qu'à combattre, et qui veut sincèrement la paix avec la France, travaille depuis longtemps, avec sa sœur Léonor, à rapprocher les deux rois rivaux. La paix n'est pas possible, tant que l'éternelle querelle du Milanais ne sera pas vidée; mais la guerre des Pays-Bas n'est qu'un épisode sanglant, coûteux et inutile, de cette grande lutte dont le vrai théâtre est en Italie. Les deux rois sont bientôt d'accord pour reporter tous leurs efforts sur le Piémont, et une trêve de dix mois est conclue, le 30 juillet, pour les Pays-Bas seulement.

Il était temps en effet pour François de songer au Piémont. Des généraux indépendants et jaloux les uns des autres, des mercenaires cupides et rebelles, telle est l'armée française en Italie. Le gouverneur du Milanais, Guasto, poussant la guerre avec vigueur, a repris le marquisat de Saluces, et presque toutes les places fortes. Turin tient encore pour la France; mais ses braves défenseurs, resserrés par l'ennemi, sont « comme désespérés de leur vie. » Dix mille impériaux cernent Pignerol, et ferment aux Français la route du mont Cenis. François Ier, délivré du fardeau de la guerre des Pays-Bas, se souvient enfin de l'Italie. Pendant qu'il rassemble une armée à Lyon, avec cette activité et cette présence d'esprit que le danger réveille en lui, Montmorency, à la tête d'une forte avant-garde, franchit

les Alpes, et force l'imprenable *Pas de Suze*, avec cette *furie française*, à laquelle rien ne peut résister. Pignerol et Turin sont délivrés, Guasto forcé de reculer, et de mettre le Pô entre les Français et lui. Le drapeau de la France flotte encore une fois sur le Piémont, des Alpes au Tanaro. Bientôt le roi lui-même passe les monts avec son armée. Tout annonce une campagne décisive : jamais Charles-Quint, pendant ce règne agité, où, depuis dix-huit ans, se joue l'empire du monde, n'a vu tant d'ennemis réunis contre lui. A tous les bouts de son vaste empire, la guerre est en même temps déchaînée. Souleyman, donnant au roi *très-chrétien* des leçons de bonne foi, ne s'est pas cru délié de ses engagements par la défection de son allié : il a envoyé à la fois une flotte en Italie et une armée en Hongrie. Ferdinand est battu, le 8 octobre, à Essek, sur la Drave, non loin de Mohacz, de fatale mémoire. L'Autriche, la Croatie, la Styrie sont ouvertes aux Turks. Trois mois plus tôt, Barberousse est venu débarquer près d'Otrante, et dévaster tout le littoral. Mais François Ier a manqué au rendez-vous, et Barberousse, n'osant pénétrer seul au cœur de l'Italie, s'est rembarqué, chargé de captifs et de butin, en maudissant la perfidie du roi de France.

Si François Ier avait su une fois attaquer, comme il savait se défendre ; s'il avait compris le génie de sa nation qui, comme un cheval généreux, s'anime par la course, et ne s'arrête qu'au bout de la carrière, le Milanais pouvait être le prix d'une campagne heureuse. L'Empire, entamé à la fois en Hongrie, à Otrante et en Lombardie, pouvait se disjoindre sous cette triple attaque. La haine de Souleyman pour

Charles répondait à François de sa fidélité ; appuyé sur un pareil allié, il pouvait tout oser. La fortune, longtemps aliénée par ses fautes, lui revenait, et faisait pour lui plus qu'elle n'avait jamais fait. Mais François, cette fois comme toujours, reste au-dessous de son rôle : l'occasion qui s'offrait à lui, il la laisse échapper. Sa femme s'entremet entre son frère et son époux, pour amener au moins une trêve, en attendant la paix. La reine de Hongrie, sœur de Charles, et la reine de Navarre, sœur de François I[er], secondent ses efforts. Une autre *paix des dames* se prépare à petit bruit. Mais le promoteur le plus actif de ces négociations est le pape Paul III. Comme chef de l'Église, et comme prince temporel, son devoir et son intérêt lui font une loi de ne rien négliger pour rapprocher les deux rivaux. En les réconciliant, il peut encore se flatter de réunir leurs efforts contre l'hérésie, et d'en finir avec le schisme.

Quant à l'Empereur, la paix est pour lui un coup de fortune, aussi n'a-t-il garde de s'y refuser. Souleyman et François, réunis contre lui, pèsent trop dans la balance. Qu'ils parviennent à se concerter une fois, et ils finiront par l'écraser. Autour de lui, il ne voit que des ennemis, ou déclarés ou douteux, et ceux-ci n'attendent qu'un revers pour se prononcer. Mais le plus fort argument en faveur de la paix, c'est l'état des finances de l'Empereur. Écrasé de dettes, à bout d'expédients, il est toujours en arrière avec ses armées de plusieurs mois de solde. La Lombardie est ruinée par leurs exactions : le sol le plus riche du monde ne suffit plus même à nourrir ses habitants. Cette soldatesque effrénée et pillarde, plus redoutée de ses chefs que de ses ennemis, peut

à chaque instant se révolter contre lui ; bientôt il sera obligé de la décimer pour la réduire. Plus de Bourbon pour les mener en avant, plus de Rome à saccager, plus de pape à rançonner pour payer l'arriéré de leur solde. Tout ce qu'il peut faire, c'est de les bercer de l'espoir de quelque folle et lointaine entreprise, comme le pillage de Constantinople, qu'il leur montre en perspective, et qu'il leur promet sans y croire.

Décidément, le faix de cette guerre de géants est trop lourd pour les épaules d'un seul homme. Le prestige qui entourait le vainqueur de Pavie est dissipé ; la Provence a fait oublier Tunis. L'Espagne plie sous le poids d'impôts toujours croissants ; elle s'épuise à regret en hommes et en argent, pour aller débattre loin d'elle des intérêts qui ne la touchent pas. Le seul des États de Charles-Quint où son nom ait jamais été populaire, les Pays-Bas, en sont déjà à la rébellion, quand l'Espagne n'en est encore qu'aux murmures : Gand, la ville natale de Charles-Quint, refuse d'acquitter sa part d'un impôt de 1200 mille florins d'or (1620 mille fr.), dont la Flandre vient d'être grevée.

Quant à François I[er], nous cherchons ses motifs pour accepter la paix, et nous ne les trouvons pas ; mais nous voyons les influences qui l'y ont poussé. La cour de France est scindée en deux partis, qui la diviseront jusqu'à la fin du règne. D'un côté Montmorency, esprit violent et étroit, qui met sur la même ligne les Turks et les hérétiques, presse son maître de se réconcilier avec l'Empereur, pour réunir toutes leurs forces contre ce double ennemi. Avec lui sont liguées les deux puissances du jour, le Dauphin et Diane de Poitiers, la vieille maîtresse de ce jeune

prince, austère et dissolu, Espagnol bien plus que Français. Passée des bras du fils dans ceux du père, la favorite des deux règnes a su rajeunir ainsi son crédit vieillissant. Elle ameute la nouvelle cour contre l'ancienne, où ne restent plus guère autour du vieux roi que la duchesse d'Étampes et quelques libres penseurs, comme les frères du Bellay, le cardinal et le soldat. Sauf ces hommes d'État novateurs, amis des alliances turque et luthérienne, et qui veulent à tout prix sauver la France, tous ceux qui entourent François Ier, et jusqu'à sa maîtresse, sont vendus à l'Empereur. Sa femme, la pieuse Léonor, sœur de Charles-Quint, n'a qu'une pensée, celle de réconcilier son mari avec son frère; elle est enrôlée d'avance dans cette sainte ligue, qui veut détacher François de ses alliances hérétiques, pour le livrer pieds et poings liés à Charles-Quint. La jeune cour, toute catholique, toute puritaine, non de mœurs, mais de langage, pèse de toute son orthodoxie hypocrite sur ce vieux roi, moitié Turk et moitié huguenot, voluptueux maladif et blasé, qui baisse chaque jour. Objecte-t-il que ses armées sont à la porte du Milanais, qu'il n'a qu'à étendre le bras pour le saisir; que ne pas tirer parti contre l'Empereur de la révolte de Gand, de la malveillance de l'Italie, de l'opiniâtre bonne volonté de Souleyman, ce serait refuser la fortune qui vient se donner à lui? On lui répond par sa santé détruite, ses finances épuisées, la France appauvrie et découragée; on affirme que, s'il refuse la paix, l'opinion se tournera contre lui; que les mercenaires suisses et allemands déserteront ses drapeaux, qu'il sera mis au ban de la catholicité, excommunié par le saint-père... Il cède enfin, de

guerre lasse, aux obsessions dont on l'assiége, à ce vague besoin de popularité qui l'a toujours tourmenté, qui sait? peut-être aux scrupules de sa conscience, naguère moins timorée. Sans renoncer à l'alliance de Souleyman, il signe enfin, le 29 novembre, son déshonneur et celui de la France. La trêve de trois mois, conclue avec les Pays-Bas, est étendue au Piémont et à la Lombardie. L'épée de la France, au moment de vaincre, rentre dans le fourreau. Le roi tourne le dos au Milanais, et repasse les monts avec son armée, sans donner un regret à tout ce qu'il a laissé derrière lui.

De retour en France, le roi licencie ses troupes, et va chercher la santé à Montpellier. Charles se rend à Barcelone, et des négociations actives s'ouvrent entre les deux rois. La fortune de l'Empereur a baissé, mais non ses prétentions : il offre toujours le Milanais au deuxième fils de François, avec la main d'une fille de Ferdinand ; mais il veut que le roi de France restitue toutes ses conquêtes dans les Pays-Bas et en Savoie, s'unisse à lui contre les Turks, et rompe avec les princes luthériens. Comme garantie, il veut garder trois ans encore les places fortes du Milanais. François, qui ne songe qu'à Milan, accorde tout le reste ; mais il refuse la garantie, où il voit à la fois un piége et un affront. La trêve cependant touche à sa fin. Souleyman redouble ses armements, et menace l'Italie; François ne songe plus à cacher son alliance avec les Turks, et s'en fait un appui pour négocier. Le pape, qui craint à la fois pour la religion, pour l'Italie et pour lui-même, s'offre, malgré ses soixante et onze ans, à conduire en personne les négociations; mais il y met pour con-

dition que les deux rois traiteront en sa présence. On choisit pour le lieu de la conférence Nice, la seule ville qui reste encore au duc de Savoie. Les bourgeois, poussés sous main par le duc, se refusent à recevoir garnison étrangère. Le pape est forcé de s'établir dans un couvent hors des murs, le roi de France à Villeneuve, et Charles-Quint à Villefranche, deux petites villes voisines ; mais tous deux en gardent contre l'infortuné duc une rancune qui doit bientôt lui coûter cher.

Les deux ennemis, en attendant que la paix fût conclue, refusèrent de se voir. Ce refus, qu'on attribua à la haine, venait au contraire d'un secret accord. Le pape, leur seul intermédiaire, s'épuisa en efforts pour concilier leurs prétentions opposées. François, par une lueur de bon sens, dont il faut lui savoir gré, se résignait maintenant à renoncer au Milanais pour le Piémont, qui continuait la France au delà des Alpes. Charles, qui tenait par-dessus tout au Milanais, eût peut-être cédé le Piémont ; mais un reste de pudeur l'empêchait de dépouiller son beau-frère au profit de son ennemi. Faute d'une paix définitive, on se résigna à un trêve de dix ans. On laissa toutes les questions pendantes, et on abandonna au temps le soin de les résoudre. Le traité fut signé le 18 juin. Chacun garda ce qu'il possédait. Le duc de Savoie, qui venait de perdre avec sa femme son avocat auprès de l'Empereur, fut la seule victime du traité. Le pays de Vaud resta aux Bernois, Genève à elle-même, la Bresse, la Savoie, et les trois quarts du Piémont au roi de France, et le reste à l'Empereur avec le Milanais. La spoliation du duc de Savoie, inique des deux parts, était bien plus

odieuse de la part d'un parent et d'un allié. François obtint en outre Hesdin, et le droit de protection sur le comté de la Mirandole, qui lui assurait en Italie une place d'armes sur la rive droite du Pô. Fidèle à ses antécédents, le roi de France abandonnait tous ses alliés ; mais il ne s'engageait pas à rompre avec le sultan, le plus fidèle et le plus puissant de tous. Cette trêve, on le voit, ne décidait rien, et laissait tout en suspens. Elle était grosse de la guerre, qui renaît toujours de toute paix mal faite. Mais somme toute, François Ier gagnait à ce *statu quo* plus que Charles-Quint : la France, maîtresse du défilé des Alpes, par la Savoie, avait, par le Piémont, un pied en Italie. Les deux ennemis, que le Piémont séparait naguère, se touchaient maintenant ; mais l'Empire avait reculé, et la France fait un pas en avant ; elle pouvait maintenant attendre l'avenir.

La médiation du pape était terminée : le chef spirituel de la chrétienté était venu autoriser la spoliation d'un petit prince au profit de deux grands ; la présence du pontife rehaussait encore l'immoralité d'un pareil traité. Paul III s'en retourna à Rome, et François à Marseille ; Charles se rembarqua pour l'Espagne. Mais cette trêve, qu'on n'osait pas décorer du nom de paix, ne satisfaisait aucun des deux princes qui l'avaient signée. Tous deux d'ailleurs sentaient le besoin de traiter ensemble sur un pied plus libre, sans être gênés dans leurs négociations par le népotisme du saint-père. Après tant de luttes et de haines, les deux rois, au fond du cœur, inclinaient vers un rapprochement. Charles, las de trouver toujours la France entre ses desseins et lui, avait fini par désirer sincèrement son alliance ; il lui avait

offert la sienne, chaque fois qu'il l'avait vaincue. Dès sa jeunesse, il avait cherché à devenir le beau-frère de François, en demandant la main de Renée de France; plus tard, il lui avait donné celle de sa sœur Léonor. Quant à François Ier, devenu, malgré toutes ses fautes, l'arbitre de l'Europe, il tenait en ce moment dans sa main la guerre et la paix. Ses liaisons avec les Turks et les hérétiques commençaient à lui peser. Par une de ces saillies d'inconsistance qui faisaient le fond de son caractère, après avoir essayé de toutes les alliances de l'Europe, et les avoir toutes perdues, il n'eût pas été fâché de tâter de celle de Charles-Quint, et de partager à l'amiable avec lui le sceptre de la chrétienté. Montmorency d'ailleurs, son compagnon d'enfance et son favori, prenait chaque jour sur lui plus d'empire. Implacable ennemi des Turks, de l'hérésie et de toute restriction du pouvoir absolu, le connétable voyait, dans l'union de ces deux puissants monarques, le triomphe de la foi sur l'hérésie, et de la royauté sur les assemblées populaires. Le roi, vieilli avant l'âge par la débauche, dont il portait sur lui les honteux stigmates, était devenu presque étranger aux affaires; mais il n'en était pas moins infatué de son pouvoir, et de pareilles suggestions trouvaient auprès de lui un facile accès.

Quel que soit donc celui des deux souverains qui ait provoqué l'entrevue, tout annonce qu'elle était concertée d'avance. Les galères de France, qui venaient de croiser dans le Levant avec Barberousse, rallièrent la flotte impériale dans le golfe de Lyon. Le 14 juillet, les deux escadres parurent devant Aiguemortes. Le roi de France accourut au-devant de son hôte. Se dirigeant sur une barque vers la

galère impériale, il s'élança à bord, et embrassa l'Empereur, en lui disant avec sa grâce accoutumée : « Mon frère, me voici de nouveau votre prisonnier ! » Les deux princes échangèrent ensemble des témoignages d'amitié, sincères de la part de François Ier, plus expansif sans être plus loyal, et toujours tout entier à l'impression du moment.

Le lendemain, l'Empereur rendit au roi de France confiance pour confiance, en allant dîner avec lui à Aiguemortes, où il coucha et passa la journée du lendemain. Les deux cours se mêlèrent : la reine de France eut enfin la joie de s'asseoir à table entre son frère et son époux. Les deux rois répandirent à pleines mains leurs largesses sur les hommes d'État ou de guerre qui, au service de leur ennemi, leur avaient fait le plus mal. Charles-Quint accueillit de son mieux le connétable qui l'avait chassé de Provence ; François trouva un de ses plus gracieux sourires pour ce Doria qui, en désertant son service, avait donné à son rival Gênes et l'empire des mers. Qui aurait dit, en voyant les deux ennemis assis à la même table, et échangeant des caresses, que, peu de temps auparavant, l'un défiait l'autre au combat à outrance, tandis que celui-ci l'accusait, à la face de l'Europe, d'avoir fait empoisonner son fils.

Au milieu des plaisirs, les affaires ne furent pas négligées : pendant quatre jours, les deux rois eurent en secret de longs entretiens. Un rapprochement sincère, sinon durable, s'opéra entre les deux rivaux. Comme de coutume, il n'y eut de sacrifié que les alliés du roi de France. En livrant à l'Empereur les protestants et les Gantois, François comptait sur le Milanais, que Charles ne se fit pas faute de lui pro-

mettre ; nous verrons plus tard comment la promesse fut tenue. Le 17 juillet, le roi reconduisit son *bon frère* jusqu'à sa galère. Il affecta de répéter « qu'il « tenait pour une paix la trêve de dix ans qu'ils « avaient signée, et qu'ils demeureraient toute leur « vie vrais amis. » Pour donner un gage à son nouvel allié, le roi redoubla de rigueur en France envers les luthériens, et fit brûler vif à Toulouse un inquisiteur, nommé Pierre Rochette, infecté lui-même de l'hérésie qu'il devait punir.

Ainsi les affaires de l'Europe ont pris encore une fois un tour nouveau. L'histoire a peine à suivre et à expliquer ces brusques revirements, dont les causes secrètes ne lui sont pas toujours connues. Mais ce qui ressort de tout ce récit, c'est qu'une direction morale, une pensée une et suivie, font également défaut des deux côtés : l'intérêt gouverne tout chez Charles, et le caprice chez François ; c'est dire assez laquelle des deux politiques doit à la longue triompher de l'autre.

CHAPITRE III.

AFFAIRES D'ALLEMAGNE.

LES ANABAPTISTES. CHARLES-QUINT EN FRANCE. EXPÉDITION D'ALGER.

1533 A 1541.

La paix de Nuremberg et la retraite des Turks semblaient avoir assuré le repos de l'Allemagne. La présence de l'Empereur n'avait ni rapproché les partis, ni apaisé les haines. Son absence, au contraire, servait à la fois les intérêts des princes, les libertés du pays, et les progrès de la Réforme. Mais cette paix précaire allait bientôt être troublée : le duc Ulrich de Wurtemberg, en 1519, avait été chassé de ses États par ses sujets révoltés, et son duché était passé au pouvoir de Ferdinand d'Autriche. Mais le duc dépossédé s'était fait protestant, et la ligue de Smalkalden l'avait aussitôt pris sous sa tutèle. Son fils Christophe, innocent des torts de son père, excitait surtout un vif intérêt : les ducs de Bavière, ses oncles, aspiraient à faire recouvrer à leur neveu l'héritage paternel. L'affaire s'envenime encore par les intrigues de la France. Du Bellay, envoyé de

François Ier, prodigue l'argent et les promesses, et n'épargne rien pour amener la restauration du Wurtemberg. Le moment est favorable pour tenter l'entreprise : l'Empereur est absent, ses armées licenciées ; Ferdinand occupé de ses affaires de Hongrie ; la ligue de Souabe va expirèr, et son impuissance avérée laisse le champ libre à ses adversaires.

Le landgrave de Hesse, toujours prêt quand il faut agir, lève une armée avec l'argent de la France ; il a bientôt sur pied vingt mille fantassins et quatre mille chevaux, puissance énorme pour un prince de troisième rang. Chacun sent que, sous la cause du duc Ulrich, une cause plus haute est en jeu, celle de la Réforme et des libertés de l'Allemagne. C'est la première fois que le protestantisme va se trouver aux prises avec la maison d'Autriche ; et l'épée une fois tirée, qui sait quand elle rentrera dans le fourreau ? Toutes les sympathies de l'Allemagne, même catholique, sont en faveur du landgrave, car l'ambition de l'Autriche inquiète tout le monde, et surtout la Bavière. Ferdinand n'a qu'un droit équivoque, une cause impopulaire, une armée chancelante qu'il ne commande pas même en personne. Le landgrave et le duc entrent en Wurtemberg : une seule bataille, celle de Laufen, sur le Neckar, le 13 mai, décide du sort du duché tout entier. Ulrich, après quatorze ans d'exil, est réintégré dans ses États, qu'il tiendra en fief de la maison d'Autriche. La liberté religieuse est garantie au Wurtemberg. La chambre impériale suspendra ses poursuites ; la ligue de Souabe est et demeure dissoute. Mais en revanche, la ligue de Smalkalden se réconcilie avec Ferdinand, et le reconnaît pour roi des Romains.

« Mes amis ont conquis le Wurtemberg, » s'était écrié François Ier, en apprenant la victoire de Laufen; « allons, en avant! » L'Europe s'y trompa comme lui : l'orage grondait depuis si longtemps, qu'on crut qu'il allait éclater. L'Empereur, furieux contre le landgrave, songe un instant à le châtier; mais il a sur les bras le pape, François Ier, Barberousse; il ajourne encore une fois sa vengeance. De leur côté les protestants, embarrassés de leur victoire, n'ont pas envie de la pousser plus loin. La paix et la liberté de conscience suffisent à leur ambition. La France seule désirerait davantage; mais au fond, ni l'Empereur, ni les princes ne veulent la guerre. Le traité de Cadau, signé le 30 juin, prolonge la paix, ou plutôt la trêve de Nuremberg. Cette courte guerre a servi aux protestants à essayer leurs forces, et à les faire respecter; mais elle demeure sans effet sur la politique générale de l'Europe.

La paix de l'Allemagne semble encore une fois assurée; mais cette paix n'est qu'à la surface, l'orage gronde encore au fond : les doctrines de Münzer sur la communauté des biens et le règne de l'*Esprit* sur la terre ne sont pas mortes avec lui. Les paysans ont eu leur *Jacquerie*, le peuple des cités veut avoir la sienne. Des artisans, fanatisés par l'Évangile mal compris, déclarent la guerre à l'ordre social. Les paysans n'ont fait qu'une révolte, eux vont tenter une révolution. Les premiers réformateurs, Luther et Zwingle lui-même, sont déjà débordés depuis longtemps. Ce n'est pas la messe qu'on attaque, c'est l'Évangile! Le règne de Jésus-Christ est fini, c'est celui de l'*Esprit* qui va commencer. Chose étrange! c'est dans les Pays-Bas, sur le terrain de l'orthodoxie

et du pouvoir absolu, que prend naissance la secte redoutable des anabaptistes. Un boulanger de Leyde, Jean Matthiesohn, se réveille un matin prophète. Il rebaptise les adultes, et prêche la communauté des biens. Il envoie à tous les vents du ciel douze de ses disciples, à l'instar des douze apôtres, pour propager sa doctrine ; mais bientôt, persécutés par les deux pouvoirs, qui sévissent à l'envi contre la secte naissante, le prophète et ses plus fervents disciples vont fonder leur *nouvelle Sion* à Munster en Westphalie.

Munster, mi-parti de catholiques et de réformés, accueille avec faveur la nouvelle doctrine ; celle-ci recrute surtout parmi les artisans, dont le labeur tout mécanique laisse fermenter la tête, en occupant les bras. On les chasse de la ville, ils y rentrent bientôt, plus arrogants et plus nombreux. Munster se remplit d'anabaptistes, venus de la Hollande et de tous les coins de l'Allemagne. Les moines, les nonnes sortent de leurs couvents ; les pasteurs luthériens reçoivent le baptême, et le donnent ensuite à d'autres. Un immense enthousiasme soulève cette foule fanatisée : les femmes, les enfants même prophétisent. Aux élections municipales, la majorité est pour eux, le conseil est peuplé de leurs adeptes ; mais la seule autorité réelle, c'est celle du prophète, le vrai roi de Munster. Ses ordres sont des lois ; malheur à qui leur désobéit, il est mis à mort sur-le-champ. Luthériens et catholiques, rapprochés par le péril commun, essaient en vain de résister ; le nombre, la foi, l'élan, tout est du côté des anabaptistes. Après une lutte sanglante, où ces derniers triomphent, tous ceux qui ont quelque chose à perdre se décident à quitter la ville ; leurs biens sont saisis

et distribués entre les croyants. Le prophète est libre d'organiser son rêve d'égalité ; plus de rangs, plus de distinctions, plus de propriété : chacun est forcé d'apporter ses biens au trésor, sans en rien garder, sous peine de vie. On mange en commun, à des tables publiques. Le prophète, en abolissant la propriété, essaie de maintenir le travail, chimère dont tant de tristes expériences n'ont pas encore démontré la folie ! Chaque métier devient un emploi public qu'on exercera au profit de tous. Les tableaux, les statues, les instruments de musique sont détruits, les livres brûlés en monceaux devant la cathédrale ; le croyant, s'il sait lire, ne doit lire que la Bible. Général en même temps que prophète, Matthiesohn fait remplir les magasins de vivres, l'arsenal de munitions ; les habitants travaillent à réparer les murs, et s'exercent au maniement des armes. Toute la ville est une famille, religieuse et guerrière en même temps ; le lien est la foi pour ceux qui croient, la terreur pour ceux qui se refusent à croire.

Cependant l'évêque de Munster, chassé de son siége, a imploré le secours de ses voisins, tous menacés comme lui. Les bannis ont porté partout le récit des désordres de Munster. On croirait que l'Empire tout entier va se soulever contre ces dangereux sectaires ; mais il est deux choses que l'Allemagne ne saura jamais : se décider à temps, et agir en commun. A peine si les voisins immédiats de Munster, le duc de Clèves, l'archevêque de Cologne et le landgrave de Hesse, se décident à lui envoyer quelques secours, en hommes et en argent. L'évêque vient, en avril, mettre le siége devant la cité rebelle. Mais cette attaque, prévue d'avance, excite, au lieu

de l'abattre, le courage des anabaptistes. Le prophète sait les tenir en haleine par une série de révélations et de prétendus miracles. Sans attendre l'ennemi, ils vont le chercher jusque dans son camp, taillent en pièces tout ce qu'ils rencontrent, et s'en reviennent chargés de dépouilles. Enivré de ce succès, le prophète, nouveau Gédéon, se vante d'exterminer tous les impies : avec trente fanatiques comme lui, il se jette en plein jour au milieu des rangs ennemis, et y a bientôt trouvé la mort.

Mais son règne ne devait pas finir avec lui : parmi ses disciples, se trouvait un certain Jean Bockold ou Beuckels, dit *Jean de Leyde*. Après avoir mené la vie errante d'un compagnon allemand, travaillant et mendiant tour à tour, de Lisbonne à Lubeck, cet homme étrange, poëte et artisan à la fois, s'était marié et établi à Leyde, comme tailleur d'abord, puis comme cabaretier. Dans cette tête mal faite, poésie, art, religion, rêves de réforme politique et sociale, tout se heurte et se mêle. Sa parole ardente et colorée saisit tous ceux qui l'écoutent. Gagné bien vite aux folles doctrines de l'anabaptisme, faites tout exprès pour lui, il est entraîné à Munster par le prophète. A la mort de Matthiesohn, il épouse sa veuve, et s'empare de l'héritage vacant, que nul n'ose lui disputer. Sa position est grande, mais difficile : il lui faut défendre la ville au dehors, et la gouverner au dedans. Son empire ne s'étend pas au delà des murs de Munster; mais il est obéi comme jamais roi ne l'a été. Son devancier a déclaré la guerre à la propriété, le nouveau prophète la déclare au mariage, et érige en dogme la pluralité des femmes. Dès lors, la débauche la plus effrénée règne dans

Munster; la sensualité emprunte au fanatisme un nouvel attrait. Les femmes viennent à manquer, on les remplace par les jeunes filles ; l'enfance même a cessé d'être sainte. Le prophète prêche d'exemple, et compte bientôt jusqu'à quinze femmes ; les plus belles sollicitent l'honneur d'être admises dans son sérail.

Tant de turpitudes provoquent à la fin quelques murmures. Un forgeron ose s'en faire l'organe, et groupe autour de lui les mécontents. Mais l'heure de la résistance est passée : les insurgés sont assiégés dans l'hôtel de ville ; des canons, traînés par les femmes, sont braqués contre eux ; bientôt forcés de se rendre, ils sont mis à mort sans pitié ; le prophète tue leur chef de sa main. Désormais, nul ne songe plus à lui résister. Toute hésitation, tout murmure est puni de mort. Libre de réaliser ses plans de nivellement, il ordonne, et les églises sont rasées jusqu'au sol. Les sénateurs nommés par Matthiesohn sont dégradés, et remplacés par douze *juges*. Mais bientôt, le titre de prophète ne suffit plus au nouveau Messie. Un de ses fidèles annonce au peuple qu'il a eu une vision ; Dieu a manifesté sa volonté : Jean doit monter sur le trône de David, et régner sur toute la terre, jusqu'à ce que Dieu le Père vienne le remplacer. Le peuple bat des mains, les douze juges sont révoqués, et Jean de Leyde est proclamé roi.

Le 30 août, l'évêque livre l'assaut ; mais comme Jérusalem à ses derniers jours, la ville a tout un peuple pour garnison. Les femmes, les enfants même veulent combattre. On laisse l'ennemi s'approcher des murs, puis un feu terrible l'accueille et le force à la retraite. Les assaillants découragés changent le

siége en blocus ; l'Allemagne assiste avec son sang-froid accoutumé à ce siége étrange, où une seule ville tient en échec les lois, l'Église, l'Empire, l'ordre social tout entier. L'Empereur, occupé d'affaires plus sérieuses, n'a pas le temps de songer à l'Allemagne, où, absent comme présent, il n'a su fonder ni l'empire, ni les lois. Dès lors, le vertige monte à la tête du nouveau roi. Enivré de sa victoire, il se croit déjà le maître de l'Allemagne et du monde : il bat monnaie, il a des pages, des échansons, des maîtres des cérémonies. Ses festins se prolongent bien avant dans la nuit. Vêtu de drap d'or, il chevauche par la ville, et l'on porte devant lui, comme devant César, le globe et l'épée. Assis sur un trône élevé, il rend la justice, et le peuple se prosterne devant lui. Il est sur la terre l'image du Dieu vivant. La veuve de Matthiesohn, remarquable par sa beauté, est déclarée reine, et a sa cour comme lui. Mais bientôt, le blocus se resserre, le pain manque dans la ville. Une des femmes du roi ose s'apitoyer sur le sort du pauvre peuple qui meurt de faim dans les rues ; le prophète la fait agenouiller sur la place du marché, et lui tranche la tête de sa main. Personne n'ose murmurer, et ses compagnes fanatisées dansent en rond autour de son cadavre.

Les assiégeants, dont l'armée grossit chaque jour, resserrent de plus en plus la ville. Le siége a déjà duré plus d'un an, toutes les provisions sont épuisées. Le roi-prophète annonce au peuple des secours qui ne viennent pas. Une bande de fanatiques, que ses émissaires ont recrutée en Hollande, est taillée en pièces ; la révolte est partout étouffée dans le sang ; Munster, abandonnée à elle-même, ne peut plus

compter sur l'appui du dehors. En vain le prophète promet celui de Dieu : le peuple murmure, la faim abat les plus fermes courages. Les faibles en foi quittent la ville ; l'ennemi les repousse, et ils campent sur les glacis, exposés à l'injure du temps et aux coups des deux partis. Mais le prophète a su communiquer à ceux qui restent son indomptable résolution : plutôt que de se rendre, ils veulent brûler la ville, se jeter en furieux sur le camp ennemi. Enfin le jour de la Saint-Jean, un traître ouvre aux assiégeants une porte mal gardée. Les anabaptistes, surpris, entourés de toutes parts, se défendent avec la rage du désespoir. La plupart sont massacrés ; le roi, moins heureux, est fait prisonnier. Chargé de chaînes, on le promène de ville en ville, pour repaître l'avide curiosité de la foule. Les juges qui l'interrogent sont confondus du calme et de la fermeté de ses réponses. On le ramène à Munster, où, devant un peuple immense, on le livre, une heure durant, aux supplices les plus raffinés. Son énergie ne faiblit pas un instant : le nom de Dieu sur les lèvres, et confessant humblement ses péchés, ce débauché fanatique et cruel meurt avec le courage résigné d'un martyr chrétien.

Une réaction sanglante s'opère dans Munster. L'évêque et le clergé y assouvissent leurs rancunes. Les partisans du prophète sont livrés aux bourreaux, les femmes et les enfants chassés sans pitié. Les bannis rentrent en foule dans la ville, et le catholicisme s'y rétablit triomphant, comme si c'était la Réforme qui avait été vaincue. La secte des anabaptistes, partout poursuivie par d'implacables rigueurs, s'efface peu à peu, sans disparaître. Beaucoup passent

en Angleterre, où ces sectaires farouches sont devenus les plus inoffensifs des hommes. L'Évangile, mieux compris, a porté ses fruits d'innocence et de paix : des anciens principes de la secte, ils n'ont gardé que le nouveau baptême, et la répugnance pour les emplois civils.

Munster pacifiée n'a pas rendu la paix à l'Allemagne. La paix de Nuremberg a ordonné la suspension de tous les procès entamés contre les protestants; mais malgré deux rescrits impériaux, dont l'obscurité calculée laisse le champ libre aux interprétations, la *chambre impériale* continue ses poursuites; l'Allemagne retentit de plaintes contre ses rigueurs. Les villes libres, impuissantes à se défendre, en sont surtout l'objet. Des centaines d'exilés, chassés de leurs foyers, errant de ville en ville, provoquent la pitié publique et la désaffection contre l'Empereur. Le roi des Romains, depuis qu'il a été reconnu par les princes luthériens, se rapproche de ses nouveaux alliés. La cour de Rome est inquiète : avec sa dextérité ordinaire, elle sent le besoin de céder quelque chose à l'opinion. Le dernier pape a perdu tout crédit dans l'Allemagne, même catholique, par son obstination à refuser le concile; or, l'habileté suprême c'est de le concéder, mais en s'y prenant de manière à le rendre impossible. Les cardinaux eux-mêmes pressent le nouveau pape de céder. Paul III, dès le premier consistoire, répudiant la politique de son devancier, parle avec chaleur de la nécessité d'un concile et d'une réforme de l'Église. On le prend au mot; on arrête le concile, et l'on choisit pour le tenir un terrain neutre, Mantoue, ville de l'Empire. Le nonce Vergerius est

envoyé en Saxe ; là, laissant de côté les traditions du nonce Cajetan, il ne parle que de conciliation et de paix. Mais ses mielleuses protestations trouvent Luther et l'Électeur inflexibles. Un concile « libre, chrétien et universel, tenu en Allemagne, » tel est le mot d'ordre qu'on lui oppose.

En somme, depuis la diète d'Augsbourg, où la Réforme a touché de si près à sa ruine, sa position s'est bien améliorée. Elle n'a plus qu'un ennemi, le pape, qui perd chaque jour du terrain en Allemagne. L'Empereur la ménage, la caresse même, chaque fois qu'il en a besoin. Ferdinand est en bons termes avec les princes réformés. Le roi de France continue, sans les avouer, ses relations avec eux. Henri d'Angleterre, tout en affectant de se séparer d'eux sur les questions religieuses, est au fond plus près de Wittemberg que de Rome. Les princes luthériens, alliés avec tous les ennemis d'un maître qu'ils ne veulent pas trahir, s'efforcent de garder envers l'Empereur indépendance et soumission à la fois.

Le congrès de Smalkalden s'ouvre le 6 décembre. François Ier s'est aperçu, trop tard, de la faute qu'il a commise. Il révoque ses édits contre les hérétiques, ouvre ses prisons, et publie une amnistie « pour tous « les suspects de luthéranisme, pourvu qu'ils vivent « en bons catholiques, et abjurent leurs erreurs. » Il invite, par une lettre de sa main, l'auteur de la confession d'Augsbourg, Mélancthon, à venir en France travailler à l'extinction du schisme. Il écrit aux confédérés que ceux qu'il a persécutés ne sont pas des luthériens, mais des factieux qui, « sous couleur de « religion, » voulaient bouleverser son royaume. Enfin, il va plus loin encore : « Le roi, dit Du Bellay,

« son ambassadeur, au congrès, approuve les senti-
« ments des réformés sur la plupart des questions,
« sur la justification par la foi, sur la sainte cène,
« sur les vœux monastiques et les images. Il pense
« comme eux que la primauté papale est de *droit*
« *humain*, non de *droit divin;* mais il a des ména-
« gements à garder avec le clergé de France, qui
« soutient à outrance la doctrine du purgatoire,
« parce que le trafic des messes et tous les revenus
« de l'Église sont assis sur cette base. » En attendant
que François se décide, par amour pour les princes
réformés, à faire la France luthérienne, il leur offre
son alliance, et demande leur assistance contre *tous*
ses ennemis. Mais le traité de Cambrai a montré à
l'Europe le cas que le roi de France fait de ses alliés;
les bûchers de Paris parlent plus haut que toutes
ses protestations. Les réformés, d'ailleurs, depuis le
traité de Nuremberg, en 1532, n'ont pas eu direc-
tement à se plaindre de Charles-Quint, ils ne se sou-
cient nullement d'entrer en lutte avec lui. Sa neu-
tralité, même malveillante, vaut mieux que l'amitié
du roi de France. Ils refusent donc absolument de
s'engager contre l'Empereur. Or, ce n'est pas là le
compte de François Ier; aussi, à dater de ce moment,
se refroidit-il sensiblement pour ses alliés. Du Bellay
ne parle plus des velléités d'hérésie de son maître;
Mélanchthon, invité par deux messages successifs à
venir à Paris, refuse, par ordre de l'Électeur, et en
est pour ses illusions naïves sur la conversion du
roi de France. Au début d'une guerre qui va mettre
l'Europe en feu, François se trouve encore une fois
sans alliés, juste punition de tant d'inconséquence
unie à tant de perfidie.

Mais malgré les ménagements de l'Empereur, les princes ne s'abusent pas sur sa secrète malveillance. En dépit des traités, la *chambre impériale* s'obstine à ne pas cesser ses poursuites. Ferdinand s'éloigne peu à peu des princes luthériens, pour se rapprocher des princes catholiques. Les confédérés, de leur côté, fortifiés par les accessions nouvelles, s'empressent de renouveler pour dix ans leur ligue, qui expire en 1537. Ils fixent le contingent, en cas de guerre, à vingt mille fantassins et quatre mille chevaux. En face du danger commun, les doctrines se rapprochent. Luther lui-même se relâche de sa rigueur, et trouve une formule commune pour les luthériens et les sacramentaires. L'union religieuse marche à la suite de l'union politique, et double les forces du parti protestant, trop faible encore pour se diviser sans danger.

Le concile a été convoqué à Mantoue pour le 27 mai suivant. Mais à peine la bulle est-elle publiée que chacun se récrie sur l'époque choisie pour une assemblée qui demandait du temps et des esprits plus tranquilles. « On l'a refusée, disent les mécon« tents, au moment où la paix régnait partout; on la « convoque au moment où la guerre va se déchaîner « sur l'Europe : » Le roi de France soutient avec raison que Mantoue, terre de l'Empire, n'est pas un terrain neutre, que des prélats français n'y seront ni en liberté, ni en sûreté. Le roi d'Angleterre dénie au pape le droit de représenter et de convoquer l'Église universelle. Les réformés protestent contre un concile italien, où Rome serait à la fois juge et partie, et où leurs pasteurs devraient comparaître en accusés comme Jean Huss, pour en sortir peut-

être condamnés comme lui. Il n'est pas jusqu'au petit duc de Mantoue qui, tranchant du souverain, ne prétende soumettre à sa juridiction les membres de l'assemblée. Le pape, sans doute, avait compté sur tous ces obstacles; mais il feint de se laisser décourager par eux : il ajourne le concile à un an d'abord, puis à un terme indéfini, et personne ne réclame.

L'Empereur, au milieu des soucis plus graves de la guerre contre la France, s'inquiète peu de ces lointains débats. Une seule idée le préoccupe : obtenir de ses huit ou dix royaumes de l'argent et des soldats. En février 1537, il fait demander à la ligue des subsides et des troupes pour faire la guerre aux Turks, c'est-à-dire aux Français; la ligue s'y refuse, tant qu'il ne suspendra pas les poursuites de la *chambre*. Elle étend et resserre ses alliances au dehors; elle enrôle dans ses rangs le roi de Danemark, le duc Henri de Saxe, frère du catholique duc George. Elle tient l'Allemagne en haleine par de fréquents congrès, et au sein même de la paix, elle prépare la guerre. La trêve, si brusquement conclue entre le roi et l'Empereur, dans les Pays-Bas et en Italie, et la soudaine amitié qui a succédé à tant de haines, accroissent encore ses défiances, Mais les Turks ayant, encore menacé l'Allemagne, l'Empereur ne songe plus qu'à la réunir contre l'ennemi commun. Il accorde aux confédérés une trêve de quinze mois. Tous les procès sont suspendus; les querelles de religion se traiteront à l'amiable dans un colloque; les deux partis vivront en paix, et ne rivaliseront plus que de zèle contre les infidèles.

La mort du duc George, le plus opiniâtre ennemi

de la Réforme, vient encore activer ses progrès dans la Saxe. George n'a point d'enfants, et ses États doivent passer à son frère Henri, luthérien zélé. Le duc mourant s'efforce vainement de déshériter un frère hérétique; les usages féodaux sont plus forts que la volonté d'un mourant : Henri hérite paisiblement des États de son frère. Dresde et Leipsick sont conquis à l'Évangile, qui règne dans la Saxe tout entière. Le jeune margrave Joachim II de Brandebourg s'y rallie à son tour. L'équilibre de l'Europe est changé : une fédération nouvelle a surgi, et pèse déjà dans sa balance. Les rois ont maintenant à compter avec la ligue de Smalkalden, et courtisent son alliance. Les princes ecclésiastiques, cernés de toutes parts par des États laïques et protestants, tremblent pour leur autorité. Les congrès luthériens ont remplacé les diètes, que l'on n'ose plus convoquer. L'autorité du roi des Romains, celle de l'Empereur même décroît chaque jour dans l'Empire. De la Baltique au Rhin, toute l'Allemagne de l'ouest et du nord est conquise à la Réforme, conquête pacifique, accomplie en vingt ans, sans une goutte de sang versé, par la puissance de la foi et du génie d'un seul homme!

On voit tout ce que les libertés de l'Allemagne ont gagné à l'absence de Charles-Quint ; l'Espagne a-t-elle gagné autant à sa présence? C'est ce que nous examinerons dans un chapitre spécial. Mais déjà éclatent de toutes parts les vices et la faiblesse de cet empire, trop vaste pour être rassemblé dans la main d'un seul homme. Si ferme que soit cette main, toujours, par quelque côté, il échappe à son étreinte; la pression, en redoublant, n'aboutit qu'à doubler

la résistance. La garnison espagnole de Milan se paie sa solde arriérée aux dépens des malheureux habitants, qu'elle traite en peuple conquis. Tous les liens de la discipline sont relâchés, Charles n'a plus d'armée en Lombardie; bientôt il n'y aura plus de sujets, car la désaffection gagne tous les jours. Une députation milanaise, envoyée près de lui, l'étonne par la hardiesse de ses plaintes. Enfin Guasto parvient à rétablir l'ordre, à force de concessions; il paie les troupes, et les licencie. Mais bientôt une révolte plus terrible éclate en Afrique, au milieu de ces mercenaires de tout pays que l'Espagne entretient sur ce sol, où Carthage périt par les mêmes causes. La garnison de la Goletta se révolte à son tour, faute de solde, et menace de livrer la place à Barberousse. On les déporte en Sicile, mais là, ils se soulèvent encore, s'établissent dans une ville au pied de l'Etna, et rançonnent tout le pays. On envoie contre eux des troupes, il les taillent en pièces. Enfin, le vice-roi Gonzaga, désespérant de les réduire, négocie avec eux, les amuse, les trompe, et finit par les séparer. De ce moment, ils sont vaincus; on les décime, et les chefs meurent dans les supplices. Telle est la discipline des armées impériales, tel est le sort de l'Italie et du monde, sous le glorieux empire de Charles-Quint!

Pendant ce temps, de graves événements se passent en Italie. Venise, la vieille alliée de la France et des Turks, a rompu avec ces derniers. Une ligue se noue contre le sultan, sous les auspices du saint père, contre Charles-Quint, la république et le saint-siége. Venise se voit pour la première fois alliée avec l'Empire. Toutes les alliances sont interverties:

François I[er] se rapproche de Charles-Quint, depuis l'entrevue d'Aiguemortes, et se rapprocher de l'Empereur, c'est s'éloigner de Souleyman. Si toutes les forces de la chrétienté se fussent unies en un faisceau, c'en était fait peut-être de la puissance ottomane, qui n'a grandi que par leurs divisions. Mais François ne peut, à la face de l'Europe, payer d'une aussi noire ingratitude l'opiniâtre fidélité de son allié. Il s'abstient donc, et devait s'abstenir, sous peine de se déshonorer. Personne du reste, sauf Venise, n'a pris la ligue sérieusement à cœur, pas même le pape qui l'a formée. L'Empereur, privé, par la révolte de ses armées, de tout moyen d'action en Italie, songe à garder le Milanais bien plus qu'à humilier le sultan. Le bruit court même en Italie qu'il n'a cherché, dans cette guerre, qu'un moyen d'affaiblir Venise, pour partager ses dépouilles avec les Turks, et lui enlever ses villes de terre ferme que l'Empire réclamait déjà, du temps de Maximilien.

Une ligue, où chacun craint de voir triompher ses alliés, ne peut avoir une heureuse issue. Le Génois Doria, le Vénitien Capello, et Gonzaga qui commande les troupes de débarquememt ne sont jamais d'accord. Le résultat, facile à prévoir, est la défaite de la flotte chrétienne. Les deux amiraux, grâce au décousu de leurs opérations, se font battre par Barberousse dans le golfe d'Arta. Cent tente-cinq galères chrétiennes, montées par seize mille soldats, se retirent, après un court engagement, devant quatre-vingt-sept galères turques. La croix recule devant le croissant : Doria ternit la gloire de toute une vie en faisant éteindre les fanaux de ses galères pour fuir devant Barberousse. Les alliés, il est vrai, ne tardent pas à

prendre leur revanche en s'emparant de Castel-Nuovo en Dalmatie. La chance a tourné : Barberousse perd dans une tempête vingt mille hommes et soixante-dix vaisseaux. La flotte chrétienne, encore intacte, pourrait écraser les débris de la flotte turque. Mais l'âge et le dernier échec de Doria l'ont rendu timide; peut-être aussi a-t-il des ordres de l'Empereur. Il se refuse, sous prétexte du mauvais temps, à attaquer Barberousse, et peu de jours après, il se met en route pour Naples afin d'y prendre ses quartiers d'hiver. La ligue est dissoute de fait, les Vénitiens reprochent hautement à l'Empereur de les avoir trahis, en les engageant dans la lutte, pour les laisser ensuite seuls aux prises avec Souleyman.

Au printemps suivant, Barberousse reprend Castel-Nuovo. Venise, atteinte par son côté vulnérable, ses possessions du Levant, poussée sous main à la paix par le roi de France, au moment même où il propose à l'Empereur de s'allier à lui contre le sultan, finit par acheter aux Turks une paix honteuse, malgré tous les efforts de Charles pour l'empêcher. Elle y perd ce qui lui restait de la Morée et des îles de l'Archipel; mais elle y gagne de pouvoir accuser Charles-Quint, à la face de l'Europe, d'avoir forfait à ses devoirs d'empereur. Le vainqueur de Tunis, de quelque côté qu'il se tourne, ne voit qu'embarras et que dangers. Depuis trois ans déjà, une vive fermentation règne dans les Pays-Bas, sur qui pèse surtout le fardeau de la guerre. En 1536, la reine de Hongrie a levé à regret sur le pays une contribution de guerre de deux millions de florins. La Flandre se soumet en murmurant. Mais, dans la riche cité de Gand, fermente un vieux levain de sédition, qui date du temps

d'Artevelde. Gand se refuse à payer un impôt que ses représentants n'ont pas voté. La gouvernante, par représailles, fait jeter en prison tous les Gantois établis dans les villes des Pays-Bas. Les Gantois, poussés à bout, appellent la Flandre entière à la défense des franchises nationales; mais la Flandre reste sourde à leur appel. Ils ont recours à l'Empereur; celui-ci les renvoie au conseil de Malines. Condamnés par ce tribunal, les Gantois n'écoutent plus que leur désespoir[1]. Tout d'un coup, au son de la cloche du beffroi, la ville entière se soulève, chasse de ses murs les nobles et les autorités, et se constitue en république. En même temps, elle envoie des députés au roi de France pour se mettre sous sa protection, et reconnaître sa suzeraineté. La gouvernante des Pays-Bas écrit à son frère que s'il ne vient lui-même réprimer la sédition, « ces provinces seront « perdues et affolées. »

L'offre des Gantois ouvre à François Ier une voie toute nouvelle. Depuis l'entrevue d'Aiguemortes, François, cédant aux obsessions du connétable, a oublié toutes ses rancunes, pour se donner à l'Empereur. Il a changé d'un trait de plume la vraie politique de la France, celle qui consiste à tenir partout en échec la puissance impériale, à se faire l'ennemi de tous ses alliés, et l'allié de tous ses ennemis. Pour quelques concessions faites à son amour-propre, pour un lambeau de l'Italie, qu'il n'a pas su conquérir, et qu'il ne saura pas garder, il est prêt à frayer à son rival le chemin du trône de Constantinople,

1. S'il faut en croire un anonyme contemporain, édité par Gachard (*Relation des troubles de Gand,* Bruxelles, 1846), les folles idées des anabaptistes ne furent pas étrangères à ce soulèvement.

aux dépens de son seul allié réel, le sultan. Les offres des Gantois viennent donc mal à propos; mais est-ce une raison suffisante pour ne pas les accepter? Ne légitiment-elles pas les vieilles prétentions de la France à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, dont l'Empereur n'est que le feudataire? La Flandre, annexe naturelle de la France, dont elle fortifierait la capitale en l'éloignant de la frontière, vaut dix fois pour elle la Lombardie, séparée d'elle par les Alpes et par le Piémont.

Fermer à Charles-Quint le passage à travers la France, soutenir la rébellion des Gantois, et l'aider à s'étendre dans le reste de la Flandre; tendre la main aux luthériens d'Allemagne, à Souleyman, aux petits États de l'Italie; se faire partout le protecteur des faibles, des opprimés, le point de mire et l'appui de tous ceux qui veulent sauver l'Europe du joug du pape et de la maison d'Autriche, telle est la vraie politique de la France et de son roi. L'a-t-on suivie, il faut y persévérer; l'a-t-on abandonnée, il faut la reprendre pour ne la plus quitter. La plupart des historiens contemporains ont porté jusqu'aux nues la chevaleresque loyauté de François I[er] envers son ncien rival; d'autres, plus perspicaces, ont blâmé a duperie. Pour nous, nous sommes surtout frappés le ce qu'il y a de lâche et d'odieux dans la conduite le ce roi chevalier, qui se fait un mérite aux yeux le Charles-Quint de toutes ses trahisons, présentes t passées, et livre Gand pour avoir Milan. Si Franois, par un scrupule nouveau pour lui, tenait à arder sa parole envers l'Empereur, devait-il pour ela trahir les Gantois? Tout en déclinant leurs ffres, ne pouvait-il se faire auprès de son hôte un

titre de sa loyauté même pour obtenir leur pardon? Certes, retenir Charles-Quint prisonnier, eût été une infâme trahison; mais lui fermer la France et soutenir les Gantois, eût été sagesse. La vraie chevalerie ne consiste pas à secourir les forts, mais les opprimés.

Après le gage que son rival vient de lui donner, Charles-Quint n'a plus rien à craindre d'un prince qui lui ouvre ses États pour aller punir les Gantois du crime d'avoir voulu se donner à la France. Charles joue de bonheur, en vérité, de trouver François aussi facile; car au moment où celui-ci trahit sans scrupule, pour un allié d'un jour, des alliés de dix ans, l'Empereur voit tous les siens se tourner contre lui. Le pape, révolté de ses concessions aux protestants, n'est pas loin de le mettre au ban de la chrétienté, comme il vient d'y mettre le roi d'Angleterre. Charles-Quint, à la cour de Rome, est plus mal vu que les Turks eux-mêmes : « Ses ministres, dit-on tout haut, « sont vendus à la Réforme ; sa sœur, la reine Marie, « est à moitié protestante; enfin lui-même va se « mettre à la tête d'un schisme nouveau, comme le « roi d'Angleterre. » Charles-Quint n'a donc plus de refuge que dans la loyauté de François Ier, caprice qui peut changer, comme tous les caprices. Aussi est-ce sincèrement cette fois qu'il cherche à se rapprocher de la France; il y gagne trop pour qu'on puisse en douter.

Deux grands projets, à cette époque, semblent chez Charles-Quint dominer tous les autres : mettre fin à tout prix au schisme de l'Allemagne, et réunir toutes les forces de la chrétienté contre les Turks. François, de son côté, ne demande pas mieux. Les

deux rois une fois d'accord sur le but, il ne reste plus qu'à s'entendre sur la voie qui y conduit. L'union de la sœur de Charles avec François I[er] a montré l'impuissance des liens de famille à fonder un accord durable entre des intérêts opposés. Et cependant, l'on en revient encore à la folle idée de fondre ensemble par des mariages ces trois maisons d'Espagne, d'Autriche et de France qui, pendant un siècle et demi, ensanglanteront l'Europe de leurs querelles. On sait les deux pensées de Charles-Quint; quant à François, il n'en a qu'une, recouvrer le Milanais; guerres, négociations, mariages, abandon de ses alliés et des plus chers intérêts du pays, tous les moyens lui sont bons pour réaliser cette folle chimère, qui a coûté à la France tant d'or et de sang. Dès le mois de février, il négocie déjà le mariage de son deuxième fils, le duc d'Orléans, avec la fille du roi des Romains, qui lui apportera le Milanais pour dot. Il a invité le premier l'Empereur à traverser la France[1], pour aller châtier ses sujets rebelles, et il redouble ses instances pour l'y décider. Mais du moment où les villes de Flandre ne bougent pas, et où François n'appuie pas la révolte de Gand, Charles peut choisir la route qui lui plaît. S'il préfère la France à l'Allemagne, qu'il visitera sans danger six mois après, et à la mer qu'il brave en toute saison, c'est qu'il compte sur la loyauté, mais encore plus sur l'imprévoyance de François, et sa confiance ne sera pas trompée.

1. C'est ce que prouve une lettre très-pressante du roi à l'Empereur (Granvelle, II, 540), malgré l'assertion contraire des historiens de Thou et Du Bellay. Robertson a inventé la fable d'un conseil, où Charles, en dépit de tous ses conseillers qui s'y opposent, se décide à demander le passage à François I[er].

Sans confier encore à son fils, âgé de treize ans, l'administration de l'Espagne, comme il le fit deux ans plus tard, Charles-Quint l'entoura d'hommes d'État éminents qui l'initièrent de bonne heure à la science de gouverner. En voyant agir les secrets ressorts qui dirigent les affaires d'un grand État, l'Infant put dès lors, par la pratique même du pouvoir, en étudier la théorie. Après avoir assuré en son absence le gouvernement de l'Espagne, machine si bien montée qu'elle pouvait fonctionner toute seule, le 20 novembre, l'Empereur, escorté seulement des grands officiers de sa couronne, franchit la frontière, et arriva à Bayonne. Il fut reçu comme on recevait les rois de France, à leur joyeux avénement. Le roi, toujours souffrant d'un mal, alors incurable, n'avait pu aller à la rencontre de son hôte plus loin que Châtelleraut. Le connétable, le Dauphin et le duc d'Orléans vinrent à Bayonne saluer l'arrivée de l'Empereur. Ils devaient lui servir d'otages jusqu'à ce qu'il eût traversé la France; mais jamais Charles-Quint ne le voulut souffrir. Il retint les princes près de lui, « non comme otages, dit-il, mais comme « compagnons de voyage. » Dans toutes les villes où il passa, « il donna grâces et rémissions, et délivra « les prisonniers, comme il l'eût fait en son propre « royaume. » Son voyage ne fut qu'une continuelle partie de plaisir. La noblesse et la bourgeoisie des villes déployèrent à l'envi, dans cette fastueuse promenade, un luxe insensé. On estime à deux millions d'écus d'or la somme que la visite de l'Empereur coûta à la France.

Les deux rois ne se rencontrèrent que le 15 décembre. François, à qui la seule idée de recouvrer

le Milanais avait rendu toutes ses forces, fit à son hôte l'accueil le plus empressé; il le promena avec lui dans cette riche Touraine, si aimée des Valois, qui l'ont couverte des monuments de leur magnificence. Tous deux n'atteignirent Paris que le 1er janvier. Les huit jours que Charles-Quint y passa furent remplis par des fêtes. Rien n'annonce que le roi ait eu un seul instant la pensée de manquer à sa parole, et de faire de son hôte un prisonnier ; mais d'autres, autour de lui, semblent y avoir songé. Nous ne répéterons pas ici les anecdotes trop connues de la duchesse d'Étampes trouvant au fond de son aiguière l'anneau que l'Empereur y a laissé tomber ; ni celle du fou de la cour, écrivant sur ses tablettes le nom de Charles-Quint, prêt à le remplacer par celui de François Ier, s'il laisse passer son ennemi sans l'arrêter ; ni celle du duc d'Orléans qui, dans un accès de gaieté juvénile, saute sur la croupe du cheval de l'Empereur, et l'étreint de ses deux bras, en lui criant : « Vous « êtes mon prisonnier. » Mais un complot plus sérieux paraît avoir été formé entre le Dauphin et le roi de Navarre pour arrêter l'Empereur à Chantilly, résidence du connétable. Le projet avorta, Montmorency n'ayant pas voulu y prêter les mains. Mais tous ces symptômes, assez significatifs, hâtèrent le départ de Charles-Quint. Impatient de se retrouver dans ses États, il prit enfin congé du roi, qui l'escorta jusqu'à Saint-Quentin.

A peine eut-il atteint le territoire flamand, que les envoyés français le pressèrent de tenir sa promesse, et de se dessaisir du Milanais ; mais Charles qui, à toutes les importunités de son bon frère, avait répondu en ajournant les affaires à son retour dans

les Pays-Bas, éluda la requête : il allégua la nécessité de s'entendre avec son frère, avant de renoncer à un fief de l'Empire. Ce délai était déjà de mauvais augure. Au fond, cependant, Charles ne songeait pas à rompre le contrat, mais à en changer les termes. Au moment de se dépouiller de ce riche joyau du Milanais, un scrupule l'avait pris. Dans cette tête féconde en projets, un autre plan mûrissait déjà; il s'agissait d'obtenir du roi de France qu'il renonçât à toute prétention sur le duché de Milan, et restituât au duc de Savoie ses États. En échange de ces graves concessions, l'Empereur offrait au roi pour son deuxième fils, le duc d'Orléans, la main de sa fille bien-aimée, Marie. Il y joignait pour dot, non plus le Milanais, mais les Pays-Bas, la Franche-Comté et le Charolais. C'était la reconstitution, sous le patronage de l'Espagne, du duché de Bourgogne, qui avait si longtemps entravé l'unité de la France. De son côté François devait constituer au jeune prince « un apa-« nage à la proximité des pays cédés à l'épousée. » Du vivant de l'Empereur, les deux époux n'auraient que le gouvernement des Pays-Bas, et la souveraineté après sa mort. L'ensemble de leurs possessions pourrait au besoin être érigé en royaume. Si le duc d'Orléans mourait sans laisser d'enfants, ses États feraient retour à l'Empereur ou à ses héritiers. Le prince des Asturies (Philippe II) finirait la vieille querelle de la Navarre, en épousant Jeanne d'Albret, nièce de François Ier et héritière de ce royaume. Enfin le roi de France s'engageait à seconder l'Empereur dans sa lutte contre les Turks, et contre l'hérésie en Allemagne.

Ce projet, resté comme tant d'autres, à l'état

d'ébauche, mais dont on trouve déjà trace dans le testament de Charles-Quint, à la date de 1535, inaugure un changement complet dans la politique de l'Empereur. Déjà moins sûr de son frère Ferdinand, qui se rapproche des protestants, à mesure que lui-même se rapproche de la France; embarrassé de tous ces royaumes, épars sur la surface du continent; redoutant, pour l'inexpérience de son fils, un fardeau que lui-même commence à trouver trop pesant, Charles tend à déplacer sa puissance, et à la reporter du nord vers le midi. L'Allemagne n'en est plus qu'un hors-d'œuvre; l'Italie et l'Espágne en deviennent les deux bases. La Corse, la Sardaigne, la Sicile, Tunis déjà conquis, Alger qui va bientôt l'être, feront de la Méditerranée un lac espagnol. Déjà la cession de l'Autriche à son frère Ferdinand a trahi cette pensée, que Charles-Quint doit quitter et reprendre, sans jamais la perdre de vue, pendant tout le cours de sa vie : distinguer, sans les séparer, les deux maisons d'Espagne et d'Autriche, et tourner leurs forces, indépendantes, mais unies, contre la maison de France. Charles, sans doute, ne songe pas encore sérieusement à renoncer à son titre d'empereur; surtout, il n'est nullement résigné à le voir passer sur la tête de son frère; mais ses efforts impuissants pour pacifier l'Allemagne lui ont appris l'inanité de cette couronne impériale, dont il n'a que le titre, sans le pouvoir. S'il veut se débarrasser de l'Empire, que lui sert dès lors de garder les Pays-Bas, où gronde sans cesse une double insurrection, religieuse et politique, et où il ne peut arriver que sous le bon plaisir du roi de France et des protestants, ses éternels ennemis?

En étudiant cette politique de Charles-Quint, toujours une dans son but, mais qui y tend par des moyens divers, on songe malgré soi à ce conquérant moderne qui, lui aussi, rêva comme Charles-Quint la dictature européenne, et finit par diviser, entre les membres de sa famille, ce fardeau que son génie même ne suffisait pas à porter. Charles-Quint, Napoléon incomplet, chez qui manquent à la fois le général et l'organisateur, succombe, depuis vingt ans déjà, sous une tâche trop lourde pour lui. Ce plan, même avorté, jette donc un jour curieux sur les secrets replis de cette pensée, vaste, mais hésitante, qui s'épuise en combinaisons pour résoudre un problème insoluble, celui de gouverner l'Europe par une seule famille, gouvernée elle-même par un seul homme.

Au premier coup d'œil, on s'étonne que François Ier n'ait pas accepté l'offre, sans soupçonner le piége qu'elle cachait. En effet, la Bourgogne et les Pays-Bas, réunis, et même seuls, valaient deux fois le duché de Milan ; car tous deux complétaient les limites naturelles de la France. Reprendre à celle-ci le Piémont et le Milanais, c'était la délivrer d'un boulet qu'elle traînait après elle depuis un demi-siècle, et qui embarrassait tous ses pas. Si l'offre de Charles eût été faite franchement, sans esprit de retour, il fallait l'accepter ; la France, ainsi arrondie, puissante de sa cohésion et de son unité, eût été à elle seule plus forte que les deux empires qu'on voulait organiser contre elle. Mais la condition de reversibilité de ce nouveau duché de Bourgogne à l'Empire dessilla les yeux de François. Sans repousser les propositions de mariage, il refusa de restituer la

Savoie et le Piémont; il rejeta dédaigneusement l'offre des Pays-Bas, en disant « qu'il n'avait jamais « désiré le bien d'autrui, qu'il voulait seulement ce « qui lui appartenait, c'est-à-dire le duché de Milan. » Sur de pareilles bases, il était impossible de s'entendre. L'Empereur affecta de s'étonner que des offres aussi belles n'eussent pas été mieux accueillies. Il se plaignit de la froideur de François I[er] à le secourir contre les Turks et les luthériens. François, impatient de toute contrainte, rompit les négociations. Il refusa de rendre à l'Empereur, dans les Pays-Bas, la visite que celui-ci lui avait faite en France. Pour s'ôter toute possibilité de retour, il maria sa nièce Jeanne d'Albret, alors âgée de douze ans, au duc de Clèves, le plus implacable ennemi de l'Empereur. La jeune princesse, qui devait être un jour la mère de Henri IV, échappa au triste honneur de régner sur la Castille, et d'épouser Philippe II. Charles répondit au défi en donnant à son fils l'investiture du Milanais. Néanmoins, une sorte de pudeur empêcha les deux monarques de déchaîner de nouveau la guerre sur l'Europe; la trêve de Nice fut déclarée toujours en vigueur. Le connétable, coupable aux yeux de son maître de l'insuccès des négociations, fut seul sacrifié, et quitta le pouvoir pour n'y plus rentrer sous ce règne.

Charles-Quint n'avait pas oublié ses vieilles rancunes contre les Gantois. Ceux-ci avaient envoyé des députés implorer sa clémence; mais les haines de Charles, pour être patientes, n'en étaient que plus implacables. « Je rentrerai dans Gand, avait-il dit, « le sceptre d'une main, et l'épée de l'autre. » En effet, dès le mois de février, il prit possession, à la

tête d'une armée, de la cité rebelle. Elle accueillit son maître avec une soumission mêlée de terreur. L'amour-propre blessé ne pardonne pas : Charles avait été sans pitié pour les communes espagnoles, il le fut de même pour sa ville natale. Après un semblant de procès, il la déclara déchue de tous ses privilèges. Tous ses biens lui furent enlevés. Les conseillers municipaux et les chefs de métier durent faire amende honorable, la corde au cou. Les chefs de l'insurrection furent décapités sur la place du marché. La grosse cloche du beffroi, qui avait si souvent appelé les Gantois à la révolte, fut détruite. Outre son impôt de 400 mille florins, Gand fut condamnée à une amende de 150 mille carolus d'or, et dut construire à ses frais une citadelle, destinée à la tenir en bride. Le duc d'Albe proposait de détruire la ville, et de semer du sel sur ses ruines; Charles fit monter le duc avec lui sur le beffroi ; et de là, lui montrant l'immense cité, qui dépassait en grandeur toutes les capitales de l'Europe : « Combien « crois-tu, dit-il au duc, avec la vulgarité de lan- « gage habituelle à ce maître du monde, qu'il faille « de *peaux d'Espagne* pour faire un *gant* de cette « grandeur ? »

Charles, depuis près de dix ans, n'a pas visité l'Allemagne. En attendant son expédition d'Alger, l'actif monarque sent le besoin d'aller se montrer à ses sujets allemands. Il veut en finir avec les querelles de religion, et donner l'unité et la paix à l'Empire. L'invasion musulmane heurte sans cesse aux portes de l'Autriche. Il faut défendre Ferdinand, et derrière lui, l'Allemagne et la chrétienté menacées. Or, chaque fois que Charles-Quint a peur des Turks, il

a besoin de ménager les protestants. C'est ainsi qu'il ajourne d'année en année, depuis vingt ans déjà, ces profonds ressentiments qu'il cache sous des caresses. Cette fois, cependant, il veut tenter un dernier effort pour rapprocher les deux religions. Du côté des catholiques, quelques signes précurseurs semblent indiquer la possibilité d'un compromis. Les doctrines luthériennes, qui se glissent partout, ont profondément entamé l'Italie. Au dire des inquisiteurs pour la foi, on y compte trois mille instituteurs gagnés aux idées nouvelles. Des membres du haut clergé, Contarini, Caraffa, Lippomani, Sadolet, Polus, Fregoso, etc., sont les premiers à les propager. Ces hommes, éminents par la foi et par le talent, dont la plupart deviendront cardinaux, et dont un (Caraffa) s'asseoira un jour sur le trône de saint Pierre, gémissent depuis longtemps du relâchement de la piété et de la discipline chez les membres de l'Église romaine. Ils n'osent pas attaquer la primauté du pape; elle tient, en Italie, par des racines trop profondes, à l'amour-propre national et aux souvenirs du passé; mais comme Luther, ils veulent une réforme du dogme et de la discipline, tout en la voulant moins radicale que lui. Ils ont adopté sans réserve l'idée fondamentale de sa doctrine, la *justification par la foi*, qui suffit à elle seule pour renverser tout l'échafaudage élevé par la tradition autour de l'Évangile [1]. L'Espagnol Juan Valdez, secrétaire du vice-roi, a répandu dans Naples cette doctrine qui, du haut clergé et des classes supérieures, est peu à peu

1. C'est ce que prouve avec une incomparable force de logique M. Ch. de Rémusat, dans son bel article sur le Protestantisme, *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1854.

descendue plus bas. Ainsi le terrain est partout miné sous les pieds du saint-père. L'Italie, le centre même de son pouvoir, va bientôt lui échapper.

Rapproché des protestants par la crainte des Turks, séparé de la papauté par de vieilles injures, Charles-Quint peut donc servir à la fois, en pacifiant l'Allemagne, et en réformant l'Église, ses intérêts et ses rancunes. Telle est la pensée qui lui inspire la convocation de la diète et du colloque de Ratisbonne. Paul III lui-même a semblé s'associer à ce mouvement de réforme en offrant un chapeau de cardinal à Érasme d'abord, puis au Vénitien Contarini, intrépide ennemi des abus de la curie romaine, et partisan avoué de la *justification par la foi.* Par un choix qui annonce peu de scrupule sur la pureté de la doctrine, c'est encore ce même Contarini que le pape envoie pour légat à la diète. Ses instructions, que nous possédons, peuvent se réduire à ceci : « Voyez si les « protestants s'accordent avec nous sur *les principes*, « c'est-à-dire sur la primauté du saint-siége, les « sacrements et sur *quelques autres choses*. » Évidemment le pape veut sonder le terrain, et ne pas se laisser engager par son légat plus loin qu'il ne veut aller. Mais Contarini, plus sérieux que le saint-père dans ses projets de réforme, comprend que tout est perdu, si on commence par discuter la primauté du saint-siége. Il aime mieux écarter du débat les points où l'on doit se heurter, pour chercher ceux où l'on peut s'entendre.

L'Empereur a voulu présider en personne la diète. Elle s'ouvre le 5 avril, et le colloque la suit de près. Les interlocuteurs sont choisis parmi les hommes les plus modérés des deux partis. L'électeur palatin et

Granvelle, tous deux ardents pour la conciliation, sont chargés de diriger les débats. Après de longues discussions, où se révèle de part et d'autre une bonne volonté sincère, on finit par s'entendre, ou par croire qu'on s'est entendu sur les points fondamentaux qui séparent les deux communions. Le légat, plus fidèle à ses propres convictions qu'aux instructions papales, pousse de toutes ses forces à un rapprochement. Sur deux points graves, le mariage des prêtres et la cène sous les deux espèces, l'Empereur et le légat sont d'accord pour céder. Déjà Contarini pense à réunir une consulte des diverses nations pour leur faire adopter ces bases communes de la régénération de l'Église. Quant à la primauté du pape, quelques princes protestants se montrent disposés à l'admettre, pourvu que le pape ne soit plus considéré comme le chef de l'Église, mais comme son inspecteur suprême (*episcopos*) et que les évêques ne lui prêtent plus serment d'obéissance. Déjà tout ce qu'il y a en Italie d'hommes pieux et éclairés, tout ce qui veut transformer le catholicisme pour le sauver, tressaille d'espérance, et ne cache pas sa joie. Mais ce n'est pas le tout de s'entendre dans le colloque, il faut encore s'assurer l'adhésion du parti catholique résumé dans le pape, du parti protestant résumé dans Luther. L'Empereur ne s'y épargne pas : le landgrave de Hesse, gagné par ses avances, vient de conclure avec lui une alliance en forme ; Philippe ne renonce pas à la ligue, mais il s'engage à l'empêcher de s'allier avec la France et l'Angleterre. Charles qui se flattait également de gagner l'électeur de Saxe, emploie toutes ses séductions pour l'attirer à la diète. Mais Luther veille sur son œuvre : cette tendance à un

rapprochement entre des croyances et des intérêts qu'il sait incompatibles, l'inquiète plus qu'elle ne le charme. « N'allez pas à la diète, écrit-il à l'électeur, « car c'est justement à vous que le diable en veut! »

Cependant les points conciliés avaient été soumis à l'acceptation du saint-père. Le scandale qu'ils causèrent à Rome fut immense ; un concert de malédictions s'éleva contre le légat dont la loyauté maladroite avait dépassé ses pouvoirs, et trahi, disait-on, la cause de Rome et celle de la foi. Que devenait la papauté en effet, si le catholicisme et la Réforme, réunis pour la première fois sans se combattre, en venaient à se rapprocher? La paix ne pouvait se conclure qu'aux dépens du saint-siége. Déjà même, dans le colloque, le droit d'interpréter l'Écriture avait été réservé à l'ensemble de l'Église, et *non à aucune autre personne*. Ainsi se trouvait établie la supériorité des conciles sur le pape; la papauté devenait dans le christianisme une superfétation, un rouage inutile.

Au point de vue politique, le danger n'était pas moins grave : si la réconciliation avait lieu, l'Empereur, qui y avait travaillé toute sa vie, y puiserait contre Rome une force immense. Enhardi par ce triomphe, s'il se hasardait à convoquer un concile, il unirait ainsi en sa personne l'autorité d'un pape à celle d'un empereur; il recommencerait, sur les débris du schisme abattu, le rôle des Othon et des Charlemagne. Le danger n'était pas pour Rome seule, mais pour l'Europe entière; François I[er] le comprit et s'en émut : il se plaignit tout haut de l'audace des prétentions protestantes et des concessions du légat. Il avait à la diète deux envoyés, dont l'un frayait

avec les réformés, et l'autre avec les catholiques. Il fait dire par l'un aux luthériens de repousser toute conciliation ; par l'autre il promet au pape de vouer à la défense du saint-siége sa vie et son royaume.

Le parti catholique allemand n'a pas vu de meilleur œil les pas faits vers un rapprochement. Les concessions de l'Empereur aux protestants ont redoublé ses méfiances. Une majorité toujours plus compacte se serre dans la diète autour de ses chefs, l'archevêque de Mayence et les ducs de Bavière. Ce dernier demande tout haut le rejet des articles conciliés, et un concile, convoqué par le pape, comme le seul moyen d'en finir avec l'hérésie. Ce cri d'alarme, poussé par la Bavière, répété par le pape et par le roi de France, produit un immense effet. Déjà l'on murmure tout haut contre l'Empereur : « Il fraie avec les hérétiques, dit-on; il trahit « la cause de l'Église, et ne songe plus à lui faire « rendre ses biens. —L'Allemagne catholique n'est « plus défendue, ose ajouter le prélat de Mayence ; « elle devrait se donner pour empereur, au lieu de « Charles-Quint, le duc de Bavière. »

En face de cette formidable opposition dans la diète, à Paris, à Rome, que peuvent l'impuissante bonne volonté du légat et de l'Empereur? Charles doit-il se mettre à dos, avec le pape, la moitié de l'Allemagne et la catholicité tout entière? Il y va pour lui de son renom d'orthodoxie, qui a fait aux yeux de l'Europe la moitié de sa force. Charles hésite, et se sent perdu, s'il veut aller plus loin. Le légat, qui s'est avancé avec lui, recule en se sentant désavoué. L'avis du pape vient peser d'un poids décisif dans la balance. Le légat reçoit de Rome la

défense formelle d'approuver toute formule qui n'exprimerait pas avec une entière clarté la doctrine catholique. La sentence est sans appel : elle en finit pour toujours avec ces formules équivoques, adoptées par les deux partis, comme un terrain neutre sur lequel on fait semblant de s'entendre. L'ancienne majorité catholique, un instant brisée, s'est retrouvée plus unie et plus exigeante que jamais, et repousse toute transaction. Luther, l'âme du vieux parti protestant, ne voit, dans toutes ces tentatives de rapprochement, que mensonge et trahison, et pèse par l'électeur sur la diète. Contarini, effrayé du désaveu de Rome, recule plus loin qu'il ne s'est avancé, et parle de tout renvoyer au pape et au concile. L'Empereur, découragé, mécontent du saint-siége, du parti catholique et de lui-même, finit par s'arrêter à ce dernier parti. Diète et colloque se terminent en même temps, dans un commun sentiment d'impuissance à rapprocher deux doctrines, que tout sépare dans ce monde et dans l'autre.

Le recès de la diète, publié le 29 juillet, reconnaît la nécessité d'une réforme de l'Église, mais la renvoie à une diète générale ou à un concile. La paix de Nuremberg y est confirmée, et les procès suspendus; mais les recès de Worms et d'Augsbourg pèsent toujours, comme une menace, sur la tête des protestants. Aussi l'Empereur, qui a plus que jamais besoin de leur appui contre les Turks, doit-il apaiser leurs justes griefs par une *déclaration* où il octroie en son propre nom toutes les concessions refusées par la diète. Ainsi, « les revenus des biens enlevés au clergé pourront être appliqués aux temples et aux écoles ; la propagande publique est interdite,

mais tout catholique est libre d'accéder aux doctrines luthériennes. Enfin le recès d'Augsbourg cesse d'être exécutoire en matière de religion. »

Ces concessions, on le voit, surpassent en importance toutes celles que le parti protestant a obtenues jusqu'à ce jour. Son influence grandit dans la diète de toute celle qu'y a perdue l'Empereur; son passé se trouve ainsi sanctionné, et l'avenir reste ouvert devant lui. Émanées du bon plaisir d'un maître absolu, ces concessions sont bien précaires, sans doute; mais elles dureront toujours au moins autant que la nécessité qui les a arrachées. Aussi les princes réformés donnèrent-ils libéralement à l'Empereur tous les secours qu'ils lui avaient promis, en hommes et en argent. Les catholiques mumurèrent hautement; mais plus le moment approchait pour Charles de solder son compte avec la Réforme, moins il lui en coûtait de le grossir. Le légat quitta la diète, avec le sincère regret d'avoir vu avorter la seule tentative sérieuse qu'on eût encore faite pour rapprocher les deux religions. Charles à son tour ne tarda pas à quitter l'Allemagne, et se dirigea vers l'Italie pour presser la convocation du concile. Avant de clore la diète, il s'était vanté « d'avoir si bien mis ordre aux « affaires de Hongrie que, quand toutes les forces « du Grand Seigneur y seraient, elles ne feraient « rien. » Mais à peine a-t-il passé les Alpes qu'il apprend la perte de la bataille de Bude, qui livre à Souleyman II toute la Hongrie de Zapoly[1]. L'Empereur ne se détourne pas même de son chemin. On dirait que les affaires de l'Allemagne ne le touchent

1. Voir aux Pièces justificatives, n° 2.

plus, et qu'il se réjouit de voir les Turks la punir de ses désordres. Chacun s'étonne du flegme de César. L'ambassadeur français à Venise écrit à son maître que « Charles V pourrait bien perdre sa couronne de « cette affaire, et l'Allemagne eslire un autre roi des « Romains, voire à l'aventure un autre empereur. » (*Négociations du Levant*, 14 septembre 1541.)

A l'équivoque amitié qui avait régné un instant entre Charles-Quint et François Ier, avait succédé une bonne et franche haine. Le roi accusait l'Empereur de lui avoir montré le Milanais comme un appât pour l'attirer dans le piége. Il attendait avec impatience l'occasion de se venger; Guasto se chargea de la lui fournir. Deux agents secrets de la France, l'Espagnol Rincon et le Génois Fregoso, allant, l'un en Turquie, l'autre à Venise, eurent l'imprudence de passer par la Lombardie. Langey, gouverneur du Piémont, essaya en vain de les en détourner. Près de Pavie, leur barque fut attaquée par des hommes apostés, les deux agents égorgés, et leurs corps jetés dans le Pô. Trop heureux de trouver un prétexte pour rompre une paix qui lui pesait, François demanda réparation à l'Empereur et à la diète germanique, et ne négligea rien pour soulever l'opinion contre cet odieux attentat, auquel Charles-Quint semble avoir été étranger [1].

Cette violation gratuite du droit des gens était une faute et un crime à la fois. Charles déchaînait sur lui la France, au moment où il en avait plus que

1. C'est ce qu'attestent diverses lettres de ce prince (Lanz., II, 314 à 326). Charles, instruit du projet de voyage des deux envoyés, aurait même, s'il faut l'en croire du moins, écrit à Guasto d'épargner leur vie. Guasto, en se voyant désavoué par son maître, finit par nier toute participation au meurtre.

jamais besoin; car sur un point déjà les Turks avaient entamé l'Empire : Souleyman vainqueur venait d'entrer à Bude. La côte de Barbarie, Alger surtout, était toujours un repaire de pirates; Barberousse tenait en état de blocus toutes les côtes de la Méditerranée. Il y avait dans un pareil état de choses, honte, dommage et péril tout ensemble. Doria et ses galères avaient beau croiser sans relâche, nulle flotte au monde ne pouvait suffire à garder cet immense littoral. La Méditerranée, qui baignait les deux rives de l'empire de Charles-Quint, avait cessé de fait de lui appartenir. La chrétienté tournait les yeux vers lui avec désespoir; elle se demandait déjà si ce prince, qui ne pouvait pas la défendre contre quelques pirates, était digne de porter la couronne d'Empereur. De ces deux puissants rois qui devaient la garder contre les infidèles, l'un les appelait au cœur de l'Europe, et l'autre ne savait pas les en chasser. Le rôle de François Ier était plus odieux, mais celui de Charles était plus humiliant. Le fier César le sentait : trompé dans son espoir de s'allier contre les Turks à son ancien rival, il aspirait à venger sur Barberousse la honte de son frère Ferdinand, à opposer à l'apostasie de François son dévouement aux intérêts chrétiens. Sa conquête de Tunis n'avait pas de sens, s'il ne la complétait par celle d'Alger. Par le littoral africain, Malte et la Sicile, il voulait relier ensemble l'Espagne et l'Italie, et enfermer cette mer vassale par une ceinture de côtes qui toutes, sauf l'enclave de la France, n'obéiraient qu'à lui. L'Europe entière avait les yeux sur lui, et en attendait quelque grand effort. Après une pareille attente, un désastre même valait mieux pour lui que l'inaction.

Mais pendant cette période de repos apparent, sa diplomatie ne restait pas inactive. Un historien espagnol contemporain [1], a publié une correspondance inédite et fort curieuse d'Alarcon avec Charles-Quint. Le vieux soldat y rend compte à son maître d'une négociation secrète, ouverte avec Barberousse, en septembre 1538, pour le détourner du service du sultan. L'Empereur a fait offrir au corsaire de lui constituer une souveraineté indépendante sur cette portion de la côte d'Afrique, aujourd'hui soumise à la France, de Bone à Tlemcen. Barberousse, qui s'estime à son prix, réclame encore Tunis et Tripoli; Charles s'excuse sur ses engagements avec l'Émir de Tunis, son vassal, et avec les chevaliers de Malte à qui il a donné Tripoli. Barberousse insiste de nouveau, et s'engage à passer à son service avec soixante galères, et à lui remettre son fils en otage; à nettoyer complétement la mer de corsaires, et à faire la guerre à tous les ennemis de l'Empereur, au sultan, à Venise, à la France. Ces négociations se continuent en 1539, et Barberousse les appuie en dévastant les côtes de l'Italie. En 1540, Charles, qui voudrait échapper à cette fatale nécessité de l'expédition d'Alger, en est déjà venu à céder Tunis, et à se taire sur ses scrupules. Mais l'agent secret de François Ier, Rincon, avant d'aller se faire tuer en Lombardie, a vent de ces négociations, aussi menaçantes pour son maître que pour le sultan : il en instruit Souleyman qui, n'osant punir Barberousse, se l'attache par de nouvelles faveurs; et la négociation avorte complétement.

1, Lafuente, *Historia de España*, t. XII, p. 180.

Depuis dix-huit mois déjà, Charles méditait son expédition contre Alger. Il voulait la faire, comme celle de Tunis, entre deux campagnes contre la France. De tous côtés, il rassemblait des armes, des vaisseaux, des soldats. Et cependant, à la fin de juillet, l'Empereur est encore en Allemagne. Il consume dans le Milanais le reste de la belle saison, dont il eût été plus sage de profiter pour attaquer Alger; et après une entrevue avec le pape, d'où il sort, « plus chargé de bénédictions que de florins, » il s'embarque pour les îles Baléares, vers la fin de septembre. Ce premier trajet se fit sans accident; mais quand la flotte tout entière fut réunie à Mahon, au nombre de cinquante-cinq galères et quatre cent cinquante transports; quand il s'agit de livrer aux hasards des éléments cette invincible *armada* qui portait deux mille chevaux et vingt-quatre mille hommes, chacun sentit d'instinct la témérité de l'entreprise. Vainement Doria, le duc d'Albe, les marins, les capitaines les plus expérimentés supplièrent l'Empereur d'attendre jusqu'au printemps, de laisser passer l'hiver, si redouté des marins sur cette côte de fer, où l'on ne trouve pas un port pour s'abriter; Charles, comme tous les enfants gâtés de la fortune, en était venu à ce point où l'on ne supporte plus de contradiction de la part des hommes, où l'on ne croit plus aux obstacles de la part des choses. Au printemps d'ailleurs, il méditait une nouvelle invasion en France, et avait besoin de se sentir les bras libres pour cette époque. A tout prix donc, il voulut partir; contre l'avis de tous les marins, il décida l'expédition d'Alger, comme il avait, en 1536, décidé sa fatale expédition en France.

L'ordre du départ fut donné le 18 octobre, et bientôt la mer disparut sous les cinq cents voiles qui la couvraient. A bord de la flotte impériale, nous disent les Musulmans[1], « on voyait force dames, « comme s'il se fût agi de décerner le prix à un « tournoi. » Barberousse, retenu par les mauvais temps dans un port éloigné, était absent d'Alger, et chacun croyait la victoire assurée. La place, mal fortifiée, ne manquerait pas, disait-on, de se rendre, dès que l'ennemi paraîtrait sous ses murs. Mais les trois jours de navigation, de Mayorque au cap Matafous, ne furent qu'une tempête continuelle. On peut juger de ce qu'eurent à souffrir vingt mille hommes, entassés à fond de cale avec deux mille chevaux. Enfin, le 23, la tempête s'apaisa, et l'on put débarquer sur la rive gauche de l'Harach, au pied des hauteurs qui dominent la plaine de Mustapha. Par une imprévoyance bien étrange, les hommes seuls furent mis à terre, sans tentes, sans vivres, et presque sans artillerie. La plage était couverte d'ennemis, mais en trop petit nombre pour s'opposer au débarquement. Hassan-Bey, renégat chrétien qui commandait dans Alger, n'avait que six cents cavaliers turks et cinq mille Arabes, la plupart expulsés d'Espagne, et ennemis implacables des chrétiens. A la sommation que l'Empereur lui fit de se rendre, Hassan répondit avec une amère ironie « qu'il avait « pour lui de braves soldats, de forts remparts et « une vaillante mer (*y mar brava*); et qu'Alger, déjà « célèbre par la défaite de tant de fameux capitaines, « le serait encore plus par celle du puissant Empe- « reur. »

1. De Hammer, *Hist. de l'Emp. Ottoman.*, V, 346.

Charles trompé dans son espoir d'emporter la place sans coup férir, se décida, avec sa résolution accoutumée, à marcher droit sur Alger. Il divisa son armée en trois corps : les Espagnols marchaient à l'avant-garde, à gauche, du côté des montagnes; les Allemands, commandés par l'Empereur, formaient le corps de bataille; enfin les Italiens, les volontaires, et un millier de Maltais, conduits par cent cinquante chevaliers de l'ordre, s'avançaient à l'arrière-garde, en longeant le rivage. Douze milles à peine séparaient Alger du cap Matafous; l'armée mit trois jours à les franchir. Pendant deux nuits, les soldats, sans cesse harcelés par les Arabes, ne purent goûter un instant de repos. Enfin, le 25 au soir, l'Empereur planta sa tente sur les hauteurs qui dominent la ville, là où fut construit plus tard le *fort de l'Empereur*. L'avant-garde s'enfonça dans l'ouest, jusqu'au ravin de Bab-el-Oued, et l'arrière-garde occupa le cap Mazoura, que domine aujourd'hui le fort Bab-Azoun. Ainsi la ville tout entière, du côté de la terre, était cernée par l'armée impériale. Les éclaireurs arabes, qui avaient inquiété sa marche, se trouvaient coupés de la place ; les difficultés de terrain et la forte assiette du camp mettaient les Impériaux à l'abri de leurs attaques. La position était donc bien choisie, et Charles, vu la supériorité de ses forces, pouvait se flatter du même succès qu'à Tunis. Déjà, il avait donné l'ordre de débarquer la grosse artillerie, et le siége allait commencer.

Mais Dieu se joue des précautions de la sagesse humaine. Le soir même du 25, le ciel se couvre de nuages; un de ces ouragans, si fréquents et si redoutés sur les côtes d'Afrique, éclate avec une indicible

furie. Bientôt le vent a emporté le peu de tentes que l'on a pu dresser. Les soldats, exposés sans abri et sans feu à une pluie glaciale, passent la nuit debout, les pieds dans la fange, appuyés sur leurs lances pour résister à la tempête. Ils attendent avec une morne impatience le jour qui doit éclairer leur désastre. Il paraît enfin, et tous les regards se tournent avec anxiété vers la mer; car du salut de la flotte dépend celui de l'armée. Mais une brume épaisse couvre tout l'horizon; à peine si l'on distingue rien à cent pas devant soi. Chacun demeure donc à sa place, immobile sous la main de Dieu, qui, en déchaînant la guerre des éléments, a suspendu celle des hommes.

Pendant cette terrible nuit, l'Empereur ne dormit pas plus que le dernier de ses soldats. Trahi par la fortune, Charles-Quint, comme son rival François Ier, se retrouva plus grand dans la disgrâce qu'il ne l'avait jamais été dans la prospérité. Le salut de l'armée reposait sur sa tête, et Charles ne fléchit pas sous cette lourde responsabilité. Ce corps frêle et maladif se soutint par la seule énergie de l'âme qui l'animait. Pâle, tremblant de froid et de fièvre, ses habits ruisselant d'eau, il sut retrouver sa présence d'esprit, sa résolution, sa gaieté même, pour relever les courages abattus. « Quelle heure est-il? demanda « l'Empereur, au plus fort de la tempête. — Onze « heures et demie, lui dit-on. — Courage, mes amis, « s'écria-t-il gaiement; à minuit les moines se lèvent « pour prier, ils vont nous recommander à Dieu. »

Mais bientôt, au milieu de cette brume qui enveloppe l'armée comme un linceul, des hurlements sauvages se font entendre, et glacent de terreur les soldats. Ces cris gutturaux, qui tiennent de la bête

plus que de l'homme, et qu'on n'oublie pas quand on les a entendus une fois, annoncent l'approche de l'ennemi. Les Italiens, campés sur le rivage, sont attaqués les premiers. Les postes avancés sont surpris et égorgés; trois compagnies, qui gardaient un pont, sont mises en fuite, et vont semer l'alarme dans le camp. Les soldats courent aux armes; mais la pluie éteint les mèches des arquebuses. Cependant Colonna ramène ses Italiens à l'ennemi, et parvient, par des prodiges de valeur, à l'arrêter un instant.

Mais la lutte est trop inégale; les armes à feu sont devenues inutiles dans les mains des soldats. Les Maures, sans les approcher, font pleuvoir sur eux une grêle de flèches. Las de se voir ainsi égorger de loin, les Italiens serrent leurs rangs, et marchent en avant. La croix blanche des chevaliers de Malte, bien connue des infidèles, sème la terreur dans leurs rangs. Peu habitués à combattre de pied ferme, les Maures se replient sur Alger. Les Italiens, animés par le succès, les poursuivent, l'épée dans les reins, jusqu'aux portes de la ville. Dans cette mêlée confuse, Maures et chrétiens y seraient entrés ensemble, si Hassan n'en eût fait fermer les portes. Tout espoir d'emporter la place par un coup de main est perdu; il faut s'en retourner sur ses pas, en prêtant le dos et les flancs à l'ennemi. Les chevaliers de Malte groupent autour d'eux quelques soldats d'élite pour protéger la retraite. L'un d'eux, un Espagnol, Ponce de Balaguer, porte-bannière de l'ordre, enfonce son poignard dans la porte, et se retire à pas lents, sous une grêle de balles, sans avoir même été blessé. Mais bientôt cette porte se rouvre pour vomir une nuée de cavaliers, qui viennent harceler la retraite des

chrétiens. Les Italiens s'enfuient à toutes jambes; mais les chevaliers de Malte se retranchent sur un pont de bois, dans une gorge étroite qu'on a depuis appelée le *Tombeau des Chevaliers;* et là, une centaine de braves, sans autres armes que leurs épées, tiennent pendant une heure tête à une armée.

Tous auraient péri à la fin, si l'Empereur n'avait songé à eux. Au milieu de la brume qui cache à ses regards le théâtre du combat, entouré d'une nuée d'Arabes, responsable du salut de l'armée qui repose sur lui, Charles n'est pas libre de ses mouvements. Au bruit du combat qui se rapproche, il se décide enfin : il rappelle à lui son aile gauche, qui n'a pas été attaquée, et l'armée tout entière s'ébranle pour aller dégager son aile droite. L'Empereur envoie en avant, au pas de course, quelques compagnies allemandes; mais à la vue des Arabes, en entendant leurs cris inarticulés, les Allemands s'enfuient, saisis d'une inexprimable terreur. L'Empereur à cheval, l'épée à la main, se jette au-devant d'eux, leur reproche leur lâcheté, et les ramène au combat. Les Maures, prompts à fuir quand on leur résiste, ont bientôt tourné le dos; les chevaliers de Malte sont délivrés, après avoir vu leur troupe héroïque diminuée de moitié; et l'armée peut enfin recueillir ses blessés, et songer à la flotte, dont le sort va décider du sien.

La brume s'est dissipée peu à peu, et bientôt on aperçoit le rivage couvert de débris, de vaisseaux échoués, et de matelots à la nage qui, à peine échappés à la tempête, tombent sous les lances des Arabes. Au large, le spectacle est plus triste encore; au lieu de cette flotte innombrable, sous qui disparaissait la

mer, on ne voit plus que des bâtiments épars, les mâts brisés, les voiles déchirées, courant devant le vent, ou chassant sur leurs ancres. D'autres sont engloutis, et l'on n'aperçoit plus que la pointe de leurs mâts ; d'autres, couchés sur le flanc, sont soulevés à chaque instant par des lames monstrueuses qui les brisent contre les rochers. Les galères, en faisant force de rames, essaient de tenir contre le vent : mais si elles cessent un instant de lutter, elles sont bientôt jetées sur le rivage. Enfin le temps s'éclaircit tout à fait : un nord-est furieux balaie les nuages, et les chrétiens peuvent mesurer d'un coup d'œil toute l'étendue de leur désastre. Cent cinquante bâtiments et quinze galères gisent sur la côte. L'artillerie, les munitions, les vivres sont engloutis. Impossible de communiquer, au milieu de l'ouragan, avec les bâtiments qui luttent encore contre sa furie. Le vieux Doria, arrachant ses cheveux blancs de désespoir, se décide enfin à aller, avec ses navires désemparés, s'abriter derrière le cap Matafous. En voyant s'éloigner ce débris de flotte, qui emporte sa dernière espérance, l'armée pousse un cri de désespoir, et se croit abandonnée, sans vivres et sans abri, sur cette rive maudite qui va devenir son tombeau.

Cependant, le vent mollit un peu, et Doria parvient enfin à faire tenir à Charles-Quint une lettre, qui relève un peu les courages abattus. « Mon cher « Empereur et fils, dit le vieil amiral, en lui donnant « rendez-vous au cap Matafous, l'amour que j'ai « pour vous m'oblige à vous dire que, si vous ne « profitez, pour opérer votre retraite, de l'instant « de calme que Dieu veut bien vous envoyer, votre

« armée, exposée à la faim, à la soif et au fer de « l'ennemi, est perdue sans ressource. Vous êtes mon « maître, ordonnez, et je perdrai avec joie, pour « vous obéir, les restes d'une vie consacrée à votre « service. »

Charles, après avoir pris l'avis de son conseil de guerre, se décida enfin, non sans regret, à suivre l'avis de Doria. Mais il fallait faire douze milles, à travers des terrains défoncés, des torrents gonflés, avec l'ennemi sur le flanc. Pendant quelques instants le fier César, pliant sous une main plus forte que lui, se promena devant sa tente, la tête baissée, sans prononcer d'autres mots que ceux-ci : *Fiat voluntas tua, Domine!* Mais bientôt, son parti est pris : par un puissant effort, il a retrouvé son énergie, et il montre à son armée, par la précision et la fermeté de ses ordres, que l'âme qui l'animait ne s'est pas retirée d'elle. Pas un malade, pas un blessé n'est abandonné ; mais on laisse derrière soi l'artillerie de campagne et les bagages. Les chevaux, tués et dépecés, servent à nourrir les soldats. Les blessés sont placés dans des litières, au centre de la colonne de marche. Sur les deux flancs, se rangent les Allemands et les Italiens, et l'arrière-garde, le poste du péril et de l'honneur, est confié aux Espagnols et aux braves chevaliers de Malte. On donne enfin le signal du départ. Les Algériens, du haut de leurs remparts, insultent par des cris de joie à la fuite des chrétiens. Bientôt la cavalerie arabe enveloppe de son nuage blanchâtre la colonne qui commence à se mouvoir. Minés par la faim et par la fatigue, les soldats s'avancent lentement, à travers un pays hérissé d'obstacles. Sans cesse il leur faut faire halte,

soit pour repousser les Arabes, soit pour traverser des torrents débordés. La garnison d'Alger s'acharne à leur poursuite jusqu'à la rivière d'El-Harrach. Là elle est relayée par les populations pillardes de la montagne, qui viennent prendre part à la curée. Plus de deux mille cadavres marquent la trace de l'armée.

Enfin, au bout de trois longs jours de marche, on arrive au cap Matafous. On y retrouve ce qui restait de la flotte, et l'armée se repose un instant de ses souffrances. Les vaisseaux réparent leurs avaries, et chacun peut comprendre alors l'étendue de la faute que l'on a faite en tirant l'escadre de cet abri sûr et tranquille, pour l'aventurer, à l'entrée de l'hiver, sur une côte aussi dangereuse. Il en coûtait à l'orgueil de Charles-Quint de s'éloigner de cette côte fatale, sans prendre sa revanche de l'ennemi qui l'avait vu pour la première fois reculer devant lui. On agita même, en conseil, si l'on ne rebrousserait pas chemin vers Alger, pour en entreprendre le siége. Mais c'eût été tenter Dieu, et la prudence l'emporta à la fin. Le conquérant du Mexique, Fernand Cortès, se trouvait comme volontaire à bord de la flotte. Habitué à se jouer de tous les dangers, et à conquérir des royaumes avec une poignée de soldats, il fit offrir à Charles-Quint de se charger tout seul de la conquête d'Alger, si on voulait lui laisser seulement la moitié de l'armée. Mais on se rit de sa proposition, comme de celle d'un aventurier; l'Empereur s'offensa sans doute qu'un sujet osât penser à réussir, là où son maître avait échoué; et l'orgueilleux César ne daigna pas même répondre à Cortès, ni l'appeler dans son conseil.

La retraite une fois décidée, il fallut entasser l'armée dans une flotte diminuée du tiers. Charles-Quint y pourvut avec sa résolution accoutumée, en faisant jeter à la mer les chevaux qui restaient. Il rendit la confiance aux soldats qui craignaient de se voir abandonnés, en restant à terre le dernier, au risque de se faire enlever par les Arabes. Mais l'armée n'était pas au bout de ses misères : à peine était-elle embarquée qu'un ouragan nouveau vint l'assaillir. Chaque vaisseau se dirigea comme il le put, au hasard du vent et de la fortune. Les uns allèrent chercher un asile en Italie, les autres en Sardaigne, d'autres en Sicile. Bon nombre se brisèrent sur les rochers du cap Matafous. Charles-Quint voulait, en dépit de la tempête, mettre le cap sur l'Espagne; mais Doria, plus prudent, s'obstina à suivre la côte, et déposa en sûreté l'Empereur avec le gros de l'escadre dans le port de Bougie. Là l'armée et la flotte célébrèrent par trois jours de jeûnes et de prières cette délivrance miraculeuse. Le mauvais temps, qui s'acharna avec une rare persistance sur cette fatale expédition, retint encore Charles à Bougie pendant bien des jours. Le 2 décembre seulement, après une nouvelle relâche à Mayorque, il put enfin aborder à Carthagène. Il y fut reçu avec des transports de joie; car la voix populaire, toujours prompte à grossir les désastres, avait répandu le bruit de sa mort, et la flotte, disait-on, avait péri tout entière. Telle fut la triste issue de cette entreprise, si imprudemment conçue, si témérairement exécutée, dans une saison dangereuse, et contre l'avis de tous les hommes du métier. Charles-Quint pouvait y perdre sa flotte, son armée et sa vie; il n'y perdit que sa

réputation, gravement entamée par un désastre, qu'après Dieu, on ne pouvait imputer qu'à lui. Pendant trois siècles, le souvenir de cette funeste expédition pesa sur l'Europe, et la livra sans défense aux déprédations des corsaires barbaresques; et par un étrange concours de circonstances, c'est à un descendant de François Ier qu'il était réservé de venger sur des barbares l'honneur de Charles-Quint, et la cause de la civilisation.

CHAPITRE IV.

ÉVÉNEMENTS INTÉRIEURS DE L'ESPAGNE.

LES MAURES, L'INQUISITION, LES CORTÈS, FONDATION DE L'ORDRE DES JÉSUITES.

1522 A 1540.

Depuis l'avénement de Charles-Quint au trône de l'Empire, l'histoire de l'Espagne est devenue celle de l'Europe. Les événements ont pris une telle ampleur, que les détails d'administration intérieure, de police, de gouvernement, ont perdu beaucoup de leur importance. Le sort de la Péninsule ne se décide plus dans la Péninsule même. L'Espagne, par sa position, ne peut pas être le centre du vaste empire de Charles-Quint; elle n'en est plus qu'une annexe. Depuis le suicide des communes castillanes à Villalar, toute la vie est passée au dehors. Charles, devenu étranger à ses États héréditaires, ne les visite plus depuis vingt ans que pour leur demander de l'argent. Cette guerre sans relâche, qui ne s'éteint sur un point que pour se rallumer sur l'autre, pèse surtout sur l'Espagne, qui la paie sans en recueillir les fruits. Les trésors du Nouveau-Monde la traversent

sans s'y arrêter, et y ont fait monter à des taux fabuleux le prix de la main-d'œuvre et de toutes les denrées. L'or de l'Amérique, les impôts de la Péninsule, le commerce des Pays-Bas, tout va s'engloutir dans ce gouffre sans fond. La moitié de l'Europe se ruine et s'épuise pour aider Charles-Quint à asservir l'autre; et après vingt ans de lutte, ce rêve de dictature européenne n'est pas plus près de se réaliser que le premier jour.

Au dedans de la Péninsule, trois questions seulement ont gardé quelque importance, et méritent qu'on s'y arrête un instant : ce sont les Maures, l'inquisition et les cortès. Nous les passerons successivement en revue, en suivant l'ordre des événements. Quant aux États du Nouveau-Monde, et à leur situation depuis la conquête, ce sera plus tard l'objet d'un chapitre spécial.

Les Maures, expulsés de Grenade, ou forcés d'acheter, par une conversion hypocrite, le droit d'y résider [1], ont cessé de donner au gouvernement des inquiétudes sérieuses. L'unité religieuse règne, en apparence du moins, dans l'Andalousie, appauvrie par l'exil de ses habitants les plus industrieux; mais il n'en est pas de même dans le royaume de Valence. Nous avons vu [2] le triste dénouement de cette insurrection, sœur de celle des *comuneros* de Castille. Là aussi, la révolte a été noyée dans le sang; mais des rancunes profondes couvent au fond des cœurs. Le peuple, opprimé par les nobles, ligués contre lui avec le pouvoir royal, attend impatiemment l'heure de se venger. Sa haine retombe sur les Maures,

1. Tome VI, p. 155 à 156.
2. Ibid., p. 388.

nombreux dans ce pays, et qui, ne trouvant d'asile que sur les terres des nobles, ont, dans la lutte, épousé la cause de leurs suzerains. L'irritation du peuple ne leur laisse plus, pour sauver leur vie, d'autre refuge que le baptême. Les nouveaux convertis, chrétiens des lèvres et non du cœur, achètent à leurs seigneurs le droit de renoncer à ce semblant de christianisme, pour retourner aux rites de l'Islam, qu'en réalité ils n'ont jamais abjuré. Mais l'inquisition a l'œil ouvert sur eux : les relaps sont sommés de rentrer, avant trente jours, dans le giron de l'Église, sous peine de mort et de confiscation. Valence n'est pas encore façonnée, comme la Castille, au joug de l'inquisition : les Maures, au lieu d'obéir, courent aux armes, et se réfugient dans la *sierra* de Bernia. Ils s'y maintiennent quelques mois ; mais la faim, les menaces de l'autorité, ses promesses surtout, les décident à se soumettre. Comment ces promesses ont-elles été tenues, c'est ce que nous apprennent les décrets suivants : « Défense à tout Maurisque « de sortir de son village, sous peine de devenir serf « de qui le rencontrera. Dans le terme de trois jours, « toutes leurs mosquées doivent être fermées ; ils « sont tenus de porter sur leur chapeau une marque « qui les distingue, et d'assister à toutes les céré- « monies de l'Église. »

Et cependant, malgré toutes ces rigueurs, l'héroïque attachement de ces malheureux à la foi de leurs pères les pousse encore à désobéir, au péril de leur vie. Alors, on frappe le dernier coup : un décret de l'Empereur ordonne à tous les Maures des deux sexes, qui n'auront pas embrassé le christianisme, de quitter Valence avant la fin de décem-

ɔre, et l'Espagne avant la fin de janvier. L'unique ɔort de sortie qu'on leur désigne est celui de la Corogne. Ce port, le plus distant de tous, offre un louble avantage, celui de les éloigner de l'Afrique, ɛt de leur faire dépenser tout leur argent en voyage. Réduits au désespoir, ils envoient une députation lemander à l'Empereur quelques moments de répit; ɔn refuse de la recevoir. Ils offrent 50 mille ducats ɔour acheter la clémence royale; leur offre est 'ejetée avec dédain. Enfin, un dernier décret conlamne à l'esclavage et à la confiscation tous ceux qui ne seront pas en route le 15 janvier.

Domptés, comme leurs frères d'Andalousie, par la nécessité de fer qui les étreint, les Maures de Valence se résignent enfin au baptême. Les néophytes sont si nombreux, qu'il faut les asperger en masse avec le l'eau lustrale. L'Espagne applaudit avec des transports de joie à ce baptême dérisoire. Mais, ajoute Sandoval, par un de ces aveux, précieux à recueillir, qui échappent parfois à sa candeur, « il y avait alors « à Valence, vingt-deux mille maisons habitées par « des chrétiens, et vingt-six mille par des Maures; « et de ces derniers, il n'y en eut pas six qui reçurent « le baptême de bon cœur. » Les Maures de la campagne, moins rompus au joug que ceux des villes, se fortifient dans la *sierra* de Espadan, près de Ségorbe. Là, ils se défendent avec succès contre les troupes qui les attaquent. Inaccessibles dans leur fort, ils désolent la plaine de leurs excursions, et vengent sur les *vieux chrétiens* tout le mal qu'on leur a fait. Mais un jour, à Chilches, ils pillent l'église, et emportent avec eux le saint sacrement. Au bruit de ce sacrilége, le pays tout entier s'émeut;

le légat prêche la croisade, et concède des indulgences, comme au temps de la guerre sainte. De toutes parts accourent des volontaires, jaloux de gagner le ciel et du butin. Les Maures sont chassés de la plaine; mais ils tiennent encore sur la montagne. Leur chef, Zelim, déploie, dans cette lutte ignorée, des talents dignes d'un plus vaste théâtre. La guerre traîne en longueur; enfin l'Empereur ramène avec lui des Pays-Bas un corps de quatre mille Allemands. Les Maures, attaqués par quatre côtés à la fois, chassés de toutes leurs positions, sont forcés à accepter le combat. Mais la lutte est trop inégale : les rebelles, après une défense opiniâtre, sont vaincus, et laissent deux mille hommes sur le terrain. Le reste finit par se rendre à discrétion. Les vainqueurs avaient fait des pertes sensibles; mais tout fut oublié dans les joies de la victoire. Les chefs de l'insurrection périrent dans les supplices; le reste, désarmé, soumis à une surveillance sévère, vit ses mosquées fermées, ses livres saints brûlés; et après une inutile et dernière résistance, le baptême devint leur dernier refuge.

Les Maures d'Aragon, moins nombreux que ceux de Valence, avaient aussi essayé de se soulever; mais l'autorité eut bien vite raison de cette tentative impuissante. Plus heureux, les Maures de Grenade surent faire parvenir à l'Empereur une liste de leurs griefs. Après mûr examen, ces griefs furent trouvés fondés; mais on reconnut en même temps que, sur des milliers de musulmans, baptisés depuis un quart de siècle, il ne s'en trouvait pas *sept*, au dire de Sandoval, qui eussent réellement renoncé à leur foi. L'inquisition s'en émut : déjà le saint-office de Jaen

allait se transférer à Grenade; mais les Maures surent acheter, par un don de 80 mille ducats, offert à propos, et accepté cette fois, l'indulgence de Charles-Quint. On les exempta de la confiscation; on leur permit même de porter des armes, et de reprendre leur costume national qu'ils avaient dû quitter. Cependant, malgré cette tolérance intéressée du pouvoir, une révolte nouvelle des Maures d'Andalousie, en 1530, atteste combien était précaire la prétendue liberté de culte qu'on leur accordait. Nous les voyons, cette fois encore, tendre la main à leurs frères d'Afrique, plus disposés que jamais à les secourir. Barberousse, heureux de trouver cette porte pour entrer dans la Péninsule, envoie d'Alger trente-six vaisseaux, avec des troupes de débarquement. Les Africains, réunis aux Maures andaloux, se retranchent sur la *sierra* de Perdona, et repoussent les Espagnols qui viennent pour les attaquer. Mais bientôt, convaincus que la révolte n'a aucune chance d'avenir, ils offrent à leurs frères d'Andalousie de les transporter, avec tous leurs biens, sur la côte d'Afrique, et plus de soixante-dix mille vont chercher en Algérie la liberté que l'Espagne leur refuse.

Ce qui ressort de plus clair de ceci, c'est la fausseté, l'inanité de ces prétendues conversions, qui ne durent pas plus longtemps que la frayeur qui les a dictées; ce sont les fanatiques préventions des *vieux chrétiens*, toujours altérés de sang juif et maure, toujours prêts à recommencer la croisade; c'est l'horreur mêlée de crainte que l'inquisition inspire à ces races proscrites, qui renient Mahomet des lèvres, et blasphèment Jésus-Christ au fond du

cœur. L'Espagne elle-même, dans sa farouche orthodoxie, se fait complice de l'inquisition, et la subit avec joie, pourvu qu'elle purge son sol de la présence des infidèles.

L'INQUISITION.

Nous ne toucherons ici qu'en passant, mais pour y revenir plus tard, une page curieuse et peu connue des annales de la Péninsule. Jusqu'à ce jour, l'inquisition n'a guère sévi en Espagne que contre deux classes de victimes, les Juifs et les Musulmans. De là le secret appui qu'elle a trouvé dans les classes inférieures de la société; de là cette puissance occulte qu'augmente, au lieu de la diminuer, la répulsion même qu'elle inspire. L'inquisition serait moins forte, si elle ne s'appuyait pas sur les préjugés du peuple, sur sa haine héréditaire pour ces deux races maudites, les Juifs qui ont crucifié son Dieu, et les Musulmans qui le nient.

Mais, à dater du XVIe siècle, les idées luthériennes, qui sont dans l'air que l'on respire, commencent à se glisser même en Espagne. L'instinct religieux, nous l'avons vu, a toujours été très-développé chez le peuple espagnol. Cet instinct, qui fait les grands peuples, les peuples sérieux, y est pour ainsi dire dans le sang de la race. Aussi, en dépit des préven-

tions orthodoxes, nulle part peut-être la doctrine évangélique de la justification par la foi, de la grâce gratuite par le sang de Jésus-Christ, n'a trouvé dans les cœurs un plus facile accès. Partout ces germes vivaces, que l'inquisition s'efforce d'arracher du sol, y renaissent à mesure qu'on les arrache. En effet, ce que hait l'Espagne, au début du XVIe siècle, ce sont moins les hérétiques que les Juifs et les Maures. La haine de l'hérésie n'y est née que plus tard ; c'est chez elle un sentiment artificiel, implanté par l'inquisition, qui voyant ces deux races dévouées s'user dans l'exil et les supplices, leur substitue les hérétiques, afin de ne pas laisser chômer les bûchers.

Mais malgré l'active surveillance du saint-office, tout nous prouve que l'Espagne, vers le milieu de ce siècle, a été le théâtre d'un mouvement sérieux dans le sens de la Réforme, mouvement égal en étendue, sinon en durée, à celui qui a lieu en Italie à la même époque[1]. Ces deux tentatives avortées naissent toutes deux d'un même soulèvement contre les mêmes abus, d'une même aspiration vers ce chaste idéal du christianisme, perdu pendant tant de siècles, et retrouvé par Luther. Toutes deux ont péri, l'une sous les coups de l'inquisition, l'autre sous ceux de la papauté. Mais c'est un devoir pour l'historien de l'Espagne de chercher dans ses annales le peu de traces qu'y ont laissé tant de saintes victimes, mortes pour une liberté qui vaut toutes celles d'ici-bas. Les preuves sont difficiles à faire : car les flammes des bûchers ont fait disparaître les accusés, et ce sont les bourreaux qui ont écrit leur histoire.

1. Voir Macree, *le Protestantisme en Italie*, et Jules Bonnet, *Thèse sur Olympia Morata*.

Nous étudierons, à sa date, ce sujet important ; nous essaierons de dire au juste ce que fut le protestantisme en Espagne, dans quelle mesure il s'y est développé, et comment il en a disparu. Mais ce mouvement, qui couve sourdement dans la Péninsule depuis 1521, n'y a guère éclaté qu'en 1559 ; quand on a pu en mesurer l'étendue, déjà il avait péri, étouffé par l'inquisition dans les sanglants auto-da-fé de Valladolid et de Séville. Nous ajournerons donc l'examen de cette grave question jusqu'aux dernières années du règne de Charles-Quint. Nous verrons alors le vieil empereur, dans sa solitude de Saint-Yuste, encore toute pleine des deux pensées qui se sont partagé sa vie, la politique et le fanatisme, se redresser sur son lit de mort pour accuser l'inquisition de tiédeur, et enjoindre à son fils de rallumer ses bûchers éteints. L'on sait si Philippe II a été fidèle à la dernière volonté de son père.

CORTÈS D'ARAGON ET DE CASTILLE.

La représentation nationale, amoindrie et faussée sous les *rois catholiques*, tend de plus en plus, en Castille surtout, à devenir une fiction. La seule action qu'elle exerce sur le gouvernement, c'est le vote des subsides, qu'elle ose encore refuser quelquefois. L'Espagne, traitée comme l'Italie, en province conquise, s'est vue dépouillée une à une de toutes ses

libertés. La seule qu'on lui laisse encore, c'est celle de débattre avec ses maîtres la rançon qu'on lui impose.

En Aragon pourtant, grâce à l'énergie du caractère national, et à des habitudes de liberté mieux enracinées, les cortès, expression vivante de la volonté du pays, ont conservé quelque réalité. Charles-Quint en a fait plus d'une fois l'expérience à ses dépens. En 1528, les triples cortès d'Aragon, Valence et Catalogne sont convoquées à Monzon. L'Empereur vient y faire reconnaître son fils, Philippe, comme héritier de ces trois couronnes. Mais le véritable but de cette convocation, c'est encore d'obtenir des subsides. Les cortès en accordent, peu et à regret, en les faisant acheter au roi par d'énergiques réclamations contre les abus de son gouvernement. Mais c'est surtout contre la tyrannie de l'inquisition qu'elles protestent, avec l'invincible répulsion que l'Aragon a toujours ressentie pour le saint tribunal qui, non content d'attirer à soi toutes les causes d'hérésie, s'entremet même dans les procès civils. En retour de ces maigres subsides qu'on lui dispute, l'Empereur est forcé de jurer encore une fois le maintien des *fueros* de l'Aragon, qu'il maudit au fond du cœur. En 1536, après l'expédition de Tunis, Charles, toujours à court d'argent, écrit de Naples au vice-roi d'Aragon, de « trouver moyen de lui « procurer un subside, *sans perdre son temps à toutes « ces cérémonies des cortès;* car les circonstances « n'admettent pas tant de lenteurs. » Mais les Aragonais sont inflexibles; les intrigues du vice-roi, l'autorité même du monarque se brisent contre leur obstination. Charles est obligé de s'incliner devant

la loi nationale, en convoquant à Monzon, en août 1537, les cortès de ses trois royaumes, et celles-ci votent enfin le subside demandé.

Depuis la fatale journée de Villalar, Charles a toujours eu bon marché des cortès castillanes. Il ne les convoque d'ordinaire que quand il a besoin d'argent, pour les congédier aussitôt qu'elles lui en ont voté. Parfois cependant, les vieux instincts de liberté, endormis en Castille, se réveillent encore, comme aux cortès de Valladolid, en 1527 : vainement le roi leur expose les succès des armes impériales, et la gloire dont elles couvrent l'Espagne; vainement il les invite à payer cette gloire, et à le mettre à même de réaliser « ses saints et patriotiques projets. » Les cortès ne se laissent pas séduire : clergé, noblesse, députés des villes, tous sont unanimes : « Individuel- « lement, répondent-ils, leurs biens et leurs per- « sonnes sont au service de Sa Majesté; mais, sous « forme de subside voté par les cortès, il ne leur est « pas possible de lui accorder la somme qu'il de- « mande, car l'état de souffrance du pays ne le per- « mettrait pas. » Puis, à mesure que l'absence du monarque et ses éternelles guerres pèsent d'un poids plus lourd sur la Castille, le langage des députés devient plus pressant, leurs plaintes plus accentuées et plus précises. L'Espagne se lasse à la fin de se saigner pour un maître ingrat qui ne se souvient d'elle que quand il en a besoin. En 1537, après sa désastreuse campagne de France, les cortès de Valladolid répondent à ses demandes d'argent par une humble, mais ferme prière, « qu'il veuille bien rési- « der dans ses royaumes des Espagnes, et ne plus « les quitter. » Réclamations inutiles, que Charles

n'écoutera point, qu'il ne peut pas écouter, mais qui attestent du moins que tout souvenir des libertés perdues n'est pas éteint dans les âmes !

Nous nous arrêterons davantage aux cortès de Tolède de novembre 1538, à cause de l'importance de cette session, la dernière où la noblesse et le clergé aient été convoqués. Ces deux ordres privilégiés s'assemblent les premiers. Le clergé vote sans hésiter tout ce qu'on lui demande : l'Église n'a rien à refuser au monarque qui combat l'hérésie avec tant de zèle. Mais la noblesse, en se sentant réunie, a senti sa force : elle se rappelle tous les champs de bataille où, depuis Villalar jusqu'à Tunis, elle a versé son sang pour l'ingrat monarque qui lui conteste maintenant la plus précieuse de ses franchises, celle de ne pas payer d'impôt. Elle songe au temps où, retranchée dans ses châteaux, exempte de toute charge, sauf du service militaire, elle échappait à l'action du pouvoir central. Tout la révolte, et l'impôt qu'on lui demande, et la forme de cet impôt, la *sisa*, espèce de contribution indirecte sur les vins et les denrées. La *proposition* du monarque [1] trahit l'embarras du pouvoir : on y sent le ton de l'excuse plutôt que celui du commandement. La royauté y plaide sa cause devant des juges qu'elle a besoin de gagner ; elle justifie ses fréquentes absences par la nécessité qui les a causées : « Elle s'immole au bien « de l'État ; pourquoi sa fidèle noblesse ne s'immo- « lerait-elle pas avec elle ? Elle rappelle ses efforts, « ses dépenses, toujours pour le bien de l'Espagne « et pour sa plus grande gloire. Mais pour obtenir

1. Sandoval, *Hist. de Carlos V°*, t. II, p. 356.

« ces résultats, il a fallu aliéner le patrimoine royal,
« emprunter aux marchands génois, et payer de
« lourds intérêts. Le roi compte donc sur le dévoue-
« ment de sa fidèle noblesse, sur son affection dont
« elle lui a donné tant de preuves, etc. »

Le connétable de Castille, Velasco, ce fier et loyal gentilhomme que nous avons vu, dans la guerre des *Comuneros*, défendre si énergiquement la couronne menacée, et lui tenir tête après la victoire [1], est chargé de la réponse de l'ordre. Cette réponse est respectueuse, mais ferme, courte et digne : « La
« noblesse reconnaît les embarras et les nécessités
« du monarque ; il faut y subvenir sans aucun doute ;
« mais la forme de l'impôt proposé est antipathique
« au pays. La noblesse est d'avis qu'il ne faut pas
« l'accepter, sans cesser toutefois de chercher un
« remède à des nécessités urgentes. Elle supplie le
« roi de s'abstenir désormais d'engager aucune por-
« tion du patrimoine de la couronne, et demande
« sur ce point des garanties pour l'avenir. » La grandesse, on le voit, n'articule pas ici son véritable grief ; elle ne réclame pas l'exemption d'impôt, le plus incontesté de tous ses droits ; mais elle n'y renonce pas non plus, on le verra plus tard. Ainsi les traditions d'indépendance ne sont pas mortes encore dans son sein. Cette fière noblesse féodale n'est pas complétement changée en noblesse de cour. Toute diminuée qu'elle soit, depuis le règne des *rois catholiques*, il faut encore compter avec elle, et si l'on en veut à sa bourse, elle sait en serrer les cordons. Dans sa loyauté imprudente, elle a commis à Villalar, en

1. Tome VI, p. 397. Le trait du connétable, que j'ai raconté par anticipation, se rapporte à ces cortès de Tolède de 1538.

aidant la royauté à écraser les communes, une faute qu'elle expie aujourd'hui. Aussi la voit-on, dans ces cortès, essayer de la réparer : elle insiste sans relâche pour que le roi lui permette de se concerter avec les députés des villes, dont l'ordre n'est pas convoqué encore. Menacée dans ses franchises, la caste privilégiée sent le besoin de s'appuyer sur la nation, et de confondre ses droits avec ceux du pays.

La réponse du roi n'est pas moins ferme : il élude la demande des grands, en ce qui touche les députés des villes ; il insiste sur la *sisa*, charge temporaire seulement, et la moins lourde de toutes pour le pays. La noblesse se retire pour délibérer. Elle forme une commission de douze membres, présidée par le connétable. Les délibérations seront secrètes, on s'y engage sous le sceau du serment. Charles, irrité de ces conciliabules, où l'on s'enhardit à lui résister en public, exige que chacun opine et vote à haute voix devant l'assemblée. Alors le connétable, dans une fière et noble harangue, qu'il faut savoir gré à Sandoval de nous avoir conservée, rappelle au roi le danger de pousser le pays à la révolte par cet impôt qui lui est justement odieux. « Sa Majesté n'a sans « doute oublié, ni le soulèvement des communes, « qui a mis le royaume à deux doigts de sa perte, « ni l'appui qu'elle a trouvé alors auprès de sa fidèle « noblesse. Mais celle-ci, prête à combattre encore, « ne répond pas de vaincre une seconde fois...

« On nous dit aujourd'hui que la *sisa* sera tempo- « raire ; mais quelle garantie en avons-nous, soit sous « ce règne, soit sous un autre ? Les cris et les soupirs « des pauvres gens ne peuvent parvenir jusqu'au « roi, leur seigneur naturel et leur père ; c'est à nous

« de les lui apporter, à nous de le supplier de trouver « un remède à tant de maux; ce sont là les œuvres « pies que les nobles ont à faire.

« Lever la *sisa*, c'est attenter à notre honneur; car « la différence qui sépare le vilain de l'*hidalgo*, c'est « que l'un paie impôt, et que l'autre ne le paie pas. « Le seul impôt qu'aient jamais acquitté les grands « de Castille, c'est de dépenser leur fortune et leur « vie au service de leurs rois. A l'instant où nous « paierions la moindre parcelle d'impôt, nous per- « drions la franchise que nos pères nous ont achetée « au prix de leur sang; nos descendants resteraient « flétris du nom de *contribuables*, comme d'une tache « que richesses, honneurs et parchemins royaux ne « pourraient effacer. En effet, Sa Majesté, par ses « dons et ses faveurs, peut enrichir un homme et le « rendre puissant; mais celui que Dieu n'a pas fait « *hidalgo*, Sa Majesté, avec toute sa puissance, ne « peut pas le faire tel; et le propre de l'*hidalguia*, « c'est de ne pas payer d'impôt. Par tous ces motifs « donc, je dis qu'*il faut supplier Sa Majesté mille « fois, si elle l'ordonnait mille fois*, de ne pas établir « la *sisa*... Il faut la conjurer humblement de réta- « blir la paix, et de résider dans ses royaumes; enfin « de ramener ses dépenses au taux de celles des *rois « catholiques*... Car autrement, en suivant la voie « qu'elle a prise, elle marcherait à grands pas vers « sa ruine... »

La noblesse, dans sa réponse au roi, ne reste pas en arrière de son représentant : elle insiste encore, avec une fermeté respectueuse, sur le rejet de la *sisa*, sur la paix, dont le pays a besoin, sur la diminution des dépenses, et la nécessité de s'entendre avec les

députés des villes. L'ordre tout entier a voté cette réponse, moins les grands officiers de la couronne. Le monarque, irrité, répond sèchement « qu'il sait « gré à ses nobles de leur bonne volonté, mais que « ce ne sont pas là des cortès, et qu'il n'y a plus « d'ordres dans l'État. Il demande aide pour le pré« sent, et non conseil pour l'avenir; qu'on avise « donc à trouver moyen de lui venir en aide, car « jusqu'ici, on n'y a pas sérieusement songé. » La noblesse propose alors un droit sur les marchandises, à leur sortie du royaume; mais le roi lui fait répondre, par le cardinal de Tolède, que « Sa Majesté « a réuni ses nobles pour leur exposer ses besoins et « ceux du royaume; que, ces besoins étant géné« raux, le remède doit l'être aussi, et que tous doi« vent y contribuer; qu'enfin Sa Majesté est d'avis « qu'il n'y a plus motif à retenir ici leurs seigneuries, « mais que chacun peut s'en retourner dans son « logis, et aller où il lui plaira. » Ainsi se termine, par ce brusque congé, cette session, la dernière qui ait vu réuni l'ordre de la noblesse; car oncques depuis lors, ni Charles-Quint, ni ses successeurs, n'appelleront plus en cortès ces hardis gentilshommes qui osent marchander à la couronne leur appui, et répondre par des conseils à des demandes de subsides. Désormais trente-six députés, représentants d'un petit nombre de villes, formeront à eux seuls toute la représentation nationale; et la corruption ou les menaces auront toujours bon marché des rares velléités d'indépendance de ces cortès soi-disant populaires.

Un autre incident, presque aussi grave, vient faire encore éclater ce fier sentiment de ses droits qui

caractérise la grandesse castillane; car si la royauté est sainte pour elle, ses vieilles franchises lui sont encore plus saintes ; entre ces deux religions, elle n'a jamais hésité. Tolède donnait une fête à l'Empereur et à l'impératrice, que les cortès y avaient attirés. Plusieurs alguazils de la cour marchaient à cheval devant le cortége, et faisaient ranger le peuple en frappant à droite et à gauche avec leurs longues baguettes blanches. Le duc de l'Infantado se trouvait sur le chemin ; un des alguazils, dans son zèle indiscret, frappe de sa verge la croupe du cheval, sans toucher le cavalier. « Savez-vous bien qui je « suis? » dit le duc, et sur la réponse affirmative de l'alguazil, il tire son épée, et l'en frappe sur la tête. D'autres seigneurs prennent parti pour le duc, et sans l'intervention de ce dernier, l'officier royal eût été massacré. Blessé et tout saignant, il va trouver l'Empereur, et lui demande justice. L'Empereur s'indigne que sous ses yeux, on ose ainsi frapper un de ses agents. Il ordonne à l'alcalde de la cour d'arrêter le coupable. L'alcalde va se placer à côté du duc, comme pour lui dire qu'il est son prisonnier. Mais le connétable intervient, et soutient que lui seul, comme *Justiza mayor*, a le droit d'arrêter un grand d'Espagne. A cette atteinte portée à l'une de ses prérogatives, la grandesse tout entière se soulève. L'alcalde insiste pour rester à côté du duc ; mais on le force à quitter la place ; le connétable et tous les nobles, abandonnant le cortége impérial, reconduisent le duc en triomphe à son hôtel, et l'Empereur demeure seul, avec les gentilshommes de sa maison.

Battu dans les cortès sur la question de subsides, Charles va l'être encore ici sur la question d'éti-

quette, et la lutte, plus personnelle, est plus dangereuse encore. Qu'il essaie de défendre sa prérogative, il va avoir toute la grandesse sur les bras. Mais Charles, habitué, comme tous les grands politiques, à faire passer sa dignité après son intérêt, se garde bien d'accepter le débat ; il abaisse même la majesté de sa couronne jusqu'à envoyer demander au duc s'il veut que l'on procède en justice contre l'alguazil, « tant était grande, nous dit le bon Sandoval, la « clémence de ce prince et son estime pour ses « nobles. » Le duc, en vrai gentilhomme, refuse, fait guérir le blessé à ses frais, et lui envoie une indemnité de 500 ducats.

Nous citons cette anecdote, parce que l'anecdote est ici de l'histoire[1]. Elle nous apprend quel vieux ferment d'indépendance couve dans l'âme de cette noblesse, qui se souvient encore du temps où, le premier des pouvoirs de l'État, en fait, sinon en droit, elle dictait à genoux la loi à ses souverains. Aussi Charles, dégoûté de l'Espagne, à laquelle il eût dit volontiers, comme le mendiant de Castille, « Je vous demande de l'argent, et non pas des con« seils », ne tarda-t-il pas à la quitter. La perte de l'impératrice, morte en couches avec son enfant, vint encore hâter son départ. Charles aimait tendrement une épouse digne, par ses vertus, de toute son affection. Son âme, fermée par la méfiance, avait besoin, pour se détendre, des épanchements de la famille. L'impératrice, sans avoir jamais aspiré à jouer un rôle politique, possédait toute la confiance de son époux. Sa perte lui fut d'autant plus sensible,

1. Voy. aux Pièces justificatives, n° 3.

qu'accablé d'infirmités précoces, il ne pouvait songer à un second mariage, à moins de vouloir abréger sa vie, comme Fernando, son aïeul. Belle, pieuse, dévouée à son mari comme à tous ses devoirs, la noble épouse de Charles-Quint laissa dans l'âme du monarque, isolé sur son trône, un de ces deuils profonds qui durent toute une vie. A peine eut-il perdu sa femme, qu'il se réfugia dans un couvent d'hyéronimites, près de Tolède. Il y passa plusieurs semaines, tout entier à sa douleur. C'est là que l'idée d'abdication semble s'être, pour la première fois, présentée à son esprit. Il fit part de son projet au marquis de Lombay, majordome de l'impératrice, qui venait d'escorter à Grenade ses restes mortels. On raconte qu'en voyant, défigurés par la mort, les traits de sa noble maîtresse, le fidèle serviteur avait formé, de son côté, le projet de renoncer au monde; projet qu'il réalisa plus tard, en entrant dans l'ordre des Jésuites, où il fut canonisé, sous le nom de saint François Borgia. Le marquis, sans cacher à son maître le vœu qu'il avait fait pour son propre compte, lui rappela, avec une fermeté respectueuse, ses devoirs de père et de roi. Charles-Quint céda, pour cette fois, et se reprit à vivre et à régner. Mais le projet de se retirer dans un couvent resta toujours au fond de son cœur, comme un de ces rêves favoris qu'on caresse, en attendant l'heure de le réaliser. Il l'ajourna jusqu'à l'époque, encore éloignée, où la fortune cesserait de le traiter en enfant gâté.

L'Espagne, quand son souverain l'avait quittée, était gouvernée par l'impératrice, assistée des conseils de Castille et d'Aragon; car le système des

conseils de gouvernement, établi par les *rois catholiques*, était plus que jamais en vigueur, sous un empereur toujours absent. Mais la vie est passée au dehors, elle languit au dedans. L'impératrice, les conseils, les cortès, n'ont tous qu'une pensée, quand le maître est absent, c'est de le rappeler. Toutefois, le conseil d'Aragon, fort de ses traditions d'indépendance, exprime des griefs, quand celui de Castille ne sait que murmurer des plaintes. Il ose poursuivre Charles-Quint de ses députations jusqu'au fond de la Hongrie, pour lui rappeler qu'avant d'être empereur d'Allemagne, il est roi d'Aragon, et qu'il se doit avant tout à ses États héréditaires, dont il a juré de respecter les franchises.

Mentionnons en passant, parmi les événements intérieurs, si rares à cette époque où l'histoire d'Espagne est partout, excepté en Espagne, un fait peu honorable pour Charles-Quint : c'est le traitement réservé par lui aux fils de François Ier, qui, moins heureux que leur père, restèrent quatre ans ses prisonniers. Déjà, le traitement infligé au vaincu de Pavie avait montré Charles à l'Europe sous un jour assez odieux. François, enfermé à Madrid dans une tour des remparts, à cent pieds au-dessus du sol, s'était vu relégué dans une chambre étroite et basse, où il pouvait à peine se mouvoir. L'air et le jour lui étaient dispensés à regret, à travers une double grille de fer. Sa constitution, si robuste, avait été entamée par cette vie, contraire à toutes ses habitudes. Peu s'en était fallu qu'il ne jouât à son geôlier le tour de lui mourir dans les mains. L'Espagne même s'en était émue de honte et de pitié. Mais forcé de relâcher son captif, Charles-Quint s'acharna sur

les enfants, pour se venger du père qui lui échappait. Il oublia qu'il avait, dans les fils de France, des otages, et non des prisonniers. Par un odieux calcul, il se dit que, plus leur captivité serait dure, plus leur père se saignerait pour les racheter. Son premier acte fut de leur ôter leurs domestiques français, qui les avaient suivis en Espagne. Par une cruauté capricieuse et gratuite, il condamna ceux-ci à ramer sur ses galères, puis les fit vendre en Barbarie, où leur trace une fois perdue, ils disparurent pour jamais.

Quant aux jeunes princes, l'espoir et le sang même de la France, qui, jusqu'au siècle dernier, s'est toujours incarnée dans ses rois, voici les instructions qu'adressait l'Empereur au connétable de Castille, chargé de les garder, dans la forteresse de Villalpando : « Mon intention, sans doute, écrit-il de Bur- « gos, le 2 février 1529, est que les princes soient « convenablement servis ; mais il n'est nullement « nécessaire d'attacher à leur personne des gens « titrés. Il suffit, pour le service de leur table et de « chambre, de trois ou quatre hommes de confiance, « *sans aucune cérémonie, puisque, avec des prison-* « *niers, ce n'est pas l'usage, et il n'en est pas besoin.* » Et ailleurs : « Vous ne devez leur laisser rendre visite « par personne, fût-ce même par des grands d'Es- « pagne, non par défiance de ces derniers, mais « parce qu'*il convient que* les princes ne pensent pas « que l'on tient d'eux tant de compte. »

Nous citons ces détails, minutieux en apparence, parce que l'homme ici se montre sous le monarque, avec ses mesquines rancunes qui frappent le père dans les fils. Du reste, ce triste calcul de la haine, nous le disons à regret, devait atteindre son but :

les deux malheureux princes, privés d'air et de soleil, dans l'âge de la croissance, furent atteints à la fois dans leur caractère et dans leur santé. Privés de tout échange d'affections et d'idées, ils oublièrent bientôt leur langue et jusqu'à leur patrie. L'un, le Dauphin, miné dans sa constitution, mourut avant d'arriver à âge d'homme, enlevé à l'amour de la France, qui espérait voir revivre en lui son père qu'il lui rappelait. L'autre, qui régna depuis, sous le nom de Henri II, rapporta en France dans son caractère, dans sa physionomie, la morne empreinte de la Castille; mais il en rapporta aussi, contre l'Espagne, et contre Charles-Quint, cette haine inexpiable qu'il garda toute sa vie, et qui, chez son père, plus mobile que lui, alternait avec l'amitié.

FONDATION DE L'ORDRE DES JÉSUITES.

La position agressive prise par la Réforme devait tôt ou tard amener une réaction au sein même du catholicisme, et de la papauté qui le résume. Pendant vingt ans, l'attitude du parti catholique a été celle de l'observation; il a toujours espéré que Charles-Quint, le champion de l'orthodoxie, ouvrirait pour lui la campagne. Mais Charles-Quint hésite aussi depuis vingt ans : ses intérêts s'unissent, mais ne se confondent pas avec ceux de l'Église. Charles est catholique bien plus qu'il n'est papiste; il peut s'allier avec le saint-siége, mais il peut aussi rompre avec lui, Clément VII l'a éprouvé à ses dépens. Or,

si le *roi catholique* vacille, les autres souverains sont bien moins sûrs encore. La papauté, reniée par une moitié de l'Europe, et trahie par l'autre, doit pourvoir elle-même à son salut. Le nouveau pape, Paul III, ne manque ni de fermeté, ni de prudence, mais il manque d'initiative. Le pontificat d'ailleurs, depuis le sac de Rome et la captivité de Clément, à peine assez fort pour se défendre, ne l'est plus assez pour attaquer. Le pape n'est pas seulement le chef visible de l'Église, il est aussi un souverain temporel, ce qui complique sa situation, et fait brèche à son infaillibilité. C'est à l'Église, qu'il personnifie, à serrer ses rangs autour de lui, et à rendre à la papauté, à l'heure du péril, tout l'appui qu'elle en a reçu.

A dater du XVIe siècle, le catholicisme, entamé par la Réforme, prend donc forcément une position nouvelle. Oubliant de plus en plus son point de départ, qui est le christianisme, il tend à devenir, au lieu d'une religion, une machine de guerre et de gouvernement. La papauté, c'est l'Église faite homme, et en s'incarnant ainsi, elle prête trop le flanc à ses adversaires. Il faudrait, pour lui venir en aide, un auxiliaire plus actif et moins responsable qu'elle, qui la servît sans la compromettre, et la couvrît en la servant. Le vieil édifice s'affaisse, il faut l'étayer pour qu'il ne croule pas. Au protestantisme, qui a pris une si forte position dans le Nord, il faut opposer un ennemi insaisissable comme lui, qui soit à la fois partout et nulle part; qui, étendant son action sur tous les points du globe, la fasse pénétrer par l'éducation dans les familles, par le confessional dans le palais des rois, et associe le saint-siége à ses succès, sans le rendre responsable de ses revers. Un

ordre monastique peut seul suffire à toutes ces exigences. Sans doute les ordres si nombreux, qui existent déjà, ne manquent ni d'habileté, ni de puissance. Mais tous sont trop usés, trop compromis avec le passé. Chacun d'ailleurs a réalisé déjà la pensée qui l'a fait fonder, les Bénédictins par la science, les frères de la Merci par la charité, les Dominicains par l'inquisition, les Franciscains par la mendicité, qui les a faits plus riches que des rois. Il faut un ordre nouveau, créé tout exprès pour les besoins du moment, c'est-à-dire pour relever le catholicisme défaillant, et lui servir d'avant-garde à l'heure du combat.

Quand une grande idée est dans l'air, l'homme qui doit la réaliser ne fait jamais défaut. Le mal comme le bien, l'erreur comme la vérité, trouvent toujours dans ce monde leurs représentants nécessaires. Loyola ne manquera pas plus aux circonstances qui l'appellent que n'y a manqué Luther. On sait l'histoire de ce gentilhomme navarrais, ancien page de Fernando *le Catholique*. Jusqu'à trente ans, sa vie est remplie par la guerre et le plaisir. Une blessure grave, qu'il reçoit au siége de Pampelune, en 1521, le confine seul, pendant des mois, dans le château de ses pères. Là, une Vie des Saints tombe par hasard entre ses mains. Sa tête s'exalte, des visions célestes viennent le visiter sur son lit de douleur. Il se relève enfin, guéri et désabusé du monde, distribue ses biens aux pauvres, échange ses habits avec ceux d'un mendiant, et se retire dans un ermitage. Mais sa dévotion même tient encore du chevalier plus que du chrétien. La Vierge est devenue la *dame de ses pensées;* il célèbre la *veillée des armes*, suspend son épée à l'autel de Marie, et se voue à

son service. Les jeûnes, les macérations irritent, au lieu de l'éteindre, le feu qui le consume. Cette paix qu'il cherche, il ne l'a pas trouvée aux pieds des autels, il ira la poursuivre jusqu'à Jérusalem, pieds nus, en mendiant son pain le long du chemin. C'est là que lui apparaît, sur le tombeau même du Christ, la pensée qui doit remplir toute sa vie : celle de fonder une milice spirituelle, qui tienne à la fois du prêtre et du soldat, qui reste du monde pour mieux se l'asservir, et domine la papauté en ayant l'air de lui obéir.

De ce moment, son plan est arrêté : cette tête si exaltée se refroidit et s'apaise ; le calcul désormais y domine l'enthousiasme. Avec une indomptable puissance de volonté, Ignace rentre à trente-trois ans sur les bancs de l'école. Il étudie ainsi dix ans, à Alcala, à Salamanque, à Paris. Maître en même temps qu'élève, il groupe autour de lui un petit noyau de disciples, qui seront après lui des généraux de l'ordre, comme Laynez, ou des apôtres, comme saint François Xavier. Il exploite son propre fanatisme pour le transmettre à d'autres, et les instruments de sa pensée l'ignorent en la servant. Enfin, le jour de l'Assomption, en 1534, dans le caveau de l'église de Montmartre, Loyola et six de ses prosélytes s'engagent par un vœu solennel, à renoncer à tout ce qu'ils possèdent, pour aller en terre sainte travailler à la conversion des infidèles ; en cas d'impossibilité, ils se mettront à la disposition du saint-père, pour se rendre sur tous les points de la terre où il lui plaira de les envoyer.

Le sceau de leur association, c'est un livre mystérieux, qui sera plus tard le manuel de l'ordre, les

Exercices spirituels, par Loyola. Ce livre, c'est la foi matérialisée, la conversion réduite en méthode. La dure discipline monacale qui a réduit son corps, Ignace l'applique aux âmes : il ne lui faut, pour dompter la plus rebelle, qu'un mois de solitude et de pratique de ses *Exercices*. Mais l'idée qui domine tout le livre, c'est l'immolation volontaire de la liberté, de la personnalité humaines. Des créatures libres se changent en instrument aveugle, qui sert sans se demander à quoi, et obéit ainsi pour le seul mérite d'obéir. La foi, pour le disciple de Loyola, c'est un suicide; il obéit même en croyant, car la vertu propre du jésuite, c'est l'obéissance. Le bien comme le mal moral sont supprimés : le bien, c'est ce qu'ordonne le supérieur; le mal, c'est ce qu'il défend. Lui seul est la règle, l'arbitre suprême, la conscience vivante de tous les membres de l'ordre.

L'instrument façonné, il s'agit de lui assigner le but auquel il doit servir. Pour instituer un ordre nouveau, il faut l'autorisation papale : Ignace et ses compagnons se rendent à Rome en 1538. Leur requête est d'abord rejetée : « A quoi bon, se dit-on, « fonder un nouvel ordre? En face de la foi qui dé- « faille, et des difficultés des temps, il vaudrait mieux « supprimer des ordres qu'en créer. » Mais Ignace ne se décourage pas : aux trois vœux accoutumés des moines, il en ajoute un quatrième : « Les membres « de la Société seront en tout temps, en tout lieu, « en toute circonstance, et toujours gratis, à la dévo- « tion du saint-siége. » Ce vœu lève tous les scrupules : « C'est le doigt de Dieu! » s'écrie Paul III; et il ne sait pas que ces quelques moines, qui vivent d'aumônes, et qui refusent la sienne, mettront un

jour un pied sur le cou des papes, et l'autre sur celui des rois. Peut-être a-t-il entrevu le danger ; mais pour faire face au protestantisme d'une part, à l'incrédulité de l'autre ; pour rattacher à Rome ce vieux monde qui lui échappe, et lui conquérir le nouveau, il a besoin d'une milice active, dévouée, qui soit sa création, et qui confonde l'intérêt de son ordre dans celui de la papauté. Le 26 septembre 1540, date à jamais fatale à la vraie Église de Jésus-Christ, la célèbre bulle papale, *Regimini militantis Ecclesiæ*, confirme la fondation de la *société de Jésus*. Loyola, malgré ses refus réitérés, est élu général de l'ordre, et chargé de rédiger ses *constitutions*. Elles sont ensuite approuvées par tous les membres qui usent pour la dernière fois de leur liberté, avant de l'abdiquer dans ses mains.

Ces *constitutions* appartiennent à l'histoire ; mais l'espace nous manque ici pour les analyser en détail[1]. Dans la forme où elles nous sont parvenues, elles ne sont pas uniquement l'œuvre de Loyola ; son disciple et son successeur Laynez y a, dit-on, travaillé avec lui. Mais la première inspiration vient du maître, qui y a laissé l'empreinte de son génie. C'est une œuvre personnelle, devenue collective plus tard, et où chaque génération a apporté sa pierre ; mais le plan a été tracé d'une main si ferme, que l'honneur en reste à celui qui l'a dressé. Dans chaque article, même insignifiant en apparence, nous retrouvons l'œuvre de ce profond esprit, si pénétrant et si sagace, qui ne donne rien au hasard, qui a tout

1. On trouvera dans la *Revue chrétienne* du 15 août 1855 une étude sur gnace de Loyola qui renferme une analyse détaillée des *Constitutions*, et une appréciation plus complète des *Exercices spirituels*.

calculé, tout prévu, tout utilisé, même les bons instincts, avec lesquels il faut compter, comme avec les mauvais.

Il y a trois degrés dans la société, les *écoliers*, les *coadjuteurs spirituels* et les *profès;* c'est parmi ces derniers qu'on prend les dignitaires de l'ordre. Eux aussi sont des instruments de la pensée du *maître*, mais des instruments intelligents, qui la deviment en l'exécutant. Ce *maître*, c'est le *général*, nommé à vie par la compagnie, monarque électif, toujours surveillé, toujours responsable, et qui peut être révoqué comme il a été élu. Toute autorité, toute décision sur les personnes et sur les choses est concentrée dans ses mains. Lui seul nomme à tous les emplois, et assigne à chacun son rang, en le faisant passer à son gré du plus élevé au plus humble, et du plus humble au plus élevé. Le *général* réside à Rome, point central de la chrétienté, d'où il communique avec tous les coins du monde. Les provinciaux et les recteurs correspondent avec lui; leurs rapports sont contrôlés par ceux d'agents secrets, disséminés sur toute l'étendue de son immense empire. A l'aide de mémoires détaillés[1] qu'on lui adresse, sur les personnes et sur les choses, l'autorité centrale peut avoir à chaque instant sous les yeux le point où elle veut agir, et les forces dont elle dispose à chacune des extrémités du monde. On ne saurait trop admirer la puissante organisation de cette machine, où chacun des rouages, mû par une impulsion commune à tous, fonctionne dans une sphère qui lui est propre ; où chacun reçoit

1. La Chalotais, rapport au parlement de Bretagne sur les *Constitutions* de l'ordre des Jésuites. — Voir aussi *la Vie de saint Ignace* par le père Bouhours, de la *Société de Jésus.*

d'en haut la direction, et d'en bas le contrôle, et l'ignore en même temps qu'il le subit.

Mais où éclate surtout l'inouïe profondeur de calcul qui a présidé à ces *constitutions*, c'est dans la clause qui défend aux membres d'occuper aucune fonction, aucune dignité dans l'Église. Ainsi la *société de Jésus* n'est pas seulement un État dans l'État, mais une Église dans l'Église. Cette clause vitale la défend contre les ennemis du dedans, plus dangereux que ceux du dehors. Toute ambition personnelle y est rendue impossible, et partant, annulée. L'individu abdique au profit de l'ordre, et ne se sent plus vivre que de sa vie. La patrie du Jésuite n'est pas à Rome, comme celle du prêtre; elle est partout où l'ordre a jeté une racine. Le pape n'est pas son maître, car le pape a plus besoin de la société que la société n'a besoin du pape. Enfin, si elle a un souverain dans son général, ce souverain, elle l'a choisi, et malgré son absolu pouvoir, il n'est que le chef élu et révocable d'une démocratie où le mérite seul a assigné tous les rangs.

Nous ne pousserons pas plus loin cette analyse. La *société de Jésus* tient assez de place dans l'histoire pour que nous soyons sûrs de la rencontrer souvent; nous la jugerons sur ses œuvres. Mais nous devions faire connaître au moins l'esprit qui l'anime, et l'homme qui l'a fondée. On sait maintenant la toute-puissance de l'arme que Loyola a mise aux mains de la papauté, arme perfide qui a souvent blessé cette main qui la maniait. Nul n'a compris mieux qu'Ignace la pensée intime qui est au fond du catholicisme, la *domination par l'obéissance*; et le problème une fois

résolu, ses successeurs n'ont plus eu qu'à l'appliquer. L'action que Luther a exercée sur les cœurs, Loyola l'a exercée sur les intelligences. Le père de la Réforme, à part quelques erreurs que nous sommes loin de vouloir nier, a agi sur l'humanité par ses bons côtés ; Loyola s'est surtout adressé à ses mauvais. L'un a voulu réformer le monde, et l'autre le dominer ; et cette dernière tâche, si difficile qu'elle paraisse, est encore plus facile que l'autre. Il en coûte moins de pactiser avec les vices que de les extirper du cœur de l'homme.

Le catholicisme, après Luther, ne pouvait pas demeurer tel qu'il était ; il eût péri, s'il fût resté longtemps sur cette timide défensive. Loyola, en habile capitaine, lui a appris à attaquer pour se défendre. Le concile de Trente, où Laynez, son disciple, a joué un rôle si éminent, est venu compléter cette œuvre de transformation : il a précisé et resserré le dogme, comme Loyola avait organisé la discipline. Avec la double autorité de la foi et du génie qui l'avaient fondée, la *société de Jésus*, née d'hier, s'est mise tout d'abord à la tête de l'Église menacée, comme ces soldats qui s'improvisent généraux à l'heure du danger. Ralliant autour d'elle le parti catholique épars, elle l'a mené droit à l'ennemi, en lui rendant la force, l'audace, la confiance qui lui manquaient. L'élément tout espagnol d'enthousiasme et de foi que Loyola avait versé dans son œuvre, a disparu peu à peu pour faire place à l'astuce italienne. L'Église y a gagné, sans doute, au point de vue de la domination, de la force, de la durée ; y a-t-elle autant gagné en action sur les consciences ?

S'est-elle réformée elle-même, a-t-elle réformé le monde catholique, en même temps qu'elle le gouvernait? C'est ce que nous apprendront les trois siècles dont il nous reste à écrire l'histoire.

CHAPITRE V.

GUERRE AVEC LA FRANCE. PAIX DE CRESPY.

1542 A 1544.

L'expédition d'Alger a été accomplie, comme celle de Tunis, sous la menace d'une guerre avec la France. Charles-Quint, avec une rare dextérité, a su deux fois choisir l'instant propice pour frapper l'Islam dans son poste avancé, sur la côte d'Afrique, sans prêter le flanc aux attaques de la France. Mais la lutte, ajournée, n'en est pas moins inévitable, et Charles, après son désastre d'Alger, va l'entamer sous de fâcheux auspices. François Ier a recruté des alliés nouveaux : en Suède, Gustave Wasa; en Danemark, Christian III, qui a détrôné le beau-frère de Charles-Quint ; en Écosse, enfin, Jacques V ; mais il lui en coûte l'amitié de Henri VIII, que cette alliance a jeté dans les bras de l'Empereur. En Allemagne toutefois, les princes luthériens, qui connaissent le roi de France, se tiennent sur la réserve; mais il trouve un allié plus sûr dans un petit prince, que la position de ses États appelle à jouer un rôle important dans la campagne qui va s'ouvrir. C'est Guillaume de La Mark, duc de Clèves et de Juliers, qui

vient d'enlever à la maison d'Autriche l'héritage des duchés de Gueldre et de Zutphen. Charles, irrité, l'a menacé de le dépouiller de ses États. Le duc n'a donc plus d'autre refuge que l'amitié de la France, et François l'a gagné à sa cause en lui accordant la main de sa nièce, l'héritière de Navarre.

Fort de tous ces appuis, François se prépare à la lutte, impatient qu'il est de se venger de l'Empereur. Déjà son armée monte à cent vingt mille hommes, chiffre énorme pour ce siècle. Les impôts, diminués depuis la paix, viennent d'être remis sur leur ancien pied. Partout on recrute pour la France, en Danemark, en Suède, en Allemagne, en Italie. Le duc de Clèves, avec l'argent français, a levé douze mille lansquenets et deux mille reîtres, qui campent sur la frontière de l'Empire, et y vivent à discrétion. D'Annebaut, avec une petite armée, vient de passer les Alpes. Du Bellay-Langey, dont l'opiniâtre courage conserve seul le Piémont à la France, ne demande que l'ordre de marcher sur le Milanais, et répond de le conquérir. Mais le plan de François est autre et plus sage peut-être : il veut attaquer son ennemi par les Pays-Bas et par l'Espagne à la fois, et le forcer ainsi à diviser ses forces, bien inférieures à celles de la France. Au nord, le duché de Luxembourg, fief de l'Empire, sépare seul de la France les États du duc de Clèves. Le duc, maître de cet étroit triangle que forment le Rhin et la Meuse jusqu'à leur confluent, en s'emparant du Luxembourg, isole complétement les Pays-Bas de l'Allemagne, et coupe à l'Autriche toute communication avec ces riches provinces. François, en entamant ainsi la guerre sous un prête-nom, en aura les profits, sans

les dangers. Luxembourg et Juliers, devenus les avant-postes de la France, lui permettront d'enfermer les Pays-Bas dans un cercle de fer, et de les prendre à la fois de front et à revers. Quant au Roussillon, naguère cédé à l'Espagne par Charles VIII, si le droit ici est contestable, l'utilité ne l'est pas. Cette province toute française, enfermée dans les limites de la France, doit tôt ou tard lui revenir. A défaut de droit, François a pour lui cette loi providentielle qui a tracé les frontières des États, et vers laquelle les peuples tendent toujours à revenir. Renoncer au Milanais, et n'aspirer qu'à rentrer dans les vraies limites de la France, est pourtant un progrès de sagesse dont il faut tenir compte à son roi! Mais le plan, sagement conçu, est mal exécuté : où il faudrait des hommes mûrs, des généraux expérimentés, on met des princes du sang, des étourdis, avides de cette gloire vaine dont leur père a raffolé si longtemps. La plus forte des deux armées, celle du Roussillon, est confiée au Dauphin, et à d'Annebault, qu'on vient de rappeler du Piémont, comme pour mieux ouvrir à l'ennemi cette porte de la France. Si Charles-Quint se décide à franchir les Pyrénées, François se réserve d'appuyer de sa présence l'inexpérience de son fils, et de vider en personne sa querelle avec son vieil ennemi. Enfin, l'armée du nord est mise sous les ordres du duc d'Orléans, assisté du duc Claude de Guise.

La gouvernante des Pays-Bas, alarmée de l'orage qui s'amasse sur ses frontières, fait demander des explications. Le duc de Clèves répond que ses troupes vont marcher contre les Turks. Puis, quand tout est prêt, Van Rossem, le général du duc, partisan hardi

et habile, franchit la Meuse, limite des deux États. Liége lui ferme ses portes ; mais il pousse droit sur Anvers, en promettant à ses bandits, comme Bourbon aux siens, le pillage de cette riche cité. D'atroces dévastations signalent leur passage. Chaque ville croit déjà avoir les ennemis à ses portes. Le prince d'Orange marche à leur rencontre ; il est battu, mais réussit du moins à mettre Louvain et Anvers à l'abri d'une surprise. Van Rossem et ses lansquenets, chargés de butin, vont se réunir au duc d'Orléans. Après cette pointe inutile sur les Pays-Bas, on en revient au plan de François Ier contre le Luxembourg. Rien n'est prêt pour la résistance : Luxembourg, Montmédy, Arlon, se rendent ou sont emportés d'assaut, et vers la fin d'août, Thionville est, dans tout le duché, la seule ville qui reste à l'Empereur.

Mais cette guerre de siége, contre un ennemi qui ne se montre pas, sied mal à l'humeur fanfaronne du duc d'Orléans, et lui semble entacher l'honneur d'un fils de France. Bientôt le bruit se répand dans l'armée que les grands coups ne se porteront pas au nord, mais au midi, que le roi et l'Empereur y paieront de leur personne, et que la revanche de Pavie se prendra dans les plaines du Roussillon. Le duc d'Orléans a toujours été jaloux de son frère le Dauphin ; sourd aux sages conseils de Guise, le prince prend brusquement son parti. Il licencie son armée, au risque de perdre toutes ses conquêtes ; il laisse quelques troupes à Guise pour couvrir la Champagne et la Picardie, part en poste, et arrive le 16 septembre à Montpellier. Le roi le reçoit assez mal, blâmant dans son fils une étourderie comme il en commit si souvent. Le châtiment ne se fait pas attendre : à

peine les Français ont-ils le dos tourné, que l'armée impériale marche sur Luxembourg, et la garnison s'empresse de leur en ouvrir les portes.

L'expédition du midi n'est pas mieux conduite. Perpignan, dépourvu d'hommes et d'artillerie, pouvait être enlevé par un coup de main ; mais il fallait d'abord occuper le col du Pertuis, et isoler Perpignan de la Catalogne et de la mer. Pour réussir, il eût fallu deux choses, se hâter et se taire; on fit tout justement le contraire : on agit peu, et l'on parla beaucoup. François perdit deux mois à rassembler une armée, quand une avant-garde eût suffi. On avertit, à force de bruit, l'ennemi qu'il fallait surprendre. Le vieux Doria jeta dans Port-Vendres des vivres et des canons; les Aragonais firent passer six mille hommes dans Perpignan. Rendons justice pourtant au Dauphin, et à Montpezat, qui commandait sous lui ; tous deux avaient voulu agir; mais François Ier, aigri par la maladie et par les revers, ne souffrait plus qu'on discutât ses désirs. Il voyageait à petites journées ; il avait ordonné de l'attendre, et on l'attendit. Le 26 août seulement, l'armée française investit Perpignan, et occupa le Pertuis, quand tous les renforts l'avaient passé. Elle ne comptait pas moins de cinquante mille hommes, Suisses, Italiens, Allemands et Français. Mais il manquait à ces troupes, presque toutes mercenaires, ce qui fait la force d'une armée, l'unité et le patriotisme. La place était forte, située sur une hauteur, défendue par deux citadelles et un ruisseau, le Têt, célèbre par ses dévastations. La ville, « hérissée de canons, dit « Du Bellay, semblait un porc-épic courroucé, qui « montre ses pointes de tous les côtés ». Malgré les

sages avis de Montluc, le siége, mal conduit, traîna en longueur. Le roi s'était arrêté à douze lieues de la ville, attendant, comme plus tard Louis XIV, que la victoire fût mûre pour venir la cueillir. Las de l'attendre, il lève enfin le siége. Il était temps, car trois jours plus tard, venaient les pluies d'automne; la plaine entière fut inondée; le camp français eût été emporté par ces torrents des Pyrénées, qui n'ont que quelques lieues de cours, et dont rien ne peut arrêter la furie. La faute de François Ier sauva son armée, mais non pas son honneur, qui périt tout entier dans cette double campagne. Il ne lui resta plus, au bout de deux mois, qu'une armée diminuée de moitié, un trésor vide, un pays appauvri, et quelques places qu'il ne devait pas garder.

En Piémont, Langey, par des miracles de courage et d'habileté, continuait, avec des forces inférieures, à tenir tête à Guasto. Mais sa santé épuisée le força à quitter cet avant-poste de la France. Il mourut en traversant les monts, après s'être ruiné pour conserver au roi ces riches provinces, où tant d'autres n'avaient songé qu'à s'enrichir. D'Annebaud lui succéda; après quelques succès insignifiants, il licencia son armée, et s'en retourna en France, où la faveur du roi, rarement accordée au mérite, venait de l'appeler au poste de grand amiral.

Charles-Quint était resté en Espagne pendant la campagne de Roussillon. Trop prudent pour risquer son honneur dans une lutte personnelle avec son rival, il avait laissé le climat et les fautes de ses ennemis combattre pour lui. Il employa l'automne à parcourir les provinces de l'est, à fortifier ses frontières, à arracher des subsides à la parcimonie de

es cortès; enfin à montrer aux Espagnols son fils 'hilippe, qu'il comptait charger en son absence du ouvernement de l'Espagne. Il venait de fiancer ce ;une prince à l'Infante de Portugal. Jean III, son ère, le prince le plus opulent de l'Europe, après voir richement doté sa fille, venait d'acheter à Espagne, au prix de 350 mille ducats, ses droits ur les îles Moluques. Les mines du Mexique, vierges ncore, avaient versé dans les coffres de Charles-)uint un demi-million de ducats. Son trésor, tou-)urs à sec, se trouvait donc rempli. Il avait tiré de Espagne tout ce qu'il pouvait en tirer; il y était resté lus d'une année; il lui fallait maintenant songer au este de son empire.

François Ier, malgré ses traités avec les princes du lord, n'a qu'un allié réel, c'est Souleyman. Le sul-ın, fort refroidi pour l'alliance française, a été amené par l'habileté du nouvel agent de la France, 'aulin, valet de soldat devenu ambassadeur, rare xemple du mérite parvenu, dans ce siècle où la aissance seule conduisait aux honneurs. Souley-ıan, à sa prière, se décide enfin à oublier les torts e François, et lève la flotte la plus puissante que Islam ait encore armée. Barberousse est appelé à la ommander; il part pour se réunir dans Marseille à ı flotte française. Le bruit de son approche sème la 3rreur sur toutes les côtes de l'Empire. Charles, ›artout menacé, doit songer à se défendre partout. ι la redoutable alliance de la Turquie et de la France, l songe à opposer celle de l'Angleterre. Les circon-tances viennent le servir à souhait : la guerre a clаté entre Henri VIII et son neveu, Jacques V, roi l'Écosse. Jacques, battu, prend ce revers si fort à

cœur, qu'il en meurt de chagrin, ne laissant après lui qu'une fille, âgée de sept ans, la trop célèbre Marie Stuart. Henri, dont le rêve constant est d'unir l'Écosse à l'Angleterre, offre aux Écossais la paix, et la main de son fils pour leur jeune reine ; il demande en échange l'union des deux royaumes ; mais il a contre lui les intrigues de la France, et l'opiniâtre esprit de nationalité de l'Écosse. La reine douairière, Marie de Guise, entraîne le pays avec elle dans les bras de la France, et le contre-coup pousse Henri VIII dans ceux de Charles-Quint.

Le 11 février, nouveau traité entre ces deux princes, qui ont passé leur vie à se brouiller et à se raccommoder, à s'aimer et à se haïr. L'alliance est dirigée contre la France et la Turquie ; chacun des deux alliés doit leur déclarer la guerre dans dix jours, et lever vingt mille hommes de pied, cinq mille chevaux, et une flotte de dix mille marins. Tous deux se partagent la France, en attendant qu'ils l'aient conquise. L'Empereur se contente de la Bourgogne et de la Picardie, et l'Angleterre aura le reste ! Le moins sûr des deux alliés est celui qu'il faut payer le plus cher. Un article du traité stipule, que Henri empêchera l'introduction ou l'impression de tout livre allemand en Angleterre. Charles doit en faire autant pour les livres anglais en Allemagne. Ainsi, l'orthodoxe empereur et le roi schismatique sont d'accord dans leur haine contre la presse, et contre la Réforme sa fille.

La campagne de 1543 s'ouvre, comme la précédente, au nord, et par le duc de Clèves. Van Rossem, le 24 mars, bat les Impériaux qui, cette fois, sont venus l'attaquer. Cette victoire, peu sérieuse,

écide François, qui vacillait encore, à porter toutes
s forces vers le Nord. En se hâtant, il était sûr de
incre ; mais il lui faut deux mois pour être prêt à
gir. Enfin, le 1[er] juin, il entre en Hainault avec
ente-cinq mille hommes, prend Landrecies et la
it fortifier. Cette conquête et celle de quelques
ourgades suffit à sa vanité. Le Dauphin a échoué
evant Binche, et y a perdu assez de monde ; Fran-
ois I[er], bientôt las de la guerre, lève le camp, et
encie son armée. Puis, il s'en retourne à Reims,
 la chasse et les plaisirs lui font bientôt oublier
ut le reste.

Charles-Quint, lui, sait mieux le prix du temps :
a quitté Barcelone sur la flotte de Doria, et arrive
Gênes vers la fin de juin. Il a près de Parme une
ntrevue avec le saint-père. Les griefs sont nom-
reux de part et d'autre : Charles, dont les États
serrent de toutes parts ceux de l'Église, ne peut
ardonner au pape sa neutralité ; le pape en veut à
harles de son alliance avec un roi schismatique.
'Empereur presse le pontife de s'allier avec lui
ontre François ; le pontife résiste, de peur de pous-
er la France au schisme, comme Clément VII y a
oussé l'Angleterre. Mais il est un terrain neutre où
on peut se rencontrer, c'est le concile. Paul n'y est
as plus résigné que Clément ; mais l'insistance de
Empereur est telle, la nécessité si pressante, les
rogrès de la Réforme si évidents, que le pape est
orcé de s'exécuter. Le concile, enfin résolu, est fixé
Trente, lieu choisi par les luthériens sur la fron-
ère de l'Allemagne et de l'Italie. Le pape a cédé
ur ce point grave, il espère que Charles cédera sur
n autre. Rival secret du roi de France et de l'Em-

pereur, Paul convoite aussi pour sa famille le duché de Milan; il veut arrondir les États de son petit-fils, Octave Farnèse, déjà duc de Parme et de Plaisance. Paul sait l'Empereur toujours à court d'argent, il essaie de le tenter par cet appât. Il a compté d'ailleurs sur la tendresse de Charles pour sa fille naturelle Marguerite, mariée à Octave. Mais Charles, qui tient beaucoup à ses affections de famille, tient plus encore à ses intérêts; le Milanais, une fois dans les mains du saint-père, pourrait bien passer un jour dans celles de la France. L'Empereur refuse donc, non sans hésitation, s'il faut en croire Sandoval; car la somme était ronde, et ne laissait pas que de le tenter. Le pape, désappointé, persiste dans sa neutralité, et tous deux se quittent peu satisfaits l'un de l'autre.

De Bologne, Charles se dirige vers l'Allemagne, où il se prépare à tirer une vengeance exemplaire du duc de Clèves. Vainement le comte palatin et l'archevêque de Cologne intercèdent en faveur du duc. Charles repousse durement leur intervention, et reproche avec aigreur à l'archevêque son faible pour les doctrines de Luther, qu'il laisse prêcher dans son diocèse. Quinze jours suffisent à son activité pour lever quinze mille hommes. Vainement sa sœur Marie le supplie de ne pas exposer une vie si précieuse. Charles veut diriger en personne l'expédition, et se venger de ses propres mains. Le 22 août, il campe devant Duren. Mais François Ier a fait accroire aux habitants que l'Empereur a péri en Afrique, et ils refusent « de se rendre à un mort ». La place est emportée d'assaut. Tout ce qui a vie dans ses murs est passé au fil de l'épée. Cette sanglante

xécution sème la terreur dans le pays. Toutes les
illes se hâtent d'ouvrir leurs portes. Le duc, per-
ant tout espoir, vient se jeter aux pied de l'Empe-
eur, et implorer sa pitié. Charles le laisse quelque
mps à genoux sans l'honorer d'un regard. Enfin il
aigne lui accorder son pardon, mais il le lui fait payer
ier : le duc s'engage à rendre Gueldre et Zutphen,
à recevoir garnison dans ses places fortes ; à faire
sser son armée au service de l'Empereur, et à
noncer à toute alliance avec ses ennemis. A ce
rix seulement, Charles consent à lui laisser les
ichés de Juliers et de Clèves.

Sur les instances du duc, François Ier s'est enfin
écidé à lever une armée ; mais il est trop tard pour
uver l'allié qu'il a si lâchement trahi. Tout ce qu'il
eut faire, c'est d'assiéger et de prendre Luxem-
ourg pour son propre compte. Bientôt on apprend
soumission du duc ; François affecte de s'en irri-
r, comme s'il n'avait pas lui-même donné l'exemple
la défection. Il fait casser, à la grande joie de la
ancée, le mariage conclu par procureur entre la
une princesse de Navarre et le duc, qui épouse
ssitôt une fille du roi des Romains.

Cependant l'Empereur et le roi de France, tous
eux à la tête d'une armée, se trouvaient à peu de
stance l'un de l'autre. On attendait une grande
taille, où se décideraient, comme à Pavie, les des-
ns de l'Europe. Il n'en fut rien toutefois ; les deux
vaux avaient vieilli, ils avaient fait leurs preuves
r plus d'un champ de bataille, et craignaient de
rer au hasard la gloire de toute une vie. François,
plus ardent des deux, mit son habileté à éviter le
mbat, tout en ayant l'air de le chercher. L'armée

française comptait près de quarante mille hommes ; celle de l'Empereur, renforcée de dix mille Anglais, était un peu plus nombreuse. Les impériaux ouvrirent la campagne par le siége de Landrecies. La place était forte et bien défendue, le roi à trois lieues de là, tout prêt à la secourir. Elle tint bon, et repoussa toutes les attaques. Le pays était dévasté à dix lieues à la ronde. François, après avoir jeté des vivres dans la place, jugea qu'il en avait assez fait pour sa gloire, et prit ses quartiers d'hiver à Guise. Novembre était venu, la campagne n'était plus tenable. L'Empereur essaya en vain d'inquiéter la retraite de l'armée française, et finit par imiter son exemple. Il leva le siége de Landrecies et celui de Luxembourg, entrepris en même temps, et se retira à Cambrai. Ville impériale et libre, Cambrai, comme toutes ces républiques municipales dont l'Allemagne était peuplée, ne dépendait de l'Empereur que de nom. Elle avait su, à force de courage, maintenir sa neutralité dans la querelle de la France et de l'Empire. Mais Charles-Quint sut faire accroire aux habitants que François I[er] songeait à s'emparer de leur ville. Les bourgeois, alarmés, bâtirent à leurs frais une citadelle; Charles, aussitôt qu'elle fut bâtie, la fit occuper par ses soldats; les Cambraisiens en furent pour leur liberté, et l'Empereur occupa ainsi un poste avancé sur le sol de la France, à quarante lieues de la capitale.

Le roi de France, sa campagne du Nord une fois manquée, songe enfin aux Turks qu'il a oubliés, comme son allié le duc de Clèves. Les événements ont marché de ce côté, et malgré toutes ses fautes, François est encore servi par la fortune. Les Turks,

artout triomphants, ont entamé l'Europe par deux
ôtés, l'Italie et la Hongrie. Souleyman, à la tête de
eux cent mille hommes, a envahi les États de Ferdi-
and. Une foule de places, frappées de terreur, lui
nt ouvert leurs portes ; une seule a osé résister, et
l'a prise d'assaut. L'Empereur, tout entier à sa
itte avec la France, a oublié tout le reste ; l'Alle-
agne est ouverte, sans une armée pour la défendre.
erdinand, en hâte et à grand'peine, essaie d'en
ver une. Le pape lui envoie quatre mille hommes.
e fils et successeur du duc Henri de Saxe, le pro-
stant Maurice, qui jouera plus tard un si grand
le dans le drame de la Réforme, vient faire, sous
erdinand, ses premières armes contre les Turks.
outes les haines religieuses sont suspendues dans
péril commun. Mais l'Allemagne, abandonnée par
n défenseur naturel, l'Empereur, se sent vaincue
avance, et attend dans la terreur, comme l'Italie,
redoutable ennemi qui se prépare à entamer l'Eu-
pe par les deux bouts.

En effet, l'alliance de Souleyman qui, jusqu'ici,
si gratuitement déshonoré François, semble enfin
ête à porter ses fruits. Le 28 avril, Barberousse
t parti de Constantinople à la tête de cent dix
lères et d'innombrables transports. Il dévaste en
ssant Reggio et la Calabre, et vient jeter l'ancre
vant Ostie, à dix lieues de la capitale du monde
rétien. Déjà Rome est consternée : on s'attend à un
barquement. Mais François, qui tient à ménager
pape, a stipulé qu'on respecterait les États de
glise et la Toscane ; le corsaire, fidèle à sa con-
ne, épargne la ville sainte que n'a pas épargnée
urbon. Après s'être ravitaillé à Ostie, il lève l'an-

cre, et paraît enfin devant Marseille, dans le mois de juillet. Il vend sur le marché de cette ville, à la honte du *roi très-chrétien*, les esclaves qu'il a faits en Calabre ; ajoutons, à la honte de la France, qu'ils y touvèrent des acheteurs[1].

Le roi, dès le début de la campagne, avait envoyé le duc d'Enghien se joindre à Barberousse avec dix-huit galères seulement. Les Turks se plaignirent hautement. Le chiffre des hommes et des vaisseaux, à côté de leur formidable escadre, avait quelque chose de dérisoire. La France elle-même se sentait humiliée de l'infériorité de ses forces ; elle avait la honte, sans le profit, de cette association des lis et du croissant. « Barberousse se fâchait fort, dit Mont- « luc (l. I, p. 139), et tenait des propos aigres et « piquants, mêmement lorsqu'on fut contraint de lui « emprunter de la poudre et des balles. » Rien n'était prêt du côté de la France, pas même le plan de campagne. On ne savait que faire de cette force immense, rassemblée à si grands frais des deux extrémités de l'Europe. Le capitaine Paulin partit en poste pour Paris, afin de représenter au roi les suites fatales de son imprévoyance, l'irritation de Barberousse, sa retraite probable, et la colère de Souleyman, quand il apprendrait l'issue de cette expédition. Enfin, sans attendre même la réponse du roi, on se décida à agir, et l'on fit voile vers Nice, le dernier refuge du malheureux duc de Savoie. Sept mille Français et quinze mille Turks livrèrent l'assaut à la ville, qui capitula le 22 août ; mais la citadelle résista à toutes les attaques.

1. Belcarius, lib. XXIII, p. 746. — Paul. Jovius, l. XLIII, p. 539. Muratori, *Annali d'Italia*. t. XIV, p. 337.

arberousse convoitait fort la possession de Nice,
r en faire un second Alger, entre l'Italie et la
ıce; mais d'Enghien ne se souciait pas d'un pareil
inage; il aima mieux évacuer la ville. Ses soldats,
és de voir leur proie leur échapper, pillèrent
:, et la brûlèrent malgré la capitulation. On en
[uitte pour rejeter ensuite la faute sur les Turks.
mécontent de ses alliés, Barberousse finit par
igner, devant Guasto et le duc de Savoie, qui
ınçaient avec une armée. Il se vengea de cette
ɔagne manquée par d'amers sarcasmes sur la
reté des Français, et le mince appui qu'il en
reçu. François qui n'avait pas trouvé d'argent
équiper une flotte, en trouva pour gorger d'or
:ate et ses lieutenants : il leur fit passer, dit-on,
de 800 mille écus. Il ne rougit pas de leur
donner, pour passer l'hiver, le port et la ville
oulon, dont il fit sortir les habitants; car c'est
que, sous le règne du *droit divin*, les rois en
ıient avec leurs sujets. On délivra, à la demande
.rate, tous les captifs musulmans qui ramaient
:s galères du roi. Le peu qui survivait encore
ıonneur de François I[er], périt dans cette triste
agne; l'honneur même de la France en fut gra-
nt entaché. Le roi de France, maudit de l'Eu-
entière pour son apostasie, fut en outre bafoué
le peu de fruit qu'il en avait tiré. Venise,
ınt de s'unir à lui et à Souleyman, arma une
pour veiller sur ses côtes, et garda fièrement
ıtralité entre les deux rivaux.
·berousse repartit au printemps, non sans avoir
vé tribut sur la Provence, qu'il traita en pays
ıis. Il alla ensuite dévaster les côtes de l'Italie;

il en enleva quatorze mille esclaves, qu'il laissa mourir de faim sur ses galères. Le seul fruit de la campagne fut pour Charles-Quint, qui y gagna Cambrai, et qui n'y vit entamer ni son honneur, ni ses États. Le pauvre duc de Savoie paya pour tout le monde, et put maudire à son aise son neveu le roi de France et l'Empereur son beau-frère, rivaux d'ingratitude et de perfidie envers lui. Enfin la France, épuisée par ces deux campagnes ruineuses, dut se préparer à en recommencer une troisième. Dans cette situation extrême, François convoqua le ban et l'arrière-ban de sa noblesse; mais la France était à bout de ressources, les campagnes ruinées par la taille, les villes par l'impôt des cinquante mille hommes, qui, temporaire d'abord, finit par devenir permanent. Écrasé de dettes qu'il ne songeait pas à payer, François ne trouvait plus de crédit nulle part; réduit à faire argent de tout, il engagea ses domaines, déjà engagés, et qu'il reprit à ses créanciers; il créa de nouveaux offices de judicature, et les vendit à beaux deniers comptants; et à force d'expédients, il parvint, non sans peine, à mettre sur pied une armée.

Les finances de Charles-Quint n'étaient guère en meilleur état, mais ses ressources étaient plus variées: sur le nombre de ses royaumes, il y en avait toujours quelques-uns qui payaient encore, quand les autres étaient à bout. Au début de janvier, il quitta les Pays-Bas pour se rendre à la diète de Spire. La session s'ouvrit le 20 février. L'Empereur, faisant violence à ses ressentiments, accueillit l'Électeur et le Landgrave en homme qui avait besoin d'eux. Il accorda aux protestants la liberté de conscience et de culte jusqu'au prochain concile, et la jouissance

ɔns enlevés aux églises. En retour, il ne leur
da que de l'aider à faire la guerre à la France.
ɔis, par sa perfidie envers les princes réformés,
ıit fait la partie facile : Charles dénonça son
ux mépris de la diète. Il alla jusqu'à l'accuser
r Souleyman au courant de tout ce qui se pas-
Allemagne, et de lui livrer ainsi la chrétienté
ıx côtés à la fois. Les Allemands refusaient
d de se mêler d'une querelle qui ne les tou-
ɔas ; mais l'Empereur fit lire en pleine diète
tres de François Ier, écrites en 1540. Le roi y
ttait à l'Empereur son appui « contre ces
ɔes luthériens, rebelles à leur souverain et
Église. » La bonne foi allemande se sentit
ɔe de tant de duplicité. Les ambassadeurs de
ɔis Ier n'étaient pas là pour plaider sa cause;
ɔreur leur avait refusé un sauf-conduit, sous
te que « l'allié des Turks et des pirates ne
vait prétendre aux garanties du droit public
tien. » Le duc de Savoie fit protester devant
e contre l'odieuse trahison du roi de France,
rent et son allié. Le roi de Danemark rompit
nent tout traité avec un prince, « chrétien de
seulement, et qui s'alliait avec des infidèles ».
ɔause de la France et de son roi, accablés sous
ɔcert d'accusations, fut perdue devant la diète.
ɔ mille chevaux, vingt-quatre mille fantassins,
eur solde pour six mois, furent votés à l'una-
ɔ pour faire la guerre à François Ier. La diète
s : elle essaya de détacher la Suisse de sa ligue
tuelle avec la France ; mais les Suisses tenaient
ɔent, sinon à l'amitié de François ; les cantons
dirent, avec une bonhomie maligne, « qu'ils

« n'avaient jamais vu de Turks servir dans les armées « de la France ». La diète se sépara enfin ; les protestants, plus méfiants d'ordinaire, laissèrent à l'Empereur le soin de rédiger le recès ; il le fit avec une ambiguïté calculée, qui lui permettait de reprendre un jour ce qu'il semblait concéder.

Charles avait atteint son but : François désormais était au ban de l'Europe ; il n'avait plus d'alliés, son inconstance, sa déloyauté les avait tous aliénés. Souleyman, le plus fidèle de tous, était lui-même refroidi. Et cependant la France avait encore à continuer la lutte au dehors, sous peine de la voir porter sur son propre territoire. Le Piémont fut le théâtre choisi par les deux rivaux pour cette troisième campagne. A vrai dire, la guerre, depuis trois ans, n'y avait jamais cessé. Boutières, le général français, avec des forces insuffisantes, avait soutenu tout l'hiver une lutte inégale contre Guasto. Celui-ci, à la tête de vingt mille hommes, avait pris Mondovi et Carignan, et poussait devant lui les Français, qui reculaient en combattant. Les ordres de l'Empereur étaient de porter à tout prix la guerre sur le sol ennemi, de balayer les Français du Piémont, d'envahir la France par son côté le plus vulnérable, la Bresse, et de s'emparer de Lyon, la seconde ville du royaume.

Mais François, qui ne savait jamais prévoir le danger, sut du moins y faire face. Le comte d'Enghien, à la tête de dix mille hommes, passe les Alpes au printemps, et vient secourir l'armée française, épuisée par une campagne d'hiver. Guasto s'arrête enfin, mais sans reculer. Les deux armées étaient à peu près d'égale force : d'Enghien, jeune, fier du sang royal qui coulait dans ses veines, désirait ardemment

ataille; mais les ordres précis du roi lui défen-
t de rien risquer. Il dépêche à Paris le brave
luc, aussi affamé de bataille que lui, pour obte-
ı roi l'ordre de la livrer. François, que l'âge a
ı méfiant, fait attendre l'envoyé trois semaines,
vouloir rien décider. Mais les instances d'En-
, qui envoie courrier sur courrier, forcent enfin
à prendre un parti. Le conseil s'assemble :
les vieux généraux, Saint-Pol, d'Annebaud',
l'avis qu'il y aurait folie à exposer ainsi la der-
armée qui couvre la France du côté du sud-est,
; que l'Empereur s'apprête à l'envahir par le
et le roi d'Angleterre par l'ouest.
ıs laissons Montluc lui-même, nous peindre cette
dans ses admirables *Commentaires*, qu'Henri IV
ıit la *Bible du soldat.* « Je trépignais de parler,
il, (t. XXII, l. II, p. 245-57) et voulais inter-
pre; M. de Saint-Pol me fit signe de la main,
ıe dit : — *Tout beau, tout beau*, ce qui me fit
, et vis que le roi se print à rire : — Avez-vous
ı entendu, Montluc, me dit-il, les raisons qui
meuvent à ne donner congé à M. d'Enghien
ien hasarder. Et je répondis que, s'il plaisait à
Majesté me permettre de dire mon avis, je le
is volontiers. » Montluc le fit en effet, avec une
gasconne, qui finit par entraîner le roi lui-
. A l'entendre, pour le succès de la bataille,
devait compter que sur les Gascons et les
s : « Quant aux autres, ajoute-t-il, je ne vous
ıssurerais pas; mais j'espère qu'ils feront aussi
ı que nous, quand ils nous verront mener les
ns (et je levais le bras en haut, comme pour
per, dont le roi se souriait). Qui voulez-vous

« qui tue dix mille hommes, tous résolus de mourir
« ou vaincre? (Monseigneur le Dauphin s'en riait
« derrière la chaire du roi, me faisant signe de la
« tête, car à ma mine, il semblait que je fusse déjà
« au combat.)

« Le roi, qui prenait plaisir à mon impatience,
« tourna les yeux vers M. de Saint-Pol, lequel lui dit:
« — Monsieur, voudriez-vous bien changer d'opi-
« nion pour le dire de ce fol, qui ne se soucie que de
« combattre. C'est chose trop grave pour la remettre
« à la cervelle d'un jeune Gascon? — Foi de gentil-
« homme, mon cousin, répliqua le roi, il m'a dit de
« si bonne raisons, que je ne sais que faire. » Mais
d'Annebaud, plus avisé que Saint-Pol, et lisant dans
les yeux du roi l'avis qu'il fallait avoir : « Sire, dit-il,
« dites la vérité, vous avez belle envie de leur don-
« ner congé de combattre. Je ne vous assurerai pas
« du gain ni de la perte; mais faites une chose :
« adressez-vous à Dieu, et le priez qu'à ce coup, il
« vous veuille aider et conseiller ce que vous devez
« faire. » Alors le roi, levant les yeux au ciel, et joi-
gnant les mains, se recueillit et pria un instant; puis,
comme s'il eût entendu la voix de Dieu, il dit,
comme en s'écriant : « Qu'ils combattent, qu'ils com-
« battent! »

Montluc n'en demandait pas plus, et la plus rude
des deux batailles était déjà gagnée pour lui. Il partit
en poste, et l'élite de la noblesse française passa les
Alpes avec lui, comme pour se rendre à une partie
de plaisir. De retour au camp, Montluc y trouva les
soldat affamés, découragés, battus, n'ayant pas tou-
ché de solde depuis trois mois; mais tout fut oublié
dès que le mot de « bataille » eût été prononcé;

n ne pensa plus qu'à faire bien son devoir.
ɔ ne songeait nullement à éviter le combat,
ɔffrait depuis un mois à l'ennemi. Les deux
s se rencontrèrent près de Cerisola, le lundi
ques, 14 avril, dans une plaine ouverte, domi-
r un coteau peu élevé. D'Enghien l'occupa le
er, mais il eut l'imprudence de l'abandonner,
t qui précéda la bataille. Le lendemain, il
ait le reprendre, mais il y trouva l'ennemi.
ɔremière faute faisait mal augurer du succès
journée. Chacun des deux généraux rangea
upes en bataille : Guasto mit à droite ses Ita-
à gauche les lansquenets, au centre six mille
; d'élite, Espagnols et Allemands; l'artillerie
nt, et la cavalerie sur les ailes, au nombre de
ents chevaux.

Français, un peu moins nombreux, avaient à
les Gascons, au centre les Suisses, à gauche
vençaux, Italiens et Vaudois. Ainsi les troupes
eilleures comme les plus faibles de chaque
se trouvaient opposées les unes aux autres.
hien se posta, comme Guasto, en avant de son
, avec les gens d'armes, l'élite de la noblesse
nce. La cavalerie et l'artillerie se partagèrent,
en flanc, l'autre sur le front des deux ailes.
mille arquebusiers, commandés par Montluc,
jetés en avant pour engager le combat. Depuis
er du soleil, les tirailleurs des deux partis
iouchèrent sans décider Guasto à quitter sa
ɔosition. Enfin, les Français se lassent les pre-
de cette longue inaction : les Gascons s'ébran-
ɔur aller chercher l'ennemi. Les lansquenets,
vis-à-vis, au lieu de les attendre sur la hau-

« qui tue dix mille hommes ... er le combat. Entraînés
« ou vaincre? (Monsei... avec une irrésistible furie
« derrière la chaire ... artillerie de l'aile droite, et
« tête, car à ma r... ons, qu'ils tournent contre les
« au combat.) ... Gascons soutiennent cette charge fu-
« Le roi, ... s'appuyant sur les Suisses du centre. Les
« tourna les ... courtisans, arrivés de la veille, faute de mon-
« — Mon... combattaient à pied, contre l'usage de la no-
« nion ... Ils aident vaillamment les Gascons à soutenir
« co... ce terrible choc, et bon nombre d'entre eux restent
« ... sur le terrain.

Bientôt la ligne française s'ébranle tout entière. D'Enghien, voyant le centre de Guasto marcher sur son aile gauche, charge avec une folle intrépidité les Espagnols et les Allemands à la tête de ses gens d'armes. De part et d'autre, c'était l'élite des armées de l'Europe. Emportés par la furie française, les gens d'armes trouent d'un seul élan les lignes de l'ennemi, malgré le mur de lances qu'elles leur opposent. Mais plus d'un vide s'est fait dans les rangs de cette troupe dorée, quand, arrivée de l'autre côté, elle voit les colonnes des Impériaux se refermer derrière elle. L'imprudent général, comme Nemours à Ravenne, se trouve seul, avec sa troupe diminuée, coupé de son infanterie, enfermé entre deux lignes d'ennemis. Une seule issue lui reste. A l'instant son parti est pris : sa troupe fait volte face, et perce encore, avec un effort plus grand, et des pertes plus sensibles, le mur vivant qui lui fait face. Revenu du côté de ses lignes, d'Enghien cherche son aile gauche, et ne la trouve plus. Les Provençaux et les Italiens, le croyant perdu, n'ont pas voulu se perdre avec lui : ils ont pris lâchement la fuite, sans attendre l'attaque de

emi. Séparé de son centre et de son aile droite
pli de terrain, il les croit en fuite comme sa
. Il regarde autour de lui, et se voit seul,
cent chevaux au plus, en face de quatre mille
ssins ennemis. Deux fois, portant son épée a sa
, il est sur le point de se donner la mort, décidé
est à ne pas survivre à sa défaite.
is pendant que la bataille se perd à l'aile gauche,
st gagnée au centre et à l'aile droite. Les Gas-
sans plier sous le choc des lansquenets de
to, se sont engagés avec eux, homme contre
ne, pique contre pique. Les Suisses du centre,
s'être couchés à plat ventre pour éviter l'ar-
e, se relèvent, « furieux comme sangliers », et
ent les lansquenets par le flanc. Boutières, à la
le la cavalerie de l'aile droite, saisit l'instant
ce : il rejette la cavalerie légère des Impériaux
colonne allemande, où elle met le désordre ;
pénétrant à son tour dans cette masse compacte,
troue, la hache, la sépare, sans pouvoir la
er à fuir. Les Suisses ne font quartier à per-
; ils égorgent même les prisonniers. Les Espa-
, attaqués à la fois par les Gascons victorieux,
r la cavalerie d'Enghien, se retirent en bon
, avec cette fière contenance que Condé devait
tard admirer à Rocroi. Mais entamés et rompus
'Enghien, ils prennent la fuite en jetant leurs
s. Une partie est massacrée en demandant quar-
De Guasto, entraîné dans la déroute de ses
uenets, abandonne le champ de bataille avant
e que le sort de la journée ne soit décidé. Les
ns, qui n'ont pas quitté leur poste pendant
la bataille, se retirent prudemment à l'approche
anger.

Les pertes des Impériaux furent immenses; Du Bellay les évalue à douze mille hommes. Les Français, à l'entendre, n'en auraient perdu que deux cents. On trouva, dans le camp impérial, cent mille écus comptant, quatorze canons, et un équipage de pont, plus un assortiment de menottes et de chaînes de fer, destinées aux gentilshommes français; car Guasto avait promis aux belles Milanaises de les leur amener « tout enferrés, pour leur en donner le spectacle ». Avec sa jactance espagnole, il avait dit aux habitants d'Asti de lui fermer leurs portes, s'il ne revenait pas victorieux, et ceux-ci le prirent au mot, après sa défaite.

Telle est cette journée de Cerisola, qui releva les armes françaises de leur long abaissement en Italie. Jamais victoire ne fut plus complète, plus éclatante et plus inutile que celle-là. La partie était belle pourtant, et valait la peine d'être jouée. Le parti impérial, de Milan à Naples, était dans la stupeur: le parti français, au contraire, relevait la tête. Le Florentin Strozzi armait douze mille hommes, et les offrait à d'Enghien, si celui-ci voulait les payer. Les recruteurs de Guasto, dans tout le Milanais, ne pouvaient pas trouver un homme. D'Enghien ne demandait que les trois mois de solde arriérée, six mille Suisses, et les douze mille hommes de Strozzi pour donner à la France le Milanais, las du joug espagnol. Mais François I[er], à peine âgé de cinquante ans, était plus vieux de corps que d'années. Usé par la débauche et par la maladie, ses revers trop mérités lui avaient ôté, non sa jactance, mais sa folle témérité. Il avait cessé d'avoir foi dans son étoile, si souvent éclipsée. Une double invasion le menaçait du côté

du nord, et dans l'état d'épuisement où se trouvait la France, il fallait courir au plus pressé. Au lieu de payer le vainqueur de Cerisola, et de lui envoyer des renforts, le roi lui retira douze mille hommes, la moitié de son armée. Les Suisses, justifiant le dicton de leur pays, quittèrent le service d'un roi qui ne les payait pas, et s'en retournèrent chez eux. D'Enghien, incapable de tenir la campagne, dut se borner à bloquer Carignan, et à couvrir les défilés des Alpes. Strozzi, en cherchant à rejoindre le duc d'Enghien, se fit battre par Guasto. Carignan capitula, vaincue par la faim plus que par les Français. Les deux généraux, également incapables de poursuivre la guerre, finirent par conclure une trêve de trois mois. Ainsi se termina cette campagne, stérile à la fois et glorieuse pour les armes de la France.

Mais la lutte, suspendue au midi, allait recommencer au nord. La France allait payer une fois de plus le malheur d'avoir sa capitale à quarante lieues des frontières. Les historiens de l'époque affirment tous que, si le roi avait poussé la guerre avec vigueur dans le Milanais, la Champagne n'eût pas été envahie. Mais le coup était monté entre Charles-Quint et Henri VIII. Le premier, habitué à mener de front deux ou trois guerres à la fois, n'avait pas de jeu plus sûr, pour sauver Milan, que de menacer Paris. Charles d'ordinaire hésitait longtemps avant de se décider ; mais une fois décidé, il savait agir avec une rare résolution ; François, au contraire, léger et soudain dans ses décisions, mais toujours lent à les exécuter, se dégoûtait de ses projets avant de les avoir menés à leur fin. L'Empereur quitta donc Spire au mois de mai, à la tête de quarante mille hommes,

presque tous luthériens. Maurice de Saxe, Albert de Brandebourg, Van Rossem, les politiques et les hommes de guerre du parti se disputaient l'honneur de servir sous ses ordres. Enfin, une autre armée de dix mille lansquenets et de quatre mille chevaux s'assembla dans les Pays-Bas, pour aller à Calais attendre le roi d'Angleterre.

Les deux souverains devaient se retrouver sous les murs de Paris, chacun avec quarante mille hommes, en se donnant parole de ne pas s'arrêter en chemin. François, qui prévoyait depuis un mois cette double attaque, n'avait rien fait pour la prévenir. Tout ce qu'il sut faire, ce fut de dégarnir une province pour défendre l'autre : il retira à Vendôme, gouverneur de la Picardie, la moitié de ses troupes, pour les envoyer au secours de la Champagne. Il avait compté sur la mobilité de Henri, et sur les méfiances réciproques des deux rois, et son calcul se trouva juste. L'Empereur était déjà aux portes de la France, que la moitié de l'armée anglaise était encore en Écosse. L'autre, débarquée à Calais en juin, au lieu de marcher sur Paris, perdit son temps à assiéger Montreuil et Boulogne. L'Empereur, de son côté, investit Luxembourg, que la faim force bientôt à capituler. Puis enfin, en juillet seulement, Charles se décide à entrer sur le territoire français ; il prend Ligny et Commercy, passe la Meuse, première ligne de défense que François Ier aurait dû occuper, et vient mettre le siége devant Saint-Dizier. Charles comptait enlever d'un coup de main cette ville, qui lui ouvrait le bassin de la Marne et la route de Paris. Mais François, tenant Saint-Dizier pour pris, envoie le duc de Nevers, avec quatre cents

hommes d'armes, et six mille hommes de pied se jeter dans Châlons, la seule place forte qui couvre encore la capitale. Les deux fils du roi, sous la tutèle d'Annebault, viennent établir un camp retranché, à quatre lieues en arrière de Châlons. Toutefois, rien n'est prêt, ni vivres, ni munitions, ni soldats. Sans l'héroïque courage des défenseurs de Saint-Dizier, qui retint quarante jours l'ennemi sous ses murs, Paris était à Charles-Quint. La place démantelée, après un assaut de sept heures, son commandant tué, refusait encore de se rendre. Il fallut une trahison pour l'y décider. Le chiffre de Guise, imité par Granvelle, porta aux assiégés l'ordre de capituler. Ils le firent, avec tous les honneurs de la guerre, en stipulant encore huit jours d'attente. François Ier fut sauvé par les fautes de ses ennemis, plus graves encore que les siennes.

L'Empereur, maître enfin de Saint-Dizier, le 17 août, voulait poursuivre sa marche; mais il hésitait encore à pénétrer au cœur de la France, sans avoir assuré ses communications avec Henri. Il fit sommer celui-ci de tenir sa promesse, sûr d'avance que l'armée française ne garderait pas longtemps ses lignes de Châlons, avec un ennemi en face, et un sur ses derrières. Mais les deux alliés avaient de bonnes raisons de se défier l'un de l'autre. Henri, devenu plus sage avec les années, avait cessé de rêver la conquête de la France. Quelques places fortes, pour appuyer sa tête de pont de Calais, valaient mieux à ses yeux que la moitié de cette France, difficile à conquérir, et plus encore à garder. Montreuil et Boulogne, à ce titre, lui importaient plus que Paris, et il refusa net de lever les deux

siéges. A cette nouvelle, l'élan de Charles s'arrête tout d'un coup. Dans cette campagne, où le temps vaut de l'or, et où on en a déjà tant gaspillé, il perd quinze jours encore près de Saint-Dizier, sans oser avancer, sans vouloir reculer. Les vivres devenaient rares, le pays épuisé, les troupes découragées; l'armée française grossissait chaque jour, et comptait déjà cinquante mille hommes. Mais au fond, personne ne voulait la guerre, et tout le monde la faisait à regret. Les entremetteurs ne manquaient pas, surtout à la cour de France : la duchesse d'Étampes, vendue à l'Empereur, Léonor, épouse de François Ier et sœur de Charles-Quint, travaillaient avec la même ardeur à les rapprocher.

Les conférences s'ouvrirent enfin dans un village près de Châlons. Mais pendant qu'on discute, Charles s'avise d'un sûr moyen de presser les négociations : il est bien aise de montrer à la fois à Henri VIII qu'il peut se passer de lui, à François Ier qu'on ne saurait trop se hâter de traiter avec un ennemi qui, en quelques journées de marche, peut camper aux portes de Paris. Il fait proposer aux envoyés français ses conditions de paix de 1540, sachant bien qu'elles seront rejetées, ce qui ne manque pas. Aussitôt, il se remet en marche sur la rive droite de la Marne, tendant ainsi la main au roi d'Angleterre, s'il se décide à venir, et laissant la rivière entre lui et l'armée française, campée près de Châlons. Il passe à une lieue de cette ville. Le Dauphin avait ordre d'éviter à tout prix une bataille, et l'Empereur ne la cherchait pas. Les vivres manquaient, la cavalerie française, qui battait le pays, avait tout enlevé. La situation des Impériaux deve-

nait difficile : mais la duchesse d'Étampes fait dire à l'Empereur que les ponts d'Épernay et de Château-Thierry n'ont pas été coupés, et qu'un coup de main rapide peut lui livrer ces deux villes. Charles, qui sait le prix du temps, gagne de vitesse le Dauphin, qui le suit lentement sur l'autre rive, quand il devrait le précéder ; Épernay et Château-Thierry, les deux clefs de la Marne, tombent entre ses mains avec tous les approvisionnements de l'armée française. Ses soldats, à demi morts de faim, se trouvent tout d'un coup dans l'abondance; la route de Paris est ouverte. Le Dauphin, qui s'aperçoit trop tard de sa faute, fait occuper la Ferté et Meaux, les deux seules places qui puissent encore arrêter la marche de l'ennemi.

Mais Charles en avait assez fait pour inquiéter François, et le forcer à subir la paix qu'il voulait dicter. La terreur régnait dans Paris. Tous les riches bourgeois le quittaient avec leurs meubles, et fuyaient vers Orléans. Les routes étaient couvertes de familles éplorées, fuyant comme devant la peste ou l'incendie. La Seine disparaissait sous les bateaux, chargés jusqu'à couler bas. La France, ruinée, pillée, désolée, était soûle de guerre, et voulait la paix à tout prix. Elle en était à cet état d'affaissement où le malheur réduit parfois les peuples, quand tous les mobiles généreux ont cessé d'agir sur les âmes; elle était lasse de la gloire même, elle aimait mieux la honte avec le repos. Et cependant, disons-le à l'honneur de François, malgré la France qui pesait sur lui pour lui dicter la paix, il hésitait encore avant de céder. En voyant l'ennemi à vingt lieues de sa capitale, cette âme frivole s'était sentie touchée, pour la

première fois peut-être, d'une émotion sérieuse. « Mon Dieu, s'était-il écrié, que tu me vends cher « mon royaume! » Puis, courbant la tête, avec la résignation du chrétien, sous cette main qui le châtiait : « Seigneur, que ta volonté s'accomplisse! » avait-il ajouté. Quand d'Annebault lui apporta les propositions de l'Empereur, son premier mouvement fut de les rejeter. Retrouvant un instant toute l'ardeur de sa jeunesse, il quitte Fontainebleau, et parcourt à cheval les rues de Paris.

L'effet de sa présence est électrique : ce peuple mobile, en voyant à ses côtés, prêt à vaincre ou à mourir avec lui, ce roi qu'il aime encore malgré toutes ses fautes, passe en un instant de l'abattement à une folle confiance. Les écoliers s'enrôlent les premiers; les fuyards reviennent en apprenant que le roi est à Paris, et que le Dauphin avec une armée couvre la capitale. Bientôt quarante mille hommes, équipés à la hâte, sont passés en revue par François Ier. Ce prince, qui n'a jamais su faire la guerre qu'avec des mercenaires, comprend enfin les ressources que trouve un roi dans l'amour de ses sujets. Mais bientôt arrive la nouvelle que le roi d'Angleterre a pris Boulogne, et qu'il s'avance à marches forcées vers Paris. François, pris entre deux feux, se décide brusquement à traiter avec Charles, avant que celui-ci ait reçu la nouvelle du succès de son allié. D'Annnebault remporte les propositions de l'Empereur, avec plein pouvoir de les accepter.

Mais l'attitude du roi et de sa capitale avaient sauvé la France. Charles-Quint, trouvant, entre Paris et lui, deux villes à assiéger, et une armée pour les couvrir, arrête son mouvement en avant, et se dé-

tourne sur Soissons, que François a oublié de munir d'hommes et de vivres. Après l'avoir prise et pillée, Charles se replie vers sa frontière des Pays-Bas, où il veut s'appuyer. Il s'arrête enfin à Crespy, près de Laon, où il est rejoint par d'Annebault. Jamais paix ne fut plus vite conclue : Boulogne avait été pris le 14 septembre, et le 18, le traité était déjà signé.

Chose étrange! la paix de Crespy, conclue sous la menace de deux armées victorieuses, fut la plus honorable que François eût jamais signée. Depuis Madrid et Cambrai, c'était la première où le roi ne trahissait aucun de ses alliés, sauf Souleyman, que le cri de réprobation de l'Europe le forçait à abandonner. Il ne renonçait à aucune de ses provinces, mais seulement à des droits douteux, à des possessions lointaines et disputées, qui lui avaient coûté bien cher, et qui ne pouvaient pas lui rester. Le traité, du reste, ne contenait rien que Charles n'eût déjà proposé bien des fois. Dans cette paix, glorieuse pour le vaincu, l'honneur et les frontières de la France restaient saufs ; cette troisième campagne, marquée par tant de revers, finissait presque par une victoire. Les deux rois se promettaient « paix et amitié, bonne et perpétuelle », et se restituaient tout ce qu'ils s'étaient pris l'un à l'autre, depuis la trêve de Nice. L'Empereur devait évacuer le territoire français, et François I[er] les États du duc de Savoie, à l'exception de Pignerol et de Montmélian. Le roi renonçait à ses prétentions sur Naples et à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois. Il s'engageait à abandonner l'alliance du sultan, et à envoyer contre lui en Hongrie six cents hommes d'armes et dix mille fantassins. En échange, l'Empereur se désistait de ses pré-

tentions sur la Bourgogne, et sur les villes de la Somme. Pour mieux sceller la paix de l'Europe, le duc d'Orléans, second fils du roi, devait épouser l'infante Marie, fille aînée de l'Empereur, ou une fille du roi des Romains. La première lui apportait en dot l'héritage de la maison de Bourgogne, la Franche-Comté et les Pays-Bas. L'Empereur toutefois se réservait jusqu'à sa mort la souveraineté de ces deux pays, dont le couple royal ne devait avoir que le gouvernement. Quant à la fille du roi des Romains, sa dot, bien moins utile à la France, était sans prix aux yeux de François : c'était le Milanais, éternel objet de ses convoitises, et dont les deux époux devaient être mis sur-le-champ en possession.

Au premier abord, quand on songe à la position de la France, humiliée et vaincue, et qui semble ici dicter la loi, ce traité ne se comprend pas. La clef s'en trouve dans une phrase, courte mais significative : le roi s'y engageait à « *travailler, de concert avec l'Empereur, à l'union de l'Église.* » Ces deux mots renfermaient toute la pensée de Charles-Quint; ils étaient gros de l'asservissement de l'Allemagne et de la ruine du parti protestant. Un article secret, concerté entre les deux rois, commentait cette phrase, laissée obscure à dessein, et où les protestants devinaient une menace. Quant au pape, comme ses torts, après tout, se réduisaient à une neutralité opiniâtre, le seul châtiment qu'on lui infligea, ce fut de le laisser en dehors du traité. Le nonce, malgré son ardent désir de prendre part aux négociations, n'y fut pas invité. Les protestants, qui servaient dans l'armée impériale, cachèrent mal leur inquiétude. Les concessions de Spire, les avances de Charles à l'Électeur

et au Landgrave ne les avaient pas rassurés. La haute faveur dont jouissait auprès de lui Maurice de Saxe, son affectation à se séparer en politique de ses frères en religion, alarmaient à bon droit le parti réformé, averti par tant de déceptions, et plus inquiet qu'enivré de ses propres succès.

Charles-Quint, las de vingt ans d'hypocrisie, aspirait à jeter le masque. Il avait pu, par peur des Turks, ou par haine du saint-père, s'allier avec les protestants; mais les intérêts changent, les rancunes s'apaisent, et les croyances demeurent. Charles, chrétien fort tiède quand la politique se trouvait en lutte avec la foi, n'en était pas moins un sincère et fervent catholique. Restaurer l'unité de l'Église, et en doter le saint-siége, au lieu de la recevoir de lui; en finir avec ce schisme qui faisait tache sur son règne; broyer la tête du serpent, puisqu'il n'avait pas su l'écraser dans son œuf, tel était le rêve de toute sa vie, et le traité de Crespy le laissait libre enfin de le réaliser. Alors, mais alors seulement, il aurait le droit de s'appeler empereur! En achetant, au prix du Milanais, la neutralité du roi de France; en bridant le pape par le concile, en chassant Souleyman de la Hongrie à l'aide des protestants, il pourrait tourner contre eux la puissance même dont ils l'auraient armé; il pourrait enfin, rare bonheur pour un ambitieux et pour un dévot, servir à la fois ses intérêts, ses haines et ses croyances, et fonder en même temps l'unité de la religion et celle de l'Empire.

Le traité de Crespy étonna l'Europe; on n'en comprit le sens que deux ans plus tard, quand les vastes plans de l'Empereur, mûris depuis tant d'années, vinrent enfin à se dérouler, quand surtout ils

obtinrent auprès du vulgaire la sanction du succès. Alors on se rappela que, déjà en 1540, Charles avait voulu payer au prix de la Bourgogne et des Pays-Bas l'amitié de la France, sans laquelle il ne pouvait rien; qu'en 1542, il ne lui avait fait la guerre qu'à regret, et pour punir un vassal rebelle; qu'à Crespy enfin, sa générosité même, avec un ennemi comme François I[er], était le plus sûr de tous les calculs; car il l'enchaînait à la fois par l'intérêt et par la reconnaissance. Ajoutons, avec l'ambassadeur M. Cavalli, « que personne, excepté l'Empereur, ne voulait la « ruine du roi très-chrétien, quoique tout le monde « fût bien aise de le voir humilié », et que Charles lui-même dut céder à cette pression de l'opinion, et respecter cette loi de l'équilibre que l'Europe invoquait toujours en faveur du vaincu. Enfin, dernier point qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'en s'alliant à l'ennemi qu'il venait de vaincre, pour tramer avec lui la perte de la Réforme, Charles se vengeait de Henri d'Angleterre : il sapait dans sa racine même cette réforme de cour que le peuple anglais avait seul prise au sérieux. Chez ces natures froides et cauteleuses, la rancune, longtemps concentrée, peut prendre, quand l'heure vient d'éclater, les proportions d'une passion. Or la seule dont l'âme de Charles-Quint fût susceptible, c'était la vengeance. Un schisme devait payer pour l'autre, et c'est sur le dos des protestants qu'il voulait châtier son perfide allié.

LIVRE XXIV

CHAPITRE PREMIER

LA GUERRE DE SMALKALDEN

1545 A 1547.

squ'ici, ce qui nous a frappé surtout dans la
ique de Charles, c'est sa mobilité. Les plans les
opposés, en apparence du moins, ont tour à
occupé sa pensée : dompter en Castille l'élé-
populaire, supprimé de l'histoire d'Espagne,
is la défaite des communes à Villalar; pour-
e en Italie, en Provence, et jusqu'aux portes de
, ce duel avec la France, que la captivité même
n roi n'a pas pu finir; piller la capitale du
le chrétien, et tenir en prison le vicaire du
t, pour venir à genoux, trois ans après, rece-
de ses mains la couronne impériale; s'aider
à tour du pape contre les protestants, et des
stants contre le pape, les Turks et la France;
mir, à force de concessions, les justes mé-
s de la Réforme, en attendant l'heure de
ser; défendre à la fois l'Empire et la chrétienté

aux deux extrémités de l'Europe, contre les armées de Souleyman, et les flottes de Barberousse ; prendre enfin la monarchie turque à revers, et marcher sur Constantinople par Alger et Tunis, telle est l'œuvre de Charles-Quint pendant le quart de siècle que nous venons de raconter!

Mais dans cette œuvre gigantesque, où, comme l'a dit un grand historien, L. Ranke, de la complexité même des États de l'Empereur, naît la complexité de sa pensée, cette pensée, si multiple au premier coup d'œil, est au fond plus une qu'on ne le pense. A vrai dire, ce n'est pas la monarchie universelle qu'a rêvée Charles-Quint; il n'a jamais sérieusement songé à conquérir l'Europe, il n'a songé qu'à la dominer. De là les fluctuations de sa politique, qui, une fois arrêtée sur le but, essaie l'une après l'autre toutes les voies pour y arriver. De toutes ces voies, la plus directe, peut-être, ce serait de ressusciter le saint Empire romain, tel qu'il a existé au x[e] siècle, avec son double caractère, religieux et politique; de dominer par l'Empire la papauté, et par la papauté tout l'univers chrétien. A chaque visite qu'il daigne faire à l'Allemagne, Charles essaie de nouveau ce rôle difficile. Sans cesse il y échoue par une cause, toujours la même, par le manque d'unité inhérent à la constitution germanique, et que le schisme religieux est venu compliquer encore. Alors, sans renoncer à son plan, il l'ajourne à quelques années plus tard, et s'éloigne, pour reperdre en son absence tout le terrain qu'il avait gagné.

Mais en 1545, les circonstances sont plus favorables que jamais : Charles, depuis 1540, n'a plus fait la guerre à François I[er] que pour le forcer à s'allier à

France, épuisée, abattue, a fini par se faire
ce de l'abaissement de son roi. Le *roi-cheva-*
Crespy, a vendu à l'Empereur les protestants,
, cinq ans plus tôt, il lui avait vendu les Gan-
e pape s'est vu exclu d'une paix qu'il préten-
cter, et qui s'est faite sans lui et contre lui. La
ne, trahie par tous ses alliés, se trouve face à
vec Charles-Quint, vainqueur de la France,
x avec les Turks, protecteur du saint-siége, et
de la chrétienté. Le comédien consommé
nfin jeter ce masque, qu'il a porté si long-
; il peut assouvir sur la Réforme cette haine
te, qui a attendu vingt-cinq ans. Il peut re-
re à nouveau son plan favori, celui de ressus-
l'Empire, et terrasser à la fois cette double
ition, politique et religieuse, qui a si long-
entravé ses desseins. Mais ici encore, le petit-
e Fernando *le catholique* mettra son cachet
ce sur l'acte le plus décisif de sa vie : en fai-
a guerre aux schismatiques, ce sont les rebelles
ment qu'il prétendra punir; il laisse à Dieu le
le venger ses injures; il se chargera seulement
lles de l'Empereur.

us savons le plan de Charles-Quint; voyons
tenant comment il va l'exécuter. La diète de
, en 1544, a confirmé ces relations d'amitié
ante qui existent entre lui et les protestants. Il
besoin d'eux contre la France, il a acheté leur
i par des concessions; à cela, rien de nouveau,
a pas fait autre chose depuis vingt ans. Mais les
ements ont bien marché depuis la diète de
e. Le vainqueur de Crespy n'a plus ni peur, ni
in des princes réformés, il n'a plus de ménage-

ments à garder avec eux. Le pape s'est plaint amèrement, dans deux brefs successifs, de ses concessions à l'hérésie allemande; il a reproché à l'Empereur, « qui n'est que le *défenseur* de l'Église, d'avoir *osé* « promettre un concile national et universel, sans « faire mention du pape. » Il a même murmuré quelques mots « des rigueurs dont il se verrait, bien à « regret, contraint d'user contre lui, s'il ne révoquait « pas cet édit de Spire, déshonorant pour l'Église. » Et Charles qui ne soufflette jamais la papauté qu'à genoux, s'est incliné avec la soumission d'un fils devant ces censures paternelles, sans s'engager toutefois à ne plus les mériter.

Apaisé par la soumission de l'Empereur, Paul III a enfin pris au sérieux sa promesse d'ouvrir le concile. Rome a senti sa faute, et cesse de repousser le sceptre du monde spirituel qu'on lui offre, à défaut du temporel qui lui a échappé. Charles, dès lors, n'a plus de griefs à faire valoir contre le saint-père. Il est délivré de l'embarras de tenir sa promesse, en convoquant ce concile « national et libre, » dont il berce l'Allemagne, et dont il menace Rome depuis dix ans. Mais il ne veut pas que l'arme qu'il met dans les mains du pape se tourne contre lui. Il ne se fait pas d'illusions, il n'attend pas du concile l'extinction du schisme : la Réforme a trop grandi pour rentrer dans le giron de sa mère. Mais ce qu'il attend du concile, c'est une réforme de l'Église, faite par l'Église même. Ce qu'il veut, ce ne sont pas ces serviles assemblées de Latran, parlements ecclésiastiques, qui n'ont su qu'enregistrer les volontés des papes; c'est un concile indépendant et libre, comme ceux de Bâle et de Constance, qui se sont faits coura-

:ment les échos de la chrétienté, quand elle
it porter le fer et le feu sur les plaies de l'Église.
à temps, la Réforme de la discipline eût empê-
ɜlle du dogme, ou l'eût du moins retardée de
ues siècles. Mais Luther n'a pas eu tort sur
es points; il a signalé le mal, il a indiqué le
le, c'est à l'Église à se l'appliquer.
liète de Worms va s'ouvrir. L'Empereur, tour-
par la goutte, n'assiste pas au début de la
ı; la plupart des princes s'en dispensent comme
s catholiques attendent leur consigne de Rome,
ormés de Wittemberg; chacun se méfie de
ɜreur, qui cherche à louvoyer entre les deux
Dans ses instructions à ses commissaires, il
ɜnt toutes ses concessions de Spire; seulement
ute une clause qui les annule; il veut que les
ants se soumettent au concile. Il aspire à fon-
ɔaix de l'Allemagne, et à réunir catholiques et
ants dans une œuvre commune, la réforme
lise. En toutes choses, il tend à faire prévaloir
cipe que, chef du saint Empire romain, et
ce titre d'une double autorité, il a le droit de
en matière de foi comme en matière de poli-
Cette intervention de l'État dans l'Église est
l une idée luthérienne, et les catholiques ne
t pas suivre l'Empereur sur ce terrain. Ils ne
ıissent qu'au pape ou au concile le droit de
r les questions religieuses. Les protestants
raire, qui céderaient peut-être sur cette pa-
aïque, ne veulent pas céder sur le concile.
vant y siéger comme juges, ils n'y veulent pas
aître comme accusés. Condamnés d'avance,
vent, qu'iraient-ils faire à Trente, sinon auto-

riser le concile de leur présence, et accepter son arrêt?

Enfin l'Empereur arrive à Worms le 15 mai, goutteux, souffrant, mais décidé. Son plan est arrêté, et il le laissera percer peu à peu, suivant les nécessités du moment. Ses plus gracieux sourires sont pour les réformés : il va enfin se venger d'eux, c'est une raison de plus pour les caresser. Granvelle, moins maître de lui, se laisse aller avec eux à des récriminations qui démentent les avances de l'Empereur. Ces avances pourtant sont sincères, jusqu'à un certain point : Charles, pour agir sur le pape et sur le concile, a besoin des protestants à Trente. S'ils consentent à y assister, et à prendre part aux débats, ils cessent d'être à craindre, et peuvent même devenir pour lui un instrument utile. Mais les protestants sont sur leurs gardes : il y a dans l'air quelque chose qui sent la trahison. L'Empereur est entouré de prêtres; son confesseur, Soto, qui, d'accord avec le confesseur de la reine de France, a machiné la paix de Crespy, a tout pouvoir sur son esprit. Il lui a fait acheter la paix cent mille ducats, et cette paix, l'Europe le sait, s'est faite contre les protestants. Déjà la persécution se rallume avec furie dans les Pays-Bas. L'inquisition s'y enracine, en même temps que la Réforme; le sang coule partout sur les échafauds. Des mesures de rigueur se préparent contre le prélat de Cologne. Charles a déclaré au chapitre et au conseil municipal que, s'ils ne sont pas assez puissants pour empêcher la Réforme, il l'empêchera pour eux.

Tous ces symptômes suffiraient pour dessiller des yeux moins ouverts. Les protestants refusent nette-

ment de participer à l'assemblée de Trente, et de reconnaître ses décrets. Ils demandent, plus haut que jamais, ce concile « libre, chrétien et universel » qu'on leur promet depuis si longtemps. Mais l'Empereur ne l'entend pas ainsi. Il croit avoir assez fait pour eux en obtenant un concile, et en dérobant au pape sa direction exclusive. Il veut que la réforme de l'Église vienne du clergé lui-même, et non de laïques, qu'il ne faut pas autoriser à toucher à l'arche sainte. L'Empereur seul a ce droit, et il ne se soucie de le partager avec personne. La question ainsi posée, il faut renoncer à s'entendre. L'absence des princes réformés sert de prétexte à Charles pour ajourner la diète à Ratisbonne, au 6 janvier suivant. Dans l'intervalle, on essaiera encore d'un colloque pour rapprocher les deux religions. L'Empereur confirme la paix de l'Empire, et tous les recès adoptés par les diètes antérieures La fraude ici saute aux yeux, car ces recès sont tous contradictoires, et s'annullent l'un l'autre. Mais les catholiques, mécontents de la diète et de l'Empereur, peuvent en référer au pape, leur vrai souverain; les protestants, si l'on foule aux pieds toutes les conventions, n'ont plus qu'à recourir aux armes, et ils y songent. Chacun sent d'avance l'inanité de ce colloque, derrière lequel apparaît la guerre, inévitable et prochaine. Charles d'ailleurs, en ajournant la diète et en dictant le recès, tranche du maître absolu. Lui seul a fait les concessions de Spire, et s'il les a faites, n'a-t-il pas le droit de les révoquer?

Charles-Quint, maintenant, n'a plus qu'une idée, c'est d'écraser les protestants. Mais pour y parvenir, il faut qu'il ait les mains libres. Crespy l'a délivré

de la France, il faut maintenant qu'il se débarrasse à tout prix de la Turquie. Un ambassadeur impérial va à Constantinople mendier la paix, sous le nom de Ferdinand, qui couvre celui de l'Empereur. François joint ses instances à celles de son nouvel allié. Souleyman, de guerre lasse, concède à Ferdinand une trêve de cinq ans, aux conditions les plus humiliantes. Le sultan gardera toute la Hongrie de Zapoly, qui lui appartient depuis sa victoire de Bude, et Ferdinand lui paiera pour le reste un tribut annuel de dix mille ducats. C'est le premier et le seul traité qui ait jamais été conclu entre Charles et Souleyman, et la majesté impériale, il faut bien en convenir, y joue un rôle peu brillant.

La mort du jeune duc d'Orléans (octobre 1545), vient encore à propos pour délivrer Charles-Quint de l'embarras de tenir sa promesse, et de céder ou les Pays-Bas, ou le Milanais. « Charles, dit plaisam-« ment Navaghero, avait déjà bien des obligations à « la mort, qui lui avait donné tant de couronnes; « mais il lui en eut encore une de plus; car personne « ainsi ne put savoir s'il aurait tenu sa parole. » Il est au moins permis d'en douter quand on le voit refuser de rien changer au traité de Crespy, et d'indemniser le roi de tout ce qu'il perdait à la mort de son fils. François, vieux, malade et affaibli de corps et d'esprit, est encore forcé de dévorer cette injure.

Voilà donc l'Empereur libre d'agir, et n'ayant, chose rare dans sa vie, qu'un seul ennemi sur les bras : cet ennemi, ce sont les protestants. Il peut désormais tourner contre eux toutes ses forces; mais à qui s'attaquera-t-il d'abord? Au plus faible, à un vieillard, à un prêtre désarmé, l'archevêque de Co-

logne. En passant par cette ville, au retour de la diète, l'Empereur adresse au digne prélat les plus vifs reproches. Hermann répond avec une fermeté respectueuse, « qu'en réformant dans son diocèse « d'intolérables abus, il n'a fait qu'obéir à sa con- « science ; qu'il n'appelle pas *innover* se conformer « à l'esprit de l'Évangile ; que du reste, il est tout « prêt à renoncer à son électorat et à son siége épis- « copal, pour finir ses jours dans la retraite, et aller « rendre compte à Dieu de l'usage qu'il aura fait de « son pouvoir. » Dénoncé par son chapitre, dont il a voulu réformer les mœurs dissolues, il est cité à la fois à Rome et à Bruxelles, devant les deux pouvoirs dont il relève, comme prince et comme prélat. Il refuse de comparaître, et sollicite l'appui de la ligue de Smalkalden. Celle-ci épouse sa cause avec chaleur ; une députation expresse vient supplier l'Empereur d'arrêter ses poursuites, et de traiter l'affaire de l'Électeur comme une affaire d'empire, c'est-à-dire en diète ; car Charles, depuis la paix de Crespy, tend à réduire la diète germanique au rôle d'un parlement français. L'Empereur élude poliment la requête des princes ; mais blessé au fond du cœur de leur intervention, il ajoute ce grief à tous les autres pour le jour où il réglera ses comptes avec eux.

La partie, cependant, serait belle encore pour le protestantisme, s'il savait rester uni. L'Électeur palatin, révolté du mépris de César pour les droits de l'électorat, embrasse publiquement la doctrine de Luther. Le Palatinat imite l'exemple de son prince. Le nouvel archevêque de Mayence incline vers les idées de la Réforme. Mais à côté des dévouements, se trouvent les calculs. En dehors de la ligue de

Smalkalden, sont restés des hommes comme Maurice de Saxe et l'Électeur de Brandebourg, qui, bien qu'attachés à la foi nouvelle, ne sont d'humeur à sacrifier pour elle ni leurs biens, ni leurs vies. Ce parti des *politiques* allemands, qui tient à la Réforme par ses convictions, à l'Empire par ses intérêts, refuse d'accéder à la ligue, comme contraire à la constitution germanique. Des ennemis avoués seraient moins dangereux pour le parti protestant que ces alliés suspects, qui lui manqueront justement à l'heure du danger; âmes tièdes et indécises, qui pactisent avec la loi de la conscience, et veulent obéir aux hommes en même temps qu'à Dieu.

Un événement plus grave vient donner à la ligue le sentiment de sa force, et soulever contre elle les ressentiments de l'Empereur. En 1543, le duc Henri de Brunswick avait été dépouillé de ses États par la ligue de Smalkalden, qui voulait frapper en lui le champion du catholicisme et des droits de la *chambre impériale.* Impatient de cette spoliation, le duc aspirait depuis lors à reconquérir ses États, que l'Empereur avait mis sous le séquestre. Chargé par François Ier de recruter en Allemagne, il lève, avec l'argent de la France, une petite armée. Puis se jetant brusquement sur Brunswick, il s'en empare, avant que personne ait eu le temps de s'y opposer. Le landgrave de Hesse, pris au dépourvu, montre sa décision et son activité ordinaires. Il lève à la hâte une armée; Maurice, son gendre, et l'Électeur de Saxe lui envoient des renforts; le duc de Brunswick est vaincu, et fait prisonnier avec son fils aîné. La confiance du parti s'accroît de cette victoire imprudente, qui coûtera cher au landgrave; car se faire

justice soi-même, c'est dire tout haut qu'on ne l'attend pas de l'Empereur.

Ainsi la position des princes réformés, forte en apparence, est au fond dangereuse. Leur loyauté même est une arme que Charles-Quint saura tourner contre eux. En effet, même en s'alliant à ses ennemis, ils n'ont jamais renoncé à l'espoir de s'unir un jour à lui, pour fonder, sur l'accord du chef et des membres, l'unité, la grandeur et les libertés de l'Empire. Que lui demandent-ils depuis la diète de Worms, en 1521? de respecter deux choses : la constitution germanique et le sanctuaire de la conscience. A ce prix, ils sont toujours prêts à revenir à lui. Alliés à regret à un prince étourdi et parjure, qui n'attend que le moment de les trahir, bien loin d'avoir jamais attaqué le chef de l'Empire, c'est à peine s'ils osent lui résister. Depuis deux ans déjà, ils se sont donnés à lui corps et âme; ils ont pris au sérieux ses promesses, ses serments tant de fois violés. Ils l'ont aidé, faute grave, qu'ils paieront plus tard, à humilier la France, leur ancienne alliée. A la moindre concession de sa part, tous leurs cœurs volent vers lui. Dans ce siècle d'égoïsme et d'astuce, eux seuls sont sincères : eux seuls croient encore aux serments des rois, aux devoirs des vassaux envers le suzerain. La France vaincue, ils ne demandent qu'à marcher contre les Turks, à sauver la Hongrie, à fortifier cette maison d'Autriche qu'ils ne veulent pas accepter pour ennemie. Et l'on dira après cela que ces croyances, qui font des chrétiens, ne savent pas faire des citoyens! On dira que les protestants, ingouvernables à tous les titres, sont des rebelles dans l'ordre politique comme ils le sont dans l'ordre

religieux. Mais, nous le demandons à tout homme de bonne foi : sont-ce eux qui ont menti à leurs serments, ou est-ce Charles-Quint? Et s'ils ont mis, tardivement et malgré eux, l'épée à la main, n'est-ce pas pour venger la constitution même de l'Empire, et les droits de la conscience, également foulés aux pieds?

Du reste, l'Empereur n'a plus besoin contre les Turks de l'appui des protestants. Il ne songe plus à se faire empereur de Constantinople; il lui suffit d'être empereur d'Allemagne, et il ne le sera que quand il aura mis le pied sur la gorge aux princes réformés. Entre eux et lui, il n'y a plus personne maintenant. François I[er], qui seul pourrait les défendre, lui a promis contre eux son appui. Le pape, au seul mot d'extinction du schisme, a oublié toutes ses injures; il accorde le concile pourvu qu'on lui accorde la croisade. L'Empereur a fait acheter par son frère une paix humiliante au sultan : il a vendu la Hongrie aux Turks, et la paix à la France, pour une campagne contre la Réforme. Mais ses plus sûrs alliés contre ce parti, ce sont les faux frères qu'il compte dans ses rangs : ce sont Maurice de Saxe, l'Électeur et le Margrave de Brandebourg, tous ces chrétiens à double face, qui ont trouvé l'art de servir deux maîtres à la fois, Dieu et l'Empereur. C'est par eux qu'il entamera le parti protestant, qu'il fera justice de cette ligue insolente qui a osé établir un empire dans l'Empire. Les protestants ne céderont pas, il le sait; car leur cause est celle de Dieu, le seul allié qui ne les ait jamais trahis! Mais Charles compte, pour les vaincre, sur les intelligences qu'il a dans leur camp. A défaut de la coopération du roi

de France, il compte au moins sur son inaction. Mais il compte avant tout sur le pape, et il a raison, cette fois; car Paul hait encore plus l'hérésie qu'il ne se méfie de Charles-Quint.

Ce sont, en vérité, d'étranges relations que celles de ces deux pouvoirs, toujours rivaux, et toujours rapprochés, en dépit de leurs haines, par des intérêts communs. Paul III, qui meurt de peur de voir des protestants au concile, n'épargne rien pour pousser les choses à une rupture. Il a envoyé comme légat à la diète, son petit-fils, Alexandre Farnèse, cardinal de vingt ans. Charles le reçoit avec une distinction marquée, et les protestants s'inquiètent de cet accueil, menaçant pour eux. Les rôles sont changés cette fois, c'est le légat qui insiste sur le concile : « Les princes « réformés refuseront de s'y rendre, répond Charles- « Quint. — Alors, c'est la force qu'il faut employer, « réplique Farnèse! Et ce ne sont pas cent mille « ducats que le saint-père donnera à Votre Majesté, « si elle veut tirer l'épée contre l'hérésie; car les « voici déjà pour faire la guerre aux Turks ; mais ce « sera tout ce qu'il possède, et jusqu'à sa triple cou- « ronne! » (*Archives des Médicis*, lettre de Granvelle, 29 mai.) Charles demande des chiffres précis : le légat s'engage à fournir douze mille hommes et 200 mille ducats. Ainsi le pontife prend l'Empereur à sa solde; mais d'accord dans leur haine contre la Réforme, ils ne le sont ni sur le moment, ni sur les moyens de l'assouvir. Ils le sont encore moins sur la question du concile. Le pape voudrait l'avoir sous sa main, en laissant à l'Empereur, comme à son vicaire temporel, le soin de faire exécuter ses dé-

crets. Charles, au contraire, a promis que le concile se tiendrait en Allemagne; il espère le retirer ainsi de la main du saint-père. Il insiste donc pour Trente, et sa volonté prévaut à la fin : l'ouverture de la session est fixée au 13 décembre.

Mais au moment de signer avec Rome un traité secret contre les protestants, Charles s'arrête tout court. Ce n'est pas indécision, comme on pourrait le croire, mais prudence. Il craint, en se mettant à la remorque du saint-père, de se laisser entraîner plus loin qu'il ne veut aller. Tout décidé qu'il est à se venger, il veut rester libre de choisir ses plans, son heure, ses ennemis. Avant de jeter le gant à la Réforme, il veut, pour sauver au moins les apparences, tenter un dernier moyen de conciliation. Il a convoqué à Ratisbonne un nouveau colloque. Il n'en attend rien, ni les protestants non plus; mais si la tentative échoue, il pourra en rejeter le blâme sur eux. Le choix des champions catholiques, pris parmi les plus fougueux soutiens de l'orthodoxie, trahit la secrète pensée de l'Empereur. Le colloque s'ouvre enfin; mais, dès les premières séances, le parti pris des catholiques d'emporter tout de haute lutte, et d'exclure toute publicité, a bientôt révolté les luthériens. Après d'énergiques protestations, ceux-ci, sur l'ordre de leurs princes, se décident à quitter la ville. Ainsi se termine ce colloque, plus inutile encore que le précédent. Personne n'en a attendu un résultat sérieux; mais ce brusque dénoûment, et l'attitude hautaine des catholiques, ont dessillé tous les yeux. Chacun a compris que le temps des négociations est passé, que la conciliation

est un rêve, le colloque un mensonge, et que l'Empereur, d'accord avec le pape, est décidé à trancher la question par l'épée.

Au colloque devait succéder la diète, convoquée aussi à Ratisbonne pour le 5 juin. Dès le mois d'avril, Charles a quitté les Pays-Bas pour se rendre à la diète. A cette époque, sa résolution n'est pas prise encore; il veut tenter un dernier effort, non plus pour ramener les protestants, mais pour les endormir. Il fait intimer au Landgrave de Hesse, avec qui il est toujours resté en bons termes, de venir lui rendre visite à Spire. Le Landgrave s'y décide, non sans s'être muni d'un sauf-conduit. Les sinistres desseins de l'Empereur ne sont plus un mystère pour personne, et l'Allemagne protestante s'est émue. Charles le sait, et il n'oublie rien pour apaiser les méfiances du Landgrave. Philippe, avec sa franchise ordinaire, demande des explications. L'Empereur va au devant : « Son unique pensée, son unique « intérêt, est de réconcilier les deux partis. Le con- « cile n'a qu'un but, la réforme de l'Église, et c'est « pour cela qu'il y désire tant la présence des pro- « testants. Ses trêves avec le sultan et la France ne « cachent aucun dessein hostile. Sa politique est per- « cée à jour : il veut rendre la paix à l'Allemagne, « l'unité à l'Église et à l'empire; mais la seule voie « qu'il veut employer est celle de la conciliation. » Puis, il reproche doucement à Philippe son refus et celui des princes luthériens de se rendre à la diète. Ce refus implique une méfiance que l'Empereur ne mérite pas. Le Landgrave n'est-il pas le meilleur et le plus sûr de ses alliés? A cela, Philippe répond, « qu'un concile, convoqué et dirigé par le pape, ne

« peut rien pour rapprocher des opinions trop tran-
« chées. Le seul moyen, c'est celui que l'Allemagne
« réclame depuis vingt ans : un concile allemand,
« chrétien et libre, et la liberté de culte pour cha-
« cun, avec la concorde et la paix. Quant aux princes
« réformés, si l'Empereur se décide à leur faire la
« guerre, il ne fera que s'affaiblir lui-même, et tran-
« cher le nerf de son empire; car il n'a pas de sujets
« plus dévoués. Ne les a-t-il pas toujours trouvés
« chaque fois qu'il a eu besoin d'eux? »

Si Charles a voulu détacher le Landgrave de la ligue, il a échoué; Philippe le quitte en remportant toutes ses méfiances. Il va trouver à Worms les princes réformés, occupés de reconstituer sur un pied plus fort la ligue qui vient d'expirer. Il les confirme dans leur projet de ne pas se rendre en personne à la diète; leur liberté, leur vie même pourrait y être en danger. Quant à l'Empereur, son parti n'est pas pris encore. Au début d'avril, l'ambassadeur anglais ne croit pas à la guerre. En mai, le confesseur se plaint que « les choses ne vont pas « comme il le veut. » L'entourage de l'Empereur est encore moins décidé que lui : le prudent Granvelle hésite; le duc d'Albe, qu'on a fait venir d'Espagne tout exprès pour un coup de main, ne croit pas le moment venu. Le nonce du pape, le confesseur et le cardinal d'Augsbourg sont les seuls qui veuillent franchement la guerre. Charles étudie le terrain, et recrute des alliés. Parmi les catholiques, le plus important est le duc de Bavière, Wilhelm Ier, resté seul duc après la mort de son père. Compétiteur secret de Charles-Quint à l'Empire, Wilhelm se soucie peu d'affermir son rival sur le trône. Malgré sa sincère

orthodoxie, il hésite à attaquer les princes réformés, toujours victorieux dans toutes leurs entreprises. Ce n'est pas la haine qui lui manque, c'est le courage. Il a plus peur de la ligue, qu'il n'a foi au succès de l'Empereur. Après un échec, Charles quittera l'Allemagne; mais la ligue y restera, et la Bavière est là sous sa main, entre la Hesse et la Saxe qui l'étreignent. Il y a un an déjà, l'Empereur a proposé au duc une ligue contre les protestants, et il a refusé; mais l'habile corrupteur lui promet l'électorat du comte palatin, qu'il compte enlever à celui-ci, s'il ne se détache pas de l'hérésie. Le duc s'engage, mais en tremblant, et il exige le secret. Charles ne demande pas mieux; il invite même le duc à faire bonne mine aux princes luthériens, et à continuer à traiter avec eux.

Parmi les protestants, Charles a en vue un allié plus important encore: c'est Maurice de Saxe, gendre du Landgrave, qui l'a lui-même mis en rapport avec l'Empereur. Enlever à ses ennemis cette précieuse recrue, c'est là un de ses coups de maître où Charles excelle, et où la fortune aime à seconder ses desseins; c'est ainsi qu'il a détaché de la France Bourbon et Doria, et battu François avec ses propres armes. Par un hasard heureux, la branche cadette de Saxe est jalouse de la branche aînée : Maurice est brouillé avec son cousin l'Électeur. Déjà, en 1542, pour des querelles de frontière, ils ont failli en venir aux mains, et il n'a pas fallu moins que Luther pour les en empêcher[1]. Au fond du cœur, Maurice est jaloux de Jean-Frédéric : il convoite sa haute position de

1. Voir l'admirable lettre, écrite par le Réformateur aux deux princes, le 7 avril 1542 (*Luther's Briefe*, édit. de Wette, t. V, p. 456).

chef du protestantisme, et plus encore sa couronne électorale. Depuis quatre ans déjà, Charles vise à la conquête de Maurice. La campagne de 1542 contre les Turks a révélé à l'Allemagne le courage de ce prince et ses talents militaires. En 1543, l'Empereur a réclamé ses services contre le duc de Clèves; mais le duc les a mis à trop haut prix. Charles a battu son ennemi sans lui, et tous deux n'en sont pas moins restés bons amis. Le duc a fait, sous les ordres de l'Empereur, la campagne de France en 1544. Le marché n'est donc pas rompu; seulement l'on n'est pas d'accord sur les conditions. Maurice, qui sait sa valeur, tend encore à la surfaire. Granvelle, ce fin entremetteur, est toujours en pourparlers avec Carlowitz, l'envoyé du duc, secrètement vendu à l'Empereur.

En janvier 1546, Maurice n'a pas encore pris son parti. Sans être un chrétien fervent, c'est du moins un protestant sincère, il le prouvera plus tard. Il est le gendre du Landgrave, qu'il aime, et qu'il voit à regret glisser vers une lutte personnelle avec l'Empereur. Peu de mois avant sa défection, il lui écrit encore que « si l'on en vient aux mains, la majorité « de l'Allemagne sera pour l'Évangile, et qu'il n'y « épargnera ni ses biens, ni sa personne. Si l'Élec- « teur, le Landgrave et lui sont d'accord, on n'osera « jamais les attaquer. » Avec l'Empereur lui-même, il se donne pour protestant. Jusque dans le camp impérial, un service se célèbre pour lui selon le rite luthérien. Il trahira bientôt ses alliés, ses parents, sa cause, mais non pas sa foi, il le croira du moins.

Maurice a toujours refusé d'accéder à la ligue de Smalkalden. On le comprend, il faudrait obéir à son cousin, et se compromettre avec l'Empereur. Mais

si la cause du protestantisme est attaquée, il a promis de la défendre. Ce qu'il a promis, il le tient : en octobre 1545, il se joint à la prise d'armes contre Brunswick, et prend parti pour son beau-père contre l'Empereur, qui ne peut pas voir de bonne œil cette expédition. En 1546 il intervient encore avec les princes luthériens en faveur de l'archevêque de Cologne. Mais de misérables rancunes séparent à jamais les deux cousins de Saxe. Vainement le pieux prélat les presse de se réconcilier; vainement il leur rappelle que « réunis, ils valent un royaume, et que « César lui-même ne pourra rien contre eux; que « divisés, au contraire, ils n'ont pas de grâce à « attendre. » Carlowitz presse le duc « de ne pas « tourner le dos à la fortune qui lui vient, » et le démon tentateur est seul écouté.

Si Luther eût vécu plus longtemps, cette voix si puissante sur l'Allemagne luthérienne eût peut-être arrêté Maurice au bord de l'abîme; mais abandonné à lui-même, et pressé par Carlowitz, il glisse, et n'essaie plus de se retenir. Le moment, du reste, est bien choisi par lui, pour trahir le parti protestant, et par l'Empereur pour l'attaquer. Partout le principe catholique, en déclin depuis un quart de siècle, a redressé la tête. Rome a donné le signal, et relevé à la face de l'Europe le drapeau de l'orthodoxie. Le saint-siége, sous un pape habile et ferme, veut essayer encore une fois, par le concile et par la guerre sainte, de tenir l'Europe dans sa main. Menacé par l'hérésie jusque sur son propre terrain, il lui opposera l'ennemi qui l'a vaincue en Espagne, l'inquisition. Les bûchers, les *in pace*, les procès à huis clos feront disparaître peu à peu de la Pénin-

sule ces prêtres éclairés et croyants, ces pieux lettrés qui y ont porté les premiers la semence de l'Évangile. Heureux ceux qui pourront acheter au prix de l'exil et de la pauvreté, la liberté de croire et de pratiquer leur foi! Le pape est d'accord avec le *roi catholique* pour extirper à tout prix le protestantisme de l'Espagne et de l'Italie, ce patrimoine de Rome et de la foi aveugle, ces peuples que Dieu a faits tout exprès pour croire et pour obéir.

François Ier, redevenu le fils aîné de l'Église, reçoit du saint-siége sa consigne, et donne le signal des persécutions. La Sorbonne, les parlements, lancés par lui, courent sus aux hérétiques. L'œuvre d'extermination a commencé, pour ne plus s'arrêter pendant deux siècles. Sanglant prélude de la Saint-Barthélemy, Mérindol et Cabrières en flammes ont vu noyer dans le sang l'hérésie des Vaudois, réforme plus antique, plus naïve, et non moins évangélique que celle de Luther. Dans cette croisade contre des paysans désarmés, plus odieuse encore que celle des Albigeois, on a compté quatre à cinq mille morts, vingt-deux villages détruits et huit cents maisons brûlées. Cinq cents « pauvres âmes de fem-« mes et d'enfants » ont été égorgées dans une église, sans parler de sept cents forçats recrutés pour les galères. Le vieux roi, rongé par un mal sans nom, impuissant à la guerre comme à la débauche, veut au moins mourir orthodoxe; et par ce testament de meurtre, il lègue à la France quarante ans de guerres civiles et des haines inexpiables[1].

1. Voir, sur ces massacres, Muston, *Histoire des Vallées vaudoises;* Michelet, *Réforme*, p. 477, et son admirable chapitre sur les martyrs *Guerres de religion*, p. 78.

Dans les Pays-Bas, Charles-Quint et sa sœur, la reine de Hongrie, qui force un sanglier à la chasse, et le tue de ses propres mains, se sont chargés de ramener les hérétiques à la foi. Ils s'y prennent comme François Ier, mais avec moins d'emportement, avec la persistance espagnole, qui tue de sang-froid, sans se lasser de tuer. En 1546, au dire de l'ambassadeur vénétien, tous deux ont déjà fait mourir dans les Pays-Bas trente mille victimes, *sous prétexte d'anabaptisme;* et s'ils ne suffisent pas à l'œuvre, Philippe II et le duc d'Albe se chargeront de la continuer après eux.

Reste l'Allemagne, où la Réforme, retranchée comme dans son fort, brave à la foi Rome et l'Empire. Mais si la conciliation ne peut plus rien, on essaiera la force. Il faut punir enfin la double rébellion de ces princes, qui ont constitué, par leur ligue, un État dans l'État, par leur schisme, une Église dans l'Église. Mais avant de les attaquer, il faut les désunir, effrayer ceux qu'on ne pourra pas séduire, soulever contre l'hérésie l'Allemagne catholique, contre des rebelles tous les fidèles sujets de l'Empereur, même luthériens, en payant leurs services avec les dépouilles des vaincus.

Un fait peindra mieux que toutes les paroles l'exaspération des partis en Allemagne. Un jeune Espagnol, Juan Diaz, distingué par sa science, son talent et la pureté de ses mœurs, a reçu à Paris les premières semences de la doctrine évangélique. De là, il est allé à Genève, puis à Strasbourg, où il a ouvertement embrassé la Réforme. Son propre frère, Alonzo Diaz, avocat au tribunal de la Rota, à Rome, fait tout exprès le voyage d'Allemagne pour con-

vertir Juan, et effacer la tache faite à son nom. Tous ses efforts sont inutiles. Alors Alonzo, qui, en digne Castillan, aime mieux voir son frère mort qu'hérétique, solde un assassin, l'arme lui-même, le conduit à la maison de son frère, et l'attend au bas de l'escalier. Le meurtrier surprend Juan à l'improviste, et lui fend la tête d'un coup de hache. Les deux assassins s'enfuient à la hâte sur des chevaux qui les attendaient. On ne les arrête qu'à Innsbruck, sur le territoire de Ferdinand. Tous les princes luthériens demandent la mort des coupables. Mais Alonzo est clerc, Rome le couvre, lui et son complice, de son infaillibilité. La justice séculière ne peut pas les atteindre; il n'y a plus de crime d'ailleurs, quand c'est Dieu et l'Église que l'on a vengés. Les deux meurtriers sont relâchés; Diaz impuni, et presque honoré, raconte avec orgueil à Rome son pieux attentat. L'Allemagne entière, catholique aussi bien que protestante, s'est soulevée d'indignation. Dans les deux frères, on voit les types des deux religions. « Caïn, s'écrie le doux Mélanchthon, a tué Abel une « seconde fois! »

Mais un coup plus sérieux vient de frapper l'Allemagne : Luther est mort, le 17 février 1546, à Eisleben, sa ville natale. Au moment même de la lutte, Dieu a retiré au protestantisme son plus énergique champion. Sans doute, il a voulu épargner au père de la Réforme le spectacle de sa défaite. Il est mort, dans sa foi sereine au triomphe à venir de ce principe, qui est à lui seul tout le christianisme, le salut par la grâce, et la justification par la foi. Les princes sont libres maintenant de recourir à ce bras de la chair que Luther a toujours repoussé. Pour

lui, jusqu'au dernier moment de sa vie, il est resté fidèle à sa devise : « Rendre à César ce qui appar-« tient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu. » Dans un siècle d'intolérance, il a repoussé toute contrainte, toute persécution. Il a cru assez à la sainteté de sa cause, pour la laisser faire toute seule son chemin dans ce monde, et vaincre ou succomber, sans autre arme que la vérité, sans autre appui que celui d'en haut.

L'heure de la justice n'est pas encore venue pour ce grand homme si calomnié; elle approche cependant. Déjà ses adversaires sont forcés malgré eux de rendre justice à la droiture de son caractère, à la pureté de ses mœurs, à la sincérité de sa foi. Mais il est une autre manière de le calomnier, même en le louant : c'est de vouloir à toute force voir en lui le père du rationalisme et du libre examen. Non, Luther n'est pas, comme on l'a trop répété, un libre penseur; Luther est, avant tout, un homme de foi, un homme de prière. Ce n'est pas la raison humaine qu'il a voulu faire régner à la place du pape, c'est l'Évangile, purifié de tout alliage humain. De là sa puissance, qui ne s'expliquerait pas autrement; de là son action sur les âmes, proportionnée, non à sa faiblesse, qui est celle d'un homme, mais « à la force « de Dieu qui s'accomplit dans son infirmité. »

Que ce soleil ait eu ses taches, que ce tableau ait eu ses ombres, tout homme de bonne foi doit en convenir. Luther est un homme de premier mouvement qui, dans son élan impétueux, dépasse quelquefois le but qu'il voulait atteindre. Il faut l'accepter tel qu'il est, reconnaître ses erreurs, ses contradictions, et non les taire ou les adorer, comme l'Alle-

magne qui le canonise au lieu de le juger. Luther est un génie complet, chose rare ici-bas. L'esprit chez lui est au niveau du cœur ; l'homme, trop souvent fragile, se complète et s'épure par le chrétien. Aussi n'est-ce pas du dehors qu'il faut l'étudier, comme Bossuet, ni par un seul côté, mais du dedans, et par l'ensemble. Ne nous étonnons pas du culte idolâtre que l'Allemagne lui rend : c'est elle-même qu'elle retrouve et qu'elle aime en lui. Luther est le type le plus complet, le plus élevé du génie allemand, qu'il rappelle par ses qualités, et aussi par ses défauts. Dans la lutte, il est ardent sans haine, emporté sans aigreur. Après la bataille, il tend la main à l'ennemi abattu. Qui sut jamais, mieux que ce moine défroqué, goûter et décrire les saintes joies de la famille, et réaliser le chaste idéal du mariage chrétien? Luther a compris l'enfance, parce qu'il l'a aimée. Il l'a affranchie, comme l'esprit humain, du joug d'Aristote et de la scolastique. Il a fondé en Allemagne l'éducation nationale, comme il y a fondé l'Église, sur la base même de l'Évangile. Réformateur enfin, s'il n'a pas achevé son œuvre, c'est qu'elle dépassait les forces d'un homme, si grand qu'il fût ; mais l'édifice, au point où il l'a laissé, monte déjà assez haut pour qu'aucune secousse ne puisse plus le détruire. Pour le terminer, il faudra qu'un génie égal, mais différent, Calvin, vienne organiser, après que Luther aura conquis; et même en régnant par eux sur la moitié de l'Europe, la Réforme est loin encore d'avoir dit son dernier mot.

Si la Réforme était une œuvre humaine, elle eût péri avec Luther. Mais les épreuves et les périls qui

l'attendent, en Allemagne et ailleurs, révèleront au monde le principe de vitalité qui est en elle. Le bras puissant, qui l'a soutenue jusqu'ici, peut la laisser s'abattre ; mais il saura la relever. Toutes les chances sont contre elle en ce moment : ses amis sont divisés, ses ennemis seuls sont unis. Pendant que le pape et l'Empereur font trêve, pour la combattre, à leurs vieilles rancunes, François I[er] et Henri VIII, ses alliés naturels, se disputent, les armes à la main, la possession de Boulogne. Aveuglés par leur égoïsme, ils ne voient pas que c'est eux que Charles-Quint va battre sur le dos des protestants, et qu'en lui laissant abattre le luthéranisme, ils perdent leur plus solide rempart. Le concile de Trente, qui vient enfin de s'assembler, le 18 janvier, donne au pape un point d'appui contre l'Allemagne. Il a maintenant dans le concile un secrétaire pour rédiger ses décrets, dans l'Empereur un lieutenant pour les exécuter. Aussi Rome est-elle impatiente d'entamer la lutte. Malgré ses soixante-dix-neuf ans, le pape est plus jeune que l'Empereur. Il semble à Paul III, comme à Charles-Quint, que son règne ne datera que du jour où il aura brisé la ligue de Smalkalden, et anéanti la Réforme.

Mai va finir, et l'Empereur n'a pas encore pris son parti. Au fond du cœur, il est décidé, mais il attend l'occasion et le moment. Son plan de campagne est arrêté : sa suprême habileté, ce sera de faire la guerre à la Réforme, sans la lui déclarer, et d'assouvir, sous ses rancunes politiques, ses rancunes religieuses, bien autrement profondes. En effet, si l'on écoute Maurice et ses alliés protestants, « que veut l'Empereur ? dicter la loi à des vassaux

« rebelles, dissoudre une ligue factieuse qui brave « son autorité. Mais une guerre de religion ! il n'y a « jamais songé. Il ne voudrait pas porter atteinte à « la liberté de conscience, qu'il respecte et qu'il « aime. La seule unité qu'il veuille rétablir en Alle- « magne, c'est celle de l'Empire. Pourquoi donc se « défier de lui? » On voit maintenant à quoi ont servi les ménagements de l'Empereur. Il a trouvé le joint pour entamer ce parti si compacte. S'il ne s'attaque qu'aux intérêts, ses ennemis seront bientôt séparés; s'il touche aux croyances, il les réunira tous contre lui.

Enfin Maurice arrive à la diète le 24 mai; son arrivée, celle de deux cardinaux, tranchent les dernières hésitations de l'Empereur. « Vous savez, écrit-il « à sa sœur le 9 juin, que je voulais bailler ordre « aux affaires de ceste Germanye, et cheminer à sa « pacification, évitant jusqu'à l'extrême la voie de « la force. Mais j'y ai pensé et repensé, j'ai consulté « des gens sages et réfléchis, et je suis enfin décidé « à entreprendre la guerre. » Une lettre de l'infant Philippe et de ses conseillers est venue jeter aussi son poids dans la balance. L'infant presse son père « de ne plus différer cette sainte entreprise; l'Espagne « ne s'y épargnera pas, il peut compter sur des « hommes et sur des subsides. » Rome, de son côté, jette l'argent à pleines mains. « De l'argent dépensé « à propos, écrit au pape le légat Santa-Croce, est « souvent le gain le plus sûr. » Le légat offre de payer comptant à l'Empereur les 200 mille écus promis; il lui concède en outre la moitié du revenu de l'Église d'Espagne pour un an, et 500 mille ducats de biens appartenant à des couvents. Ainsi Rome

autorise en Espagne ce qu'elle a tant blâmé en Allemagne; mais il s'agit d'un souverain orthodoxe, et tout est permis au champion de l'Église, même de la dépouiller. Les conseillers de l'Empereur sont comblés de présents, tout ce qui est à vendre est acheté par les légats. Mais Maurice appartient à l'Empereur, et non pas à Rome, et il se tient à l'écart du marché. Granvelle, seul de sang-froid quand personne ne l'est plus, s'inquiète de l'absence des princes réformés, et prévoit le danger, là où tout le monde ne rêve que le succès.

Le 5 juin voit s'ouvrir la diète de Ratisbonne. Dans un discours, où l'habileté se cache sous une feinte modération, Charles, après avoir fait parade de son dévouement aux intérêts de l'Empire, se plaint des princes luthériens, qui ne daignent pas assister à la diète, où lui, César, est presque arrivé le premier. Il déplore le peu de fruits que l'on a retiré du colloque; il invite les États à s'unir à lui pour faire cesser les querelles de religion, et réunir toutes leurs forces contre les infidèles. Mais malgré cet appel à l'union, la diète est à peine ouverte, que la discorde règne déjà dans son sein. Les députés catholiques ne veulent pas siéger à côté des rares protestants qui y figurent. Bientôt, le bruit se répand que le pape, l'Empereur et le roi des Romains se préparent à la guerre. Le bruit est fondé : Charles a expédié à Rome le cardinal de Trente, pour demander au pape les hommes et l'argent qu'il a promis. Un corps d'armée vient de quitter les Pays-Bas, sous la conduite de Buren. Les princes de Brandebourg font semblant de croire que le protestantisme n'est pas en cause, et recrutent activement pour l'Empe-

reur. Des troupes espagnoles s'avancent de l'Italie. De la Sicile au Tyrol, tout est en mouvement. La guerre est partout, il faut fermer les yeux pour ne pas la voir. Seuls, les chefs de la ligue, et surtout l'Électeur, s'obstinent à croire à la bonne foi de l'Empereur. Mais les députés protestants se rendent enfin à l'évidence : le 16 juin, ils viennent demander à César des explications. Celui-ci, sans daigner prendre la parole, leur fait répondre « qu'il a toujours voulu « la paix, qu'il la veut encore ; qu'il la garde, et la « fera garder à tout le monde ; que ceux qui lui « obéiront peuvent attendre de lui toute sorte de « grâces ; mais qu'il saura châtier les *rebelles*. — Et « qui sont ces *rebelles* ? demande l'Électeur palatin. « — Ceux, répond Charles, qui, sous prétexte de « religion, s'insurgent contre moi et contre les lois « de l'Empire, et confisquent les biens des églises. »

Aucun doute n'est plus permis ; déjà les catholiques, dans la diète, demandent tout haut que les réformés soient contraints d'assister au concile, et de se soumettre à ses décrets. Maurice lui-même réclame en vain ; l'Empereur exige qu'il envoie ses députés à Trente. Charles est inexorable sur ce point. Le concile, dans sa pensée, doit avoir un double objet : mettre fin au schisme, et réformer l'Église. A ce double titre, il a besoin des protestants à Trente. Mais en s'occupant des princes, il n'oublie pas les villes. Il ne s'agit plus pour lui de cacher ses desseins, mais de les présenter sous un jour spécieux ; d'intimider les rebelles, d'effrayer les timides, d'ouvrir une porte aux défections, et Charles excelle dans toutes ces pratiques, qui constituent, dit-on, l'art de gouverner. « Ce n'est pas contre vous, écrit-il

« aux cités protestantes, que se prépare cette guerre,
« mais contre des factieux qui ont osé attaquer mon
« autorité, qui ont dépouillé de leurs biens leurs
« princes et leurs évêques. Gardez-moi donc votre
« foi, ne donnez aucun secours à mes ennemis,
« appuyez-moi au besoin, et vous pourrez compter
« sur ma bienveillance. » En donnant ainsi à la guerre une couleur purement politique, en évitant tout ce qui peut ressembler à une persécution religieuse, il sait, et l'écrit même à sa sœur, qu'on ne sera pas dupe « de cette couverte et prétexte de guerre »; mais il fournit un prétexte aux lâches, et ralentit le zèle des protestants sincères qui, dans des coreligionnaires, craindront de secourir des rebelles.

Les hésitations et les discordes du parti luthérien tranchent vivement avec l'unité du parti catholique et la décision de l'Empereur. Et d'abord, la plupart des princes protestants, s'abritant sous une lâche neutralité, attendent l'événement pour se ranger du côté du plus fort. Les seuls qui s'apprêtent à prendre part à la lutte sont l'Électeur, le Landgrave, les princes d'Anhalt et le duc de Wurtemberg. Le candide Électeur de Saxe se refuse à suspecter la loyauté de Maurice, même en le voyant désavouer, par sa présence à la diète, les princes réformés qui protestent par leur absence. Le Landgrave, s'il n'est pas dupe de Maurice, l'est de l'Empereur : il s'obstine à croire aux projets de guerre contre les Turks, dont Charles berce l'Allemagne depuis si longtemps. Mais ces hésitations du parti naissent du manque d'unité, non de courage. Sans doute les confédérés ont trop souvent oublié, pour leurs intérêts personnels, les intérêts de la ligue, les villes mêmes s'en sont

plaintes plus d'une fois. Mais en face du danger commun, toutes les questions personnelles ont disparu. Les villes, sourdes aux avances de l'Empereur, resserrent leurs liens avec la ligue. Le princes eux-mêmes sont prêts à tout braver pour une croyance qui leur est plus chère que leur vie. Les députés luthériens, avant de quitter Ratisbonne, s'engagent par serment à sacrifier leur personne et leurs biens pour la religion et pour la liberté. Noble spectacle que celui de cette poignée de princes et de cités qui, sans autre appui que leur foi, sans autre allié que Dieu, s'apprêtent à soutenir cette lutte inégale contre le tout-puissant empereur !

Du moment où tout le monde est d'accord pour en appeler à l'épée, la diète est devenue inutile. L'Empereur y coupe court, en l'ajournant pour la forme à l'année suivante. Dans le recès, il se plaint amèrement de l'absence des princes, qui a déjoué tous ses efforts, et invalidé la session qui vient de finir. On se sépare ensuite, impatients, d'un côté comme de l'autre, de vider le différend sur un autre terrain. Depuis la fin de mai, Maurice a quitté Ratisbonne. Le marché est conclu : il ne s'appartient plus à lui-même, il est à l'Empereur. Point de conventions écrites, mais quelques promesses verbales : l'électorat, la liberté de conscience pour lui et ses sujets, la saisie maintenue sur les biens des églises, c'en est assez pour faire taire tous ses scrupules. Il se hâte de retourner dans ses États pour rassembler ses forces. Là, il laissera la lutte s'engager, pour y prendre part au moment décisif, quand son intérêt le lui commandera. Car dans ce vatout sanglant des libertés de l'Allemagne, Maurice n'a vu qu'une ques-

tion personnelle. Dût la Réforme périr du même coup que la ligue, dût l'Allemagne être noyée dans le sang, peu lui importe, pourvu qu'il change sa couronne de prince contre une couronne d'électeur!

De leur côté, le Landgrave, l'Électeur et les confédérés se réunissent à Ulm, pour arrêter leur plan de campagne. Doivent-ils attendre isolément l'attaque de l'Empereur, et tomber un à un sous ses coups? Non; mais réunir leurs forces, et les porter sur le point qu'il menacera. Le Landgrave et l'Électeur vont retourner dans leurs États pour mettre sur pied toutes leurs troupes. Le duc de Wurtemberg, l'un des plus zélés champions de l'Évangile, a déjà sur pied vingt-quatre enseignes d'infanterie. C'est là le premier noyau de l'armée de la ligue. Un autre corps se lève aux frais des villes. Augsbourg, Ulm et Constance, en huit jours, ont armé douze mille hommes. La riche Augsbourg, qu'on croyait vendue à l'Empereur, se distingue par son dévouement. Schartlin, vétéran des guerres d'Italie, qui a servi sous Maximilien, et a vu le sac de Rome, est à la tête des milices urbaines. On manque de cavalerie; mais le Landgrave est en marché pour dix escadrons. Non moins active en diplomatie qu'en guerre, la ligue écrit au doge et au sénat de Venise, aux ligues grisonnes, aux villes du Tyrol; elle les invite à fermer le passage aux troupes qui viendront de l'Italie, et à refuser toute levée à l'Empereur. Cet appel est entendu : malgré les efforts de Ferdinand, l'enrôlement ne s'opère qu'avec lenteur. L'opinion est soulevée par l'alliance de l'Empereur avec le pape, par l'arbitraire de ses procédés envers les princes, par l'introduction de troupes étrangères dans l'Empire. La constitution

germanique, les serments prêtés par lui lors de son élection, tout est foulé aux pieds. La bonne foi allemande se révolte contre tant de parjures. En ouvrant la campagne, Charles se trouve avoir tout le monde contre lui.

La guerre commence avec la plume, en attendant l'épée. Le 4 juillet, l'Électeur et le Landgrave adressent à l'Empereur une mâle et ferme apologie. Ils protestent contre « une attaque injuste, entreprise « à l'instigation de l'antechrist romain et de l'impie « concile de Trente, afin d'opprimer à la fois la doc« trine du pur Évangile et les libertés de l'Allema« gne. » Le 15, dans un manifeste énergique, ils en appellent à la conscience du pays : « En dépit de tous « les désaveux, la guerre qui se prépare est une « guerre de religion, et pas autre chose. Les préten« dus *rebelles*, que l'on veut punir, n'ont commis « qu'un seul crime, c'est de ne vouloir reconnaître « ni le pape ni le concile. » L'appel est entendu : les recrues qui échappent aux Impériaux accourent sous les drapeaux de la ligue. Le pape, pour compromettre l'Empereur, qu'il accuse de mettre son drapeau dans la poche, s'est empressé de faire connaître aux confédérés son traité secret avec lui. Malgré toutes les dénégations de César, les protestants sauront désormais que c'est bien une guerre religieuse, une vraie croisade qu'il va faire contre eux. Aussi personne en Allemagne ne se fait plus scrupule de tirer l'épée contre lui. « Vassal d'un « pape *welche*, en passant à la solde du saint-siége, « il a forfait à ses devoirs et à sa dignité de chef de « l'Empire. » Ces grossières vignettes sur bois, qui sont les caricatures de l'époque, représentent Charles-

Quint sous les traits d'Hercule, filant aux genoux de l'Omphale romaine. Dans les vers d'un poëte du temps, la Germanie, vêtue de deuil, reproche à Charles-Quint, assis sur son trône, de s'allier à un pontife parjure : « As-tu des soldats, lui dit-elle? Et moi, j'en « ai aussi. Mais pour allié, j'ai Dieu dans le ciel, et « toi tu ne l'as pas! »

Déjà l'armée de la ligue compte sur le Danube près de cinquante mille hommes, et l'Empereur n'a encore que trois mille Espagnols, cinq mille Allemands et sept cents cavaliers. Par un heureux à-propos, les rois de France et d'Angleterre viennent de faire la paix ; ils peuvent enfin s'occuper de l'Allemagne, si lâchement, si follement oubliée par eux. La ligue l'apprend et se hâte d'implorer leur secours et celui des cantons protestants de la Suisse. Elle presse les villes encore en retard, comme Nuremberg, d'envoyer leur contingent. Elle enrôle à son service les lansquenets licenciés par la France. A ces mesures énergiques, l'Empereur répond, le 20 juillet, par un coup de vigueur : il met au ban de l'Empire l'Électeur et le Landgrave. Aucun jugement n'a précédé la sentence, aucune diète ne l'a prononcée, comme le veut la constitution. Leurs sujets sont déliés de tout devoir envers eux, et quiconque sert dans leurs armées doit les quitter sur-le-champ

Jusqu'ici, le parti protestant n'a pas fait une faute. Les vices inhérents à toute confédération n'ont pas percé encore. Les confédérés sont prêts pour la lutte, et l'Empereur ne l'est pas. La surprise, causée par sa brusque déclaration de guerre, a fait place à l'union, à la fermeté, aux résolutions vigoureuses. Schartlin reçoit l'ordre de marcher en avant avec ses

milices. Il se porte, à travers les défilés des Alpes, à Fussen, forteresse qui commande la route du Tyrol à Augsbourg, par la vallée de la Lech. Les habitants s'empressent de l'accueillir. Un corps de recrues impériales, surpris par cette brusque attaque, se replie, et met le fleuve entre l'ennemi et lui. Il ne tiendrait qu'à Schartlin de les culbuter, et de s'ouvrir, par Munich et la vallée de l'Isar, la route de Ratisbonne. Là se trouve l'Empereur avec quatre cents hommes, au milieu d'une population protestante: par un coup hardi, on pourrait mettre la main sur lui, et finir la guerre avant qu'elle n'ait commencé.

Mais ici, Charles va recueillir le fruit de ses profonds calculs. Le duc de Bavière, dont la ligue se croit sûre, est vendu à l'Empereur, et la ligue ne le sait pas. Il fait dire au conseil de guerre qui, d'Augsbourg, tient son général en lisière, que, si Schartlin viole le territoire bavarois, il le traitera en ennemi; Schartlin, aussitôt, reçoit l'ordre de s'abstenir. Le vétéran, condamné à l'impuissance, obéit en frémissant. Mais, si on lui interdit la Bavière, peut-être on lui permettra l'Autriche. Il fait prendre par son avant-garde possession de la *Passe d'Ehrenberg*, qui ferme la route du Tyrol. Maître de cette position importante, il peut, à son choix, marcher sur Innsbruck, ou pousser jusqu'à Trente, pour rendre visite aux pères du concile, comme il en eut un instant l'idée. Mais le conseil de guerre, par un aveuglement qu'on a peine à comprendre, se persuade que Ferdinand n'est pas décidé à prendre parti pour son frère; il faut donc le ménager, et Schartlin reçoit l'ordre de rebrousser chemin sur Augsbourg.

Se mettre ainsi à cheval sur les Alpes, dominer à

la fois leurs deux versants, inquiéter Trente, et fermer l'Allemagne aux recrues du Tyrol et de l'Italie, c'était là un plan de génie. Mais un conseil, hésitant et partagé, prononçant à distance sur des plans qu'il ne connaît pas, n'est bon qu'à entraver la guerre, et non pas à la faire. Ainsi s'arrête tout court, dès le début de la campagne, ce premier élan, si énergique, qui allait droit à la victoire. La ligue se montre comme toute fédération, bonne tout au plus pour se défendre, mais incapable d'attaquer. Avant d'entrer en campagne, d'ailleurs, elle est déjà divisée. L'Électeur et le Landgrave, ses deux chefs, tirent chacun de leur côté. Les villes, dont Schartlin commande les milices, ont des intérêts distincts de ceux des princes; la communauté de foi qui les rapproche, est loin de garantir l'unité d'action.

Cependant, les troupes du pape, celles des Pays-Bas, les recrues du Tyrol et de l'Italie, que rien n'empêche plus de franchir les Alpes, sont en marche pour rejoindre l'Empereur. Il vient au-devant d'elles jusqu'à Landshut, en Bavière. Mais il n'a encore avec lui que quelques milliers d'hommes, il ne peut pas tenir la campagne. Schartlin ouvre le seul avis sensé, celui de marcher droit sur lui, et de le battre avant qu'il n'ait reçu ses renforts. Mais le Landgrave a peur des marais et des cours d'eau, qui sait? peut-être aussi de Charles-Quint lui-même? Enfin, on se décide à marcher sur Ratisbonne, assez mal gardée; on le fait avec toute la lenteur possible; les confédérés s'amusent à déclarer la guerre à Charles d'Espagne, « soi-disant empereur », au lieu de la lui faire. Mais dans l'intervalle, les renforts, dont il a pressé la marche, arrivent au camp impérial sans avoir ren-

contré un ennemi. Ce sont d'abord les troupes papales, douze mille fantassins et cinq cents cavaliers, sous les ordres d'Octave Farnèse et des meilleurs généraux de l'Italie. Bientôt s'y joignent, de Naples et du Milanais, six mille Espagnols, tous soldats d'élite. Ils sont commandés par le duc d'Albe. Autour de l'Empereur se groupent tous les princes catholiques de l'Allemagne, en attendant les princes protestants, qui viendront plus tard.

L'Empereur, ranimé par l'arrivée de ces renforts, quitte Landshut, et se porte sur Ingolstadt, le 24 août. Son plan est de s'emparer du haut Danube, dont l'Autriche lui assure déjà le cours inférieur. Le fleuve national de l'Allemagne la trahit pour lui : il amène à l'Empereur de l'artillerie, des troupes que son frère lui envoie. De sa forte position d'Ingolstadt, que les confédérés ont eu l'imprudence de lui céder, il peut se porter à la fois sur la Saxe et sur le Wurtemberg. Il menace en même temps Neubourg et Donauwerth, deux des clefs du Danube ; il peut couper à l'ennemi ses communications avec la Souabe, d'où il tire ses vivres et ses renforts. L'armée de la ligue, après de longues hésitations, se décide enfin, sur les instances du brave Schartlin, à venir inquiéter l'Empereur dans son camp d'Ingolstadt. Ce camp, à peine défendu par un méchant fossé, peut être facilement forcé. Le Landgrave appuie l'avis de Schartlin, et insiste pour l'attaque. Mais l'Électeur a voulu marcher en personne à la tête de ses milices, qu'il sait peu aguerries ; il s'oppose à un coup de main, qui lui paraît trop chanceux. L'irrésolution, la discorde siégent dans le conseil. L'Électeur et le Landgrave, trop divers de caractère, se heurtent à chaque

instant. Schartlin, sûr de vaincre, si on lui eût permis d'attaquer, a encore une fois les bras liés. Il doit se borner à canonner le camp impérial; mais son artillerie, postée trop loin, fait plus de bruit que de mal. Les Impériaux finissent par s'y habituer. On admire le sang-froid de l'Empereur au milieu de cette terrible canonnade, qui dure toute une journée. Pendant qu'il interroge les astres avec son astrologue, car personne, dans ce siècle, n'est au-dessus de ces puérilités, un boulet le couvre de terre, et il n'est point ému. La nuit vient enfin, et Charles, qui sait le prix du temps, fait fortifier son camp, et le met à l'abri de toute attaque. L'ennemi, découragé, finit par décamper. Le comte de Buren s'approche avec sept mille chevaux et dix mille fantassins. Les confédérés vont l'attendre à Wemdingen, dans le cas où il échapperait aux protestants du Rhin, qui doivent lui fermer le passage. Mais Buren, averti à temps par l'Empereur, qui perce à jour tous les plans de ses ennemis, se détourne sur Nuremberg; déjouant tout obstacle par la rapidité de sa marche, il opère, le 17 novembre, sa jonction avec l'armée impériale.

Aussitôt, les rôles changent : Charles prend l'offensive pour ne plus la quitter. Il s'empare de Neubourg, Dillingen, Donauwerth, de tout le cours du Danube, et menace Nordlingen. La ligue, qui a laissé prendre toutes ces villes sous ses yeux, veut au au moins sauver Nordlingen. Elle offre encore le combat à l'Empereur, qui le refuse encore, et se réserve de choisir le lieu et le moment. Désespérant de sauver Nordlingen, les confédérés se replient sur Giengen, afin de couvrir Ulm, une de leurs bases d'opération. Après un heureux début, dont elle n'a

pas su profiter, la ligue n'a plus fait que des fautes. L'occasion qu'elle a perdue à Ingolstadt, elle ne la retrouvera plus jamais. Les désertions, les engagements partiels, ont affaibli ses rangs: L'hiver approche à grands pas, le manque de vivres se fait sentir avec le manque d'argent. Le seul vrai homme de guerre que la ligue compte dans ses rangs, Schartlin, rebuté de toutes ces lenteurs, quitte l'armée, et s'en retourne à Augsbourg. Dans leurs négociations, les protestants ne sont pas plus heureux que les armes à la main : le roi d'Angleterre, dégoûté du Continent, où il n'a jamais réussi à rien, allègue ses traités avec l'Empereur, et refuse tout secours. Le roi de France en promet; mais il y met pour conditions que l'Allemagne nomme un autre empereur, et qu'on lui fasse rendre Boulogne, comme si les princes réformés y pouvaient quelque chose. Les cantons suisses ont peur de l'hiver qui s'approche et des cantons catholiques. L'Empereur d'ailleurs leur a promis que ni la religion, ni les libertés germaniques n'auraient à souffrir de cette guerre. Ils souhaitent bon succès à leurs frères d'Allemagne, mais ils ne peuvent rien pour eux.

La position, cependant, est loin encore d'être désespérée. Le manque de vivres, la rude saison, les pluies pèsent sur les Impériaux bien plus que sur les confédérés. Italiens et Espagnols meurent par milliers sous cet âpre climat, auquel ils ne sont pas faits. La guerre n'a pas encore commencé, et l'Empereur a perdu quinze mille hommes. Le traité, conclu avec le pape à trop bref délai, va expirer; les deux alliés ne se fient pas l'un à l'autre, et pour bonne raison. Charles craint le départ de Farnèse et

de ses Italiens. Enfin les confédérés n'ont-ils pas un allié, qui s'est réservé jusqu'ici; Maurice de Saxe, bon protestant comme eux, meilleur soldat encore; et qui ne voudra pas garder plus longtemps une neutralité suspecte? L'Électeur, avant de partir, oubliant loyalement toutes ses vieilles rancunes, a mis ses États sous la protection de son cousin. Sa femme et ses enfants, menacés par Ferdinand, qui arme sur la frontière de Bohême, réclament avec confiance l'appui de Maurice. L'heure est venue enfin pour ce comédien consommé, l'élève et le digne émule du maître qu'il surpassera un jour, de jeter le masque à son tour, et de se montrer tel qu'il est. L'Allemagne a les yeux sur lui. Charles lui a promis l'électorat de Saxe, la ligue lui offre la couronne de Bohême. Le parti protestant, bien qu'opprimé, est encore puissant dans ce pays, et un coup de main, poussé avec vigueur, peut l'enlever à Ferdinand.

Maurice est donc le maître de la situation; le parti qu'il choisira est d'avance sûr de vaincre. Il tient dans sa main le sort de la campagne, de la Réforme, de l'Allemagne entière. Mais s'il tient à ses croyances, il tient encore plus à ses intérêts. La passion ne le trouble jamais, elle n'obscurcit pas cette vue nette qu'il a des réalités. S'attaquer à Ferdinand, appuyé sur son frère et sur toutes les forces de l'Empire, serait folie. Il aura meilleur marché des protestants, divisés, incertains, découragés d'avance; car ils ont eu la victoire dans leurs mains, et ils l'ont laissé échapper. Et puis Maurice n'aime pas son cousin : son sérieux le fatigue, sa piété trop désintéressée est pour lui un vivant reproche. Bien aise de partager avec d'autres une responsabilité qui l'effraie, il

assemble les États de son duché. Il les consulte, comme s'il n'était pas décidé encore. Les États vont au-devant de ses désirs : ils l'engagent à faire encore une tentative pour rapprocher les deux partis, et si elle échoue, à se ranger du côté de l'Empereur. Mais déjà, dans une entrevue avec Ferdinand, il a arrêté ses plans ; les apparences sont sauvées : il a, pour se couvrir, un rescrit de l'Empereur, qui lui enjoint « de s'emparer des états de son cousin l'élec-« teur de Saxe, et du Landgrave, son beau-père, « comme de rebelles, mis au ban de l'Empire, et *de « les garder soigneusement*, vu *leur parenté et le « droit qu'il a de leur succéder*. S'il s'y refuse, ces « états demeureront à ceux qui les auront conquis; « et alors, ce serait en vain qu'il se prévaudrait du « droit de parenté ou de traités particuliers. Enfin, « lui-même, par le seul fait de son refus, sera con-« sidéré comme rebelle, et puni de la même peine « que ceux qui ont été mis au ban. »

Armé de cette pièce importante, qui l'absout aux yeux de l'Allemagne et aux siens, Maurice assemble de nouveau ses États ; mais cette fois, il les trouve moins dociles. Les pasteurs, qui gouvernent l'opinion, ont appris à la Saxe que ce n'est ni au Landgrave, ni à l'Électeur, mais à l'Évangile que l'Empereur fait la guerre. Ils demandent des garanties pour leur liberté de conscience. Mais Maurice a réponse à tout : il montre une promesse écrite de l'Empereur, où il s'engage à « ne pas enlever vio-« lemment à la Saxe la religion qu'elle possède « actuellement, ni la parole de Dieu. » Cette promesse, toute vague qu'elle soit, apaise les scrupules des États. Le duc leur expose ses efforts infructueux

pour intervenir entre les deux partis, et pour obtenir du roi de Bohême qu'il cesse ses armements. « L'Électeur lui-même a tout intérêt à voir exécuter « par un parent et par un allié la sentence portée « contre lui; si Maurice ne prend les devants, les « Bohémiens de Ferdinand mettront la Saxe électo- « rale à feu et à sang. Le même sort le menace, lui « et tous ses domaines, s'il n'obéit au rescrit de « l'Empereur. L'intérêt de ses sujets, celui de son « cousin lui commandent donc de s'emparer de ses « États pour les garder en dépôt. » Ces raisons si spécieuses n'ont pas convaincu tout le monde. La session est orageuse; les plus récalcitrants sont jetés en prison. Mais enfin la diète se rend aux raisons de Maurice, et décide que « l'on donnera avis à l'Élec- « teur et au Landgrave des résolutions de l'Empereur, « en les engageant à s'y conformer; et que les sujets « de l'Électeur seront sommés, et *au besoin forcés*, « de se soumettre au duc. »

Fort de ce vote de ses États, Maurice n'hésite plus. Il écrit au Landgrave et à l'Électeur : il les invite à se résigner aux décrets de l'Empereur, et leur promet son appui auprès de lui; mais il les rend seuls responsables des suites qu'entraînerait leur refus. Les États leur écrivent dans le même sens. Le Landgrave répond, le 20 octobre, en accusant de trahison le duc et ses États; il rejette leur proposition avec dédain. Maurice réplique par un manifeste, où il en appelle à l'opinion publique. « L'Empereur lui a « déclaré, ainsi qu'à tous les Électeurs, princes et « États de l'Empire, que la guerre actuelle n'est pas « une guerre de religion. Toutes les querelles reli- « gieuses seront arrangées à l'amiable. Sa Majesté,

« bien loin de vouloir le forcer, lui et ses sujets, à « renoncer à leur foi, leur accorde liberté entière à « cet égard. Elle n'entend pas non plus opprimer les « vieilles franchises de la nation germanique. Pour « lui, son unique but, en acceptant cette mission, « est d'empêcher les possessions de la maison de « Saxe de passer dans des mains étrangères. Mais, « quoi qu'il puisse arriver, il restera le ferme défen« seur de la foi évangélique et des libertés de l'Em« pire. »

De là, le duc se rend à Prague pour s'entendre avec Ferdinand. Celui-ci vient d'obtenir les mêmes pouvoirs de ses États de Bohême; mais ici la lutte a été plus violente encore; la voix populaire se prononce hautement pour Jean-Frédéric, le héros chrétien, le Messie vendu par un autre Judas. Le nom de Maurice est voué à l'exécration par tout ce qui porte un cœur allemand, tout ce qui aime sa religion et son pays; chacun sait le fonds qu'il faut faire sur les promesses de l'Empereur; et chacun sait aussi d'avance ce que Maurice, ce scrupuleux parent, fera du *dépôt* qu'on lui a confié.

Le 27 octobre, Charles, par un décret solennel, ôte à Jean-Frédéric, rebelle et contumace, la couronne électorale de Saxe, et la transfère sur la tête de son cousin, qu'il charge de punir sa rébellion, et de saisir ses domaines. Le 30 octobre, le duc, à la tête de douze mille hommes, envahit la Saxe d'un côté, et Ferdinand de l'autre, avec ses Hongrois et ses Bohémiens. Mais l'esprit de Jean Huss, ravivé par Luther, fermente encore chez les Bohémiens. Ils servent à regret sous les drapeaux du catholicisme, et désertent en masse. Quant aux Hongrois, habitués à

une guerre sans pitié contre les infidèles, ils mettent la Saxe à feu et à sang. Maurice, au contraire, ménage ses nouveaux sujets; il rassure les populations effrayées, et leur promet, si elles se soumettent, de protéger auprès de l'Empereur leur religion et leurs franchises. Nulle part, il ne trouve de résistance sérieuse. La Saxe éplorée se tourne vers son prince absent; elle implore de lui son salut, comme du Messie, au lieu de le chercher dans son courage. Les villes se rendent l'une après l'autre; bientôt, sauf Gotha, Eisenach et Wittemberg, toutes les villes de l'Électeur sont aux mains de son perfide cousin. La noblesse de Saxe, convoquée à Torgau, prête à regret hommage au nouvel Électeur. L'Empereur apprend avec transport ce succès inespéré, qui décide en sa faveur le sort de la campagne, et il le salue d'une salve de toute son artillerie.

Cette grande nouvelle, qui a porté la joie dans le camp impérial, sème la terreur dans celui de la ligue. Les deux armées sont toujours en face l'une de l'autre, séparées par le Danube, près d'Ulm, et d'accord pour éviter tout engagement sérieux. Toutes deux ont un égal besoin de prendre leurs quartiers d'hiver, et toutes deux hésitent. Mais l'Empereur gagne à ces délais tout ce qu'y perdent les confédérés. Le sort de la guerre se décide en ce moment sur l'Elbe, et non sur le Danube. L'Électeur, terrassé sous ce coup de foudre, qui lui ôte à la fois ses États et sa couronne, demande à aller défendre son territoire. Son cœur paternel saigne à la pensée des dévastations des sauvages Hongrois. Les souffrances de ses sujets lui tiennent plus au cœur que la perte de sa couronne. Il brûle d'aller les secourir. Mais s'il

s'éloigne avec ses troupes, la ligue est décapitée; l'armée, diminuée de moitié, ne peut plus tenir la campagne. La situation devient désespérée. Les secours qu'on attendait font faute de tous côtés. Les lansquenets, les Suisses, tous les mercenaires qui servent dans cette armée nationale, désertent en foule, depuis qu'on ne les paye plus. Trois partis restent à prendre : risquer une bataille contre un ennemi, au moins égal en forces, et supérieur par le talent et par la fortune; laisser l'Électeur partir, et le reste de l'armée prendre ses quartiers d'hiver, ou bien traiter de la paix, c'est-à-dire se soumettre. De ces trois partis, on choisit le dernier, le plus honteux. Mais l'Empereur qui sent sa force, ne veut pas entendre parler de traiter, tant que l'Électeur et le Landgrave ne se livreront pas à sa merci. Frustrés dans leur attente, trop découragés pour risquer une bataille qu'ils perdraient, les confédérés prennent enfin le parti de se séparer. Ils renoncent à l'union qui seule a fait leur force. Une dernière tentative auprès de l'Électeur pour le décider à rester est inutile. Il veut aller délivrer ses États. D'ailleurs l'armée de la ligue fond chaque jour, grâce aux désertions, aux maladies, au manque d'argent. Les villes, qui ont soutenu tout le faix de la guerre, sont à bout de ressources. Le 23 novembre, date fatale, l'Électeur et le Landgrave se séparent. Les milices urbaines rentrent dans leurs garnisons pour y prendre leurs quartiers d'hiver.

Charles-Quint, à qui on a fait la partie si belle, la joue en homme sûr de la gagner. Ses ennemis une fois divisés, il n'a plus qu'à les prendre un à un, et il est sûr de la victoire. « César, dit le Vénitien Moce-

« nigo, qui peu de jours auparavant était réduit à la
« position la plus fâcheuse, et n'osait livrer une
« bataille, se trouve tout d'un coup maître de la
« campagne. Tous ceux qui en sont témoins croient
« être le jouet d'un rêve. » Quand l'ambassadeur
anglais l'écrit à Londres, personne ne veut y ajouter
foi. Les Impériaux eux-mêmes ne peuvent pas croire
à leur triomphe. N'exagérons rien pourtant. En
abandonnant le Danube, en divisant leur armée, les
princes n'ont pas entendu déserter leur cause; ils
veulent seulement déplacer le théâtre de la guerre,
pour recommencer au printemps. C'est imprévoyance, c'est incapacité, c'est tout ce que l'on voudra, mais ce n'est pas lâcheté. Ils ont affaire à un
ennemi qui leur est trop supérieur, en politique
comme en guerre : tel est le secret de toutes leurs
fautes. Du reste, Jean-Frédéric ne quitte un ennemi
que pour marcher contre un autre; mais ici, l'affection de ses sujets combattra pour lui, il est d'avance
sûr du succès. Il y compte si bien, qu'au lieu de se
diriger sur la Saxe, il marche vers le Rhin, pour
battre monnaie aux dépens des princes ecclésiastiques. Il rançonne en passant quelques-unes des
villes qui ont pris parti pour l'Empereur, et tire
40,000 écus d'or de l'archevêque de Mayence. Mais
sur les instances de sa famille et de ses sujets, il se
décide enfin a retourner en Saxe; il veut vider sa
querelle avec Maurice avant que l'Empereur soit en
mesure de le secourir.

Dès lors Charles-Quint, vainqueur sans avoir combattu, recueille les fruits de sa facile victoire. Les
soumissions viennent au-devant de lui, et n'attendent
pas sa présence. Princes et cités se prosternent à

l'envi. Le premier qui se soumet est le duc de Wurtemberg. Le Landgrave lui avait promis de le défendre; mais ses reîtres, qu'il ne peut pas solder, désertent son service, et vont se payer eux-mêmes aux dépens du pays. Le Landgrave est forcé de rentrer dans sa Hesse. Ulrich, abandonné à lui-même, voit le duc d'Albe envahir ses États. Il est réduit à implorer humblement son pardon, et ne l'obtient qu'à grand'peine, au prix de 300,000 florins, et d'une garnison dans trois de ses places fortes. Le traité de Cadau, par bonheur, lui garantit son territoire et le maintien de la liberté religieuse dans ses États. L'Électeur palatin qui, malgré sa promesse de neutralité, a envoyé aux confédérés quatre cents hommes, se rend en personne auprès de l'Empereur, pour en obtenir son pardon. Charles le traite d'abord avec sa dureté hautaine, et le laisse quelque temps à genoux. Puis il le relève enfin, ému de pitié pour ses cheveux blancs ; mais c'est à l'homme, au parent qu'il pardonne, et non pas aux doctrines. La Réforme, commencée dans le Palatinat, est brusquement interrompue. L'Empereur avec la ligue de Smalkalden en face de lui, n'a pas osé déclarer la guerre à la Réforme; mais la ligue une fois vaincue, il se retrouve en face de son véritable ennemi, et il n'est pas disposé à lui faire grâce.

Les villes ont plus à cœur que les princes les intérêts de Dieu, car elles seules, en se rendant, songent à stipuler pour leur foi. Nordlingen, Halle, ouvrent leurs portes au vainqueur. Ulm elle-même, position militaire de premier ordre, et boulevard de la Réforme, négocie sa soumission. L'armée impériale est sous ses murs, la guerre et la ruine sont à ses portes.

La noble cité, résignée à subir la loi du plus fort, cède sur tous les points, sauf un seul : elle ne veut pas rentrer sous le joug de l'Église romaine. Sur ce point-là, l'Empereur, malgré sa toute-puissance, est obligé de plier ; la ville entière périrait plutôt que de céder. Ulm, du reste, achète cher son pardon : elle paie à l'Empereur 100,000 florins, et lui livre son artillerie. Elle renonce à la ligue, elle restituera les biens enlevés aux couvents et désarmera ses milices ; mais elle gardera ses croyances, qui lui sont plus chères que la vie. Comme elle, l'Allemagne tout entière se soumettra sans hésiter, si on lui laisse la liberté de conscience.

L'exemple d'Ulm est contagieux : toutes les villes s'empressent de l'imiter. Ulm une fois rendue, Augsbourg ne peut plus résister ; car Ulm, par sa merveilleuse position, est à la fois la clef du Danube, du Würtemberg et de la Bavière. Schartlin, enfermé dans Augsbourg, a promis de tenir un an et un jour avant de se rendre. Mais le vent a tourné, et n'est plus à la résistance ; Schartlin est forcé de sortir de sa ville natale. Les Fugger et tous les riches marchands qui ont quitté la ville, le jour où la ligue a rompu avec l'Empereur, y rentrent comme l'avant-garde de l'armée impériale. Augsbourg, plus riche qu'Ulm, achète son pardon plus cher encore. En fait de liberté religieuse, sa seule garantie est une promesse verbale de Granvelle, et Ulm a au moins la parole de l'Empereur. Partout le victorieux César fait en Allemagne ce qu'il a fait naguère en Italie : il bat monnaie avec sa clémence. Aux villes, aux princes, il fait payer leur pardon. Francfort ouvre ses portes à Buren, qui ramène ses troupes dans les

Pays-Bas; car l'Empereur, même avant d'avoir livré une bataille, tient la guerre pour finie. La terreur combat pour lui, mieux que toutes les armées. Partout, en fait de liberté de conscience, il ne veut donner que des promesses verbales. A ceux qui réclament davantage, il demande « si l'on n'a pas « confiance dans sa parole ». Seul, peut-être eût-il accordé plus; mais il a besoin du pape, de son appui moral, de son argent et de ses soldats; il ne veut pas de concessions écrites, que Rome pourrait lui reprocher, et qu'il est d'ailleurs plus malaisé de reprendre.

Charles a ménagé jusque-là le prélat de Cologne, de peur de voir ses sujets passer dans le camp de la Réforme. Mais son heure est venue maintenant : le pieux archevêque est enveloppé dans la ruine commune de toutes les libertés de l'Allemagne. Déjà frappé des foudres de l'Église, il est atteint par celles de l'Empire. Il pourrait résister : ses sujets en armes ne demandent qu'à secouer le joug du saint-siége; mais le digne vieillard, âgé de plus de quatre-vingts ans, ne veut pas paraître devant Dieu, chargé d'un sang qui retomberait sur lui. Cologne, d'ailleurs, est trop près des Pays-Bas, l'Empereur ne permettra jamais à la Réforme de s'asseoir sur le seuil de ses États héréditaires. Le 25 février, Hermann de Wied résigne à la fois son archevêché et son électorat, et se retire dans ses domaines. Son coadjuteur, Adolphe de Schaumbourg, qui lui-même a naguère penché vers la Réforme, est installé à sa place. Le catholicisme et l'Empire triomphants relèvent leur bannière dans Cologne. Les prêcheurs protestants sont partout chassés, la messe rétablie; les curés, en

croupe des dragons impériaux, reprennent possession de leurs paroisses. Des quatre grandes villes libres de l'Allemagne de l'ouest, deux sont soumises, Ulm et Augsbourg; Nuremberg a toujours tenu le parti de l'Empereur. Strasbourg reste seule, acculée à la France qu'elle redoute, et livrée sans défense aux vengeances de Charles-Quint. Elle cède en frémissant : Allemande de cœur et d'intérêts, elle ne veut pas se donner à la France, et demande son pardon avec moins d'humilité que les autres, car elle se sent moins sous la main de l'Empereur. Ce pardon lui est aussi vendu moins cher. Elle ne le paie que 30,000 florins, ne reçoit pas de garnison, et conserve tous ses priviléges et *usages*. Sous ce terme vague, inscrit à dessein dans le traité, sont compris les rites luthériens et la liberté du culte, que Charles respecte, là seulement où il n'ose pas la détruire. Une seule ville impériale, Constance, appuyée sur la Suisse, dont la liberté garantit la sienne, reste encore debout; mais elle ne le restera pas longtemps. Il faut que l'Allemagne se courbe tout entière, mais pour se soulever aussi tout entière, quand l'heure aura sonné.

C'est une grande heure dans la vie de Charles-Quint que celle où il voit à ses pieds cette ligue orgueilleuse qui a osé traiter d'égal à égal avec lui; mais il n'est pas encore assez sûr de sa victoire pour en abuser. La ligue est terrassée, mais ses deux têtes, le Landgrave et l'Électeur sont encore debout. Charles d'ailleurs est épuisé par son triomphe même, et par l'effort qu'il lui a coûté. Toujours tremblant de fièvre ou de frisson, les membres perclus, la face cadavéreuse, ce maître de l'Allemagne et du monde est

rongé par la goutte, juste châtiment de sa gourmandise insatiable, et de son mépris pour les conseils de ses médecins! Mais sa volonté de fer se roidit contre la maladie, comme un ennemi de plus qu'il saura dompter. Il a vaincu; mais dans sa victoire même, que de ménagements à garder, surtout avec ceux qui l'ont aidé à vaincre? Ce culte luthérien qu'il déteste, il faut le tolérer jusque dans son camp! Le petit-fils d'Ysabel ne peut pas faire franchement la guerre à l'hérésie. Il a entrepris une tâche impossible à remplir : c'est celle de rapprocher deux religions, dont l'une est la négation même de l'autre. Aussi sa victoire, quoi qu'il fasse, ne sera-t-elle jamais complète : quand le dernier des princes réformés se sera humilié devant lui, il se trouvera en face d'un ennemi immatériel, qu'il ne peut ni terrasser, ni saisir, et qui survivra même à sa défaite. Cet ennemi, c'es tla foi évangélique, qu'il cherche en vain à extirper du sol allemand. Affermie par la persécution, elle ne périra plus; si le fer l'arrache, elle repoussera toujours, car ses racines y tiennent au fond même des cœurs.

Pendant que Charles, sur le Danube, recueille les fruits de sa victoire, les choses en Saxe prennent un tour différent. L'Électeur, à la tête de vingt mille hommes, est rentré dans ses États, le 15 décembre. Tous les cœurs ont volé au-devant de lui, toutes les portes se sont ouvertes. Les garnisons, laissées par Maurice dans les villes, pendant qu'il est allé assiéger Magdebourg, en ont été chassées. Jean-Frédéric, traversant en triomphe la Saxe électorale, envahit à son tour les États de Maurice. Là, comme sur son territoire, les villes et les cœurs lui sont gagnés

d'avance; n'est-il pas le champion de la Réforme, si chère à la Saxe où elle a pris naissance? Au bout de quelques semaines, de toutes les villes que Maurice a héritées de ses aïeux, il ne lui reste plus que Dresde et Leipzig. L'Électeur, poursuivant avec résolution sa veine de succès, entre dans Halle, entouré des princes voisins et de la noblesse du pays. Les restes de catholicisme, qui survivaient encore en Saxe, en sont déracinés. L'archevêque quitte la ville, et échange contre une rente son siége épiscopal. Magdebourg, délivrée par la seule approche de l'Électeur, s'empresse de lui ouvrir ses portes, et la Réforme y rentre avec lui. Maurice, abandonné par ses propres sujets, désavoué par ses coreligionnaires qu'il a trahis, craint de ne plus pouvoir rentrer dans ses États.

Ainsi le protestantisme, abattu dans le midi de l'Allemagne, se relève dans le nord. Des destinées nouvelles semblent recommencer pour lui. Les villes hanséatiques, si dévouées à l'Évangile, Brême, Hambourg, et d'autres encore, se rallient à la cause de l'Électeur. Brême, attaquée par les Impériaux, se défend avec courage, et parvient à les repousser. Le mouvement se propage peu à peu dans l'est: la Lusace, la Silésie se remuent. Le vieux levain de Jean Huss, qui fermente en Bohême, soulève contre Ferdinand le pays, impatient du joug de l'Autriche et du papisme. La noblesse catholique se rallie seule au roi des Romains; mais Prague, le centre de la vie nationale, voit accourir un peuple entier dans ses murs. L'étendard des *utraquistes*, le calice, que le prêtre catholique, médiateur obligé entre Dieu et l'homme, réserve pour lui seul, et refuse au simple fidèle, se relève pour appeler le pays à l'insurrection.

La diète que Ferdinand n'a pas voulu convoquer, se réunit spontanément à Prague, et proclame l'indépendance de la Bohême. Elle tranche du souverain, décrète des impôts, et lève une armée « pour repousser ces étrangers et ces païens qu'on appelle les « Espagnols. » Ferdinand, incapable de tenir la campagne, fait passer à Maurice le peu de troupes qu'il a pu lever. La position du duc, en effet, est des plus dangereuses : dépouillé de la plus grande partie de ses États, coupé de l'armée impériale, son unique appui, par l'Électeur victorieux et par la Bohême soulevée, il est réduit à se fortifier dans Chemnitz, pour y attendre l'ennemi.

Mais Charles a l'œil sur la Saxe. Au milieu même de ses succès, il a aussi compté avec les revers, et se tient prêt à leur faire face. Si Maurice est chassé de Saxe, il perd en lui son plus solide appui. Aussi songe-t-il à lui, avant de songer à son frère. Il envoie au secours de Maurice le Margrave de Culmbach avec quelques milliers d'hommes; il en promet d'autres, si ceux-là ne suffisent pas. Le Margrave s'établit à Rochlitz, et s'apprête à se réunir à Maurice. Mais l'Électeur est informé, jour par jour, de tous les mouvements du Margrave. Il le surprend, la nuit du mardi gras, et le fait prisonnier avec sa petite armée, qui ne songe qu'à se divertir. Maurice, inquiet, regarde autour de lui, pour chercher des alliés, et ne voit que des ennemis. Les protestants ont repris courage, Ferdinand recrute pour eux : les soldats qu'il enrôle passent tous dans le camp de la Réforme. Que l'Électeur se laisse aller à la pente de sa fortune; la voix du peuple qui l'y invite est la voix de Dieu! Qu'il tende la main aux Bohémiens

révoltés; qu'il marche droit sur Maurice, bloqué dans Chemnitz, qu'il le batte, et la Saxe est à lui. A sa couronne électorale, qu'il vient de ressaisir, il peut unir celle des rois de Bohème, tombée du front de Ferdinand. Que Charles-Quint se promène en Souabe, en rançonnant des villes désarmées; si le Landgrave tient encore la campagne, si la Saxe et la Bohème, ces deux foyers de la liberté civile et religieuse, forment les deux bases d'un nouvel empire protestant, qu'importe que l'ouest et le midi de l'Allemagne soient aux genoux de l'Empereur?

Mais comme il arrive trop souvent dans le drame de l'histoire, l'acteur n'est pas à la hauteur de son rôle. Dans Jean-Frédéric, il n'y a que l'étoffe d'un martyr, mais non celle d'un héros. Son courage tout passif est fait pour se résigner, plus que pour agir. Fidèle aux leçons de son maître Luther, il se reproche de recourir au bras de la chair, et de porter les armes contre son suzerain. Ses scrupules même combattent contre lui, ils entravent sa liberté d'action. Par un aveuglement qu'on a peine à s'expliquer, quand il faudrait écraser son ennemi, il lui offre de traiter. Maurice saisit avec empressement cette planche de salut, inespérée pour lui : il amuse, par de feintes négociations, le crédule Électeur, pendant qu'il presse Charles-Quint de marcher à son secours. Ferdinand, dont la position n'est guère moins précaire, conjure son frère de laisser là le Landgrave, dont il aura raison plus tard, et la Souabe, qui sera toujours au plus fort, et de marcher droit sur la Saxe. « Sa présence, lui dit-il, y vaudra vingt-cinq « mille hommes; la Saxe et la Bohême, perdues en- « semble, seront regagnées d'un seul coup. »

La position de Charles est grave, plus grave que ne le savent ses ennemis, car ils lui auraient fait la partie moins belle. Sans doute, il a soumis la Souabe; mais la Souabe n'est pas l'Allemagne, il commence à s'en apercevoir. Appuyé sur la Bavière, centre du catholicisme allemand, il a dompté le midi; mais depuis les jours d'Arminius et de Witikind, le midi n'a jamais été le siége de la nationalité germanique. L'esprit souabe et l'esprit saxon se heurtent par tous les côtés. La Réforme, d'ailleurs, est native du nord, et c'est dans sa patrie même qu'il faut maintenant l'aller combattre. Charles a compté sur l'appui de Maurice et de Ferdinand, et c'est lui qui doit leur prêter le sien. Paul III, en voyant les succès de l'Empereur, la ligue et la Réforme vaincues sans combat, commence à s'effrayer du triomphe de la cause qu'il a servie. Il repasse dans son esprit tous les vieux griefs de la papauté contre Charles-Quint, et en trouve encore de nouveaux. Il se plaint que l'Empereur ne le consulte en rien, qu'il ne lui fasse une part ni dans les traités qu'il conclut, ni dans les contributions qu'il lève. Il se plaint surtout que Charles, en faisant la guerre à des réformés, ne la fasse pas à la Réforme; qu'il ne songe nulle part à relever le drapeau du catholicisme. Ce n'est pas là ce que l'Empereur avait promis au saint-père en s'alliant à lui, ni ce que le pape lui-même a annoncé à toute l'Europe, en ébruitant tous les plans de son allié, au risque de les faire avorter.

L'affaire s'envenime, on s'accuse mutuellement, et l'on a raison des deux parts. Enfin le pape, qui craint de voir l'Empereur marcher, par la conquête de l'Allemagne, à celle de l'Italie, prend brusque-

ment son parti : il envoie à son petit-fils l'ordre de lui ramener ses troupes, et retire même à Charles les dîmes qu'il lui a concédées. Il y joint un manifeste contre l'Empereur, rédigé avec un art perfide, et où il accuse sous prétexte de se justifier. Charles en est réduit à dénoncer à l'Europe la défection du saint-père; mais ni prières, ni promesses, ni menaces même, ne peuvent retenir Farnèse, qui a ses ordres, et qui s'éloigne avec tous ses gens.

La situation devient menaçante : Charles, qui se croyait sûr de la victoire, a renvoyé dans les Pays-Bas un tiers de son armée, et voici qu'un autre tiers lui échappe encore. Il lui reste, il est vrai, ses vieilles bandes espagnoles et italiennes, habituées à vaincre sous ses ordres; mais cette ligue qu'il croyait morte est ressuscitée, et ses tronçons épars se redressent contre lui. François Ier, sortant enfin de sa léthargie, s'efforce de lutter pour la dernière fois contre la fortune de son rival. Ses émissaires couvrent l'Allemagne, raniment le courage du Landgrave, promettent à l'Électeur des troupes et des subsides. Partout il quête des ennemis à l'Empereur : il presse Souleyman d'envahir la Hongrie, le pape de rompre avec Charles-Quint; il veut armer contre lui Venise, le Danemark, l'Écosse, l'Europe entière, intéressée à réprimer une puissance qui menace son équilibre. En même temps, il arme en France pour son propre compte, il recrute en Suisse, en Allemagne; il met dans ses finances un ordre qu'elles ne connaissaient pas, et réunit dans son trésor jusqu'à 400,000 écus. La cause des protestants est devenue la sienne; il n'épargne rien pour réparer ses torts envers eux, et les sauver de leur ruine, dont il est le premier auteur.

Quant au pape, chaque jour envenime ses ressentiments. Il en est venu à faire ouvertement des vœux contre Charles-Quint, et à se réjouir du succès de ces protestants contre lesquels il l'avait armé. Que la Réforme triomphe en Allemagne, que les Turks envahissent la Hongrie, peu lui importe, pourvu qu'il se venge ! Sous la conspiration de Fieschi, cette trame si fortement nouée, qui fut sur le point d'enlever Gênes à l'Empereur, l'Europe a deviné la main du saint-père. Et veut-on savoir la cause de tant de haine, chez un pontife, dont les débuts promettaient mieux au monde catholique ? Charles a refusé à son fils Farnèse l'investiture de Parme et de Plaisance. Dès lors plus de ménagements à garder avec lui : le champion de l'Église va bientôt être mis au ban de la chrétienté. Ainsi, sur la tombe à peine fermée du père de la Réforme, la papauté semble avoir pris à tâche de justifier ses attaques. A tant d'abus, Luther n'a trouvé qu'un remède, le schisme ; mais l'Europe catholique en attend encore un autre : la séparation définitive du spirituel et du temporel, de l'Église et de l'État.

Le pacte de Charles-Quint avec la fortune ne touche pas encore à sa fin. François Ier, qui s'est relevé sur son lit de mort pour une dernière lutte, y retombe bientôt, épuisé par cet effort. Il meurt à Rambouillet, le 31 mars 1547, et Henri d'Angleterre l'a précédé de deux mois dans le tombeau. Ces deux brillants acteurs disparaissent en même temps de la scène, et Charles va désormais la remplir à lui seul. Nous avons dit beaucoup de mal de Henri VIII ; nous chercherions en vain à en dire quelque bien ; car ses qualités même ne servent qu'à mettre en saillie ses

défauts. Son instruction variée, sa vive intelligence surexcitent son orgueil jusqu'à la démence. Dans cette sensuelle nature, on retrouve quelque chose du vertige qui prend aux Césars romains, à regarder les hommes de trop haut. Maître absolu de la fortune et de la vie de ses sujets, habitué à voir toutes les volontés se courber devant la sienne, on dirait qu'il se plaît à avilir le peuple qu'il gouverne. L'Angleterre elle-même est méconnaissable sous son règne : d'une nation d'hommes libres, il a fait un troupeau d'esclaves, et nul n'échappe à la servitude que par le martyre. Il aspire à régner dans le domaine même de la conscience, là où finissent tous les despotismes humains. Comme Néron fut artiste, Henri VIII est théologien : il en a la susceptibilité, l'amour-propre, les rancunes implacables. Pour lui, la débauche même n'est qu'une excitation à la cruauté. De son intimité à l'échafaud, il n'y a qu'un pas, pour ses femmes comme pour ses favoris. Mais le trait qui manque au César de Rome, et que Tacite eût envié pour son modèle, c'est le vernis de piété hypocrite jeté sur toutes ces souillures; c'est Tartufe couronné, s'arrogeant le droit de régler, sous peine de mort, les croyances de ses sujets, comme l'étiquette de sa cour. Triste destinée, pour un grand peuple, que de dater d'un pareil règne l'œuvre de sa régénération, et de devoir sa Réforme à un Henri VIII, quand la France la doit à un Calvin, et l'Allemagne à un Luther !

Quant à François I[er], nous ne reviendrons pas sur ses défauts; nous les connaissons; ne sont-ce pas ceux de la France? Aucun des monarques français n'a autant ressemblé au peuple qu'il gouvernait, et

n'en a reproduit comme lui les dons heureux et les séduisants défauts. Aussi, ne demandons pas pourquoi, malgré tant de fautes et de revers, François Ier a toujours été populaire chez nous. La France, qui se retrouvait en lui, comme dans un miroir, a toujours eu un faible pour lui. Elle lui a tout pardonné, même l'insuccès, qu'elle ne passe guère à ses favoris. Les savants, les gens de lettres, traités par lui avec une libéralité vraiment royale; les artistes, enrichis, choyés, compris pour la première fois par un prince artiste comme eux, lui ont rendu en gloire ce qu'ils en recevaient en largesses. Chacun n'a montré que le beau côté de la médaille; et le titre de *père des lettres*, mieux mérité que celui de *roi-chevalier*, a couvert de son éclat les ombres du portrait.

En racontant la lutte de François Ier avec Charles-Quint, nous avons dû être sévère envers lui. Évidemment, le monarque étourdi, dont la France a toujours payé les fautes, n'est pas de poids à lutter avec son rival. Sur les champs de bataille, le vainqueur de Marignan aurait peut-être l'avantage; mais sur le terrain de la diplomatie, il est sûr d'avance d'être vaincu. Toutefois, malgré son apparente infériorité, François a dans sa position des avantages, et dans son caractère des dons, qui font équilibre avec ceux de son ennemi. Ainsi Charles a plus d'États, mais ils sont disséminés sur toute la surface de l'Europe; François, au contraire, avec la France rassemblée sous sa main, peut faire front de toutes parts à ses adversaires. Lui seul dispose à son gré de toutes les ressources du pays, et peut tendre le ressort du pouvoir sans craindre de le briser. Il ordonne, et la

France verse sans murmurer son or et son sang. Charles-Quint, en revanche, partout puissant, n'est nulle part absolu; chacun de ses nombreux royaumes doit être gouverné d'une façon différente; tous demandent à être ménagés. Mais en somme, François Ier a rendu à la France un de ces services que l'histoire ne doit pas oublier : il a lutté avec une persistance, héroïque dans sa folie même, contre une puissance de plus en plus menaçante pour le repos de l'Europe; il a arrêté ce flot toujours montant de la grandeur espagnole; il a sauvé la France du joug de la Castille, qu'elle subira bientôt, aux mauvais jours de son histoire. S'il eût vécu quelques mois de plus, le sort de l'Allemagne eût changé peut-être, ou ses libertés du moins n'eussent pas toutes péri à Muhlberg. Enfin, et c'est là son plus beau titre de gloire, il a commencé, contre les deux maisons d'Espagne et d'Autriche, cette lutte opiniâtre qui, interrompue un instant sous les Valois, sera, de Henri IV à Louis XIV, toute la politique de la France.

Enfant gâté de l'opinion, qui a surfait encore sa valeur réelle, François Ier a des dons admirables, mais il ne les a que dans l'adversité. Le succès lui monte à la tête comme l'encens de ses flatteurs. Il vit dans une atmosphère d'illusions, où la réalité n'arrive pas jusqu'à lui. Nature ardente et fantasque, il ne va jamais jusqu'au bout de ses propres désirs; il commence une entreprise mieux qu'il ne la finit. Mais quand il se voit face à face avec le danger, il trouve dans son propre fond des ressources sans nombre. L'esprit de suite fait défaut chez lui, mais les expédients jamais. Comme Henri IV, il se tire des diffi-

cultés par un bon mot, de la honte par une gasconnade, du péril par un élan de courage. En administration, en guerre, il a des lueurs, des inspirations de génie, qui n'ont que le tort de ne pas durer. Mais le don qu'il a par-dessus tous les autres, et qui manque à son rival, c'est le don de se faire aimer. De là l'espèce de fascination exercée par François Ier sur tout ce qui l'approche. Le charme qui a agi pendant sa vie, continue encore après sa mort. La postérité même y a été prise : pendant deux siècles et demi, il n'a trouvé dans les historiens que des apologistes, et c'est de nos jours seulement qu'il a rencontré des juges.

Il n'y a qu'un côté décidément odieux dans le règne de François Ier, c'est sa conduite envers les protestants. Quand Charles-Quint livre à l'inquisition les hérétiques de l'Espagne ou des Pays-Bas, il est conséquent avec lui-même; n'est-il pas le *roi catholique* par excellence, le petit-fils d'Ysabel? Son fanatisme, que nous détestons, trouve pourtant une excuse dans sa sincérité même. Mais persécuter sans croire! verser sans haine des flots de sang innocent! battre sur les échafauds monnaie de popularité : ce ne sont plus là des erreurs, ce sont des crimes, d'autant plus abominables, qu'ils sont commis de sang-froid. Sans doute le XVIe siècle, cet âge d'intolérance et de corruption, qui semble se personnifier dans François Ier, lui a fait un mérite de ce que nous abhorrons en lui. Mais la justice et la vérité ne datent pas leurs arrêts, elles sont de tous les temps comme de tous les pays. L'histoire, en citant à sa barre le bourreau de Mérindol, doit être sans pitié pour ce fanatisme à froid d'un libertin blasé, qui se

redresse sur son lit de mort pour signer, sans la lire, la sentence d'extermination des Vaudois, et finir une vie de débauche par un auto-da-fé.

Délivré de la rivalité de François Ier et de l'amitié de Henri VIII, l'Empereur désormais se sent libre d'agir. Ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent plus rien pour la ligue de Smalkalden; les subsides promis ne viendront pas; Charles n'a rien à craindre de deux débuts de règne; il peut à son aise châtier des sujets rebelles, et travailler à l'extinction du schisme. Il est malade, rongé de goutte et de fièvre; les médecins lui commandent le repos; mais la haine lui rend des forces. Maurice est perdu sans lui; il ira le délivrer lui-même, et solder ses comptes avec l'Électeur. Quant au Landgrave, peu lui importe de le laisser derrière lui; il en viendra toujours à bout quand l'Électeur sera vaincu. Le 24 mars, il part de Nuremberg avec les troupes qu'il y trouve sous sa main. Le duc de Clèves, beau-frère de l'Électeur, essaie en vain de s'interposer; toute médiation est inutile : Charles a attendu vingt ans, il faut enfin qu'il se venge, qu'il venge Dieu offensé comme lui. Il part, et la terreur marche devant lui; pas un ennemi n'ose croiser sa route. Il arrive à Eger, sur la frontière de Bohême; il y trouve Maurice et Ferdinand qui l'y attendent. Rien à craindre des Bohémiens, qu'enchaîne encore un reste de respect pour l'Empire. Comme le Landgrave, ils suivront la fortune de l'Électeur, et s'il est battu, ils se soumettront avec lui. Son vrai, son seul ennemi est Jean-Frédéric : lui seul personnifie des croyances, qui doivent succomber ou vaincre avec lui.

Cependant les Bohémiens, sollicités par Ferdi-

nand, refusent de prendre les armes contre l'Électeur. Mais l'Empereur négocie avec eux; il leur promet « qu'ils ne seront pas inquiétés dans leurs « croyances; car c'est aux rebelles seulement qu'il « fait la guerre, et non à ses fidèles sujets. » Aux Saxons de l'Électeur, il écrit aussi pour accuser leur prince « d'avoir violé la paix de l'Empire, » et pour les délier de tout devoir envers lui. Mais les paroles ne lui font pas négliger l'action : rassuré sur la Bohême, il marche droit vers l'Électeur, à la tête de dix-sept mille fantassins et de dix mille chevaux, l'élite de ses armées. Jean-Frédéric n'en a pas le quart à lui opposer. Un instant, il songe à abandonner à l'ennemi le pays ouvert, à occuper les places fortes, et à se retirer avec le gros de ses troupes dans Magdebourg. L'héroïque résistance de cette noble cité montrera plus tard que ce plan était sage; car Charles-Quint, privé de la moitié de ses forces, est condamné, pour vaincre, à vaincre sans délai; toute bataille ajournée est pour lui une bataille perdue. Mais l'Électeur a envoyé en Bohême la meilleure partie de ses troupes, pour donner du cœur aux rebelles, qu'il croit prêts à se déclarer pour lui. Avec le reste, il campe à Meïssen, tout prêt à se replier, et à mettre l'Elbe entre les Impériaux et lui. Jugeant son ennemi par lui-même, il le sait encore bien loin, et le croit hésitant et découragé comme lui.

Rester adossé à l'Elbe, quand on a une chaîne de montagnes pour garder l'entrée de ses États, livrer la muraille et vouloir défendre le fossé, c'est là une faute grave, et qui coûtera cher à l'Électeur. Appuyé sur ce mur d'airain (*Erz-Gebirge*), qui sépare la

Saxe de la Bohême, aidé des Bohémiens, qui font tous des vœux secrets pour lui, l'Électeur pouvait encore occuper les défilés de ces monts, rappeler à lui toutes ses troupes, les masser sur la grande route d'Eger à Plauen, et attendre dans ces fourches Caudines César et ses légions. Mais Jean-Frédéric, nous l'avons dit, est un saint, un martyr, et n'est pas un général. L'Empereur, qui sait à qui il a affaire, voit la route ouverte, et s'y engage sans hésiter. Il franchit la frontière de Saxe, par la porte que laissent entre eux les monts du *Thüringer-Wald* et ceux de l'*Erz-Gebirge*, et s'engage hardiment dans ces défilés. Toutes les garnisons abandonnent les places qu'elles occupent, et se retirent devant l'ennemi. L'Électeur n'a pas fait un effort pour défendre l'entrée de ses États. Ce n'est certes, ni manque de foi, ni manque de courage, mais de confiance dans ceux qui l'entourent. Il est environné de traîtres, et il le sait. « Je « suis plus riche que Notre-Seigneur, dit-il un jour « à dîner : il n'avait qu'un traître à sa table, et moi « j'en ai plusieurs. »

Abattu par le sentiment de son impuissance, vaincu d'avance par cet ennemi que rien n'arrête, qui marche droit au danger, du pas dont d'autres l'évitent, Jean-Frédéric se décide à passer l'Elbe, à brûler le pont de Meissen, et à se replier sur Wittemberg, par la rive droite du fleuve. L'Empereur suit sur l'autre rive la marche de l'ennemi, prêt à franchir l'Elbe au premier gué qu'il trouvera, ou sur un pont de bateaux qu'il voiture avec lui. Tous les désavantages de la position sont pour les impériaux : la rive qu'occupent les Saxons est la plus haute, la plus escarpée. Le fleuve a un mètre de profondeur sur trente de

large. Mais l'Électeur affaiblit encore, en la divisant, sa petite armée : il laisse à Mühlberg, à quarante kilomètres en aval de Meïssen, un fort détachement d'infanterie, pour garder le passage, et détruire un pont de bateaux qui s'y trouve; et lui-même, avec sa cavalerie, va camper plus loin, sur la route de Wittemberg.

Le dimanche, 24 avril, de grand matin, l'Empereur se décide, contre l'avis de tous ses généraux, à tenter le passage à Mühlberg, sous le feu de l'ennemi. Un paysan indique un gué, large et peu profond. L'Empereur le franchira avec sa cavalerie; l'infanterie et l'artillerie passeront sur un pont volant qu'on jettera sur le fleuve. Au point du jour, on commence à le construire. Les arquebusiers espagnols, dans l'eau jusqu'à la poitrine, écartent les Saxons par un feu bien nourri. Mais les Impériaux n'ont pas assez de bateaux; quelques Espagnols, à la nage, l'épée dans les dents, gagnent la rive opposée, s'emparent des barques que les Saxons n'ont pas eu le temps de détruire, et les amènent à leurs compagnons. Le pont s'achève sans qu'on perde un instant. Les Saxons, troublés, sont plus disposés à fuir qu'à se défendre. L'infanterie passe paisiblement, et se forme en ligne sur la rive droite. Pendant ce temps, la cavalerie traverse le gué dans l'ordre le plus parfait; Maurice le premier, car c'est lui qui a dans la partie le plus bel enjeu, Ferdinand après lui, et enfin l'Empereur. L'eau vient à peine à la selle des chevaux. Un brouillard épais, qui couvrait le fleuve, se dissipe peu à peu, et révèle aux Saxons la force de leurs adversaires; la bataille est perdue pour eux, même avant d'être engagée.

A peine arrivés sur la rive droite, Maurice et Ferdinand, avec la cavalerie légère, chargent les Saxons, les dispersent bientôt, et les poursuivent à travers la plaine. L'Empereur tout joyeux de cet heureux début, a oublié toutes ses souffrances. Jamais il ne s'est senti plus fort et plus dispos. Et pourtant, il est sur pied depuis quatre heures du matin, insensible aux injures de l'air, aux brouillards du matin. L'Électeur, dans son camp, à deux lieues de là, assistait paisiblement au sermon, quand on vient lui annoncer l'ennemi. Il ne peut pas croire que l'Empereur ait passé le fleuve, qu'il soit là, à une heure de lui, et qu'il ne reste plus de choix qu'entre deux partis, fuir ou combattre. Avec sa cavalerie, il pourrait encore atteindre Wittemberg, et échapper à l'ennemi; mais il ne veut pas déshonorer ses cheveux gris par une lâcheté : il tourne le dos à Wittemberg, et revient sur Mühlberg, rejoindre son infanterie, et partager ses chances de perte ou de salut.

Mais bientôt les fuyards qu'il rencontre lui confirment ces tristes nouvelles : le fleuve est franchi, les Saxons sont en déroute. Les hussards de Ferdinand se montrent à l'horizon. L'Électeur a cru un moment n'avoir affaire qu'à une avant-garde; il aura bientôt toute une armée sur les bras. Il s'efforce d'abord d'éviter le combat, et repousse deux fois, par une charge vigoureuse, la cavalerie des Impériaux. Mais voyant enfin qu'il n'y a plus à reculer, il fait bonne contenance, et range son armée en bataille. Appuyé sur un bois épais, il place au centre les débris de son infanterie, sa cavalerie et son artillerie sur les deux ailes. A peine compte-t-il quatre mille fantassins et deux mille chevaux, avec vingt canons,

et il a trente mille hommes en face de lui. Accepter la bataille avec des troupes découragées, contre un ennemi quatre fois supérieur en nombre, c'est s'exposer à une perte certaine. Il le sait, et pourtant il n'hésite pas. C'est une cause sainte qu'il défend, et Dieu ne lui demande pas de vaincre, mais de mourir pour elle.

La bataille commence enfin, à quatre heures du soir. Le feu des Saxons, mal dirigé, produit peu d'effet. La grosse cavalerie des Impériaux, sous la conduite d'Albe et de Maurice, engage le combat avec résolution. La cavalerie saxonne résiste avec courage, soutenue par l'exemple de l'Électeur, toujours hésitant avant l'action, toujours calme et décidé en face du danger. Mais en voyant s'étendre devant eux les longues lignes des Impériaux, les Saxons, effrayés de leur petit nombre, se sentent déjà vaincus. Les hussards hongrois de Ferdinand ont pénétré dans le bois, et se montrent sur leurs derrières. Leurs longues lances, leurs cris sauvages frappent les Saxons de terreur. La cavalerie se débande la première. L'infanterie la suit bientôt, et jette ses armes pour mieux courir. Ce n'est plus un combat, mais une déroute, et bientôt une boucherie. Douze cents cadavres couvrent le terrain, les prisonniers sont plus nombreux encore, et l'on compte à peine cinquante impériaux tués. Ainsi succombe, presque sans lutte, la liberté religieuse de l'Allemagne à Mühlberg, comme la liberté politique de l'Espagne a succombé à Villalar. On dirait que c'est la destinée de toutes les nobles causes de périr sans avoir été défendues. Mais des deux libertés, la plus sainte, on le verra bientôt, n'a pas péri sans retour.

L'Électeur, abandonné de ses soldats, dont il n'a pas voulu partager la fuite, reste seul, et court les plus grands dangers. Un Hongrois l'attaque corps à corps; après une lutte désespérée, il va le tuer, car Jean-Frédéric ne veut se rendre qu'à un Allemand; mais un officier de Maurice arrive à temps pour lui sauver la vie. On le conduit, tout saignant d'une blessure à la bouche, au duc d'Albe d'abord, puis à l'Empereur. Au milieu d'un désastre aussi rapide, aussi imprévu, à la merci d'un ennemi irrité, les seuls mots qui lui échappent sont ceux-ci : « Mon « Dieu, me voici à ta disposition. Aie pitié de moi, « Dieu fidèle! »

Il faut rendre justice à Charles-Quint : dans toute cette campagne de Saxe, il a été admirable, de promptitude, de décision, de prévoyance, de courage. Il a eu toutes les parties d'un grand général; mais il lui manque celle qui fait les héros, la magnanimité. Le cœur chez lui n'est pas au niveau de l'esprit. Il sait vaincre comme Jules César, mais il ne sait pas pardonner. On lui amène l'Électeur blessé, au moment où, tout échauffé de son succès, il revient de poursuivre les fuyards, à travers la plaine toute jonchée d'armes et de cadavres. Le prisonnier voulait descendre de cheval; Charles ne le permit pas : « Eh « bien, lui dit-il d'un ton de triomphe insultant, me « reconnaissez-vous à présent pour empereur? — « Gracieuse Majesté, répondit Jean-Frédéric, je suis « votre prisonnier; mais j'espère être traité en prince. « — Je vous traiterai, répondit durement Charles- « Quint, comme vous m'avez traité vous-même. » Ferdinand ajouta quelques railleries amères, peu séantes envers un ennemi vaincu. L'évêque d'Hil-

desheim, présent à cette scène, « ne voudrait pas « pour deux cents ducats, ne pas y avoir assisté. »

La nuit est déjà venue quand Maurice revient à son tour de la poursuite, animé, triomphant. Il est resté vingt heures à cheval, sa vie a été cent fois en danger... Mais qu'importe? son cousin est battu et prisonnier; de ce moment seulement, Maurice se sent Électeur. Sa couronne électorale n'est pas trop payée de la ruine du parti protestant! Quant à Jean-Frédéric, il est calme et serein. Vaincu même, il sait que son Dieu est toujours avec lui, et se sent heureux d'avoir à souffrir pour sa cause. Un instant, il est inquiet, non pas pour lui, mais pour son fils. Mais il apprend que celui-ci, légèrement blessé, est en sûreté dans Wittemberg, et il lui semble qu'il n'a rien perdu, puisque son fils est sauvé.

Il faut lire dans les historiens espagnols, dans Sandoval surtout, le récit de cette bataille. Le ciel n'a pas assez de prodiges pour annoncer la victoire des champions de la foi. Le gué où Charles-Quint a passé, ne se retrouve plus le lendemain. Un aigle a plané sur sa tête, comme sur celle d'Alexandre au Granique, pendant qu'il traversait le fleuve. Enfin le soleil s'est montré ce même jour, taché de sang, à Mühlberg, en Italie et en France; s'il ne s'est pas arrêté tout court, comme aux jours de Josué, il est du moins monté sur l'horizon plus haut qu'il n'eût dû le faire à cette époque de l'année.

Le lendemain de la bataille, l'Empereur, sans perdre un jour, se dirige sur Wittemberg, ville fortifiée, résidence des électeurs de Saxe; mais Sibylle de Clèves, femme de Jean-Frédéric, a su inspirer aux habitants sa détermination, et la ville lui ferme

ses portes. Le comte de Mansfeld, qui tient encore la campagne pour l'Électeur, s'empare d'un convoi de vivres et de munitions amené par Maurice. Le siége menaçait de traîner en longueur. Voici l'expédient qu'invente Charles-Quint, pour fléchir la résolution de Sibylle : par ses ordres, un conseil de guerre s'assemble, présidé par l'impitoyable duc d'Albe. Des officiers espagnols et italiens prononcent sur le sort d'un prince de l'Empire. Aucune des formes tutélaires de la constitution n'est respectée dans cet odieux procès. L'Électeur est condamné à mort, comme il a été mis au ban de l'Empire, par la seule autorité de l'Empereur. La sentence doit être exécutée sur un échafaud élevé en rase campagne. Cette sentence fut-elle sérieuse? On a peine à le croire, malgré l'acharnement du confesseur et du parti romain, qui demandaient hautement la mort d'un hérétique et d'un rebelle. L'Électeur, lorsqu'on vint lui signifier son arrêt, était à jouer aux échecs avec Ernest de Brunswick, fait prisonnier avec lui. Mais la paix de cette âme sereine n'en fut pas un instant troublée : « J'avais espéré, dit-il, « que Sa Majesté Impériale me traiterait avec plus « de douceur; mais si la chose est sérieuse, on n'a « qu'à me le déclarer, afin que je règle le sort de « ma femme et de mes enfants » ; et reprenant sa partie interrompue : « Vous allez être mat, dit-il à son « adversaire, plus troublé que lui; prenez garde à « votre jeu. »

L'Électeur de Brandebourg, en apprenant la victoire de Charles à Mühlberg, était accouru auprès de lui, pour en obtenir la vie de l'Électeur. Maurice, qui y sentait son honneur engagé, joignit ses instances

aux siennes. L'Empereur se fit prier longtemps avant de céder; mais son but était atteint : Sibylle, en voyant menacés les jours de son mari, ne songeait plus qu'à les racheter à tout prix; elle se déclara prête à rendre Wittemberg. Mais l'Empereur fit payer cher au condamné la vie qu'il lui laissait. Sur un point seulement, l'Électeur fut intraitable : Charles exigeait qu'il se soumît à tout ce que le concile ordonnerait en matière de religion; le prisonnier s'y refusa obstinément, quelles que fussent pour lui les conséquences d'un refus. Sa résolution était inflexible, et le tout-puissant César fut obligé de plier. Les conditions n'en furent que plus dures : Jean-Frédéric, satisfait d'avoir vaincu sur le seul point vraiment sérieux pour lui, finit par les accepter toutes. Les instances de sa femme et de ses enfants, qui croyaient tout gagné s'ils rachetaient sa vie, le décidèrent à céder. Voici ces conditions : renoncer à l'électorat, pour lui et ses enfants; livrer Wittemberg et Gotha; rendre la liberté sans rançon à Albert de Brandebourg; renoncer à tous droits sur Magdebourg et Halle, et à toute alliance contre l'Empereur et le roi des Romains. Enfin abandonner tous ses biens à Ferdinand et à Maurice, à charge pour ce dernier de lui faire une pension de 50 mille écus d'or, outre 100 mille écus une fois payés à ses enfants. A ce prix, Charles daignait faire à l'Électeur grâce de la vie; mais il resterait son prisonnier, aussi longtemps qu'il plairait à l'Empereur, et ses enfants recevraient de nouveau, comme fiefs de l'Empire, tous les biens que la clémence de César voudrait bien leur laisser.

Malgré cette capitulation, Wittemberg refusait de se rendre, sans l'ordre exprès de son souverain.

cteur n'hésita pas à le donner; la ville se sou-
ıais en stipulant qu'aucun soldat étranger
it dans ses murs. L'Empereur en donna sa
et la tint : les troupes de Maurice furent
les chargées d'occuper Wittemberg, et la garnison en sortit avec les honneurs de la guerre. Quelques soldats espagnols allèrent, dit-on, danser sur le tombeau de Luther. On pressait l'Empereur de faire déterrer son cadavre, et de jeter ses cendres aux vents : « Non, dit-il, je fais la guerre aux vivants, « et non pas aux morts. Laissons ses os reposer en « paix ; il a déjà trouvé son juge. » Il accueillit gracieusement l'Électrice, dont il honorait le courage, et lui permit de passer huit jours avec son époux ; mais, malgré toutes ses instances, elle ne put obtenir sa liberté qu'elle lui demandait à genoux. Depuis plusieurs jours, aucun service divin n'avait été célébré dans Wittemberg. L'Électrice s'en plaignit à l'Empereur, qui répondit « que le fait avait eu lieu « sans ses ordres, et qu'en matière de religion, il « n'avait pas l'intention de rien changer. »

S'il faut en croire un auteur allemand (Salig, *Histoire de la Confession d'Augsbourg*, t. II, liv. 5, chap. 1), Charles-Quint, retiré à Yuste, se serait vivement reproché la manière dont il avait traité l'Électeur de Saxe. Un jour, dit-on, regardant un tableau de la bataille de Mühlberg, il aurait laissé échapper ces mots, qui nous éclairent peut-être mieux que bien des commentaires sur les secrets motifs de son abdication : « Si j'avais laissé cet « homme à sa place, je serais aussi demeuré à la « mienne. »

Restait à régler le compte de Charles avec le

Landgrave. De résistance, il n'en était plus question. Mühlberg semblait avoir anéanti le parti protestant, dont Philippe n'était que le bras, et l'Électeur la tête. Maurice, gendre du Landgrave, et Joachim de Brandebourg, son ami, s'entremirent activement auprès de l'Empereur pour obtenir son pardon. Le Landgrave, à la prière de Maurice, vint même à Leipzig, pour être plus à portée de traiter. Mais Charles-Quint se montra implacable : il exigea que le Landgrave se livrât à sa merci (*zu Gnade und Ungnade*), avec toutes ses places fortes et son artillerie : « J'aime mieux qu'on me tue sur-le-champ, « comme un chien enragé, » s'écrie Philippe révolté, et il quitte sur-le-champ Leipzig. Mais à bout de ressources, sans vivres, sans argent, presque sans soldats, il s'abat bientôt sous le sentiment de son impuissance. Ce n'est plus ce courage indompté, cet esprit actif et impétueux qui faisaient de lui l'homme d'action de la ligue. Ballotté entre les résolutions les plus extrêmes, tantôt il veut recommencer la guerre, tantôt demander pardon à l'Empereur. A l'inverse de l'Électeur, plus calme, plus confiant en Dieu dans la mauvaise fortune que dans la bonne, Philippe, en retombant sur lui-même, ne trouve plus d'appui ; son courage n'est qu'une affaire de tempérament, tandis que celui de l'Électeur repose sur d'inébranlables convictions. Sa force lui vient d'en haut, et elle se retrempe sans cesse à la source d'où elle descend.

Il échappe au Landgrave de dire, en cheminant tristement à côté d'un conseiller de Maurice, que « si on lui laissait seulement une de ses forteresses « et la liberté de retourner dans ses États, il consen-

« tirait à traiter. » Les deux Électeurs se hâtent de reporter cette parole à l'Empereur; mais sa décision est arrêtée depuis longtemps : il veut « que Philippe « se livre à sa merci, sans conditions, et il et ne « consent à lui faire grâce que de la mort et de la « *captivité perpétuelle.* » Les princes consentent provisoirement à traiter sur ces bases ; car la requête, adressée par eux à Charles le 2 juin, porte que « le « châtiment du Landgrave ne tournera ni à peine « corporelle, ni *à perpétuel emprisonnement.* » Le 6 juin, Philippe écrit encore « qu'il ne se soumettra « jamais aux conditions inhumaines de l'Empereur « (*unmenschliche Dinge*), et que la France le sou- « tiendra. » Mais le même jour, il reçoit la capitulation, datée du 4, que les princes lui envoient, comme résultat de leurs discussions avec l'Empereur et ses ministres. Il n'y est plus question de captivité, ni temporaire, ni perpétuelle. La plupart même des articles impliquent la liberté du Landgrave. Les princes y donnent d'eux-mêmes toutes les garanties qu'il peut désirer; ils vont au-devant de toutes ses méfiances. Ils ont exigé pour lui un sauf-conduit, qui a été promis par Granvelle. Enfin, par un luxe de précautions qui atteste leur confiance dans la bonne foi de l'Empereur, les deux Électeurs n'hésitent pas à garantir à Philippe sa liberté et sa sûreté personnelle, jusqu'à ce qu'il soit rentré dans ses États[1]; ils s'engagent même, si cette promesse est violée, à se remettre eux-mêmes au pouvoir de ses enfants.

Voici les conditions ; plus humiliantes, elles sont moins dures que celles de l'Électeur : « Le Land-

1. « Frei, sicher, ehrlich, ungefährlich Geleit, ab und zu, bis wider in seinen Gewahrsam. »

grave mettra sa personne et ses États au pouvoir de l'Empereur, et lui demandera pardon à genoux. Il renoncera à toute ligue où ne seraient pas compris l'Empereur et son frère, et ordonnera à tous ses sujets de mettre bas les armes. Il paiera, pour les frais de la guerre, 150 mille écus d'or. Sauf Cassel et Ziegenheim, toutes ses forteresses seront démolies, toute son artillerie enlevée. Il remettra en liberté Henri de Brunswick et son fils, et lui restituera tous ses domaines. Ses fils, sa noblesse et les États de Hesse ratifieront toutes ces conditions. S'il ne les observe pas, les deux Électeurs et son autre gendre, le Palatin de Deux-Ponts, se chargeront de l'y contraindre. »

Dans tout ceci, on le voit, pas un mot de prison. Il est bien entendu que le Landgrave doit retourner dans ses États, puisqu'on lui trace des règles de conduite, et à ses sujets envers lui. Philippe débat ces conditions, en modifie quelques-unes, et finit par les accepter. Le chancelier Granvelle lui expédie le sauf-conduit qu'on lui a promis. En somme, il est bien mieux traité que l'Électeur; car il garde ses États tout entiers, et sa liberté, il le suppose du moins. Il est vrai qu'il n'a pas été pris, comme Jean-Frédéric, les armes à la main; mais il a tiré l'épée contre son souverain, et Charles n'est pas homme à l'oublier.

La position des deux médiateurs est donc contradictoire : à l'Empereur, ils ont concédé la prison temporaire; à Philippe, ils ont garanti sa liberté, aux dépens même de la leur. La mauvaise foi de leur part ne peut pas se supposer, car dans quel intérêt auraient-ils trompé, l'un son beau-père, l'autre son

allié? L'Empereur, au contraire, en usant de ruse, ne sort pas trop, ce nous semble, des habitudes de toute sa vie. Il a un immense intérêt à tromper les princes, et par eux le Landgrave, car il veut à tout prix l'avoir en sa possession, et eux seuls peuvent le lui amener.

Mais les princes connaissent Charles; il ne pardonne guère, quand il est le plus fort, et qu'il tient son ennemi dans ses mains. Son christianisme ne va pas jusque-là. En le quittant, ils osent lui demander, avec quelque inquiétude, « si c'est sa sérieuse intention de ne pas aggraver la capitulation? » Mais Charles se tient pour offensé, et répond sèchement que « ce n'est pas son usage de maltraiter personne « plus que les traités ne lui en donnent le droit. » Vainement son frère, plus mesuré que lui, l'avertit que « le Landgrave ne se doute de rien, qu'il prenne « garde de le pousser au désespoir, et d'irriter les « Électeurs; » Charles sait que l'occasion une fois perdue ne se retrouverait plus, et il ne veut pas la laisser échapper. L'Allemagne tout entière se mettrait en travers, qu'il ne céderait pas!

Le Landgrave, après avoir consulté ses États, quitte la Hesse, avec une escorte de cent cavaliers. En partant, il laisse à ses fils l'engagement pris par les princes de se mettre à leur disposition si l'Empereur manquait à sa parole. Sans doute la démarche qu'il va faire coûte à son orgueil; mais il ne craint pas pour sa liberté; il l'a achetée par assez de sacrifices. Tout est réglé d'avance; dans six ou huit jours au plus, il sera de retour du camp impérial; ruiné, humilié sans doute, mais libre de sa personne, et en possession de ses États.

Le 18 juin, le Landgrave arrive à Halle avec les deux Électeurs, qui sont allés au-devant de lui jusqu'à Naumbourg. Son premier soin, en arrivant, est d'entendre une prédication. Le 19, de grand matin, on lui porte à signer la capitulation. Les conseillers impériaux y ont ajouté, sans en avertir ni les princes, ni lui, « que l'Empereur se réserve le droit d'interpréter les articles. » Le Landgrave se récrie vivement contre cette clause suspecte, qui n'existait pas dans la première copie. Le chancelier s'excuse sur une faute du copiste, et consent, non sans peine, à l'effacer. Mais l'Empereur exige encore de Philippe l'engagement de se soumettre aux décrets du concile de Trente. Après de longs débats, le prince s'y résigne, mais seulement dans la même mesure où les deux Électeurs s'y sont soumis. Cette instance de Granvelle, cette insertion perfide glissée dans l'acte au dernier moment, n'annonçaient rien de bon; on pouvait tout attendre d'un prince qui autorisait chez ses ministres l'emploi de pareils moyens.

L'heure de l'audience était venue : l'Empereur attendait le Landgrave sur un trône élevé, dans toute la pompe de la majesté impériale, entouré des officiers de sa maison, des députés des villes et des États, et de tous les princes de l'Empire, dont le plus fier allait maintenant fléchir le genou devant lui. Un vainqueur plus généreux aurait pardonné à huis clos, et épargné à son ennemi abattu l'humiliation de tous ces regards attachés sur lui; mais Charles n'aurait pas cru son triomphe complet, s'il n'avait pas l'Allemagne pour témoin. Le Landgrave, vêtu de noir, entra dans la salle, entre les deux Électeurs. Le frein de la nécessité avait dompté cette fougueuse

nature; sa physionomie semblait sereine; on le vit même sourire à ses deux compagnons. Il s'approcha lentement, jusqu'au pied du trône, et s'agenouilla devant l'Empereur. On comprendra ce qu'il dut souffrir, quand son œil rencontra celui de son mortel ennemi, Henri de Brunswick, hier son prisonnier, aujourd'hui le témoin de son abaissement. Le chancelier de Hesse, à genoux comme son maître, lut un acte d'excuse (*Abbitte*), où le prince, dans les termes les plus humbles, reconnaissait ses torts envers l'Empereur. Le vice-chancelier de l'Empire lut la réponse de César, dont le langage hautain tranchait avec l'humilité du Landgrave; mais le murmure d'une vaste assemblée couvrit presque constamment la voix du lecteur.

Le chancelier hessois remercia l'Empereur au nom de son maître. Celui-ci s'attendait à ce que Charles-Quint, qui n'avait pas encore dit un mot, l'inviterait à se relever, et lui tendrait, suivant l'usage, sa main à baiser; mais l'Empereur, toujours muet, se retourna d'un autre côté, et se prépara à quitter la salle. Le Landgrave, humilié, irrité à la fois, se releva avant que personne l'y eût invité. Ainsi se termina la cérémonie, sans qu'une parole eût été échangée entre ces deux hommes, plus séparés que jamais après leur réconciliation. Tout ce qui, dans l'assemblée, portait un cœur allemand, se sentit froissé, dans la personne du Landgrave, par cet insultant cérémonial. Chacun s'indigna tout bas de voir un des princes de l'Empire, condamné sans procès, et forcé de venir, comme un criminel, demander à deux genoux sa grâce, que César ne daignait pas même lui accorder de vive voix.

Mais ni l'Allemagne, ni le Landgrave ne connaissaient encore Charles-Quint tout entier. Après la cérémonie, le duc d'Albe avait invité Philippe à souper au château avec les deux Électeurs, et tous trois avaient accepté. Le repas fut assez gai : le Landgrave, qui croyait avoir bu le calice jusqu'à la lie, y figura en joyeux convive. La veillée se prolongea tard. Le Landgrave jouait aux échecs avec un des conseillers impériaux, lorsqu'un bruit de voix, dans la salle voisine, attire son attention. Il prête l'oreille : c'est Maurice qui se dispute avec le duc d'Albe et Granvelle, Maurice, qui vient d'apprendre que son beau-père n'est pas libre de sortir, et qu'il restera prisonnier au château, sous la garde du duc. Le fait, du reste, n'a rien qui doive étonner, c'est la façon d'agir des Espagnols avec leurs ennemis : c'est ainsi que Gonzalo de Cordova, par ordre *du roi catholique*, a jadis arrêté, après boire, le trop fameux César Borgia ; c'est ainsi que ce même duc d'Albe, seize ans plus tard, dans les Pays-Bas, fera prisonniers, à la suite d'un festin, les comtes d'Egmont et de Horn.

Le Landgrave, se laissant aller à toute la violence de son caractère, se livre, contre les ministres, contre l'Empereur lui-même, aux transports d'une rage impuissante. Maurice et Brandebourg, qui se sont portés garants de la bonne foi de Charles, éclatent en violents reproches. Les conseillers essaient de justifier leur maître, et affirment qu'il n'a fait qu'user des droits que lui donne la capitulation. Alors s'explique enfin l'équivoque, ménagée à dessein dans l'acte de pardon. « L'Empereur, disent les conseil-« lers, n'a jamais promis d'exempter le prince que

une captivité perpétuelle (*ewiger*) et non de
ute captivité (*einiger*), et les deux mots ont été
is l'un pour l'autre par ceux qui écoutaient. »
irice, indigné de ce lâche subterfuge, déclare au
d'Albe « que, dans la loyale Allemagne, de
ureilles scélératesses ne sont pas de mise. » Bran-
ourg tire même l'épée, dit-on, contre le chan-
er Granvelle, et veut lui fendre la tête. Mais,
dant la discussion, un capitaine espagnol était
ré avec cent arquebusiers. Le Landgrave dut se
gner, bon gré mal gré, et passer la nuit au châ-
u, avec Maurice qui ne voulut pas le quitter.
e lendemain, il faisait à peine jour, que les deux
cteurs courent chez l'Empereur : ils le somment
tenir sa parole, de rendre la liberté à son prison-
r. Mais son thème est fait : « Il a usé de ses droits
t rien de plus ; il tiendra ce qu'il a promis ; il
'infligera pas au prince une prison perpétuelle;
nais il se considérera comme offensé, si l'on doute
e sa parole d'empereur. Enfin, si le Landgrave
emplit tous ses engagements, lui, Charles, rem-
lira aussi les siens, et se conduira de manière à
e que les princes soient contents de lui. » Voilà
it ce que les Électeurs purent tirer de lui, malgré
plus pressantes instances. L'Empereur partit
suite pour Naumbourg ; les princes l'y suivirent,
Charles, lassé de leurs importunités, finit par les
enacer, si on ne le laissait pas en repos, d'envoyer
prisonnier en Espagne. L'Électeur et le Landgrave,
i'il fallut transporter de force dans le chariot,
aient été conduits à Naumbourg, sous la garde
une compagnie de soldats. Là ils furent séparés, et
rivés de la joie de partager une prison ensemble.

Charles, en voyant le Landgrave, laissa tomber avec un amer sourire, ces mots que l'histoire a recueillis : « Voilà donc comme Dieu peut abaisser les princes ! » Mots bien peu chrétiens, pour un roi si catholique, et que le Landgrave, cinq ans plus tard, pourra à son tour lui adresser à Innsbruck.

L'Europe fut unanime à flétrir la basse perfidie dont l'Empereur avait usé envers un ennemi désarmé. Nous en avons pour garant le grave de Thou[1], qui rejette surtout la faute sur Granvelle. Mais l'ambassadeur de Venise, Mocenigo, accuse nettement Charles « d'avoir dupé le Landgrave et les deux « Électeurs, en usant de paroles équivoques ; car « ceux-ci avaient eu le tort de ne pas exiger que tout « fût écrit[2]. » Sur l'expédient auquel aurait eu recours ce grand maître en fourberie, sur la confusion ménagée à dessein entre ces deux mots si ressemblants, *ewig* et *einig*, il peut rester quelques doutes; il n'en reste pas sur ces deux faits : le Landgrave comptait rester libre après son pardon, et les deux Électeurs le lui avaient promis de bonne foi. Que le vainqueur de Mühlberg se soit abaissé à une pareille fraude, on s'en étonne, sans doute, et l'on voudrait pouvoir en douter ; mais qu'on passe en revue toutes ses transactions avec les protestants, qu'on se rappelle la manière dont il a traité le pape et le roi de France prisonniers, et dans ce mélange de dureté et

1. « Quod improbitati Atrebatensis (l'évêque d'Arras) præcipue tributum est, hominis callidi, qui, litterulæ unius inversa forma, intercessores, ipsumque adeo Hessum deceperit. » (L. IV, p. 77.)

2. « È fama che la profession sua sia di negoziare piu tosto astutamente che realmente. Molti giudicano che per arte sua sia ingannato Landgravio..... e che usò coi duo Elettori parole equivoche, non essendo seguita scrittura. »

ɔses, on ne verra rien que de conforme à l'en-
ɔle de son caractère et des actes de sa vie.

ne restait plus à l'Empereur qu'à recueillir les
s de sa victoire : il le fit avec l'âpreté qu'il met-
d'ordinaire à user de ses avantages, et à tirer de
ɔrtune plus qu'elle ne voulait lui donner. Les
teurs, jaloux de dégager leur parole et de mettre
rles en demeure de tenir la sienne, s'employèrent
ɔut leur pouvoir à faire acquitter au Landgrave
ses engagements. Philippe, cédant à leurs in-
ces, fit raser ses forteresses, livra son artillerie,
puisa la Hesse pour payer en quinze jours sa
;on. Les deux princes espéraient ainsi faire réa-
· à l'Empereur cette vague promesse qu'ils lui
ent arrachée; mais ils le trouvèrent inflexible.
Landgrave, dépouillé et ruiné, n'en demeura pas
ns en prison. Mais un amer levain de haine
ıassa depuis lors dans l'âme de Maurice et de
s les princes allemands[1].

Charles, de ce moment, est maître de la situation.
secours lui viennent de toutes parts, dès qu'il
n a plus besoin. La résistance a cessé partout,
f sur deux points : la Bohême et le nord de la
:e. Mais la Bohême, atteinte à Mühlberg du
me coup que l'Électeur, n'attend pour se sou-
ttre que la présence de son roi. Déjà l'élite de sa
blesse s'est empressée de répondre aux offres de
rdon de Ferdinand, qui désire éviter la guerre.

. Je me suis borné, dans ce récit, au simple exposé des faits, tels
ils m'ont apparu après un examen approfondi. On trouvera aux *Pièces
tificatives*, n° 4, des extraits des pièces officielles et de la correspon-
ıce de l'Empereur avec son frère. J'y traiterai à fond la question de
oir si l'Empereur a pu ignorer, comme l'affirme Ranke, la fraude de ses
ıistres, ou si, comme le veut Bucholz, ce sont les deux Électeurs qui
; volontairement trompé le Landgrave.

Mais la résistance s'est cantonnée dans Prague, où vivent encore les souvenirs de Ziska et de Jean Huss. Les Bourgeois et les paysans, qui y affluent, refusent d'imiter l'exemple de la noblesse. Ferdinand, bien malgré lui, est obligé de commencer le siége. Mais Prague avait trop présumé de ses forces, sinon de son courage. Ferdinand et son armée n'étaient que l'avant-garde de celle de Charles-Quint, et que pouvait une ville contre un empire? Le 7 juin, Prague ouvrit ses portes à son souverain. Ferdinand, dans toute la pompe de la royauté, reçut dans la grande salle du Hradschin, tous les ordres de l'État. Les députés, au nombre de plus de trois cents, vinrent à genoux devant lui, comme le Landgrave devant Charles-Quint, implorer leur pardon. Ils ne l'obtinrent qu'à des conditions presque aussi dures. La Bohême, jusque-là, avait joui de l'anarchique liberté d'une royauté féodale. Le pouvoir royal y était à la fois limité par les priviléges de la noblesse et par les chartes des cités. Toutes ses franchises lui furent enlevées dans ce jour d'abaissement, dont la Saxe devait se relever, mais la Bohême jamais. Les libertés religieuses périrent en même temps que les libertés politiques. L'exil ou la mort des chefs de l'insurrection, le désarmement des milices, enfin des taxes énormes, telle fut la rançon d'or et de sang que la Bohême dut payer.

On dirait que les deux frères luttent ensemble à qui exploitera le plus durement son triomphe : pendant que Ferdinand rançonne la Bohême, Charles en fait autant de la Saxe. Il va de ville en ville, écrasant partout les derniers débris de la ligue, rasant ses forteresses, vidant ses arsenaux. Il réunit ainsi cinq

ɔièces d'artillerie, chiffre qui donne une haute
es ressources de la ligue; il les disperse dans
es États, en Espagne, en Italie, dans les Pays-
ɔmme des trophées de sa victoire. On estime à
,000 florins la somme qu'il arrache ainsi aux
s et aux villes qui ont pris les armes contre
loux des succès de son frère, Ferdinand ré-
aussi sa part des dépouilles. Sous le nom d'in-
té de guerre, il extorque de nouvelles contri-
ıs à Ulm et à Augsbourg, les deux capitales du
tantisme dans le midi. Il songe même à enle-
ı duc de Wurtemberg ses États, comme à un
rebelle, et proteste ainsi contre le pardon que
a acheté à son frère. Les princes ecclésiasti-
le cardinal d'Augsbourg et l'évêque de Trente,
voir eu leur part de la lutte, veulent l'avoir
e succès, et accourent à la curée du protestan-
aux abois.
sainte cause de l'Évangile est donc partout
e; les vieilles libertés germaniques sont fou-
ux pieds. Les vains ménagements de Charles
:rompé personne. Chacun sait que, sous le nom
lecteur et du Landgrave, c'est la Réforme qu'il
cue, et qu'il a voulu vaincre. Ses deux chefs
n prison. Les villes dont la ligue avait fait son
ier général, Ulm, Augsbourg, ont reçu dans
murs garnison espagnole. Une soldatesque
nte vit à discrétion dans les campagnes; elle
pier par mille insultes aux habitants désarmés
ne d'avoir voulu recevoir leur salut des mains
: du Sauveur, sans l'intermédiaire d'un prêtre.
es, en promenant ses regards sur l'Allemagne,
oit que des consciences qui s'inclinent devant

lui. Il n'est plus qu'un coin de cette vaste Allemagne, oublié sur les bords de la Baltique, où l'unité de croyance n'ait pas encore été rétablie. C'est le nord du Hanovre et de la Saxe, dans cette région plate et fertile qui s'étend de Magdebourg à Brême, et de l'Elbe au Weser. Là se trouvent des villes riches, puissantes par leur commerce, mais surtout par leur foi. Dans ces *cités de refuge* s'est retranchée la nationalité allemande. C'est sa dernière halte dans cette lutte inégale, où reculant toujours, elle s'est enfin adossée à la mer, pour tenir tête à l'ennemi.

Charles a l'œil ouvert sur le danger : il sait que, si la soumission est contagieuse, la résistance ne l'est pas moins. L'Allemagne est à genoux, mais elle peut se relever. Déjà quatre villes, Magdebourg, Brême, Lubeck et Hambourg, ont osé ressusciter la ligue de Smalkalden contre le vainqueur de Mühlberg. Noble spectacle donné au monde que celui de ces quatre villes isolées, sans autre allié que Dieu, sans autre rempart que leur foi ! Un instant Charles songe à aller assiéger lui-même Magdebourg, la plus forte des quatre; celle-là soumise, il aurait bon marché des autres. Mais il a aussi l'œil sur la France : Henri II, héritier de la haine de son père contre Charles-Quint, essaie de réparer ses fautes, et songe enfin aux protestants. Ses agents viennent recruter en Allemagne, et relever le courage du luthéranisme abattu. Les cités confédérées achètent une armée aux comtes de Mansfeld et d'Oldenbourg. Les débris de l'armée de la ligue se joignent à ce noyau, bien faible encore, d'une armée nationale.

Le danger est donc au nord et au midi en même temps. L'Empereur, qui s'est cru sûr de sa victoire,

voyé une partie de ses troupes, et a donné
e à son frère. Trop pressé de se rapprocher de
ance, pour surveiller ses mouvements, Charles
net ici une faute, la première et la seule de toute
campagne, modèle d'habileté et de conduite.
teint l'incendie, il néglige d'en étouffer les der-
s étincelles. Au lieu d'écraser lui-même les cités
les, il croit faire assez pour la prudence en lan-
contre elles un des enfants-perdus du parti
lique, le duc Erich de Brunswick. Erich, à la
le trente mille hommes de troupes régulières,
ésente sous les murs de Brême, en exécuteur
autes œuvres de la justice impériale. Il a promis
soldats le pillage de cette riche cité. Il croit que
ésence suffira pour en faire ouvrir les portes. Il
nace, si elle s'y refuse, de ne pas laisser debout
eule de ses maisons, ni vivant un seul de ses
ants.

noble cité, se fiant à la force de ses murailles,
Dieu qui la soutient dans sa résistance, refuse
soumettre. Erich commence le siége; mais les
s abondent dans la place; les villes voisines
ent toutes des renforts. Hambourg garde l'Elbe,
ême le Weser, deux des artères de l'Allemagne.
illerie du duc foudroie les murs pendant six
ines, sans pouvoir ouvrir une brèche. Il essaie
ain de détourner, à force de bras, le cours du
r, qui fait la force de la ville. Dans les engage-
s qui ont lieu chaque jour, les habitants ont
urs l'avantage. Tout d'un coup, le duc apprend
l'armée levée par les cités a envahi son terri-
, qu'elle y a tout mis à feu et à sang, et qu'elle
nd le long du Weser pour le prendre à revers.

Le duc se hâte de lever le siége, et se retire en dévastant tout le pays.

L'armée protestante se réunit aux défenseurs de Brême, et poursuit l'ennemi fugitif, sans lui donner un instant de relâche. Erich s'arrête enfin dans une forte position, près de Drachenborg; là, se fiant à la fortune de son maître, il accepte la bataille, bien qu'une partie de son armée ait pris un autre chemin. Il n'a guère devant lui que des bourgeois, des laboureurs, étrangers au maniement des armes; mais ils ont ce qui manquait aux Saxons à Mühlberg : ils sont décidés à mourir pour leur foi. Le drapeau de la Réforme s'est relevé; les mains roturières qui le portent le tiendront plus ferme que les nobles mains qui l'ont laissé tomber. Les pasteurs, comme Zwingli à Cappel, ont suivi leurs ouailles sur le champ de bataille; ils les exhortent à mourir sans regret pour la cause de l'Évangile.

Trois fois l'armée protestante tombe à genoux, pour prier et entonner un cantique, avant de marcher à l'ennemi. Mais s'ils s'agenouillent, ce n'est pas pour demander grâce, comme l'ont cru leurs ennemis, c'est pour se relever plus affermis. Ils n'ont pas d'artillerie; qu'importe? Ils s'élancent avec tant de rage sur les Impériaux, que les canonniers n'ont pas le temps de recharger leurs pièces. Rien ne peut résister à cette attaque furieuse. L'ennemi, enfoncé, rompu de toutes parts, se disperse et fuit, en laissant derrière lui quatre mille morts et presque autant de prisonniers. Les bagages, l'artillerie du duc tombent entre les mains des vainqueurs. Étrange caprice de l'histoire qui parle si haut de Mühlberg, parce que des princes et un empereur y ont combattu, et qui

e à peine dire un mot de cette journée de Dra-
›org, parce qu'elle n'a eu pour acteurs que des
ns et des bourgeois! Sans doute cette journée
ıs décidé, comme l'autre, des destinées de l'Al-
;ne et de la Réforme; mais elle n'a pas moins
ortance peut-être : c'est le premier temps d'ar-
ıns la fortune du César allemand; c'est le point
nant où, après avoir monté si longtemps, elle
ıence à descendre.

CHAPITRE II.

LE CONCILE DE TRENTE: L'INTERIM.

[1545 A 1548.

Entraîné par la marche rapide des événements, en Allemagne, nous n'avons pas voulu l'interrompre pour suivre la marche plus lente du concile qui se réunit à Trente. Et cependant, c'est là une grande date dans l'histoire du catholicisme : c'est celle de la victoire définitive de la papauté sur l'Église. Humiliée tour à tour par tous les rois de l'Europe, depuis Philippe le Bel jusqu'à Charles-Quint, Rome s'en venge en asservissant les consciences au joug que les rois n'ont pas voulu subir. Toute indépendance dans la pensée, toute individualité dans la foi est désormais bannie. Le dogme est clos, le symbole arrêté pour jamais. Les fidèles et le clergé lui-même n'ont plus qu'à croire et à obéir.

Commençons par constater un fait : le concile de Trente n'est qu'une conséquence nécessaire, un développement logique de la Réforme. Il fait même, à ce titre, partie intégrante de son histoire. Sans Luther et sa doctrine de la *justification*, le concile de Trente n'aurait jamais eu lieu : l'Église n'aurait pas

:i le besoin de serrer ses rangs en face de l'en-
ıi, et de rédiger son symbole. Cette unité, dont
ante si haut le catholicisme, c'est à Luther qu'il
oit; car au XVIe siècle, les mœurs, si relâchées,
clergé romain, l'étaient encore moins que ses
trines. La grande question, celle qui est au fond
outes les autres, la suprématie de la papauté sur
conciles, n'était pas tranchée encore. L'Église,
uis bien des siècles, inclinait dans le sens opposé.
France avait donné, dès saint Louis, le signal de
éaction contre les abus du pouvoir papal. Les
ciles, une fois l'impulsion reçue, se l'étaient
ısmise l'un à l'autre. Une tradition non inter-
ıpue d'indépendance dans l'orthodoxie s'était
out manifestée dans les trois grands conciles du
siècle. Celui de Pise, en 1409, avait ouvert la
; celui de Constance, en 1414-18, y était entré
s résolûment encore : il avait fini ce *schisme d'oc-*
nt qui, depuis trente-neuf ans, scindait la chré-
té en deux; il avait mis au ban de l'Église les
x papes schismatiques, et déposé, comme simo-
que le pape légitime, Jean XXII, pour nommer
place Martin V.

[on content du fait, le concile avait voulu consa-
 le droit : il avait décrété en principe la supério-
des conciles sur le pape, et la périodicité de ces
emblées, qui devaient se renouveler tous les dix
, ou plus souvent encore. Le principe représen-
f, qui se mourait partout ailleurs, ressuscitait
si dans l'Église. Grâce à ces conciles réguliers,
chrétienté allait devenir une sorte de république
lésiastique, dont le pape ne serait plus que le
f nominal, et où l'élection pourvoirait seule à

tous les emplois. Mais ce rêve pieux des Gerson et des Clémengis[1], au moment de se réaliser, avait échoué, par suite de la profonde corruption du clergé. Les pères de Constance avaient étalé sans pudeur aux yeux du monde le spectacle de leur dissolution. L'Église, avant de réformer la papauté, n'avait pas su se réformer elle-même.

Treize ans plus tard, un concile nouveau, sur le refus du pape de le convoquer, se réunit spontanément à Bâle. Eugène IV, après avoir essayé en vain de le tranférer à Bologne, finit par le dissoudre. Les évêques tiennent bon, soutenus par l'Allemagne, et surtout par la France. Le pape, cité à la barre du concile, refuse de comparaître, excommunie les pères de Bâle, et convoque un autre concile à Ferrare. Les pères ripostent, en suspendant le pape de ses fonctions, et se préparent à le déposer. L'Europe se partage entre les deux camps. Mais personne, ni dans l'Église, ni hors de l'Église, n'a osé porter le fer à la racine même du mal. C'est le pape qu'on a frappé, ce n'est pas la papauté. L'impossibilité de réformer une institution vicieuse saute aux yeux, et

1. Gerson, laïque et chancelier de l'université, fut l'âme des conciles de Pise et de Constance. Monarchiste en politique, et républicain en religion, la liberté qu'il ne voulait pas dans l'État, il la voulut et la réalisa dans l'Église. Chrétien fervent et orthodoxe, il fut en même temps un grand légiste et un grand citoyen. Cette vie si pure et si pleine finit au fond d'un cloître. Il est resté de Gerson des traités de théologie mystique, empreints d'une piété douce et exaltée tout à la fois. L'*Imitation de Jésus-Christ* lui a été longtemps attribuée, à tort, ce semble.

Clémengis, recteur de l'Académie de Paris, gallican comme Gerson, publia, avant 1435, son célèbre pamphlet de *corrupto Ecclesiæ statu*. L'affreuse dépravation du clergé y était peinte en traits d'une hardiesse, sinon d'une éloquence égale à celle de Luther. Le succès en fut presque aussi populaire que celui de la *Captivité de Babylone*. Mais, comme tant de courageux censeurs des vices du clergé, Clémengis ne sut que poser les prémisses, il ne sut pas conclure.

l n'ose songer à la jeter bas, pour asseoir l'édifice r une autre base.

La querelle enfin, après huit ans de durée, abou- à la déposition du pape par le concile, qui en mme un nouveau. Le schisme recommence de ıs belle. La chrétienté est déchirée par ce concile ème qui devait lui apporter la paix. Alors le pou- ir séculier ramasse le sceptre spirituel que l'Église la papauté viennent de laisser tomber. La France, nvoque à Bourges, en 1438 et 1440, deux conciles tionaux, semi-ecclésiastiques, semi-politiques, mme ceux des Goths à Tolède. Le roi Charles VII nne à Charles-Quint un exemple, qu'avec toute puissance, celui-ci n'osera jamais suivre. La *Prag- tique sanction* de Bourges ressuscite les vieux ıts de saint Louis, et fonde les libertés de l'Église licane. La France s'empare de ce rôle d'arbitre e les violences des deux partis ont rendu néces- re : elle déclare à la face du monde chrétien 'elle ne reconnaît ni les dépositions, ni les excom- ınications des deux pouvoirs rivaux. Elle demande dissolution des deux assemblées de Bâle et de rrare, et la convocation d'un nouveau concile iversel en France.

La *Pragmatique* reprend ensuite l'œuvre du con- ə de Bâle dans ce qu'elle a eu de durable et d'utile: ə établit la suprématie des conciles sur le pape, ır décennalité, leur puissance constituante. Elle ısacre la libre élection des évêques par les cha- res, des abbés par les moines, sauf le *veto* ervé au pape, en cas d'indignité. Elle redresse abus les plus criants en matière de bénéfices; e interdit les appels à Rome avant qu'on ait épuisé

tous les degrés de juridiction. Enfin elle s'efforce de corriger le scandale des mœurs du clergé, en retranchant un quart de leur revenu aux clercs qui vivent dans le désordre. Mais en même temps, glissant sur cette pente dangereuse où se laissera plus tard entraîner Luther, elle autorise l'intrusion du pouvoir civil dans les choses spirituelles. Elle fonde sur une base illogique la nationalité religieuse de la France; elle reconnaît encore le pape comme chef de l'Église catholique, au moment même où elle vient de rompre les liens de la France avec lui. L'indépendance de l'Église gallicane n'est qu'un rêve; car, en secouant la tutèle de Rome, elle passe sous celle du pouvoir royal; les décrets même des conciles ne sont valables qu'enregistrés par le parlement, sous forme d'ordonnance royale.

Ainsi la royauté française, dès le xv[e] siècle, s'est emparée du rôle que Charles-Quint pourrait jouer au xvi[e], si le cœur ne lui manquait pas. La France, sous Charles VII, a deux fois reconquis sa nationalité, sur les Anglais et sur le saint-père. Au sein même de l'orthodoxie, elle a planté le drapeau de la Réforme; réforme bien incomplète, sans doute, qui pallie le mal, et ne le guérit pas, et émonde à peine où il fallait trancher. Mais enfin, le grand mot de Réforme a été prononcé par un roi et par des prélats orthodoxes. Vaine tentative! l'Église, hélas, qui voulait guérir la papauté, était aussi malade qu'elle. La corruption avait passé du chef dans tous les membres; le corps entier en était infecté. Toutefois, la *Pragmatique sanction*, cette charte religieuse, qui donnait à l'Église de France, à défaut de sainteté, une initiative qu'elle aurait dû tenir d'elle-même, et

ɪn de l'État, resta profondément populaire. Le
ergé, les parlements, l'université, épousèrent avec
aleur la cause des libertés gallicanes. Sous les
is qui se succédèrent, de Charles VII à Fran-
is Ier, la France défendit contre le saint-siége, au
que même de compromettre son renom d'ortho-
xie, le terrain qu'elle avait gagné. Donnant ainsi
l'Allemagne un exemple que celle-ci devait bien-
: suivre, elle resta fidèle à ses propres traditions
ndépendance et à celles des conciles.
Mais avec François Ier, une ère nouvelle com-
ence : la France, fascinée par le vainqueur de Mari-
an lui fait litière de toutes ses libertés. Les libertés
igieuses, les plus précieuses de toutes, sont les
emières sacrifiées. En 1516, le pseudo-concile de
tran, instrument soumis des volontés papales,
nne le signal de la réaction. Le *Concordat* est
ligé. Léon X et François Ier sont bientôt d'accord
ur faire leur paix aux dépens de l'Église de France.
Pragmatique-sanction est abolie, l'œuvre des
iciles de Bâle et de Constance anéantie ; le saint-
ge s'efforce d'en effacer jusqu'au souvenir. Mais
aut payer à François Ier les concessions qu'il a
es : le pouvoir que le pape vient de reprendre à
glise, il se hâte de le rendre au roi de France. Le
icordat lui confère le droit, déjà concédé aux rois
spagne et d'Angleterre, de nommer à son choix
évêques, abbés et prieurs; le pape se réserve
stitution et le droit de *veto*. Il renonce, il est
i, à donner la survivance des bénéfices du vivant
me des titulaires; mais le *Concordat* se tait sur les
nates, qui sont ainsi rétablies de fait, sur les

droits et la périodicité des conciles, qui ne se réuniront plus que sous le bon plaisir du saint-père. Dans ce triste marché, Rome a l'argent, et François le pouvoir; l'autorité spirituelle est pour le prince séculier, l'argent pour le vicaire de saint Pierre. Rome fait elle-même ce que quelques années plus tard elle reprochera à Luther : elle subordonne l'Église à l'État, et change les rois en autant de papes laïques qui confèrent des évêchés au même titre que des fiefs ou des offices. François Ier livre au pape les conciles, l'or et les libertés de l'Église, il engage l'avenir, il désavoue tout le passé de la France. Le pontife, en retour, abandonne le droit le plus vital du saint-siége, celui de choisir lui-même les surveillants du troupeau dont il est le pasteur suprême.

La *Pragmatique* est devenue plus chère encore à la France depuis qu'elle va la perdre. Le clergé, la magistrature, l'université, tous les ordres de l'État protestent contre le *Concordat*. Le parlement, avant d'abdiquer son indépendance, en fait acte une dernière fois : il refuse, une année durant, d'enregistrer le suicide de l'Église de France. Mais son opposition finit par se briser contre l'altière volonté d'un roi jeune et enivré de sa force, qui ne veut appeler au partage de son pouvoir ni états généraux, ni parlements, ni conciles. Le *Concordat* est enregistré, « par « exprès commandement du roi. » L'université, reprenant la lutte où le parlement l'a laissée, proteste contre le *Concordat*, et défend de lui obéir. Mais la force triomphe à la longue de toutes ces résistances ; la liberté des élections, cette tradition affaiblie des beaux siècles du christianisme, où le

troupeau tout entier choisissait ses pasteurs, disparaît pour jamais de l'Église de France[1].

Maintenant, ce que Charles VII a fait pour la France, pourquoi Charles-Quint ne le fait-il pas pour l'Allemagne? Pourquoi ne lui donne-t-il pas ce concile « chrétien, libre et allemand », qu'elle lui demande depuis vingt ans, et aime-t-il mieux le tenir du bon plaisir du saint-père? Pourquoi ne s'empare-t-il pas de ce beau rôle, répudié par François Ier, de défenseur des droits des conciles et des libertés de l'Église contre le saint-siége? Il est, nous le savons, tourmenté du besoin de rétablir dans l'empire l'unité de foi qui règne partout dans ses États. Mais ici l'unité est un rêve; l'Allemagne ne ressemble en rien à la Castille, vaincue et muselée depuis Villalar, et qui est pour Charles le type idéal auquel il veut amener tous ses autres royaumes. L'inquisition, qui seule a dompté la Castille, n'a jamais pu s'établir sur le sol allemand. Les Pays-Bas, Naples même l'ont repoussée. Elle n'a jamais pu prendre racine qu'en Espagne, sur son sol natal, et à Rome, où le pape Paul III vient de l'importer, en 1542, pour extirper l'hérésie du sol de l'Italie.

A Bourges, il est vrai, la France était une dans sa foi, et l'Allemagne a cessé de l'être depuis Luther. Le concile de Constance, en frappant d'une main sur le saint-siége, frappait de l'autre sur les héréti-

1. On trouvera une analyse plus complète du *Concordat* dans l'excellente *Histoire de France* de M. Henri Martin, t. IX, p. 32. Je suis heureux de reconnaître ici mes obligations au savant et populaire historien, surtout pour tout ce qui touche à la lutte de François Ier avec Charles-Quint. J'ai aussi à rendre le même hommage à la mémoire vénérée de notre maître à tous, Sismondi, pour ses deux grands ouvrages, l'*Histoire des Français* et les *Républiques italiennes*.

ques, et brûlait Jean Huss, en même temps qu'il déposait des papes. Au XVe siècle, les conciles étaient orthodoxes, et représentaient toute la chrétienté qui l'était comme eux; au XVIe, ils ne peuvent plus l'être, qu'à condition de ne représenter que la moitié de l'Europe, et de s'enrôler sous le drapeau du saint-siége. Mais puisque Charles veut à toute force ressusciter le saint empire romain, et gouverner l'Allemagne au temporel comme au spirituel, que ne convoque-t-il un concile allemand, pour porter devant lui cette grande question du schisme? A celui-là, du moins, les protestants ne refuseraient pas de venir; avec eux, il pourrait procéder à la Réforme de l'Église, qu'il est dérisoire d'attendre du pape ou de l'Église elle-même.

Mais dira-t-on, Charles est Espagnol et catholique, il ne peut rien céder sur le dogme. Soit : mais alors, s'il est trop orthodoxe pour s'ériger en patriarche de l'occident, et trancher des questions de foi (ce qu'il va faire pourtant dans l'*Interim*), pourquoi se révolter contre le joug du saint-père? Il a beau se débattre, il lui faudra céder. Le réseau, dont la papauté enveloppe le monde, est trop serré ; le seul moyen d'y échapper, c'est de le rompre! Charles-Quint a pu mettre un pape en prison, mais à condition de s'agenouiller devant lui trois ans après. Dans tous ses rapports avec le saint-siége, Charles, osons le dire, a toujours manqué ou de logique ou de courage : il n'a su ni briser le joug, ni le subir, en bon catholique, qui se trouve heureux d'obéir. Il a agi en écolier mutin, qui s'insurge contre le maître absent, et tremble dès qu'il aperçoit sa verge. Rome seule, dans la lutte, a eu la grande politique, celle

qui ne change pas, et ne dévie du but que pour y revenir. Charles a beau alterner avec elle entre la soumission et l'insulte; au bout du compte, c'est lui qui devra plier; son horreur de l'hérésie est le fil par lequel Rome le tient; après quelques velléités de révolte, il le ramènera toujours, repentant et contrit, aux genoux du saint-père.

Du moment où l'Empereur n'ose pas convoquer un concile allemand et libre, il faut que ce concile soit papiste. Peu importe où il siégera : il a beau s'assembler à Trente, sur la frontière des deux pays, il n'en sera pas moins Italien; il le serait même en Allemagne, car c'est le pape qui l'a convoqué, et c'est lui qui le dirige. L'Église a beau se débattre, comme Charles-Quint, il faudra qu'elle finisse par obéir comme lui. Elle s'est donné un chef qui ne peut pas faillir, elle s'est absorbée, anéantie en lui. Ce n'est plus un homme, c'est le vicaire du Christ qui commande; il n'y a de logique que l'obéissance pour ceux qui croient, et la révolte pour ceux qui nient. Entre le schisme et la foi aveugle, entre Luther et la papauté, il n'y a point de milieu. Charles-Quint qui a passé sa vie à en chercher un, mourra à la peine; il ne léguera à l'Empire, avec ce symbole mort-né qu'on appelle l'*Interim*, qu'un monument de son orgueil à la fois et de son impuissance.

L'histoire du concile de Trente sera donc celle d'une abdication. Le dernier des conciles, désavouant les traditions de Constance et de Bâle, va déposer ses pouvoirs dans les mains du successeur de saint Pierre. Les dogmes, qu'il a si laborieusement rédigés pour les imposer au monde chrétien, seront le testament de l'épiscopat en même temps

que son symbole. La papauté, héritière de tous les droits des conciles, est désormais à elle seule toute l'Eglise; elle la renferme virtuellement dans son sein; elle l'incarne, d'une incarnation permanente, qui rappelle et continue celle du Christ. Les fidèles, en courbant le cou sous le joug de l'unité catholique, personnifiée dans un homme pécheur, qu'ils acceptent pour infaillible, se sont à jamais interdit le droit de penser par eux-mêmes, et d'examiner avant de croire.

Nous résumerons en peu de mots la première session du concile de Trente[1]. Convoqué pour le 15 mars 1545, ce concile, tant de fois ajourné, ne s'ouvrit en réalité que le 13 décembre. On n'y comptait d'abord que quatre archevêques, vingt-deux évêques, presque tous italiens, cinq chefs d'ordres religieux, et quatre cardinaux, dont trois légats. L'Espagne et la France n'y étaient représentées cha-

1. Les sources, pour le concile de Trente, en dehors des discussions et des décrets de l'assemblée, qu'il faut étudier avant tout, se réduisent à deux. La première et la plus célèbre est l'*Histoire du Concile*, par Fra Paolo Sarpi, moine servite, mort en 1623, et théologien consultant de la république de Venise. La seconde est écrite par le cardinal jésuite Palavicini, mort en 1667. Tous deux, sans être contemporains du concile, sont trop rapprochés encore des passions du temps pour les bannir de leur histoire. Aussi la première n'est-elle qu'un pamphlet, la seconde qu'un panégyrique. Le moine vénitien épouse avec une passion aveugle toutes les rancunes de sa république contre la papauté. Protestant au fond du cœur, sauf le courage qui lui a manqué pour le devenir tout à fait, malgré son incontestable science théologique, il n'a fait de son histoire qu'un long factum, parfois amusant, toujours amer, et souvent inexact, contre la cour de Rome. Palavicini au contraire, venu un demi-siècle plus tard, quand les doctrines proclamées à Trente avaient déjà porté leurs fruits, a consacré son œuvre à une glorification perpétuelle de la papauté.

Parmi les modernes, on peut consulter avec fruit la spirituelle *Histoire du Concile de Trente*, publiée à Genève par M. F. Bungener (2 vol. in-12, 1856, 2e édition). Le concile y est jugé du point de vue protestant, avec une juste sévérité. La doctrine occupe moins de place dans ce livre que l'histoire, et surtout la polémique, où excelle l'auteur.

cune que par deux prélats. L'épiscopat allemand et espagnol, l'œil fixé sur l'Empereur dont il attendait le mot d'ordre, n'avait pas paru encore. Et cependant, cette assemblée, composée de quarante membres à peine, n'hésita pas à se proclamer « concile « œcuménique, rassemblé sous l'inspiration du Saint-« Esprit, et représentant l'Église universelle. » Les légats y prirent, dès le début, l'initiative et la direction des débats. On décida, sur leur avis, qu'on voterait par tête, et non par nation. C'était assurer la majorité aux évêques italiens, pensionnés par le saint-père. Mais l'indépendance pouvait encore se glisser dans leurs rangs. Tel d'entre eux pouvait être tenté de prendre au sérieux le droit de parole et de vote qu'on n'osait pas leur ôter. On y obvia en les parquant dans trois commissions distinctes, pour bannir des débats toute liberté de discussion. La mort de Luther, survenue le 18 février, sema la joie sur les bancs du concile, et inaugura dignement ses délibérations. Rome, délivrée de son plus redoutable adversaire, se prépara à cette lutte, où le catholicisme, seul à seul avec lui-même, sur son propre terrain, allait triompher sans ennemis, mais non pas sans combats.

Et cependant la tâche était sérieuse; si les protestants ne siégeaient pas dans le concile, ils pesaient sur lui du dehors, et la presse pour eux remplaçait la parole. La chrétienté tout entière avait les yeux sur Trente. Orthodoxes et schismatiques, chacun voulait savoir où résiderait désormais la pensée catholique, sous quelle forme définitive elle s'imposerait aux fidèles, et ferait face à ses adversaires. Si peu nombreuse que fût l'assemblée, les éléments

d'indépendance n'y manquaient pas, surtout chez les moines. L'Espagne y était représentée par deux écoles bien diverses, les dominicains et les jésuites, ceux-ci tout dévoués à la papauté, mais ne la servant qu'à condition de la dominer; ceux-là fiers de l'inquisition, qui était leur œuvre et la pensée de leur ordre, assez sûrs d'ailleurs de leur orthodoxie pour ne pas craindre de la compromettre en se montrant indépendants. Sur un point seulement, tous ces partis, si divisés, se sentaient d'accord : c'était dans leur haine contre l'hérésie. En attendant, les légats étaient maîtres : tout se décidait par eux, ou à Rome par le pape, et par une commission de cardinaux nommée à cet effet. Le concile même n'avait pas de sceau à lui, et se servait de celui du premier légat. Le fil conducteur, parti de Rome, ramenait l'impulsion donnée à ce centre, d'où tout sort dans l'Église, et où tout revient aboutir.

Le saint-père, dans sa bulle de convocation, avait désigné trois buts aux travaux du concile : « extirper « les hérésies, réformer la discipline, rétablir la « paix. » Rome voulait qu'on débutât par fixer les questions de foi, pour exclure les schismatiques, puisqu'on ne pouvait pas les ramener. L'Allemagne et l'Empereur insistaient pour qu'on commençât par la réforme des abus, qui éloignaient tant de fidèles de l'orthodoxie. Mais les catholiques allemands étaient absents de ce concile, placé comme par dérision sur le seuil de l'Allemagne, dans une ville italienne de langue et de mœurs; comment auraient-ils pu y dicter la loi? Cependant, à défaut d'un parti allemand, un parti impérial existait dans l'assemblée. L'Italie n'était pas toute au saint-père; les évêques

lombards ou napolitains avaient aussi à compter avec l'Empereur. Les prélats les plus pieux voulaient, comme l'Allemagne, une réforme du clergé; aussi, dès les premiers votes, se trouva-t-on d'accord pour débuter par les réformes. Le vote était menaçant pour Rome; mais les légats, alarmés, manœuvrèrent si habilement, que la majorité finit par transiger : on décida que les questions de dogme alterneraient avec celles de discipline, et que les deux œuvres marcheraient en même temps.

L'assemblée, cependant, grossissait peu à peu; on y comptait déjà quarante évêques, dont plusieurs Espagnols. Les théologiens, appelés à Trente pour éclairer les discussions, mais sans droit de suffrage, renforçaient encore les éléments d'indépendance qui s'y trouvaient. Les discussions vraiment sérieuses ne commencèrent qu'au printemps, et par le dogme; car les articles de discipline n'étaient pas encore prêts. Rome, qui les rédigeait, n'avait pas intérêt à se presser. Voici les points principaux qui furent successivement arrêtés : « Les deux sources « de la foi sont l'Écriture-Sainte et les traditions non « écrites qui, reçues de la bouche de Christ et des « apôtres, ou de celles des apôtres, sous la dictée « du Saint-Esprit, ont été transmises comme de main « en main, et conservées dans l'Église par une suc« cession continue » (4ª *sessio*). Quelles étaient ces *traditions*, c'est ce que personne dans le concile n'osa se demander. Il est des questions que poser, c'est résoudre, et des dogmes, comme celui de l'infaillibilité du pape, qui s'évanouissent dès qu'on les discute.

A côté de cette *parole parlée* qu'on déclarait aussi

digne de respect que la *parole écrite*, il fallait une base fixe pour la foi, et elle ne pouvait exister que dans les livres saints. Mais ces livres, où fallait-il les lire : la *Vulgate*, traduction latine, composée par saint Jérôme, fourmillait d'erreurs et d'inexactitudes, Luther et les protestants l'avaient prouvé. L'Église s'en servait depuis onze siècles, mais elle ne l'avait jamais solennellement approuvée. Fallait-il entreprendre une traduction nouvelle? Non, car il eût fallu ajourner le concile jusqu'à ce qu'elle fût achevée. On se décida enfin, après quelques hésitations, à approuver la Vulgate, et à proclamer authentiques *tous* les livres qu'elle renfermait, y compris même Tobie, Judith, les Machabées, etc..., reconnus généralement pour apocryphes par l'Église des premiers siècles, par ce seul fait que les Juifs de Palestine ne les avaient pas admis dans leur canon. Cependant, on n'osa pas déclarer la traduction inspirée de Dieu comme le texte même. Aucune traduction, aucun commentaire de la Bible ne devait plus s'imprimer sans la permission de l'évêque, et quiconque en posséderait ou en lirait un exemplaire serait traité comme s'il en était l'auteur. La lecture de la Sainte-Parole, sans être absolument défendue aux laïques, l'était de fait, et implicitement; « car le concile « interdisait à tout fidèle d'interpréter l'Écriture, « même en secret et pour lui seul, dans un sens « contraire à celui qu'a toujours adopté notre sainte « mère l'Église, à qui seule appartient le droit de « prononcer sur le vrai sens » (4e *sess.*, *can.* 2)[1].

1. Trois mois après la clôture du concile, en 1563, le pape Paul IV rendait le décret suivant : « L'expérience ayant prouvé *que la lecture des saints livres, accordée indistinctement à tout le monde, fait plus de*

Et cependant, le concile lui-même n'était pas sûr de son orthodoxie. Parmi ces prélats italiens, si dévoués au saint-siége, les doctrines de Luther, qu'il fallait bien étudier pour les combattre, avaient rencontré plus d'un prosélyte. Par leur conformité même avec l'Évangile, elles trouvaient un écho dans les consciences les plus délicates et les âmes les plus pures. L'évêque de Chiozza, au grand scandale de l'assemblée, s'était écrié : « Tout est dans l'Évangile, « l'Évangile suffit pour nous mener au salut. » Le même avait osé dire tout haut « qu'il y avait *impiété* « à faire marcher les traditions de pair avec l'Écri« ture-Sainte. » Quand on traita du péché originel, le général des Augustins, l'ordre qui avait enfanté Luther, osa soutenir que le sacrement du baptême n'était pas le *seul* remède de ce péché, et qu'il fallait y ajouter la foi. Son avis, soutenu par plusieurs évêques, finit par être repoussé. Le concile établit que « le péché originel était effacé *tout entier* par la « grâce de N. S. J.-C., conférée dans le baptême » (5ᵉ *sessio*, *can.* 6).

Mais le vrai nœud de la question, le fond de la querelle entre la doctrine catholique et celle de Luther, c'était la *Justification par la foi*. Aussi, est-ce

mal que de bien, il dépendra désormais du jugement de l'évêque ou de l'inquisiteur d'accorder la lecture de ces livres, traduits en langue vulgaire, à ceux qu'ils savent ne devoir rien y puiser de préjudiciable à la foi. Quiconque, sans cette permission, *aura la présomption de lire ou de posséder les écritures*, ne pourra obtenir l'absolution de ses péchés, s'il ne les livre préalablement à l'évêque. »

« Quand le docteur Uesingen me voyait tant lire la Bible, dit Luther « dans ses *Tisch-Reden*, ah ! frère Martin, me disait-il, qu'est-ce que la « Bible ? Lisez, lisez plutôt les anciens docteurs qui en ont sucé le miel ! » Et un siècle et demi plus tard, Fénelon lui-même écrivait à l'évêque d'Arras : « Il ne faut donner l'Écriture qu'à ceux qui, la recevant des « mains de l'Église, ne veulent y chercher que le sens de l'Église même. »

sur ce point que le débat fut le plus animé. L'archevêque de Sienne, les évêques de Chiozza et de la Cava soutinrent, l'Évangile à la main, « que la foi « *seule* justifie, et que les bonnes œuvres, qu'elle « produit nécessairement, ne sont que le résultat et « le signe de la foi. » Mais cette doctrine, seule conforme à l'Écriture, ne fut pas admise. On décida que « la foi, si on n'y joint pas l'espérance et la charité, « n'unit pas *parfaitement* le pécheur avec Christ; « que la justice, une fois reçue, a besoin d'être con- « servée, et même *augmentée* par les bonnes œu- « vres (*sess.* v^e^, *can.* 24); qu'enfin si la grâce divine « a été une fois perdue, elle ne peut plus se recou- « vrer que par le sacrement de la pénitence » (*sess.* vi^e^, *can.* 29). La doctrine de Luther sur le serf arbitre, réaction fougueuse contre le pélagianisme de l'Église de Rome, et la part trop large qu'elle attribue à l'homme dans son salut, fut réfutée article par article. Les jésuites Salmeron et surtout Lainez, le successeur futur de Loyola, repoussèrent avec violence toute innovation. L'évêque de la Cava fut même exclu de l'assemblée comme luthérien. Enfin, la doctrine catholique sur les sacrements fut arrêtée. Leur nombre fut fixé à sept; *tous* furent déclarés institués par Notre Seigneur, malgré la lettre et l'esprit de l'Évangile qui attestent le contraire (*sess.* viie, *can.* 12).

En étudiant, avec l'attention qu'il mérite, le long travail du concile sur la *Justification*, à l'étendue de la réponse, on peut mesurer l'importance de la question. On est confondu de voir avec quel art perfide le mensonge s'entrelace à la vérité dans cette trame, si habilement tissue, que souvent on ne sait plus les

démêler l'un de l'autre. D'un point de départ incontestable, parce qu'il est conforme à l'Évangile, on aboutit à une conclusion qui lui est directement opposée. L'on tire des doctrines de Luther des conséquences extrêmes, que ni lui, ni ses disciples n'en ont jamais tirées; puis l'on se donne, en les réfutant, le facile plaisir de triompher d'adversaires absents et de doctrines qu'ils désavouent. Trois mois de profondes discussions ont préparé ces articles sur la *Justification*, où réside toute la pensée du concile. La suprême habileté des casuistes qui les ont rédigés, c'est de tordre la parole de Dieu pour la plier à leur système, sans la contredire trop ouvertement. On y reconnaît déjà l'empreinte des disciples de Loyola, qui régneront bientôt dans le concile avec Lainez. L'Espagne et l'Italie se sont fondues dans cette œuvre comme dans celle de la *Société de Jésus* : l'une y a mis son intolérance, l'autre son astuce; et sous cette forme savante, qu'on y admire à bon droit, le symbole de Trente, base de tout l'édifice catholique, reste un modèle achevé dans l'art de fausser l'Évangile en l'interprétant, et de faire disparaître le texte sous le commentaire.

Cependant, l'Empereur insistait sur la réforme de l'Église, comme plus urgente que toutes les questions de dogme. Les évêques espagnols, forts de leur orthodoxie, voulaient opposer à l'hérésie une Église « sans ride et sans tache. » Il fallut enfin s'exécuter : on consacra deux courtes sessions à rédiger des règlements de discipline, avec un grand appareil de rigueur canonique. On interdit la pluralité des évêchés et des bénéfices, réforme des plus utiles, si elle avait été strictement observée. On imposa aux évê-

ques qui s'absenteraient six mois de leur diocèse la perte du quart de leur revenu, et de la moitié pour un an d'absence. Les visites pastorales, trop négligées, furent sévèrement enjointes. Mais cette prétendue réforme, qui n'effleurait que la surface, au lieu de pénétrer jusqu'au vif, avait quelque chose de dérisoire, en face des exigences de l'opinion. Protestants et catholiques, les yeux fixés sur Trente, se demandaient s'il fallait prendre au sérieux ces grands mots de réforme, qu'on faisait sonner si haut dans les préambules, mais qui tenaient si peu de place dans les canons.

Cependant les évêques arrivaient peu à peu : on en comptait déjà soixante à la fin de février 1547. L'Allemagne s'abstenait toujours; la France n'était guère représentée que par ses ambassadeurs. La grande majorité se composait d'évêques italiens, et les légats tenaient toujours en main les fils du concile. Mais l'assemblée, en grossissant, pouvait sentir sa force. L'Empereur en jetant, à un jour donné, sur les bancs du concile ses évêques allemands, belges et espagnols, pouvait changer la majorité, mettre aux prises la papauté et l'épiscopat, entamer enfin une réforme qui méritât ce nom. Charles se flattait d'attirer ainsi les protestants, qu'éloignaient les débats sur le dogme. Les partisans d'une réforme sérieuse des abus devenaient chaque jour plus nombreux dans le concile. Déjà même des symptômes, menaçants pour Rome, s'y étaient révélés : quelques évêques, Espagnols pour la plupart, avaient parlé de restreindre les empiétements du saint-siége. La corruption de la cour de Rome avait été flétrie par des paroles sévères. Les évêques du parti de l'Em-

pereur, impatients du joug des légats, réclamaient une entière liberté de discussion, et prêchaient la suprématie des conciles sur les papes.

Mais l'habileté des légats fit tout avorter. Rome, à force d'intrigues, parvint à maintenir sa majorité. Toutefois le terrain restait glissant; Paul trouvait le concile à Trente trop rapproché de l'Allemagne, et trop sous la main de l'Empereur. Battu sur la question de réforme, Charles demandait du moins qu'on s'abstînt de publier les articles rédigés, de peur d'effaroucher les protestants. Mais les deux tiers des voix se prononcèrent dans un sens opposé. La publication eut lieu; la rupture du pape et de l'Empereur fut ainsi proclamée à la face de l'Europe; les deux religions que Charles avait si vainement travaillé à réunir, restèrent à jamais séparées.

Les succès de l'Empereur contre les princes luthériens achevèrent de lui aliéner le saint-père, qui se reprochait d'y avoir contribué. Si Charles, vainqueur sur le Danube, venait à triompher de l'Électeur de Saxe, qui pourrait résister alors au victorieux César? Tout d'un coup un des évêques vient à mourir; les légats avisent qu'il pourrait bien exister une maladie contagieuse à Trente, qui sait? la peste, peut-être. On en parle tout bas, les médecins du concile, dévoués au pape, rédigent une attestation; les médecins de la ville refusent de la signer. Mais en attendant, la peur gagne, sinon la maladie; les plus poltrons quittent Trente sans mot dire, d'autres s'apprêtent à les suivre. Alors les légats montrent une bulle du pape, signée depuis deux ans, et qui les autorise à transférer le concile. Le 11 mars, après de courts et vifs débats, trente-huit

évêques contre quatorze décident sa translation à Bologne, en terre papale. Tous les prélats, sous peine des censures ecclésiastiques, sont tenus de l'y suivre.

Le parti impérial, terrassé un instant par ce coup de maître, ne tarda pas à reprendre courage : il refusa d'aller siéger à Bologne, et l'on eut deux conciles au lieu d'un. Tel fut le brusque dénoûment du premier acte de ce concile, si lent à se réunir, et si prompt à se dissoudre. Nous jugerons l'ensemble de ses travaux et de ses décisions quand il sera terminé. Remarquons seulement tout ce qu'il y avait de contradictoire, de la part de l'Empereur, à demander à des évêques, juges et parties dans leur propre cause, de mettre en question l'infaillibilité de l'Église dont ils faisaient partie, et de réformer les abus dont ils vivaient. Autant aurait valu demander au pape ses titres à la succession de saint Pierre, et à la cour de Rome la suppression de ses *Annates*. Ni le saint-siége ni les pères de Trente ne pouvaient se condamner eux-mêmes ; et Charles, en forçant Paul à convoquer le concile, avait donné à la papauté une arme qu'elle se hâtait de tourner contre lui.

LA DIÈTE D'AUGSBOURG, L'INTÉRIM.

1547 à 1548.

La victoire de Pavie, en 1525, n'avait fait à Charles-Quint que des ennemis en Italie ; sa victoire de Mühlberg ne lui a fait que des ennemis en Alle-

magne. Il a abusé de la première, et il en a été puni ; il a usé plus durement encore de son triomphe sur les princes réformés, et le châtiment ne se fera pas attendre. Les protestants le détestent, et les catholiques ne lui en sont pas plus dévoués. Déjà son plus actif allié, Paul III, lui a retiré son appui. Il a rappelé ses troupes, il a repris les dîmes concédées ; il n'a plus qu'une pensée, c'est de contrarier les plans de l'Empereur. En transférant le concile à Bologne, il a voulu le soustraire à l'influence de Charles, en éloigner les luthériens, et il a atteint son but. L'Allemagne demandait depuis vingt-cinq ans un concile allemand et libre ; on lui en a donné un italien, et asservi au pape ; et voici qu'on le tranfère en terre d'Église, pour le mettre plus complétement sous la main du saint-père. Ainsi, dans cette alliance passagère, dont la religion a été le prétexte, chacun des deux alliés, au fond, n'a songé qu'à son intérêt.

Pendant toute la durée de la campagne, Charles n'a pas quitté de l'œil Rome et le concile. De son aveu, il y pense plus qu'à la guerre, même en la faisant. Tout lui a déplu dans la direction des débats : l'empressement des pères à fixer les questions de dogme, que Charles voulait tenir en suspens, pour attirer les protestants à Trente ; leur répugnance à aborder franchement la réforme de l'Église, ce rêve d'Adrien VI et de Charles-Quint. Aussi, en apprenant la translation du concile, ce prince, si consommé dans l'art de feindre, ne peut-il cacher son dépit. Il le laisse éclater en gestes et en paroles qu'il regrettera plus tard. Il jette à terre sa barrette, il menace le légat de le faire jeter à l'eau ; il le charge de dire au saint-père que, « si on ne veut pas lui

« donner un concile à Trente, il saura bien s'en pro-
« curer un. Le pape n'est qu'*un vieil entêté*, qui per-
« dra l'Église et lui-même. » Sans doute alors il se repent, mais trop tard, de n'en avoir pas fini avec la puissance politique du saint-siége, quand il tenait Rome en son pouvoir, et le pape en prison; de n'avoir pas supprimé le prince temporel pour ne laisser subsister que le vicaire de Christ, et fait de Rome une ville neutre, où siégeât le chef de l'Église, étranger aux intérêts de ce monde, et uniquement occupé du maintien de la grande unité catholique.

Mais l'occasion perdue ne se retrouvera pas. Il faudra des siècles encore avant que l'Europe comprenne ce que Luther a compris, à défaut de Charles-Quint : le même homme, infaillible comme pontife, et faillible comme roi, ne peut pas représenter à la fois des dogmes immuables et des intérêts qui passent. A ce profane mélange, qui souille, depuis Constantin, l'Église de Jésus-Christ, sa sainteté aura toujours plus à perdre que sa puissance à gagner. Pour rendre à cette Église déchue, sa pureté première, il faut la séparer du monde, et lui ôter avec le pouvoir la tentation d'en abuser.

Charles n'a plus de Bourbon à lâcher sur Rome, pour recueillir, en le désavouant, les fruits de son audace ; il ne peut plus donner à la papauté une de ces leçons qu'elle a si vite oubliées. Mais il a à lui opposer une arme moins dangereuse : il peut combattre le saint-siége avec des diètes, mieux qu'avec des armées. L'Allemagne, même catholique, proteste contre la translation du concile. L'Empereur a convoqué les États à Augsbourg pour le 1er septembre ; car sa victoire ne sera pas complète, tant qu'elle

n'aura pas la sanction d'une diète. Par une bizarre contradiction, il viole sans cesse la constitution germanique, et il ne veut pas la détruire. Ce simulacre de délibération, et tout cet appareil pompeux des diètes plaît à l'imagination de Charles-Quint; il le reporte aux jours des Charlemagne et des Othons. L'Allemagne n'en est pas plus libre, ni l'Empereur moins puissant, mais l'Empire en paraît plus auguste. Qu'il réussisse dans son double plan, qu'il mette fin au schisme, et reconstitue l'Empire, et il sera, aux yeux du vulgaire, toujours à genoux devant le succès, l'*Empereur* par excellence, le dictateur de l'Europe, l'arbitre du pape et des rois. Sans doute, si la crainte seule, et non la conviction rapproche les croyances, ce rapprochement ne durera pas; mais peu lui importe! Charles est habitué à chercher la conciliation dans la forme plus que dans le fond; le silence avec lui passe toujours pour une adhésion.

Dès la fin de juillet, l'Empereur est arrivé à Augsbourg. Il y a amené l'Électeur de Saxe, qu'il traîne partout à sa suite, pour le donner en spectacle à l'Allemagne, comme les Césars, à leur triomphe, traînaient après eux des rois captifs. Quant au Landgrave, il l'a laissé à Donauwerth, gardé par des Espagnols qui savent, en l'outrageant, ne pas déplaire à leur maître. Contre toutes les constitutions de l'Empire, le vainqueur de Mühlberg est entré dans Augsbourg avec une armée pour escorte. Ses soldats sont logés chez les bourgeois, chez les paysans, qu'ils ruinent de leurs exactions. Les villes voisines, pour échapper aux mêmes charges, doivent se racheter à prix d'or. Les temples d'Augsbourg sont rendus au catholicisme. Magdebourg, qui résiste encore, est

mise au ban de l'Empire. Tous ces actes, César les a accomplis, « de sa pure et pleine autorité. » Nul n'a osé protester : princes et cités, muets de terreur, attendent avec anxiété la diète, pour savoir, de la bouche même du maître, le sort qu'il leur réserve.

La diète s'ouvrit enfin le 1er septembre. Depuis bien des années, elle n'avait pas été aussi nombreuse. Six électeurs, dont deux nouveaux, Saxe et Cologne, y assistaient en personne avec les princes de l'Empire. L'Empereur inaugura la session par un discours; l'attitude, le langage, tout révélait en lui l'orgueil de la victoire. Il s'étendit avec complaisance sur ses efforts pour rétablir la paix en Allemagne. « Mais le schisme, dit-il, est la source « première de tous les maux, et c'est pour y mettre « un terme qu'il a provoqué un concile. Ce sera là « le premier sujet des délibérations. Ensuite, on « s'occupera de la *Chambre impériale* et de la guerre « contre les Turks. Mais l'Empereur a vu de mau- « vais œil que certains États (*Stände*) délibérassent « entre eux sur les affaires, avant de les débattre en « public. C'est un abus, dans une assemblée où cha- « cun a le droit de dire librement son avis. » Supprimer ainsi toute délibération privée, c'était attenter directement aux droits de la diète. Mais tout a bien changé depuis deux ans: le protestantisme, qui avait alors une existence légale, a disparu de la diète; il n'existe plus que dans le pays, à l'état de parti, latent et opprimé. A Augsbourg comme à Tolède, la liberté d'une discussion sérieuse importune César; il ne tolère que les discussions d'apparat, parade officielle, où toutes les paroles sont dictées,

tous les rôles distribués, et où toutes les opinions se règlent sur celle du maître.

La première affaire qu'on discute, c'est le concile. En cherchant à le faire accepter à la diète, Charles n'a pas à craindre de résistance sérieuse. Lui-même, d'ailleurs, sur ce point, ne mènera pas l'assemblée plus loin qu'elle ne veut aller. Il ne se soucie nullement, pour sa part, de s'incliner devant la toute-puissance du concile; il ne veut ni accepter, ni faire accepter tous ses décrets, et exige qu'on revise les articles déjà publiés; mais surtout, il est décidé à ne pas tolérer la translation à Bologne; la diète sur ce point l'appuiera de tout son pouvoir. Les princes ecclésiastiques, qu'il a toujours soutenus, lui sont plus dévoués qu'à Rome. Les Électeurs sont domptés : les deux qu'il a brisés lui ont servi à intimider les autres; ceux qui les ont remplacés prêchent la soumission de paroles et d'exemple. Le collége des princes est atterré par le châtiment du Landgrave. Les villes, tenues en bride par de fortes garnisons, n'osent plus élever leur voix : et d'ailleurs elle n'a jamais compté dans la diète.

Dès l'ouverture des débats, la divergence éclate : les ecclésiastiques veulent que tout le monde se soumette sans réserve au concile. Les Électeurs palatin, de Saxe et de Brandebourg réclament un concile « chrétien, allemand et libre, qui ne soit ni convo-« qué, ni dirigé par le pape. Ils demandent que les « évêques, pour opiner librement, soient déliés de « leurs serments envers le saint-siége; que les théo-« logiens protestants aient droit de siége et de vote, « et que l'on révoque les décrets publiés. » Quant aux autres princes et États, ils ne s'opposent pas à

ce que le concile continue à siéger à Trente, pourvu qu'on y admette les protestants, munis de bons saufs-conduits, et qu'on les oblige à se soumettre aux décrets à venir.

Pendant que les diverses opinions se font jour, l'Empereur a arrêté la sienne. Et d'abord, ni le pape, ni les pères de Trente ne doivent se figurer que c'est pour eux qu'il a fait la guerre. Il l'a faite pour lui seul, dans l'intérêt de sa puissance. Il a écarté ou brisé tout ce qui lui faisait obstacle. Mais les protestants, une fois vaincus, sont redevenus ses alliés. Il ne les craint plus, et il peut se servir d'eux, contre Rome et contre le concile. Ainsi se continue, même après Mühlberg, cet éternel jeu de bascule, qui fait le fond de sa politique. Il a peur maintenant que le concile, par trop de rigueur, ne rejette les luthériens en dehors de l'unité chrétienne. Au lieu d'entasser sur eux les anathèmes, il eût mieux valu s'occuper sérieusement de la réforme de l'Église. Voilà le fond de sa pensée ; mais ce qu'il en laisse percer, c'est qu'il faut qu'on se soumette au concile, non sans conditions toutefois, et pourvu que ce soit lui seul qui les pose. Il invite même les États à lui indiquer les voies qui conduiraient à un rapprochement durable entre les deux religions.

Mais quand on veut connaître la pensée de Charles-Quint, ce n'est pas dans ses paroles qu'il faut la chercher, c'est dans ses actes. Il prend à part l'électeur palatin, caractère faible et irrésolu ; il l'entraîne par des menaces, comme Maurice par des promesses. Les princes, intimidés ou gagnés, prennent l'initiative : ils déclarent que : « le seul moyen de tout aplanir est la continuation du *concile libre et universel*, *déjà*

commencé à Trente. » Les ecclésiastiques se prononcent dans le même sens ; ils affirment, et les laïques n'osent pas contredire. Restent les villes, toujours isolées, dans les diètes comme sur les champs de bataille. Ce sont les plus faibles, mais ce sont aussi les plus convaincues, les plus courageuses. Remontrances, prières, menaces les trouvent inflexibles. Charles, toujours prêt à ruser, même quand il est le plus fort, mande devant lui leurs députés : il les reçoit gracieusement, et sans avoir lu leur déclaration, il l'interprète comme un entier acquiescement à ses volontés. Il leur fait témoigner sa satisfaction de ce qu'ils ont imité l'exemple des autres États, et remis dans ses mains le soin de décider tout ce qui tient à la religion. Les députés, étonnés de tout ce qu'on leur fait penser et dire, voudraient réclamer, et ne l'osent. Le respect et la crainte les arrêtent, et c'est ainsi que, par ce tour de passe-passe, peu digne de la majesté de l'Empire, Charles s'assure du consentement *unanime* de tous les États de la diète.

L'Empereur, du reste, se garde bien de préciser les conditions qui ouvriront aux protestants les portes du concile. Il aime à laisser dans le vague tout ce qui touche à ce sujet. Mais les réformés peuvent le suivre sur ce terrain. L'Allemagne a remis sa conscience dans les mains de son chef ; c'est lui qui stipulera pour elle. L'Empereur et l'Empire sont d'accord, au moins pour protester contre l'omnipotence du concile en matière de foi. On parle de nouveau de « réformer l'Église, dans son chef et dans « ses membres. La décision des points contestés ne « doit être laissée ni à *Son Altesse* le pape, ni à ses « légats ; il faut reprendre un à un tous les articles,

« et décider d'après l'Écriture seule. Enfin l'Empe-
« reur seul, et non le pape, doit avoir la haute direc-
« tion du concile. » Dans cette croisade contre le saint-siége, conduite par le chef du saint empire romain, les luthériens mènent l'avant-garde, et tous les laïques les suivent. La réforme, se relevant de sa défaite, lutte encore contre Rome, dans les rangs même de l'orthodoxie.

L'affaire vidée, Charles peut écrire au saint-père que tout est aplani, que tout le monde s'est soumis au concile. Mais en même temps il proteste énergiquement contre sa translation à Bologne. Les princes ecclésiastiques protestent avec lui : ne voulant pas assister au concile où ils ne siégeraient pas comme princes souverains, ils l'aiment mieux soumis à l'Empereur qu'au saint-père. Dans les décrets même de la diète, on ne réserve plus l'approbation du pape. Pour supprimer le schisme, Charles en organise un nouveau. Sur le terrain de la réforme ecclésiastique, l'Empereur, la diète, l'Allemagne entière, protestants et catholiques, se rencontrent pour la première fois. Luther, dans sa tombe, en tressaillerait d'aise, s'il pouvait voir ce touchant accord contre la papauté.

Mais l'accord ne règne pas seulement sur un point. L'injuste captivité du Landgrave pèse sur l'Allemagne. Un effort est tenté encore pour obtenir sa liberté. L'épouse du prisonnier vient à Augsbourg se jeter aux pieds de l'Empereur, pour lui arracher la grâce de son mari. La sœur même de Charles, Marie, appuie ses instances. Les Électeurs de Saxe et de Brandebourg insistent auprès de la diète; ils la pressent de s'unir à eux pour obtenir sa liberté; ils lui rappellent qu'ils sont déshonorés si le landgrave

vient à mourir en prison. La diète, au nom de l'Empire, supplie l'Empereur d'avoir égard aux services des deux Électeurs, à leur honneur qui est en jeu. Mais l'Empereur est inexorable, c'est un otage de la paix publique qu'il a entre les mains, il ne veut le lâcher à aucun prix. Poussés à bout, les deux électeurs hasardent quelques mots dans la diète sur « les ministres impériaux qui, ignorant la langue « allemande, ont pu, dans leurs négociations avec « le landgrave, donner lieu à quelque équivoque. » L'Empereur, forcé de se justifier, publie une sorte de manifeste où il affirme « n'avoir promis autre « chose au Landgrave, sinon de ne le condamner ni « à mort, ni à une captivité perpétuelle, ni à la con- « fiscation de ses biens. » En même temps, il fait sommer Philippe de lui rendre tous les engagements que les deux électeurs ont pris avec lui. Le Landgrave indigné, retrouve son énergie pour répondre « qu'il a en effet reçu des passe-ports, et qu'il les « garde ; que si tout s'est passé à l'insu de l'Empe- « reur, et contre ses intentions, alors l'Empereur a « été lâchement et misérablement trompé. Que du « reste, il est prisonnier contre la parole donnée, et « qu'on ne peut guère lui faire un sort pire que « celui qu'il subit. » Et Charles a le triste courage d'aggraver encore sa captivité.

L'Empereur, cependant, ne s'était pas borné contre le pape à de vaines démonstrations de colère; il avait envoyé à Rome le cardinal-légat Madrucci pour demander en son nom le rétablissement du concile à Trente. Mais le pape, exaspéré à l'idée de voir reviser les décrets de l'assemblée, c'est-à-dire les

siens, répondit que les pères ne retourneraient pas à Trente, tant que l'Empereur n'aurait pas reconnu la validité de leurs décisions. Un grave incident vint encore envenimer la querelle. L'un des ennemis les plus acharnés de Charles était le fils bien-aimé du pape, Pietro Farnèse, digne émule de César Borgia par ses débauches et par sa cruauté. Victime de l'exécration publique, Farnèse est assassiné dans sa ville de Plaisance. Le gouverneur du Milanais Gonzaga s'empare aussitôt de Plaisance, et ne manque Parme que de quelques instants. Le pape, hors de lui, accuse Charles, à la face de l'Europe, d'avoir fait assassiner son fils pour hériter de ses dépouilles. « Si on ne me rend pas Plaisance, s'écrie-il dans un « accès de colère, je me vengerai, dussé-je appeler « l'enfer à mon aide. » Il resserre ses liens avec Henrri II, animé contre Charles-Quint d'une haine mortelle, et qui affecte au contraire une grande estime pour Ferdinand. Il appelle le duc de Guise à venir régner à Naples, où une formidable insurrection vient d'éclater contre le vice-roi, et contre l'inquisition que Charles voulait y établir. Le chef de la chrétienté ne recule pas même devant l'idée de s'allier avec le sultan. Le concile de Bologne, à l'instigation du pape, exige que les prélats, restés à Trente, viennent se réunir au *vrai concile* qui siége à Bologne. L'Empereur riposte en envoyant dans cette ville, le 16 janvier, deux jurisconsultes espagnols protester en termes outrageants, contre la validité de l'anticoncile. En même temps, dans une audience solennelle, l'ambassadeur impérial à Rome, Mendoza, insulte à genoux le pape dans un long

discours, avec une audace froide que son attitude fait ressortir encore [1].

Ces insultes officielles portent au dernier paroxysme la rage de Paul III. Il parle d'excommunier, non pas l'Empereur, il n'oserait, mais les pères du *pseudo-concile* de Trente. Il redouble d'efforts pour organiser une ligue contre Charles-Quint : mais Venise, toujours prudente, refuse, comme la France, de s'embarquer, « pour un si grand voyage, sur un « vaisseau si usé. » (Le pape a alors quatre-vingts ans.) De son côté, Mendoza songe à s'emparer par surprise du château de Saint-Ange, et à faire le pape prisonnier, comme Clément VII, au sein de sa propre cité. Mais un scandale comme la prise de Rome ne se répète pas deux fois dans un quart de siècle. Charles, voyant le pape si vieux, a résolu d'attendre sa mort, et compte sur un accès de colère pour l'emporter. Mendoza reste à Rome, dans l'attitude d'un ennemi plus que d'un ambassadeur. Toutes les caresses du saint-père sont désormais pour la France : « J'ai lu, dit Paul III à l'envoyé français, « j'ai ouï dire, et j'ai fait l'expérience que jamais le « saint-siége n'a été puissant et prospère, que quand « il était l'ami de la France ; et que, quand il s'est « refroidi avec elle, il n'a éprouvé que des revers.

1. C'est ce même Mendoza qui disait au pape : « Il faut traiter les pro« testants comme des bêtes sauvages prises au lacet. On leur cède jusqu'à « ce qu'elles aient épuisé leurs forces en cherchant à s'échapper. Alors « seulement, rendues de fatigue, elles se laissent prendre et enchaîner sans « résistance. » — « La correspondance de Mendoza avec son maître, ajoute « Ranke, est la chose du monde la plus inouïe. Rien n'approche du con« tenu de ces lettres au sujet de la cour de Rome. C'est une haine pro« fonde, un indicible mépris, une méfiance telle qu'on s'attendrait à « peine à la trouver entre de grands scélérats. »

« Aussi ne puis-je pardonner à Léon X, à Clé-
« ment VII, et surtout à moi-même, d'avoir jamais
« favorisé l'Empereur. Mais quelques années me
« restent à vivre, et je m'en servirai si bien, que je
« laisserai le saint-siége dévoué au roi de France, et
« je ferai de lui le premier prince de la terre. » (Lettre
de Guise au roi, 31 octobre 1547, Ribier, t. II,
p. 75.)

La guerre ainsi déclarée, Charles est décidé à la
pousser avec vigueur. Il saura se passer de pape et
de concile, et doter lui-même l'Allemagne de l'unité
religieuse. Mais à une tâche pareille, un règne ne
suffit pas : il faut d'abord fixer dans la maison d'Au-
triche l'hérédité de l'Empire. Il y pourvoit par un
ensemble de mesures vigoureuses autant qu'habiles.
La *Chambre impériale* est armée par lui de nouveaux
pouvoirs. Il punit l'opposition des villes libres, en
faisant retomber sur elles le poids de la guerre
contre les Turks, éternel prétexte à subsides, même
pendant la paix. Une somme de 100,000 florins est
accordée à Ferdinand pour défendre ses frontières.
Les villes essaient en vain de réclamer. On organise
contre elles un système de spoliation légale : cha-
cune est condamnée à fournir presque autant de
soldats qu'elle compte d'habitants, et de taxes qu'elle
a de revenus. Les princes, domptés par le châtiment
du Landgrave, sont aux genoux de Charles-Quint.
Après avoir imposé l'*Intérim* à la diète, il peut tout
lui demander, il est sûr de tout obtenir. Il propose
d'établir, sous le nom de *Caisse d'Empire*, un fonds
permanent, destiné à apaiser les troubles ou à
comprimer les révoltes. Les protestants ne s'y trom-
pent pas, la mesure est surtout dirigée contre eux.

Le fait est sans précédent, contraire à tous les usages, à tous les droits de l'Empire. L'Allemagne est condamnée à fournir elle-même la bride qui doit l'enchaîner. Une vive opposition se prononce dans la diète. Mais César le veut, il faut se soumettre. On marchande, on propose d'abord la moitié du subside, puis on finit par le voter tout entier. Qu'accorde en revanche le gracieux César aux réclamations de ses sujets? Il daigne promettre une enquête sur la conduite de ses soldats, et ses États le remercient humblement de cette promesse dérisoire.

Les Pays-Bas, jusqu'ici, n'avaient appartenu à l'Empire que de nom. Déjà Maximilien, à qui la fille de Charles *le Téméraire* avait porté en dot ces riches provinces, avait essayé d'en faire un des cercles de l'Allemagne. Mais les Pays-Bas, fiers de leur indépendance, voulaient les avantages, et non les charges de la fédération. Champ de bataille nécessaire de toutes les guerres entre l'Autriche et la France, il leur était commode, en cas de danger, de pouvoir compter sur la protection du corps germanique ; mais toutes les tentatives pour les soumettre à sa juridiction et aux taxes fédérales avaient échoué. Ce qu'ils redoutaient surtout, c'était de se laisser absorber dans l'Empire. Depuis le début de son règne, Charles-Quint n'avait pas essayé de vaincre leur résistance. Mais sans la heurter de front, il songeait à les rattacher à la fédération allemande par un nœud assez lâche pour assurer leur sécurité, sans nuire à leur indépendance. Ce qu'il proposa à la diète, ce fut moins une réunion de la Flandre à l'Empire qu'une alliance défensive, où celle-ci devait entrer de plein droit, avec sa nationalité et ses fran-

chises. Charles y trouvait plus d'un avantage : il acquérait deux voix de plus à la diète; il mettait ses plus riches provinces, et ses plus exposées, sous la tutèle du corps germanique; il resserrait, en face de l'ennemi, ses possessions éparses, et constituait leur unité sur une base plus large. Les Pays-Bas, dans le contrat, recevaient bien plus qu'ils ne donnaient. On ne leur demandait, pour toute contribution, qu'une taxe égale à celle de deux électeurs. En revanche, la Flandre, l'Artois, et toutes les récentes conquêtes de Charles-Quint dans le duché de Gueldre, se trouvaient garanties contre la France par toute la puissance de l'Empire. La Diète hésita un instant : elle voyait bien ce que les Pays-Bas et l'Empereur gagnaient au marché, elle ne voyait pas aussi clairement ce que l'Allemagne y gagnait. Mais Charles le voulait, et ses volontés, depuis un an, étaient devenues des lois. La diète dut s'incliner : les Pays-Bas, sous le nom de cercle de Bourgogne, furent reconnus comme un des cercles de l'Empire; l'Allemagne se trouva ainsi, au moins de nom, prolongée jusqu'à l'Océan. Elle entoura la France d'une barrière continue de provinces ennemies, et sa puissance parut s'étendre en même temps que ses frontières.

Charles-Quint a réalisé son rêve : le voilà maître absolu de la diète et de l'Allemagne, *Empereur*, comme Charlemagne, dans toute la plénitude de ce mot. Le silence s'est fait d'un bout à l'autre de ce vaste empire, dont les deux plus puissants princes sont traînés captifs à la suite de ses armées. Mais, après avoir puni les rebelles, l'heure est venue de récompenser les traîtres. Il confère solennellement à Maurice la couronne électorale de Saxe. L'ex-

Électeur, de la fenêtre même de sa prison, peut voir couronner son rival; car Charles-Quint excelle dans l'art de se venger. Mais Jean-Frédéric, après avoir regardé la cérémonie, d'un œil aussi serein que si elle ne le concernait en rien, se remet tranquillement à lire sa Bible, compagne de sa captivité. L'électorat de Cologne est conféré au nouvel archevêque, Adolphe de Schaumbourg. Arbitre de l'Allemagne, Charles-Quint tranche, au gré de son caprice, tous les litiges des princes entre eux et avec leurs sujets. Pour la première fois, ce corps germanique, si morcelé, sent un nœud qui le resserre, une tête qui le gouverne. L'unité allemande se fonde, l'Empire est ressuscité; mais à quel prix?

Un dernier pas reste à franchir. Charles a réglé les intérêts politiques, il faut maintenant qu'il règle les croyances, et se fasse pape, comme Henri VIII, après s'être fait empereur. En politique, il n'y a plus qu'un parti, celui de l'obéissance; en religion, il y en a deux, les catholiques et les protestants. L'unité qu'il veut restaurer, n'existe pas même à la surface. Ces hommes qui siégent sur les mêmes bancs, séparés en deux camps, ne représentent ni une patrie, ni une pensée commune; ils ne sont là que pour se combattre et pour se haïr. Les catholiques, sur qui il comptait, seront peut-être les moins dociles. Toutes ses allures leur sont suspectes. L'œil fixé sur le pape, leur seul souverain, ils attendent de lui leur mot d'ordre, et ne prêtent à l'Empereur que l'obéissance matérielle, celle qu'ils ne peuvent pas lui refuser. Il règne sur eux du droit de la force, et voilà tout; mais leurs cœurs ne se sont pas donnés, et ne se donneront pas, tant que l'orthodoxie triom-

phante ne s'asseoira pas sur le trône avec lui.

Les protestants, au contraire, sont pleins d'espoir et de confiance. La rupture avouée du pape et de l'Empereur leur a rendu le sentiment de leur force. Ce sont leurs chefs qui ont été vaincus, mais ce n'est pas leur cause. Sans doute ils n'espèrent de leur vainqueur ni pitié, ni justice; ils n'en appellent plus à sa clémence, mais à son intérêt, qui lui dit de les ménager. Ils attendent avec impatience ce règlement de foi qu'il tient suspendu sur l'Allemagne. Ils vont savoir enfin ce qu'il entend par l'unité religieuse, et ce qu'il veut concéder d'obéissance au pape et au concile. Quant aux *politiques*, Maurice, et les Électeurs palatin et de Brandebourg, blessés au cœur par l'indigne traitement du Landgrave, ils n'attendent que le moment de prouver à l'Allemagne qu'ils sont encore luthériens du fond de l'âme, et que leur dévouement à l'Empereur n'est pas sans conditions.

De quel côté que Charles se retourne, il ne voit que des ennemis, ou des alliés douteux, méfiants et qui lui marchandent leur appui. Sa première pensée, celle du *roi catholique*, avait été la restauration pure et simple de l'ancien état de choses, l'expulsion des pasteurs, et surtout la restitution des biens saisis, le grand point sur lequel insistait le parti romain, et le confesseur de Charles, d'accord avec sa propre conscience. Mais Ferdinand, qui connaît mieux l'Allemagne que son frère, lui démontre que la chose est impossible. Ce serait le sûr moyen de déchaîner les tempêtes. Le protestantisme compte déjà plus d'un quart de siècle d'existence. Il est devenu un parti politique en même temps qu'une croyance.

Bon gré, mal gré, il faut maintenant compter avec lui. On peut le parquer, le restreindre, l'entraver dans sa manifestation, mais l'extirper, jamais! Sa racine est trop avant dans les cœurs.

Charles, à regret convaincu, songe encore une fois à s'en remettre au concile. Mais le concile est maintenant dans les mains du pape. En quittant Trente, il a échappé à l'Empereur, et l'instant n'est pas propice pour l'y ramener. Le pape d'ailleurs n'est pas en voie de concessions; les prières réussiraient encore moins que les menaces. Charles est donc amené de force à un dernier parti, qui plaît à son humeur despotique : c'est d'agir de sa pleine autorité, en souverain des consciences; d'imposer aux deux partis les concessions qu'ils doivent faire pour vivre en paix, et de planter son drapeau entre les deux, plus près des catholiques, mais pas assez loin des protestants pour qu'ils ne puissent s'y rallier. De cette pensée va naître l'*Intérim*, charte provisoire imposée à l'Allemagne, dans ce qu'il y a de plus définitif et de plus libre au monde, c'est-à-dire en matière de foi; arrêt en première instance, dont on pourra toujours en appeler, soit au concile, soit à l'épée, qui seule doit trancher la question.

Une fois sa résolution prise, Charles-Quint l'exécuta avec son habileté et sa vigueur ordinaires. Et d'abord, il se fit de nouveau autoriser par la diète, où les catholiques siégeaient en majorité, à terminer provisoirement les querelles de religion, en attendant le concile, et à rétablir l'unité de croyance, par les moyens qu'il jugerait les plus convenables. Armé de ces pleins pouvoirs, il confia le soin de rédiger l'*Intérim* à trois théologiens, Julius Pflug, évêque de

Naumbourg, Helding, coadjuteur de Mayence, et Agricola, chapelain de la cour de Brandebourg, protestant commode, toujours prêt à transiger avec sa conscience, et à la vendre à qui voulait l'acheter. Les trois théologiens, plus d'accord entre eux qu'on ne le supposerait d'abord, travaillèrent à leur œuvre avec ardeur et dans le plus grand secret. La pensée qui y présida fut celle-ci : maintenir dans son ensemble le système romain, avec tout ce qu'on pourrait conserver de ses abus, et exagérer auprès des protestants le petit nombre de concessions indispensables qu'on serait obligé de leur faire. L'œuvre, achevée, fut encore revisée par quelques théologiens espagnols, qui en renforcèrent la couleur orthodoxe.

Dans la pensée de l'Empereur, l'*Intérim* devait moins être un symbole de foi qu'un décret, ecclésiastique et politique tout ensemble. Nous ne l'analyserons pas en détail : qu'il suffise de savoir que les rites ou les abus de l'Église romaine, les plus spécialement odieux aux protestants, y étaient tous maintenus. La messe devait être rétablie partout, et se célébrer tous les jours. Le culte de la Vierge, les jeûnes, le maigre, les fêtes patronales, les prières en latin, tout était conservé, ainsi que les autels, les crucifix, les vêtements sacrés, les processions et toute cette pompe extérieure où se complaît le catholicisme. Les images des saints devaient rester dans les temples, mais sans y être l'objet d'un culte. Le pouvoir d'interpréter les Écritures était reconnu à l'Église seule. La notion catholique de l'*Église*, seule dépositaire de la tradition divine, était maintenue dans toute sa rigueur. Pour mieux cacher la

rigueur du fond, on avait adouci la forme; on laissait aux luthériens la porte ouverte pour rentrer dans l'Église. Sur l'article de la messe comme sur celui de la *justification*, on avait fait, au moins en paroles, un pas vers leurs doctrines. La papauté s'y trouvait restreinte, et définie dans un sens qui ne s'éloignait pas absolument des idées de Luther. « Le « pape, y disait-on, est le premier des évêques, mis à « la tête des autres pour empêcher tout schisme. « Mais tous sont évêques de droit divin. Son pouvoir « lui est prêté pour édifier, et non pour détruire, » dernier trait évidemment dirigé contre Paul III.

Sur deux points seulement, les concessions aux protestants étaient réelles, bien que provisoires : « Comme dans les circonstances actuelles, il n'est « pas possible de séparer les prêtres mariés de leurs « femmes, on attendra là-dessus la décision du con- « cile. Jusqu'à la même époque, on permettra la « communion sous les deux espèces à ceux qui sont « habitués à la recevoir ainsi. » Enfin, il n'était pas question de la restitution des biens ecclésiastiques, bien plus importante aux yeux du clergé que toutes les questions de dogme. Sauf sur ces deux points, que Rome ne pouvait pas accepter, l'*Intérim* était une inspiration toute catholique, traduite avec un art perfide en langage protestant. Différent en ceci de Henri VIII, Charles se contentait de l'obéissance extérieure, et n'imposait l'unité que dans les rites, et non dans les croyances.

L'Empereur attendait avec impatience la rédaction de sa charte religieuse. A peine terminée, il la fit adresser aux États, aux princes, aux villes libres des deux communions, en enjoignant à tous de s'y

soumettre. On eut soin, en l'envoyant aux protestants, d'en retrancher les additions espagnoles. L'Empereur la soumit lui-même à ceux des princes réformés dont il se croyait le plus sûr. Les Électeurs palatins et de Brandebourg n'hésitèrent pas à l'accepter. Maurice fit plus de façons. Il s'excusa sur la difficulté de l'imposer à ses sujets, à qui l'Empereur avait garanti le maintien de leur religion. Il demanda à se consulter d'abord avec ses États; mais Charles n'en voulut pas entendre parler. Il rappela qu'il n'avait rien promis, si ce n'est « de ne pas ôter violemment à la Saxe sa religion, et de travailler à « réunir toutes les opinions en matière de foi. » Le duc, trouvant sa décision inébranlable, promit de ne pas faire d'opposition ouverte, et l'Empereur feignit de prendre cette promesse pour une adhésion.

Le duc de Wurtemberg, dont le pays était occupé militairement, dut céder malgré lui sous la pression de la force. L'*Intérim* fut violemment établi dans ses États. Les pasteurs qui refusèrent de s'y soumettre, durent prendre la fuite. Et cependant, malgré toutes ces violences, les protestants ont gagné quelque chose à l'*Intérim*. Il savent maintenant que l'Empereur ne songe pas, comme ils pouvaient le craindre, à extirper leur croyance de l'Allemagne. Il a besoin de la Réforme pour l'opposer au pape, au moins comme un épouvantail. Charles d'ailleurs, par sa nature, incline toujours vers les moyens termes. En toutes choses, il aime la modération, sauf quand il s'agit de se venger. Aussi les adhésions sont-elles nombreuses parmi les princes réformés. La crainte décide ceux que l'intérêt n'a pu gagner. Cependant,

quelques petits princes, qui ont pris parti pour l'Empereur dans la guerre de Smalkalden, s'en font un titre pour résister, et rejettent courageusement l'*Intérim*. Charles ne s'en émeut pas ; ils sont trop faibles pour que leur opposition pèse dans la balance.

Mais il lui manque l'adhésion des deux chefs de la ligue, qu'il retient dans les fers. Il s'adresse d'abord à l'ex-Électeur de Saxe. Après un an de captivité, il croit avoir meilleur marché de lui. Mais Charles, dont la foi est tout extérieure, ne comprend pas ces convictions profondes, dont la sérénité n'exclut pas la force. C'est là l'écueil où il s'est toujours brisé en Allemagne. Il fait venir son prisonnier. Jean-Frédéric, avec l'humilité qui sied à sa fortune, a cru devoir s'agenouiller devant lui. L'Empereur le relève, et lui enjoint « de renoncer à ses « erreurs, et de se soumettre au concile ; et alors, il « lui prouvera qu'il est encore son gracieux seigneur, « et l'indemnisera de tout ce qu'il a souffert. — Je « suis le prisonnier de Votre Majesté, répond Jean-« Frédéric avec une fermeté respectueuse. Pour « rendre témoignage à ma foi, j'ai dû renoncer à ma « famille, à mes États, à ma liberté, à tout ce que je « possède au monde ; Dieu me préserve de perdre « aussi les biens éternels en renonçant à la vérité. « Mon corps est en votre pouvoir, mais mon âme « me reste ! Votre Majesté peut donc me traiter « comme elle le jugera à propos. Si je perds, pour « une cause aussi sainte, ce misérable corps, je sais « que Dieu me donnera là haut quelque chose de « meilleur. Je ne veux pas scandaliser, en me rétrac-« tant lâchement, l'Allemagne qui a les yeux sur « moi. Je suis prêt à souffrir, pour être en exemple

« à mes frères dans la foi, tout ce qu'il plaira, à « Dieu d'abord, et à Votre Majesté de me faire « endurer. »

L'Empereur jugea sans doute qu'il n'obtiendrait rien de plus. Il tourna le dos à son prisonnier, et s'éloigna sans prononcer une parole. Ses ministres ne furent pas plus heureux : promesses, menaces, tout fut inutile. Les fils de l'Électeur, imitant sa constance, refusaient de se soumettre à l'*Intérim*, et de l'établir dans ce qui leur restait de la Saxe. On voulait au moins que le duc le fît accepter à sa famille et à ses sujets. Mais il ne se reconnut pas le droit d'imposer à d'autres un symbole de foi qu'il avait repoussé pour lui-même. L'Empereur, irrité de ce double refus, eut la bassesse de s'en venger en resserrant sa captivité. On éloigna de lui un ministre luthérien, qu'on avait toléré jusque là; on diminua le nombre de ses domestiques; on le priva de viande les jours maigres. Mais ces mesquines persécutions n'abattirent en rien sa constance. Le coup qui lui fut le plus sensible, ce fut la perte de ses livres. « Ils peuvent bien m'ôter ma Bible, dit-il en « souriant, mais ils ne m'ôteront pas la foi que j'y « ai puisée. » En voyant le vieil Électeur si ferme dans ses épreuves, plus d'une conviction qui chancelait se sentit raffermie. S'il n'avait pas su être le héros de la foi nouvelle, il en était du moins le martyr; et des deux courages, celui du champ de bataille, qu'il eut aussi d'ailleurs, n'était pas le plus difficile.

S'il fallait en croire des lettres qui circulèrent alors, la conduite du Landgrave aurait offert, avec celle de l'Électeur, un pénible contraste. Philippe, à qui sa captivité était insupportable, aurait écrit lui-

même à l'Empereur « qu'il acceptait l'*Intérim*, et tra-
« vaillerait à le faire recevoir dans ses États ; la seule
« grâce qu'il lui demandait, pour l'amour de Jésus-
« Christ et de *tous les saints*, c'était de lui rendre la
« liberté. » Nous n'insisterons pas sur l'étrange langage qu'on fait tenir ici à un zélé luthérien; mais cet empressement à courir au-devant de l'*Intérim* paraîtra peu probable de la part d'un prince qui avait refusé de se soumettre sans restriction au concile. Sleidan, la source première où l'on a puisé ce fait, le présente lui-même comme douteux. Tout annonce que l'Empereur ou ses ministres supposèrent ces lettres pour entraîner le parti protestant. Mais, que la soumission du Landgrave fût ou non réelle, la Hesse refusa de l'imiter. L'Empereur, très-probablement, aurait rendu à Philippe sa liberté à ce prix; mais le redoublement de rigueur dont il fut l'objet dans sa prison, ne ressemble guère, il faut en convenir, au salaire d'une apostasie.

Restait à savoir l'accueil que les catholiques feraient à l'*Intérim;* car le propre de tous ces compromis qui veulent ménager les deux partis, c'est de n'en satisfaire aucun. Chose étrange! Les protestants, contre lesquels il était dirigé, l'accueillirent moins mal encore que les catholiques. Les princes ecclésiastiques furent les premiers appelés à se prononcer. Leur position était difficile : à titre spirituel, ils relevaient du pape; à titre temporel, ils dépendaient de l'Empereur. Ils n'osèrent pas contester à celui-ci sa prétention de décider en matière de foi; mais ils insistèrent vivement sur la restitution des biens d'Église, « sans laquelle il n'y avait ni religion « ni paix possible en Allemagne; » sur la nécessité

d'une dispense pour la communion sous les deux espèces et pour les prêtres mariés; enfin ils demandèrent que l'*Intérim* ne s'appliquât qu'aux anciens luthériens et non aux catholiques qui se convertiraient à l'avenir.

Mais les princes et les États séculiers se montrèrent moins faciles. A la tête de l'opposition catholique se plaça tout naturellement le duc de Bavière. Fort de l'appui de Rome et de son orthodoxie notoire, depuis que l'Empereur lui avait refusé la couronne électorale, que Charles voulut un instant enlever au comte palatin, Wilhelm gardait peu de ménagements avec lui. En recevant l'*Intérim*, son premier soin fut de l'envoyer au saint-père en lui demandant son avis. Quand l'*Intérim* arriva à Rome, ce fut un *tolle* général contre le nouvel Henri VIII et « cette usurpation « impie des droits de l'Église par un pouvoir laïque « qui, en matière de foi, et même de discipline, avait « des ordres à recevoir et non pas à donner. Devant « une pareille illégalité, le pape et le concile voulussent-ils même céder, ils n'en auraient pas le « droit; car ce serait désavouer tous les papes et « tous les conciles antérieurs. On n'a besoin d'aucun ordre de l'Empereur pour savoir ce que l'on « doit croire. Quand ce serait, au lieu de l'*Intérim*, « l'Évangile même qu'il aurait publié, il n'en aurait « pas moins outrepassé ses droits, et n'en serait pas « moins digne de blâme. » L'ambassadeur de France, le cardinal Dubellay, attisait encore le feu en conseillant au saint-père d'ordonner à ses légats et aux députés catholiques de se retirer de la diète, pour aller ailleurs délibérer en toute liberté.

Mais le pape, malgré sa haine pour l'Empereur,

comprit, avec une sagacité qui lui fait honneur, qu'un symbole religieux, repoussé par les protestants, et désavoué par les catholiques, n'avait pas de chances de durée. En politique consommé, il s'étonna de l'aveuglement d'un prince qui, pouvant donner la victoire à celui des deux partis qu'il avouerait pour le sien, avait mieux aimé les aliéner tous deux, sous prétexte de les réunir. Il en conclut très-sagement que l'*Intérim* étant attaqué par tout le monde, sans être soutenu par personne, il fallait le laisser crouler tout seul, sans même aider à sa ruine. Au lieu de lancer ses foudres, il apaisa de son mieux l'orage qui grondait, et ne voulut opposer à son rival que l'arme habituelle de la papauté, la patience, qui sied aux pouvoirs éternels. Il se contenta de soutenir sous main l'opposition catholique dans la diète, et de souffler un refus au duc de Bavière. Il fit adresser à l'Empereur, par son légat, quelques réclamations, pour la forme seulement, afin de ne pas laisser prescrire les droits du saint-siége. Mais le collége des princes, presque tout entier catholique, animé par l'exemple du duc de Bavière, et poussé sous main par le légat, reprit la question avec une vigueur nouvelle. Les princes osèrent faire entendre à l'Empereur « qu'il dépassait ses droits de prince temporel, et qu'au lieu de froisser gratuitement les catholiques, il ferait mieux d'amener les protestants à se réunir à eux, et de forcer une minorité rebelle à subir la loi de la majorité. »

Charles n'avait pas compté sur cette opposition de la part d'un corps qui, jusqu'ici, avait été le docile instrument de tous ses desseins. Elle le froissait dans son orgueil, elle l'entravait dans sa politique. Appuyé

sur les princes, il pouvait peser sur les protestants, et tenir tête au pape et au concile; mais désavouée par eux, son œuvre chérie, l'*Intérim*, allait dès le début se briser contre cet écueil. Aussi exprima-t-il son mécontentement avec une vivacité qui ne lui était pas habituelle; il refusa même d'accepter la réponse des princes, écrite, suivant l'usage. Battus sur le terrain de l'opposition directe, ceux-ci finirent par se rattacher à l'avis des ecclésiastiques, plus conciliant par la forme, mais aussi orthodoxe au fond; et tous, réunis, arrachèrent à l'Empereur la déclaration que l'*Intérim* ne s'appliquerait qu'aux seuls protestants.

Le 15 mai, l'Empereur fit lire à la diète un discours. Après s'être étendu longuement sur ses efforts pour rétablir l'unité, il rappelait « que la diète, par un « vote exprès, lui avait confié le soin de mettre fin « au schisme, et de régler provisoirement les ques- « tions religieuses qui divisaient l'Allemagne. Pour « se conformer à ce vœu, il avait fait rédiger l'*Intérim* « par les théologiens les plus éminents des deux com- « munions. Il attendait donc avec confiance, de la « diète, qu'elle accepterait son œuvre ; des catholi- « ques, qu'ils ne se laisseraient pas détourner de la « foi orthodoxe ; des protestants, qu'ils s'uniraient à « l'Église dans un même symbole de foi, ou qu'ils « conformeraient du moins leurs croyances au con- « tenu de ce livre, sans chercher à sortir des limites « qu'il leur traçait. »

Les divers ordres se retirèrent dans leurs salles de délibérations. Il y eut bien quelques tentatives d'opposition. Les protestants décidés, et même Maurice, se récrièrent contre la clause qui excluait les

catholiques de l'*Intérim*, destiné d'abord aux deux communions. Mais il n'y eut point de protestation, point d'opposition sérieuse, ni d'une part ni de l'autre. Aucune votation n'eut lieu, et l'on rentra dans la salle des séances. L'archevêque de Mayence, sans prendre les voix des autres ordres, se leva pour rendre à César, au nom des Électeurs et de la diète entière, des actions de grâces de ses efforts incessants pour rétablir la paix de l'Empire. « Il est juste, « maintenant, ajouta le prélat, puisque tous les États « se sont déchargés de ce soin sur sa Majesté, que « tous lui en témoignent leur reconnaissance en « obéissant à son décret. » L'Empereur feignit de prendre cette adhésion isolée pour le consentement unanime de la diète. Il déclara qu'il n'admettait plus ni excuse, ni refus, et sa volonté prévalut à la fin. L'*Intérim*, imprimé en latin et en allemand, fut répandu à profusion dans tout l'Empire, et ordre donné aux princes, aux États et aux villes de s'y soumettre sur-le-champ.

En somme, les catholiques avaient eu tort de s'opposer à l'*Intérim*, évidemment dirigé dans le sens de leurs croyances et de leurs intérêts. Aucune atteinte n'était portée, ni à leur foi, ni à leur rituel. Les protestants, au contraire, étaient poussés, de leur propre terrain, sur celui de leurs adversaires. Les concessions même, qu'on leur faisait à regret, n'étaient que provisoires. L'existence de leur culte était tolérée, mais non permise, et avec des restrictions qui la rendaient illusoire. Il suffisait d'une autre campagne heureuse pour l'Empereur, ou même d'une complète exécution de l'*Intérim*, pour anéantir leur parti, et ruiner toutes leurs espérances. A vues

humaines, leur cause était perdue. Mais les vues de Dieu ne sont pas celles des hommes, et Charles, qui l'oubliait, allait bientôt l'apprendre à ses dépens.

Maurice, en s'engageant pour lui-même, n'avait pas pu engager ses États. Les libertés locales n'avaient pas toutes péri dans le naufrage des libertés de l'Empire. Les princes germaniques, à genoux devant César, n'y prosternaient pas leurs sujets avec eux. La diète soumise, les diètes provinciales restaient debout. Le morcellement, l'anarchie même étaient ici une garantie de liberté. Maurice, en prenant possession de son électorat, s'était engagé par écrit, avec ses États, à leur maintenir le libre exercice de leur religion. D'un autre côté, il avait promis à l'Empereur de les convertir à l'*Intérim*. Concilier ensemble ces deux promesses était chose difficile. L'union des deux Saxes sous un seul souverain y avait renforcé l'élément évangélique. Mais la religion n'était plus ici-bas que la seconde des pensées de Maurice. Aussi se décida-t-il à tenir sa parole avec l'Empereur, sauf à la fausser avec Dieu et avec ses sujets. Les menaces, la peur, la séduction, les caresses, il n'épargna rien pour obtenir l'assentiment de ses diètes provinciales. La vive opposition qu'il rencontra d'abord ne le découragea pas. Il pesa sur les pasteurs qui, dans l'Allemagne réformée, faisaient l'opinion publique. Ceux qui refusèrent de se soumettre furent déposés et bannis ; et l'on vit, pour la première fois, le protestantisme persécuté par un prince protestant.

Melanchthon s'était d'abord prononcé, avec une franchise courageuse, contre l'*Intérim*. L'Empereur avait même invité l'Électeur à « chasser ce boute-feu

« hors de son pays; car les théologiens, ajoutait-il, « sont la cause de tous les troubles. » Mais Maurice, habile, comme tous les hommes corrompus, dans l'art de corrompre, savait les côtés par où il fallait agir sur Melanchthon. Héritier de la science et de l'autorité du grand Luther, celui-ci n'avait pas hérité son courage. Il finit par accepter, à regret et en hésitant, l'*Intérim* que son instinct de droiture lui avait fait d'abord repousser. Il travailla lui-même à la ruine du système qu'il avait contribué à établir. L'opinion, justement soulevée, flétrit sa conduite dans les termes les plus sévères. Calvin, le véritable successeur de Luther, dont il continuait l'œuvre à Genève, en la transformant, adressa au chef de la réforme allemande une de ces lettres de reproche pénétrant et doux qu'il savait si bien écrire. Cette lettre fit entrer plus avant l'aiguillon du remords dans l'âme du faible Melanchthon [1]. Il reconnut sa faute, et s'en accusa plus tard, à la face de l'Allemagne, avec sa candeur ordinaire; il en demanda pardon à Dieu et aux hommes, dans des lettres qui sont restées, comme un monument de sa faiblesse et de sa droiture à la fois. Melanchthon une fois gagné, la résistance en Saxe manquait de point d'appui, et ne pouvait plus être qu'individuelle. Dans le berceau même de la Réforme, les théologiens, il faut bien le dire, montrèrent moins d'indépendance, moins de foi que partout ailleurs. Melanchthon pesa sur eux, comme Maurice avait pesé sur lui. Les États saxons, de guerre-lasse, se résignèrent à obéir,

1. « Plures, tu unus, paululum cedendo, querimonias et gemitus excitasti, quàm centum mediocres aperta defectione. » (*Epist. Calvini*, n° 117.

et acceptèrent, sous le nom d'*Intérim de Leipsig*, le symbole impérial légèrement modifié.

Après tant de concessions arrachées aux protestants, Charles voulut avoir l'air à son tour de leur accorder quelque chose. Autant il haïssait du fond du cœur toute réforme du dogme, autant il était sincère et ardent dans son désir de réformer les abus de l'Église. Il devait cette satisfaction aux protestants d'abord, puis à lui-même, à cette position d'arbitre suprême qu'il aimait à prendre entre les deux partis; enfin à sa haine contre le pape, qu'il savait blesser au cœur par toute tentative de réforme. En rédigeant l'*Intérim*, il avait travaillé pour Rome, bien qu'elle lui en sût si peu de gré; il voulait s'en dédommager maintenant, en tranchant du réformateur, dans le sens orthodoxe du mot, et en imposant à l'Église elle-même le joug sous lequel il avait courbé l'Allemagne. Dans la voie des usurpations, il est difficile de s'arrêter, quand une fois on y est entré; celle-ci se justifiait par la nécessité d'une réforme, sentie et reconnue par tous. L'œuvre pressait : pour forcer les brebis égarées à rentrer au bercail, il fallait le nettoyer. En fait de réforme, il n'y avait rien à attendre, ni du concile, ni de la cour de Rome. L'épiscopat allemand avait été rétabli dans tous ses droits, les couvents rouverts, l'ancien rituel remis en usage. L'Empereur, de sa propre autorité, et sans daigner consulter la diète, corrigea les abus les plus criants dans le service divin, dans l'ordination, le cumul des bénéfices, et surtout dans la discipline et les mœurs du clergé. Il introduisit, ou plutôt ramena dans l'Église catholique le système des visitations, dont l'Église luthérienne avait tiré tant de

fruits, et que les évêques avaient laissé tomber en désuétude. Enfin il rétablit les synodes provinciaux, également oubliés. Les évêques allemands, dont les liens avec Rome s'étaient relachés depuis le schisme, n'opposèrent aucune résistance à ces tentatives de réforme orthodoxe. L'Allemagne catholique, qui les désirait depuis longtemps, sans avoir le courage de les faire, les salua avec une joie sincère. Ces réformes, subies plutôt qu'acceptées par le clergé, ne pouvaient être ni durables, ni sérieuses; mais on sut gré du moins à l'Empereur d'avoir osé les entreprendre.

Charles-Quint a atteint son but : il règne à la fois sur les deux mondes, le temporel et le spirituel; sans l'appui de Rome, il a fait disparaître le schisme, au moins à la surface, restauré l'unité de l'Église, et réformé le clergé. Il a ramené les beaux jours du Saint-Empire romain. Sans rompre ouvertement avec la papauté, il l'a reléguée sur l'arrière-plan, et fait d'elle un hors-d'œuvre dans la chrétienté allemande, dont il s'est constitué le chef. Il a sécularisé l'Église catholique, et l'a mise sous la dépendance de l'État, comme Luther y avait mis l'Église réformée. Fatal aveuglement de ce siècle qui, préoccupé comme le nôtre de ces graves intérêts, ne peut comprendre que la lutte des deux pouvoirs, ou la domination d'un seul, et jamais leur séparation, seule solution possible de cet éternel problème.

La question religieuse vidée, l'Empereur n'avait plus rien à demander à la diète. La clôture eut lieu le 30 juin, après dix mois de session continue, durée presque sans exemple dans les annales des diètes. Le recès, rédigé par lui, promettait « la continuation

« du concile à Trente, la fixation des points de
« dogme en litige, la condamnation de toute doc-
« trine hétérodoxe, et une réforme chrétienne de
« l'Église. Tous les princes et États étaient tenus
« d'assister au concile, en personne ou par leurs
« députés. Les protestants devaient s'y rendre avec
« des sauf-conduits. L'*Intérim* était imposé à tout le
« monde, comme un devoir strict d'obéissance; nulle
« exception n'était admise. Enfin, la réorganisation
« de la *Chambre impériale* était laissée à la disposition
« de l'Empereur. »

Ce dernier coup était grave pour les protestants. La chambre, à peine reconstituée, reprit contre eux ses poursuites. Le duc Henri de Brunswick, naguère prisonnier du Landgrave, intenta un procès à Philippe, captif à son tour. D'autres princes catholiques suivirent son exemple, et le malheureux Landgrave, livré sans défense à d'iniques réclamations, fut condamné à payer à un seul créancier un million de florins d'or. La diète s'était résignée à l'*Intérim*, restait à le faire exécuter. Ce fut là le dernier soin de l'Empereur avant de quitter l'Allemagne. L'opposition, dans la diète même, pour être silencieuse, n'en était pas moins réelle. Les protestants, irrités de voir les catholiques échapper au joug qui pesait sur eux, accusaient l'Empereur, au lieu d'accuser leurs divisions qui les avaient perdus. Les princes avaient cédé pour la plupart; l'Empereur essaya d'intimider ceux qui résistaient encore. Mais l'opposition des villes, plus consciencieuse, moins politique, était bien plus à redouter. Leurs protestations n'avaient pas été écoutées dans la diète; mais elles pouvaient transporter la lutte sur un autre terrain. La résistance

passive leur restait, l'arme du chrétien, celle qui triomphe de toutes les persécutions. Des princes, des États, l'opposition allait passer aux villes, des villes aux individus. Chacune d'elles pouvait organiser dans ses murs un foyer d'insurrection, sainte insurrection de la conscience, qu'il fallait étouffer à tout prix.

Mais Charles savait le moyen de triompher des villes, c'était de les prendre une à une. Augsbourg fut la première qui sentit la pesanteur de son bras. Après avoir fait occuper militairement la ville, il ordonna au conseil municipal de recevoir l'*Intérim*. Le conseil, intimidé, résista d'abord, et finit par céder. Le 8 juillet, l'*Intérim* fut publié dans toutes les chaires, et les Églises rendues au culte catholique. Le conseil fut déposé, les *tribus* des artisans dissoutes, toute association, toute assemblée, publique ou secrète, défendue sous peine de vie. La ville, dépouillée de ses vieilles franchises, dut en déposer les titres entre les mains de magistrat nouveaux, élus par l'Empereur, et non pas par elle. Un héraut impérial proclama sur toutes les places le règlement des consciences, et la nouvelle constitution municipale, en menaçant de mort quiconque oserait s'y opposer. Augsbourg céda à la force, et se soumit en frémissant. Le culte évangélique fut suspendu, mais non détruit; la foi demeura dans les consciences, et chaque foyer chrétien devint un temple où Dieu fut adoré dans le secret des cœurs, en attendant qu'il lui plût d'envoyer la délivrance après l'épreuve. Les ministres luthériens avaient courageusement prêché contre l'*Intérim*, ils furent condamnés à quitter la ville sous trois jours. Les écoles restèrent fermées

comme les temples. Les pasteurs bannis allèrent prendre congé de leur frère en martyre, l'Électeur de Saxe. Qant il les aperçut, les larmes jaillirent de ses yeux : « L'Empereur, leur dit-il, vous a défendu « l'Empire, il ne peut vous défendre le ciel. » Et leur distribuant le peu d'argent qu'il avait en son pouvoir, « voici, ajouta-t-il, tout ce que je possède au « monde. Partagez-le avec ceux qui portent la croix « comme vous. Je ne suis aujourd'hui qu'un pau« vre prisonnier, mais Dieu trouvera bien moyen « de me le rendre. »

Charles comptait sur l'exemple d'Augsbourg pour intimider les autres villes libres. En effet, tant qu'il s'adressa à des villes isolées, son calcul réussit. Nuremberg, où le parti impérial était le plus puissant, se soumit volontairement, Ratisbonne de même. Les conseillers de Francfort hésitaient : « L'Empereur, « dit l'envoyé impérial, est décidé à faire accepter « partout l'*Intérim*, dût-il y perdre un de ses royau« mes. Vous rapprendrez vos vieilles prières, ou on « vous enverra des gens pour vous les enseigner en « espagnol. » D'Augsbourg, où il laissa une forte garnison, Charles passa à Ulm, qu'il traita non moins durement. Là, comme partout, les pasteurs opposèrent une résistance invincible. Le célèbre prédicateur Frecht et trois autres ministres osèrent, en sa présence, se prononcer contre l'*Intérim*. Charles, en quittant Ulm, les emmena, enchaînés deux à deux, dans des chariots à la suite de son armée. Leurs troupeaux les suivirent en pleurant, pendant plusieurs lieues, pour recevoir leurs derniers adieux. Dans l'Allemagne de l'ouest, on compta plus de quatre cents ministres bannis. Dans le nord et l'est,

berceau de la Réforme, la résistance fut plus opiniâtre encore. L'esprit indompté de Luther semblait être passé dans l'âme de ses successeurs. Comme plus tard les *Pasteurs du désert*, dans nos Cévennes, les ministres bannis tenaient leurs prêches dans des lieux écartés, au sommet des montagnes, pour voir de loin venir l'ennemi. Et là, sous les regards de Dieu, la voûte du ciel pour temple, ils affermissaient leurs troupeaux dans la foi.

Vainement les princes protestants, qui ont vendu leur conscience à l'Empereur, veulent lui livrer aussi celle de leurs sujets. En présence même de Maurice de Saxe et de l'Électeur de Brandebourg, les ministres de l'Évangile osent dénoncer la tyrannie impériale, et lancer l'anathème contre l'*Intérim*. L'obéissance du dehors n'est pas même partout, l'obéissance du cœur n'est nulle part. Strasbourg, l'extrême frontière de l'Allemagne du côté de la France, devait à sa position des franchises plus larges que celles des autres villes de l'intérieur. Mais luthérienne dans l'âme, elle ne veut pas renoncer à des croyances qui lui sont plus chères que la vie. Elle envoie une députation à l'Empereur, et celui-ci, craignant de la jeter dans les bras de la France, est forcé de pactiser avec elle. L'*Intérim* est proclamé, mais le culte luthérien subsistera dans quelques églises. Le sénat de la ville s'entendra pour le reste avec son évêque.

L'Empereur a détruit la constitution germanique, sous prétexte de restaurer l'unité de l'Empire; et maintenant, sous prétexte de rétablir l'unité de la foi, il détruit la constitution même des cités. Il assouvit sur elles, plus librement que sur les princes, sa vieille

haine contre la Réforme, née, comme toute liberté, au sein de la commune, et sortie avec Luther des derniers rangs de la société. La religion sans doute est pour lui l'affaire capitale; mais elle lui sert aussi à faire main basse sur toutes ces libertés municipales qui lui pèsent; car elles entravent l'action de son pouvoir.

Constance était à la Suisse ce que Strasbourg était à la France, une clé de frontière que l'Empereur pouvait ouvrir et fermer à son gré. Là aussi la Réforme, déjà ancienne, tenait aux cœurs par de profondes racines. C'était la seule ville du sud qui n'eût pas fait sa soumission après Mühlberg, et Charles ne l'avait point oublié. Elle fait offrir de lui ouvrir ses portes, de lui livrer son artillerie, de payer une forte rançon, de se soumettre à tout enfin, excepté à l'*Intérim*. L'Empereur rejette avec dédain sa requête. Il fait marcher contre elle trois mille Espagnols; ils sont repoussés avec perte. Ainsi l'Allemagne du sud est soumise, moins une ville. Charles ne peut pas tolérer ce dangereux exemple. Constance est mise au ban de l'Empire, comme Brème et Magdebourg. La Suisse ne peut ou n'ose rien pour elle. Seule, une ville ne peut pas résister aux forces d'un Empire. Elle est forcée de se livrer, pieds et poings liés, à Ferdinand et à l'Autriche, sa vieille ennemie. Ses franchises sont abolies, ses pasteurs bannis, ses bourgeois désarmés, et l'Autriche y entre triomphante avec le catholicisme.

Charles-Quint glisse donc de plus en plus sur cette pente de l'arbitraire, où l'on ne s'arrête pas. Partout, il substitue le règne de la force à celui des

lois. Après les persécutions collectives, viennent les persécutions individuelles ; après les pasteurs, les simples fidèles. Le clergé, sans pitié dans son triomphe, assouvit ses rancunes à l'ombre des rancunes du maître. L'espionnage, la délation empoisonnent toutes les relations. Quiconque persévère dans sa foi voit sa vie, sa liberté, ses biens à la merci de soldats grossiers, de magistrats vendus, de prêtres implacables. Un an s'est à peine écoulé depuis Mühlberg, et voilà ce que Charles-Quint a fait de l'Allemagne, si unie, si glorieuse un instant, quand elle se ralliait sous ses drapeaux, pour combattre les Turks ou la France.

De la Saxe à la Souabe, de Wittemberg à Strasbourg, l'*Intérim* est accepté partout, des lèvres sinon du cœur. Mais Charles n'en demande pas davantage. Disons plus : c'est malgré lui qu'il persécute. Si le clergé ne le poussait pas plus loin qu'il ne veut aller, si les pasteurs consentaient seulement à se taire, et les protestants à aller à la messe, même sans y croire, il ne demanderait pas plus. Les dehors lui suffisent, dans la foi comme dans l'obéissance. Enivré de son succès, déjà il songe à faire adopter son *Intérim* aux royaumes scandinaves ; il songe même à l'Angleterre, où la messe vient pourtant d'être abolie par Édouard VI, au moment où on la rétablit dans le berceau de la Réforme. Mais l'Allemagne, grâce à Dieu, ne s'est pas toute soumise avec Constance. La résistance, chassée du midi, s'est retranchée dans le nord, comme dans un dernier asile. Brême, Magdebourg, Lubeck, Hambourg, Brunswick, Gœttingue, Hanovre tiennent bon, et repoussent l'*Intérim*. Magde-

bourg, surtout, est devenue le centre d'une opposition religieuse et politique à la fois. Les pamphlets, les satires, les réfutations de l'*Intérim* se répandent de là sur toute l'Allemagne. Comme aux premiers temps de la réformation, la presse y est le plus ferme soutien des doctrines nouvelles. Commencée sur ce terrain, la lutte va passer bientôt sur un autre. Les villes ont pris la place des princes, et leur rébellion fait tache dans l'Empire soumis. Magdebourg, sûre d'être attaquée la première, s'apprête au combat.

Mais Charles recommence ici la faute qu'il a commise après avoir vaincu à Mühlberg. Au lieu d'aller lui-même étouffer dans Magdebourg le foyer de la résistance, il s'apprête à partir pour les Pays-Bas, où il veut montrer son fils à ses futurs sujets. Grave imprudence, qui va lui coûter cher! Maintenant, dans quel état laisse-t-il l'Empire à son départ? Les protestants, vaincus sur le terrain de la politique, se sont retranchés sur celui de la conscience, et ils s'y sentent invincibles. Dans le nord est la révolte, partout la haine et la désaffection. Son triomphe, dont il a usé sans pitié, a aliéné de lui ceux-là mêmes qui l'avaient aidé à l'obtenir. Les protestants ralliés, aigris par la captivité du Landgrave, sont peut-être au fond du cœur plus animés contre lui que les membres mêmes de la ligue. Son *Intérim*, malheureuse conception d'un orgueil en délire, lui a aliéné tout le monde, le pape, les catholiques, les luthériens, Maurice, Brandebourg, en un mot l'Allemagne entière. Les protestants, qu'il veut ramener dans le sein de l'Église, se montrent sourds aux invitations, indomptables aux menaces. Trois évêques, que le

pape envoie pour recevoir en grâce les hérétiques repentants, échouent dans leur mission; et Charles, déçu dans ses rêves d'unité, se décide enfin à quitter l'Allemagne, en y laissant derrière lui la méfiance, la haine et ce calme menteur qui précède la tempête.

CHAPITRE III.

LA SUCCESSION A L'EMPIRE. SECONDE DIÈTE D'AUGSBOURG. TRAITÉ DE PASSAU.

1549 A 1552.

Charles-Quint, en quittant l'Allemagne, ne comptait pas la quitter pour longtemps; lui-même se défiait de son œuvre, et ne croyait pas à sa durée. Ce grand corps germanique s'était, pour la première fois depuis des siècles, rallié autour de son chef; mais cette unité factice, tyrannique, entre des membres discords, et sous un chef qu'ils détestaient, résidait dans la volonté, dans le génie de ce chef, bien plus que dans l'Empire lui-même; César mort, le lien était rompu, et tout allait se dissoudre. Charles le savait : il se sentait mourir, et il ne voulait pas que son œuvre mourût avec lui. Accablé d'infirmités, puni par une précoce décrépitude de ses excès de tout genre, excès de travail, de préoccupations, de soucis, excès de table et parfois de débauche, en moins de cinquante ans, il avait vécu un siècle. Deux ans de suite, en 1547 et 48, deux maladies graves avaient mis ses jours en danger, et appauvri encore cette nature épuisée. Déjà la pensée d'une abdica-

tion, sa préoccupation constante, lui apparaissait plus nette et plus prochaine. Mais lui seul devait descendre du trône, sa politique ne devait pas en descendre avec lui. Pour lui succéder, deux candidats s'offraient à son choix, son fils et son frère; tous deux bien différents d'âge, mais tous deux, le dernier surtout, mûris par son exemple, et formés par ses leçons; tous deux inférieurs à lui, sans doute, mais capables pourtant, dans une moindre mesure, de continuer ses grands desseins, héritage plus beau à ses yeux que les couronnes mêmes qu'il devait leur léguer.

La première pensée qui dut se présenter à ce grand esprit, la plus naturelle, la plus sage peut-être, c'était de scinder en deux son immense héritage. Le faix était trop lourd pour les épaules d'un homme, puisque Charles-Quint lui-même avait plié sous lui. Philippe, Espagnol de naissance, d'éducation, d'instincts, était né pour régner sur l'Espagne. Il lui ressemblait trop pour ne pas lui convenir. Ferdinand, Espagnol aussi, avait été dans sa jeunesse l'enfant gâté de l'Espagne et de son aïeul le *roi catholique*. Éloigné de bonne heure de la Péninsule par la prudente sévérité de son frère, qui aimait mieux avoir un lieutenant en Allemagne qu'un rival en Castille, Ferdinand avait d'abord impatiemment supporté son exil. Tout lui déplaisait en Allemagne, le climat, la langue, les mœurs des habitants, l'hérésie surtout, car le sang d'Ysabel coulait aussi dans ses veines. Longtemps il avait supplié son frère de lui donner à gouverner Naples, ou Milan, ou quelque obscure province de l'Espagne, plutôt que de le reléguer sous le triste ciel du Nord. Mais la pensée même

d'une révolte ne lui était jamais venue. Dévoué aux intérêts de son frère, toujours prêt à s'incliner devant sa supériorité d'âge et de talent, Ferdinand, lors de l'insurrection des *comuneros*, n'avait pas voulu pactiser avec les insurgés qui l'appelaient au trône. « Non-seulement, dit Navagero, il honorait « l'Empereur, comme un frère aîné, mais il le révé« rait comme un père, et lui obéissait comme à un « serviteur. »

Charles-Quint ne se défiait plus de Ferdinand, mais il avait ses projets sur lui. Tous les membres de sa famille étaient à ses yeux des instruments, destinés à servir ses desseins. Il les aimait sans doute, et d'une affection sincère, mais comme aiment les despotes, pour lui, et non pour eux. « C'est chose « admirable, dit le même Navagero, que l'affection « qui règne entre ces deux frères, si différents de « caractère ; l'Empereur flegmatique et lent, le roi « des Romains colère et prompt ; le premier grave « et sévère, l'autre gai et affable, trop peut-être. » Charles avait compté sur l'ambition de son jeune frère pour l'attacher à l'Allemagne. Pour faire la part de cette ambition, il lui avait abandonné son duché héréditaire d'Autriche ; il lui avait fait épouser la sœur du roi Louis de Hongrie, marié lui-même à leur sœur Marie. La fin prématurée de Louis, mort sans héritiers, avait frayé à Ferdinand le chemin des trônes de Hongrie et de Bohême, et son frère l'avait aidé à y monter. Enfin Charles, en pesant sur l'Allemagne, l'avait forcée à conférer à Ferdinand le titre de *roi des Romains*, et avait fait de lui son vicaire dans l'Empire, et son successeur désigné. Ferdinand, oubliant les rêves de sa jeu-

nesse, s'était résigné sans peine à la destinée que son frère lui avait faite. Gagné peu à peu par la bonhomie allemande, il s'était attaché de cœur à sa patrie adoptive. Plus aimé, plus apprécié d'elle que son frère, parce qu'il la comprenait mieux, il était devenu bientôt plus Allemand que les Allemands eux-mêmes. Leur langue, qu'il parlait comme toutes celles de l'Europe, était maintenant sa langue naturelle. Mais chose incroyable, et qui atteste l'ascendant suprême exercé par Charles-Quint sur sa famille, le roi des Romains, son futur héritier sur le trône de l'Empire, était demeuré son lieutenant docile. « A voir, dit un autre Vénitien, Tiepolo, la confor« mité de sentiments entre les deux frères, et le « profond respect que le Roi porte à l'Empereur, on « est persuadé que, tant que l'Empereur vivra, ses « volontés seront pour le Roi des lois sacrées. »

Pendant bien années, le titre d'Empereur avait apporté à son possesseur plus d'embarras que de puissance réelle. Charles, presque toujours absent de l'Allemagne, et trop heureux d'y laisser son frère à sa place, s'était habitué à l'idée que ce frère y règnerait après lui. Mais, quand ce titre vain fut devenu une réalité, quand l'Allemagne, prosternée devant lui, sentit pour la première fois le poids de son sceptre, Charles commença à voir les choses d'un autre point de vue. A mesure qu'il montait, son horizon s'étendit. Cette unité, qu'il venait de consommer avec tant d'efforts, fallait-il la briser? Cet Empire, qui embrassait la moitié de l'Europe, fallait-il le scinder lui-même, ou le laisser se dissoudre après lui? fallait-il constituer dans sa famille une branche rivale, qui séparerait ses destinées de celles de la

branche espagnole? Son génie seul avait pu résoudre cet effrayant problème de régir d'une seule pensée tant d'États épars sur la surface du continent : ses forces, sa santé, sa vie même s'y étaient usées. Mais ce qu'il avait fondé, un fils, formé par ses leçons, pouvait le continuer après lui. Charles-Quint dans le tombeau pouvait encore se survivre à lui-même!

Voyons maintenant l'instrument qu'il s'était préparé. L'infant don Felipe, né le 22 mars 1527, avait alors près de vingt-deux ans. Sa complexion était délicate, sa taille au-dessous de l'ordinaire. Il ressemblait à son père par les traits du visage, et la singulière proéminence de la mâchoire inférieure, trait caractéristique de la maison d'Autriche, importé par elle dans la maison d'Espagne. Son teint était blanc, ses yeux bleus, sa barbe et ses cheveux d'un jaune clair. Dans son portrait peint par Titien, au musée de Madrid, on est frappé de l'expression morne et sévère de sa physionomie. Le front est ample, élevé, proéminent; l'œil perçant, mais plein de méfiance, trait qu'aggravent encore les sourcils trop rapprochés. La bouche, fortement fermée, trahit la résolution et l'opiniâtreté. En somme, peu de figures répondent aussi bien au caractère donné, et inspirent un sentiment de répulsion aussi marqué. Suivant l'heureuse remarque de M. Mignet, « l'aspect de Philippe était « d'un Flamand, son caractère d'un Espagnol. » Sa réserve, sa gravité dédaigneuse, contrastaient avec les habitudes plus familières de son père. Non moins réservé au fond, non moins hautain que son fils, Charles était plus maître que lui dans le grand art de plier ses penchants à ses intérêts; « car, dit encore

« Cavalli, Charles avait été façonné par la nature « pour plaire tour à tour aux Flamands par la fami- « liarité, aux Italiens par l'esprit et la finesse, aux « Espagnols par la gravité. Aussi, en voyant le fils « si différent du père, tous ces peuples s'alarmaient- « ils d'avance du changement qui les menaçait. »

Dès l'âge de six ans, l'éducation de Philippe avait été confiée à deux hommes bien différents de vocation et de caractère. Son précepteur, Siliceo, prêtre instruit et pieux, mais d'une piété trop complaisante, avait plus consulté, en s'acquittant de sa tâche, les goûts que les intérêts de son élève. Aussi, simple professeur à l'université de Salamanque, se fit-il de ses fonctions un marchepied pour arriver à l'archevêché de Tolède, la première dignité de l'Église après celle du vicaire de Christ. Le gouverneur, au contraire, don Juan de Zuñiga, grand commandeur de Castille, était le modèle accompli du gentilhomme et du soldat. Sa vie s'était partagée entre les camps et la cour. Par sa rude et loyale franchise, il s'était acquis plus de droits à la reconnaissance qu'à l'affection de son élève. Une admirable lettre de Charles-Quint à son fils[1] nous peint en traits piquants ces deux caractères si opposés. On y verra si l'Empereur savait juger les hommes qu'il employait. « Votre « confesseur actuel, lui dit-il, et votre ancien pré- « cepteur, récemment nommé évêque de Cartha- « gène, est un digne homme, comme chacun sait; « mais j'espère qu'il prendra meilleur soin de votre « conscience qu'il n'en a pris de vos études, et qu'il « ne se montrera pas aussi accommodant avec son

1. *Seminario erudito* (Madrid, 1788, t. XIV, p. 156 et suiv.).

« pénitent qu'avec son élève... Quant à Zuñiga, s'il
« en agit sans façon avec vous, c'est une preuve
« assurée de l'amour qu'il vous porte. S'il ne cher-
« chait qu'à vous flatter, à complaire à vos désirs,
« il ferait alors avec vous ce que fait le reste du
« monde. Vous n'auriez plus personne auprès de
« vous pour vous dire la vérité; et pire chose ne
« peut advenir à homme ici bas, surtout aux jeu-
« nes gens qui n'ont pas assez d'expérience pour
« démêler la vérité de l'erreur. »

L'éducation de Philippe, cependant, fut loin d'être négligée. Charles-Quint, qui n'avait jamais su le latin, voulut que son fils ne parlât pas d'autre langue avec ses maîtres. L'infant apprit en outre le français et l'italien; mais l'infant, s'il eût consulté ses goûts, n'eût jamais parlé que castillan. Comme son père, il montra de bonne heure un goût décidé pour les mathématiques. Les arts même ne lui étaient pas étrangers, surtout l'architecture. Mais l'éducation modifie le caractère, et ne le fait pas. De tous les traits que Philippe tenait de son père, le plus marqué, c'était la circonspection. Comme Charles-Quint, l'infant n'eut jamais de jeunesse; de l'enfance, il passa sans transition à l'âge mûr. Réservé, taciturne, le fardeau du gouvernement, qu'il porta dès l'enfance, accrut encore sa gravité hautaine et le sérieux glacial de ses manières. Il avait quinze ans, en 1542, lorsque Charles, impatient de se préparer un successeur, et de le former aux affaires, lui confia, pour son début, l'Espagne à gouverner. Il lui donna, pour l'assister, deux hommes éminents, le commandeur Covos et le cardinal Tavera. Le duc d'Albe leur fut adjoint, pour les choses de la guerre. La même lettre

de Charles contient aussi son jugement sur les tuteurs qu'il donnait à son fils : « Le duc d'Albe, lui « dit-il, est l'homme le plus capable que je possède à « mon service. Consultez-le, surtout dans les affaires « militaires, mais ne vous livrez pas à lui, ni sur ce « point ni sur aucun autre. Ne comptez sur per« sonne que sur vous-même. Les grands seront trop « heureux de capter votre faveur, pour régner sous « votre nom ; mais si vous vous laissez ainsi gou« verner, ce sera votre ruine. Qu'on le soupçonne « seulement, et cela vous fera un tort infini. Servez« vous de tout le monde, ne vous reposez sur per« sonne. Dans vos perplexités, ne vous assurez qu'en « Dieu, n'ayez confiance qu'en lui, et souci que « de lui. » Il censure ensuite avec sévérité les habitudes licencieuses de Covos, et en signale vivement les dangers au jeune prince, chez qui perçaient déjà les mêmes penchants. Quant à Tavera, mort en 1546, il fut remplacé par Siliceo dans le siége de Tolède : « Mon fils, dit Charles-Quint, perd plus encore à « cette mort qu'il n'a perdu à celle de son épouse ; « car, il peut trouver une seconde femme, mais il ne « trouvera jamais un second Tavera. » Dans une bouche aussi sobre d'éloges, ces mots sont toute une oraison funèbre.

Philippe, en effet, avait à peine seize ans que son père, pressé d'assurer l'avenir de sa maison, avait imposé le mariage à ce prince imberbe, homme par le caractère, enfant par l'âge et l'extérieur. En 1543, il lui avait fait épouser sa cousine Maria, fille de Juan II de Portugal et de Catherine, la plus jeune sœur de Charles-Quint. Deux ans plus tard, cette princesse était morte en donnant le jour à un fils,

l'infant don Carlos, réservé à une si triste célébrité ; nature incomplète et tronquée qui dut ses lacunes, et peut-être ses vices à cette uuion trop précoce, et à la perte prématurée d'une mère.

Depuis sept ans, Charles avait quitté l'Espagne. Il lui tardait de revoir ce fils, dont il était séparé depuis si longtemps, et de se décharger sur lui d'une portion de son fardeau. Pendant ces sept années, l'Espagne, puissante au dehors, bâillonnée au dedans, glorieuse et appauvrie, malgré tout l'or du Nouveau-Monde, qui la traversait sans s'y arrêter, s'était à peine émue au bruit des succès de son roi. Tout ce qui lui restait d'instincts aventureux s'était jeté au dehors, vers l'Amérique surtout, où le courant des entreprises continuait à se diriger. La tâche de Philippe en Espagne avait été peu ardue. Doué d'une aptitude réelle et d'une puissante application au travail, des maîtres éminents lui avaient enseigné, de l'art de régner, les parties les plus faciles. Il lui restait à apprendre de son père l'art plus difficile de lutter contre la fortune, et de la diriger dans le sens de ses desseins. A peine de retour à Bruxelles, Charles-Quint sentit le besoin d'y appeler son fils auprès de lui. Plus occupé que jamais de son projet d'abdication, il lui tardait de présenter son fils à ces peuples sur lesquels il devait régner après lui. Dès janvier 1548, à Augsbourg, se croyant près de sa fin, il avait rédigé pour ce fils bien-aimé des instructions que Sandoval (t. II, p. 639) nous a conservées dans toute leur étendue. Nous en résumerons les points principaux.

Le premier soin de Charles, en digne *roi catholique*, est de recommander à son fils la soumission à

Dieu, l'obéissance à l'Église, le maintien de la foi orthodoxe. « Montrez-vous, lui dit-il, docile au « saint-siége apostolique ; mais si, sous son nom, « il se commet dans vos États des abus à votre pré- « judice, il faut y porter remède, en évitant, autant « que possible, le scandale. Quant au pape actuel, « vous savez comment il s'est conduit avec moi, et le « peu de bonne volonté qu'il fait voir pour les inté- « rêts de la chrétienté et pour le concile, malgré le « mariage de ma fille avec son petit-fils. Nonob- « stant, je vous invite à avoir plus d'égards pour sa « dignité que pour sa conduite, et à lui rendre, aussi « longtemps qu'il vivra, tout le respect que vous lui « devez.

« Depuis le début de mon règne, j'ai tout fait « pour vivre en paix avec la France et son défunt « roi. Mais, en dépit de tous mes efforts, chacun sait « qu'il n'a jamais gardé les traités, que lorsqu'il n'a « pas pu les rompre. Son fils paraît avoir hérité de « la mauvaise volonté de son père. Néanmoins, je « vous conseille de rester en paix avec lui, aussi « longtemps que faire se pourra... Mais ne vous fiez, « avec les Français, ni aux traités de paix, ni aux « paroles d'amitié, et ne leur quittez jamais rien de « ce qui vous appartient. Ayez grand soin d'entre- « tenir amitié avec les Anglais, ennemis héréditaires « de la France ; mais ne vous engagez avec eux à « rien qui puisse être contraire à notre sainte foi et « au saint-siége apostolique.

« Tenez-vous toujours au courant de tout ce qui « se passe dans les Indes. Veillez à ce que ces pays « lointains soient gouvernés avec justice, et à ce « qu'on s'occupe de les repeupler. Cherchez à por-

« ter remède aux exactions et aux cruautés des offi-
« ciers de la couronne. Ayez soin que les Indiens
« soient protégés en tout ce qui est juste, et gardez
« sur eux et sur ceux qui les régissent l'autorité su-
« prême qui vous appartient.

« Les sujets n'étant jamais plus fidèles à leurs sou-
« verains que quand ils leur voyent des fils qui as-
« surent la stabilité des États, il me paraît nécessaire
« que vous songiez à vous remarier. Faites-le de la
« manière qui sera la plus utile aux intérêts de vos
« royaumes. Un mariage avec la fille du roi de France,
« qui garantirait le maintien des traités et la resti-
« tution de la Savoie à son duc, serait peut-être le
« parti le plus convenable. A défaut, on pourrait son-
« ger à la princesse d'Albret, pour terminer le diffé-
« rend de la Navarre. Si tout cela ne peut avoir lieu,
« je ne vois plus d'autre parti qu'une fille du roi des
« Romains ou l'infante, fille de ma sœur, la reine
« douairière de France. Entre tous ces partis, je prie
« Dieu qu'il vous donne de choisir le meilleur. Quant
« à l'infante votre sœur, je ne vois pas pour elle
« d'époux plus convenable que l'archiduc Maximilien
« mon neveu, union qui comblera de joie le roi des
« Romains. Je désire que ce mariage se fasse tout de
« suite, et que vous ameniez avec vous, à Bruxelles,
« l'infante votre sœur. Et comme il convient à votre
« dignité que vous gardiez pour vous les États de
« Flandre et de Bourgogne, on pourrait confier à
« l'archiduc et à son épouse l'administration de ces
« pays, qui ne peuvent être bien gouvernés que par
« des étrangers ; aucun Flamand ne pouvant occuper
« ce poste sans exciter l'envie, il convient d'y placer
« toujours quelqu'un de notre sang. Le mieux, ce

« serait que ma sœur, la reine de Hongrie, consentît
« à y rester, et à continuer les bons services qu'elle
« nous a rendus dans la paix et dans la guerre. Mais,
« comme elle est bien résolue à se décharger de ce
« fardeau, nous attendrons votre arrivée pour nous
« décider..... »

Nous connaissons ici Charles-Quint tout entier. Ce n'est plus là une lettre officielle, où il ne livre de sa pensée que ce qu'il veut en laisser voir; c'est un testament politique, où désabusé de l'ambition pour lui, il n'en a plus que pour son fils, où il lui lègue à la fois les trésors de son expérience, et le secret de cette grande politique qu'il devra continuer après lui. Philippe, du reste, était déjà mûr pour un pareil héritage, et son père le savait en lui écrivant cette lettre. Le duc d'Albe la porta à l'Infant, avec l'ordre de se rendre dans les Pays-Bas par l'Italie et l'Allemagne, pays où il devait aussi régner. Maximilien fut chargé, en l'absence de l'Infant, de gouverner l'Espagne à sa place. Le mariage de l'archiduc et de l'Infante eut lieu à Valladolid, en présence de Philippe. Par ordre de l'Empereur, la maison de l'Infant fut montée, suivant l'étiquette bourguignonne, sur le pied le plus somptueux. Le duc d'Albe fut nommé *mayordomo mayor;* même les offices inférieurs ne furent confiés qu'à des personnes titrées. Cette pompe, étrangère aux habitudes plus simples de la Castille et de Charles-Quint, était destinée à flatter ses sujets flamands; mais elle blessa profondément les Castillans. Aimant dans l'Infant un prince espagnol comme eux, ils craignaient de le voir, comme son père, renoncer à sa nationalité, pour prendre celle de ses nouveaux sujets.

Le 8 octobre 1548, Philippe se mit en route, suivi d'un somptueux cortége. Il s'embarqua à Rosas, pour Gênes, sur une flotte que Doria, malgré son grand âge, avait voulu lui amener. Son voyage jusqu'à Bruxelles ne fut qu'une ovation continue. Partout des arcs de triomphe se dressaient sur son passage ; on eût dit que le prince imberbe, que les peuples recevaient à genoux, était déjà de moitié dans la gloire de son père, « *le grand, le divin, l'in-* « *vincible Charles-Quint.* » Après avoir traversé le champ de bataille de Pavie, l'Infant arriva à Milan. Cette ville, la seconde de l'Italie en population, la première en splendeur, avait oublié, dans la prospérité d'une longue paix, les violences des soldats impériaux. Entre toutes les cités de l'Italie, Milan se distingua par la pompe de son accueil. L'Infant y séjourna plusieurs semaines, qui ne furent qu'une succession de fêtes. De Milan, il se dirigea par le Tyrol vers le Rhin et les Pays-Bas. L'Allemagne ne resta point en arrière de l'Italie. Ces mêmes villes que son père et son oncle venaient de rançonner, dûrent encore défrayer les dépenses de ce voyage qui, comme tous les grands événements du règne, a eu son historien spécial.

Ce long trajet, accompli tout entier à cheval, de Gênes à Bruxelles, avait duré près de quatre mois. Mais Philippe, en traversant tant de pays et de peuples divers, ne sut pas gagner les cœurs sur son passage. Soit timidité, soit hauteur, sa taciturnité toute castillane élevait une barrière entre lui et ses futurs sujets. Le duc d'Albe répondait pour lui à tous les discours qu'on lui adressait. Pour obéir à son père, qui sut être à la fois économe et magnifique, il

répandait les dons à pleines mains; mais, comme dit finement Cavallo, « il *se montrait* libéral, mais de « manière à faire voir qu'il s'en lasserait bientôt. » En mainte circonstance, il laissa percer une rigidité de caractère qui éloignait de lui ceux qu'il eût fallu attirer. « Il fit voir, dit le Vénitien Soriano, un « esprit sévère et intolérable, ne plut guère aux « Italiens, déplut fort aux Flamands, et se rendit « odieux aux Allemands. »

Bruxelles surpassa toutes les autres cités par la splendeur de son accueil. Charles-Quint eut enfin, après sept ans d'absence, la joie d'embrasser son fils. Il l'avait laissé un enfant, il le retrouvait un homme. Formé de bonne heure à cette grande école des affaires, qu'allaient couronner les leçons de son père, l'intelligence, chez lui, s'était développée aux dépens du cœur. Sa maturité précoce, son application au travail plurent à Charles, qui y voyait l'avenir d'un règne aussi sérieux que le sien. Mais son affection de père ne l'aveugla pas sur les défauts de son fils. Ses conseils et ceux de sa sœur rappelèrent à l'Infant, trop porté à l'oublier, que la plus sûre manière de se faire obéir, c'est de se faire aimer. Ces conseils ne furent pas tous perdus : Philippe essaya de forcer sa nature, et se montra, avec les Flamands, moins hautain, sinon plus aimable. Il se plia à leurs goûts nationaux, en prenant part aux exercices chevaleresques, chers à la noblesse bourguignonne. Mais comme il le faisait par contrainte, il le fit sans grâce, et n'y réussit pas comme son père. L'ambassadeur de France écrivait à Henri II, passé maître dans ces exercices qui devaient un jour lui coûter la vie : « Jamais on n'a vu

« personne manier une lance aussi mal que l'Infant « d'Espagne. » Enfin, dans un tournoi, un coup violent sur la tête le fit tomber de cheval. On le rapporta évanoui au palais, et depuis ce jour, Philippe perdit, avec sa confiance en lui-même, le peu d'adresse qu'il avait dans ces dangereux exercices.

Les leçons qu'il reçut de son père dans l'art de gouverner lui profitèrent mieux. Chaque jour l'Empereur faisait passer à son fils plusieurs heures auprès de lui, soit pour l'instruire seul à seul, soit pour le faire assister à ses conseils. C'est à cette grande école, et sous ce maître accompli, que Philippe apprit le métier de roi. Son père le fit voyager dans toutes les provinces des Pays-Bas, pour s'enquérir par lui-même des ressources et des besoins du pays, et du caractère de ses habitants. Mais la pompe vaine dont Charles voulut entourer son fils, fit avorter tous les fruits de ce voyage, qui pouvait être si utile à l'Infant. Aux nobles espagnols qui ne le quittaient pas, l'Empereur adjoignit un nombre au moins égal de nobles flamands. Toutes les riches cités de la Flandre rivalisèrent de luxe et de folles dépenses. Anvers seule y consacra plus de 500,000 francs. Des fêtes, des bals, des tournois, où Philippe ne figurait qu'à regret, marquèrent chacune de ses journées. Ce prince, dont tout le bonheur était d'échapper aux leçons de son père, pour s'enfermer dans son appartement avec quelques favoris, fut jeté violemment hors de ses habitudes. Le contraste entre la joyeuse humeur des Flamands, et la réserve hautaine de leur futur souverain, n'échappa pas aux regards qui l'étudiaient. Ce contraste frappait encore plus quand on comparait l'Infant à son père. Charles,

s'il aima jamais quelque chose, en dehors de ses affections de famille, aimait la Flandre et les Flamands. C'est là qu'il était né, qu'il avait été élevé, là qu'il venait se reposer des soucis de la guerre et du gouvernement. Depuis la révolte de sa ville natale, si rudement châtiée par lui, Bruxelles était devenue sa capitale de prédilection, le centre de son empire. La liberté de manières des Flamands, loin de l'offenser, déridait son front soucieux; et des relations plus familières, dont se souviennent encore les traditions du pays, effaçaient par moments la distance qui le séparait de ses sujets.

Mais tous les goûts de Philippe étaient en opposition avec ceux de son père. Il aimait la retraite, et n'aimait pas la simplicité. Espagnol de cœur, comme Charles était Flamand, tous ses conseillers intimes, tous ses favoris étaient des Espagnols. L'étiquette inflexible de la Castille, qui élevait un mur entre le peuple et son roi, lui allait mieux que cette affectueuse familiarité à laquelle la maison de Bourgogne avait habitué les Flamands. La répulsion fut donc réciproque. Les premières impressions ne devaient plus s'effacer, ni d'une part ni de l'autre. C'est du premier voyage de Philippe dans les Pays-Bas que date cette secrète haine, qui devait un jour leur coûter si cher à tous deux.

L'impopularité de l'Infant ne pouvait échapper à un œil aussi perspicace que celui de Charles-Quint. Pourtant, dans ce moment même, il rêvait à faire de son fils mieux qu'un comte de Flandre ou un duc de Bourgogne; il voulait en faire un empereur d'Allemagne. Comme les hommes à qui tout a réussi, Charles, depuis Mühlberg, ne supportait plus d'ob-

« personne manier une lance a u dans sa pensée
« d'Espagne. » Enfin, dans pire, le repos du
violent sur la tête le fit e. Il fallait que tout,
rapporta évanoui au pa urût à l'exécuter. En
lippe perdit, avec sa *i des Romains*, il avait
d'adresse qu'il ava mpire dans la maison d'Au-
Les leçons q er un lieutenant en Allemagne.
gouverner lui l'avait trouvé dans Ferdinand, dé-
pereur fai , infatigable. Il l'en avait payé en entas-
auprès d *des* couronnes sur sa tête. Mais Ferdinand avait
pour *le* tort de tous les vice-rois trop capables, celui
grar *de* faire oublier le maître au nom duquel il régnait.
li *Le roi des Romains* avait pris son titre au sérieux;
il était devenu trop Allemand, quand son frère ne
l'était pas assez, et l'Allemagne l'avait aimé pour
lui-même, et non pour ce frère qu'il représentait.
Son fils Maximilien, Allemand de cœur, d'éducation
et de penchants, était déjà l'idole de l'Allemagne.
Son humeur franche, ouverte, joviale, tranchait
avec la taciturnité de l'Infant, et lui nuisait encore
par le contraste.

Tels étaient les deux princes à qui Charles voulait enlever la perspective assurée de la couronne impériale pour la faire passer sur la tête de son fils. Ferdinand, sur un mot de son frère, renoncerait-il à un espoir qui, depuis trois ans, était devenu une certitude? Laisserait-il dépouiller son fils et lui d'un avenir qui leur appartenait, pour se résigner, en vice-roi disgracié, à quelque obscur gouvernement dans les états de son neveu? La chose était douteuse, et Charles-Quint lui-même ne s'abusait pas sur la difficulté. La diète avait été convoquée à Augsbourg pour le mois d'août. Mais pour lui proposer l'élec-

Philippe, comme futur *roi des Romains*, il
bord l'aveu de Ferdinand. Charles, aussi
maintenant pour son fils qu'il l'avait été
à cette grave affaire l'ardeur persévé-
ettait à ses entreprises. Vers le milieu de
rendit avec son fils à Augsbourg, où son
l'attendait. Toute la cour de l'empereur pres-
sentait son dessein, bien qu'il n'en eût pas parlé; on traitait déjà Philippe en héritier de l'Empire. Ferdinand, plus intéressé que personne dans l'affaire, en fut informé le dernier. Blessé au cœur d'une proposition qu'il prenait pour une insulte, il se montra sourd aux instances, aux prières, aux pleurs même de sa sœur Marie, que l'Empereur fit venir deux fois des Pays-Bas pour appuyer ses sollicitations. Charles, désespérant de vaincre l'obstination de son frère, rabattit à la fin de ses exigences. Il se résigna à lui laisser l'Empire, et le pria seulement de consentir à ce que Philippe fût élu pour lui succéder comme *roi des Romains*. Ferdinand resta inflexible. Enfin Charles demanda moins encore, à savoir que son fils partageât cette survivance avec le fils de Ferdinand. C'était violer ouvertement la constitution de l'Empire et les droits des Électeurs; c'était fixer pour deux générations, c'est-à-dire pour toujours, la couronne impériale dans la maison d'Autriche; c'était froisser enfin tous les instincts de l'Allemagne, que de lui imposer pour maître un étranger, un Espagnol qu'elle abhorrait d'avance. Mais qu'importaient à Charles et la constitution, et les droits des Électeurs, et les penchants de l'Allemagne? Il ordonnait; tout, dans sa famille comme dans ses États, devait s'incliner devant lui.

Ferdinand refusa péremptoirement pour lui; mais il consentit à s'en remettre à la décision de son fils. On fit venir le prince, de Valladolid à Augsbourg, pour l'engager à céder à son cousin sa future dignité de *roi des Romains*, sauf à la reprendre le jour où Philippe serait nommé Empereur. Demander à Maximilien de placer lui-même la couronne de l'Empire sur le front d'un prince de son âge, c'était lui dire d'y renoncer pour jamais. La position était difficile. Le prince s'en tira habilement, en alléguant la nécessité de s'entendre avec les Électeurs. Le refus n'était que déguisé, car la réponse des Électeurs était connue d'avance : l'idée seule de voir Philippe régner en Allemagne soulevait tous les cœurs allemands. Ferdinand, aux yeux de l'Allemagne, n'était pas le petit-fils d'Ysabel, c'était celui de Maximilien, l'idéal d'un Empereur germanique, populaire et impuissant. S'il était né en Espagne, il s'était fait Allemand, et l'Allemagne lui en savait plus de gré que si le hasard l'y avait fait naître. Son fils, jeune, brave, intelligent, parlant toutes les langues de l'Europe, bon compagnon à la chasse comme à la guerre, secrètement attiré d'ailleurs vers les doctrines de la Réforme, était encore plus populaire que lui. Tel était l'héritier qu'on proposait à l'Empire d'échanger contre un Infant de Castille, muette idole, murée dans son sanctuaire, et qu'il fallait adorer sans le voir.

Depuis son arrivée à Augsbourg, Philippe s'épuisait en vain à courir après cette popularité qui le fuyait. Clément comme il avait été libéral, par ordre de son père, il faisait mettre en liberté les pasteurs emprisonnés à Ulm. Il s'armait de patience pour supporter les longs festins des Allemands, et y faire

bonne figure. Il se forçait à boire, mais l'ivresse même n'eût pu dérider ce front austère. Le naturel hautain de l'Infant perçait à travers sa familiarité d'emprunt. Le reconduisait-on à son logis, il ne daignait pas même se retourner pour saluer les nobles qui l'avaient suivi. On l'accusait d'avoir dit que « le « fils d'un Empereur étant plus qu'un roi, lui, fils « d'un Empereur, était par conséquent au-dessus « de son père ; » et la malveillance, qui avait peut-être inventé ce propos, y trouvait encore un aliment nouveau.

Et cependant, malgré tous ces obstacles, toutes ces résistances, dans sa famille et dans le pays, la puissante volonté de Charles-Quint finit par triompher. Une convention secrète[1] fut conclue et signée dans la chambre de l'Empereur. Par cet acte, Ferdinand consentait à ce que, « le jour où il succéderait à « l'Empire, Philippe fût élu *roi des Romains*, titre « qui passerait à Maximilien lorsque Philippe mon« terait sur le trône. Les deux princes s'engageaient « à se défendre et à s'assister mutuellement. » Le mariage de l'Infant avec une des filles de Ferdinand, devait sceller le traité, et resserrer encore l'union des deux familles. Ferdinand ne courait pas grand risque à s'engager ainsi. Le consentement des Électeurs était indispensable, et il savait bien que ni eux, ni

1. L'original de l'acte, écrit de la main de l'évêque d'Arras, Granvelle, doit se trouver aux archives de Vienne. Cet acte, inconnu de tous les historiens du temps, a été mentionné pour la première fois par Ranke (t. V, p. 125) ; Robertson ne l'a pas connu. M. Mignet en a fait un heureux usage dans sa belle histoire de *l'Abdication de Charles-Quint, et de son séjour à San Yuste*. Une copie de cet acte se trouve aux archives de Bruxelles. Voir aussi la lettre irritée de l'Empereur à sa sœur Marie, pour se plaindre de Ferdinand. (Lanz, *Correspond.*, t. III, p. 15).

l'Allemagne ne céderaient jamais. L'Espagne elle-même n'y était guère moins opposée. La fière Castille était lasse de n'être qu'une annexe de l'Empire; elle voulait pour elle un roi tout entier, un prince, Espagnol de naissance et de cœur, qui vécût en Espagne et pour l'Espagne, et se dévouât à ses seuls intérêts. Charles-Quint, en s'applaudissant de son triomphe, ne se doutait pas qu'il dût si peu durer.

Ce premier point gagné, Charles fit sonder le terrain auprès des Électeurs. Le secret avait été si bien gardé que le défiant Maurice n'en avait rien soupçonné. Il s'en tira avec sa dextérité ordinaire : « Lui, « le plus jeune de tous les Électeurs, ne pouvait pas « donner son avis le premier dans une aussi grave « matière. Il avait besoin de se concerter avec ses « collègues. Son dévouement à l'Empereur lui avait « déjà fait bien des ennemis ; sa position était si dif- « ficile qu'il devait éviter de l'aggraver encore. » Brandebourg ne se montra pas plus empressé. Il fit dire au roi des Romains « qu'on s'étonnait de la « peine qu'il prenait pour enlever à sa maison l'hé- « ritage de l'Empire ; » et le zèle de Ferdinand, qui n'avait jamais été bien ardent, se ralentit encore. Un galion, chargé de l'or des Indes, arriva sur ces entrefaites à Anvers, et l'Allemagne s'en émut. « On veut « acheter les voix des Électeurs, disait chacun ; mais « ils n'oseront pas les vendre. » Charles, vaincu par la toute-puissance de l'opinion, garda son traité, comme une lettre morte, sans pouvoir l'exécuter ; il n'osa parler ni aux Électeurs, ni à la diète, de son plan favori, et des événements plus graves vinrent bientôt l'écarter pour jamais.

Philippe, dès lors, n'avait plus rien à faire à Augs-

bourg. Il pouvait aller reprendre en Espagne ses études sur l'art de gouverner, sûr d'y trouver des sujets plus dociles. Il se remit donc en route par le même chemin. Ce deuxième voyage fut aussi rapide que le premier avait été lent. Il évita partout les hommages, moins empressés au retour qu'à la venue. Sa seule halte fut à Trente, où les légats qui y attendaient le concile, avec les évêques du parti de l'Empereur, lui firent une réception brillante. Les fêtes, les spectacles alternèrent avec les discussions religieuses. Les prélats, qui avaient rédigé le matin un article de foi, assistaient le soir à une comédie ou à un bal masqué. Enfin, le 12 juillet, l'infant débarqua à Barcelone, et se rendit de là à Valladolid, où il reprit, pour ne le plus quitter, le gouvernement de l'Espagne que son père lui avait abandonné [1].

SECONDE DIÈTE D'AUGSBOURG. MAURICE DE SAXE. SIÉGE DE MAGDEBOURG.

Pendant cette tentative manquée de Charles-Quint pour assurer la couronne impériale à son fils, de graves événements s'étaient passés en Europe. Depuis l'*Intérim*, la rupture du pape et de l'Empereur

1. Je suis heureux, avant de terminer ce volume, de pouvoir déjà appeler l'attention du public sur la belle *Histoire de Philippe II*, dont M. W. Prescott, de Boston, vient de publier les deux premiers volumes. On regrette seulement que l'historien des *Rois catholiques* soit passé d'Ysabel et de Ferdinand à leur arrière-petit-fils, sans s'arrêter à Charles-Quint. L'immensité du sujet l'a peut-être effrayé. Personne cependant n'aurait su mieux que lui apporter dans ce chaos l'ordre et la lumière. J'aurai du reste occasion, dans mon tome suivant, de rendre plus amplement justice aux savantes études de l'auteur sur le règne de Philippe II.

s'était aggravée chaque jour. Quand l'Empereur insistait sur la reprise du concile à Trente, le pape redemandait Plaisance, l'héritage de son fils; à quoi Charles répondait froidement « qu'il n'avait pas coutume de mêler les affaires publiques et privées. » Ainsi, le sort de l'Allemagne et les dogmes même de la foi catholique étaient à la merci d'un misérable intérêt de famille. Mais l'Empereur, qui voyait maintenant tous ses ennemis à ses pieds, se sentit assez fort pour dicter la loi. Ses menaces firent à la fin ce que ses prières n'avaient pas pu faire. Après une résistance opiniâtre, le pape finit par céder. Le cardinal légat, évêque d'Augsbourg, déclara solennellement dans la cathédrale d'Augsbourg, au nom du saint père, « qu'il n'y avait dans l'*Intérim* rien de fâcheux « ni de nuisible à la foi. » L'Empereur se tint pour satisfait; mais les rigides croyants se scandalisèrent de voir le pape concéder le calice aux laïques, et le mariage aux prêtres. Charles fut obligé de déclarer que cette concession ne s'appliquait qu'aux pays où régnait la nouvelle doctrine; car la hiérarchie ne pouvait s'y rétablir qu'à ce prix. Paul était en voie de concessions : il finit par consentir aussi à dissoudre le concile de Bologne, dont il commençait à se fatiguer. Mais l'humiliation d'avoir dû céder, le chagrin de voir son petit-fils Octave le trahir pour se vendre à l'Empereur, mirent bientôt le pape au tombeau. Il mourut le 10 novembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans, après avoir terni, par un népotisme effréné, un règne qui promettait mieux à son début.

Ce fut là le dernier succès de Charles-Quint. Il y gagna d'être délivré d'un ennemi dangereux, et de le remplacer par un partisan dévoué. Le con-

clave, dominé par lui, élut, sous le nom de Jules III, le cardinal del Monte, qui avait dirigé les débats du concile. Le nouveau pontife, dans son premier bref, déclara qu'après Dieu il devait son élection à l'Empereur. Le schisme entre les pouvoirs temporel et spirituel parut toucher à sa fin. Charles insistait sans relâche sur la réouverture du concile; le pape comprit qu'il fallait céder, et il convoqua le concile à Trente pour le 1er mai 1551.

C'est toujours un événement grave pour la catholicité que l'élection d'un nouveau pontife, surtout quand le choix n'est pas ratifié par l'opinion. Un homme faillible investi tout d'un coup de l'infaillibilité par la vertu d'un conclave, composé d'hommes faillibles comme lui; l'intrigue et la ruse appelées en même temps que le Saint-Esprit à concourir au choix du vicaire de Christ, ce sont là de ces épreuves qu'il ne faut pas infliger trop souvent, même à la foi la plus robuste. La dépravation cynique du cardinal del Monte avait scandalisé, même les Romains; son élection les souleva. A peine assis sur le trône de saint Pierre, Jules III oublia tout pour ne songer qu'à ses plaisirs. Toute affaire fut écartée. Le faste, la mollesse, de frivoles divertissements remplirent tous ses moments. Les plus hautes dignités de l'Église furent prostituées à ses créatures. Un jeune garçon de seize ans, dont le titre à sa faveur, s'il n'en eut pas de plus infâme, avait été la garde d'un singe favori, reçut du pape le chapeau rouge, et de Rome le sobriquet de *cardinal Simia*. Pour relever l'obscurité de sa naissance, Jules lui donna le nom et les armes de sa famille. C'étaient les vices d'un Alexandre VI, si ce n'étaient ses crimes. Le peuple romain protesta

par des pasquinades, la seule de ses vieilles libertés qu'on n'ait pas pu lui ôter. Les luthériens y puisèrent, contre le système papal, ainsi décrié par le pape lui-même, des armes et une haine nouvelle; et c'est sous l'inspiration de ce digne successeur de saint Pierre que se prépara la réouverture du concile.

La diète d'Augsbourg, présidée par l'Empereur, s'ouvrit le 26 juin 1550. Charles, qui voulait y dominer seul, s'y était fait suivre, contre tous les précédents de l'Empire, par une armée espagnole ; car, par une politique profonde dont l'Autriche n'a pas perdu le secret, ses États échangeaient les uns avec les autres les forces qui servaient à les comprimer. La terreur pesait sur l'assemblée. Quatre points furent proposés par l'Empereur aux délibérations de la diète : le concile, l'exécution de l'*Intérim*, la punition des rebelles et le rétablissement de la hiérarchie. Les États catholiques s'empressèrent de promettre soumission au concile ; mais, dans le parti évangélique, des voix courageuses s'élevèrent pour défendre les droits de la conscience. L'Électeur de Brandebourg osa réclamer un concile national. Les envoyés du nouvel Électeur de Saxe protestèrent en son nom contre les décrets de Trente, et demandèrent « qu'ils fussent « revisés ; que les théologiens réformés prissent part « aux délibérations, avec droit de voter ; que le pape « lui-même fût forcé de se soumettre aux décisions « du concile ; enfin, que les évêques, pour opiner « plus librement, fussent déliés de leur serment de « fidélité au saint-siége. »

Cette démarche hardie, de la part d'un prince aussi mesuré, étonna tout le monde. Les catholiques s'en indignèrent, et cherchèrent, sans y réussir, à la

rendre suspecte à l'Empereur. Les protestants se sentirent disposés à tout pardonner à Maurice, en le voyant prêt à se mettre sur la brèche pour sauver la cause qu'il avait trahie. Quel était son but en agissant ainsi? quelle part faut-il faire, dans ses plans cachés, à l'ambition, au courage, à la foi? Maurice, mort à trente-deux ans, a emporté avec lui son secret. Mais, en étudiant avec soin tous les actes de cette vie, si courte et si pleine, on peut démêler, ce semble, quelque chose des secrets motifs qui l'ont fait agir. Maurice est ambitieux, sans doute; mais, chose rare, c'est un ambitieux qui a des scrupules. Pour arriver à son but, l'Électorat, il a sacrifié son parent, ses devoirs, sa propre estime et celle de l'Allemagne, tout enfin, hormis sa foi. Si ce n'est un chrétien, c'est du moins un protestant zélé. Il a cédé sur l'*Intérim*, mais en apparence plus qu'en réalité. Il a toujours maintenu, près de l'Empereur, sa position de luthérien, fidèle à la cause, sinon au parti qui la défend.

Sa position est bien glissante : maudit par les réformés, suspect aux catholiques, il est de cœur au protestantisme, et des lèvres à l'Empereur, dont il a l'art d'endormir les soupçons. Le défiant monarque se repose sur lui, il en a fait son bras droit en Allemagne; il lui pardonne ses emportements de zèle en faveur de sa foi opprimée; il se dit que, si la religion l'éloignait de lui, l'ambition le ramènerait bientôt. Mais, Maurice, au fond de l'âme, nourrit contre Charles une amertume secrète. Il a été blessé au vif par la trahison de l'Empereur envers son beau-père; il est atteint à la fois dans ses affections et dans son honneur. Les odieux traitements qu'on inflige au landgrave font entrer chaque jour le trait

plus avant dans son cœur. L'ambition aussi est d'accord avec la haine. Maurice, en enlevant sa couronne au vieil électeur, n'a pas recueilli tout son héritage. : il convoite encore sa haute position de chef du parti protestant. Elle est à lui, s'il ose la prendre! L'Allemagne l'y invite et le presse de se décider. Il y songe, il s'y prépare ; mais l'heure n'est pas venue. Ses profonds desseins ont besoin du temps pour les mûrir, ou de l'occasion pour les précipiter.

La seconde affaire qui occupa la diète, ce fut l'*Intérim*. L'Empereur réclamait des mesures vigoureuses contre Brême, et surtout contre Magdebourg, qui réparait ses fortifications, levait des troupes, et repoussait l'*Intérim*. La diète n'ose pas soutenir la rébellion ; mais elle insiste pour les voies de douceur, et offre sa médiation. L'Empereur dicte ses conditions : « Les deux villes se livreront à sa merci, « lui remettront leur artillerie, et paieront, Brême « 150,000 florins, et Magdebourg 200,000. Toutes deux recevront garnison, restitueront les biens des « églises, et recevront l'*Intérim*. » Brême a acquitté sa dette de courage ; elle se déclare prête à céder, pourvu qu'elle garde sa religion et ses franchises. Magdebourg ose seule faire des conditions à l'Empereur. Charles, irrité, presse la diète de voter des subsides et des troupes pour marcher contre la cité rebelle. Ses demandes sont des ordres : les fonds de la *Caisse de guerre* sont mis à sa disposition ; des troupes sont levées, et la diète, d'accord avec l'Empereur, en offre le commandement à Maurice.

L'Allemagne a les yeux sur lui pour voir s'il acceptera. Les réformés attendent cette épreuve pour

savoir s'ils ont en lui un allié secret, ou un ennemi. Mais le duc a son plan arrêté : il accepte sans hésiter, et s'assure ainsi la confiance de l'Empereur. Aucun doute n'est plus possible : le cri de malédiction de l'Allemagne luthérienne contre lui garantit à Charles sa fidélité. Maurice, l'œil fixé sur son but, ne s'en émeut ni ne s'en étonne. Ce ban prononcé contre Magdebourg, et que personne n'ose exécuter, lui l'exécutera. Il quitte la diète pour échapper aux récriminations. Il va rejoindre devant Magdebourg George de Mecklembourg, espèce de *condottiere* allemand, au service de l'Empereur, qui campe déjà sous ses murs avec un corps de troupes. La ville résiste : ses bourgeois, soldats improvisés, tiennent tête aux vieilles troupes de Maurice. Un faubourg, dont il s'est emparé, est repris et brûlé. Les habitants mettent eux-mêmes le feu aux autres. L'Allemagne suit avec un intérêt passionné les péripéties de ce siége, le dernier champ de bataille où l'on combatte encore pour sa religion et pour ses libertés. Cependant l'armée impériale grossit chaque jour. A l'Électeur de Saxe se joignent l'Électeur et le margrave de Brandebourg, qui ont aussi des gages à donner à l'Empereur. Des protestants assiégent la dernière place d'armes du protestantisme aux abois.

Mais toutes les attaques échouent contre l'indomptable obstination des habitants. Dieu, dont ils défendent la cause, est avec eux, et la conscience qu'ils en ont décuple leur courage. Les princes, découragés, pressent l'Empereur de venir, a la tête des forces de l'Empire, écraser ce nid de rebelles. Mais Charles refuse. Il est malade, épuisé; il a la France à surveiller, son fils à faire nommer roi des Romains,

le concile à préparer et à conduire. Toujours à court d'argent, il ne veut pas faire la guerre à ses dépens; il aime mieux la faire aux dépens de l'Empire. Seulement, il envoie au camp un commissaire pour surveiller le siége, et peut-être aussi ceux qui le font. Il veut savoir si les princes réformés ont vraiment envie de prendre la place. Dans l'intervalle, Maurice, qui veut épargner le sang luthérien, presse les assiégés de se rendre. Mais la ville, qui ne se fie ni au duc, ni à l'Empereur, refuse de traiter. Un peuple d'émigrés, fuyant la persécution, se presse dans ses murs. Les pasteurs, chassés de leurs chaires par l'*Intérim*, prêchent sur les places publiques. Les armes, les munitions, les vivres abondent, on en a pour plusieurs années. On fond les cloches pour en faire des canons. Tout ce qui ne peut pas porter une épée travaille aux fortifications. Le vaillant comte de Mansfeld, un des vétérans de la cause de l'Évangile, qui n'a jamais plié le genou devant Baal, a amené dans la ville une petite armée, la même qui a défendu Brême et battu le duc de Brunswick. L'enthousiasme est immense, et s'accroît par le succès. Toutes les sorties sont heureuses; l'ennemi lui-même combat à regret, et fait des vœux pour ne pas vaincre. Le 20 décembre, les assiégés en masse sortent de la ville, percent les lignes ennemies, dispersent les assaillants, et font prisonnier George de Meklembourg.

A cette résistance imprévue, fabuleuse, l'Allemagne entière bat des mains. Les catholiques eux-mêmes, inquiets de l'usage que l'Empereur va faire de son pouvoir, applaudissent à cette glorieuse défense, non de l'hérésie qu'ils détestent, mais des

libertés de l'Empire. Partout, en effet, la constitution, les franchises des cités, les droits de la conscience sont foulés aux pieds. A Augsbourg, sous les yeux de l'Empereur, ses bandes espagnoles traitent la ville en pays conquis, brisent les chaires, et insultent les prédicateurs. Les processions s'emparent des rues, et on force les luthériens à s'agenouiller quand elles passent. Tout pasteur qui n'a pas accepté l'*Intérim* est chassé. L'évêque d'Arras, Granvelle le jeune, qui, après la mort de son père, a hérité de la confiance de Charles-Quint, dirige lui-même les persécutions.

La diète se plaint timidement à l'Empereur de rencontrer des soldats espagnols partout, jusqu'aux portes même de ses séances. Charles s'irrite de ces plaintes respectueuses, et s'en prend aux électeurs de Mayence et de Cologne, qui s'en sont faits les organes : « Leurs griefs sont controuvés, leurs plain-
« tes inconvenantes ; leurs subsides sont insigni-
« fiants, comparés à ses dépenses pour le maintien
« de l'Empire. La dernière guerre lui a coûté six
« millions de florins, et l'Allemagne n'a pas encore
« la paix. L'*Intérim* n'est pas accepté partout, la ré-
« bellion triomphe à Magdebourg, et l'on vient lui
« demander de licencier ses troupes ! » Jamais Empereur n'a parlé ainsi à des électeurs de l'Empire, à la diète, à l'Allemagne qu'ils représentent. Décidément, Charles n'est plus maître de lui : le succès le grise, comme son ancien rival, François I[er], qui n'est plus là pour le contenir. Les Espagnols eux-mêmes se laissent étourdir par leur triomphe. L'Espagne, montée au même faîte que Charles-Quint, se prend du même vertige que lui, en attendant

qu'elle descende aussi sur la même pente. Toute liberté l'offusque chez les autres, depuis qu'elle a renoncé aux siennes. La Castille a accepté l'inquisition et le pouvoir absolu; pourquoi l'Allemagne ne les accepterait-elle pas comme elle? Aussi l'arrogance des Espagnols froisse-t-elle les Allemands, plus encore que leurs exactions. La maison de l'infant, castillane comme lui, s'étonne qu'il fraie avec des électeurs. « On ne sait pas ici ce que c'est qu'un prince d'Espagne », lui disent ses courtisans, et ces idées germent dans l'esprit de Philippe; elles percent dans son langage, malgré les sages conseils de son père. Le mécontentement est général. Magdebourg inonde l'Allemagne de pamphlets, où l'Espagne et la majesté impériale sont traînés dans la boue.

Cependant, le Landgrave, prisonnier à Malines, y était livré aux outrages des soldats qui le gardaient. Sa forte santé s'était dérangée par suite de sa longue captivité. Il demande une fois, par exception, un peu de viande le vendredi; un officier espagnol foule aux pieds celle qu'on lui apporte. Charles, en se rendant à Augsbourg, avait laissé son prisonnier en Flandre, pour échapper aux instances de la diète. Mais les deux électeurs de Saxe et de Brandebourg, que l'Allemagne rendait responsables de la trahison de l'Empereur, revinrent encore à la charge auprès de lui, sans plus de succès. Les fils du Landgrave, poussés à bout, sommèrent les deux princes de tenir leur promesse, et de venir se remettre entre leurs mains. Les princes l'auraient fait peut-être; mais l'Empereur, de sa propre autorité, déclara nul l'engagement qu'ils avaient pris.

L'Allemagne sut désormais qu'elle avait un maître qui, du haut de sa toute-puissance, se mettait au-dessus des lois de l'honneur humain comme de la conscience.

Le Landgrave nous a souvent paru bien petit, comparé au digne Électeur de Saxe. Mais la pitié succède au blâme, quand on songe à la trahison dont il a été victime, et aux traitements qu'on lui inflige dans sa prison. Le cœur se soulève quand on voit dans les lettres de Philippe lui-même (Marheinecke, t. IV, p. 486-93) un prince de l'Empire, chargé de liens, promené d'Augsbourg à Malines, « comme un ours « enchaîné », et exposé aux regards de la foule, tandis que ses gardiens s'écrient : « Venez voir le re- « belle, le scélérat sans foi, le vaurien (*Schelm und* « *Böswicht*), et autres insultes réservées aux cri- « minels que l'on mène à la potence. » Granvelle même et le duc d'Albe ne lui épargnent pas les paroles grossières. Et cependant, du fond de sa prison, il console sa femme qui se meurt de consomption; il exhorte ses fils à faire bien traiter « les pauvres pri- « sonniers de la Hesse », et à rendre ses sujets heureux. Il veut que l'on ait soin de son vieux cheval de guerre, « qui l'a porté dans des jours meilleurs. »

Mais enfin, exaspéré par les insultes de ses gardiens, il essaie de s'échapper. Sa famille, ses amis ont préparé à grands frais un plan d'évasion, du jardin où il se promène. L'indiscrétion d'un domestique fait tout avorter. Ses liens sont resserrés encore. On le prive d'encre, de papier, de livres; on lui ôte ses serviteurs allemands; on l'enferme dans une chambre de dix pieds carrés, avec des soldats qui ne le quittent ni jour ni nuit, et viennent fouiller son lit, pen-

dant qu'il dort, pour voir s'il n'y cache pas quelque échelle de cordes. Enfin, son courage l'abandonne; ou sa vie, ou sa raison vont succomber à un pareil traitement. Il appelle la mort à grands cris, il aime mieux mourir cent fois que de rester en prison. L'Allemagne le sait, et s'en indigne. Les princes catholiques eux-mêmes voient dans le sort du Landgrave celui qui peut les atteindre un jour; ils joignent leurs instances à celles des deux Électeurs. Jusque dans sa famille, Charles rencontre le blâme, déguisé sous la prière. Ferdinand le presse de délivrer son prisonnier, et irrite encore la blessure que son refus a laissée dans l'âme de son frère. Charles le menace, avec une amère ironie, de délivrer, au lieu du Landgrave, Jean Frédéric, dont Ferdinand craint l'influence en Bohême. Enfin, la reine de Hongrie vient se jeter aux pieds de son frère avec la femme de Philippe, fille du feu duc Georges, si dévoué à l'orthodoxie et à l'Empereur. Mais tout se brise contre l'inflexible volonté de César. A peine en obtient-on quelques promesses évasives, arrachées à force d'importunités. Il attend, dit-on, l'agonie de son captif pour lui rendre la liberté, une heure avant sa mort, et dégager ainsi sa parole d'Empereur!

L'exaspération publique est arrivée à son comble. Les partisans les plus dévoués de Charles-Quint commencent à s'éloigner de lui. Les haines religieuses elles-mêmes se taisent devant une haine plus intense. Maurice seul a le privilége de la partager avec lui. On confond dans une même aversion et le traître et celui qui l'a acheté. Des libelles outrageants soulèvent l'opinion contre « le Judas saxon. » On invoque sur lui, du haut des chaires,

les malédictions du Seigneur. On prie pour Magdebourg, la dernière espérance de l'Empire. Partout où un temple est encore ouvert, la foule s'y presse, plus nombreuse, plus fervente que jamais. Le clergé romain gémit de son impuissance ; il appelle la force à son secours, et demande des soldats pour pousser la foule vers ses églises désertes. L'*Intérim*, rejeté par tout le monde, a échoué, comme le plan de succession à l'Empire. Granvelle, moins mesuré que son père, irrite encore l'opinion par des mots imprudents : « Dans ce pays, a-t-il dit, on peut tout se permettre. » L'Allemagne va bientôt se charger de le démentir.

La diète s'était séparée, le 14 février, en laissant au concile le soin de guérir les maux de l'Église, et à Dieu de venger ceux du pays. Rien n'avait traversé les desseins de l'Empereur. En apparence, il était le maître; en réalité, tout le terrain gagné avait été reperdu. Deux fautes graves, l'*Intérim* et la succession de Philippe à l'Empire, avaient arrêté le cours de sa fortune. L'Allemagne, trop lente, trop décousue, pour se décider d'elle-même à la révolte, attendait une main qui levât le drapeau, et ne se doutait guère quelle serait cette main. Mais tant que Magdebourg tenait bon, tout espoir n'était pas perdu pour elle. A l'oppression elle opposait la force d'inertie, son arme favorite : elle ne discutait plus les ordres reçus, mais elle se dispensait de leur obéir.

Quittons l'Allemagne un instant pour jeter un coup d'œil sur le reste du continent. Car l'histoire de Charles-Quint, pendant tout ce grand règne, est celle de l'Europe, partagée entre les États qui lui obéissent, et ceux qui le combattent. Dans l'Empire, il n'y a plus que l'Empereur, dont la volonté est sa

loi vivante. D'ennemis avoués, il n'en a que deux, la Turquie et la France. L'Angleterre est neutre, comme la Suède et le Danemark. Le pape et l'Italie sont des alliés suspects, et la Suisse, toujours hésitant entre la France et l'Espagne, est à qui la paiera le plus cher.

Dans la bulle de convocation du concile, le pape s'est attribué le droit exclusif de convoquer et de diriger ces assemblées. L'Empereur se sent froissé de ces prétentions d'un pape, sa créature. Il craint qu'elles n'éloignent de Trente les protestants, qu'il veut y attirer. Il réclame; mais le pape refuse de retirer sa bulle, et les événements qui éclatent en Italie font bientôt ajourner le concile.

Avec la Turquie, Charles a acheté par une paix humiliante la liberté d'écraser les réformés allemands; mais cette paix n'est qu'une trêve, toujours au moment de se rompre. Les haines subsistent, et aussi le danger. Les Turks sont toujours prêts à franchir la frontière de Hongrie. Sur terre, la paix est précaire, et chacun sent qu'elle ne peut pas durer; sur mer, la guerre, à bien dire, n'a jamais cessé. Charles, par une heureuse inspiration, a placé à Malte les chevaliers de Saint-Jean, si glorieusement chassés de Rhodes. Le bassin oriental de la Méditerranée a cessé d'appartenir à la chrétienté. Malte est maintenant son point le plus avancé vers l'est; ses chevaliers défendent vaillamment le poste périlleux qu'on leur a confié. Tripoli, Tunis et Oran sont encore à l'Espagne; mais la possession d'Alger assure aux Turks un pied solide en Afrique. Les flottes barbaresques disputent toujours à celles de l'ordre l'empire de la Méditerranée. Barberousse,

mort de débauche à quatre-vingts ans, en 1547, a trouvé un successeur dans Dragut, son élève, Anatolien, échappé aux galères de Gênes, et qui en a rapporté contre les chrétiens une haine implacable. Ses galères sèment la terreur sur tout le littoral de l'Espagne et de l'Italie. L'empereur ne peut plus, malgré toute sa puissance, assurer les communications entre ses États. Sans les galères de l'ordre, qui rétablissent l'équilibre, la Méditerranée serait perdue pour lui. Le grand-maître Lavallette, qu'illustrera plus tard sa belle défense de Malte, fortifie Tripoli, que l'Empereur lui a cédé. Mais Dragut, par un coup de main heureux, s'empare de Mahadia, port de la côte d'Afrique, entre Tunis et Tripoli. D'Alger et de Mahadia, le hardi corsaire balaie la Méditerranée avec 40 galères. Tantôt il inquiète Valence, où les Maures sont toujours prêts à l'appeler, tantôt la *rivière* de Gênes, tantôt Gozzo, sous les canons même de Malte. La terreur, la dévastation sont partout, et la honte accroît encore le dommage. Charles-Quint, humilié et irrité à la fois, trouve, au milieu des soucis que l'Allemagne lui donne, le temps d'organiser contre les corsaires une croisade maritime. Ses flottes s'unissent à celles de Gênes, du pape et des Médicis. Cinquante vaisseaux, commandés par Doria, s'emparent de Mahadia, le 10 septembre 1550, après une défense opiniâtre. Les armes chrétiennes ont repris l'ascendant sur la côte d'Afrique.

Mais ce succès coûtera cher à Charles-Quint. Souleyman, qui prétend avoir gardé la trêve, car il ne répond pas des faits de ses corsaires, s'irrite contre l'Empereur, qui a osé lui prendre une de ses villes.

Il resserre avec Henri II les liens qui l'unissaient à François Ier. Une flotte turque de 112 galères, sous les ordres du capitan pacha, se réunit à Dragut pour venir insulter Malte, s'emparer de Gozzo et de Tripoli, que les chevaliers de Malte ne suffisent pas à défendre. Un ambassadeur français, qui se trouve là par hasard, rédige la capitulation, et l'Europe accuse Henri II d'avoir aidé les Turks à abattre un des boulevards de la chrétienté. Les Espagnols, en Afrique, perdent chaque jour du terrain. Les corsaires d'Alger peuvent maintenant tendre la main à ceux de Tripoli. Charles-Quint, par une victoire imprudente, a réveillé le lion endormi, et déchaîné encore une fois les Turks sur l'Empire.

Troublée dans le sud de l'Europe, la paix n'était guère plus solide en Hongrie. A la mort de Zapoly, le sultan s'était porté pour héritier de son vassal défunt, et n'avait laissé à son fils au berceau que la Transylvanie, en fief de l'Empire ottoman. La reine mère partageait la tutèle de son fils avec l'évêque de Varadin, Martinuzzi. Celui-ci, bientôt las de ce partage de pouvoir, offre à Ferdinand la Transylvanie. L'offre était tentante, et Ferdinand l'accepte, malgré le danger de rompre la trève avec Souleyman. Une armée autrichienne envahit la Transylvanie. Le moment est favorable : le sultan est à l'autre bout de son empire, en guerre avec la Perse. Ses pachas, sans cesse inquiétés par le belliqueux prélat, ne peuvent rien pour la reine mère, qui s'est jetée dans leurs bras. Elle finit par abdiquer, et échanger son petit royaume contre une principauté en Silésie. L'Empire de Ferdinand a atteint les Carpathes, ses véritables frontières. La Transylvanie,

forteresse naturelle comme la Suisse, assure à l'Autriche le cours du Danube, et la couvre contre les Turks, qui ne possèdent plus que quelques enclaves dans la basse Hongrie. Mais Martinuzzi avait rendu trop de services pour qu'il fût possible de les payer. Le chapeau de cardinal, que le roi obtient pour lui, ne fait qu'exciter son ambition. Le général autrichien persuade à son maître que Martinuzzi est un traître, que sa mort seule peut assurer sur la tête de Ferdinand la couronne de Hongrie; et des assassins, gagés par un roi orthodoxe, trempent sans hésiter leurs mains dans le sang d'un prince de l'Église. Ainsi, de deux côtés à la fois, l'Empereur a laissé rompre la trêve avec le sultan. Il a déchaîné sur ses États le fléau d'une double guerre avec les Turks, au moment où un grave danger le menace du côté de la France. La période des fautes est arrivée après celle des succès. Charles croit l'Allemagne soumise, et Maurice fidèle, au moment où l'une s'apprête à secouer son joug, et l'autre à le trahir!

Depuis la mort de Henri VIII, l'Angleterre, sous un roi mineur, marchait d'un pas chaque jour plus ferme dans les voies de la Réforme; mais cette Réforme, née du caprice d'un despote, et non, comme en Allemagne, du libre élan de la foi, n'avait pas encore atteint son complet développement. Moins sérieuse, moins profonde peut-être que la Réforme allemande, elle avait dans ses allures quelque chose d'officiel, et recevait son pouvoir de la loi, et non de la conscience. La chaire, libre en Allemagne, était captive en Angleterre, et devenait une institution politique plus que chrétienne. Là tout changement en religion devait émaner du trône; l'individu,

éternellement mineur, recevait du souverain ses croyances toutes faites. Aussi, tout en rompant avec Rome, gardait-on de ses rites tout ce que l'on en pouvait garder. La liturgie conservait les formes romaines, l'épiscopat était maintenu. En adoptant la cène sous les deux espèces, on repoussait, autant que possible, le mariage des prêtres. Cranmer, réformateur officiel de l'Angleterre, laissait de bien loin Luther en arrière dans son asservissement de l'Église à l'État, et de la conscience individuelle à la conscience publique.

Les Pays-Bas, entre l'Allemagne et l'Angleterre, formaient avec toutes deux un triste contraste. Charles, avant de quitter Bruxelles, avait révélé par un édit atroce tout ce que son cœur renfermait de haine contre les luthériens : « Peine de mort contre « tous ceux qui posséderont chez eux la Bible en « langue vulgaire, qui disputeront en public sur les « vérités de la foi, ou assisteront à des assemblées « secrètes. *Même dans le cas où ils se rétracteraient,* « *les hommes seront décapités, les femmes enterrées* « *vives*[1]. Ceux qui persisteront dans leurs erreurs « seront livrés aux flammes, leurs biens confisqués, « et la moitié appartiendra aux délateurs. *Ceux qui* « *n'auront pas dénoncé les coupables seront punis* « *de la même peine.* » Une mère est enterrée vive à Mons pour n'avoir pas dénoncé son fils.

Charles-Quint se montre ici tout entier. Il n'est plus condamné comme en Allemagne à porter un masque, à pactiser avec cette hérésie qu'il déteste. Il est libre maintenant de suivre sa pente ; nous

1. Le fait peut paraître incroyable ; mais je cite sur l'arrêt, publié en entier par l'exact et véridique Sleidan, l. XXII.

avons enfin le vrai Charles-Quint, le petit-fils d'Ysabel, le père de Philippe II! Et voilà l'homme pour qui, depuis trois siècles, les historiens ont épuisé toutes les formules de l'admiration! Certes, nous n'attendions pas de lui la tolérance, inconnue de son siècle, puisque les protestants, en Angleterre, brûlaient les catholiques et les anabaptistes, et que le doux Melanchthon approuva le supplice de Servet. Mais on voudrait lui voir garder au moins, dans son fanatisme, quelque chose de l'homme et du chrétien, et l'on n'en trouve plus trace dans cet édit, d'une cruauté vraiment bestiale.

L'inquisition, établie avant 1540 dans les Pays-Bas, fut chargée de l'exécution de ce décret, sans exemple jusqu'ici dans les fastes du martyrologe protestant. Elle se mit aussitôt à l'œuvre avec un acharnement sauvage. Le sang le plus pur, celui de martyrs dignes de la primitive Église[1] coula à flots dans les Pays-Bas, minés, comme l'Allemagne, par les doctrines de Luther. Mais arrosée de sang, la semence n'en fut que plus féconde. Le courage résigné des victimes, chantant au milieu des flammes, et priant pour leurs persécuteurs, ne désarma pas les bourreaux; mais il saisit le cœur des assistants, et l'Évangile plus d'une fois y entra avec la pitié.

Charles, dans son zèle aveugle, n'avait vu que l'hérésie à extirper; mais il n'avait pas vu la ruine de ces riches provinces, mine plus féconde pour lui que toutes celles du Pérou. Les marchands étrangers, hérétiques pour la plupart, qui y affluaient,

1. Voir dans les *Guerres de religion* de M. Michelet, p. 93, le touchant récit du martyre de Just Justberg de Louvain, et du coutelier Gilles de Bruxelles.

surtout à Anvers, s'apprêtèrent à quitter cette terre maudite, dont le *Roi catholique* allait faire une seconde Espagne. Les villes alarmées réclamèrent. Marie elle-même conjura son frère de révoquer son décret, qui allait faire un désert de ces villes populeuses. Mais tout ce qu'elle put obtenir, ce fut qu'il le suspendît. Les négociants étrangers en furent déclarés exempts, à Anvers seulement. Le nom d'inquisition fut supprimé, mais l'odieux tribunal resta en vigueur. L'Allemagne put apprendre le sort qui l'attendait, si le dernier rempart de ses libertés tombait avec Magdebourg.

L'inquisition n'existait pas en France; mais là aussi, le nom seul manquait, non pas la chose. Une *chambre ardente*, constituée dès le début du règne, livrait aux flammes tout coupable, tout suspect d'hérésie. Une cour bigote et dissolue, où trônaient ensemble la débauche et l'orthodoxie, disputait au clergé les dépouilles des victimes. On les choisissait riches de préférence, pour que la curée fût plus grasse. Le Roi, avec sa vieille maîtresse, la froide et avide Diane de Poitiers, assistait aux auto-da-fés, spectacle favori de la cour. Mais là comme en Flandres, l'Évangile, se propageant à l'aide des persécutions même, montrait au monde étonné sa puissance de vitalité; l'hérésie repoussait toujours sous le fer qui voulait la trancher.

Encore une fois, la question se posait, plus nette sous Henri II que sous François I[er]. L'Espagne, l'Empereur et le pape étaient d'un côté, le protestantisme de l'autre. Le protestantisme, seul encore, trahi, ruiné, traqué par tous les rois, défiguré par les calomnies du clergé, qui pouvait bien le faire

persécuter, mais qui ne pouvait pas le faire haïr; mystérieux aimant, qui attirait les populations fascinées, courant au bûcher pour voir comment mouraient ces hérétiques, et s'en retournant chez elles, à demi hérétiques elles-mêmes, après les avoir vus si saintement, si joyeusement mourir! Henri II, comme son père, avait à prendre la grande position de tuteur du protestantisme en Europe, et d'adversaire avoué du *Roi catholique*, le défenseur de la foi. Mais comme son père, Henri ne prit cette position qu'à demi; il la faussa, en décimant en France, avec une haine stupide, ces luthériens qu'il allait soutenir en Allemagne. Fasciné par les Guise, qui exploitaient leur orthodoxie, en se faisant donner tous les évêchés du royaume, le faible Henri avait abandonné la France à sa rapace maîtresse, et aux *Lorrains* ses créatures. Mais la proie ne suffisait pas à tant de bouches affamées; les protestants venaient à propos pour payer les dettes du monarque, et soutenir auprès du pape son renom d'orthodoxie, un peu entamé.

Sauf cette faute capitale, qui devait perdre un jour la France, et la livrer à l'Espagne, pieds et poings liés, la politique du jeune roi ne manquait au dehors ni de décision ni d'habileté. Charles, déjà maître de Plaisance, réclamait encore Parme comme un fief de l'Empire. Octave Farnèse, après avoir vainement imploré l'appui du pape, son suzerain, s'était jeté dans les bras de la France. Henri, infatué de l'Italie comme son père, brûlait d'y essayer aussi ses chances. Le moment semblait propice : Charles, avec Magdebourg et les réformés sur les bras, avec son littoral et la Hongrie à défendre contre Souley-

man, avait assez à faire. L'Écosse, dévouée à la France, lui avait donné à élever sa jeune reine Marie Stuart, fiancée au dauphin, qui fut depuis François II. Une paix glorieuse avec l'Angleterre avait rendu aux Français Boulogne, et à Henri sa liberté d'action. Le roi venait de renouer la vieille alliance de son père avec le sultan, et l'avait poussé à son expédition contre Malte et Tripoli. Les Guise, triomphants, songeaient à occuper le jeune roi de quelque entreprise chevaleresque, et Parme et l'Italie venaient à point. Déjà les hostilités avaient été entamées, non par l'Empereur, mais par le saint-père, à qui Charles avait promis Parme, quand elle serait conquise. En effet, Parme aux mains de Farnèse, c'est-à-dire de la France, créait un danger pour l'Empereur, car elle amenait l'ennemi au cœur de ses États italiens. Parme, au contraire, aux mains du pape, c'est-à-dire de l'empereur, fermait aux Français le sud de l'Italie. Le Piémont leur donnait une clef pour entrer, mais rien de plus; Gênes, Parme et Milan, reliées l'une à l'autre par une ligne de places fortes, formaient devant eux un mur impossible à franchir. Octave avait été mis au ban du saint-siége, et déjà les troupes du Milanais, unies à celles du pape, à titre d'auxiliaires seulement, avaient envahi le Parmesan.

Ce n'était donc pas l'Empereur, c'était le pape qu'il fallait attaquer. Le dévot Henri II n'hésita pas un instant. On fit la guerre au prince temporel, en s'inclinant devant le chef de l'Église. Les Guise, si bons catholiques, n'eurent pas plus de scrupules. Leur fortune faite, ils avaient à faire leur popularité, et la France comme son roi étaient toujours affollés

de l'Italie. Brissac, gouverneur du Piémont, reçut l'ordre d'envahir les possessions de l'Empire. On ne déclara la guerre ni d'un côté ni de l'autre, mais on la fit, en disant tout haut qu'on restait fidèle au traité de Crespy. Quelques places fortes furent encore conquises en Piémont. Lagarde, sorti de Marseille avec 40 galères, surprit une flotte marchande espagnole, richement chargée; Strozzi bloqua dans Villefranche Doria et ses galères, pendant que l'escadre ottomane s'emparait de Tripoli, en l'absence de Doria. Le siége de Parme, entrepris de concert par les troupes du pape et de l'Empereur, échoua honteusement, et la fortune, en somme, se montra favorable aux armes françaises.

Ce début était heureux; il fut encore appuyé par quelques bonnes mesures. Henri II, qui reprenait ainsi toutes les traditions de son père, bonnes et mauvaises, se rapprocha des protestants d'Allemagne, que sa querelle avec l'Angleterre lui avait fait oublier. Le concile, ajourné par le pape au 1er septembre, venait de s'ouvrir à Trente, au milieu de la guerre qui grondait à ses portes. Une soixantaine de prélats, Italiens pour la plupart, s'y étaient réunis. On y comptait aussi des Espagnols, et quelques Allemands. Henri avait défendu à ses évêques de s'y rendre. Le célèbre Jacques Amyot, luthérien indécis, qui vendit sa conscience à son intérêt, et devint plus tard grand aumônier de France, protesta, devant le concile, contre le titre d'*œcuménique* qu'il s'arrogeait. Le roi fit rendre au parlement un édit qui défendait de faire passer à Rome aucun argent, sous prétexte d'*annates* ou de dispenses. C'était attaquer le saint-siége par son côte vulnérable.

Ainsi les événements servaient Henri II mieux que toute la prudence humaine n'aurait pu le faire. La seule force des choses groupait les États suivant leurs affinités. La chrétienté était scindée en deux : d'une part, l'Empereur et le pape, le chef spirituel du catholicisme et son défenseur temporel; de l'autre, la France, appuyée sur tous les ennemis de Charles, les protestants, Souleyman, l'Écosse, l'Europe, en un mot, moins ce qu'en possédait Charles-Quint. L'Angleterre seule restait neutre. La France, à la tête de cette formidable coalition, rentrait dans son vrai rôle de gardienne des libertés du continent, contre le saint-siége et l'Empereur. La cause du gallicanisme, si lâchement trahie par François Ier, pouvait se relever. Le *Concordat*, cette page honteuse de nos annales, pouvait en être déchiré. Un peu de cœur, un peu d'intelligence seulement, et Henri réparait toutes les fautes de son père. Il proclamait encore une fois l'indépendance religieuse de la France; il défendait les libertés de l'Allemagne, foulées aux pieds, mais non pas mortes; enfin il se faisait le juge et le supérieur du concile, en lui déniant sa compétence, et en lui retirant ses prélats.

Mais Henri II était en toutes choses le digne fils de François Ier. Il en avait tous les défauts, sans les grandes qualités qui les faisaient oublier. Les Guise, d'ailleurs, gouvernaient la France, avec l'étroit et bigot Montmorency. D'une pareille association, que pouvait-on attendre? des coups d'audace, bientôt désavoués, des reculades et des inconséquences. Le roi, effrayé de se voir en même temps, au grand scandale des dévots, l'ennemi du saint-père, le patron des luthériens, et l'allié de Souleyman, crut

devoir à l'opinion un de ces gages d'orthodoxie que son père aimait à lui donner. Il redoubla de rigueur contre les hérétiques, organisa contre eux une sorte d'inquisition laïque, et ne leur laissa plus de choix qu'entre l'abjuration et le bûcher. Mais au moment même où il soulevait ainsi, contre les protestants, les passions de la populace et la cupidité de ses favoris, une main protestante s'armait pour frapper le coup qui devait abattre son plus dangereux ennemi.

Charles-Quint touchait en ce moment à l'apogée de sa puissance : toutes les difficultés semblaient aplanies. Le concile se rouvrait à Trente, à sa requête et sous son influence. Le pape, depuis sa rupture avec la France, était à sa merci. Charles, enivré de ses succès, allait enfin réaliser son rêve favori, la résurrection du *saint Empire romain,* tenir en main l'Allemagne et le concile, et trancher à la fois du pape et de l'Empereur. Déjà il avait obtenu des trois Électeurs ecclésiastiques de déroger à leur dignité de princes souverains, en allant siéger à Trente. Les réformés avaient consenti à s'y faire représenter. Des saufs-conduits avaient été préparés pour eux. Mais quel serait le rôle des protestants à Trente? Ni les princes, ni les théologiens ne voulaient entendre parler d'une adhésion passive. Ils demandaient qu'on reprît à nouveau tous les articles publiés, que les légats cessassent de diriger les débats, que Rome fût partie et non pas juge. Ils réclamaient un tribunal arbitral de princes et d'évêques, qu'on délierait de leur serment envers le pape. Chose incroyable, l'orateur impérial désigné pour le concile, Vargas, appuyait les demandes des protes-

tants. Charles lui-même, qui rêvait toujours une réforme dans l'Église, et ne s'en fiait, pour l'opérer, ni au pape, ni au concile, voulait y infuser l'élément protestant; car sans lui, en fait de réforme, il n'y avait rien à attendre. Après avoir usé de la force avec les luthériens, Charles voulait essayer de la douceur. Il espérait les ramener à l'unité de dogmes, en leur cédant sur la question d'Église. Étrange et persistante illusion, qui ne prouve pas, quoi qu'en puissent dire ses admirateurs, pour la portée du génie de Charles-Quint, ni pour la sûreté de son coup d'œil!

Le siége de Magdebourg traînait en longueur. Depuis un an bientôt, la ville se défendait avec un rare courage. Les assaillants, combattant à regret, assiégeaient Magdebourg, en hommes qui avaient envie de ne jamais le prendre. Mal payés, mal nourris, ils s'étaient soulevés plus d'une fois. Maurice, qui éternisait le siége pour s'en faire un prétexte à tenir sur pied une armée, traitait sous main avec les habitants. Dès longtemps, il était las de se sentir l'objet de l'exécration publique, suspect aux catholiques, honni par les protestants, comme le servile instrument des desseins de l'Empereur. Sa haine, patiente comme celle de Charles, attendait l'occasion et le moment, et tous deux étaient venus enfin. L'Empereur s'en était remis sur lui seul du soin de réduire Magdebourg et de pacifier l'Allemagne. Tout entier à la grande affaire du concile, Charles avait cru devoir se rapprocher de Trente, pour diriger de plus près la marche des débats, et surveiller la guerre de Parme. Il s'était établi à Innsbruck, capitale du Tyrol, dans une étroite vallée que deux chaînes de monts sépa-

rent, l'une de la Bavière, l'autre de l'Italie. Ne sachant de ce qui se passait au nord de l'Allemagne que ce que Maurice lui en laissait savoir, il ne voyait plus que par ses yeux; il avait reporté sur lui toute la confiance qu'il n'avait plus dans son frère; et, l'œil tourné vers le midi, il ne voulait pas voir l'orage qui s'amassait derrière lui.

Maurice, en voyant la proie qu'il guette s'engager peu à peu dans le piége, fait lui-même un pas en avant. Il se décide à conclure avec le margrave Jean de Custrin, l'un des vétérans de la Réforme, une ligue à laquelle accèdent bientôt l'aventurier Albert de Brandebourg, et Wilhelm, fils aîné du Landgrave de Hesse. Le margrave lui montre comme prochaine l'accession de tous les princes réformés, les ducs de Brandebourg, Poméranie, Lunebourg et Holstein. Le but avoué de cette ligue, purement défensive d'abord, c'est de délivrer le Landgrave, de défendre la constitution de l'Empire, et de résister à la tyrannie de l'Empereur. La ligue mettra sur pied vingt mille fantassins et sept mille chevaux. C'est le premier essai d'une armée permanente qu'on veut créer pour la défense des libertés de l'Empire. Mais il faut de l'argent, et les confédérés n'en ont pas. En ressuscitant la ligue de Smalkalden, personne ne veut ressusciter les étroits scrupules qui ont fait sa perte. On ne peut pas tenir tête à l'Empereur sans s'appuyer sur des alliances étrangères. La France d'ailleurs et l'Angleterre n'en sont pas à s'apercevoir de la faute qu'elles ont faite en laissant périr les protestants d'Allemagne.

Depuis bien des mois déjà, Maurice négocie dans le plus grand secret avec Henri II. Un envoyé secret

est dépêché à la cour de Henri. Le plus profond mystère enveloppe ces négociations. Le roi accueille avec transport une offre qui réalise le plus ardent de ses vœux. Il ne demande qu'à reprendre la vieille querelle de son père avec Charles-Quint, et à s'enrichir des dépouilles de l'Empire. On veut de l'argent, il en donnera ; on veut qu'il fasse une diversion sur un des points des États de l'Empereur, il est tout prêt. Mais il fait aussi ses conditions : il veut que la ligue prenne l'offensive, qu'on l'autorise à s'emparer des villes impériales de langue française, Cambrai, Metz, Toul et Verdun, et à prendre sous son protectorat les princes ecclésiastiques. On envoie aussi, avec le même secret, une ambassade au roi d'Angleterre, Édouard VI ; on en appelle à son dévouement bien connu à la cause du protestantisme. Mais les tuteurs de ce roi de quatorze ans, encore mal affermi sur le trône, hésitent avant de s'engager, et se montrent peu disposés à rompre avec l'Empereur. Maurice s'allie encore avec le roi de Danemark ; mais il ne compte que sur la France, et il a raison. La haine de Henri II pour Charles-Quint, et son ambition, qui s'éveille enfin, répondent de sa fidélité. L'évêque de Bayonne vient sans bruit en Allemagne. On arrête un double plan d'attaque pour le printemps prochain. Avec un ennemi comme Charles-Quint, la seule chance de succès, c'est de le prendre au dépourvu ; il faut le contraindre à diviser ses forces, en l'assaillant sur plusieurs points à la fois.

Mais ce que Maurice demande par-dessus toutes choses, c'est le secret. L'Empereur a déjà des soupçons, il faut les détourner jusqu'à ce que l'heure soit venue d'agir. Aussi enveloppe-t-il d'un tel mys-

tère toutes ses négociations que, hors le fils du Landgrave et Albert de Brandebourg, ses parents même et ses plus chers amis n'en savent rien. Le Landgrave, dans sa prison, est informé des plans de son beau-fils pour le délivrer, et il n'en veut rien croire. « Le « moineau, dit-il en riant, ira-t-il assaillir le vau-« tour? » Mais, pour s'attaquer au colosse impérial, il faut que tous ses ennemis fassent corps contre lui, qu'ils oublient leurs rancunes, leurs ambitions personnelles qui, une fois déjà, ont livré l'Allemagne à Charles-Quint. Jean Frédéric est chrétien, il prie pour ceux qui lui ont fait du mal ; mais ses fils ne peuvent pardonner à Maurice d'avoir dépouillé leur père ; Maurice hait son cousin de tout le tort qu'il lui a fait, et redoute d'avoir à lui rendre, s'il sort de prison, sa couronne d'Électeur. Le margrave Jean s'emploie avec un zèle pieux à réconcilier les deux branches saxonnes. Toutes les forces du protestantisme tendent à se rallier contre son commun ennemi.

Tout ceci se trame en Allemagne, en France, en Angleterre, et chose vraiment inexplicable, Charles n'en sait rien! Sa diplomatie, naguère si vigilante, n'a pas su percer à jour cette trame ténébreuse. Et lui, toujours si méfiant, si soupçonneux, si porté à voir les hommes par leurs mauvais côtés, persiste à croire à la bonne foi de Maurice. On l'avertit de la trahison que celui-ci médite ; mais Charles est mieux informé que tout le monde : parmi les conseilleurs les plus intimes de l'Électeur, il a des hommes à lui, qui le tiennent au courant de tous ses projets. Maurice le sait, et se garde bien de les éloigner. Il les comble au contraire de marques de sa confiance, et ne leur communique de ses plans que ce qu'il veut

que l'Empereur en sache. Sa correspondance, plus active que jamais, respire un dévouement sans réserve ; Charles, confiant pour la première fois de sa vie, s'endort dans la sécurité la plus complète.

Plus on étudie la conduite de Maurice de Saxe, plus on est frappé de la profondeur de ses combinaisons. En homme qui ne veut rien laisser au hasard, il n'est jamais pressé d'agir ; son action, pour être préparée de longue main, comme celle de Charles-Quint, n'y perdra rien, ni en résolution, ni en vigueur. Sa conduite, avec Magdebourg surtout, est un prodige d'habileté. Le duc régnant de Mecklembourg, Albert, frère de George, envoie au secours de cette ville une petite armée. Elle est commandée par Heidecker, un des vétérans de la Réforme, mis au ban de l'Empire après Mühlberg. Maurice marche à sa rencontre, le bat, et au lieu de le faire prisonnier, il l'enrôle à son service, et en fait son confident intime, symptôme grave, et qui devrait dessiller les yeux les moins ouverts. La ville, réduite aux abois, et qui sent d'instinct que ce n'est pas à un ennemi qu'elle a à faire, se résigne à traiter. L'Empereur veut qu'elle se rende à discrétion ; mais Maurice adoucit peu à peu ces dures conditions ; il rassure les habitants et parvient à gagner leur confiance. Un traité se conclut : l'amende de 200 mille florins est réduite à 50 mille. La liberté de conscience, que l'Empereur n'eût jamais accordée, est garantie aux habitants. Ils ne se conformeront au recès d'Augsbourg que dans les choses civiles ; c'est-à-dire qu'ils n'obéiront ni à l'*Intérim*, ni au concile de Trente. Leurs biens leur seront laissés, leurs fortifications même ne seront pas démolies.

Le 8 novembre, la garnison de Mansfeld évacue Magdebourg, et le duc en prend paisiblement possession, comme un prince qui rentrerait dans sa capitale. Les habitants, de plus en plus confiants, saluent en lui un libérateur. Le sénat lui confère par acclamation le titre de burgrave de la ville, qui l'y investit des pouvoirs les plus étendus.

L'Empereur, informé de ce succès qu'il croit sien, ne se sent pas de joie. Sa confiance en Maurice en redouble, et il lui abandonne de plus en plus la conduite de l'Allemagne. Maître de Magdebourg, Maurice n'a plus de prétexte pour garder son armée. Il renvoie dans leurs foyers ses milices saxonnes, qui sauront bien les quitter à son appel. Il paye aux mercenaires une portion de leur solde arriérée, et les tient dans sa dépendance en leur faisant espérer le reste. Il s'assure de la fidélité des chefs, fait rendre la liberté à George de Mecklembourg, et lui persuade de prendre à son service la garnison qui vient d'évacuer la ville.

Maintenant que le rôle de Maurice a grandi outre mesure, il est temps de connaître de plus près l'homme qui tient dans ses mains la destinée de Charles-Quint et le nœud des affaires d'Allemagne. Nous résumerons, en le complétant par quelques traits, le beau portrait qu'en a tracé Ranke[1] (t. V, p. 221). Dans Maurice comme dans Fiesque, il y a

1. Puisque le nom du célèbre historien est venu sous ma plume, je suis heureux de confesser ici tout ce que je dois à sa belle et savante *Histoire de la Réformation allemande*. Ce livre, qui suffirait seul à la gloire de son auteur, n'a pas été traduit, comme l'ont été son *Histoire de la Papauté* et son *Histoire de France au* XVI[e] *siècle* Les lecteurs français ne peuvent donc apprécier tout ce qu'il y a dans cette œuvre de sens historique, de vues neuves, de recherches profondes, de sagace intelligence des hommes et des choses. M. Ranke est un historien, dans le sens le plus élevé du mot:

[illegible] C'est un joyeux compa[illegible] à grand train, en donnant la [illegible] aux banquets, aux [illegible] est un masque, [illegible] d'autant plus d'aisance qu'il ne le [illegible] légèreté étudiée, se cache [illegible] quelques indices le révèlent, [illegible] C'est d'abord ce cou[illegible] dont Maurice a donné tant [illegible] administration sage et ferme [illegible] même temps contenir les grands, [illegible] C'est un système [illegible] de Luther, sur des [illegible] et qui prépare la ré[illegible] chose rare et qui [illegible] un sain égal, en toutes [illegible] des détails. Du champ de [illegible] et lui demande com[illegible] bienveillant, affable, par [illegible] nature il se fâche aisément; [illegible] celui qu'il a blessé.

[illegible] sur ce puissant esprit, l'empire [illegible] Nul n'en sait rien, on [illegible] en laisse voir. Il est protes[illegible] plus qu'il n'est chrétien. [illegible] de ce siècle, chez le [illegible] s'allie si bien avec le relâ[illegible] de place dans sa vie;

[illegible] Charles-Quint, et sévère, même [illegible] mais auquel il n'a peut-être pas [illegible] à l'histoire et aux libertés [illegible] qui durera autant que ces libertés [illegible] qui viendront après lui, et à [illegible] est un tribut d'admiration [illegible]

il prie rarement, s'en excuse volontiers, et ne parle dans ses lettres que du « Dieu juste et puissant. » Les affections de famille tiennent encore moins de place chez lui : pour perdre l'Électeur de Saxe, il a perdu le Landgrave, son beau-père. Il a affligé son vieux père en se mariant contre son gré, et il néglige sa femme pour la chasse et le plaisir. Comme Guillaume le *taciturne*, il parle rarement, et reste maître de sa parole, même quand il lui lâche la bride. Le langage ne lui sert qu'à déguiser sa pensée. S'il négocie, il commence par demander le contraire de ce qu'il désire. Il n'aime pas les écrits, car ils restent. « Un quart d'heure de conversation, dit-il souvent, « vaut mieux qu'une main de papier noirci. » L'œil toujours fixé sur son but, il n'est jamais pressé d'y arriver. Deux mois de plus ou de moins lui importent peu, pourvu que l'affaire soit bien conduite, et le secret bien gardé; ses conseillers se plaignent de ne rien savoir de ses desseins. Il fait tout par lui-même, avec un ou deux secrétaires de confiance; les autres servent sa pensée, mais ne la connaissent pas. Il ne laisse pas les dépêches sérieuses arriver jusqu'à eux; sa femme les garde seule, et ne s'aventurerait pas à les lire. Il est passé maître dans l'art de ces mots à double sens, qui trompent ceux qui les entendent, et n'engagent pas celui qui les a dits. Tel est le dangereux adversaire qui va battre Charles-Quint avec ses propres armes, la discrétion et l'habileté. Il lui ressemble trop pour ne pas le vaincre, du moment où Charles ne l'a pas deviné.

Le traité, que le duc négocie depuis bien des mois avec la France, est enfin signé le 15 janvier 1552, par l'entremise d'Albert de Brandebourg, qui est

l'âme de la ligue, sans vouloir y accéder. Les confédérés s'engagent à « résister à main armée aux « pratiques employées par Charles d'Autriche pour « faire tomber la Germanie en une bestiale, insup- « portable et perpétuelle servitude, comme il a été « fait en Espagne et ailleurs. » Maurice, fidèle à l'Empire, sinon à l'Empereur, ne veut pas en détacher *les trois évêchés*, Toul, Metz et Verdun; mais il consent à ce que le roi de France les occupe, comme *vicaire de l'Empire*, et les garde en dépôt. Il refuse net à Henri le protectorat des princes ecclésiastiques, en homme qui se sent le droit de dicter aussi ses conditions. Il ne veut pas que la France se prolonge jusqu'au Rhin, et pèse de tout son poids sur l'Allemagne. Le Roi donnera, pour les trois premiers mois 240 mille écus, payables sur-le-champ, et 60 mille pour chaque mois suivant. Le duc de Saxe est reconnu pour le chef de la confédération. L'ex-Électeur et ses fils restent en dehors de la ligue. Les princes s'engagent à « poursuivre avec le fer et « le feu tous ceux qui refuseront de s'unir à eux, et « qui trahiront la patrie allemande. Enfin ils pro- « mettent d'aider Henri à recouvrer ses possessions « patrimoniales hors de l'Empire (en Italie), et « d'agir de concert avec lui, si l'on jugeait à propos « d'élire un nouvel empereur. »

Pendant ces négociations, Maurice n'a rien oublié pour détourner les soupçons de Charles-Quint. Il a provoqué, de la part des princes de l'Allemagne, une ambassade solennelle pour obtenir la liberté du landgrave. Ferdinand lui-même, bien qu'en froid avec son frère, a appuyé leurs instances. Maurice, qui sait que l'Empereur ne cédera pas, a voulu le mettre

encore une fois en demeure de relâcher son prisonnier ; s'il refuse, l'Allemagne en armes saura bien le tirer de sa prison. Charles, suivant son usage, élude la requête, sans la repousser, et ajourne l'affaire jusqu'à l'arrivée de Maurice, qui doit bientôt se rendre près de lui.

En février, les princes révèlent aux États de Saxe et de Hesse leur plan de délivrance du Landgrave, les armes à la main. Les États de Hesse l'accueillent avec transport; ils sont prêts à risquer leur sang et leurs biens pour délivrer leur souverain. Ceux de Saxe essaient en vain de détourner Maurice de son entreprise. Le sort en est jeté ; ce ne sont pas ces conseils timorés qui dérangeront des projets mûris depuis si longtemps. Maintenant, comment Charles-Quint, si soupçonneux, si vigilant, si bien servi par sa diplomatie, a-t-il pu ignorer des plans qu'on discute ainsi dans des diètes? Comment le secret, n'eût-il même été révélé qu'à demi, a-t-il pu échapper à ce regard, habitué à percer à jour tous les secrets? Comment le commissaire impérial, Schwendi, qui n'a pas quitté le duc pendant tout le siége, n'a-t-il pas découvert ses menées? Comment n'a-t-il pas trouvé la capitulation trop favorable aux assiégés? Comment n'a-t-il pas réclamé l'application de l'*Intérim?* Comment enfin, aux protestations de zèle du duc de Saxe, n'a-t-on pas opposé les faits qui les démentent? Même en faisant la part de l'habileté de Maurice, il reste là une énigme que, jusqu'à la publication de nouveaux documents, il faut renoncer à éclaircir.

Comme pour mieux avertir l'ennemi qu'il veut surprendre, Henri II a déclaré en plein parlement

« qu'il veut se venger de *son mortel ennemi*, qui a manqué à tous ses traités, » désignant ainsi assez clairement l'Empereur. Il a même réglé les conditions de la régence en son absence. On arme en France de tous côtés. Le vieux Schärtlin a recruté pour le roi en Allemagne trois régiments de lansquenets. L'Italie lui envoie les vieilles bandes qui ont sauvé le Piémont. Henri avait songé d'abord à attaquer les Pays-Bas ou l'Italie; mais il s'est ravisé: il sait que la France n'a jamais pu garder une seule de ses conquêtes dans ces deux pays; il aime mieux diriger son attaque vers les *trois évêchés*, qu'il veut incorporer à la France.

Le moment semble venu de lever le masque, mais Maurice veut jouer son rôle jusqu'au bout : les théologiens saxons, Mélanchthon à leur tête, se mettent en route pour Trente, avec des saufs-conduits de l'Empereur, après avoir rédigé une nouvelle confession de foi, sur la base de celle d'Augsbourg. Un scrupule leur prend en chemin : ils se souviennent du sort de Jean Huss, brûlé par le concile de Constance, en dépit d'un sauf-conduit impérial, et ils s'arrêtent pour en attendre d'autres, signés par le concile lui-même. Les représentants de Maurice, en se rendant à Trente, passent par Innsbruck, et portent à l'Empereur une lettre de leur maître, qu'ils ne précèdent que de quelques jours. Maurice n'y est occupé que du concile. Mais trop de docilité serait suspecte; aussi maintient-il toutes ses prétentions sur le rôle que les protestants doivent jouer à Trente.

Les luthériens cependant arrivent au concile. Le Brandebourg, le Wurtemberg, Strasbourg y ont leurs

représentants. L'assemblée, avant de reprendre ses travaux, discute l'affaire des saufs-conduits. Les luthériens, au grand scandale des pères, maintiennent fermement leur position et leurs droits. Les légats sont inflexibles; Charles insiste et soutient les protestants. L'affaire se complique, à la grande joie de Maurice, et absorbe toute l'attention de l'Empereur. Celui-ci ne se sent pas d'aise de voir enfin le concile réuni, et des luthériens qui y siégent. Son rêve d'unité est maintenant en voie de s'accomplir, et il sait un gré infini à Maurice de tout le zèle qu'il a déployé. Celui-ci d'ailleurs a soin de l'entretenir dans l'idée qu'il va arriver à Innsbruck, à chaque heure, à chaque instant. Il y a même déjà fait préparer un hôtel. Enfin, il se met en route, quand tous ses préparatifs sont achevés, quand l'heure est venue de frapper le grand coup. Charles, désarmé par cette preuve décisive de confiance, repousse les soupçons qu'on cherche à lui donner. Les Électeurs ecclésiastiques, pillés par les troupes de George de Meklembourg et par celles de Maurice, qui vivent à leurs dépens en Thuringe, ont dénoncé sa trahison à l'Empereur. D'Albe veut qu'on le mande à Innsbruck pour rendre compte de sa conduite : « Mais il vient, « répond Charles, et il n'y viendrait pas s'il était cou« pable ! » Quant à Granvelle, dans son dédain pour l'Allemagne, il ne veut pas croire qu'un de ces « ivrognes d'Allemands » soit capable d'une pareille trame.

Maurice est en chemin ; il a pour toute escorte un de ses conseillers qu'il sait vendu à l'Empereur. Au bout d'un jour ou deux de voyage, il se plaint d'un point de côté, et est bientôt forcé de s'arrêter. Il ex-

pédie en avant son compagnon de voyage, avec une lettre qui annonce son arrivée prochaine. Mais à peine l'espion impérial a-t-il le dos tourné que Maurice est à cheval sur la route de Thuringe, où l'attend son armée. Le fils aîné du Landgrave en a levé une autre, et Albert de Brandebourg est à la tête d'une troisième. Toutes trois se réunissent à Anspach, en Bavière. Maurice jette enfin le masque, et se fait proclamer général en chef de la ligue. Le drapeau de la Réforme et de la liberté germanique, si longtemps abaissé, se relève. Maurice publie son manifeste; il se résume en trois points : défendre l'Évangile, la constitution de l'Empire, et délivrer le Landgrave. Un seul de ces trois motifs soulèverait l'Allemagne; que ne feront pas les trois réunis? De toutes parts, les volontaires accourent, chez ce peuple martial, où tout enfant naît cavalier, tout paysan soldat!

De son côté, le roi de France n'est pas resté oisif. Il avait songé d'abord à attaquer les Pays-Bas; mais il a changé d'avis. Il offre aux princes de marcher vers le Haut-Rhin, pour appuyer leurs mouvements, et menacer les princes ecclésiastiques, s'ils osaient remuer en faveur de l'Empereur. Quelques villes impériales se trouvent sur sa route, Toul, Metz et Verdun; il s'en emparera en passant, pour ne pas laisser d'ennemis derrière lui, et les gardera en dépôt, comme vicaire de l'Empire. Son manifeste, qu'il publie aussi, respire le zèle le plus pur, le plus désintéressé pour la cause de l'Allemagne. Il veut rétablir sa constitution, délivrer ses princes captifs, assurer l'indépendance des membres du corps germanique, ses fidèles alliés. En tête du manifeste, il a fait graver

ı bonnet de liberté entre deux poignards, symbole
range et significatif, que la France reçoit ainsi de
s rois, pour le retourner un jour contre eux.

Assez tiède au fond pour les libertés de l'Allema-
ne, la France était bien plus sensible à l'espoir de
ecouvrer ses frontières naturelles, et de s'étendre
ısqu'au Rhin; aussi répondit-elle avec transport à
appel de son roi. « Toute la jeunesse des cités, dit
Vieilleville, se dérobait de père et de mère pour se
« faire enrôler. Les boutiques demeuraient vides,
« tant était grande l'ardeur, en toutes qualités de
« gens, de faire ce voyage, et de voir la rivière du
« Rhin. » Les nobles même, ne trouvant plus de
place dans la cavalerie, s'enrôlaient dans l'infanterie,
naguère si méprisée par eux. Henri, à la tête de
quarante mille hommes, se met en route pour la
Lorraine. C'est en vain que la duchesse douairière,
nièce de l'Empereur, vient le conjurer de respecter
les droits de son fils, le petit duc Charles, et la neu-
tralité de ses États. Le gros de l'armée se dirige vers
Toul, qui n'essaie pas de résister. Montmorency
s'empare de Metz, l'antique capitale de l'Austrasie,
par surprise, sans effusion de sang; l'évêque lui livre
la ville. Le roi y entre le 18 avril; il y reçoit l'hom-
mage que les habitants lui présentent à regret, con-
fisque toutes leurs franchises, et se prépare à faire
de leur ville un des boulevards du royaume. La Lor-
raine échappe à la suzeraineté de l'Empire pour pas-
ser sous celle de la France, et le jeune duc est envoyé
à la cour de Henri, qui lui destine en mariage une
de ses filles.

Dans les villes de langue française, l'expédition
avait réussi, grâce aux affinités de langage et de

mœurs, et aux liens du parti catholique avec la France. Mais, dès que l'armée mit le pied dans les pays de langue allemande, dans les Vosges, en Alsace, le dédain des Français pour leurs nouveaux alliés, leur insolence, et surtout le projet avoué de leur roi de réunir à la couronne toutes les places dont il s'emparerait, leur aliénèrent bientôt tous les cœurs. Les paysans, qu'ils maltraitaient, s'enfuyaient devant eux, mais faisaient main-basse sur les maraudeurs et les traînards. Le connétable comptait aussi s'emparer de Strasbourg par surprise; mais la ville lui ferma ses portes, et le reçut à coups de canon. Les princes réformés, déjà las de leurs alliés, protestaient déjà contre cette violation des droits de l'Empire. Un corps de troupes flamandes, envoyé par la reine Marie, venait d'entrer en campagne pour y opérer une diversion. S'engager plus loin eût été folie: Henri, se repentant trop tard d'avoir méprisé les sages conseils de Vieilleville, pour écouter ceux de Montmorency, son âme damnée, dut s'arrêter tout court, et se replier sur la Lorraine. Avant de faire volte-face, par une puérile satisfaction d'amour-propre, il fit abreuver tous les chevaux de son armée dans le Rhin; mais il dut renoncer, pour cette fois, à en faire sa frontière. L'armée française, à son retour, se jeta sur le Luxembourg, y dévasta tout le pays, et y prit quelques villes. Elle rentra enfin par les Ardennes, le 16 juillet, après une expédition mal conduite, mais heureuse, et dont les utiles résultats devaient durer pour la France. Enfin, le pape, dégoûté de sa guerre de Parme, dont il soutenait presque seul le poids, et où il venait de perdre son neveu, voyant d'ailleurs l'Empereur assailli de tous côtés,

laissa son allié se tirer d'affaire comme il le pourrait, et conclut pour son compte avec Henri II une trêve de deux ans, signée à Rome, le 19 avril.

Pendant qu'une armée française, sous prétexte de secourir les protestants allemands, allait s'enrichir de leurs dépouilles, le sang des protestants coulait à flots en France. Partout les bûchers se dressaient, à Lyon, à Toulouse, à Nîmes, à Paris. Le roi, poussé par les Guise, se lançait de plus en plus dans la voie des persécutions, voie fatale, qui devait aboutir à quarante ans de guerres civiles! Henri, en rentrant dans son rôle de tuteur du protestantisme en Europe, ne l'acceptait que pour le fausser. Au lieu de la reconnaissance de l'Allemagne il n'avait recueilli que sa haine et que son mépris; et l'Allemagne allait bientôt lui prouver qu'elle avait senti son injure.

Mais il est temps de laisser là les épisodes, et de retourner au nœud du drame, et à son principal acteur, Maurice de Saxe. A la tête d'une armée peu nombreuse, mais aguerrie, disciplinée, confiante dans son chef, et dans Dieu dont elle va venger la cause, entraînant à sa suite les princes, méfiants et fascinés, le chef de la ligne protestante marche droit sur Augsbourg. Cette riche cité, luthérienne de cœur, est le centre du pouvoir de l'Empereur, sa capitale allemande. Dans chacun de ses habitants, Maurice est sûr de rencontrer un allié. Augsbourg, atteinte à la fois dans toutes ses libertés, porte à Charles-Quint une inimitié personnelle : elle le hait plus qu'aucune autre cité, parce qu'elle l'a vu de plus près. Au seul bruit de l'approche d'une armée protestante, la ville se soulève. La garnison espagnole

est forcée de l'évacuer, le 14 avril, et le même jour, les princes y font leur entrée. Les temples, dépouillés de leurs images, sont rendus à la foi luthérienne, les pasteurs rétablis dans leurs chaires. Toutes les villes qui se trouvent sur la route de l'armée lui ouvrent leurs portes. Partout les temples sont rendus au culte, les pasteurs rappelés, les conseils rétablis. Tous les cœurs volent au-devant de Maurice. Ses torts, son égoïsme, ses trahisons même, on a tout oublié; on ne se souvient que d'une chose, c'est qu'il est le champion de l'Allemagne et du protestantisme, et qu'il ose attaquer l'Empereur.

Et Charles-Quint! que fait-il pendant que l'Allemagne et la France se réunissent contre lui, et que l'Europe applaudit, en regardant passer la justice de Dieu? Charles est toujours à Innsbruck, tourmenté par la goutte, et c'est là son excuse; car si son corps avait toute sa vigueur, son esprit toute sa liberté, son aveuglement ne se comprendrait pas. Tout entier au concile, Charles-Quint, comme tous les hommes qui ont fait de grandes choses, aime à n'en faire qu'une à la fois. En politique, en guerre, il aime à concentrer toutes ses forces sur un seul obstacle, pour l'emporter de haute lutte, et passer à un autre. Les yeux fixés sur Trente, le reste du continent n'existe plus pour lui. Il sait que la France songe à l'attaquer; mais il croit à un coup de main sur les Pays-Bas ou sur l'Italie, qui sauront bien se défendre. Ne sont-ce pas les deux champs clos accoutumés de cette vieille querelle qui dure depuis quatre règnes? Il ne songe pas même à l'Allemagne; il la croit suffisamment gardée par Maurice, par l'*Intérim*, et par la terreur qu'il y inspire. Il a sous

main, dans le concile, les trois Électeurs ecclésiastiques, et il attend les autres; il veut remettre sur le tapis la grande affaire de la succession, qui lui tient toujours à cœur; il a même fait une tentative nouvelle auprès de Maximilien.

Étrange infatuation! Et cependant les avertissements ne lui ont pas manqué. Les négociations de Maurice avec la France étaient connues à Venise dès 1550; ses ambassadeurs si pénétrants, si sagaces, avaient démêlé la trame. À la fin de 1551, l'Europe entière la connaissait. Mais l'Empereur est sourd à toutes les dénonciations, il ne veut ni entendre, ni voir; il est fasciné par Maurice. C'est son œuvre, sa créature, oserait-il jamais se révolter contre lui? D'ailleurs, son commissaire Schwendi lui répond du duc, qui va se mettre en route pour Innsbruck. Le 28 février, Charles écrit encore à Brandebourg qu'il est sûr de la fidélité de Maurice. Le 27 mars, celui-ci insiste de nouveau auprès de l'Empereur sur la délivrance du Landgrave, sans quoi il sera obligé de se constituer prisonnier entre les mains de ses fils; et le 4 avril, il est entré dans Augsbourg!

Quand la fatale nouvelle arriva à Innsbruck, Charles, qui ne pouvait plus la révoquer en doute, ne voulut d'abord la croire qu'à moitié. Il se persuada que les princes ne voulaient que la liberté du Landgrave, et dans un premier transport de rage, il s'écria : « Je ferai couper son corps en deux, « et j'en enverrai la moitié au duc de Saxe, et l'autre « au roi de France! » Vains emportements, peu dignes d'un homme d'État aussi sérieux, et qui firent place bientôt à un sentiment plus vrai de la réalité. Ce n'est pas seulement la liberté du Landgrave que

veulent les confédérés, c'est celle de l'Allemagne? « Elle est lasse, écrit Maurice, d'être foulée aux « pieds par des Espagnols et par des moines. » Chacun est de cœur avec l'insurrection, même ceux qui n'y prennent pas part. Les protestants en attendent la liberté de conscience, les catholiques le maintien des libertés de l'Empire. Charles n'a plus un appui; il avait compté sur les Électeurs ecclésiastiques, mais ils ont quitté Trente au bruit du danger, et se sont réfugiés dans leurs États pour y voir passer l'orage, qui les menace plus que personne. Point de secours à attendre du nouveau duc de Bavière, Albert, gendre de Ferdinand. Albert est un prince modéré, qui a naguère incliné vers la réforme, et qui ne veut épouser ni les passions du clergé, ni les rancunes de l'Empereur. C'est déjà beaucoup qu'il ne se joigne pas à cette croisade, dont il souhaite le succès, car elle est plus nationale encore qu'elle n'est protestante.

Quant à Ferdinand et à son fils, la plaie que Charles leur a faite saigne encore. Leur mauvais vouloir, sans aller jusqu'à la révolte, se trahit de mille manières. Et pourtant Charles en est réduit à implorer leur appui. Il écrit à Ferdinand, il lui demande, avec une triste solennité, « ce qu'il peut « attendre de lui, comme d'un frère et d'un *Roi des « Romains.* » Ferdinand répond, et c'est la vérité, qu'il a besoin de toutes ses forces contre les Turks, qui viennent d'envahir à la fois la Hongrie et la Transylvanie. Enfin la propre fille de l'Empereur, la femme de Maximilien, poussée par son mari, choisit ce moment pour réclamer de son père 300 mille ducats, qui restent à payer sur sa dot,

pour s'acheter une propriété en Hongrie. On dirait que sa famille entière, naguère si dévouée, est maintenant conjurée contre lui.

Sa situation est terrible : assailli de tous côtés, vers quelque point de l'horizon qu'il regarde, il ne voit que des ennemis ou des traîtres. Le duché de Parme est perdu. La république de Sienne, appuyée par la France, vient de secouer son joug. Les corsaires ont reparu dans les eaux de Malte, en même temps que Henri II sur le Rhin, et Maurice à Augsbourg. Ferdinand vient de se faire battre par le pacha d'Ofen. Le pape a traité avec la France. Tout lui manque à la fois, tout se tourne contre lui. Il est bloqué dans le Tyrol, coupé de tous ses États, entre l'Italie et la France en armes, et l'Allemagne révoltée. Pour se défendre, il n'a ni argent, ni soldats, ni alliés. Sa santé est détruite, il ne peut plus supporter le cheval, ni même la litière. Ses vieilles bandes espagnoles sont à Parme, dans les Pays-Bas, en Hongrie, pour défendre l'ingrat Ferdinand, partout enfin, excepté près de lui. Il a licencié ses reîtres allemands, parce qu'il ne pouvait plus les payer. Il n'a à Innsbruck qu'une poignée d'hommes, à peine suffisante pour le garder. Son trésor est vide, les mines du Mexique n'ont rien envoyé depuis quelque temps. Les banquiers de Gênes et de Venise, malgré l'intérêt exorbitant qu'il leur offre, ne veulent rien lui prêter. Son crédit est à bout comme son autorité. Et voilà où en est réduit le maître de l'Allemagne et de la moitié de l'Europe, à la merci de sujets qui lui refusent des secours, et de banquiers qui lui refusent de l'argent.

Mais Charles, comme tous les caractères forte-

ment trempés, se retrouve tout entier dans ce moment d'épreuve. Il a abusé de la bonne fortune, il saura tenir tête à la mauvaise. Son corps est épuisé, mais son esprit lui reste. Il n'a pas d'argent, pas de soldats, il aura recours à son arme favorite, aux négociations : s'il peut gagner du temps pour faire venir des troupes, pour intimider les faibles, pour ramener les douteux, rien n'est encore perdu. Il a les Alpes entre Maurice et lui, et des garnisons dans tous leurs défilés. Ferdinand ne refuse pas de négocier pour lui, car l'Empereur ne peut pas s'abaisser à traiter avec un rebelle ; son orgueil se révolte à cette seule idée. Il charge donc son frère d'amuser Maurice par de feintes négociations. Mais lui, que fera-t-il pendant ce temps? Sans doute l'Italie lui est ouverte ; mais s'il abandonne l'Allemagne, elle est perdue pour lui. Et puis, l'Italie n'est pas sûre. Le Parmesan est soulevé, et l'incendie peut gagner le Milanais. Avec le prestige du succès, il a perdu la moitié de sa force. Quelle figure un Empereur déchu ira-t-il faire dans cette Italie qu'il a vue à ses genoux? Sa vie même y sera-t-elle en sûreté? Sa mince escorte suffira-t-elle à le défendre? Il peut aussi aller demander un asile à son frère ; mais cet asile est-il sûr? Les Turks sont à Bude, à quarante lieues de Vienne, et ont partout débordé les frontières. La mer lui est ouverte, il est vrai, et l'Espagne l'attend, sa fidèle Espagne, tant négligée par lui, et dont il ne se souvient que quand il en a besoin. Mais il faut y arriver. Les galères turques et françaises sont maîtresses de la Méditerranée, et il peut être pris en chemin.

Un seul asile lui reste donc, ce sont les Pays-Bas.

Il y a loin sans doute d'Innsbruck à Bruxelles, mais il espère encore trouver libre le chemin de Constance et la rive droite du Rhin ; en ramassant sur sa route toutes ses garnisons, il pourra toujours se faire une petite armée, et résister si on ose l'attaquer. Les passes du Tyrol lui appartiennent, et par Füssen il peut s'échapper encore, avant que l'ennemi ne soit là. Mais il n'y a pas un instant à perdre, car Maurice, comme lui, connaît le prix du temps. Avec cette brusque décision qu'il trouve toujours en face du danger, Charles part d'Innsbruck, le 6 avril, la nuit, dans le plus grand secret, suivi seulement de deux chambellans et de quatre domestiques. Granvelle y restera avec sa maison, chargé de veiller sur son maître absent, et de le faire plus malade que jamais. Avant de partir, il écrit à son frère une lettre, qui ne doit lui être remise qu'en cas de succès. Charles-Quint s'y peint tout entier, dans tout le calme de sa force, dans toute la hauteur de cet orgueil, que l'adversité n'a pas pu abattre. « Si j'attendais « plus longtemps, écrit-il, je ne pourrais qu'être « pris un de ces matins dans mon lit. » Il examine ensuite, avec une froide résolution, tous les partis qu'il pourrait prendre ; « mais quoi que je fasse, « ajoute-t-il, dans un langage antique par sa mâle « fermeté, s'il en advient bien, ils le jetteront à la « fortune ; si mal, la coulpe en sera mienne... » Le « tout bien considéré, me voyant dans l'état où je « suis, me recommandant à Dieu, et me remettant « en ses mains, j'ai mieux aimé prendre détermi- « nation que l'on me trouve plustôt un vieux fol, « que, en mes vieux jours, me perdre sans faire ce « que je dois, et peut-être plus que mes forces et

« débilités ne me conseilleraient de faire. Me voyant
« en nécessité de recevoir une grande honte, ou de
« me mettre en un grand danger, j'aime mieux pren-
« dre la part du danger, puisqu'il est en la main
« de Dieu d'y remédier, que d'attendre celle de la
« honte. »

En choisissant, comme le fera toujours tout homme de cœur, « la part du danger », plutôt que celle de la honte, Charles se montre ici plus grand qu'à Mühlberg. Il y a, nous aimons à le reconnaître, dans l'homme qui a écrit ces lignes, une grandeur personnelle, indépendante de la fortune, et qui force à l'admiration ceux même qui se réjouissent de voir tant d'orgueil humilié. Comme son rival François Ier, Charles-Quint ne se retrouve lui-même qu'en face de l'adversité; il y gagne de savoir ce qu'il peut et ce qu'il vaut, sans y rien ajouter, mais sans en rien rabattre. Dépouillé de toutes ses grandeurs d'emprunt, l'homme, resté nu, nous paraît grand encore; la main de Dieu, en s'abattant sur lui, laisse place au respect pour une disgrâce si fièrement supportée.

Le monarque fugitif chemina toute la nuit par des routes de traverse. Il approchait de Füssen, quand tout d'un coup le bruit se répandit que l'ennemi avait paru à l'entrée des défilés. Charles d'ailleurs était à bout de ses forces. Vaincu par la maladie, mais non par la peur, il se décida enfin à retourner à Innsbruck; il y rentra de nuit, sans que personne eût soupçonné son absence. Pendant cet intervalle, Ferdinand, resté en bons termes avec Maurice, avait proposé à celui-ci une entrevue à Linz. L'armée protestante était alors devant Ulm, qui refusait de lui

ouvrir ses portes. Malgré le danger de ralentir une expédition où le succès dépend de la hâte, Maurice accepte. Ce qui l'y décide, c'est l'espoir que l'Empereur, occupé de ces négociations, ne mettra pas à rassembler ses forces son activité ordinaire. L'entrevue a lieu le 18 avril. Maurice insiste surtout sur quatre points, la liberté du Landgrave, la levée des bans, la liberté de conscience et la paix avec la France. Ferdinand répond que « l'Empereur est prêt « à relâcher le Landgrave aussitôt que les confédérés « auront mis bas les armes. Toutes les affaires de re- « ligion seront traitées à la prochaine diète. Quant à « la France, malgré le sentiment profond de l'injure « qu'il a reçue, l'Empereur ne refuse pas de traiter « à des conditions équitables. » A cette réponse, Maurice s'aperçoit bien vite que l'Empereur ne veut que gagner du temps. Il rompt les négociations; mais il consent à une nouvelle entrevue à Passau, pour le 26 mai. Un armistice aura lieu, du 26 mai au 8 juin, pendant les conférences, si ses alliés y consentent. Il lui reste donc un grand mois, c'est plus qu'il ne lui en faut pour ses desseins. Le 9 mai, il est de retour au camp. Avant de traiter, il veut appuyer ses négociations par quelque coup hardi. S'il réussit, c'est lui qui dictera la loi à Passau, au lieu de la recevoir. Le 19 mai, son armée est devant Füssen. L'Empereur n'a, pour garder le défilé, que huit cents hommes; mais dans cette forte position, ils suffisent pour arrêter une armée. Maurice marche droit à l'ennemi. G. de Mecklembourg s'empare des hauteurs qui dominent la forteresse. Les impériaux, se voyant pris entre deux feux, perdent la tête et se débandent, après une courte résistance. Dans leur

fuite précipitée, ils vont semer l'alarme dans un petit corps d'armée, qui se rassemble à Reuti. Maurice, sans perdre un instant, poursuit les fugitifs l'épée dans les reins, et les chasse devant lui. Un millier d'hommes reste sur le carreau, ou est jeté dans le Leck; le reste se disperse, ou est fait prisonnier. Le lendemain, on marche sur Ehrenberg, le dernier fort qui ferme encore le chemin d'Innsbruck. L'ennemi, découragé, résiste avec mollesse. Les réformés montent à l'assaut avec un irrésistible élan. La place, attaquée de deux côtés à la fois, est prise enfin. Trois mille prisonniers, neuf enseignes tombent au pouvoir des confédérés, qui n'ont perdu que peu de monde, tant leur attaque a été vive.

Innsbruck est ouvert, rien n'arrête plus le victorieux Maurice. S'il se hâte, il peut encore, comme il l'a promis, « prendre le vieux renard dans sa tanière. » Mais Dieu se joue des desseins des hommes: il a conduit Maurice jusqu'ici, il lui retire la main qui le guidait; il a humilié l'orgueilleux Empereur, mais il ne veut pas l'écraser. Une sédition s'élève dans l'armée de la ligue; les mercenaires qui y servent, ivres de victoire et de vin, veulent une paie extraordinaire pour avoir pris Ehrenberg, et Maurice ne peut pas même leur solder leur paie courante. Les soldats, irrités, veulent le massacrer. Il n'échappe que par miracle aux balles qui sifflent autour de lui. Mais un temps précieux a été perdu; Charles est averti, et a le temps de lui échapper. Il faut fuir maintenant, fuir devant ces rebelles qu'il voulait châtier. Avant de quitter Innsbruck, il rend la liberté sur parole à l'ex-Électeur, qui l'accepte avec joie de lui, pour ne pas la tenir de son cousin, et qui l'accom-

pagne dans sa fuite. A ce moment même, Ferdinand arrive de Linz, juste à temps pour assister à l'humiliation de son frère.

Le 21 mai, à la lueur des flambeaux, Charles monte en litière, au milieu d'un violent accès de goutte que l'émotion aggrave encore. Sa cour, ses domestiques le suivent en désordre, les uns à pied, les autres à cheval, sans rien emporter avec eux. La table même de l'Empereur demeure servie, comme pour attendre les vainqueurs. Ses archives, ses joyaux, sa garde-robe, tout reste à la discrétion de l'ennemi. Le cortége impérial se met en route par une nuit d'orage, à travers des sentiers défoncés par la pluie [1]. Le châtiment s'est fait longtemps attendre, mais il est venu enfin, et Dieu est juste autant qu'il est puissant. Le vainqueur insolent, qui a fait main-basse sur les libertés de l'Empire, en est ignominieusement chassé, et les portes de cette Allemagne où il a régné se referment sur lui.

L'Empereur, dans sa fuite, se dirigea d'abord vers Trente, par des chemins détournés, en rompant tous les ponts derrière lui. Mais la nouvelle de sa disgrâce l'avait précédé en Italie. Les pères du concile, au seul bruit de l'approche des protestants, avaient fui dans toutes les directions. Le légat, malade, s'en était allé mourir à Vérone. Les Français, maîtres des Alpes et du Piémont, pouvaient tenter un coup de main sur le Milanais. Il en coûtait trop d'ailleurs à la fierté de l'Empereur de renoncer à l'Allemagne;

1. L'ambassadeur français à Venise, Selve, écrit à son maître que « le « duc de Saxe et les princes allemands continuent leurs miracles de faire « cheminer les boyteux, et font passer la carrière si raide à l'Empereur, « qu'il peut bien se vanter que depuis longtemps il ne fit un meilleur « exercice. » (*Négoc. du Levant*, t. II.)

même en la fuyant, il voulait rester à portée d'y rentrer. Il se décida donc à chercher un refuge dans les États de son frère, à Villach, en Carinthie. De là, appuyé sur l'Autriche, qui n'avait pas bougé, il pouvait surveiller à la fois l'Allemagne et l'Italie, et se réserver, par Milan et Gênes, un chemin vers l'Espagne et les Pays-Bas.

Maurice, après avoir perdu un jour tout entier à apaiser ses soldats mutinés, arriva enfin à Innsbruck, non pas trois heures, comme on l'a dit, mais deux jours après le départ de Charles-Quint. Il abandonna au pillage le palais impérial et les hôtels des courtisans, mais il fit respecter tout ce qui appartenait aux habitants et au roi des Romains. On le pressait de poursuivre l'Empereur, qui ne pouvait voyager qu'à petites journées, et de s'emparer à tout prix de sa personne : « Je n'ai pas de cage, répondit-« il, pour enfermer un oiseau de cette grandeur. » Il tenait d'ailleurs, par une sorte d'insolent scrupule, à se trouver à Passau au jour fixé. Son but était atteint : il avait vu fuir devant lui le maître de l'Allemagne; il avait fait mieux que de le prendre, mieux que de l'emprisonner, il l'avait humilié. C'était là la meilleure de toutes les bases pour traiter à Passau.

Les conférences s'ouvrirent le 26 mai. D'une part se trouvaient les princes médiateurs, tous catholiques, Ferdinand, Albert de Bavière, les évêques de Salzbourg et d'Eichstädt; de l'autre, Maurice de Saxe, et les envoyés des Électeurs et des princes réformés, qu'on s'étonne de ne pas y voir en personne. Catholiques, protestants, tous sont d'accord sur un point : ils veulent tous la paix de l'Empire, et

la veulent même malgré l'Empereur. La position est changée : ce sont eux maintenant qui sont les arbitres de ce grand procès ; Charles, du rôle de juge, est descendu à celui de partie ; c'est à lui de recevoir la loi, au lieu de la donner. Ferdinand, malgré ses instances, est exclu de cette diète improvisée, qui s'est constituée elle-même. On veut s'entendre d'abord entre Allemands, et puis l'on traitera avec lui. Non que personne lui soit hostile ; mais il est suspect comme frère de Charles-Quint. Les catholiques, d'ailleurs, ont bien rabattu de leurs prétentions : ils ne songent plus à anéantir le luthéranisme, ils en ont maintenant plus de peur que de haine ; ils sentent d'instinct qu'il faut lui faire sa part, et compter avec lui. On est aussi d'accord d'écarter toute influence étrangère. L'Allemagne veut faire ses affaires toute seule. L'ambassadeur de France assiste aux conférences, mais il reste en dehors de tout. Henri II n'a songé qu'à son intérêt ; il ne se plaindra pas si ses confédérés en font autant que lui !

Maurice expose ses griefs : « L'Allemagne est un « Empire libre, dit-il, et toutes ses franchises ont été « violées. Les Électeurs sont écartés de la décision « des grandes affaires. On dit même qu'on va leur « retirer le droit d'élection, la base de tous leurs « droits. L'Empereur est devenu inaccessible. Toutes « les affaires sont renvoyées au lendemain. Les « diètes n'ont plus de fin, et n'aboutissent à rien. « En pleine paix, au mépris des lois, le pays est oc- « cnpé par des soldats étrangers. Les forteresses de « l'Empire sont rasées, l'artillerie enlevée. Le re- « mède à tous ces maux, c'est qu'on ne parle plus « d'*Intérim* ni d'unité religieuse. Ce que l'Allemagne

« veut, c'est la paix ; la conciliation viendra après,
« si elle peut venir. Il faut que l'Empereur garantisse
« les protestants contre toute persécution, et rende
« la liberté au Landgrave. Ce qui presse avant tout,
« même avant un concile allemand, c'est d'établir
« les conditions de la paix publique, comme à
« Spire, en 1544, et de tout faire pour la rendre
« durable. »

Les catholiques eux-mêmes reconnaissent la réalité des griefs, la justice des prétentions de Maurice. Le concile ne peut pas donner l'unité religieuse à l'Allemagne, et la paix presse plus que l'unité. Les pères de Trente n'ont travaillé qu'à exclure au lieu de concilier. Une diète décidera plus tard si un concile national doit être convoqué. Mais la question du moment, c'est de savoir si l'on ne peut pas fonder dans l'Empire une paix solide, sans la tenir d'un pape ou d'un concile. Ainsi posée, la question est résolue d'avance ; tout le monde s'y rallie, jusqu'aux princes ecclésiastiques, jusqu'à Ferdinand lui-même. Il propose de renvoyer les griefs à la première diète; mais Maurice s'y oppose. Il veut des garanties à la paix, et exige l'abrogation de tous les recès hostiles aux protestants. A ce prix, il consent à protéger les princes ecclésiastiques, qu'Albert Brandebourg rançonne en ce moment, sans vouloir reconnaître rien de ce qui se fait à Passau. A toutes ces requêtes, Ferdinand ne cède que pas à pas, en réservant le consentement de l'Empereur ; car il connaît son frère, et il sait que, s'il accorde trop, il sera désavoué.

Ainsi, sans l'Empereur, l'Allemagne serait d'accord. Lui seul, avec son inflexible volonté, se dresse encore entre elle et la paix. Pour y arriver, chaque

parti a fait un pas, et tous deux se rencontrent à moitié chemin, dans une même pensée, celle de donner enfin le repos à l'Empire. Quant aux conditions, elles sont faciles à régler. Les confédérés déposeront les armes, restitueront toutes leurs conquêtes, et une amnistie générale sera proclamée. Le Landgrave aura sa liberté, tous les bannis rentreront en grâce, et recouvreront leurs biens. Maurice, Ferdinand, tout le monde s'emploie avec un zèle égal à cette œuvre de réconciliation. Toutes les passions mauvaises sont écartées pour un jour. Chacun ne veut plus que le bien et la paix de son pays. L'Allemagne s'est retrouvée elle-même, et jusqu'aux haines religieuses se taisent, dans ce saint embrassement de ses fils sur le sein de leur mère.

Restait à faire accepter la paix à l'Empereur. Son frère ne s'y épargna pas. Ferdinand insista sur « le « danger de pousser à bout les protestants, d'irriter « les catholiques, et de les inviter à se joindre à sa « ligue; enfin d'exposer les princes ecclésiastiques « qui seraient les premiers attaqués. » Mais c'est trop demander à Charles-Quint que de renoncer en même temps aux deux grands buts de sa vie, la restauration de l'Empire et celle de la foi. C'est la mission qu'il a reçue d'en haut, la somme de toutes ses ambitions ici-bas. Doit-il céder lâchement à un caprice de la fortune, à l'empire de circonstances qui peuvent changer d'un instant à l'autre? Sans doute, au premier coup d'œil sa situation semble désespérée. Toute l'œuvre de son règne est détruite; sa trame, si laborieusement tissue, a été emportée d'un seul coup; mais doit-il se faire l'instrument de sa propre ruine, et traiter avec des rebelles qui l'ont

surpris, mais qui ne l'ont pas vaincu? L'hérésie, qu'il croyait terrassée, s'est relevée plus menaçante que jamais; mais le champion de la foi orthodoxe peut-il trahir la cause qu'il a défendue toute sa vie? A cette seule pensée son orgueil, son orthodoxie, se révoltent à la fois : « Si ne puis-je, écrit-il à sa fidèle « sœur Marie, consentir *à la bride qu'on veut me « mettre.* » Et il refuse, après mûre décision, de signer le traité.

Nous le disons sans hésiter : c'est là le plus beau moment de la vie de Charles-Quint. Nous l'avons vu heureux, triomphant, et abusant de son triomphe; mais nous ne l'avons jamais vu si grand, car sa grandeur est à lui, et non à la fortune. Tout lui manque à la fois, mais il ne se manquera pas à lui-même. On lui a déchiré sa trame, il la recommencera, mais il ne cédera pas. La fortune lui a toujours fait acheter ses faveurs : toutes ses guerres ont été laborieuses au début, heureuses à la fin, à l'inverse de François Ier. Il n'a donc pas à se décourager, il finira comme les autres commencent. L'Allemagne l'a trahi, mais les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, lui restent encore. Il ira rassembler ses forces éparses, recommencer la lutte, se venger de Henri II, de Maurice, d'Albret, et prendre un à un tous ses ennemis, en les divisant pour mieux les vaincre. Il armera Jean Frédéric contre Maurice, il arrachera la couronne de ce front où il l'a posée, pour la remettre sur celui du vieil Électeur. Il détruira cette puissance éphémère qui est son œuvre, et qui n'a pas de racines en Allemagne.

Ferdinand, désolé du refus de son frère, promet d'aller le trouver, et de « le convertir à la paix,

« comme s'il s'agissait du salut de son âme. » Il part pour Villach, et y arrive le 8 juillet. Il y trouve son frère malade, épuisé, mais inflexible. A peine cède-t-il sur quelques points de détail. A aucun prix il ne veut donner gain de cause à la rébellion et à l'hérésie. Le 16, il écrit encore à sa sœur « qu'il « ne fera rien contre son devoir et conscience, « quand même tout devrait se perdre. » Il cédera l'empire à son frère plutôt que de rien signer qui soit contraire à la religion, et de se laisser faire la loi par ceux qui devraient lui obéir. Tout ce qu'il veut concéder, c'est de s'en remettre à une diète. Il y gagnera du temps, c'est tout ce qu'il en attend. Il armera en négociant, et s'il a seulement trois mois devant lui, rien n'est perdu encore.

Ferdinand repart sans avoir pu rien obtenir de plus. Il adoucit de son mieux le refus de son frère; il demande à genoux huit jours encore de trêve. Mais Maurice sait comment il faut traiter avec Charles-Quint. Rien ne peut l'arrêter; il part, va retrouver ses confédérés, et le 17 juillet, il est sous les murs de Francfort. Partout où il a passé sur les terres de l'Église ou sur celles d'un allié de l'Empereur, le fer et la flamme ont marqué son passage. La ville lui ferme ses portes; car Maurice, malgré le service qu'il vient de rendre à la cause protestante, n'est pas populaire en Allemagne. La garnison impériale, qui se sent perdue, si elle cède, se défend avec le courage du désespoir. G. de Mecklembourg est tué, au moment où il enfonce une porte à coups de hache. Les assaillants, découragés, se retirent avec de grandes pertes, et des voix railleuses, du

haut des remparts, engagent Maurice à déposer son masque de Judas.

Cependant les princes médiateurs, restés à Passau, après bien des hésitations, se sont décidés à accepter les bases fixées par Charles-Quint. Ils ont peur de sa tyrannie, mais ils ne l'ont guère moins de l'anarchie. La paix une fois conclue, la liberté de l'Allemagne est assurée, en même temps que l'ordre. Qu'ont-ils à craindre, d'ailleurs? Le concile est dissous, il n'est plus question d'obéir à ses décrets. Le renvoi à la diète leur est favorable; ils y seront maintenant plus puissants que l'Empereur. Mais la paix n'est pas faite, tant que Maurice ne l'a pas signée. Les envoyés de Ferdinand viennent le trouver dans son camp, avec le traité. S'il avait pris Francfort, il eût répondu par un refus. Mais la chance des armes a tourné. S'il refuse, c'est une guerre à outrance entre lui et l'Empereur, qui est encore bien puissant, qui arme de tous les côtés, et peut scinder l'Allemagne en deux, en lâchant Jean-Frédéric contre lui. S'il signe, au contraire, sans doute il n'obtient pas tout ce qu'il demandait; mais son honneur est sauf, le Landgrave est en liberté. Il manque à ses engagements avec la France, mais a-t-elle tenu les siens? Henri II a pris soin de se payer lui-même; Maurice et ses alliés peuvent bien se croire quittes envers lui. La France, d'ailleurs, tant que Charles-Quint vivra, ne se brouillera jamais avec l'Allemagne : elles ont toutes deux trop besoin l'une de l'autre pour ne pas rester alliées.

Maurice se résigne enfin : il signe le traité, le 29 juin. Wilhelm de Hesse et le margrave Jean le si-

gnent avec lui. Les troupes des confédérés prêtent serment au roi des Romains, qui a joué dans tout ceci un rôle actif et honorable, et qui en est bien payé ; car il y gagne l'appui de Maurice et de la Saxe dans sa guerre contre les Turks. Voici les conditions du traité : « Avant le 12 août, les confédérés « auront déposé les armes, et le Landgrave sera « libre. Une diète sera convoquée avant six mois, « pour apaiser les querelles de religion. Les protes- « tants, jusque-là, jouiront d'une entière liberté « de conscience et de culte. Si la diète ne vient pas « à bout de terminer le schisme, les clauses en fa- « veur des protestants resteront en vigueur. Les « bans prononcés seront levés. Albert de Brande- « bourg sera compris dans le traité, s'il veut y accé- « der, et licencier ses troupes avant le 12. Enfin, la « diète suivante sera chargée de redresser les at- « teintes portées à la constitution de l'Empire. » Dans le traité, il n'est question du roi de France que pour l'autoriser à exposer ses griefs, que les confédérés mettront sous les yeux de l'Empereur.

Tout semblait terminé; mais il manquait encore un point important, la ratification de l'Empereur. Ferdinand, très-sincère dans son zèle pour la paix, n'était pas sans crainte. Et en effet, Charles a réfléchi. La chance a tourné encore une fois : l'échec de Francfort a arrêté tout court la fortune du duc de Saxe. Chaque jour l'Empereur voit grandir ses forces, et diminuer celles de ses adversaires. Que la diète se rassemble, et il ressaisira bientôt son empire sur des princes, habitués depuis vingt ans à trembler devant lui. Quand ils se trouveront face à face avec leur seigneur et maître, oseront-ils encore

lui tenir tête. Il écrit à son frère « qu'il voit mainte-
« nant jour à résister, et à venir au secours de ses
« sujets fidèles. Il craint une trahison du duc de
« Saxe en Hongrie. Il ne faut donc pas se presser de
« signer... » Ferdinand est désespéré. Il supplie son
frère « de songer à son honneur ; c'est lui qui a fait
« accepter ces conditions aux princes, lui qui a traité
« avec eux au nom de l'Empereur, voudrait-il main-
« tenant le désavouer ? Maurice est sûr, il n'y a rien
« à craindre de lui ; ses troupes ont prêté serment
« au roi des romains, elles sont prêtes à partir pour
« la Hongrie, qui périt si l'on ne vient pas à son se-
« cours. Une rupture le perdrait, lui, sa famille, ses
« États, et la chrétienté tout entière, que rien ne dé-
« fend plus contre les Turks. »

L'Empereur cède à la fin, mais bien plus aux instances de son frère qu'à la nécessité, ou aux engagements qui le lient. Le danger de Ferdinand, celui de la chrétienté le touchent plus que le sien. Il signe le traité, mais à regret, en homme qui sent qu'il pourrait s'y refuser. A la prière de Ferdinand, il a retenu l'ex-Électeur de Saxe, jusqu'à ce qu'un arrangement définitif ait été conclu entre son cousin et lui. Il est prêt à lui rendre la liberté, mais il y met deux conditions : 1° Jean-Frédéric doit se soumettre aux décisions de la diète ou du futur concile, en matière de religion. 2° Il doit renoncer, pour lui et pour ses fils, à la couronne électorale, et donner des sûretés. Ainsi, Charles, par une dernière humiliation, se trouve réduit à stipuler pour Maurice, et à affermir lui-même sur son front la couronne qu'il voulait en arracher.

La dernière condition est dure pour Jean-Frédé-

et pourtant, il s'y soumet sans hésiter. Il y a
temps qu'il a fait son deuil de l'Électorat, même
s fils. Cinq ans de solitude et de captivité,
égard de Dieu, l'ont désabusé pour jamais
de ce monde. Une couronne, à ses yeux,
qu'on risque la paix de l'Allemagne pour
recouvrer? Mais en revanche, sur l'article de la
religion, le vieil Électeur est intraitable. « Il est prêt
« à rentrer en prison, plutôt que de plier sa con-
« science aux décisions d'un concile. L'Empereur
« sera toujours son seigneur et maître; il n'a nulle
« envie de le braver, il lui restera soumis, en tout
« ce qui ne touche pas sa conscience; mais il res-
« tera, jusqu'au tombeau, fidèle à sa chère confes-
« sion d'Augsbourg. » Charles s'aperçoit enfin qu'il
se heurte là contre un obstacle invincible; il cède
encore une fois, et le 12 septembre, il laisse partir
son prisonnier, en daignant lui témoigner « qu'il
« est satisfait de sa conduite, pendant le temps qu'il
« a séjourné près de lui. » Le prince s'éloigne en lui
exprimant sa sincère gratitude. Il retourne enfin
dans ses États, diminués de moitié, sans songer
même à réclamer ce qu'il a perdu. L'affection de
sa famille, le bonheur de ses sujets, et le témoi-
gnage de sa conscience le paieront assez de ce qu'il
a souffert.

Le Landgrave est moins heureux, et mérite moins
de l'être. Une dernière épreuve lui est réservée. Il
est enfin sorti de sa prison de Malines, heureux de
cette délivrance inespérée, à laquelle il ne voulait
pas croire. Il se remet en route, impatient de revoir
sa famille et sa Hesse chérie, rêvant déjà la chasse,
les festins, et toute cette activité corporelle dont il

a été privé si longtemps. Mais Albert de Brandebourg n'a pas voulu reconnaître le traité de Passau; il continue à vivre aux dépens des princes ecclésiastiques, qu'il dépouille sans pitié. Un régiment hessois, sans l'aveu de son souverain, est passé au service d'Albert. La reine Marie s'en prend au malheureux Landgrave : on l'arrête en chemin, tout près de la frontière, et on le reconduit dans sa prison, sous la garde du même capitaine espagnol, qui l'a gardé cinq ans avec une si implacable sévérité. Philippe tombe dans le désespoir, il croit à une captivité éternelle. Il n'en est rien pourtant : le malentendu s'éclaircit. Philippe quitte enfin, pour n'y plus rentrer, ce tombeau vivant, d'où il a cru ne jamais sortir. Mais cet esprit si audacieux, si remuant, qui faisait de lui l'homme d'action du parti, Philippe l'a laissé à Malines. Le ressort de son âme a été brisé par cette longue captivité, supportée avec une impatience si fébrile, si peu chrétienne. Jean-Frédéric a grandi dans sa prison, il s'y est transfiguré, il en est sorti un saint et un martyr; Philippe sort déchu et diminué de la sienne, et le reste de cette vie si agitée se passe obscurément dans le repos.

Charles-Quint, lui, n'est pas sorti diminué de son épreuve; mais après avoir souscrit le traité de Passau, il n'a plus qu'à abdiquer. Son âme, d'une trempe plus forte que celle du Landgrave, n'a pas perdu son ressort, mais il a perdu sa foi en lui-même. Il peut lutter encore, mais il ne peut plus vaincre. De cette main puissante, qui saurait encore manier le sceptre et l'épée, il souscrit le désaveu de toute la politique qu'il a suivie depuis trente ans. *Roi catho-*

lique, il sanctionne avec désespoir le triomphe de l'hérésie et celui de la révolte. Sans doute ce traité n'est que provisoire ; mais l'Allemagne a senti sa force, elle ne reprendra jamais le joug qu'elle a brisé. Avec ce ferme regard que l'adversité enseigne à jeter sur les choses humaines, Charles a vu enfin, après tant d'illusions, sa situation telle qu'elle est. L'Empire, la dictature de l'Europe, l'unité religieuse lui échappent à la fois. L'Allemagne est perdue : ni lui, ni le catholicisme n'y régneront plus sans partage; et qu'est-ce, pour l'orthodoxie et pour lui, qu'un trône qu'il faudra partager ? [1]

Admirable conduite de la Providence, brusques retours qui se jouent de toutes les prévisions humaines, et semblent se plaire à les démentir! Ainsi, Dieu, dans ses voies mystérieuses, s'est servi de la même main, et d'une main protestante, pour abattre le protestantisme et pour le relever! Le maître en politique a été battu par l'écolier. Jean-Frédéric, en prison, et Maurice, sur le trône, les vertus de l'un comme les vices de l'autre, ont concouru au même but, l'affranchissement de l'Allemagne, et le triomphe de l'Évangile. L'Empire déchiré va se reposer enfin de ses longues discordes, non pas dans l'unité, qui n'est qu'un rêve, mais dans la concorde, qui doit la remplacer. Les deux religions, avant d'ap-

1. Le curieux historique de ces négociations, qui ont précédé la paix de Passau, se trouve tout entier dans la *Correspondance de Charles-Quint*, récemment publiée par Lanz. Ces documents jettent un jour tout nouveau sur cette portion si intéressante et si mal connue de l'histoire de Charles-Quint. L. Ranke et M. Mignet, qui les ont révélés au public allemand et français, en ont tiré le plus heureux parti. Sleidan et Seckendorf n'en ont connu qu'une partie; Robertson et tous les modernes, avant L. Ranke, n'ont fait que copier ces deux auteurs.

prendre à ne pas se haïr, vont apprendre à se tolérer. La vérité fera toute seule désormais son chemin dans les consciences, et pourra vider, à armes loyales, son duel avec l'erreur. Pour affermir dans les âmes la foi nouvelle, Dieu a eu recours à sa voie habituelle, l'épreuve; et si les princes ont faibli, les peuples ont résisté. L'Évangile a conquis droit de cité dans la patrie de Luther. S'il n'y règne pas encore partout, du moins, rien ne pourra plus l'arracher de cette moitié du sol allemand où il a pris racine. Dans ce vaste plan de Dieu, qui nous semble inachevé, parce que nous n'en voyons qu'un bord, les hommes, et Maurice lui-même ne sont que des instruments, qui servent des desseins qu'ils ignorent. L'Allemagne, avant d'arriver à une paix durable, et à la tolérance qui en est la seule base, a encore bien des épreuves à traverser. La querelle n'est pas vidée à fond, les haines ne sont pas éteintes. Un demi-siècle encore, et la guerre de Smalkalden enfantera la guerre de trente ans. L'humiliation de Charles-Quint sera lavée dans des flots de sang allemand. Puis enfin le traité de Munster viendra compléter l'œuvre de Passau, l'abaissement de la maison d'Autriche, et assurer à l'Allemagne la concorde et la paix, en attendant l'unité de croyance, qui seule peut lui donner l'unité politique.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

ORIGINES DE LA CIVILISATION MEXICAINE.

(Voyez page 54).

M. Prescott, dans sa belle *Histoire de la conquête de Mexico*, t. III, p. 371, a publié un essai assez étendu sur ce sujet, obscur autant que curieux. L'espace nous manque pour l'analyser avec détail. Nous en résumerons rapidement les points principaux, avec les conclusions de l'auteur.

Le nouveau monde, à l'époque de la conquête espagnole, paraît avoir contenu deux familles de peuples, l'une composée de tribus chasseresses, placées au degré le plus bas de l'échelle sociale; l'autre de nations habitant des villes, et parvenues à peu près au niveau intellectuel et moral des empires semi-civilisés de l'Asie. Quelle est l'origine de cette civilisation bâtarde, dont l'histoire de l'Empire d'Anahuac (Mexico), et les ruines d'anciennes villes cachées dans les forêts du Yucatan, nous offrent des traces si curieuses? Cette civilisation est-elle indigène? Mais alors, comment expliquer son incontestable analogie avec les traditions et les institutions des peuples de l'Asie? A-t-elle été empruntée à l'Orient? Mais alors, comment se rendre compte des profondes différences en fait de langage, et de l'ignorance où étaient ces peuples de quelques-unes des inventions les plus utiles et les plus simples, de celles qui se présentent d'elles-mêmes à l'homme, comme l'usage du fer, des animaux domestiques, du lait, etc.

Passons rapidement en revue les analogies. Les plus frappantes, les plus incontestables, sont dans les traditions religieuses. Ainsi, le Noé de la Genèse se retrouve dans le Noé aztec, *Coxcox* et sa femme, que d'anciennes peintures nous représentent dans une barque ouverte qui ne laisse voir que leurs têtes. La barque flotte sur les eaux, au

pied d'une montagne. Une colombe est peinte au-dessus, tenant dans son bec l'emblème hiéroglyphique du langage, qu'elle distribue aux enfants de *Coxcox*, nés muets. Chez un peuple voisin des Aztecs, la tradition se complète : le Noé de ce peuple a rempli sa barque de toutes les espèces d'animaux. Au lieu d'un corbeau, c'est un vautour qu'il envoie à la découverte. Mais l'oiseau rapace s'oublie en dévorant les corps des géants que les flots ont engloutis, et un petit oiseau (*humming bird*), expédié à son tour, revient avec la branche verte.

Nous avons parlé de la grande pyramide de Cholula, à étages superposés et en retrait, comme la tour de Babel. La tradition indigène ajoute qu'elle fut élevée par une famille de géants, qui avait échappé au déluge. Ils voulaient l'élever jusqu'au ciel ; mais les dieux, irrités de leur audace, lancèrent la foudre sur leur ouvrage, et les forcèrent à renoncer à leur entreprise. Une autre analogie non moins remarquable est celle de la déesse Cioacoatl, notre première mère, « celle qui connut la première, et légua après elle à la race « humaine les douleurs de la maternité, comme un tribut payé à la « souffrance et à la mort. » On la représente d'ordinaire avec un serpent à ses côtés, et son nom signifie *femme-serpent*.

Quetzalcoatl, est cet être mystérieux dont nous avons déjà parlé (p. 62), et qui apporta la civilisation aux Aztecs. C'est l'homme blanc, à longue barbe, venu de l'Est, qui, après avoir présidé longtemps à l'âge d'or d'Anahuac, a disparu aussi mystérieusement qu'il était venu, sur l'océan Atlantique. Les conquérants espagnols, toujours prêts à multiplier ces analogies, et à les fausser en les exagérant, ont encore brodé sur ce fond, plus réel que les fables qu'ils y ont ajoutées. Dans l'homme à la longue barbe, ils ont voulu voir à toute force l'apôtre saint Thomas ou le Messie lui-même ; et les crédules natifs, pour faire la cour à leurs maîtres, se sont efforcés de rattacher au christianisme toutes leurs traditions nationales. Ainsi, l'usage du baptême, avec des cérémonies qui le rapprochent du baptême chrétien, se retrouve chez les Aztecs. On implore la déesse Cioacoatl, qui préside à la naissance, « pour que le péché, « qui nous a été donné avant le commencement du monde, ne visite « pas cet enfant, mais que, purifié par ses eaux, il puisse être régé- « néré pour une nouvelle vie. » La croix, symbole adoré dès la plus haute antiquité en Égypte et en Syrie, et qui figure au nombre des hyéroglyphes de Thèbes, avec le sens de *Soutien*, ou *Sauveur* (Champollion, *Précis*, t. II, tableau général, n°s 267, 348), figure aussi dans les monuments de Palenque. Dans la migration des Aztecs du pays d'Aztlan à celui d'Anahuac, on a voulu voir l'exode des Juifs, etc.

Mais sans nous arrêter à ces rapprochements forcés, et à d'autres plus étranges, éclos dans le cerveau des moines qui ont suivi la conquête, il paraît plus que probable que, à des époques que l'histoire n'atteint pas, une communication a existé, par quelles voies, on l'ignore, entre le Mexique et l'Est de l'Asie. On peut en donner pour preuve la ressemblance entre les institutions sacerdotales et les rites religieux du mariage, des funérailles, du baptême; l'odieuse pratique des sacrifices humains, et même du cannibalisme, dont on discerne encore des traces chez quelques tribus Mongoles; enfin, la conformité frappante des usages civils et des mœurs, conformité telle, qu'en lisant la description de la cour de Montezuma, on croit lire le récit d'un voyage de Mandeville ou de Marco Polo à la cour du grand khan de Tartarie.

La chronologie des Aztecs offre beaucoup de rapport avec celle des peuplades mongoles, répandues de l'Inde au Japon. Le même rapport existe entre les hiéroglyphes et les signes zodiacaux employés par les deux races. Ni le langage, ni la structure physique n'offrent les mêmes analogies; mais le rapport est sensible dans l'architecture et la sculpture. La pyramide de Cholula et les monuments de Palenque, d'Itzalana et de Mitla, rappellent évidemment le style égyptien ou asiatique, dans son ampleur un peu lourde, et dans la richesse exagérée des détails. Les sculptures en relief, qui couvrent les monuments de Palenque, tandis que celles des Égyptiens sont en creux, surpassent ces dernières en correction et en grâce. Les têtes sont ornées de tiares dans le goût asiatique. Quant à l'âge de ces monuments, il est impossible de hasarder une date, même approximative. Seulement le pavé de granit porte encore la trace visible des générations qui l'ont usé sous leurs pieds, irrécusable cachet d'un monde évanoui, qui y a laissé son empreinte. Ajoutons que ces immenses blocs ont été, comme ceux des Égyptiens, taillés avec des instruments de bronze ou de cuivre, qu'on a trouvés dans les carrières; car l'usage du fer paraît avoir été également inconnu des deux peuples, bien que d'abondantes mines de ce métal couvrent tout le plateau d'Anahuac.

Les idées, les hypothèses les plus contradictoires existent donc, on le voit, sur les origines de la civilisation mexicaine. La science, comme il arrive trop souvent, a compliqué la question, au lieu de l'éclaircir. On a tour à tour voulu placer ces origines, en Tartarie, en Égypte, en Chine ou en Judée. D'autres n'ont voulu y voir que l'effort et le produit d'une culture indigène. Le problème reste donc à résoudre, mais voici les conclusions de M. Prescott.

1° Les analogies sont assez bien établies pour nous induire à penser que la civilisation aztèque a été, dans une certaine mesure, influencée par celle de l'est de l'Asie.

2° Les dissemblances sont assez marquées pour nous autoriser à conclure que cette influence n'a pu s'exercer qu'à une période très-reculée, et qu'elle a été trop faible pour entraver la naissance et le développement d'une culture indigène.

II

IBRAHIM ET CHARLES-QUINT.

(Voyez page 249).

Il est curieux de voir la politique impériale, la papauté et la Réforme, jugées au point de vue musulman. Voici le langage que tenait à un envoyé de Ferdinand le grand vizir Ibrahim, confident des pensées de son maître, et plus enivré que lui de sa fortune. « Il « n'est pas digne d'un Empereur de commencer une chose et de ne « pas la finir, de dire et de point faire ; il a assiégé Ofen, et ne l'a « point prise. Il aurait dû rétablir la paix entre son frère, et le roi « Jean Zapoly, et il ne l'a pas tenté. Si je voulais convoquer un con- « cile, je placerais Luther d'un côté, le pape de l'autre, et je les « forcerais tous deux à ramener l'unité de l'Église. » Puis, prenant en main une lettre de l'Empereur, Ibrahim ajoutait : « Cette lettre « n'est pas d'un prince prudent et modéré : Charles-Quint y énu- « mère avec orgueil ses titres. Comment ose-t-il s'y dire *Roi de* « *Jérusalem* ? Ne sait-il pas que le *grand Empereur* est maître « de cette ville ? Pense-t-il à enlever au sultan ses États, ou veut-il « par là lui montrer son mépris ? Je sais que des nobles chrétiens « font le pèlerinage de Jérusalem en habits de mendiants ; mais « Charles-Quint croit-il que, pour visiter Jérusalem en mendiant, « il sera roi ? J'interdirai désormais l'accès de cette ville à tous les « chrétiens... Si Charles-Quint fait la paix avec nous, alors seule- « ment, il sera empereur, car nous le ferons reconnaître pour tel « par les rois de France et d'Angleterre, le pape et les protestants. « Croyez-vous que l'amitié qui unit en ce moment Charles-Quint et « le pape soit bien réelle, à moins que ce dernier n'ait oublié le « sac de Rome, et les indignes traitements qu'il a subis dans sa

« prison? J'ai acheté pour 60 mille ducats un diamant enlevé à sa « tiare. Ce rubis (montrant une bague à son doigt) était à la main « du roi de France, lorsqu'il fut fait prisonnier! Il est depuis « passé en ma possession. » (De Hammer, *Hist. des Ottomans.*)

III

CHARLES-QUINT ET LE PAYSAN.

(Voyez page 281).

L'anecdote suivante n'a pas la gravité de l'histoire; mais elle peint trop vivement l'idée que l'Espagne se faisait de Charles-Quint, et l'esprit de liberté narquoise du paysan espagnol, pour que nous la laissions de côté. « L'Empereur, un jour, à la chasse près de Madrid, se sépara de son cortége, et s'acharna tellement à la poursuite d'un cerf, qu'il finit par le tuer. Un vieux paysan passait sur la grande route, avec son âne chargé de bois. Charles lui propose de jeter bas le bois, et de charger le cerf sur l'âne jusqu'à la ville, en offrant de payer plus que le bois ne valait. « Vous me la baillez belle! dit le « paysan, ne se doutant guère à qui il avait affaire, ne voyez-vous pas « que le cerf à lui seul pèse autant que l'âne et le bois tout ensemble? « Vous auriez plus tôt fait, vous qui êtes jeune et alerte, de le charger « sur vos épaules. » L'air dégagé du rustaud plut au roi, qui se mit à causer avec lui, en attendant la chasse. « Combien de rois as-tu « déjà connus? lui dit-il. — Ah! je suis bien vieux, reprit le labou- « reur, car j'en ai connu cinq, depuis le roi don Juan II, qui mourut « avant que j'eusse barbe au menton, jusqu'à ce Carlos qui règne « aujourd'hui. — Et, dis-moi, mon brave homme, reprit l'Empereur, « selon toi, de tous ces rois, quel a été le meilleur, et quel le plus « mauvais? — Oh! le meilleur, répliqua l'ancien, il n'y a pas à hési- « ter, c'est don Fernando; aussi l'a-t-on appelé le *catholique*. Quant « au plus mauvais (*ruin*), tout ce que je peux dire, c'est que celui « que nous avons me semble assez mauvais comme cela; car il nous « tient toujours en souci, et y est lui-même; il se promène sans cesse « d'Italie en Allemagne, et d'Allemagne en France, et emporte avec « lui tout l'argent de l'Espagne. Enfin, au lieu de se contenter de ses « revenus et des trésors des Indes, qui suffiraient à conquérir mille « mondes, il met encore de nouveaux impôts sur les pauvres labou- « reurs comme nous; il n'aura pas de repos qu'il ne nous ait ruinés.

« Plût à Dieu qu'il se contentât d'être roi d'Espagne, et il serait en-
« core le souverain le plus puissant du monde! »

Cette naïve expression des sentiments populaires ne déplut pas à Charles-Quint. Il continua à causer avec le paysan jusqu'à l'arrivée de son cortége, et entendit, en une demi-heure, plus de bonnes et franches vérités qu'on n'en disait en dix ans à sa cour. Puis, quand les gentilshommes vinrent s'incliner devant le monarque, le manant reconnut, un peu tard, à qui il avait eu affaire : « Ainsi, c'est donc « vous qui êtes le roi! » s'écria-t-il d'un air de regret. Et comme Charles-Quint le rassurait d'un air de bonté : « Ah! pardieu! ajouta-t-il, si « je l'avais su, j'en aurais dit bien d'autres! » Et l'Empereur, cette fois, ne demanda pas son reste. (Sandoval, *Hist. de Carlos V°*)

IV

CAPTIVITÉ DU LANDGRAVE DE HESSE.

(Voyez page 409).

EXTRAITS DE LA CORRESPONDANCE DE CHARLES-QUINT AVEC FERDINAND (Bucholtz, t. IX, p. 423 à 433).

1° *Articles proposés à l'Imp. Maj., au camp devant Wittemberg, par l'Électeur marquis de Brandebourg et le duc Maurice de Sachsen* (le 2 juin 1547).

« Le Landgrave de Hessen offre de nouveau qu'il fera abattre tous ses forts, excepté un... Item, offre de délivrer toute son artillerie. Il se rendra aussi à S. Maj. en *genade* et *ongenade*, sans aucune condition; toutefois ledit marquis et duc Maurice adjustent à celuy article, qu'il leur est nécessaire d'avoir intelligence avec S.M. que telle condition ne tournera *à peine corporelle ou perpétuel emprisonnement* dud. Lantgrave... *sans toutefois que de ce dessus le Lantgrave n'an sçaisse rien*, ains se rendra librement et simplement; *et cecy se fait tout seulement affin que lesd. princes puissent tant plus facilement conseiller et induyre led. Lantgrave.* »

2° *Lettre de Charles-Quint à Ferdinand* (Halle, 15 juin).

« ... Le Lantgrave se doibt trouver ici dans deux ou trois jours, s'il ne se retire de ce que lesdits électeurs ont traicté pour luy....

Vrai est que lesdits électeurs ont demandé assurance que je ne le ferais châtier, ny en sa personne, ni en ses biens, plus avant du contenu audit traicté, ni aussi par prison perpétuelle, et que ils ont usé du terme *perpétuelle*, selon que aussi ils consentirent qu'il se mît au billet, que sur ce ils ont donné pour m'en faire relation. Je m'y suis condescendu... comme vous sçavez, toujours tenu de, se était possible, le tenir du moins pour quelque temps entre mes mains, me délibérant de, quand il se viendra rendre, le faire retenir prisonnier, dont lesdits électeurs ne se pourront ressentir, *puisque je ne contreviendray ainsi à l'assurance que j'ay donnée, parlant de prison, avec l'addition de perpétuelle.* Toutefois sur cecy voudrais-je bien avoir votre advis, et aussi sçavoir le tems pour lequel il vous semblera que je me devrais résoudre à le retenir prisonnier. Sur quoy j'avais pensé, s'il serait bien de dire que ce fust pour jusques je puisse veoir quel chemin les affaires de la Germanye prendraient, car après, il serait en ma main de le délivrer, soit jusqu'au bout de la diète, ou jusques à mon rester en la Germanye... »

3° *Réponse de Ferdinand à Charles-Quint* (Leitmeritz, 17 juin).

« J'ai vu ce que m'écrivez en l'endroit du Lantgrave; à la vérité, Monsgn., ce serait très-bonne œuvre, qui le pourrait mener à soi y condescendre. Mais je tiens qu'il n'acceptera volontiers ledit article, principalement *quant à tenir prison quelconque*; et s'il ne se pouvait obtenir, et plutôt que venir en roupture avec lui, me semble que V. M. *doit condoner la prison* (faire grâce de la prison) bien qu'il se trouve soubs bonne garde, jusques il ait accomply le traicté..... Et si, pour le rasement des places fortes, pouviez avoir bonne caution et seurté de luy, et qu'il fût tenu comparoir devers V. M. toutes les fois qu'il serait appelé, par ce moyen, il serait toujours comme prisonnier, et se rendrait plus subject et craintif de rien mouvoir; et pour ce, ne se donnerait occasion de ressentiment auxd. électeurs, qui s'en sont meslés, et ne se mectrait led. Lantgrave en désespoir. Toutefois, je m'en remets à ce qu'il plaira à Monseigneur de ordonner pour le mieux. »

4° *Lettre de Charles-Quint à Ferdinand* (25 juin).

« ... Je vous avais demandé advis sur la détention du Lantgrave... Il n'y avait chose qui m'empéchast de le détenir, pourvu que sa prison ne fût perpétuelle. Sur quoy votre réponse m'arriva le même jour qu'il fit l'*humiliation*... et considérant que, le retenant, l'on pourrait lui faire grâce, et que si on lui pardonnait du tout, il n'y avait plus occasion de le retenir prisonnier, *je prins résolution de*

le retenir... et je fis dire à l'Électeur de Brandebourg qu'il verrait que je lui accordais tout ce que lui et l'Électeur de Saxen avaient demandé lors du traité, et l'ayant ouy, *demonstra s'en contenter*. Et ils accompagnèrent ledit Lantgraff au château et soupèrent avec lui... Ils démontrèrent de n'avoir entendu que ledit Lantgraff se pût destenir prisonnier, disant l'avoir de ce assuré, et sur ce, on leur donna raisons (preuves) du contraire, même par le texte du traicté, et l'asseurance que eulx mesmes avaient receu, que seulement la prison perpétuelle avait été exclue... Et à ce qu'ils disaient de la promesse donnée par eux au Lantgraff, qu'ils ne l'avaient pu faire contre ma volonté, et moins *ayant clèrement par leur escript promis le contraire*, pour m'asseurer que ledit Lantgraff n'escripvit aux villes (car il est coustumier de faire son proffit de tout ce qu'il peut) qu'il se venait rendre à *gnad* et *ungnade*, mais que ce fut une simple formalité... (Je répondis) que ledit Lantgraff ne devrait sçavoir aultre chose, sinon que, sans aulcune condition, il se venait rendre à *gnad* et *ungnade*.

« A quoy les princes ne firent aultre réplique, sinon qu'ils n'estaient docteurs pour disputer sur les mots, si *n'avaient entendu aultre chose*, *sinon qu'il ne serait prisonnier*, persuadants la délivrance... Le lendemain, ils voulurent persister sur le même, et comme ils en firent leur plainte à plusieurs, il me sembla que la chose était déjà passée trop avant pour reculer... et que, me retirant de ce où je m'estais mis, à sçavoir, de le retenir prisonnier, tout le monde eût pu penser que je m'y fusse mis sans raison, et qu'ils m'eussent, par ce, contraint de m'en départir, *je délibérai de tenir bon*.

« Et à cette fin, demonstray seulement que, par ce qui s'estait passé, ils avaient voulu mettre mon honneur en dispute, et que l'on débattait si je tenais ma parole ou non, et si je m'estais mis plus avant que ne portait le traicté. Aussi voulais-je que l'on débattît, si, par le traicté, et par les escripts accordés hors d'iceluy, je pouvais retenir ledit Lantgraff prisonnier ou non? et que je voulais que le point se vidât avant d'entrer en aultre chose... leur faisant dire que je ne estais docteur plus qu'eux, et que l'escrit dont il était question avait été donné par eux en allemand, et que, par tout ce qui avait été traicté, ils avaient bien pu cognaistre mon intention..... Et ils *vinrent à confesser par trois fois* que, selon tout ce qui s'estait passé, et par la capitulation, je l'avais pu prendre et tenir en prison, moyennant qu'elle ne fût perpétuelle, et *que si quelqu'un voulait dire le contraire*, *eulx vouldraient soutenir qu'il en est ainsi*, et que, si faute il y avait en ceci, ils l'ont faite. Aussi me vinrent-ils sup-

plier de vouloir, dès maintenant, définir le temps de la prison, le nommant (fixant) à trois semaines ou un mois. Et, après leur avoir remontré le tort qu'ils me faisaient d'avoir voulu faire difficulté à ladite prison, et ce où ils disaient s'estre mis contre ce qu'ils m'avaient promis, je leur dis que je n'avais aulcune seureté de ce qui se allait promptement complir, et que je verrais comment ledit Lantgraff y ferait preuve de bonne foi... et ce fait, s'ils me requieraient de quelque chose, je leur ferais si honnête réponse, qu'ils auraient grande occasion de s'en contenter. Ils demeurèrent satisfaits de cette mienne réponse, mais depuis, ledit Lantgraff fait (agit) en désespéré.

« ... Et vous ai voulu advertir, cher frère, si particulièrement de ce qui touche la prison dudit Lantgraff, afin que, si l'on vient à vous en parler, *vous scachiez comment le tout se passa*, *pour en donner raison*, *sans vous laisser vaincre...* »

Voici donc toute l'affaire, racontée par Charles-Quint, à son point de vue, et sous le jour qui lui est le plus favorable. Rien n'y manque, pas même, on l'a vu, le consentement des deux Électeurs qui, dans les articles proposés par eux, promettent de ne rien dire au Landgrave de la clause de la prison « pour plus facilement induire ledit Landgrave. » Pour qui a étudié la question, pour qui lira seulement avec soin les lettres que nous citons, il ressort clairement de tout ceci : 1° que Charles-Quint a toujours été décidé à retenir le Landgrave prisonnier ; 2° que les princes y ont consenti provisoirement ; 3° qu'ils n'ont pas parlé de prison au Landgrave, et que celui-ci n'a consenti à se soumettre qu'à condition de rester libre. Ceci posé, il n'y a plus que trois hypothèses admissibles : ou Maurice et Brandebourg, pour mieux servir l'Empereur, ont indignement trompé Philippe, c'est celle de Bucholtz ; ou les ministres, sachant l'erreur du Landgrave, l'ont, à l'insu de l'Empereur, entretenue et exploitée par une rédaction équivoque de l'acte de pardon, c'est l'hypothèse de Ranke ; ou enfin l'Empereur a tout su, tout dirigé, tout conduit ; il a trompé à la fois le Landgrave en lui laissant espérer sa liberté, les deux Électeurs en la lui faisant promettre par eux, sous caution personnelle, et en leur promettant sans doute lui-même que cette captivité ne serait que pour la forme, et que Philippe serait libre aussitôt qu'il aurait acquitté ses engagements. Cette dernière hypothèse est la mienne, et voici mes raisons.

On ne peut supposer un instant, je l'ai dit, p. 402, la mauvaise foi de la part des électeurs. Pour comprendre même qu'ils aient consenti, dans les articles soumis à l'Empereur, à ne pas parler de prison au Landgrave, il faut qu'ils aient obtenu de Charles une pro-

messe, non écrite (c'est là leur tort), mais positive, de ne pas user de ses droits, ou de n'en user que pour le forcer à tenir ses engagements. Non-seulement une duplicité si odieuse répugne à admettre de la part des deux princes, mais toute leur conduite subséquente ne s'explique plus. Pourquoi cette indignation, pourquoi ces réclamations si acharnées, pourquoi ces accusations, que le respect, *la* crainte même ne suppriment pas? Pourquoi enfin la défection de Maurice, qui s'explique si bien par la perfidie de Charles, mais qui n'a plus de sens, si l'Empereur n'a pas blessé Maurice au cœur, en faisant de lui l'instrument de la ruine de son beau-père, et en le déshonorant aux yeux de l'Allemagne?

Nous n'avons pas les lettres des Princes, ni celles du Landgrave, nous n'avons que celles de Charles et de son frère, qui lui conseille la clémence, et le blâme timidement du parti qu'il a pris. Or, tous les faits, dans ces lettres de l'Empereur, sont présentés sous le jour qui lui convient. Ce sont des réponses qu'il prépare à son frère, « dans le cas où l'on viendrait à lui en parler, afin qu'il sçache « comme tout se passe, *pour en donner raison, sans se laisser « vaincre.* » Ferdinand ne doit pas *se laisser vaincre*, il faut qu'il ait raison de l'opinion rebelle, comme son frère l'a eue du Landgrave. Les princes ont *tout confessé par trois fois*, dit Charles-Quint; mais qui nous le prouve? Charles compose ici à lui seul tout le tribunal; il est juge et partie à la fois, il fait comparaître *les témoins*, et arrange à son gré leurs réponses, eux absents, sans confrontation, sans contrôle; il est donc permis de douter de la justice de son arrêt. L'équivoque, dont ses ministres ont usé, n'est plus qu'une ruse de subalternes, qu'il n'a pu ignorer, et dont il a fait son profit; mais la fraude remonte plus haut : elle n'est pas dans une lettre changée, dans un misérable jeu de mots; elle est dans la double déception infligée au Landgrave et aux deux Electeurs, instruments et victimes à la fois d'une ruse longuement méditée. Telle est notre conviction réfléchie. L'histoire est aussi un tribunal; nous y avons cité Charles-Quint, et sauf erreur du juge, nous le croyons coupable. Il est vrai qu'il a été assez puni : sa trahison lui a coûté la couronne d'Allemagne, et il ne l'eût jamais perdue, s'il eût rendu la liberté à Philippe.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.

TABLE

DU SEPTIÈME VOLUME.

LIVRE XXII.

LIVRE XXIII.

LIVRE XXIV.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOÎT, 7.



